

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Chine et Luxembourg: relations au beau fixe



M. Wu Bangguo, Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et des membres du Parlement.

Les 22 et 23 mai derniers ont vu la présence au Grand-Duché de Wu Bangguo, le Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la République populaire de Chine. Au cours de ses diverses entrevues, le Président Wu a notamment rencontré son homologue Laurent Mosar, les vice-présidents de la Chambre, les présidents des groupes politiques et le Président de la Commission des Affaires étrangères. Suite aux entretiens, les relations bilatérales entre la Chine et le Luxembourg ont été qualifiées d'excellentes.

M. Laurent Mosar et M. Wu Bangguo se sont exprimés en faveur d'une extension des échanges d'étudiants et du développement d'activités touristiques et culturelles. Dans le domaine éducatif, plusieurs accords, si-

gnés en 2006 entre l'Université du Luxembourg et trois universités chinoises, permettent déjà d'offrir des bourses d'études à des étudiants originaires des deux pays.

En matière commerciale, la Chine est le 2^e partenaire, hors Europe, du Luxembourg (le 1^{er} en Asie). Des collaborations existent au niveau du secteur financier, de la sidérurgie, des télécommunications et des satellites. La visite devait aussi servir à identifier de nouvelles opportunités de coopération.

Le Grand-Duché compte quelque 4.000 ressortissants chinois alors qu'environ 100 Luxembourgeois vivent en Chine. La visite de la délégation chinoise s'est inscrite dans le cadre du 40^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Luxembourg.

Au cours de la 2^e journée de son séjour au Luxembourg, le Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la République populaire de Chine Wu Bangguo a été reçu en audience par le Grand-Duc. Il s'est aussi entretenu avec le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et divers membres du Gouvernement.

Au cours de la matinée, le Président Wu fut attendu à la Banque de Chine où il s'est entretenu avec les responsables. L'institut financier est déjà établi au Luxembourg depuis 1979 et emploie quelque 90 personnes. La Banque de Chine fait partie des nombreux acteurs chinois qui ont déjà élu le Grand-Duché comme terre d'accueil pour développer à partir de notre pays leurs activités en Europe.

25 ^e séance	jeudi	26 avril 2012
26 ^e séance	mardi	8 mai 2012
27 ^e séance	mercredi	9 mai 2012
28 ^e séance	mercredi	9 mai 2012
29 ^e séance	jeudi	10 mai 2012

Le Président en visite chez LuxConnect

Le 4 mai 2012, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a visité la société LuxConnect à Krakelshaff (Bettembourg). LuxConnect est une société de droit privé, créée et détenue par l'État luxembourgeois. Depuis son lancement en 2007, la principale mission de LuxConnect est de promouvoir et de faciliter les investissements «TIC» (technologies de l'information et de la communication) de haut niveau au Luxembourg.

L'objectif de LuxConnect est triple:

- rendre le Luxembourg visible sur les cartes internationales d'Internet,
- offrir de l'espace «Data Center» et
- créer des liaisons internationales.

Suite aux explications du directeur général de LuxConnect, M. Edouard Wangen, le Président de la Chambre des Députés a pu visiter un des deux «Data Center» à Bettembourg. Un troisième vient d'être mis en service à Roost.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, s'est informé auprès des responsables sur le fonctionnement et les objectifs de LuxConnect.

La Ligue HMC accueille Laurent Mosar



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, s'est informé auprès des responsables sur le fonctionnement des ateliers.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de se rendre dans les ateliers de la Ligue HMC à Capellen. Créée en 1963, la ligue a pour but d'aider les enfants, adolescents et adultes mentalement ou cérébralement handicapés.

Les ateliers à Capellen permettent à des personnes en situation de handicap de recevoir une formation et d'exercer une activité professionnelle dans des conditions adaptées à leurs capacités. Plus de 200 hommes et femmes, âgés de plus de 16 ans, travaillent dans une vingtaine d'ateliers, dont la menuiserie, la serrurerie, le cannage, le tissage, la céramique, la reliure ou le jardinage.

Lors de sa visite, M. Mosar a rencontré une partie des travailleurs handicapés et les équipes qui les encadrent. Il a tenu à féliciter les uns et les autres pour la qualité du travail fourni et les a encouragés à persévérer dans leur engagement de bien faire.

Actuellement, le projet de reconstruction du site de la Ligue à Capellen avance à un rythme satisfaisant et le début des travaux est envisagé pour 2013, année du 50^e anniversaire de la Ligue HMC.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, lors de sa visite au «Konviktsgaard».

Le «Konviktsgaard» fête ses 20 ans

Cette année, la Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, communément appelée «Konviktsgaard» fête ses 20 ans d'existence. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a tenu à visiter les logements encadrés pour personnes âgées et à rencontrer une partie des habitants. Le «Konviktsgaard» s'adresse aux personnes

âgées de plus de 65 ans et dispose de 45 appartements, 58 studios et 8 chambres pour courts séjours.

Située dans un écrin de verdure à deux pas du centre-ville, la Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte offre à tous ses pensionnaires le plus grand calme et un accès facile à tous les commerces et transports en commun.

DANS CE NUMÉRO

État de la Nation:	- déclaration	p. 327
	- débat	p. 333
Secteur des taxis		p. 323
Types et profils d'enseignants		p. 315
Migrations internes en Europe		p. 358
Sommaire des séances publiques n°s 25-29		p. 361
Sommaire des questions parlementaires		p. Q105

Le FESF se dévoile aux élus

Le fonctionnement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la situation sur les marchés avant le lancement du Mécanisme européen de stabilité (MES) ont constitué les sujets abordés au cours d'une visite d'une délégation de la Chambre des Députés auprès du FESF, le 16 mai 2012. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission des Finances et du Budget se sont entretenus avec le Président du FESF, M. Klaus Regling, également sur des thèmes d'actualité tels que la situation en Grèce.

Le FESF fait partie des instruments instaurés pour rétablir la confiance dans la monnaie unique et pour assurer la stabilité de l'Union monétaire. Les députés ont abordé les problèmes de financement public que

connaissent certains pays. Ils se sont interrogés sur l'implication des parlements nationaux dans les décisions prises au niveau européen. M. Regling a insisté sur le fait que la souveraineté budgétaire des parlements nationaux reste garantie, étant donné que les engagements des gouvernements doivent être approuvés par les parlements respectifs.

Les interlocuteurs ont été unanimes pour souligner que la politique doit garder la primauté sur les marchés et le Président du FESF a relevé qu'il revient au législateur de fixer les règles pour ces marchés.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) devrait entrer en vigueur dès juillet 2012. Il constitue un instrument intergouvernemental de droit international qui engage les pays qui l'ont signé. La Chambre des

Députés est actuellement saisie de trois projets de loi concernant le MES.

Le projet de loi 6334 approuve la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 de modifier le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pour instituer le Mécanisme européen de stabilité. En votant le projet de loi 6334, la Chambre donnera son accord sur une modification de l'article 136 dudit traité.

Le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité fait l'objet du projet de loi 6405.

La Chambre devra également donner son accord sur la participation de l'État au capital du MES (soit 200 millions à titre de parts libérées et 1,55 milliards à titre de parts non libérées) en adoptant le projet de loi 6406.



M. Klaus Regling, Président du FESF (5^e de droite), a accueilli M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et les membres de la Commission des Finances et du Budget.

Conférence sur l'Espace: le développement durable en point de mire

Dans le cadre de la désormais annuelle Conférence sur l'Espace organisée par l'Union européenne, le développement durable a figuré au centre de toutes les préoccupations. M. Marcel Oberweis, en sa qualité de président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace y a pris part à Cracovie du 13 au 15 mai 2012.

Depuis plusieurs décennies, l'espace est exploré scientifiquement et aussi bien l'Union européenne (UE) que l'Agence spatiale européenne (ASE), en tant qu'acteurs importants, y prennent part. Le hasard a voulu que la conférence se déroule cette année dans le bâtiment même où

Nicolas Copernic, chanoine, médecin et astronome de langue allemande, né le 19 février 1473 à Toruń, Prusse royale (Royaume de Pologne), a développé et défendu la théorie selon laquelle le Soleil se trouve au centre de l'Univers (héliocentrisme) et la Terre - que l'on croyait auparavant centrale et immobile - tourne autour de lui.

Dans un premier temps, les échanges entre représentants des divers parlements de l'UE ont porté sur la protection de l'environnement telle qu'on peut la concevoir à partir de l'espace. Chercheurs et ingénieurs ont notamment évoqué les domaines dans lesquels leurs autorités respectives ont recours aux satellites pour observer

- les dégâts causés à l'environnement sur terre et mer;
- la situation des ressources halieutiques;
- l'utilisation des énergies renouvelables en mer (énergie éolienne);
- l'exploration de nouvelles ressources énergétiques;
- l'imperméabilisation et l'hyper-trophie des sols.

Les systèmes satellitaires GMES et GALILEO, en voie d'être implantés, ont été unanimement reconnus comme étant des éléments-clés de la navigation spatiale européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg apporte une contribution importante. Aussi bien la navigation que la détection géographique sur terre et mer seront assistées par GALILEO, système européen qui entrera en concurrence directe avec les systèmes américain et russe, GPS respectivement GLONASS.

L'autre système européen GMES supporte de manière exemplaire les

différents services de communication et d'information qui transmettent aux scientifiques dans toute l'Europe tout une kyrielle d'informations sur le changement climatique et la surface du globe terrestre.

Un autre temps fort de la conférence fut le développement de nouveaux réseaux entre acteurs politiques, partenaires industriels et petites et moyennes entreprises en matière de recherche et d'innovation. Le but avoué de l'UE est de consolider sa position de pointe dans les technologies de l'espace et de son exploration afin de rester compétitive par rapport à ses concurrents américains et asiatiques. L'Union dispose entre-temps de structures industrielles et de recherche adéquates pour mettre l'exploration spatiale au service de ses citoyens.

Dans son intervention, M. Marcel Oberweis observa que le Grand-Duché, à travers la création de la SES dans les années 1980 et l'adhésion à l'ASE en 2005, s'est mué en véritable nation spatiale. Il fit notamment savoir que le gouvernement luxembourgeois porte à bout de bras des projets concrets tels que la reconnaissance terrestre, les communication et navigation satellitaires de sorte que le savoir-faire technique dont le Luxembourg s'est doté au fil des ans peut contribuer à la consolidation et au développement de ses activités aéronautiques et spatiales.

Dans ce contexte, M. Oberweis cita et présenta les différentes entreprises luxembourgeoises actives dans le domaine aéronautique et spatial tout en espérant que la place de plus en plus prépondérante prise par l'espace dans l'activité économique en général saura susciter des vocations parmi les jeunes.



La Chambre des Députés a été représentée par M. Marcel Oberweis.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, avec des membres de la Commission de l'Agriculture lors de la visite de l'exploitation agricole biologique.

L'agriculture bio, mode de production alternatif

Accompagné des membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité, le 18 mai passé, l'exploitation agricole biologique «A Mechels» à Harlange.

Suite à l'interpellation du 28 mars 2012 du député Fernand Etgen à la Chambre des Députés sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg, les parlementaires ont voulu se faire une idée sur place du fonctionnement concret d'une telle exploitation. Avec le propriétaire Marco Kœune, actif dans la

production de lait bio depuis 1998, les députés ont notamment évoqué les avantages et les inconvénients du mode de production biologique, de plus en plus plébiscité par les consommateurs.

En 2011, le secteur biologique luxembourgeois dénombrait 102 producteurs (dont 57 agriculteurs, 14 maraîchers, 8 viticulteurs, 8 fruiticulteurs et 15 apiculteurs) exploitant au total une superficie de 3.924 ha, 61 transformateurs (boulangerie, boucherie, laiterie et fromagerie, stockage et distribution, restaurant, etc.) et 5 importateurs.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et M. Werner Hoyer, Président de la BEI.

Entrevue avec le Président de la BEI

Les répercussions de l'élection présidentielle en France et des élections législatives en Grèce sur la situation économique et financière en Europe ont constitué le principal sujet abordé par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de son entrevue avec M. Werner Hoyer, nouveau Président de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les deux présidents ont dit regretter unanimement la présence de députés fascistes au sein du parlement hellénique suite au scrutin législatif de début mai.

Ils ont salué la participation de la BEI à la «Journée des Institutions» prévue à la mi-octobre prochaine. Elle devrait contribuer à mieux faire connaître aux citoyens luxembourgeois cette institution qui siège à Luxembourg-Kirchberg et dont la mission principale consiste à contribuer, par le financement d'investissements, à la réalisation des grands ob-

jectifs de l'Union européenne tels que

- la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement,
- la cohésion et la convergence entre les différentes régions en Europe,
- le soutien aux petites et moyennes entreprises pour qu'elles investissent,
- la promotion d'une énergie durable, compétitive et sûre,
- la stimulation d'une économie de la connaissance ou encore
- la construction de réseaux trans-européens dans les secteurs des transports, de l'énergie et des communications.

Pour finir, MM. Mosar et Hoyer ont tenu à souligner l'importance d'un approfondissement des relations entre la BEI et la Chambre des Députés.



Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Norbert Hauptert, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Claude Adam et M. Félix Eischen ont représenté la Chambre des Députés lors de la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunis du 25 au 28 mai 2012 à Tallinn (Estonie), les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont concentré leurs débats sur les répercussions du Printemps arabe en matière de sécurité, la crise économique et le retrait planifié des forces de combat de l'OTAN présentes en Afghanistan.

Les parlementaires ont invité les gouvernements alliés à tendre la main aux pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient pour les aider à désamorcer les tensions sociales et économiques qui minent les progrès apportés par le Printemps arabe et ont par ailleurs insisté sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'échange de conseils et d'enseignements avec leurs homologues d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

À propos de la crise économique que traverse l'Union européenne, les membres ont lancé un avertissement: une contraction des budgets de la défense érodera l'aptitude de l'Alliance à parer aux menaces auxquelles elle se voit confrontée aujourd'hui, à moins que les gouvernements ne tiennent leur promesse d'élaborer une «défense intelligente» qui permette de tirer le plus grand parti des capacités militaires.

«La crise économique que nous traversons aujourd'hui pose de réels problèmes. Il ne faut pas répondre à cette crise en réduisant nos budgets et nos capacités d'une façon telle qu'une autre crise - une crise de la sécurité, cette fois - en résulterait.» a précisé dans ce contexte le Président

de l'Assemblée, l'Allemand Karl A. Lamers. «La défense intelligente ne doit pas être qu'un processus technique. Un nouvel état d'esprit est de mise: il nous faut de l'énergie, de la volonté politique et de la confiance mutuelle pour faire passer les intérêts collectifs et la solidarité avant les préoccupations nationales de chacun.»

Évoquant la question de l'Afghanistan, le Président de l'Assemblée a insisté sur le rôle des parlementaires, qui doivent expliquer à l'opinion publique la nécessité du maintien d'une présence de l'OTAN dans ledit pays.

Le Président a salué l'engagement pris à Chicago de continuer à apporter une aide à l'Afghanistan après que les fonctions de sécurité auront été confiées aux autorités afghanes en 2014, tout en rappelant qu'il est important que les pays alliés respectent leurs engagements. «Nous ne devons pas répéter les erreurs du passé. Il faut un passage du relais placé sous le signe de la responsabilité, des décisions coordonnées sur le niveau des troupes et, pour après l'échéance de 2014, une stratégie durable.»

Parmi les autres dossiers abordés figuraient notamment le programme nucléaire iranien, les relations avec la Russie, les préoccupations concernant le respect des droits humains en Ukraine, les opérations de lutte contre la piraterie maritime au large de la Somalie, la cybersécurité et l'immigration clandestine en Méditerranée.



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Nikola Poposki, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

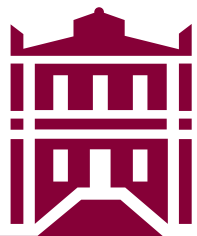
Visite du Ministre des Affaires étrangères de Macédoine

L'intégration de la Macédoine dans l'Union européenne et la situation économique du pays ont été longuement évoquées au cours d'un entretien que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu avec le Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, M. Nikola Poposki, le 10 mai 2012.

La Macédoine est pays candidat pour devenir membre de l'Union européenne depuis 2005. Des accords de coopération ont déjà été signés. Les discussions portent actuellement sur la précipitation du pro-

cessus. Des réformes ont été engagées au niveau du système judiciaire et de l'administration, considérés comme élémentaires pour avoir une économie performante. Selon M. Poposki, la lutte contre la corruption enregistre des succès.

Les deux interlocuteurs se sont prononcés en faveur d'une intensification des relations commerciales entre le Luxembourg et la Macédoine. L'économie macédoine est très ouverte sur l'étranger. Les secteurs les plus importants sont la sidérurgie, l'agriculture et les technologies avancées.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°9 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Redevances aéroportuaires

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile

Le projet de loi vise à transposer la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires. Les redevances aéroportuaires sont perçues par les assistants en escale pour la rétribution de services d'assistance en escale et des redevances prélevées pour le financement de l'assistance aux passagers handicapés et aux passagers à mobilité réduite.

L'objectif de la directive 2009/12/CE est d'harmoniser les principes de perception des rede-

vances aéroportuaires dans les aéroports communautaires et, partant, d'éviter des abus de situations de monopole.

La directive consacre ainsi les principes de non-discrimination et de transparence des redevances aéroportuaires avec une procédure obligatoire de consultation régulière des usagers d'aéroport par les entités gestionnaires d'aéroports. Elle prévoit en outre la mise en place d'une autorité de supervision indépendante en vue d'assurer l'impartialité des décisions ainsi que son application correcte et effective.

Cette directive a cependant posé problème au Luxembourg, qui y a vu une concurrence déloyale susceptible d'être exercée par les aéroports de la Grande Région ne tombant pas sous le champ d'application de la directive et qui a donc introduit un recours en annulation devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 15 mai 2009.

En date du 12 mai 2011, la Cour de Justice de l'Union européenne a débouté le Luxembourg en arguant qu'il n'y avait pas de violation des principes de droit européen et en estimant que l'aéroport enregistrant le plus grand nombre de mouvements de passagers par an «doit être considéré comme le point d'entrée de l'État membre ce qui lui confère une position privilégiée par rapport aux usagers d'aéroport».

08.02.2012 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.04.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012

Prise en charge des salariés victimes de faillites

6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

Les faillites d'entreprises ont souvent pour conséquence non seulement de plonger les salariés dans le chômage, mais en outre de les placer dans une situation économique difficile, les privant de leurs salaires déjà plusieurs mois avant la déclaration de la faillite.

Les salariés sont certes protégés par le superprivilège, mais la mise en œuvre de celui-ci est en général assez longue et lourde et peut ainsi amplifier les difficultés financières, voire la détresse des salariés concernés par la faillite.

Dans le but d'améliorer d'une façon générale la prise en charge des salariés dans une faillite, le présent projet de loi vise à introduire, dans le droit commun, une procédure simplifiée permettant à ces salariés de faire valoir personnellement leurs droits auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi et ce immédiatement

après le prononcé de la faillite. Ainsi, ils se verront verser, dans de très brefs délais et dans le respect des limites légales, des avances sur leurs salaires impayés leur permettant de subvenir à leurs besoins quotidiens, en attendant le décompte définitif et le versement de la somme totale garantie par le Fonds pour l'emploi.

Le projet de loi prévoit encore une deuxième innovation importante. En vue d'un placement rapide des salariés touchés par une faillite, le projet propose, pour cette catégorie de personnes, de supprimer toute obligation en matière de durée d'inscription auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi par rapport à l'éligibilité aux aides à l'embauche prévues à l'article L. 541-2 du Code du Travail.

Cette mesure s'appliquera dès l'entrée en vigueur de la présente loi modificative à tout demandeur d'emploi dont le dernier contrat de travail a cessé du fait d'une déclaration en état de faillite de son employeur, même si la date de la déclaration en faillite est antérieure à cette date d'entrée en vigueur.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 03.10.2011

Rapporteur: Mme Vera Spautz

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.08.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.09.2011 Désignation d'un rapporteur

18.01.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État



Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

- 17.10.2011 Désignation d'un rapporteur
- 07.12.2011 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 13.02.2012 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
- 12.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Loi du 19 avril 2012

Mémorial A: 2012, n°82, page 930

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 29.02.2012 Désignation d'un rapporteur
- 18.04.2012 Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012

Liaison Micheville

6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4

Le projet de loi a pour objet la réalisation de la section courante entre la route N31 et l'autoroute A4 au nord de la cité Raemerich, la construction d'un échangeur et d'un giratoire au droit du crassier d'Ehlerange, le raccordement de celui-ci au rond-point Raemerich, ainsi que la construction d'un ouvrage au-dessus du giratoire d'Ehlerange et d'un ouvrage au-dessus de la route N31. S'y ajoute le traitement des terres polluées avec leur mise en dépôt consécutive, respectivement leur évacuation vers une décharge appropriée. Ces travaux comportent des investissements maximaux de 138.000.000 euros, à la valeur 658,44 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2010. Étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40.000.000 euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le projet requiert l'approbation du législateur en vertu de l'article 99 de la Constitution.

L'autorisation prévue dans le cadre du projet de loi constitue la troisième phase de la réalisation de la liaison Micheville, c'est-à-dire la création d'une nouvelle liaison routière appelée à connecter de façon appropriée, d'une part, la région limitrophe française, et, d'autre part, le site de Belval-Ouest au réseau autoroutier luxembourgeois.

En effet, le Gouvernement a déjà été autorisé par la loi du 3 août 2005 relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville à réaliser la première phase d'une artère routière traversant le site de Belval selon un axe nord-sud partiellement en souterrain, à savoir la construction de la structure portante du tunnel faisant la jonction entre l'accès sud et donnant sur le «Square-Mile» aménagé au centre du site, un raccordement provisoire sur le chemin repris 168 et le déplacement des réseaux aériens et souterrains d'infrastructures ainsi que les études afférentes. L'enveloppe budgétaire de cette première phase était limitée à 76.000.000 euros (à la valeur 600,88 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2004).

La loi du 29 juillet 2008 relative à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et le projet routier afférent sur le territoire français a autorisé le Gouvernement à réaliser la deuxième phase du raccordement routier, notamment à achever le gros œuvre du tunnel de Micheville au sud et au nord, à parachever le tunnel avec des travaux de voirie et des équipements techniques, à construire un passage souterrain au sud des voies ferrées avec raccordement de la route N31, à réaménager celle-ci et à la raccorder au rond-point Raemerich, ainsi qu'à traiter des terres polluées et les mettre consécutivement en dépôt. Les dépenses occasionnées par cette loi ne pouvaient dépasser le montant de 115.500.000 euros (à la valeur 646,07 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2007).

«Nordstrooss»

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

L'objet du projet de loi consiste à adapter les dépenses inscrites dans la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, dépenses qui s'élevaient à l'époque

à la somme de 366.882.417 euros (à l'indice semestriel des prix de la construction d'une valeur de 492,65) ainsi que celles inscrites dans la loi du 3 août 2005, à savoir 229.000.000 euros (à l'indice semestriel des prix de la construction d'une valeur de 588,92).

Ces adaptations qui se chiffrent à 58.100.000 euros sont notamment dues à l'évolution du chantier et à des dépenses supplémentaires non couvertes par l'enveloppe financière autorisée par les lois de 1997 et 2005.

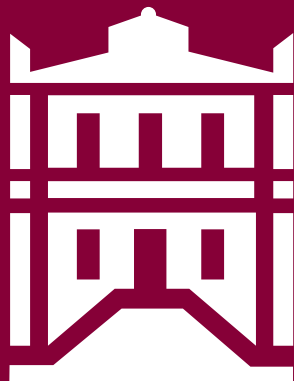
Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

- 29.02.2012 Désignation d'un rapporteur
- 18.04.2012 Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all
öffentlich
Sëtzung
live an integral

An der Stad
*um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)*

•

Zu Esch

um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang

um Kanal S29

•

An der Gemeng Diddeleng

um Kanal S32

•

An der Gemeng Nidderaanwen

Kanal S29

•

An der Gemeng Bartreng

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer

um Kanal S29 / 367.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

•

Zu Iermsdref

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

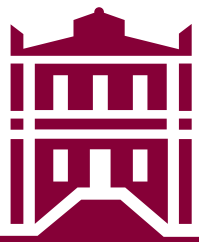
An der Gemeng Gréiwemaacher

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech

um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire

- 6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois
et
Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Adam
 - Exposé: M. André Bauler
 - Débat: Mme Tessa Scholtes, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg
 - Exposé: M. Xavier Bettel
 - Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. François Bausch (M. Marc Angel lui pose une question), M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Xavier Bettel (fait personnel)
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Eisen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Orientéierungsdebatt N°6253 iwwert déi verschidden Zorte vu Léierpersonal, déi zesumme mat der Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement post-fondamental behandelt gëtt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Fayot an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt. Duerno kritt d'Wuert den honorabelen Här André Bauler als Interpellant. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Mir hu jo allen zwee zwanzeg Minutten?

► **M. le Président.** - Jo.

1. 6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois

Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Claude Adam (déi gréng), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzufänke well ech emol fir d'Éischt zwee Mercien lassginn, zwee ganz speziell Mercien: eng kéier un d'Madame Huberty, d'Sekretärin vun der Educatiounskommissioun, déi mer ganz vill gehollef huet bei deem Rapport hei, an anerersäits awer och un den Här Fayot, de President vun der Educatiounskommissioun, mat deem ech déi verschidde Schrëtt hei zesumme geplangt hunn an och eng exzellent Zesummenaarbecht hat. Natierlech dann och e Merci un all déi vill Invitéen, déi bei eis an d'Kommissioun komm sinn an do hire fachleche Bäitrag gelescht hunn.

déi gréng haten de 26. Januar 2011 een «Débat d'orientation avec rapport sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois» ugefrot. Mir haten den Débat avec rapport ugefrot, well mer der Meenung waren, all Mënsch soll op deeselwechten Informationsstand kommen an da kéint all politesch Faarf hir Iddien hei développéieren, wat d'Enseignanten zu Lëtzebuerg ueget.

Den 10. Februar 2011 sinn ech Rapporteur gi vum Débat. De 17. Mäerz hat ech an der Kom-

missioun ee provisoresche Plang, wéi mer sollte virgoen, virgeluecht. Mir hunn deen diskutéiert a mat lichte Annerunge festgehalten. Duerno hate mer aacht Kommissiounssitzungen, wou mer den Débat préparéiert hunn, an dunnen den 19. Abrëll - dat war dann déi zéngt a lescht Sitzung - hu mer de Rapport mat enger Géigestëmm ugeholl.

De Rapport fänkt u mat enger relativ laanger Introduktioun. Dat war mer wichteg. Ech wollt vun Ufank u kloer soen, dass et zréck zu där „gudder aler Schoul“ keng Léisung wier. Mir kënnen och net zréck zu där „gudder aler Welt“ goen. Et ass ëmmer nach d'Fro: Wéi gutt waren déi al Schoul an déi al Welt?

Ech wëll domadder net soen, d'Schoul misst sech un all Moud an eiser schnellieweger Welt upassen, mä d'Schoul muss sech permanent weiderentwéckelen. D'Schoulentwécklung, „school improvement“, dat ass net just ee Moudewuert. D'Schoul ass e permanente Chantier, an et ass un der Politik, et alle Betrafenen - den Enseignanten, den Elteren an de Schüler - méi einfach ze maachen, wa se dee Chantier esou gutt wéi méiglech organiséieren.

Ech hunn dräi Punkten an der Introduktioun opgezielt. Éischte Punkt: Lëtzebuerg ass en Immigratiounsland. Et versteet sech vum selwen, eis interesséiert net d'Nationalitéit vun eise Schüler, eis interesséiert awer d'Tatsaach, dass ëmmer méi Kanner an eise Schoule sinn, déi kee Lëtzebuergesch doheem schwätzen.

Sou schwätzen zum Beispill 50% vun de Kanner am Précoce Lëtzebuergesch weder als éischt nach als zweet Sprooch doheem. Mir léieren eis Kanner awer liesen a schreiwen an däitscher Sprooch. Mir sinn ëmmer dovun ausgaangen, dass d'Lëtzebuergesch no beim Däitsche wier, dass mer des Sprooch kéinte par assimilation léieren, net als Friemsprooch.

Dat entsprécht haut net méi der Realitéit. Mir hu kaum Äntwerten op des Problematik. D'Fuerschung op eiser Uni ass an deem Beräich nach an de Kannerschong. An op nei Erkenntnisser zu deem Sujet aus der École de recherche „Eis Schoul“, ech mengen, do muss mer nach laang waarden. Datt mer an eise Land dräi offiziell Sproochen hunn, dass ass zwar elo net nei, mä dat mécht déi Situatioun, déi ech elo grad beschriwwen hunn, net méi einfach.

En zweete Punkt, deen ech ugefouert hunn: Zu Lëtzebuerg, grad wéi och am Rescht vun der westlecher Welt, hu sech d'Familljestrukture geännert. D'Haushalter ginn ëmmer méi kleng. Et gëtt ëmmer méi Famillen monoparentales a sougenannte Patchworkfamilljen. Fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe besser kënnen enner een Hutt ze kréien, huet de Stat sech lues a lues ëmmer méi zum Begleeder vun de Familljen entwéckelt. D'Maisons relais, déi mat der Aféierung vun de Chèques-services gradesou wéi d'Crêchen eng explosiounsarteg Entwécklung kann hunn, hunn natierlech och Répercussiounen op d'Schoul. D'Léierpersonal kritt zousätzlech Gesprächspartner: dat éducatiiv Personal aus de Betreuungsstrukturen.

En drëtten wichtege Punkt, firwat eis Schoul sech muss weiderentwéckelen, ass eng nach ëmmer onbefriedigend Situatioun, wat de sozialen Aspekt vun eise Schoulwiesen ueget. Net nëmme d'OECD-Etude PISA a PIRLS weisen op, dass eise Schoulsystem sozial ongerecht ass.

Och d'MAGRIP-Etude, déi 1968 zu Walfer um Institut pédagogique vum Gaston Schaber a senger Mataarbechter op d'Schinn gesat ginn ass, seet dat. Dëst ass eng Etude vu Lëtzebuergger Enseignanten a Chercheuren, déi eenzeg Laangzäitstudie iwwer eise Schoulsystem, déi mer hunn. An d'Resultater sinn och hei nach eng kéier däitlech: Et sinn net onbedéngt déi intelligentste Kanner, déi an eiser Schoul am beschten ewechkommen. Dat soziaalt Émfeld spillt eng déeterminant Roll, wéi ee Schoulabschluss ee Kand da schlussendlech kritt. Mir hu schon eng ganz Rei Mesurë geholl: Mir hunn de Précoce agefouert, d'Maisons relais an d'Crêchen. Mä si gräifen nach ëmmer net.

Da kënn och nach en neie Phänomeen derbäi. Fir eis Generationen an déi Generatione virun eis huet gegollt, dass d'Studéieren eng gewisse Garantie war, déi sozial Leeder eropzecklamm. Haut stelle Generatione vu gutt forméierte jonke Leit fest, dass se eigentlech net gebraucht ginn.

Wann dat lech iwwerdrifwe schéngt, da gitt emol a Griichenland oder Spuenien kucken a maacht och d'Aen op zu Lëtzebuerg. Wéi vill gutt forméiert jonk Leit muss sech vun engem CDD zum aneren duerchkämpfen, maache Bénévolat a Volontariat, fir net mussen näischt ze maachen?

D'Schoul funktionéiert ëmmer manner als soziale Lift, an dat ass démotivant fir eis jonk an eng Erausforderung fir d'Politik a fir d'Enseignanten.

Bei dem Débat vun haut geet et ëm de Profil, de Beruff vun Enseignant, an net ëm d'Carrière oder déi verschidde Carrièren, an also och net ëm d'Problematik vun deene verschidde Chargés de cours. Dat wier bestëmmt och een Débat wäert, mä et ass net dee vun haut.

A wann et dann haut och haaptsächlech ëm d'Enseignantë geet, dann därefer mer awer net vergiessen, dass et schlussendlech a virun allem och ëm d'Schüler, ëm d'Kanner geet.

Déi gesellschaftlech Verännerungen, déi ech grad opgezielt hunn, hunn natierlech een Afloss op d'Kanner. De Professor Willems vun der Uni Lëtzebuerg - ee vun eisen éischten Invitéen - huet vun der „Verhäuslichung der Kindheit“ oder der „Verinselung der Kindheit“ geschwat. D'Kanner erobere sech hir Émwelt net méi selwer mat Gläichaltrege vun hirem familiären Émfeld aus. Si verbränge vill Zäit ausserhalb vum familiären Émfeld. D'Famill ass och net méi ëmmer deen Usprichpartner, dee mir - d'Schoul, d'Crèche - brauchen.

D'Bild vum Kand huet sech am Laf vun der Zäit verännert. Fréier war munches méi einfach. D'Kanner haten eng Zort pädagogesche Moratoire. Si hunn net misse schaffe goen, well se ebe Kanner waren. Si hu just misse spillen, sech entwéckelen an eppes léieren.

Haut kenne mer Widderspréchelech. D'Kandheet dauert engersäits ëmmer méi laang a gëtt op där anerer Säit ëmmer méi kuerz. D'Kandheet gëtt ganz fréi a Bunne gelenkt. Mir hunn de Précoce agefouert, d'Schoufflicht ab véier Joer. An op där anerer Säit schrauwe mer d'Groussjähregkeet erof. Mir verlängeren d'Schoufflicht. De Wahlalter gëtt erofgesat. Also, et si scho widderspréchelech Mesuren, déi mer bei eise Kanner a Jugendleche feststelle mussen.

Mir investéieren vill an eis Kanner a Jugendleche. An deen Investissement ass net just altruistesche. Mir erwaarden eis vun eise Kanner een „return on investment“. Dat ass natierlech och problematesch. Mir riskéieren, d'Kanner mat iwwerdrifwene Erwaardungen an engem exzessiven Encadrement ze iwwerforderen.

Eng vun de wichtegsten Erkenntnisser vun der Kannerpsychologie ass a mengen Aen d'Erkenntnisser vun der Wichtigkeet vun enger fester Bindung, dass heescht eng erwuesse Persoun, wou ee Kand sech kann drop verloossen.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. Claude Adam (déi gréng), rapporteur.** - Et schéngt sécher ze sinn, dass ee staarkt a stabelt Vertrauensverhältnis d'Basis ass, déi iwwerhaapt eréischt engem Kand et erméiglecht, fir d'Léieren op ze sinn.

Fir mech läit eng vun den Haaptursache vu ville Problemer, déi mer an eiser Gesellschaft an eise Schoulen hunn, eben an der Tatsaach, dass et enger vill ze grousser Unzuel vu Kanner haut net méi méiglech ass, esou eng fest a stabil Bindung opzebauen, déi hinnen d'Vetrauensbasis, fir sech den Erausforderunge vun haut positiv entgéintstellen, géif ginn.

Och wann d'Schoul net alles ka riichtbéien, wat schifgelaft ass: Et schéngt evident, dass d'Wichtigkeet vu stabilen, laangfristige Bindungen och Konsequenze fir d'Organisatioun vun eise Betreuungs- a Schoulstrukture muss hunn. De Professor Bos, Direkter vum Institut für Schulentwicklungsforchung vun der technescher Uni vun Dortmund, hat der Kommissioun eng Rei Informatiounen aus der Recherche iwwert d'Ausbildung vum Léierpersonal virgestallt. Eng Rei Saache ware scho bekannt aus PIRLS oder PISA, zum Beispill iwwert d'Heterogenitéit, d'Wichtigkeet vum Differenzéieren.

D'Formatioun vun den Enseignantë vun alle Schoulforme soll eng akademesch, also eng Formatioun universitaire sinn. Ech mengen, dass stellt och haut bei eis kee méi a Fro. Do kenne mer an esou enger Formatioun zwee grouss Modeller, engersäits Fachstudium an Didaktik zesummen - wéi bei eis an der Formatioun vum Léierpersonal vun der Grondschoul -, an op där anerer Säit fir d'Éischt e Fachstudium an duerno eng didaktesch, schoulpraktesch Formatioun - wéi bei eis am Postprimaire.

Dem Professor Bos no sinn d'Fachwëssen an d'didaktesch Wësse gläich wichteg. Eng Ausso, déi ech deelen. Mir hu Generalisten am Enseignement fondamental, dass heescht Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi alles kënnen. Do stellt sech d'Fro: Kënnen se wierklech alles a wierklech alles gläich gutt? Géif eng gewisse Spezialisatioun net eventuell Sënn maachen?

Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Spillschoulen an d'Primärschoule ganz enk zesummebruecht. Mir hunn eiser Uni den Opdrag ginn, just een eenzeg Diplom fir d'Enseignanten auszustellen. Mir sinn zu Lëtzebuerg ee couragéierte Wee gaangen. Mä ass et och dee richtege Wee?

Systemer, wou Enseignanten een eenzegt Fachenseignéiere wéi bei eis am Secondaire sinn éischter rar. Mir hunn haut esou vill Enfants à besoins spécifiques. A mir sinn eis als Gesellschaft ganz kloer eng inklusiv Démarche schëlleg. Dass heescht, mir solle méiglechst all Kanner an darselwechter Schoul enseignéieren. Dass ass eng gewaltig Erausforderung fir eis Enseignanten, dass si sech awer mussen stellen. An do stelle mer da gewaltig Defiziter an der aktueller Formatioun initiale fest.

Souwäit eng Rei méi allgemeng Aussoen aus der Entwécklungspsychologie an aus der Formatioun vun den Enseignanten. Mir haten eis an der Kommissioun zimlech intensiv mat der Formatioun a mat der Ausübung vum Enseignantsberuff befaasst, fir d'Éischt mat dem Fondamental, wou den Directeur d'études vum Bachelor en sciences éducatives, den Här Gretsche, eisen Invité war.

All Joers ginn zu Lëtzebuerg eng ronn 130 Studenten ugeholl, fir op der Uni Lëtzebuerg um Campus Walfer fir Schoulmeeschter a Léierin ze léieren. D'Uni mécht eng Selektioun, an zwar net op Basis vun de Resultater vun engem Secondairesofschloss, mä en neien Examen. Et sinn also net just auslännesch Unien, déi net all Student aus dem Lëtzebuergger Secondaire unuhelen.

Mat der neier Uni hat sech d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren 2004 zimlech vill verännert, an des Formatioun huet och an deene leschten zwee Joer nach eng ganz Rei Nobesuerungen erlieft. Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Mindestens genau sou vill Jonker studéieren am Ausland, virun allem an der Belsch, fir een Diplom ze kréie fir an den Enseignement fondamental.

Et gëtt bestëmmt eng ganz Rei Ënnerscheeder tëschent der Formatioun initiale am Ausland an zu Lëtzebuerg. Ee groussen Ënnerscheed ass zurzäit awer d'Tatsaach, dass mir zu Lëtzebuerg en Diplôme universel hunn, dass heescht keen Ënnerscheed méi maachen an der Formatioun tëschent Spillschoul a Primärschoul.

E weideren Invité an der Kommissioun war de Schoulinspekter Pierre Reding, deem ech och



wëll e spezielle Merci soe fir seng Analys a seng konstruktiv Aussoen.

D'Zesummenaarbecht tëschent der Uni an de Schoulen um Terrain an dem Ministère ass net ëmmer evident. Dat kann een zum Beispill um Inspektorat, dem direkte Vertrieeder vum Ministère, gutt verfolgegen. Zënter datt et den Institut pédagogique zu Walfer gouf, war de Collège des inspecteurs och zu Walfer, an d'Inspektoren waren déi Leit, déi d'Fach Pédagogie enseignéiert hunn. Wéi den Institut eng Uni ginn ass, sinn d'Inspektoren op Bartreng ausgelagert ginn. Zäitweis huet iwwerhaapt keen Inspektor och nëmme een eenzege Cours zu Walfer ginn. Et schéngt esou ze sinn, wéi wann Uni a Collège des inspecteurs sech erëm esou lues a lues géifen uneneen eruntaaschten. An dat ass richtig esou.

Wann een dann elo de Brevet huet, fir Schoul ze halen, dann ass een nach net automatesch an der Schoul. Fir d'Éischt stinn dann emol eng ganz Rei Studenten, virun allem déi aus dem Ausland, virun den Épreuves préliminaires. A wann déi gepackt si respektiv wann een eng Dispens kritt huet, da muss ee sech nach eng Rang utile am Examen-concours klasséieren.

Wat d'Resultater vun dësen Exame betrëfft, falen eigentlech zwou Saachen op: Éischtens, vill brevetéiert Kandidaten packen d'Épreuves préliminaires net. Do froen ech mech, wéi et mat der Informatioun iwwert d'Sproochekenntnisse ass, ier een esou ee Studium ugeet. An zweites, déi Studente vun auslänneschen Unien hunn däitlech méi schlecht Resultater am Examen-concours wéi d'Studente vu Walfer. Dat läit kaum exklusiv drun, datt d'Formatioun zu Walfer em esou viles besser ass!

Fir déi, déi et da gepackt hunn, an déi, déi am Beruff sinn, gëtt et engersäits eng Beschreiwung vun den Aufgabe vum Schoulmeeschter am Schoulgesetz vum 2009 an anerersäits och eng Beschreiwung vum Enseignant vum Ministère vum Oktober 2005. Dat kann een alles noliessen, an ech ginn duerfir op dëser Plaz net weider drop an.

Wichtig a politesch interessant ass awer d'Fro, awéiwäit mer nach ëmmer vum Schoulmeeschter als Generalist kënnen ausgoen. Ëmmer erëm stellt sech d'Fro, ob verschidde Fächer genuch a gutt genuch enseignéiert ginn. Dat géllt virun allem fir d'Musek an de Sport, awer net nëmme fir si. Eng vun de groussen Neierunge vun de Schoulgesetz vum 2009 war, fir d'Zesummeschaffen an der Équipe ze pousséieren. Géif esou een Equipégescht net och eng gewësse Spezialisatioun zouloossen?

Mir haten eis och zimlech intensiv mat der Formation continue vun den Enseignanten ausereegesat. Och hei ass et grouss Ännerunge ginn, wéi mer d'Uni kritt hunn, well dunne d'Formation initiale an d'Formation continue net méi vun darselwechter Struktur assuréiert goufen.

D'Formation continue ënnerläit dem SCRIPT. An et ass scho gewalteng, wéi e breede Spektrum vu Formatiounen vum SCRIPT ugebuede gëtt. Leider falen och all Joers eng ronn 20% vun de Formatiounen aus, well se net genuch Clienten hunn. Och wann heiansdo ee gewëssene Motivationsmangel festgestallt gëtt, esou maachen awer vill an ëmmer méi Enseignantë Gebrauch vum Angebot vun der Formation continue, ënner anerem och wou eng gewëssen Zuel vu Stonnen obligatoresch sinn.

Wéi mer eis mat der Formation continue ausereegesat haten, konnten eng Rei Konklusiounen gezu ginn. Nei Formen, besonnesch déi vum „peer learning“, dat heescht den Échange vun den Enseignanten, den Austausch vu Best-Practice-Erfahrungen, d'Hospitalioun an anere Klassen, schéngen eng ganz gutt Pist ze si fir eng positiv Schoulentwécklung. Esou een Austausch wier an engem eng Valorisation vum der Aarbecht vun den Enseignanten. Et sinn net just extern Experten, déi viles wëssen. Vill Wësse läit beim eenzelnen Enseignant. Kommt, mir profitéieren dovun!

Esou eng Formatioun bréngt natierlech d'Schwieregkeet vun enger Unerkennung mat sech. Dat géllt och fir all länger an intensiv Formatioun. Hei wier et jo interessant, wann och esou eng Formatioun mat ECTS-Punkte géif unerkant ginn. Dat ass net einfach, mä och net onméiglech.

Dann ass och nach iwwert d'Méiglechkeet vun engem Stage fir Berufsfänger geschwat ginn. Theoretisch ass jo all Schoulmeeschter déi zwee éischt Joer am Stage, mä um Terrain mierkt en net vill dovun. Et ass vu verschiddeenen Experte gemengt ginn, et wier gutt, wann de Schoulmeeschter an d'Léierin ee richtegen

encadréierte Stage géife maachen, wou all d'Berufsfänger géifen intensiv begleet ginn. Vläch ass dat jo elo mat der Reform vun der Fonction publique, wann et se dann nach gëtt, eng gutt Geleeënheet, iwwert de Sënn an iwwert de méiglechen Onsënn vun esou engem Stage nozedenken.

Här President, komme mer dann zum Enseignement postprimaire. Hei ass de Wee fir an de Beruff een anere wéi am Fundamental. Mir haten duerfir och eis Diskussiounen ugefaang mat zwee Presidenten vun Examenkommissiounen, den Häre Bohnert a Salentiny, déi President vum Examen-concours vum Franséische respektiv der Bio sinn. Et gëtt vill diskutéiert an och kritiséiert, datt ee jonke Mënsch mat engem Masterdiplom an der Täsche am Examen-concours, dee jo absolut kee pädagogesch Wëssen, mä just d'Fachwësse préift, duerchfällt. Am schréffleche Rapport sinn ech iwwert den Historique an déi ganz Problematik vum Examen-concours agaangen.

Als Konklusioun hei just d'Fro, ob et net méi sënnavoll wier, wa mer géifen op de Volet Exame beim Concours verzichten an eis op de Volet Klassement beschränken. Dat ass da jiddwerengem a besonnesch dem aktuellen an zukünftigen Éducatiounsminister iwwerlooss, sech hei ze positionéieren.

Wat d'Formation initiale vum jonke Proff ugeet, do ware mer eis eens, datt hien e Bachelor a sengem Fach misst maachen an dann e Master. Net eens ware mer eis, ob hien dee Master mat engem Bléck op eng fachspezifesch Didaktik sollt maachen oder ob dat weiderhin, wéi et bis elo de Fall ass, sollt fräi sinn.

Am Rapport steet: «Il faudrait en tout cas éviter d'exclure la voie du master à caractère scientifique. De fait, il est indispensable de disposer dans les lycées d'un certain mélange d'enseignants aux profils diversifiés.» Dat ass d'Meenung gewiescht vun den Experten, déi mer invitéiert haten. Ech mengen, dat war och d'Meenung vun enger Majoritéit vun de Kommissiounsmembere. Dat ass awer net d'Meenung vum Rapporteur. Ech wäert och spéiderhin, wann ech fir déi gréng schwätzen, nach eng Kéier op dese Problem agoen.

Den Häre Jovanovic, Direkter vun der pädagogescher Formatioun fir de Postprimaire op der Uni Lëtzebuerg, hat eis iwwert de Wee informéiert, deen d'Stagiäre ginn, wa se dann hiren Examen-concours bestanen hunn. Si maachen ee richtige Stage mat Épreuven. Dat ass jo och logesch, well hinne feelt de praktesche Volet an der Formation initiale.

Am Enseignement postprimaire ass d'Situatioun e bësse komplizéiert, well d'Stagiäre verschidde Profiler hunn. Wann een am Enseignement fondamental nach ka soen, ee Schoulmeeschter ass ee Schoulmeeschter, da muss ee feststellen, datt am Secondaire a Proff net onbedéngt e Proff ass. Schon déi ënnerschiddlech Astufung an den E2, E3ter, E5, E7 weist eis, datt net jiddwereen deeselwechte Wee gaangen ass. Dat mécht engersäits d'Formatioun am Stage méi schwierig, anerersäits ass dat och ee gréisser Problem, wat d'Unerkennung vun der Formation continue zum Beispill duerch ECTS-Punkten ugeet.

Mir hunn am Postprimaire zurzäit 251 Stagiären, a well all Stagiäre zwee Tuteuren huet, hu mer am Ganze 502 Tuteuren. Dat sinn der ganz vill. An hei stellt sech d'Fro, wéi et mat deenen hirer Formatioun ass. Mir goufen informéiert, datt do nach munches opzeschaffe bleift.

A wa mer eis am Enseignement fondamental froen, ob et gutt ass, datt mer keen Ennerscheid méi an der Formatioun maachen tëschent dem Précolaire an dem Primaire, esou soll och am Secondaire d'Fro erlaabt sinn, ob et gutt ass, datt mer keen Ennerscheid maachen tëschent dem Cycle inférieur an dem Cycle supérieur.

D'Professoren enseignéieren also all Lycéesschüler, dat awer am Prinzip just an engem Fach. Dat war net ëmmer esou zu Lëtzebuerg. Dat ass éischer rar an der Éducatiounslandschaft. Hei huet sech eng Bereitschaft an der Éducatiounskommissioun gewisen, eng Recommandatioun auszeschwätzen, fir an Zukunft éischer op zwee Fächer pro Proff ze goen.

Iwwert d'Formation continue hu mer natierlech och geschwat a mer kommen do zu deeneselwechte Konklusiounen eigentlech wéi beim Primaire. Ech ginn duerfir och net méi drop an.

Zum Schluss dann nach just e puer Remarquen. Mir hunn um Schluss vum Rapport e kuerzt Kapitel ugehaangen, fir drun ze erënnere, datt mer zu Lëtzebuerg, och wat den Enseignement ugeet, net op enger Insel liewen. Och wa mer eis bewusst sinn, datt eise Schoulsystem eng national Kompetenz ass an exklusiv eise Éducatiounsministère ënnersteet, da schéngt et mer awer eng Noutwendegkeet ze sinn, eis Schoul och ëmmer a Relatioun mat eisen No-

pschläner a Länner doriwwer eraus ze gesinn.

Vun de ronn 350.000 Salariéen...

(Interruption)

Merci!

...zu Lëtzebuerg sinn 153.000 Frontalieren, déi net zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaange sinn. A wahrscheinlech ass och dee gréissten Deel vun den net Lëtzebuergeschen Résidenten net hei am Land an d'Schoul gaangen.

D'Schoul huet natierlech nach aner nobel Missiounen wéi just déi, eis Kanner op den Aarbechtsmarché ze preparéieren, an awer ka kee Schoulsystem sech et erlaben, eng Abstraktioun vum Aarbechtsmaart ze maachen. Mir kënnen also net maachen, wéi wa mer an eise Schoule just géifen op de Lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart an d'Unié preparéieren. A mir kënnen och net maachen, wéi wa mir déi Eenzeg wieren, déi géife fir eisen Aarbechtsmaart ausbilden.

Mir kënnen duerfir och net weider eis Schüler wéinst hirer Sproochevillfalt diskriminéieren a Steng an de Wee leeën, wann hir Alterskolleegen aus den Nopeschläner mat manner sproochlechem Bagage, duerfir awer heiansdo méi fachlech Wëssen op deeselwechten Aarbechtsmaart an der Groussregioun drängen.

Mir sinn der Meenung, datt d'Diskussioun iwwer eng Reform vum Sproochunterricht net ëmmer mat der néideger Eierlechkeet gefouert gëtt. Mir sinn der Meenung, datt hei akuten Handlungsbedarf besteet, datt mer eis duerfir mussen un éischer Stell bewusst ginn, a wéi enger globaler Realitéit datt mer liewen, an un zweeter Stell eens ginn iwwert d'Ziler, déi mer wellen an eise Schoulen errechen.

Dee kuerze Bléck iwwert d'Landesgrenze seet eis awer och, datt et aner Solutiounen gëtt wéi déi, déi mir hei zu Lëtzebuerg kennen. Déi Systemer mat enger Filière unique sinn an Europa méi verbreet wéi dee méiglidde Schoulssystem, dee mir hunn. Dat ass einfach eng Tatsaach. Duerfir dierf nach jiddweree soen, e wéilt keen esou ee System, mä et soll awer kee soen, dat géif net funktionéieren.

Och d'Formatioun vun den Enseignantë léisst méi Varianten zou wéi déi, déi mer zu Lëtzebuerg kennen. Dës zwou Umierkunge sollen als Invitatioun betruucht ginn, d'Gedanken iwwert d'Schoulreform net an engem ze vill enke Kader anzespären.

Här President, ech ginn elo net méi op d'Konklusiounen an, déi am Rapport stinn. D'Konklusiounen si just e Résumé vun deem, wat ech elo gesot hunn.

Als Rapporteur hunn ech elo meng Aarbecht ofgeschloss. Ech soe Merci, datt Der e bësselche grousszügig mat der Zäit waart.

De Rapport gëtt keng kloer Léisunge vir. Dat war och net den Usprouch, deen ech hat, wéi mir en Débat d'orientation avec rapport ugefrot hunn. Ech hu vill méi probéiert, d'Problemfelder erauszuschaffen, un déi sech d'Schouldiskussioun an der Zukunft muss upaken. D'Fro si gestallt an hannerlicht. Ech géif mer wënschen, datt déi eenzel Fraktiounen géifen hir Antworten a Vuen zu dese Froen haut hei an d'Diskussioun bréngen. Ech wäert dat haut de Mëtteg fir déi gréng Fraktioun maachen, wann et hei u mir ass.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Häre Adam. Als nächste Riedner ass den honorabelen Häre André Bauler als Interpellant um Tour. Häre Bauler, Dir kritt d'Wuert.

Exposé

► **M. André Bauler (DP), interpellateur.** - Merci, Häre President. Dir Dammen an Dir Hären, wie vun eis heibannen erënnert sech net un déi legendär „Feuerzangenbowle“ oder u Filmer mam Theo Lingen aus de 70er Joren, an deene kauszeg Oberstudierräte mat hiren Ticken op humorvoll Manéier op d'Schépp geholl goufen? Oder un de Lëtzebuergeschen AFO-Film „Wat huet e gesot?“, deen dës Thematik Ufank vun den 80er Joren an a ronderëm den Dikrecher Kolléisch verschafft huet?

Wie vun eis heibannen erënnert sech net u seng eege Profite mat hire Spëtznimm a jeevellegen Naupen? Oder un d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren aus dem Primaire? Wéi an all Beruff gëtt et déi, déi ee prägen, déi een am Gedichtnes behält, well se ee beandrockt hunn a well een eppes bei hinne geliert huet. An et gëtt déi, un déi ee sech manner gär erënnert. Den Afloss vum Enseignant op de Schüler ass eben net ze ënnerschätzen.

Fir d'Demokratesch Partei ass den Enseignant ouni Zweifel en zentralen Acteur, wann et ëm de schouleschen Erfolleg vun eenzelne Schüler geet. D'Roll vum Enseignant dierf een an deem Zesammenhang absolut net ënnerschätzen.

„Auf den Lehrer kommt es an!“, dat ass dann och d'Schlussfolgerung vum däitschen Auteur Michael Felten an och vum neiseelänneschen Bildungsfuerscher John Hattie, deen eng Meta-Étud aus dem Joer 2009 iwwer e puer Dausend pädagogesch Studië veröffentlecht huet.

A well et op den Enseignant ukënn, wëlle mir als DP seng Roll stärken, seng Aufgabe genee definéieren a seng Ausbildung esou verbesseren, dass e senger Käraufgab, nämlech der Pédagogie, ka gerecht ginn, dass e se ka wouerhuelen. Den Enseignant muss schliesselech e Léierexpert sinn!

Aus deem Grond hat d'Demokratesch Partei am Januar 2011 eng Interpellatioun zur Definitioun vun de Missiounen vum Enseignant postprimaire ugefrot. Parallell dozou hat d'Fraktioun vun déi gréng an der Persoun vu mengem Virriedner, dem Claude Adam, en Débat d'orientation zum selwechte Sujet ugefrot. De Rapport, dee mer haut diskutéieren, ass eng gutt Geleeënheet, d'Positiounen vun der DP zum Sujet „Lehrerprofil“ ze erläutere.

Fir et virewech ze huelen: Mir gesinn dese Rapport als en éischte Schrëtt, fir d'Diskussioun iwwert d'Roll vum Enseignant weiderzeféieren. De Bericht ass eng interessant Bestandsopnahm vun de Stärkten a Schwächten vun eise Schoulssystem. Et ginn awer eng Rei vun Domäne vun eise Schoulssystem, wéi zum Beispill d'Éducation différenciée oder de Régime préparatoire, net weider ënnert d'Lupp oder guer net ënnert d'Lupp geholl. De Rapport enthält och keng konkret Virschléi a Fuerderungen, wat d'Upasse vun der Tache vum Enseignant un déi nei sozioekonomesch, soziodemografesch a gesellschaftlech Erausforderungen ugeet, Erausforderungen, déi sech rapid veränneren.

Iwwer e Lehrerprofil schwätzen heescht aus eiser Sicht, net nëmme ze definéieren versichen, wéi een Enseignant schaffen an handele muss, mä och, wat de Profil vum Enseignant am besonnesche Fall hei zu Lëtzebuerg muss sinn. Wann ee sech eis Bevölkerungsstruktur virun Aen hält, ass dës Situationspezifisch schliesselech net ze ënnerschätzen.

Wat fir Enseignantë wëlle mir also fir de Lëtzebuergeschen Schoulssystem, dee sech ëmmer méi duerch seng enorm Diversitéit vu Schüler auszeechent, a wéi wëlle mer se forméieren? Wat fir een Enseignantsprofil ass am Lëtzebuergeschen Kontext sënnavoll, a wat fir een net? Dat ass eigentlech d'Kärfro, wann et ëm de Lehrerprofil geet.

Här President, zënter Jore fuerdert d'DP, dass Betreuung a Schoul ënnert d'Verantwortung vun engem eenzege Ministère zesummegeleucht solle ginn. Firwat fuerdere mir dat? Mir verlaangen dat, well all Studien, déi sech mat der Förderung vu Kanner am Alter tëschent null an dräi Joer beschäftegen, zur Konklusioun kommen, dass an deene Joren d'Basis fir déi weider Entwécklung vun de Kanner geluecht gëtt, dass also dës Joren immens wichtig sinn an der Entwécklung vum Kand.

A leschter Zäit huet sech eis Gesellschaft esou entwéckelt, dass ëmmer méi Elteren op Betreuungsstrukturen zréckgräifen. Dofir gëtt et ënnerschiddlech Grënn: Ëmmer méi Frae si beruffstäteg, et gëtt ëmmer méi elengerzéiend Elterendeeler, vill Koppelen mussen wéinst den héije Wunnengspräisser zu zwee schaffe goen.

Wat d'Qualitéit vun der Betreuung ugeet, fuerdert d'Demokratesch Partei zënter Joren eng Qualitéitsoffensiv, méi qualifizéiert Personal, méi kleng Gruppen a kloer pädagogesch Konzepter fir Crèche a Maisons relais. Dat steet iwwerregens esou am Rapport, dee mer haut diskutéieren, ech zitieren: «Les personnes intervenant dans les structures d'accueil et d'éducation ne sont pas censées être des enseignants, mais, au vu de la nécessité signalée ci-dessus d'assurer un encadrement de qualité de la petite enfance, il est évident qu'elles sont investies de missions qui vont au-delà d'un simple gardiennage.»

Mir stelle fest, dass méi wéi 50% vun de Kanner kee Lëtzebuergesch schwätzen - mä Virriedner Claude Adam huet et ënnerstrach -, wa se an d'Éischt Schouljoer kommen. Dese Phänomeneen wëllt d'DP net einfach esou hinuelen, well d'Sprooch ass e Schlüsselement fir de schouleschen Erfolleg! Wéi soll e Kand an der Schoul réusséieren, wann et net oder nëmme schlecht versteet, wat de Schoulmeeschter oder d'Léierin verlaangt oder wat seng Klassekolleeginnen a -kolleegen him erzielen?

De Précoce ass viru Joren an enger Aart Haueruckverfahren agefouert ginn, ouni dass sech wierklech Gedanken gemaach gi wieren, wat genee d'Aufgabe vun dësem Enseignement solle sinn. Elo, wou de Précoce flächendeckend an alle Gemenge fonctionnéiert a wou mer e manifesté Sproochproblem kennen, ass et héich Zäit, dass ee sech dës Gedanke mécht. Fir d'DP steet fest, dass de Précoce eng entscheidend



Roll an der sproochlecher Frëiförderung spille muss!

An anere Länner, beispillsweis an Eisträich, gëtt et kloer Konzepter, wat d'Sproochföderung am klengen Alter respektiv am virschoulesche Beräich ugeet. A Finnland gëtt e Kand, dat d'Landessprooch net op engem gewëssenen Niveau beherrscht, net ageschoult. Dat kann op den éischte Bléck diskriminatoresch kléngen, stellt awer op den zweete Bléck den Éducatounssystem virun déi kruzial Aufgab, derfir ze suergen, dass all Kand déi finnesch Sprooch bis zu engem bestëmmte Moment schwätze kann. Dat heescht, de Stat huet derfir ze suergen, dass all Kand mat deenen nämlechte sproochleche Viraussetzung seng schoulesch Carrière ufänke kann.

Iwwer 50% vun de Kanner, déi beim Schoulanttrëtt kee Lëtzebuergesch schwätzen, bedeit, dass iwwer 50% vun de Kanner vun Ufank u benodelegt sinn! Dat ass fir eis net akzeptabel. Dofir fuerdere mir, dass endlech e Konzept, wat d'Sproochföderung am Précoce ugeet, ausgeschafft gëtt an dass d'Enseignanten domadder vertraut gemaach ginn.

Här President, wat mir an de leschte Méint während den Entrevueën an der Unterrichts-kommission emmer nees kloer gouf, ass d'Tatsaach, dass et keng Bildung ouni Bindung gëtt. Ob am Précoce, an der Grondschoul oder am Lycée, et ass emmer nees d'Fäegkeet vum Enseignant, eng konstruktiv Bezéiung zum Schüler opzebauen, déi d'Qualitéit vum Unterrecht an domat den Erfolleg an der Klass wesentlich beaflosst. Kee Wonner, dass de Georges Hengescht an der „Forum“-Nummer vum Mount Mäerz schreift: „Der Lehrer ist also einer der wichtigsten Faktoren des Unterrichtserfolges. Kein Wunder, dass man in verschiedenen Ländern nur die Besten überzeugen will, Lehrer zu werden.“

Effektiv, déi Enseignanten, déi een a gudder Erënnerung behalen huet, sinn déi, déi een als jonke Mënsch marquéeert hunn. Beandrocht hu si net nëmme duerch hirt Fachwëssen, mä och a grad duerch hir Perséinlechkeet a besonnesch duerch hir Aart a Weis, Schoul ze halen, esou dass een als Schüler Interessé an der Matière krut. Beandrocht hu se letztlech och duerch hir Mënschlechkeet, duerch d'Fäegkeet, iwwerzeegend an hirem Fach an an hirem Engagement ze sinn, an duerch d'Fäegkeet, op den eenzelne Schüler anzegoen. Wat ech hei an e puer Sätz beschriwwen hunn, kléngt vläicht idealiséiert an e bëssen nom perfektem Enseignant, mä genee doranner gesi mir d'Käraufgab vun engem Enseignant.

Här President, wéi kann dës Bindung Entstoen? D'Demokratesch Partei ass dovunner iwwerzeegt, dass esou eng Bindung nëmme dann entstoe kann, wann den Enseignant sech op seng pädagogesch Aufgab, nämlech d'Wëssensvermittlung, d'Fachdidaktik an d'Entwécklung vu Kompetenze ka konzentréieren. An dat ass schliesslech seng wichtegst Mission! All Stonn, déi e mat aneren Aufgabe verbréngt, zum Beispill mat deenen an de leschte Jore gewuessene bürokratesche Chargen, ass eng verluer Stonn, eng verluer Stonn fir den Enseignant, eng verluer Stonn fir de Schüler!

E jonke Mënsch, deen haut Enseignant ass oder wëllt ginn, kritt emmer méi Aufgaben, soll méi kënnen, emmer méi a fir emmer méi responsabel sinn, ouni dass awer seng Formatioun ugepasst gëtt respektiv ouni dass en déi néideg Mëttel an d'Hand kritt, fir seng zousätzlech Aufgabe gutt bewältegen ze kënnen.

Jonk Leit ginn op d'Uni fënnel Joer Franséisch oder Biologie studéieren, a wa se dann an eise Schoulsystem wëlle schaffen, verlaange mer vun hinnen, dass se gläichzäiteg och Psycholog, Soziolog, Erzéier an esou weider solle sinn. Dozou schreift de Pädagog Wolfgang Endres a sengem Buch „Lernen lernen“: „Wahrscheinlich gibt es nicht viele Berufe, an die die Gesellschaft so widersprüchliche Erwartungen stellt wie an den Lehrerberuf. Gerechtt soll er sein und zugleich menschlich und nachsichtig. Straff soll er führen, doch taktvoll auf jeden jugendlichen eingehen. Begabung soll er wecken, pädagogische Defizite ausgleichen, wobei hochbegabte Schüler gleichermaßen zu berücksichtigen sind wie begriffsstützige. Kurz gesagt: Der Lehrer hat die Aufgabe, eine Wandergruppe von Spitzensportlern und Fußkranken bei Nebel durch unwegsames Gelände in nordsüdlicher Richtung zu führen - und zwar so, dass alle bei bester Laune und gleichzeitig an verschiedenen Zielorten ankommen.“

Dass mer eis net falsch verstinn: D'Demokratesch Partei wëllt keng Enseignanten, déi just hire Cours halen an total gläichgültig virun de perséinleche Problemer vun hire Schüler sinn. D'DP ass och net géint eng fächeriwwergräifend a kompetenzorientéiert Approche an de Coursen. Mä da muss een den Enseignanten och dofir déi néideg Mëttel an d'Hand ginn, zum Beispill mat gemeinsame Plagen am Stonneplang oder duerch eng spierbar Entlaaschtung

op administrativem Plang. Wat mir wëllen, ass, dass sech den Enseignant nees verstärkt op seng Käraufgab, nämlech déi pädagogesch Betreuung, an op d'Fachdidaktik konzentréieren kann. Mir wëllen, dass en e Léierexpert ass!

Här President, Fortbildung muss e selbstverständleche Reflex an der Carrière vum Enseignant sinn, en integrale Bestanddeel vu sengem Berufsfeld. Dacks gëtt jo aus bestëmmte Kreesser gesot, eis Schoulmeeschteren a Proff wiere generell fortbildungsresistent, reformfeindlech a stackkonservativ. Dëst Bild, dat am Kader vun den Diskussiounen ronderëm d'Reform vum Enseignement postprimaire dacks gebraucht ginn ass, stëmmt awer esou net! An dat beleeden d'Zuelen aus dem Rapport - den Här Adam huet et och ukléngelooss: Esou ass beispillsweis d'Demande fir intern Formatiounen, also eng Demande vun enger Equipe oder enger Schoul selwer, fir sech fortzubilden, an de leschte Jore konstant eropgaangen a mécht haut beispillsweis méi wéi 40% vun alle Weiderbildungen am Enseignement fondamentales aus.

Firwat hält sech dat Bild vum fortbildungsresistenten Enseignant awer esou hartnäckeg? Dat huet och a vläicht grad domat ze dinn, dass d'Fortbildung net emmer praxisrelevant war an ass. Fir dass een Enseignant sech fir eng Formation continue begeeschtere kann, muss se awer staark praxisorientéiert sinn. Si muss mat sengen dagdeeglechen Experienzen ze dinn hunn an Äntwerten op konkret Froe liwweren, fir dass d'Chance besteet, dass sech doduerjer seng Praxis verbessere kann.

Dat ass hei am Land de Fall an och net. Et gouf an der Vergaangenheet emmer nees Weiderbildungen, déi vun Theoretiker gehale goufen, déi kaum oder guer kee Kontakt zur Schoulrealitéit hunn. An och haut ass dat nach mat Momenter de Fall. Dofir muss de System vun der Weiderbildung op de Leescht geholl ginn, fir erauszefannen, wat fir Formatiounen effizient sinn an de konkrete Bedierfnisser vum Corps enseignant gerecht ginn, a wat fir eng net.

Och an der initialer Ausbildung vun de Schoulmeeschtere wier et noutwendeg, mat der Uni Lëtzebuerg zesummen ze kucken, wéi een derfir suerge kann, dass wierklech all Héichschoulprofessor Kontakt mam Terrain huet. Et geet net duer, héich wëssenschaftlech Artikelen ze schreien, wann ee kaum oder guer net an der Realitéit vun eise Grondschoule verankert ass. Mir haten an der Kommissioun doriwwer Rieds a mir sinn eis däreis och bewusst ginn.

Eent vun den Ziler an dësem Beräich muss et sinn, dass eng Formation continue dem eenzelnen Enseignant och nei Perspektiven a sengem Berufsfeld bitt, zum Beispill, dass e sech dowéinst op anere Felder, déi iwwer säi Fachberäich erausginn, betätege kann. Nëmme esou ka Formation continue motivéieren.

Formation continue weinst der Formation continue, dat kann et net sinn! Dat ass just eng Fassade, eng eidel Stülübung, wou ee Stonnen zu Walfer, an der Stad oder an engem x-beliebe Lycée ofsätzt, ouni dass et e konkreten Néierschlag hätt oder huet, weder fir de Schüler nach fir den Enseignant, an domat och net fir déi eenzel Schoulgemeinschaften.

Formatiounen, déi an de Schoulen organiséiert ginn, also vor Ort, dezentral, an déi vun den Enseignanten mat initiéiert ginn, well se op Bedierfnisser a Froen aginn, si villfach exzellent besicht. Mir sollten also och dës Volet onbedéngt méi staark berücksichtegen a jee no Fall zertifizéieren. Dozou gehéiert och den „peer learning“, wou ee vun deem anere senger Erfahrung léiert, am beschten enner professioneller Uleedung.

De Lëtzebuerg Auteur an Enseignant Manuel Bissen schreift 2008 a sengem Veröffentlechung „Auf der Suche nach der guten Schule“ Folgendes iwwer déi kollegial Lehrerfortbildung: „Wesentliches praktisches Wissen muss von Praktikern in großen Teilen selbst erzeugt werden. Das Wissen, das für Innovationen in der komplexen Berufspraxis notwendig ist, kann nur teilweise in Kursen, Materialien oder Regelungen vermittelt werden. Es muss deshalb begleitend von den Lehrern selbst produziert werden, indem sie sich mit ihrer eigenen Berufspraxis beschäftigen.“ An hie schreift weider: „Schulen müssen allmählich ein Selbstverständnis als «lernende Organisationen» entwickeln. Auf diese Weise kann eine Dynamik entstehen, bei der Berufspraxis und Weiterbildung eng miteinander verwoben werden.“

Am Résumé kann een also aus der Siicht vun der Demokratescher Partei festhalen, dass en Enseignant e Léierexpert muss sinn. Den Enseignant muss esou encadréiert sinn, dass e sech op d'Schaffe mat de Kanner konzentréieren kann. Den Enseignant muss esou forméiert sinn, dass en net nëmme weess, wat en de Kanner soll bäibréngen, mä virun allem och, wéi en dat soll maachen.

Här President, de Filter „Fachwëssen“ soll och weiderhin eng Roll am Concours de recrutement spillen, mä awer net déi eenzeg. E reforméierte Concours muss nieft der Spezialitéit och aner Aspekter a Betruecht zéien, wéi zum Beispill d'Capacitéit vum Kandidat, fir ze argumentéieren, strukturéiert ze rasonéieren oder eng Matière schülergerecht ze explizéieren. Och déi schrëftlech a méndlech Ausdrucksweis misst méi gezielt bewäert ginn, well dat nieft dem reng Fachlechen eng wesentlech Viraussetzung ass fir de Beruff vum Enseignant.

Mir kënnen eis als DP virstellen, dass een dem Examen-concours eng gewësse Stonnenzuel vu pädagogescher a fachdidaktischer Formatioun virschaft, dass een des Formatiounen muss gemaach hunn, ier een um Concours däreif deelhuelen, entweder schon op der Uni oder heeheim. Dat géif eis éischters erlaben, méi wéi nëmme d'Fachwëssen ofzefroen, zweetens kéint hei souwuel de Kandidat wéi och de Jury besser erkennen, ob e fir de Beruff vum Enseignant géeegeent ass oder net.

Virun allem muss de Concours transparent an alle Fächer organiséiert ginn. Mir als DP verlaangen Transparenz an allen Detailler, Transparenz, wat d'Inhalter ugeet, déi ze préiwe sinn, Transparenz och an de Bewäertungskriterien, déi am Concours applizéiert ginn. Transparenz awer och am Rekrutement vun deenen, déi ze bewäerten hunn. Dat heescht, dass Plazen, déi an de Jurye fräi sinn, och offiziell bekannt gemaach ginn, fir dass jiddwereen, deen Interessé huet, sech melle kann.

D'Plaze mussen also ausgeschriwwen ginn an d'Kriterien, no deenen d'Juryen zesummesat ginn, mussen virera bekannt sinn. Firwat net driwwer nodenken, fir Profien, déi Engagementer, unerkannte Formatiounen op akademischem oder grad op pädagogeschem Plang vireweisen hunn oder u Schoulbicher a pädagogesche Konzepter konkret matgeschafft hunn, eng Prioritéit ze ginn?

Här President, komme mer zu de Schlussfolgerunge vun dësem Rapport.

Éischters: Eng vun de Konklusiounen vum Rapport besteet doranner ze soen, dass et schwieereg ass, fir d'Schoulmeeschteren am Fondamental esou ze forméieren, dass si op all Niveau kënnen intervenéieren. Mir mengen dofir, dass een an der Ausbildung vun de Schoulmeeschteren nieft der genereller Ausbildung och méi gezielt Spezialisatiounen, wéi zum Beispill d'Schaffe mat klenge Kanner oder mat Kanner, déi Léierschwieregkeeten hunn, muss méiglech maachen. Dëst ass och eng Méiglechkeet, fir der wuessender Heterogenitéit vun der Schoulpopulatioun Rechnung ze droen.

Zweetens: Eng weider Konklusioun vum Rapport seet, dass een deene Kandidate fir de Schoulmeeschterberuff, déi hir Formatioun am Ausland gemaach hunn, déiselwecht Viraussetzung beim Examen-concours muss gi wéi hire Kollegen, déi zu Lëtzebuerg ausgebild goufen. De Moment ass d'Duerchfallquot - dat ass am Rapport nozeliesen - nämlech wesentlich méi héich bei deenen, déi aus dem Ausland kommen. Hei muss mer Remedur schaffen, well eis soss ze vill gutt Kandidate scho vu virera verluer ginn.

Drëtens: Am Rapport gëtt d'Fro opgeworf, ob d'Schoule méi Matsproochrecht beim Choix vum Personal solle kréien. D'Demokratesch Partei ass vis-à-vis vun dëser Iddi opgeschlossen. Mir fuerdere scho méi laang Autonomie fir eis Schoulen, virun allem a pädagogesche Froen, an do däreif ech nach eemol och de Georges Hengescht am „Forum“ zitieren, wann hie schreift: „Sie [die Lehrer] brauchen mehr Freiheiten - für eigene Ideen und für guten Unterricht, Freiraum und Zeit für den einzelnen Schüler, für Projekte und Zusammenarbeit auch mit außerschulischen Einrichtungen.“

Op laang Siicht ka meng Fraktioun sech och virstellen, dass eis Schoule méi Fräiraum a Personal froe kréien, dass si hirt Personal zu engem Deel selwer kënnen eraussichen, an zwar esou, dass dat Personal och an hirt jeeweileg pädagogesch Konzept passt.

Eis als DP ass bewusst, dass sech mat esou enger Approche eng Rei Froen a puncto Beruffspröfil vum Léierpersonal wäerte stellen. Dës Froe soll een an aller Rou mat deene betreffen Acteure beschwätzen. Si sollen awer net als Virwand benotzt ginn, fir eng Diskussioun vu vireran ze blockéieren.

Véiertens: De Rapport weist drop hin, dass eng Rei vu jonke Schoulmeeschteren a Léierinnen - haaptsächlech am Fondamental - am Ufank vun hirem Berufsliewen iwwerfuerdert si mam Schoulhalen. De Problem ass, dass vill Enseignanten mat den dagdeegleche Problemer an hirem Beruff elengelooss ginn. Et feelt hinne selwer en enger Referenz a Berodungsperson, enger Aart Coach, dee si a méi kritisches Momenter beréit, ennerstézt an orientéiert. Dofir menge mir, dass et sännvoll wier, hinnen am

éischte Joer e speziell forméierte Begleeder un d'Sait ze stellen, fir si ze ennerstézen an ze begleeden.

Dës Tache misst eigentlech den Inspekter kënnen iwwerhuelen. Et ass awer esou, d'Er-fahrung léiert eis dat, dass d'Inspektorat opgrond vu villen administrative Chargen einfach net méi an der Lag ass, des pädagogesch Hëllefstellung ze ginn. An de Lycéën ass se bis elo iwwerhaupt net virgesinn.

Aus där Tatsaach eraus ergi sech fir eis dräi Fuerderungen: éischters, eng Entlaaschtung vum Inspektorat vu bürokrateschen Tächen, zweetens, d'Aféierung vum Schouldirekter am Fondamental, deen dann och e groussen Deel vun den administrative Chargen iwwerhuele kann, an drëtens, pädagogesch Conseillere am Postprimaire, wou d'Proff besonnesch a schwierige Situatiounen Rot an Hëllef kënnen sichen.

Fënneftens: Am Bericht gëtt d'Fro vun engem Préstage fir d'Kandidate fir de Beruff vum Proff opgeworf. Mir wëllen dës Iddi net direkt verwerfen - et gouf jo schon e Préstage a fréieren Zäiten -, mengen awer, dass ee mat enger Reform vun Examen-concours, wou een eng pädagogesch a fachdidaktesch Grondausbildung als Viraussetzung géif virdrusetzen, besser géif fueren.

Op alle Fall muss mer awer vum exklusiven Teste vu rengem Fachwëssen ewechkommen. Dobäi ginn eis ze vill gutt potenziell Enseignant verluer, an dat nëmme, well se net woussten, vu wéini bis wuer d'Temps modernes genee gedauert hunn, oder well se eng bestëmmten Zort vu Kueben net kannt hunn, well se am Master den Akzent op Botanik geluecht hunn.

Sechstens: De Rapport stellt d'Fro an de Raum, ob een net eng gewësse Spezialisatioun vun den Enseignanten brauch en fonction vum Alter vun de Kanner. Mir sinn der Meinung, dass dëst net néideg ass. E gutt ausgebildete Schoulmeeschter oder Proff muss an der Lag sinn, sech op den Alter vu senger Schüler anzustellen. Do deelen ech och d'Meenung vum Ben Fayot, deen dat och an der Kommissioun zum Ausdrock bruecht huet.

Sécherlech léiert a begräift e Kand vun zwielf Joer ganz aneschters wéi e jonken Erwuessene vun 18 oder 19 Joer. Et gehéiert awer zur Käraufgab an zur Verantwortung vun engem Enseignant, sech an d'Laag vu senger Schüler ze versetzen an hinne jee no Alter en adequate Programm respektiv Unterrecht ze ginn. Dat verhénnert net, dass een an der Fortbildung spezifesche Coursen ubitt, wéi een Enseignant altersgerecht Schoul hale kann, mä mir schwätzen eis géint eng altersspezifesch Spezialisatioun vu vireran aus.

E gudder Proff muss souwuel op Septième wéi op Deuxième enseigneiere kënnen. E muss sech jee no Alter an d'Laag vun alle Schüler eraffille kënnen. E gudden Enseignant ass net deen, dee sech d'Rosengen aus dem Kuch pléckt a just mat onproblematischer Schüler schaffe kann. E gudden Enseignant muss e pädagogesch Feingespür hunn a sech grad kënnen an d'Roll vun deene versetzen, déi et méi schwéier hunn. E Lycéesproff ass schliesslech keen Universitätsproff. En huet eng prioritär pädagogesch Mission.

Här President, d'DP wäert sech an der zoustänneger Chamberskommissioun staarkmaachen, fir dass d'Diskussioun iwwer de Lehrerprofil weidergeet. Mir setzen eis fir eng Schäerfung vum Profil vum Enseignant an. Et soll vu virera kloer sinn, wat d'Missionen sinn a wat fir Aufgaben net ennerstézt déi vun engem Enseignant fallen.

Am Prinzip gëtt jo emmer eng Aart Superfra oder Supermann fir de Beruff gesicht, deen als „Prügelknabe der Nation“ fachlech, didaktesch, pädagogesch, éducativ a psychologisch Topleeschung muss bréngen, ouni auszebrennen oder ze verzweiwelen. Iwwer e Profil eraus verlaange mir dofir och, dass d'Enseignanten an der Weiderbildung Hëllefstellung fannen, wéi zum Beispill e Coaching, déi derzou bräidroen, dass den Enseignant net ausbrennt an net an eng eidel Routine eraleeft oder sech an enger eideler Routine verleeft.

Den Enseignant ass fir eis also eng zentral Figur am schoulesche Geschehen. Fir eis als Demokratesch Partei ass den Enseignant dofir Wëssens- a Kompetenzvermittler a kee Bürokrat, e Pädagog a keen Ersatzerzéier oder Hobbypsycholog, e Begleeder, deen orientéiert, a kee Familientherapeut. Mir wäerten eis als DP der Diskussioun op dësem Terrain net entzéien an eis Proposen an zukünftige Échangen a Gespréier



cher innerhalb vun der zoustänneger Kommissioun abrénge.

Erlaabt mer, zum Schluss dem Rapporteur, dem President vun der Kommissioun, de Memberen an och der Madame Huberty vun der Éducatiounskommissioun en häerzleche Merci ze soe fir hir respektiv Aarbechten a fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. An als éischt Riednerin ass d'Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dank dem exzellente Rapport an deene villen interessanten Intervenanten an der Chamberskommissioun kenne mer haut hei dese wichtige Débat féieren.

Eis Gesellschaft huet sech verännert an d'Schoul, dat heescht och d'Léierpersonal, muss sech den neien Erausforderunge stellen. Déi éischt grousse Feststellung ass, dass d'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun iwwert déi lescht Jorzéngte stänneg méi grousse ginn ass duerch déi staark Immigratioun, déi eist Land kennt.

E relativ rezente Phenomeen ass, dass vill vun dese Leit, déi et op Lëtzebuerg zitt, net méi onbedéngt aus deene fir Lëtzebuerg méttlerweil méi traditionellen Immigratiounslänner wéi Portugal, Italien oder och eis Nopeschlänner kommen. Vill vun den Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen, stamen aus Länner, déi sech ausserhalb vun der Europäescher Unioun befannen. Déi grousse Erausforderungen, déi sech an deem Kontext un eis Schoul richten, sinn déi vill verschiddearteneg Sproochen a Kulturen, déi sech hei begéinen.

Iwwert d'Halschent vun de Schüler am Précoce schwätze kee Lëtzebuergesch doheem a vill ënner hinne sinn och net familiär mat deenen zwou aneren administrative Sproochen vun eise Land. Dëst eleng seet scho vill iwwert d'Ufuerderungen aus, déi sech un eis Schoul richten, där hir Aufgab et ass, all Kand ze integrieren.

Een anert wichteg Element, dat eise schoulesche Kontext vill beaflosst, ass de familiäre Kontext vun de Schoulkanner. An eiser Gesellschaft liewen haut ëmmer méi elengerzéiend Elteren, Patchworkfamilljen an Elteren, déi alle béid de ganzen Dag schaffen. D'Konsequenz vun deem Wandel an eiser Gesellschaft ass, dass d'Kanner ganz anescht opwuesse wéi fréier, eng Realitéit, déi sech an der Konzeptioun an an der Aufgab vun der Schoul vill méi zréckspigelen muss.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Kanner de gréissten Deel, wann net souguer de ganze Dag ausserhalb vun hirem Doheem verbréngen an dass de Gros vun hirem Erzéiung net méi doheem, mä an de schouleschen an ausserschoulesche Strukturen geschitt. Dese Wandel verlaangt eng nei Definitioun vum Profil an de Missioun vum Léierpersonal.

Nieft den Ännerunge vum familiäre Kontext bréngt eis heiteg Gesellschaft och aner grousse Changementer fir d'Kanner mat sech: D'Kanner verbréngen ganz vill Zäit dobannen an hale sech net méi esou vill dobaussen op. Vill Zäit gëtt vum Computer oder Fernseh verbruecht, wou si dacks mat Biller, Impressiounen an Informatiounen iwwerschwemmt ginn, mat deene si net wëssen ëmzegoen.

Hinne feelen engersäits déi néideg Bewegung an d'sozial Kontakter, déi zum Beispill an de Sportsveräiner, der Musek oder de Scouten ugebuede ginn. Anerersäits si vill vun hinne permanent mat enger Prise en charge vu professionnelle Leit konfrontéiert a fanne sech a Gruppen erëm, wou si sech upasse mussen. Och de materielle Konsum spillt eng iwwerproportionéiert Roll am Schüler sengem Liewen. Den Individualismus hëlt zou an déi téschtmenschlech Relatiounen verléieren u Bedeitung.

All dëst spigelt sech an hirem Verhalen an der Schoul mam Léierpersonal an de Mätschüler erëm. Wann een nämlech mat Leit aus dem Enseignement schwätzt, huet een dacks d'Gefill, dass d'Zuel vun de Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, eropgeet. Dëst ass an eisen Aen d'Konsequenz vun der heiteger Liewensaart a -weis vun de Kanner, vun där ech elo just geschwat hunn, an d'Schoul muss sech och heimat ausermeesetzen a Léisunge fannen.

E weideren Effekt, deen Afloss op eis Schoulen an eis Schüler huet, ass de Wirtschaftssystem. D'Globaliséierung bréngt en erhéichte Konkurrenzdruck mat sech, dee sech duerch e gewëssenen Effektivitéits- an Effizienzdruck op eis Schoulen an op d'Erzéiung vun eise Kanner auswierkt. Esou stinn d'Bildungsprozesser ëmmer méi am Vierdergrond. Begrëffer wéi Bildungsstandards, Qualitätsmanagement, Evaluatioun a Leeschtungstester fannen hire Wee an d'Schoulen, esou wéi et jo och den aktuelle Reformprozess vun eise Schoulssystem beleet.

Lëtzebuerg ass keng Insel, an dofir ass et wichteg, dass och mir eise Schoulssystem esou adaptéieren, dass mir deenen Ufuerderungen, déi sech heiraus fir eis Schüler erginn, Rechnung droen. D'Schüler vun haut mussen méi flexibel, méi autonom, méi leeschtungsmotivéiert sinn an och léieren, mat hirem Wëssen ëmzegoen.

An dach mussen mir eis och op den humanistesche Gedanke vun der Roll vun der Schoul besinne kënnen. Fächer wéi Musek, Sport a Konscht, déi op kruzial Aart a Weis zur ganzheetlecher Erzéiung a Bildung vun Schüler bäidroen, mussen all hir Wichtigkeet behalen. D'Humaniséierung, d'ganzheetlech Denken a Léiere souwéi och d'Perséinlechkeetsentwicklung vun de Schüler sollen an der Schoul eng wichteg Plaz hunn.

Schliesslech muss ee sech och iwwert de Stellwäert vum Enseignant an eiser Gesellschaft Gedanken maachen. Fréier war den Enseignant eng Respektpersoun, grad wéi de Paschtouer oder de Buergermeeschter. Hautdësdays huet sech dat Blatt gedréit. Seng Missiounen a Responsabilitéiten huele wuel zou, op där anerer Säit ass en awer ëmmer méi der Kritik vun den Elteren ausgesat. Mir wësse jo, dass vill Leit beim Thema Schoul matschwätze wëllen, well jiddweree selwer an der Schoul war a sech deementspriedend umoosst ze wëssen, wat dat Beschit fir seng Kanner ass.

Léif Kolleginnen a Kollegen, et ass wichteg, sech der ganzer Komplexitéit vun der Entwicklung vun eiser Gesellschaft bewusst ze ginn, fir heiraus schléissen ze kënnen, wat dëst alles fir d'Schoul an den Enseignant bedeit. A mengen Ausféierunge wäert ech mech fir d'Éischt mat de Besoinë beschäftegen, déi zur gesonder Entwicklung vum Kand a Jugendleche bäidroen, fir an enger zweeter Phas doraus schléissen ze kënnen, wéi de Profil an d'Missioun vum Enseignant vun haut ausgesi mussen. Schliesslech wäert ech Stellung huelen zur initialer Formatioun vum Enseignant wéi och zu der Formatioun continue.

Wat brauch ee Kand, wat brauch e Jugendlechen, fir sech ze entwéckelen?

Här President, fir eis ass d'Schlëselelement vun der Schoul, dass d'Bedierfnisse vun de Schüler am Mëttelpunkt stinn an dass sech d'Roll, d'Aufgaben an d'Missioun vum Enseignant ronderëm de Schüler a senger verschiddeenen Entwicklungsphasen, déi staark vu sengem soziokulturellen Ëmfeld geprägt ginn, deklinéiere mussen.

D'Ännerunge vun eiser Gesellschaftsstruktur conditionéieren d'Ëmfeld, an deem d'Kanner an déi Jugendleche opwuessen. Dëst muss sech an der Aart a Weis zréckspigelen, wéi d'Kanner vun haut ënnerriicht an awer och encadréiert ginn.

Wat ass heiraus fir d'Bedierfnisse vum Schüler vun haut ze schléissen? Oder anescht gedréit: Wéi eng Erausforderunge stelle sech dem Enseignant vun haut? An et ass kloer, dass des Erausforderungen differéieren, jee nodeem, ob ee vun der Grondschoul oder vum Lycée schwätzt. An all Stadium vun hirem Entwicklung sinn d'Kanner an déi Jugendleche anescht, an esou muss och den Enseignant capabel sinn, seng Unterrichtsgestaltung deementspriedend unzepassen.

Am Précoce an am Préscolaire entdeckt an entwéckelt d'Kand säi motoresche Répertoire haaptsächlech duerch d'Spillen. Et huet och een natierleche Besoin, fir sech ze bewegen, a brauch Méiglechkeeten, fir sech auszutoben. An deem Sënn muss d'Bewegungserzéiung räich a villfältig sinn an de Kanner et erméiglechen, hir sensorieel a motoresch Fäegkeeten ze entwéckelen.

Och d'Entwécklung vun de kognitive Funktiounen ass an deem Alter besonnesch intensiv. D'Kanner saugen all Informatiounen wéi Schwämm op a sinn an deem Alter besonnesch rezeptiv, an dat muss gefördert ginn. Esou spillt zum Beispill déi musikalesch Fréierzéiung eng wichteg Roll an deem Alter. Duerch rhythmesch Übung wéi och duerch Sengen an Nolauschteren entwéckelt d'Kand seng Motorik a seng Sprooch.

All wëssenschaftlech Etüde beleeden zudeem, dass et am Stadium vun der fréister Kandheet ass, wou eng qualifizéiert Prise en charge am meeschten d'Entwécklung vun de Kanner beaflosst an, obwuel se alle soziale Gruppen ze

guttkënn, virun allem förderlech fir Kanner aus de benodelegte Milieuen ass.

No desen Ausféierunge stellt sech d'Fro nom Stellwäert vum Précoce an der Spillschoul an der Erzéiung vum Schüler. Déi grousse Bedeutung vun engem ganz spezifischen Unterrichts, deen all deem Rechnung dréit, gëtt zur Evidenz. Des Iwwerleeung huet Répercussiounen op d'Formatioun vum Léierpersonal vun deser Altersstuf, op déi ech méi spéit am Detail zréckkomme wäert.

Aner Studië beleeden, dass et fir d'Entwécklung vun de Kanner, also vun de Schüler, ganz wichteg ass, dass si sech an enger Gemeinschaft erfannen, déi si encadréiert an ënnerstëtzt, wou si stabel a vertraulich Relatiounen wéi och Repèren opbaue kënnen. Nëmme dann ass et méiglech, fir den néidege sougenannten „cadre propice à l'apprentissage“ ze garantéieren.

An deem Sënn ass d'Gestaltung vun engem strukturéierten Alldag ee ganz wichteg Element an der Entwécklung vun de Kanner. Esou ee strukturéierten Alldag an der Grondschoul, wou ganz vill Kanner och an enger Maison relais ageschriwwen sinn, muss d'Resultat vun enger intensiver Zesummenaarbecht téscht desen zwou Strukture sinn.

D'Roll an d'Zesummeschaffen téscht den Enseignant an den Educateuren huet sech geännert a muss besser definéiert ginn. Si mussen sech bewusst sinn, dass d'Kanner de Gros vun hirem Dag an zouene Raim, innerhalb vun engem organiséierte Kader mat Aktivitéiten vu moies bis owes verbréngen mussen. Dëst bedeit vill Stress fir d'Kanner. Hei wollt ech de kierzlech am Regierungsrat uegehollene Plan périscolaire local ernimmen, deen d'Zesummenaarbecht téscht der Grondschoul an de Betriebsstrukturen institutionaliséiere wäert an deementspriedend eng ganz wichteg Roll spillen muss.

Fir de Lycéesschüler, deen net méi no der Schoul an enger Maison relais betreit ka ginn, stellt sech d'Fro no engem périscolaire Encadrement, besonnesch fir déi méi jonk Jugendleche. Des Fro muss am Kader vun den Diskussiounen iwwer méiglech Ganzdagsschoule fréier oder spéider beäntwert ginn.

Déi meescht Pädagoge si sech eens, dass kleng Kanner net ze vill Intervenanten hu sollten, mä dass Referenzpersone wichteg sinn. Esou freet ee sech, ob bis zu siwen Intervenanten innerhalb vun enger Klass an der Grondschoul de Bedierfnisse vun de Kanner entgéintkommen, woubäi deen een net onbedéngt weess, wat deen aneren déi Stonn virdru gemaach huet.

Bei de Lycéesschüler si mir och der Meenung, dass op de Klasse vum Cycle inférieure eng limitéiert Zuel vun Enseignanten de Besoinë vun de Schüler zeguttkënn. Haut mussen d'Kanner an déi Jugendleche Ënnerstëtzung kréien, fir och mat där grousser Unzuel vun Informatiounen, Donnéeën an Impressiounen léieren ëmzegoen, deene si de ganzen Dag ausgesat sinn.

E responsablen Ëmgang mat desen Aspekter ass bedeitend fir déi gesond Entwécklung zu engem ganzheetlechen a verantwortungsvollen Mënsch. D'Villfältgkeet vun de Kulturen an den Nationalitéiten maachen et de Schüler dacks schwéier, hir Repèren ze fannen. Och hei brauch e si Orientatioun an Ënnerstëtzung.

Mä wat sinn dann elo d'Aufgabe vun der Schoul, ergo den Enseignanten?

Opgrond vun de Changementer vun eiser Gesellschaft an de Bedierfnisse fir d'Schüler, déi sech heiraus erginn, muss och d'Schoul sech änneren. Mä d'Essenz muss d'Wëssensvermittlung bleiwen, an zwar am Sënn vun enger nobler Missioun: Kanner a Jugendleche zu mündegen, kritesch denkende Bierger erzéien, hinnen op där enger Säit hëllefen, sech eng zolidd Wëssensbasis unzëeegnen an déi och kënnen unzewinnen an ze hannerfroen, hinnen hëllefen, mat der Villfältgkeet vun Informatiounen eens ze ginn, an hinnen op där anerer Säit den humanistesche Grondgedanken nobréngen.

Eleng des Aufgabe verlaange scho vill Asaz säiten dem Léierpersonal. Mä dat eleng geet net duer. Dacks gëtt vum Enseignant vill méi verlaangt wéi just Schoul halen. Et ass kloer, dass d'Roll vum Enseignant sech an de leschte Jorzéngte geännert huet. Si geet wäit iwwert dat Schoulescht eraus. Dëst ass e Paradigmewissel a bedeit, dass d'Definitioun an de Profil vum Enseignant de Gesellschaftschangementer mussen ugepasst ginn.

Leider ass feststellen, dass et keng Beschreiwung mat normativem Wäertgehalt vum Profil vum Professer oder vum Schoulmeeschter gëtt. De Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun an de Stage vun de Proffe beschreift zwar, wat dem zukünftige Proff seng Aufgabe sinn, mä e geet net weider an den Detail, wat déi méi perséinlech Kompetenzen ueget. Och den Numéro spécial vum „Courrier de l'Éducation

nationale“ vun 2005 geet net dorop an. Fir d'CSV-Fraktioun wier dëst awer immens wichtig.

An esou eng Definitioun vum Profil vum Schoulmeeschter a vum Prof missten eiser Usicht no verschidde perséinlech a mënschlech Grondkompetenzen niewent deenen essenzielle pädagogeschen a fachbezunne Kompetenzen onbedéngt mat eraflëssen. Mir deelen dem neiseelännesche Professer John Hattie seng Usicht, dass an der Klass virun allem „the teachers matter“ am Vierdergrond steet an dass mam Enseignant senger Kompetenzen a sengem Engagement vill steet oder fällt.

Wat heescht dëst dann elo konkret? Fir eis muss een Enseignant fir d'Alleréisch d'Kanner gären hunn a gäre mat hinne schaffen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).** - Hie brauch Flexibilitéit an Autoritéit, Motivatioun a Rigueur, Gedold an Disponibilitéit wéi och Kreativitéit. Um Plang vun der Perséinlechkeet si sozial, moralesch, affektiv an intellektuell Qualitéiten, déi déi néideg Motivatioun fir de Beruff garantéieren, onbedéngt noutwendeg, souwéi och Verständnis an Oppenheet fir mënschlech a gesellschaftlech Problemer.

Hautdësdays muss den Enseignant ofwiessele kënnen téscht dem oppenen Unterrichts an dem Frontalunterricht, wann d'Matière et verlaangt. Hie muss jee no Unterrichtssituatioun a Klass mol straff féieren, mol d'Schüler selwer schaffen an experimentéiere loossen. Hie muss kënnen differenziéiert ënnerriichten an op d'Schwächen a Stärken vun all Kand agoen. Hie muss kënnen fächeriwwergräifend a kompetenzorientéiert Schoul halen. Hie soll keen Einzelkämpfer sinn, mä capabel sinn, am Team respektiv an der Équipe pédagogique ze schaffen. Hie muss ëmmer méi de Kontakt mat den Elteren aus verschidde kulturellen an erzéiereschen Hannergrënn sichen an domat ëmgoen kënnen.

Den Enseignant an der Grondschoul wéi och am Lycée soll och kënnen e Quereinsteiger sinn an eisen Aen, dee schonn Erfahrungen am Beruffsliewen ausserhalb vun der Schoul gemaach huet a grad weinst desen Erfahrungen een anere Bléck, vläicht méi e breet gefächerte Bléck, op d'Schoul wërft. De Wee zu enger adaptéierter Formatioun fir des Leit misst opgemaach ginn.

Wann een elo iwwert de Profil vum Enseignant diskutéiert, stellt sech déi grousse Fro vun enger Differentiatioun vum Profil vum Enseignant an eise Schoulen. Esou ënnerscheede mir momentan graff gesinn téscht dem Schoulmeeschter, deen als sougenannte Generalist an der Grondschoul Schüler am Prinzip vun dräi bis zwielef Joer ënnerriicht op där enger Säit, an dem Professer, deen als sougenannte Spezialist a meeschtens engem Fach d'Schüler am Lycée an der Regel téscht dräizéng an nonzéng ënnerriicht.

Ier ech méi spéit op den Inhalt vun der Formatioun selwer ze schwätze kommen, wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun ënnersträichen, dass mir fir d'Bäibehale vum Schoulmeeschter mat senger Generalisteformatioun plädéieren - mat enger Ausnahm awer: Als Schlussfolgerung vun deem, wat ech iwwert d'Bedierfnisse vun de Schüler aus dem Cycle 1, also dem Précoce an der Spillschoul, gesot hunn, hu mir de fréieren Ausbildungssystem, wou d'Formatioun vun den Enseignanten aus dem Précoce an der Spillschoul getrennt vun deenen aus der Primärschoul war, besser fonnt, well awer enorm ënnerscheeder an der Entwécklung vum Cycle 1 bis an de Cycle 4 bestinn.

Déi aktuell Differentiatioun, déi hei an der Formatioun an och am Concours gemaach gëtt, ass net ausschlaggebend fir de spéidere Choix - dat muss jo och emol eng Kéier gesot ginn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).** - Am Kader vun der Grondschoul stellt sech awer d'Fro vun de spezialiséierten Intervenanten an de Fächer Sport, Konscht a Musek.

Firwat net endlech manifestement qualifizéierte Leit mat engem ofgeschlossene fachspezifischen Unisstudium de Wee fir an d'Grondschoul opmaachen? Virun allem, wann ee weess, dass des enorm wichteg Fächer dacks als Steifkanner an der Formatioun vun de Schoulmeeschteren an deemno och duerno am Ausübe vum Beruff behandelt ginn. Hei misst een zudeem de Prinzip vun den Déchargé vum Léierpersonal iwwerdenken.

Ze bemerken ass och, dass d'Veerdeelung vun de Klassen am Intéret vun de Bedierfnisse vum Kand an net no perséinleche Convenancen organiséiert gi muss.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **Mme Tessy Scholtes (CSV)**.- Här President, fir d'CSV ass de Schoulmeeschter d'Referenzpersoun fir d'Kand a muss eng Virbild-funktioen vis-à-vis vun de Schüler erfüllen, där hie sech ëmmer bewosst muss sinn.

Dernieft muss hien natierlech och iwwer all d'Kenntnisse verfügen, déi um Programm stinn, a sech souwuel mëndlech wéi och schrëftlech kloer ausdrécke kënnen, eng sécher Orthografie hunn, een héijen Niveau an der Grammaire an an der Syntax, ee mathematescht Basiswëssen an elementar Kenntnisse an der Geschicht, de Sciencen an der Geografie. Hie sollt och Grondkenntnisse am Sport, der Musek, an der Konscht souwéi och an der Sonderpädagogik hunn.

Nieft dem zolitte Fachwësse brauch de Schoulmeeschter natierlech och didaktesch a pädagogesch Kompetenzen, fir dat Wësse kënnen ze vermëttelen. Esou drängt sech d'Fro op, ob de Schoulmeeschter eleng all dëst wëltege kann. Mir fannen, dass de Schoulmeeschter, de sougenanntene Generalist, deen als Vernetzer tëscht deene verschiddene Léierprozesser vum Schüler muss ugesi ginn, op seng Équipe pédagogique zréckgräife kënnen muss. An dëser Équipe soll hie sech éischters iwwer déi verschidde Problemer vun den eenzelne Schüler austausche kënnen, awer och konkret Hëllef bei hirer Bewältigung kréien.

Dofir begréisst d'CSV, dass dat neit Schoulgesetz eng regelméisseg Konzertatioun tëscht dem Léierpersonal an de pädagogesch Equipé virgesäit souwéi och op d'Hëllef vu multiprofessionellen Equipen zréckgräife kann. Mir sinn der Meenung, dass d'Konzertatioun vum Schoulmeeschter als Einzelkämpfer haut net méi oprechterhale gi kann. De sougenanntene Teamteaching ass deemno an eisen Aen och e wichtegt Element vum moderne Schoulhalen.

Am Laf vun der Zäit krut de Schoulmeeschter ëmmer méi Aufgaben, fir déi hien net onbedéngt forméiert ass: de Schoulmeeschter als President oder Member vum Schoulcomité, als Bindeglied tëscht Schoul a Maison relais, de Schoulmeeschter am Appui vun de schwache Schüler, am Accueil vun de Primo-arrivants, an der Hausaufgabenhëllef oder am Encadrement vun de Flüchtlingsklassen - fir der just e puer opzezielen. All dës ganz wichteg an deelweis nei Elementer mussen vum Schoulmeeschter verinnerlecht an an der Formatioun berücksichtegt ginn.

D'Grondschulgesetz vun 2009 huet och d'Astellungspolitik vun de Schoulmeeschteren an de Gemenge verännert. D'Gemengen hunn elo kee Matsproocherecht méi, ee Schrëtt, dee mir als CSV als positiv bewäerten, well dat sech net ëmmer esou einfach virdu gestalt huet.

Mir bedauern awer, dass d'Gemengeverantwortlech deelweis net méi wëssen, wat an hire Schoule leeft, a plädéieren nach ëmmer fir de Schouldirekter, deen de Lien tëscht der Gemeng an der Schoul op eng professionell Aart a Weis garantéiere kéint.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV)**.- De Schouldirekter kéint an engems derfir suergen, dass endlech eng Uniformisatioun am Schoulhalen an eise Ländche stattfanne kéint. Dat ass am Moment net de Fall an d'Schoulhalen...

(Interruption)

...variéiert jee no Inspekter vun Arrondissement zu Arrondissement.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, och am Lycée ännert sech d'Roll vum Enseignant. Mir sinn der Meenung, dass een net sollt tëscht verschiddenen Zorte vu Lycéesproffen, jee nom Alter vum Jugendlechen, ënnerscheeden. Mir denken, dass de Lycéesprofesser, dee seng Formation pédagogique ofgeschloss huet, souwuel à même ass, Schüler aus dem ënneschte wéi och aus dem ieweschten Zyklus vum Secondaire ze ënnerriichten. Et ass zum enge vill méi ofwiesslungsriich an zum anere complémentaire fir de Proff, dee säi Fach souwuel dem Septièmeschüler vun der Basis u vermëttelen kann, wéi och de Premières- oder Treizièmeschüler op den Ofschlosssexame preparéiere kann.

Fir eis huet d'Fro, wéi de Proff virun allem déi jonk Schüler encadréiert, méi Bedeitung. D'Konzept vun engem Tuteur, dat heescht enger méi enker Begleitung an Ënnerstützung duerch de Proff, fanne mir an deem Kontext interessant. Besonnesch bei deene Schüler, déi vun doheem leider net esou vill Hëllef kréie kënnen, mécht d'Aféierung vun engem Tutorat Sënn.

D'Aféiere vun enger méi reduzéierter Unzuel u Proffen op deenen ënneschte Klassen ass fir eis och eng Pist, iwwer déi ee kéint nodenken. An deem Fall wier de Proff, deen nieft sengem Fach en zweet Fach ënnerriichte kéint, natierlech vu Virdeel, an d'CSV verschléisst sech, ënner Virbehalt vun adaptéierte Formatioune an dës Richtung, dës Optioun net.

Et soll een och net vergiessen, dass de Proff mat deelweis ganz verschiddenaartege Schoulpopulatioune an Lycée classique engersäits an am Lycée technique anerersäits konfrontéiert ass. De Proff muss sech bewosst sinn, dass d'Zilsetzungen an d'Erausforderungen net déiselwecht sinn, an hie muss säin Unterrecht deementspreechend adaptéieren an ajustéieren.

Esou erweidert sech och am Lycée d'Handlungsfeld vum Enseignant steteg, wéi Dir gesitt: vum Régent iwwer den Tuteur, wou déi sozial Dimensioen ëmmer méi wichteg gëtt, den Enseignant vu sougenannten „Mosaikklassen“, dat heescht Problemschüler, bis zu der Fonctioun vum Direkter, an ech kéint nach weiderfuereen.

Ass de Proff op all dës Erausforderunge genügend virbereet? D'CSV ass der Meenung, dass an der Ausbildung nach Handlungsbedarf besteet. Verschiddene Aspekter mussen de Wee an d'Formatioun fannen, souwuel an der Theorie wéi och an der Praxis.

Schliesslech muss och am Lycée d'Zesummenaarbecht tëscht de Proffen eng nei Dimensioen kréien. Begrëffer wéi Teamteaching an Assistenzprofessere kéinten eng Bedeitung hei kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ofschléissen, géif ech ganz gären nach e puer Wuert zu der Ausbildung vun den Enseignantë soen. D'Formatioun op der Uni Lëtzebuerg muss sech logescherweis um Profil an un de Missioun vum zukünftege Schoulmeeschter an eise Schoul-system orientéieren.

Déi eenzeg Richtlinnen an deem Sënn beschreift de Ministère an enger spezieller Ausgab vum „Courrier de l'Éducation nationale“ vun 2005. Hei wéilt ech gär e puer Punkten erauspicken a méi genau ënnert d'Lupp huelen.

Am éischte Punkt, deen d'Missioun vum Schoulmeeschter beschreift, steet, dass dese beim Schüler eventuell spezifesch Besoinen erkennt an déi néidege Moosnamen ergräift. Sënn géif et dofir maachen, wann d'Ausbildung op der Uni enger Basisformatioun an der Sonderpädagogik eng Plaz géif ginn. Och wann de Schoulmeeschter Hëllef aus der Édifié oder den Equipen multiprofessionnelles kritt, wier eng Aféierung an déi gängegst Krankheetsbiller, Konzentrations- a Léierschwierigkeeten néideg.

Ze bemierken ass, dass mir eent vun den eenzege Länner an Europa sinn, déi hir Schoulmeeschteren net an der Sonderpädagogik ausbilden, an dass mir d'lescht Joer awer d'UNO-Konventioun fir d'Rechter vu Persounen mat Behënnerung approuvéiert hunn.

Am zweete Punkt, deen de Profil vum Schoulmeeschter beschreift, steet, dass deesen d'Unterrechtssproche souwuel geschwat wéi geschriwwen op engem exzellente Niveau beherrsche muss. Et héiert een allerdéngs ëmmer nees, dass bei de jonke Stagiairen den Niveau virun allem am Franséischen net optimal wier.

Hei muss ee sech froen, ob et net méi ubruucht wier, d'Sprochekenntnisse am Examen d'admission op der Uni Lëtzebuerg ënner redigéierter Form ofzepreiwene anstatt per „multiple choice questions“. Eng weider Méiglechkeet wier, déi verschiddene Aarbechten am Laf vum Kursus zu gläichen Deeler op Franséisch an op Däitsch ze redigéieren.

Am drëtten Punkt iwwer d'Ausbildung vum Schoulmeeschter ass eng Diskrepanz festzestellen tëscht deem, wat an der Formatioun an de Fächer Sport a Konscht um Pabeier gefuereert gëtt, an deem, wat an der Praxis geléiert gëtt. Virun allem, wat d'Schwammen ueget - an do hunn ech och scho per Question parlementaire drop higewisen -, gesäit et schlecht aus. Ech hu mir awer soe gelooss, dass sech an deem Bereich lues a lues eppes ännere soll, a wäert déi Entwécklung weiderhin am A behalen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV)**.- Am selwechte Punkt vum „Courrier de l'Éducation nationale“ steet, dass d'Ausbildung vum Schoulmeeschter sech dem plurilinguistesche Kontext vu Lëtzebuerg an der Problematik vun der Alphabetisatioun an enger Friemsprooch sollt unhuelen. Mat deem Thema gëtt sech menges Wëssens allerdéngs net ausereegesat. D'universal Alphabetisatioun vun all Kand op Däitsch kann an eise heitege Kontext hannerfrot ginn an et misst ee kucken, ob een de System net fréier oder spéider an deem Sënn upasse misst.

Gutt ass awer, dass mëttlerweil méi Wäert op dat Praktescht geluecht gëtt. De Problem ass awer, dass op der Uni trötzdeem nach ëmmer net praxisorientéiert genuch geléiert gëtt. Besser wiere vläicht manner Virlesungen a méi praxisorientéiert Seminären.

Ze bemierken ass och, dass d'Studium gréisstendeels frontal ass, obwuel d'Studenten et

herno an hirem Beruff aneschteres ugoe sollen. Mir sinn eis bewosst, dass d'Formatioun op der Uni op d'Recherche ausgerichtet ass an dass et net einfach ass, lokal Proffen an Tuteurs ze rekrutéieren. Mir sinn awer zouversichtlech, dass hei nach méi praxisorientéiert Adaptatioune méiglech sinn.

De Ruff vun den auslänneschen Ausbildungsinstututen, wou sech een Deel vun eise Schoulmeeschtere forméiere loosse, ass gutt an och éischer praxisorientéiert. Et fält awer op, dass immens vill vun deesen Diploméierten, déi sech de Préliminaires an dem Concours hei zu Lëtzebuerg stellen, duerchfalen.

Wéi ass dëst ze erklären? Wier et net besser, erëm praktesch Examenstoune anzeféieren, esou wéi an der Période probatoire vun de Proffen, fir ze kucken, ob de Kandidat net nëmme seng Theorie beherrscht, mä och seng Praxis a mat de Schüler ëmgoe kann?

Här President, d'Ausbildung vum Schoulmeeschter ass universal. De fäerdege Schoulmeeschter kann am Précoce, am Précolaire, an der Grondschul, am Modulaire an an der Édifié schaffen, huet awer net onbedéngt e praktesche Stage am Laf vun der Ausbildung an all dese Beräicher gemaach. Hie kann an eisen Aen deesen dach ganz spezifesch Aufgaben net onbedéngt gerecht ginn.

Dofir kéint een an eisen Aen d'Formatioun vum Schoulmeeschter iwwerdenken. De Schoulmeeschter am Cycle 1 respektiv an de Cyclen 2 bis 4 misst weiderhin e Bachelor maachen, fir duerno Generalist ze sinn. D'Méiglechkeet vun engem Master misst awer gi sinn, fir all déi Beräicher ze couvréieren, déi de Generalist net meeschtere kann, wéi zum Beispill Spezialisatioune, fir am Modulaire, an der Édifié oder mat Primo-arrivantes ze schaffen, wou dann deemno eng professionell Prise en charge garantéiert wier. Natierlech missten dann och, esou wéi dat fréier emol de Fall war, Poste fir Leit mat dese spezielle Qualifikatioune geschafe ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, a puncto Formatioun a Stage vun den zukünftege Proffe fanne mir, dass de System iwwerduecht misst ginn. Esou kéinte mir eis virstellen, dass d'Studenten een oder och zwee Bacheloren an hiren oder hire Spezialisatioune, zum Beispill Mathé oder Physik, maache géifen, an duerno e Master an der Fachdidaktik.

Dofir plädéiere mir och, fir de Stage op der Uni Lëtzebuerg ze verkierzen. Och d'lddi vun engem Préstage am Lycée, eventuell tëscht dem Bachelor an dem Master, fanne mir interessant, well een hei wierklech ganz konkret um Terrain géif gesinn, ob de Kandidat fir dese Beruff gemaach ass. Deeselwechte Modell wier deementspreechend och virun der Admissioun vun der Schoulmeeschteschformatioun unzedenken.

Wat d'Formation continue ueget, ass ze bemierken, dass et scheinbar net ëmmer einfach ass, d'Enseignantë vun der Wichtigkeet vun esou enger Formatioun ze iwwerzeegen. Et si just aacht Stonne pro Joer obligatoresch, an awer hale sech d'Aschreiwungen a Grenzen, esou dass munch Formatioune guer net stattfanne kënnen. Fir deem entgéintzewirken, begrësse mir et, dass d'Formatioune méi an de Schoule stattfanne sollen, a fannen d'lddi vum „peer learning“ interessant fir weiderzedévelopéieren.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegeen, résuméierend ass ze soen, dass d'Erausforderungen, déi sech der Schoul an eisen Enseignantë stellen, riseg sinn.

Wéi mir all heibanne wëssen, befanne mir eis momentan an engem grouse Reformprozess vun eiser Schoul, wou d'Reform vun der Grondschul schonn agefouert gouf a wou déi vum Lycée an der Diskussioun ass. Dese Reformprozess ass ausdrécklech ze begrëissen.

Ze bemierken ass, dass innerhalb vun de Reformen de Profil an d'Missioun vun eisen Enseignantë eng kruzial Roll spillen. D'Enseignantë sinn d'Häerzstück vun der Schoul an et si si, déi hannen um Enn ausschlaggebend si fir d'schoulesch Réussite vun eise Kanner.

Dofir ass et wichteg fir eis, dass de Profil vum Schoulmeeschter a vum Professer weiderzedévelopéieren ass am Sënn, dass méi perséinlech Capacitéiten a Kompetenze mat erafléisse mussen. Dese Profil muss onbedéngt ee legale Kader kréien, aus deem sech da seng Missioun besser deklinéiere loosse.

Da si mir der Meenung, dass déi soziokulturell a wirtschaftlech Changementer aus eiser Gesellschaft an hir Répercussiounen op d'Schüler an der Formatioun vum Enseignant, ob Proff oder Schoulmeeschter, an awer och an der Ausübung vun hirem Beruff eng méi grouse Roll spille mussen. D'Spezialisatioun an der initialer Formatioun vum Schoulmeeschter a kruzialen, ganz problematesche Beräicher spillt hei eng wichteg Roll.

Schliesslech fanne mir, dass d'Konzeptioun vum Enseignant als Einzelkämpfer net méi ugepasst ass. D'Gruppenaarbecht, d'Konzertatioun, d'Zesummenaarbecht a Form vun Teamteaching oder mat Assistenzproffe mussen deen dach oft rigide Kader vum Schoulhalen an eise Schoulen endlech opbriechen. Hei spillt déi initial Formatioun - wéi och d'Formation continue - eng wichteg Roll.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP)**.- Här President, mir schwätzen de Mëtteg iwwer d'Enseignantë, dat heescht all déi, déi am direkte Kontakt mat de Kanner sinn. Firwat nëmme d'Enseignantë? Niewent den Enseignantë gëtt et jo nach eng ganz Partie anert Personal an de Schoulen. Mä well dat eigentlech Schoulhalen eng komplex Aarbecht ass an eng grouse Verantwortung mat sech bréngt. Gutt Schoulhalen ass e Garant fir den Erfolleg vun de Kanner, mécht Dieren op fir d'Zukunft vun engem Kand. Gutt Schoulhalen hëllef, den Erfolleg ze maximiséieren an den Echec esou kleng wéi méiglech ze halen.

Et ass keen akademeschen Débat, Här President, well vun der Qualitéit vum Schoulhalen déi berufflech a gesellschaftlech Zukunft vun eise Kanner a vun eise Land ofhänkt.

Schoulhalen ass haut anescht wéi fréier, well d'Kanner an d'Gesellschaft, aus där se kommen, anescht sinn. Fréier gouf et a Moule, eng Form, an déi een huet misse erapassen, a wien dat net fäerdegbruecht huet, deen huet eben net derzougehéiert, dee gouf eliminéiert. Dat hat domat ze dinn, dass déi gesellschaftlech Élitë kloer definéiert waren, d'Exigence, fir derzougehéieren och, an also de Wee iwwer d'Schoul gradesou. Dëst huet sech hei zu Lëtzebuerg a soss an Europa vun de 60er Joren u rasant geännert.

An den Annexé vum Rapport vum Här Adam beschreift de Ministère de l'Éducation nationale d'Orientatioune fir d'Formatioun vun den Enseignantë an der Grondschul an de Profil vun den Enseignantë am Secondaire an am Secondaire technique. Do gëtt d'Analys vum schouleschen a soziokulturellen Ëmfeld kloer gemaach: ons Villsprouchegekeet, déi grouse Diversitéit vu Schüler mat bal der Halschent vun zougewarderte Schüler aus anere Kulturkreeser, d'Fragilitéit vun der Famill, vun de Familljestruturen, den Afloss vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun vum Kand am Hibleck op de schouleschen Erfolleg. An an internationalen Etude gëtt eng staark Conditionnalitéit zwëschent de Resultater vu PISA an de soziokulturellen Originé vun de Schüler hiergestallt.

Och onse Schoulssystem huet sech andauernd geännert. Et ass jo net - wann haut diskutéiert gëtt iwwer eng Reform -, wéi wann net dee System sech an deene leschte Jorzéngten zum Deel radikal geännert hätt, ofgesinn elo vun deene Reformen, déi an der viregter Legislatur gemaach gi sinn.

Ech erënnere un d'Mëttschoul. Dat war och schonn eng Schoul - et gëtt ëmmer gesot, och ënnert den Enseignantë, d'Schoul, déi hätt net direkt elo sech op berufflech oder wirtschaftlech Konditioune auszeriichten, d'Schoul war eppes Interessantes per se. Et muss een awer drun erënnere, dass esou eppes wéi d'Mëttschoul, also den Enseignement moyen an de 60er Joren, eng Schoul war, déi ausgerichtet war op nei Donnéeën an der Gesellschaft, dat heescht de Besoin vun der Gesellschaft no neie Kadere fir de Secteur vun dem Service.

Den IST ass komm - d'Ingénieurs techniciens -, fir eben och déi nei Industriellen. Den Enseignement technique ass derzoukomm an de 70er Joren, fir eben déi Kanner och opzefänken, déi am Enseignement secondaire classique net virukomm sinn. Nei Sektouren ass et am Enseignement secondaire ginn a vill nei Lycées mat spezifesch Ausrichtungen.

Dann erënnere ech un de Bac international, deen an engem classesche Lycée entstanen ass oder och an engem technesche Lycée. Et gouf Pilotprojeten am Kader vun der öffentlecher Schoul, besonnesch ënnert deenen zwou leschte Legislaturen, wéi zum Beispill „Eis Schoul“ oder de Lycée Ermesinde. An niewent de kathoulesche Privatschoule gëtt et aner Privatschoule wéi d'Waldorfschoul, wéi de Lycée Français, d'International School an esou weider.

Schliesslech, an dat ass och wichteg am Verglach mat deem fréiere System, gëtt d'Orientéierung vum Primaire op de Secondaire, also



déi wesentlech Etapp am Liewe vun engem Kand, déi doranner besteet, fir de Sprong an de Secondaire ze maachen, gëtt déi Orientierung net méi iwwert de classeschen Exame gemaach, mä iwwer eng Prozedur vu Bilan. Et sinn an deene leschte Jorzéngte Kompensatiounen agefouert ginn, d'Methoden hu sech geännert, d'Schoulen hu sech och no baussen opgemaach.

An ech wëll dat awer hei soen, ech hu viru Kuerzem - wéi déi ganz Diskussioun iwwert d'Reform am Enseignement secondaire an Enseignement secondaire technique ëmmer méi hefteg ginn ass, dann denkt ee jo nawell zréck - emol Texter aus den éischte Jore vum 21. Jorhonnert erëm gelies. Déi éischt Jore vum 21. Jorhonnert, dat ass 2000, 2001, 2003. Do hunn ech zum Beispill dat interessant Buch gelies iwwer zéng Joer Bestoe vum Lycée „Alima“, dee jo ufanks 2000/2001 gegrennt ginn ass, wou scho vill interessant Iddien dra waren.

An ech hunn de véierbändige Wälzer iwwer 400 Joer Kolléisch, déi Schoul also, déi virun 100 Joer bal ganz eleng d'Élite vum Land erugezunn huet an déi sech haut als traditionsbewusst an zugläch modern hält.

Do liesen ech dann am Band III, iwwerschrivven „L'Athénée aujourd'hui et demain“ - dat ass also 2003, déi Texter si geschriwwen ginn ufanks den 2000er Joren -, do liesen ech an engem Artikel vum deemolegen Direkter Emile Haag ënnert dem schéinen Titel „Innovation comme tradition“ Sätz wéi déi hei: «L'Athénée est sorti de son isolement traditionnel et s'est résolulement ouvert au monde extérieur par de multiples projets.» An do gëtt beschriwwen, wéi wichteg d'Informatik ass - ech schwätzen nach ëmmer vum Athénée, fréier huet en Athénée grand-ducal geheescht, haut heescht e Lycée Athénée -, do gëtt beschriwwen, wéi wichteg d'Informatik ass, wéi den Travail en équipe vun den Enseignante sech entwéckelt.

An am Artikel vum heiteger Direkter Jos Salentiny geet Rieds zum Beispill, wéi de Régent ëmmer méi zu enger Personne de référence fir d'Schüler gëtt, si beréit, wa se Schwieregkeeten hunn. «Bref», seet de Jos Salentiny, «c'est le régent qui assure la prise en charge personnelle des élèves de sa classe et qui assume le rôle de mentor», eng Aart Tuteur also.

Oder et liest een an deemselwechten Artikel en Extrait aus dem Exposé des motifs vun engem Projet d'établissement am Kolléisch mat dem Titel: «L'action pédagogique par les moyens de communication d'aujourd'hui», «axé plus particulièrement sur le travail autonome et responsable de l'élève», Folgendes liest een do: «La fin de ce siècle», dat heescht Enn der 90er Joren, «est caractérisée par l'exigence accrue de capacités clés qui entraîne une grande autonomie de pensée et une certaine flexibilité.» An dofir soll iwwert d'«intégration accrue des techniques de communication dans les différents cours» nogeduecht ginn.

Wann Der dat do héiert an Dir vergläicht dat mat deene Polemiken, déi Der an deene leschte Méint a Woche gehéiert hutt iwwert dat, wat a gewësse Reformprojeten ass, da stellt Der lech jo sécher Froen.

An da wëll ech och nach soen, dass am Schouljoer 1999/2000, also ënnert der deemoleger Ministesch, der Madame Brasseur, en „Projet pilote d'autonomie pédagogique limitée“ initiéiert ginn ass, am Kader vun deem de Schüler an de verschidde Branché Méiglechkeeten ugebuede goufen, iwwer Cours renforcés an de Sproochen oder an der Mathé hir Schwieregkeeten ze iwwerwannen, also méi Flexibilitéit am Schoulhalen. Et ass op d'Interdisziplinaritéit an op d'Noutwendegkeet vun der Zesummenaarbecht ënnert den Enseignanten higewise ginn. An opgrond dovunner, wëll ech soen, entstinn andauernd an och haut nach vill Innovatiounen an den eenzelen Lycéen. An do gëtt et ëmmer - ech hunn den Här Bauler dozou gehéiert, vläicht dat ze bedauern -, mä ech sinn der Meenung, dass et do ëmmer grouss Fräiheeten an onse Schoule gouf fir d'Enseignanten, um Terrain Initiativen ze huelen an innovativ ze sinn.

Här President, wann ech mech doriwwer ausgebreet hunn, da well Iddi wéi Tutorat, Travail personnel, individuell Differenziatioun, Flexibilitéit, och op den ieweschte Klassen, säit Joren am Gespréich sinn an och vu munchen Enseignante praktizéiert ginn.

Mir hunn haut keng Debatt, Här President, iwwert d'Schoulreform am Secondaire. Et kann een awer net vum Type oder Profil d'enseignant schwätzen, ouni d'Iddien an d'Problemer am Émfeld vum Schoulhalen ze évoquéieren. Et ass och net esou, wéi wann op deem Gebitt,

wat ons haut beschäftegt, näscht geschitt wär. Wéi schonns gesot, goufen d'Profiler vun den Enseignante kloer émschriwwen. D'Ausbildung vum Schoulmeeschter op der Uni Lëtzebuerg gouf erneiert, de Stage vum Secondaire och, d'Formation continue gouf obligatoresch, d'Décisionen iwwert den Enseignant unique am Fondamental grad wéi deen am Secondaire goufe geholl respektiv confirméiert.

Schliesslech muss ervirgetrach ginn, dass et eng Konstant vun der Lëtzebuergescher Politik ass - dat ass och net onwesentlech fir d'Enseignanten -, et war eng Konstant an et ass eng, besonnesch och vun der heiteger Ministesch, wëll ech ennersträichen, fir den Enseignanten en héije materiellen a gesellschaftleche Stelleväert ze ginn.

Här President, wann also vill geschitt ass, ass et trotzdem wichteg, sech permanent mat dem Beruff vum Enseignant ze beschäftegen, fir ze kucken, wéi en un déi verännert Situation an de Schoulen an an der Gesellschaft ugepasst ginn. Mir hunn an onsem Rapport keng revolutionär Neuerung gefrot, mä eng Partie Piste gewisen, wou Adaptatiounen kéinten agefouert ginn.

Wat elo méi spezifesch déi eenzel Schoulniveauen ugeet, muss ee sech bewosst sinn, dass d'Schoulhalen op Septième a Sixième anescht ass wéi op der Première, souwuel an der Matière wéi och an der Method. Datselwecht gëllt fir d'Schoulhale vum Précoce iwwert de Précolaire, de Primaire bis zum Préparatoire. D'Methoden an d'Inhalter an d'Ufuerderunge si verschidden.

Erënnert sief och un déi Debatt, déi mer hei virun e puer Wochen iwwert déi ganz Kleng hatten - vun null bis dräi, véier Joer -, an där mer op d'Qualitéit vum Personal an de Crèchen insistéiert hunn, well mer jo wëssen, dass do d'Weiche gestallt ginn, och fir den zukünfteg schouleschen Erfolleg.

Mä d'Konklusione vun onsem Rapport trancheieren net zwëschen engem Enseignant spécialiste an dem Enseignant généraliste. D'Antwort ass villméi: Den Enseignant généraliste gëtt net a Fro gestallt, obschonn d'international Tendenz éischer ewech vum Generalist geet. Den Enseignant gëtt ëmmer méi an iwwerall fir all Branche, fir all Niveau d'enseignement op der Uni ausgebild. E soll en zolidd Fachwëssen an eng seriö Fachdidaktik matbréngen an och eng allgemeng pädagogesch Fäegkeet. Dat sinn déi dräi grouss Haaptkonditiounen, déi d'Enseignanten iwwerall, an all Niveau vum Schoulhale sollen hunn. An duerch des zolidd Basis solle se capabel sinn, sech selwer iwwert d'Weiterbildung am Beruff an ëmmer nei Erausforderungen unzepassen. Dat gëllt fir d'Grondschoul wéi fir de Postprimaire.

An deem Zesammenhang muss ech, Här President, soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg onbedéngt misste fir d'Enseignanten esou eppes wéi eng Année sabbatique oder Méiglechkeete schafen, fir dass déi Enseignante kéinten no 10, 20 oder 30 Joer emol e Stéck aus dem Beruff erausgoen - oft si jo d'Enseignanten hiert ganz Liewen an der Schoul, well se jo och schon iwwer Primaire, Secondaire, Uni erëm an d'Schoul zréckkommen -, fir hinnen d'Geleeenheet ze ginn, an dem Berufsliewen e Joer aus der Schoul erauszugeen - dat misste mer fäerdegbréngen an organiséieren -, fir dann eng nei Erausforderung sech ze stelle fir d'Schoul, fir also vläicht op engem aneren Niveau Schoul ze halen an op déi Manéier dee Burnout, dee jo bei villen Enseignanten och ka constatéiert ginn, net opkommen ze looschen.

Ech géif d'Madame Minister wierklech froen, fir sech seriö Gedanken ze maachen an der Regierung, ob mer dat net eng Kéier kéinten hikeréien. Ech mengen, dat wär eng wesentlech Method, fir d'Enseignanten och zur Innovatioun ze bewegen.

Här President, an onsem Rapport gëtt d'Bekenntnis zum Enseignant généraliste natierlech moduléiert duerch eng Partie Aspekter. Éischens, et soll eng Verdéiwung jee no de Kanner, also ganz kleng Kanner oder Kanner mat Behënnerung, méiglech sinn. Schoulhalen am Préparatoire ass grondverschiede vum eigentleche Primaire oder vum Précolaire.

Et soll och eng Verdéiwung no de Matière Musek, Sport, Konscht, mä och Mathematik oder Sproochendidaktik wëschenswäert sinn. Dat Lescht gëllt besonnesch fir d'Integratioun vu Kanner mat Migratiounshannergrond an der öffentlecher Schoul, fir déi den Zougang zur Lëtzebuergescher Sprooch wesentlech ass.

Et gëtt och eng besser Aféierung an d'Praxis iwwer e Stage gefrot, och bei der Grondschoul. An an der Weiterbildung gëtt duerch d'Veeneen-Léieren, also duerch den „peer learning“ dorobber gepocht, wat natierlech kohärent ass mat dem Ausbau vun der Teamaarbecht, deen een och an der Grondschoul constatéiert.

Ech wëll och soen, dass et wichteg ass, dass déi Teamaarbecht och um Niveau vun de Fächer geschitt. Ech erënnere mech selwer un eng fir mech liewenswichtig Experienz, déi ech schon am Ufank vu menger Carrière gemaach hunn: dass ech dräi Kollege fonnt hunn, wou mer zu véier net nëmme Schoul gehalen hunn, ee bei deen aneren hospitëiere gaange sinn an d'Klass, fir ze kucken, wéi dee Schoul hält a wat een do ka léieren, zesumme Klassenarbechten zesummegebastelt hunn, fir eben deene Kritären ze entsprechen, déi mer ons gesat hunn.

An doraus ass dann och herno e Schoulbuch entstanen duerch all déi Notten, duerch all déi Exercicen, déi geschaaft gi sinn. An Här Bauler, dat ass eigentlech keng bürokratesch Aarbecht gewiescht. Dat ass eng pädagogesch Aarbecht gewiescht. Dofir fannen ech och dee Reproche, deen ëmmer erëm iwwer Bürokratie an der Schoul gemaach gëtt, wann Enseignanten ugehale ginn, fir e Rapport ze maachen iwwer eng Praxis, iwwer Décisionen, déi se huelen, dee fannen ech iwwerzunn. Well déi Rapporté si wichteg fir eng pädagogesch Aarbecht an déi kënnen och aneren hëllefen, fir hir pädagogesch Aarbecht ze beräicheren.

D'Iddi ass och am Rapport opgeworf ginn, fir de Schoulen am Fondamental e Matsproocherecht ze ginn, wann et em d'Ernennung vun Enseignante geet. Dat gesäit eigentlech gutt aus, muss ech soen, ass och eigentlech als Iddi net schlecht, well Matbestëmmung ass jo ëmmer gutt. Ech wëll awer trotzdem soen, et stellt grouss Froen. Mir hätte jo och gären eng Décisioun no prezise Kritären. Mir wëlle jo awer net op Systemer zréckkommen, déi viru 50, 60, 100 Joer bestanen hunn, wou d'Enseignanten erausgewielt ginn no anere Kritäre wéi no de reng fachleche Kritären. Also, dat do ass eppes, wat ee kann ennerstetzen, mä wou ee sech Gedanke muss maachen, wéi genee dat soll geschéien a wéi dann och d'Kritäre vun deem Choix sinn.

Ech wollt och nach soen, dass an deem Zesammenhang den Instituteur ressource, dee mer jo och an der Kommissioun gesinn hunn, gehéiert hunn, eng interessant Neuerung ass, well deen als Beroder um Terrain fir déi nei Enseignanten och ka fonctionnéieren - net nëmme déi nei, mä och déi schon eeler Enseignanten. Mä ech mengen, besonnesch fir déi nei kann e vill bréngen.

Datselwecht gëllt fir déi pädagogesch Berodung um Terrain duerch d'Inspekteren, déi fréier an der Ausbildung am ISERP an der Formatioun vun de Schoulmeeschtere matagebonne waren, an dat huet natierlech opgehale, wéi d'Uni Lëtzebuerg gegrennt ginn ass.

Déi deeglech praktesch Zesummenaarbecht an den Équipes am Kader vun de Schoulen, sou wéi d'Gesetz vum 2009 iwwert d'Grondschoul dat virgesäit, ass och e wichtegen Aspekt vum „peer learning“. An déi fundamental Iddi, fir Schoulen ze maachen am Fondamental mat Comitéen a mat engem Président d'école, war jo och, fir dass d'Leierpersonal duerch d'Zesummenaarbecht um administrative wéi och um schoulesche Plang seng Schoul géif gestalten an och do innovativ kënnen sinn. An ech weess net, ob déi Innovatioun do esou einfach gëtt, wann een dann e Schouldirekter dohinnerstellt, deen dann administrativ vun uewen dat alles soll dirigéieren.

Här President, mir hunn ons och länger mat der éischer Ausbildung vun den Enseignante vum Fondamental beschäftegt. Vun engem Ufank méi reflexiver Formatioun ass d'Uni Lëtzebuerg iwwergaangen zu engem méi praxisorientéierter Formatioun haut. D'Fro vun engem Stage d'insertion professionnelle fir d'Leierinnen an d'Schoulmeeschteren am Ufank vun der Carrière, also no hiren Étuden op der Uni Lëtzebuerg, gëtt opgeworf, mä net trancheiert.

Sécher gëtt et e Problem mat der Uni, well déi meescht Professere vun der Uni Lëtzebuerg keng Schoulpraktiker sinn. De Gebuertseeler vun der Uni war jo, well ech hei trotzdem erënnere, dass Tabula rasa gemaach gouf an eppes Neies opgebaut musst gi vu Leit, déi wäit ewech vun der Praxis waren. Dat huet sech geännert a gebessert. Mä nach stellt d'Fro sech, ob e jonken Enseignant, dee frësch vun der Uni kënnt, vun haut op muer operationell ass. Dofir d'Iwwerleeung vun deem professionelle Stage d'insertion no der Ausbildung, fir deen ech vill Sympathie hunn. Fir dee Stage hunn ech vill Sympathie!

Ech muss awer allerdéngs soen, dass en héchstwahrscheinlech net esou einfach ze realiséieren ass. Ech kéint mer virstellen, dass een awer e System kéint hikeréien, wou ee systematesch deene jonken Enseignanten, déi an eng Schoul kommen, net en Tuteur, och net e Mentor, mä en Accompagnateur géif mat op de Wee ginn. En Eeleren, dee schon an der Schoul dran ass an dee se kéint awer an de Beruff aféieren an deenen éischten zwee oder dräi Joer.

Dann, Här President, am Secondaire stellt de Rapport d'Fro, ob eng Spécialisation no Alterskategorien ubruucht wär. Perséinlech hunn ech et erkenntnisräich fonnt a menger Carrière, fir kënnen op Première an op Septième ze enseigner. Dat war ëmmer e grouse Genoss, grad wéi ech et fir en Enseignant och gutt fannen, haut nach, wann e méi wéi eng Branche enseignéiert.

Wann ee Stagië ass, muss een dat souwisou, mä herno, wann ee Proff ass, ass et menger Ansicht no gutt. Geschicht a Sprooch gi gutt zesammen, Philosophie a Sprooch och. Et gëtt vill Saachen, Chimie a Physik ginn zesammen, an et gëtt vill Saachen, wou een dat ka maachen. Dofir war ech och esou iwwerrascht, wéi zum Beispill bei de Proffen déi Kombinatioun Géographie-Histoire esou a Grond a Buedem verdaamt ginn ass.

Mä natierlech, meng perséinlech Erfahrung, Här President, op deem Gebitt seet mer och, dass e Proff, deen en héichkarätege Spezialist op engem Gebitt ass, net onbedéngt e gudden Pädagog op Septième ass, fir den Iwwergang an de Secondaire erfollegräich mat de Kanner ze gestalten.

Ech hat emol selwer d'Iddi - ech wëll dat hei och nach soen -, wéi ech Proff um ISERP war, ze froen, fir ee Joer kënnen an enger Klass am Primaire Schoul ze halen. Dat hätt mech jo viles geléiert. Dat war allerdéngs duerch d'Rigiditéit vum System net méiglech. Mä ech sinn iwwerzeegt, dass d'Proffen op den enneschte Klasse vum Secondaire an hirem Stage iwwert de Primaire méi intensiv informéiert musse gi respektiv och souguer a Primaireklasse sollen hospitëiere goe kënnen, fir eben ze gesinn, wéi dat am Primaire vir sech geet.

Eng gravéierend Fro fir d'Enseignanten am Secondaire stellt sech am Kader vun hirer Uniformalioun. Soll de Master, dee se maachen, purement académique sinn, oder soll e professionnalisant sinn? D'Fro ass net: Soll no engem Bachelor an engem Fach e Master an der Pädagogie gemaach ginn? D'Fro ass: Soll de Master an engem Fach mat enger Composante vun Didaktik gefrot ginn?

Mir bejoen dat, well et iwwerzunn ëmmer méi Unié gëtt, déi esou eppes ubidden. Wann zum Beispill e Student e Master an der franséischer Linguistik mécht oder an der franséischer Literatur, gëtt dobäi oft deen een oder deen anere Cours proposéiert, wéi dat am Sproochunterrecht oder am Literaturunterrecht vun engem Lycée ka verwaert ginn. An dat wär fir vill Studenten en éische wichtege Kontakt mat didakteschen Iwwerleeungen.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Eng aner Suggestioun betrëfft e Préstage fir déi zukünfteg Enseignanten - mir schwätzen nach ëmmer vum Secondaire -, fir ze verhënnere, dass jonk Leit an den eigentleche Stage eraginn an no dräi Joer mierken, dass se fir d'Schoul net gemaach sinn. D'Fro ass domat verbonden, ob dee Préstage obligatoresch virum dem Examenconcours soll sinn. Natierlech mécht dat de Werdegang, fir Proff ze ginn, nach méi komplizéiert, ofgesi vun der praktescher Émsetzung mat Tutorat a Stonnen halen.

Här President, fir ofzeschlësse wollt ech trotzdem soen, dass déi Aarbecht, déi mer opgrond vun dem Här Adam senger Demande fir en Débat d'orientation mat engem Rapport elo ugefaangen hunn an duerchezunn hunn, dass dat eng interessant Aarbecht war, dass et och eng gutt Atmosphär an der Kommissioun war, fir mat deene Leit vu baussen iwwert d'Schoul an iwwert d'Enseignanten ze schwätzen. Ech soen dem Här Adam Merci fir seng Initiativ an och fir seng Aarbecht, fir dee Rapport hierzustellen. Natierlech och der d'Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Huberty. An ech wëllt och de Kollegen an de Kolleginnen vun der Kommissioun Merci soe fir hire Bäitrag.

Dat gesot, Här President, sinn ech der Meenung, dass mer hei, wat d'Enseignanten ugeet, nach wäerten am Kader vun der weiderer Reform am Secondaire, och vun der Evaluatioun vun der Reform am Fondamental, déi jo d'Joer soll och geschéien, nach Geleeenheet wäerte kréien, iwwert d'Enseignanten ze schwätzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam ageschriwwen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Et ass fir mech am Fong geholl ee flotte Mëtteg gewiescht. Ech si ganz fro mat deene verschiddeenen Interventiounen, déi mer haten, a virun allem, wann een och den aktuellen Hannergrond bedenkt, an deem mer hei schwätzen, wat d'Schoul ugeet, datt dee ganze Mëtteg ouni iergendwelch Polemik iwwert d'Bühn gaangen ass.



Ech muss soen, de Mëtteg ass och nach net eriwwer.

(Interruptions et hilarité)

Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt et eigentlech e relativ schwierigen Thema ass, wou mer driwwer schwätzen. Ech hat gëschter zoufälleg d'„Frankfurter Allgemeine“ am Grapp, an do war op der éischter Säit eng Schlagzeil: „Lehrerberuf genießt hohes Ansehen in der Bevölkerung“. An den Énntitel war: „Eltern wünschen härteres Durchgreifen im Unterricht“.

Ech hat dunn och nach d'Méiglechkeet, mer eng aner Zeitung ze kafen, dat war d'„Süddeutsche“. Ech hu geduecht, da missten déi jo och eppes zu deem Thema schreiwen. Déi hunn dat och gemaach. Do stoung dann als Iwwerschrëft: „Die Last mit den Schülern“, an als Énntitel: „Fast die Hälfte der Lehrer empfindet den Unterricht anstrengender als noch vor zehn Jahren“.

Do gesitt Der, dat sinn zwou Zeitungen, déi iwwert datselwecht bericht hunn, an zwar war dat all Kéiers hire Résumé iwwer eng Énnersichung vum Allensbacher Meinungsforschungsinstitut iwwert d'Enseignanten. Do gesäit een am Fong geholl, datt een iwwer eng selwecht Etüd, iwwer ee selwechte Bericht ganz énnerschiedlech ka berichten. Émsou méi frou sinn ech, datt mer dat hei de Mëtteg ganz sachlech gemaach hunn.

Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen, well ech eng Rei Saachen als Rapporteur net konnt esou daitlech soen, wéi ech se awer wollt fir déi gréng Partei nach eng Kéier soen.

Vireran awer emol Merci all den Intervenanten. Dem Här Fayot seng Ausféierunge ware fir mech elo net nei, awer natierlech ëmmer erëm interessant, mä mir haten déi enk Zesummenaarbecht beim Rapport.

Dem Här Bauler säi Kommentar vun de Konklusiounen huet mer ganz gutt gefall. Deen Deel virdu war fir mech net esou nei, well den Här Bauler de Choix getraff hat, fir den Dënschdeg schon datselwecht eng Kéier an enger Pressekonferenz ze soen.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Virun allem hunn ech et awer interessant fonnt och, fir emol eng Kéier eng Stellungnahm vun der CSV ze kréien. Déi siwe Joer, wou ech elo an der Chamber sinn, hunn ech eigentlech am schoulpoliteschen Dossier net ganz vill fundamental Aussoen héieren, an dat war de Mëtteg anescht.

Ech muss och soen, datt et zu engem ganz groussen Deel scho ganz positiv och bei mir ukomm ass. Do sinn eng ganz Rei Froen opgeworf ginn, wou d'Riednerin an hirer Daitlechkeet am Fong geholl näischt ze wënschen iwwreg gelooss huet. Mir hunn eng Kéier „Formation initiale vun den Enseignanten“ héieren, wou ech eng ganz Rei Saachen hunn, déi mer gutt gefall hunn, och d'Iwwerleeungen iwwert d'Spillschoul, déi ech deelen, d'Wichtigkeet vum Teamteaching.

Ech muss och soen, eng Rei vun deene Saachen, déi d'Madame Scholtes opgeworf huet, fënn en och effektiv am Schoulgesez erëm. Ech fannen dat flott, datt een dat dann nach eng Kéier ënnerstrach huet.

Ech kéim dann nach just kuerz zu e puer Saachen, wou ech wollt eigentlech e bësselche méi daitlech ginn, wéi ech konnt a mengem Rapport sinn.

Ee Punkt ass selbstverständlech d'Elterenaarbecht. Elterenaarbecht ass - dat geet iwwregens och aus där däitscher Etüd iwwert d'Schoul ervir - eppes, wou sech d'Léierpersonal ëmmer schweierdeet dermat. Mir sinn als Gréng der Meinung, datt et eng absolut Noutwendegkeet ass. Et kënn keen Enseignant derlaanscht. D'Eltere si responsabel fir hir Kanner a mir mussen dee Wee goen. Mir mussen den Austausch mat den Eltere méi sichen.

An duerfir ass et och..., mir hunn zu Lëtzebuerg d'Décisioun geholl, fir d'Betreiungsstrukturen aus de Schoulen auszulagere. Mir géifen eis als Gréng wënschen, datt mer och e bësselche méi Ganzdagsschoule kréien, wou de ganzen Encadrement aus enger organisatorescher Hand gemaach gëtt. Mir hu just zwou öffentlech Ganzdagsschoulen, d'„Jean-Jaurès“ an „Eis Schoul“. Mir sinn der Meinung, mir kéinte méi an déi Richtung maachen.

An dann, déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer op ville Plazen tëschent deene verschiddenen Institutiounen gesinn, ass ganz oft drop zréckzeféieren, datt mer responsabel an engagéiert Leit op deenen zwou Plazen hunn. A wou d'Zesummenaarbecht net esou gutt klappt, do hu mer ganz oft - leider! - näischt an der Hand.

Dann ass hei och vu méi Leit iwwert de Generalist an der Primärschoul geschwat ginn. Ech

erënneren drun, datt déi Zäit, wou d'Madame Brasseur Éducatiounsminister war - dat ass jo schonn eng Zäit hier, awer och nach net éiweg -, d'Madame Brasseur genau véier Lettres ministérielles erausginn hat, wou se d'Zuel vun den Intervenanten an der Klass wollt esou kleng wéi méiglech halen.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mir hunn awer haut eng Situatioun, mir sinn alleguerten, d'Schoulmeeschteren an d'Léierin sinn alleguerte Statsbeamten. Si hunn en Urecht op eng Véirelstäche, eng hallef Tâche, eng Dräivéirelstäche. D'Tâche vum Enseignant ass schonn eleng op 23 Stonne begrenzt, d'Tâche vun de Schüler op 28 Stonnen. Mir fannen awer och en Deel vun deenen Iddien, déi virun hee beschwat gi sinn - wéi wichtig datt et ass, datt e Kand eng fest Bezuchspersoun huet -, am Schoulgesez erëm, an zwar den „Titulaire de classe“, deen do festgehalten ass an deem seng Aufgaben och definéiert sinn.

Mir bleiwe bei der Meinung, datt et eng éischt Prioritéit am Enseignement fondamental ass, datt mer eng gewësse Kontinuitéit vum Titulaire de classe fir d'Kanner hunn. An et ass awer och eng zweet Prioritéit: All Kand huet d'Recht drop, datt et an de Benefiss kënn vum all Fach aus dem Curriculum. Mir schwätze vill iwwert d'Qualitéitskontroll an der Schoul. Duerfir wier et och flott, fir emol eng Kéier daitlech Aussoen ze kréien, wéi et da mam Museks-, Sports- a Konschtunterricht an eise Schoule steet.

Prinzipiell géife mir et bedauern, wéi och déi aner Riedner hei, wa mer deesen Unterrecht missten u Spezialisten auslagere. All Enseignant misst dës Fächer zurzäit kënnen zefriddestellend assureieren. Hei huet den Enseignant d'Geleeënheet, seng Schüler ënner anere Voraussetzungen ze erlieve wéi am aneren Unterrecht. Hei gëtt e munches gewuer, wat him kann am Schoulalldag hëllefen. Wa mer alldéngs Handlungsbedarf feststellen, da muss mer awer och do handelen.

Mä mir hätten eis och als Gréng eng aner Formation initiale kënn virstelle beim Schoulmeeschter, zum Beispill e Bachelor vun dräi Joer, deen allgemeng gehale wier an a bal all Land vun der Welt kéint erschafft ginn, an duerno dann ee Master, dee verschidden Aspekter méi géif ënnersträchen. Zum Beispill kéinte mer eis virstellen eng Dominante „sciences“ oder eng Dominante „Sproochen“ oder eng Dominante „enfants à besoins spécifiques“. Dat kéint zu enger gewësserer Spezialisatioun féieren, ouni fächeroppléckend ze ginn, esou wéi et am Postprimaire ass, well dat wëlte mer als Gréng op kee Fall!

Mir sinn der Meinung, datt et och net duergoet, fir de Gedanke vun enger inklusiver Schoul an en Exposé des motifs vun engem Gesez ze schreiwen. Mir sinn der Meinung, datt deen Aspekt vum Enseignantsberuff onbedéngt muss méi an der Formation initiale berücksichtig ginn.

Elo kann ee soen, esou eng Formatioun, wéi ech se grad hei opgezeechent hunn, gëtt et néierens. Mä ech stelle fest, datt et och néierens eng Formatioun gëtt, déi keen Énnerscheid tëschent Spillschoul a Primärschoul mécht. D'Argumenter fir dese Brevet unique am Enseignement fondamental sinn eiser Meinung no kritischesch ze hannerfroen.

Mir hunn als eent vun deenen eenzege Länner op der Welt eng Schoulpflicht fir Kanner vu véier Joer. Mir sinn der Meinung, datt et absolut sënnavoll ass, Kanner méiglechst fréi ze fördern. Mir bleiwen awer skeptesch, ob dat an engem schoulesche Kader am beschte funktionéiert. Mir hunn iwwregens och schonn honnertmol eng Evaluatioun vum Précoce gefrot, mä dat ass ni gemaach ginn.

Iwwert de Stage am Enseignement fondamental: Mir verschléissen eis där Iddi net. Dee Stage muss alldéngs sënnavoll sinn. Dat kann net datselwecht si wéi bei de Proffen, well d'Formation initiale jo eng aner ass. Do misst d'Gestioun vun enger heterogener Klass d'Haaptzil sinn. Et ass en Énnerscheid, ob een e Stage - an d'Enseignant vum Primaire maache jo vill Stagen - an enger Klass mécht vun der Uni aus oder ob ee wierklech dann op sech selwer gestallt ass an eng Klass muss geréieren.

Den Instituteur ressource, deen hei soll hëllefen, dat ass eng gutt Iddi, mä dat geet net duer. Mir mengen, hei géif en Tuteur Sënn maachen.

D'Fro vun der Schoulautonomie ass ugeschwat ginn. Hei si mir och wierklech der Meinung: Jo zu enger Schoulautonomie, mä fir eng Schoulautonomie kënnen ze kréien, brauch een eng fest Rumm.

Ech deelen och dem Här Fayot seng Bedenken. Mir kënnen net op ee System zréckgoen, deen net méi fachlech Kritären uwennt, wou mer op eemol à la tête du client fueren. Op där aner

Säit ass déi Situatioun, wéi mer se am Moment hunn, awer och net befridgend. Eng Konsequenz vun de PRSen - de Plans de réussite scolaire -, vun der Stärkten- a Schwächtenanalyse misst jo sinn, datt mer och ee Profil fir dee Schoulmeeschter ausschaffen, dee gebraucht gëtt. Also bräichte mer och e Matsproocherecht, wa Leit agestallt ginn an eise Schoulen.

Dat geet an eisen Aen awer nëmme, wa mer den Direkter an de Grondschoolen aféieren. Mir solle jo elo evaluéieren, wéi déi Président-d'écoles-Geschicht bis elo gelaf ass. Mir sinn nach wie vor der Meinung, datt eng Direktioun och am Enseignement fondamental géif méi Problemer léise wéi schafen.

Mir hunn och elo - et ass keen, deen haut driwwer geschwat huet - eng Reform vum Inspektorat, déi usteet. Mir nenne jo do d'Inspektoren Direkteren. Mir mengen, datt dat - bon, ech wëll mech net ze vill wäit aus der Fënster leeën -, mä mir mengen net, datt dat d'Äntwert ass vun der Fro nom Schouldirekter.

Den aktuellen Examen-concours ass an eisen Ae keng ganz gutt Léisung. Mir kéinten eis virstellen, datt mer einfach sollen zréckkommen op de Concours. Dann hätte mer weinstens net den Nodeel, datt, wa mer genuch Leit an engem Fach hunn, datt mer dann awer d'Posten net all besat hunn.

Et ass virgeworf ginn, wann een den Examen-concours géif ofschaffen, da géif een dat eent Joer esou vill Leit astellen an da géif ee Leit astellen, déi net esou gutt wieren, an d'Joer drop kéint een da kee méi astellen. Do menge mir awer, datt ee mat enger seriöser Planung misst kënnen évitéieren, datt zum Beispill dat eent Joer 15 Biosproffen agestallt ginn an dat anert Joer oder zéng Joer laang da keng.

Mir haten an der Éducatiounskommissioun iwwert de Master geschwat, deen d'Leit muss maachen, fir an de Stage ze komme fir an de Secondaire. Mir sinn als Gréng ganz kloer der Meinung, datt dese Master soll eng fachdidaktesch Komponent hunn. Mir sinn der Meinung, datt no engem allgemenge Bachelor a sengem Fach - besser nach an zwee Fächer - de jonke Mënsch soll eng Décisioun huelen, ob en dann elo wëllt an den Enseignement goen oder net. A fir déi Décisioun kënnen ze huelen, wier et wierklech gutt, wa mer d'Méiglechkeet vun engem Schnupperstage am Enseignement géifen ubidden.

De Sz aus dem Rapport: «il convient d'éviter d'imposer aux étudiants un cadre trop restrictif, dans la mesure où les détenteurs d'un master à orientation didactique n'ont guère d'autres débouchés que l'enseignement», dee steet esou am Rapport, well en esou gesot ginn ass. Mä dat ass eng Ausso, déi an eisen Aen net richtig ass. Si setzt ganz einfach falsch Prioritéiten.

Mat där Ausso menge mer jo: Wann ee jonke Mënsch e Master gemaach huet an e fënn keng Plaz an engem Betrib oder beim Stat, déi e besonnesch interesséiert, da kann e jo Proff ginn. Mir hätten awer gären, datt dese Rasonnement 180 Grad ëmgedréit gëtt: Dee jonke Mënsch, deen e Master gemaach huet fir Proff ze ginn an deem dat net geléngt, dee ka jo nach no enger Plaz an engem Betrib oder beim Stat sichen.

Mir sinn der Meinung, datt ee fachdidaktesch Masterstudium de Regelwee misst sinn. Ausnahme solle mer awer onbedéngt virgesinn. Zum Beispill fanne mer et eng Beräicherung fir eis Schoulen, wa Leit mat enger méi oder mänger laanger Berufserfahrung an eis Schoulen erakommen. Déi Weeër mussen opbleiwen, a wann néideg solle se souguer vereinfacht ginn.

Bleift nach d'Fro vun der Spezialisatioun vun de Proffen. Do ass och scho villes gesot ginn. Mir hunn eigentlech do keng gréisser Meinungs-differenzen. Mir sinn der Meinung, et gëtt engersäits argumentéiert, datt fir vill Proffen - den Här Fayot huet et och gesot - grad just déi zwee Alterextremere Septième a Première de Beruff spannend maachen. Et gëtt Leit, déi probéiere systematesch, zum Beispill eng Première an eng Septième ze huelen. Een Enseignant, dee säi Beruff spannend fënn, ass am Prinzip e gudden Enseignant, a mir fannen dat och e wichteg Argument.

Mir wëllen awer drun erënneren, datt et schlussendlech em e ganze System geet an net just em Präferenzen. Mir wëlle jo och, datt schoulpflichteg Kanner méiglechst laang zesumme léieren a schaffen, an dat verlaangt den Enseignant scho ganz vill of. An der Zäit vun der Schoulpflicht soll méiglechst all Kand eng méiglechst breet Basis kréien an den dräi offizielle Sproochen an am Engleschen, an de Sciencefächer, a Konscht, Musek a Sport.

No deem Alter vun der obligatorescher Schoulpflicht, do muss ee gewësse Grad vu Spezialisatioun zougelooos ginn. Mir muss kënnen op de Kanner hire Stärkten opbauen an déi weider ausbauen. A fir datt dat ka funktionéieren, muss mer och Saache kënnen ewechloossen.

Och dat verlaangt dem Enseignant vill of, alldéngs op e bëssen engem anere Gebitt.

Voilà, dat waren nach e puer Punkten, wou et mer awer wichtig war, dat och nach eng Kéier aus grénger Siicht méi daitlech ze soen. Nach eng Kéier, ech soen den Intervenante Merci fir hir Bäitrag zu deser Diskussioun, an och Merci fir déi Méiglechkeet, déi ech hat, dee Rapport hei an der Chamber virzestellen an énnert deem seriöse Kader hei ze diskutéieren.

► Une voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmools Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wëll ech och dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir eng ganz fläisseg Aarbecht. Hien huet de Sujet mat vill Engagement ugepaakt a mir hate wierklech och an der Unterrechtskommissioun eng ganz Rei vun interessanten Diskussiounen. E Merci geet och un den Här Bauler, deen eis jo och haut, oder d'Regierung, interpelléiert huet op deen dote Sujet.

D'ADR huet de Rapport awer net gestëmmt, an dat gläich aus enger ganzer Rei vu Grënn.

Deen éischten ass, datt et an eisen Aen net richtig ass, fir eng Rei Leit ze invitéieren, fir virun eiser Kommissioun ze schwätzen, mä do awer e puer aner Kategorië vu Leit vu vireran net ze invitéieren. An énnert deene Leit, déi net invitéiert gi sinn, sinn notament d'Vertreider vun den Enseignantsgewerkschaften.

Et entsprécht net der Virstellung vun der ADR, fir Iwwerleeungen iwwer e Berufsstand ze maachen, iwwert dee Profil, ouni datt mir op d'mannst géife probéieren, fir mat deene betroffene Leit selwer ze diskutéieren an hir Gedanken an hir Erfahrungs mat ze berücksichtigen. Professeren, Schoulmeeschteren a Léierinnen hätte missen eis privilegiéiert Interlocuteurs sinn. Si woren awer net do.

Vläicht wëlle gewësse Leit jo einfach och net mat der Realitéit vun eise Schoule konfrontéiert ginn an dofir bleiwe si da léiwer am Abstrakten.

Gefeelt hunn och Leit, déi net esou staark vun der 68er Revolutioun geschiedegt goufe wéi verschiddener vun deenen, deene mir nogelauschtert hunn. Si hätten nees méi realistesch an zukunftsorientéiert Perspektiven an den Enseignement kënnen afléisse loossen.

Mir hätten als ADR gär engem Bernhard Bueb nogelauschtert - „Lob der Disziplin“ -, engem Josef Kraus - „Ist die Bildung noch zu retten?“ - oder och engem Michael Winterhoff - den Här Gira huet souguer säi Buch gelies: „Warum unsere Kinder Tyrannen werden“. En hat hei virun zwee Deeg doriwwer referéiert an en huet eis begeeschtert Zoustëmmung fonnt. Doduerch wäeren déi Presentatiounen, souwäit se sech mat der Kannerpsychologie befaasst hunn, ganz sécher manner eesäiteg ausgefall.

An och, wann dat net direkt de Sujet vun eiser Debat hee ass, hätte mir och gär e Wuert iwwert d'Chargéen an der Kommissioun gesot. Och si sinn en Deel vun eisem Unterrechtssystem an och si hunn e Recht drop, fir gehéiert ze ginn a mat hire Problemer vun der Politik eescht geholl ze ginn.

Zweetens stéiert eis als ADR, datt déi Debat awer esou mécht, och wa si dat net esou daitlech seet, u sech e bëssen énnert dem Deckmäntelche vun der zukunftsorientierter Reflexioun verstoppt, datt esou gemaach gëtt, als wär eise Schouldebakel hei am Land och e bëssen d'Schold vun den Enseignanten, déi einfach net méi dee richtige Profil hätten, fir an déi modern Schoul eranzepassen.

Eis stéiert och déi zäitlech Koinzidenz, datt esou eng Debat ausgereicht dann op den Ordre du jour vun der Chamber kënn, wou et grad duerch de Widerstand vun den Enseignanté gelongen ass, fir déi sozialistesche Reformen am Secondaire emol weinstens provisoiresch an hoffentlech och definitiv ze stoppen.

Ech froe mech, ob de Message soll sinn: „Wann d'Proffen net esou wëlle wéi mir wëllen, dann ännere mir eben d'Proffen“.

Bei der ADR kléngt dat jiddefalls anescht. Mir soen, de Professor, d'Léierin, de Schoulmeeschter mussen nees an hirem Rôle gestärkt ginn an net geschwächt. Si solle vun eis als dat duergestallt ginn, wat si fir eis Kanner solle sinn: Virbiller! Si hunn e Recht drop, héiflech behandelt ze ginn. Si si Respektpersounen.



Drëttens stéiert eis, datt zwar an dësem Rapport eng Rei vu Problemer énuméiert ginn: de Sproochproblem, de Verfall vun de Familljen, d'Situatioun um Aarbechtsmaart, d'Zuel vun den Intervenantë bei de Kanner, mä de Courage, fir déi richteg Konklusiounen ze zéien, dee feelt.

Mir als ADR hunn do awer eng kloer an iwwerzeugend Position zu jiddwengem vun deene Problemer, an ech fänken u beim Sproocheproblem.

Mir wëllen eng resolut, voluntaristesche, systematesch Integratioun vun deenen auslännesche Kanner iwwert de Wee vun der Lëtzebuurger Sprooch. Mir hätte gär extra Klassen, fir de Kanner déi Sproochen intensiv bäizebréngen, déi si brauchen, fir an eiser Schoul integréiert ze sinn.

Mir wëlle keng parallell Schoule mat verschidene Sproocheregimer, keng Segregatioun vun den Auslänner, mä Integratioun vun den Auslänner, keng parallell Gesellschaften, keen Niewenteneen, mä e Matenee vun alle Leit an eiser Gesellschaft. Nëmme esou kënnen eis auslännesch Matbierger vun alle Chancë profitéieren, déi eis Gesellschaft hinne ka bidden.

Mir wëllen net d'Schoul änneren, fir si op d'Käschte vun eise Kanner enger inexistenter oder verfeelter Integratiounspolitik unzupassen, mä mir hätte gär eng gutt Integratiounspolitik, fir datt déi auslännesch Kanner an eise Schoulssystem gutt kënnen réusséieren.

D'Familljen: Mir wëllen als ADR eng Stärkung vun de Familljen an deem Sënn, datt mir den Elteren, déi dat wëllen, eng realistesch materiell Méiglechkeet wëlle ginn, fir kënnen doheem ze bleiwen an hir Kanner selwer ze erzéien. Da wär et och méi einfach, datt en Erwuessenen do ass, dee géif mat de Kanner Hausaufgaben maachen a spillen, amplat datt si eleng gelooss ginn an dacks virun der Televisioun oder dem Computer hänken.

An nach eemol: D'Kanner sollen doheem gezillt ginn, an net an der Schoul! De Schoulmeeschter an de Professor sinn net do, fir d'Defizienze vun Elterehaus oder vun der Gesellschaft nozeschaffen oder opzeschaffen, mä fir de Kanner Bildung a Wëssen ze vermëttelen. D'Schoul ass keng Sozialklinik, si ass eng Chance fir Leit, déi wëlle fläisseg schaffen an hir Chance erkennen a se och wëllen notzen, fir am Liewe virunzoukommen.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart: Datt d'Lyceésdiplom am Ausland leider och net méi vill wäert sinn, d'äerf fir eis jo keen Argument ginn, fir den Niveau vun eisen Diplomer nach méi wäit erofzesetzen. Kuckt d'Redaktersexamen, d'Musterungen an der Arméi, d'Opnahmexamen an d'Statsverwaltungen, do, un deene Resultater, gesitt Der d'Wourecht!

Et ass eng eenzeg Katastroph. An heibanne si leider vill ze vill Parteien, déi den Niveau nach wëlle méi erofsetzen, amplat endlech ze handelen. Fir ganz éierlech ze sinn: Haut gëtt et jonk Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi kee richteg Franséisch méi kënnen, déi Feeler un d'Tafel schreiwen an den Eltere kee richteg Bréif kënnen schreiwen, mä de Kanner solle si Franséisch bäibréngen.

Ech hunn hei e Beispill matbruecht vun engem Bréif vun dëser Woch, deen an en Elterehaus komm ass. Ech soen net, a wéi enger Gemeng, mä et ass interessant, datt ze liesen. Et ass vu Schoulmeeschteren aus där Gemeng ënnerschriwwen: «Nous avons été contactés par la musique...» vun der Gemeng X «...pour chanter quelques chansons lors de leur concert...». An do geet et da weider: «Les élèves intéressés qui mangeront à la cantine, nous irons les chercher à 13.15 heures... Si votre enfant viendra aux répétitions... Je veille à ce que mon enfant sera à l'école...», an esou weider.

Also op engem eenzigen normale Blat vun dëser Gréisst si véier grammatesch Feeler, grave grammatesch Feeler. Dat ass vu Léierpersonal un d'Elteren heemgeschéckt ginn. Dat ass d'Realitéit! Ech hunn eng Gemeng geholl, ech hunn där Bréiwer nach. Ech hätt nach anerer kënnen matbréngen. Dat ass d'Realitéit an eise Land. Firwat gëtt dat hei net diskutéiert an net ugeschwat, fir sech emol eng Kéier mat der Katastroph an eise Schoulwiesen ze beschäftegen?

Et ass net d'Schuld vun deem Léierpersonal. Déi hu schon net méi genuch an eise Schoule geléiert. An déi nächst Generatioun vu Léierpersonal, déi kann nach manner wéi déi do. Dat ass d'Situatioun! An do musse mer handelen! Firwat gëtt dat ausser vun eis net hei éierlech ugeschwat?

Am Professor Bos sengem Virtrag - dee steet dann och an eise Rapport - wor e Saz besonnesch interessant, an dee steet dann natierlech net an eise Rapport. En huet nämlech gesot, d'Chineese wäeren „um Welten besser“ wéi mir, „um Welten besser“! Et muss een eben d'Kanner fuerderen, si schaffen doen, disziplinaresch duerchgräifen, wa Problemer sinn. An dann d'äerf een net den Niveau vun de Schoule sacrificéieren am Numm vun engem falsch verstandene sozialen Egalitarismus.

D'Zuel vun den Intervenantë bei de Kanner: Déi beschten Intervenantë bei deene kleng Kanner sinn hir Elteren. Si sinn et, déi d'Kanner sollen erzéien, an net d'Schoul oder net de Stat an de Crèche oder am Précoce. D'Schoul ass keng Erziehungsanstalt, mä eng Bildungsanstalt, an et wär gutt, wa jiddwree géif nees zu sengem eegene Rôle fannen. Mir wëllen als ADR eng kleng Zuel vun Intervenantë bei de Kanner, Schoulmeeschteren, déi Generaliste sinn, an am Secondaire eng Klassestruktur mat engem Régent behalen.

Här President, et ass nëmme duerch d'Bildung an duerch wäertvoll Diplomer mat Niveau, wou d'Schoul kann de Rôle vun engem Ascenseur social spillen. Wa si keen Niveau méi huet, da schécken déi Leit, déi sech besser stinn, hir Kanner op deier Privatschoulen an d'Ausland mat engem gudden Ruff an unerkannten Diplomer. An déi Aarm, déi op déi öffentlech Schoul ugewise sinn, déi hunn herno näischt méi. Dat ass dann d'Resultat vun engem sozialistescher Bildungspolitik: sozial Ongerechtegkeet an allgemengt Onwëssen. Gott sei Dank gëtt eist Léierpersonal ëmmer méi innovatiounsresistent, wann et ëm esou Reforme geet, wéi dës Regierung se wëlle huet.

Här President, den Här Rapporteur wëllt wëssen, ob mir méi Fachdidaktik solle bei der Profenausbildung hunn. Eis Äntwert ass neen, well déi Leit mat enger fachdidaktischer Ausbildung hu keen allgemengen Diplom méi, deen hinne géif Liichtegkeet um Aarbechtsmaart ginn, mä se kéinte praktesch nëmme nach an den Enseignement schaffe goen.

Ausserdeem léiert een dee prakteschen Deel vum Beruff am Stage. An et ass besser, d'Leit bréngen en zolitte wëssenschaftliche Bagage vun der Universitéit mat. D'ADR ass dofir och weiderhi fir en Examen-concours beim Rekrutement vun de Professeren a wiert sech géint all Versuch, den Niveau vum Examen-concours erofzeschrauwen. Et kann ee Schnupperstag maachen, doriwwer kann een diskutéieren, mä dann d'äerfen déi Stagen net Deel vun deem Examen-concours ginn.

Den Här Rapporteur wëllt och wëssen, ob verschidde Profre fir verschidde Alterskategorien am Lycée bleiwen. Och do ass eis Äntwert neen. Wat mir awer gär hätten, wäeren Direkteren an all Schoul, déi sech ëm Administratioun, Organisatioun, Koordinatioun an Disziplin këmmere.

D'Formation continue: Do musse mer léieren, wa mer Leit op akademischem Niveau rekrutéieren, da solle mer se och als Akademiker behandeln. Dat heescht, si musse selwer wëssen als Akademiker, op wéi eng Manéier se sech wëlle weiderbilden, an da muss och déi Offer op akademischem Niveau sinn an net einfach op Füllstoff berouen, fir d'Leit do ze zwängen, esou an esou vill Stonnen a Schoulen ze goen. Da kann een net soen, mir rekrutéieren Akademiker, wa mer se herno net behandle wéi Akademiker.

Mir si selbsterständlech d'accord, fir ze soen, datt déi behénnert Kanner mat spezielle Besoinen, souwäit wéi et realistesch méiglech ass, sollen an den normale Schoulunterrecht integréiert ginn. Dofir sinn dann och déi néideg personell Moyaenë virzugesinn.

Mir sinn och d'accord, fir ze soen, datt d'Schoule sech missten hiert Léierpersonal kënnen aussichen, well d'ADR vertritt aus lwwerzeugung de Prinzip vun der Autonomie vun de Schoulen. Vlächtt sollt déi Schoul mat deene beschten nationalen gemoossene Resultater dann och den éischte Choix bei de Professeren hunn. A selbsterständlech sollen déi autonom Schoule sech och kënnen hir Schüler eraussichen, zum Beispill iwwert de Wee vun engem Examen oder engem Concours.

D'Schüler sollen nom sechste Schouljoer kënnen eng Kandidatur fir déi eng oder aner Schoul stellen, déi hinne géif gefalen oder déi eppes offréiert, wat si géif interesséieren.

(Interruption)

Ech wéilt hei nach eemol eng Proposition widerhuelen, déi ech schon e puermal gemaach hunn, an et wär gutt, wann och eis Regierung dozou géif Stellung huelen.

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, Dir misst lues a lues zum Schluss kommen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, aus Ärem Mond huelen ech dat esou gär un, an et kommen nach zwee wichteg Sätz an da sinn ech fäerdeg.

(Interruption)

Also Dir gesitt, bei eis klappt dat souwuel institutionell wéi intern, och bei eis.

Ech fuerderen d'Madame Minister op, fir am Däitschen, am Franséischen an am Rechnen am Juni 2013 en nationalen Opnahmexamen nom sechste Schouljoer - dat nennt een haut Cycle 4.2 - ze organiséieren, op der Basis vun de Prüfungsfroe vun 1970.

► **Une voix.** - Haha!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An et soll selbsterständlech genee d'selwecht verbessert gi wéi deemools. Da kënnen mir nämlech de Bilan maache vun de Reformen an da gesi mir, wéi eisen Unterrechtssystem an de Jorzéngte sech verännert huet.

An d'Fro ass: Huet d'Regierung dee Courage, fir eise Schoulniveau am Däitschen, Franséischen an am Rechnen nom sechste Schouljoer haut ze vergläiche mat deem vun 1970?

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Kartheiser. Da wier d'Wuert un der Regierung, der Madame Éducatiounsminister. Madame Delvaux, wann ech gelift.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech dem Luef vu menge Virriedner uschléissen iwwert deen interessanten Débat, iwwert déi interessant Débaten, déi mer och an der Kommissioun haten. Iwwer ee Joer hu mer zu dësem Sujet gehéiert an diskutéiert, an ech hunn et perséinlech interessant fonnt, fir och eng Kéier schéi erëm alles zesummenzereien.

Also, ech hunn dunn och festgestallt, an och haut no der Diskussioun, dass mer - loosse mer soen - e Konsens hunn, dass eis Gesellschaft sech geännert huet, an d'Welt am Allgemengen, mä Lëtzebuerg och an der Zesummesetzung vu senger Populatioun. Ech stellen e Quasikonsens fest, dass d'Schoul deem soll Rechnung droen.

Ech stellen e Konsens fest, dass et den Enseignant ass, deen eng zentral Roll an der Schoul huet. Ech mengen, doriwwer si mer eis allegeren eens. Och d'Fachliteratur seet dat: „Auf den Lehrer kommt es an.“ An dass, wann also d'Schoul sech adaptéiert, forcément, vu dass den Enseignant dee Wichtigsten an der Schoul ass, säi Rôle sech domadder och changéiert. Woubäi jiddwreeen och nach ëmmer der Meinung ass, dass mer d'Kanner jo an d'Schoul schécken, fir dass se eppes léieren, soss bräichte mer se net dohinner ze schécken, soss kéinte mer jo aner Institutiounen fannen, wou mer se géife versuerge loosse.

Si ginn an d'Schoul, fir ze léieren. D'Wëssenserschaffen ass also ëmmer nach déi wichtigst Aufgab an der Schoul. Allerdéngs wësse mer och duerch vill Recherchen, an net nëmme iwwert d'Science de l'éducation, mä och iwwert d'Gehirnforschung, dass een haut besser weess, wéi e Gehier fonctionnéiert a wéi e Kand sech entwéckelt a wéi ee léiert, wéi mer dat viru 50 oder 60 Joer woussten.

An haut mengen ech net, dass et nach ee gëtt, dee gleeft, dass et duergeet... dass e jonke Mënsch eng Vas ass, wou een einfach Saachen draschétt an da komme se automatesch als Wëssen eraus, mä dass den Enseignant bei deene klengen a bei deene grouse Schüler och e Rôle vun Accompagnateur huet, vu Facilitateur, dass en e Jonke begleet um Wee vum Léieren.

An eng wichteg Erkenntnis, mengen ech, ass och, dass den Enseignant sécher net eleng responsabel ass fir de Succès vun engem Kand an der Schoul, mä dass den Elteren ëmmer nach e wichteg Rôle bleift an dass also dat Zesummespill an d'Partnerschaft zwëschen der Schoul an den Elteren immens wichteg sinn.

Mir ass et och nach wichtig, hei ze soen, dass Schoul halen e schwéiere Beruff ass. Et ass ee vun deene schwéiersten. An ech denken, dass mer dat och kee Moment solle vergiessen an dass mer dat solle würdegen. Et ass e schwéieren, mä et ass och e wichtegen, well et ass domadder, wou mer d'Zukunft virbereede vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg grouss ginn a vun deene mer gären hätten, dass sollen hei zu Lëtzebuerg Verantwortung iwwerhuelen, well mer hinnen dat uvertrauen.

Wa mer dann allerdéngs zu de Konklusiounen an zu de Recommandatiounen kommen, dann ass et mir manner kloer, wou et Konsens gëtt.

Déi éischt Fro war déi bei de Schoulmeeschteren: Wëlle mer e Generalist oder e Spezialist? Wa mer e Spezialist wëllen, wëlle mer en no Al-

ter oder wëlle mer en no Fächer? Ech hunn zwar elo ganz gutt nogelasschert, et mengen, dass ech awer nach eng Kéier all d'Positionen misst andächtig liesen, fir do zu engem Konsens ze kommen. An ech hat net d'Impressioun, dass jiddwreeen hei déiselwecht Meinung hätt. Mir brauchen also do nach eng weider Diskussioun.

An do war ech dann och e bëssen iwwerrascht, well ech hat geduecht ze héieren, dass déiselwecht, déi soen: „Bei de Schoulmeeschteren hätte mer awer gären, dass se no Alter opgedeelt sinn, well et ass e groussen Ënnerschied, ob ee mat ganz kleng Kanner schafft oder mat e bësse méi alen“, bei de Profen do soen: „Ah neen, do hätte mer awer gären ee Generalist, well do muss ee kënnen mat Klengen a mat Grouse schaffen.“ Dat wëll ech nach eng Kéier noliesen, fir genau d'Aussoen do ze kontrolléieren. Et hat mer geschéngt, wéi wann dat net ëmmer ganz kohärent wär.

Dann hunn ech hei ganz vill Recommandatiounen un d'Formation initiale vun de Schoulmeeschteren eraushéieren. Also, mir wäerten déi sammelen an der Uni se weiderginn. Déi komme bei déi, déi de Ministère ëmmer erëm un d'Uni weidergëtt. An ech hoffen, dass déi dann do och e fruchtbare Buedem fannen, well mir gi jo net midd ze soen, dass d'Formation initiale vun de Schoulmeeschteren wichteg ass. A mir hätte gären, dass se natierlech solle Generaliste sinn, also esou gutt wéi méiglech ausgebildett sinn.

Mir hunn eng Formatioun, déi véier Joer ass. An dat war deemools begrënt gi mat deem Argument, dass mer ebe gären e Generalist hätten, mä deen awer och Schwéierpunkte kéint setzen an deen och Notioune vu Sonderpädagogik hätt. Dat alles hate mir als Wonsch un d'Uni erugedroen an dat war d'Argument, fir ze soen: „Et muss eng Ausbildung vu véier Joer ginn.“ Also, mir stelle jo och fest, dass net alles esou ass, wéi mir eis dat virstellen, mä ech stellen zur gläicher Zäit fest, dass d'Uni beméit ass, fir de Wënsch, déi mir formuléieren, nozekommen.

Wat d'Formation initiale vun de Professeren ueget, do hu mer virun net ze vill laanger Zäit an der Chamber e Gesetz gestëmmt, wou och hefteg diskutéiert ginn ass, ob dann e Professor natierlech soll e Bachelor an engem Fach hunn, an dann duerno e Master spezialiséiert an deem Fach oder an der Fachdidaktik. Ech mengen, dass mer e kleng Schrëtt méi wäit wäeren, mä ech sinn nach net zu honnert Prozent iwwerzeugt, dass mer esou wäit sinn, fir dat Gesetz erëm ze iwwerschaffen, fir do zu neie Konklusiounen ze kommen.

Déi drëtt Froen, déi dréie ronderëm de Stage, souwuel vun de Professere wéi vun de Schoulmeeschteren. An ech wëll mech elo hei net ze vill wäit avancéieren, mä wa meng Informatiounen iwwer en eventuellen Accord an der Fonction publique géife stëmmen, da géife jo do nei Perspektiven opgoen, wou mer souwiesou iwwer e Stage mussen nodenken.

Wat ass e Stage? Eng Einführung fir Berufsanfänger, wat d'Schoulmeeschteren ueget. Dat wär jo Neiland, wou mer eis da wierklech mussen eescht Gedanke maachen: Wat beinhalt dann dee Stage, deen effektiv en anere Stage ass wéi dee vun de Professeren, well d'Schoulmeeschtere jo eigentlech e Master hunn, wou se geléiert hu Schoul halen? Pardon! E Bachelor - dat war e Lapsus -, wou se geléiert hu Schoul halen, mä wou se awer eng Initiatioun brauchen als Berufseinsteiger, fir sech an deem Milieu erëmzefannen.

Während bei de Stagièr-Proffesseren, déi hu jo normalerweis keng Ausbildung als Pädagogen, an déi musse mer mat abauen an de Stage d'initiation à la profession. An an deem Kader musse mer och de Concours de recrutement iwwerdenken, wéi mer deen organiséieren, an eventuell dann e Préstage, haaptsächlech fir déi Leit, déi am Secondaire wëllen enseignéieren. Also dat ass e groussen Dossier, wou mer an deenen nächsten - géif ech soen - Méint a Jore mussen drop schaffen!

Dann ass mer awer eppes wichteg, an domadder kéim ech dann zum Schluss. Also, mir brauchen eng gutt intial Ausbildung, mir brauchen e gudden Stage, mä mir liewen awer an eng Zäit, wou d'liewenslaangt Léiere groussgeschriwwen gëtt - fir jiddwreeen! Mir schwätzen iwwer „lifelong learning“, dass d'Wësse sech doubléiert an dass ee sech jo och ëmmer erëm duerch d'Weiderbildung nei motivéiert, fir am Beruff fit ze sinn, an dofir ass d'Formation continue effektiv fir dee Beruff hei wichteg.

An ech wollt hei just d'Informatioun eriwuerge, dass selbsterständlech eng Offer besteet u Formation continue, wou d'Schoulmeeschteren, d'Professeren, d'Chargéen, awer och d'Schoule sech kënnen an där Offer eppes eraussichen. An et ass net esou, dass de Ministère seet: „Dir musst elo déi do an déi do Formatioun maachen!“



An déi Offer besteet aus Konferenze besichen. Si besteet doranner, dass ee ka laang Formationne suivéieren. Et kann een individuell Formationne maachen. Et kann een als Equipe Formationne froen. Et gëtt „peer learning“, et gëtt Hospitiation an de Schoulen, et gëtt Coaching an et gëtt Supervisioun. Also, d'Forme vun der Weiterbildung si ganz variéiert.

Ech perséinlech sinn och der Meenung, dass eng Année sabbatique fir d'Enseignanté wichteg ass. Mir si scho laang amgang, dorunner ze schaffen. Ech wëll awer hei rappeléieren, dass d'Enseignanté Fonctionnaire sinn. An dat heescht, mir fannen nëmmen eng Léisung am Kader vun der Fonction publique. An dat mécht d'Diskussion net méi einfach.

An datselwecht wollt ech soen zur Autonomie vun de Schoulen. Et gëtt ganz vill iwwert d'Autonomie vun de Schoule geschwat, dass se sech misste kënnen hir Leit eraussichen. Dat alles muss een awer gesinn am Kader vum Statut, wou et de Moment esou ass, dass eigentlech den Enseignant sech d'Schoul sicht, an net d'Schoul sech den Enseignant, a wou eng grouss Diskussion ass.

Dofir denken ech, dass et och wichteg ass, d'Vertrieder vun den Enseignanten ze héieren, wéi déi sech zu all deene Froen hei stellen. An ech kann lech versprechen, dass dat nach eng laang Diskussion gëtt. Mä mir wäerten a ville Gesprécher iwwert de Bilan vun der Reform „Grondschoul“, iwwert d'Projeten am Secondaire an dann och iwwert d'Émsetze vun enger eventueller Annerung am Statut, wat d'Enseignanten ugeet, op des Saachen zréckkommen.

Ech denken awer, dass dee Rapport hei eng gutt Basis ass, fir an déi weider Diskussionsieren eranzugehen. Dofir wëll ech dem Här Adam als Rapporteur, dem President, deen dat wéi ëmmer brillant gefouert huet, villmools Merci soe fir déi gutt Viraarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci, Madame Minister. Mir wieren dann um Enn vun deem dote Punkt ukomm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir haut de Mëttag huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert den Taxissektor ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Angel, Bausch an Henckes.

D'Wuert huet elo den honorabele Kolleeg, den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

2. Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg

Exposé

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Mir sinn der Meenung gewiescht, dass et wichteg ass, deen heite Sujet op d'Dagesuerdnung vun eiser Chamber ze bréngen, weinst verschiddenen Ursachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Déi éischt Ursach ass, Här President, wann ee mat de Leit esou dobause schwätzt an et diskutéiert een iwwert d'Taxien, ass d'Meenung vu bal 99% vun de Leit, dass et hei am Land e Problem gëtt mam Taxiswesen. Ech hu selwer elo nach um Internet gekuckt, an do fënnt een da Messagen, wéi - op Englesch -: „Just to check. Yesterday night from airport to Place d'Armes, no traffic, no cues, just a long unexpected trip and a payment of 40 euros, more and less 12 euros more than usually paid.“ Dat liest Der.

Dann den ADAC-Test vun 2011, Här President, dee jo op enger neutraler Aart a Weis gemaach ginn ass, huet 22 Grousstied an Europa analyséiert. Lëtzebuerg kënnt op déi 20. Plaz vun 22. Et gëtt nëmmen dräi Stied, wou „d'Routentreue“ en „negativ“ oder „ausreichend“, dat heescht „nicht gut“ oder „sehr gut“ hunn. Dat ass Ljubljana, dat ass Prag a Lëtzebuerg. Dat geet net, Här President!

D'Situatioun hei am Land gëtt jo vum Gesetz vu '97 geregelt, och vum Règlement grand-ducal vun 2004, an d'Gesetz vun 2011 iwwert d'Konkurrenz gesäit déi Saache wéi haut... Et konnt jiddwereen am „Lëtzeburger Wort“ och en Artikel vum neie President vun der Taxisföderatioun liies. An dee seet am Fong, dass alles an der Rei ass, mä et si just Fléipéitäre bei den Taxien, a wann déi bis fort sinn, dann ass d'Situatioun an der Rei.

Mir hunn eis an der Gemeng virgeholl, eng Initiative ze huelen, fir den Taxisberäich, op jidde Fall bei eis, anschters kënnen ze maachen. Mir hu keng legal Capacitéit, fir alles ze änneren. Duerfir si mer hei, fir ze froen, och well den Här Krecké... Ech ka mech erënneren, ech mengen, ech war nach e ganz jonken Deputéierten, dunn huet en ugekënnegt, e géif d'Taxisweise jo änneren. An ech wollt just froen - bon, en ass haut net méi do, mä e war jo laang genuch an der Regierung, den Här Schneider ass jo do -, wat da mat deene grouss Reformen, déi den Här Krecké deemools ugekënnegt huet, wou déi hikomm sinn.

An, et soll een net vergiessen, Här President, och den Automobilclub, deen nach haut op 11.377 Leit kënnt, déi seng Petitioun ënnerschriwwen hunn, fir Modifikatiounen ze maachen, d'Iddi vum YellowCab, wou se eng Rëtsch vu Modifikatiounen froen: dass de Client kann den Taxi eraussichen, e Forfait maximum, ëmweltfrëndlech Autoen, dass Pub kann dropstoen, et cetera, et cetera. Et kann een déi Initiative och nëmme luewen.

Här President, et sinn eng Rëtsch vu Punkten, vun deenen ee muss awer einfach ervirhiewen, dass déi hei net ginn. Éischtens, wann ee kuckt, den Taximeter ass jo dat Éischt, wat am Taxi jo leeft, dat heescht fir den Tarif. Et steet do, Ateliers agréés comme installateur de taximètres hei am Land sinn: Löffler, Weroco, A.P.P. an dann Taxi Colux an Taxi Benelux.

Et ka jo net sinn, dass déi Firmaen, déi selwer Taximeteren installéieren, déi zwou gréisste Firmaen, déi an der Stad Taxien hunn. An der Zäit huet - ech schwätze fir d'Gemeng Lëtzebuerg - eisen Autobusservice et gemaach; dat ass du geännert ginn, do sinn déi Atelieren och kumm.

E waarmen Appell, Här President, un d'Regierung, dass hei muss eng national Instanz geschafé ginn. Firwat net d'Kontrollstatioun vu Sandweiler? Oder op jidde Fall ass eng Instanz ze schafen, déi d'Taximeteren installéiert an och kontrolléiert. Et ka jo awer net sinn, dass de Contrôleur deen ass, an deen, deen installéiert, deen ass, dee selwer Taxien huet.

Datselwecht zielt, wann een eng national Instanz huet, Här President, fir kënnen ze reklaméieren. Wann Dir haut e Problem mat engem Taxi hutt, wou reklaméiert Der? Dir wësst meeschtens emol net, wéi eng Firma Der hat, an Dir hutt keng Kontaktperson, Dir hutt keng Telefonsnummer. Et wier wichteg och, dass een..., oder et seet een, d'Gemenge sollen et maachen, mä ech géif et awer besser fannen, well Dir wësst jo haut net, wann Der an en Taxi klammt - well ech kommen op dee Problem herno zréck -, vu wou deen Taxi kënnt, dass Der dann och misst eng Zentral hunn, wou ee kéint reklaméieren a soen: „Ech hat deen Taxi.“ Mä meeschtens, fir kënnen ze reklaméieren, misst een och nach wëssen, wien de Chauffeur war.

Dir wësst, déi meescht vun lech, wann een am Ausland dann en Taxi hëlt, éischtens huet een en Tarif, deen um Taxi steet, ganz oft, dat heescht, do kann ee scho kucken, mä bei eis am Land wësst Der net, wat den Taxi ka kaschten. Tarif 1 bei enger Firma geet bis 1,45 Euro de Kilometer, bei engem aneren ass en 1,36, bei engem aneren ass en 2,80 am Tarif 2, bei deem aneren 2,72, bei deem aneren 2,90. An Dir hutt jo awer doudsicher keng Ahnung, wann Dir an en Taxi klammt, wéi vill Dir ze bezuelen hutt.

Dat heescht, selon dem Auto, wou Der eraklammt, well Der kee Choix hutt, schwankt de Präis tëschent fënnf an zéng oder 15%, selon wien d'Compagnie ass, an déi Der draklammt. An enger Schlaang ass dat net méiglech, sou dass am Fong de Client net weess iwwerhaupt, wat fir en Tarif en ze bezuelen huet.

Dat huet d'Liberalisatioun vun de Präisser mat sech bruecht. Ech fannen dann och aner Gesellschaften, déi schreiwen: «En effet, depuis 2007 le Luxembourg dispose d'une libéralisation des prix maximas pour les transports de taxis. Étant conscient de la réalité du marché, notre société a su rester réaliste et pratique des prix en-dessous de ceux proposé par la concurrence.» Dat liest een dann um Internet, dat heescht, dass een deem aneren Taxi seet: „Du bass méi deier wéi ech.“ Mä de Client ass deen Eenzegen, deen näischt weess, an et ass awer deen, deen herno zum Schluss ze bezuelen huet.

D'Präisser, Här President, wann een och kuckt, bon, do kann ee soen, ech héiere schon d'Taxisföderatioun, déi mer seet, hei zu Lëtzebuerg ass de Coût vill méi héich. Ech hu gekuckt a Frankräich selon les départements, mä dat, wat bei eis bis 1,45 Euro de Kilometer kascht, kascht zum Beispill a Frankräich 0,65 Euro de Kilometer. Dat ass méi wéi duebel hei zu Lëtzebuerg. Bon, d'Salairé si vläicht méi héich, mä dass se zweemol méi héich sinn, do runner géif ech och zweifelen.

Den Tarif 2 ass een Euro a Frankräich, deen ass hei zu Lëtzebuerg bei Verschiddener 2,90 Euro, dat heescht bal dat Dräifacht vun engem Taxi an engem Tarif 2, deen Der zu Paräis géift bezuelen.

Här President, et gëtt awer och e Problem am Taxiswesen. Et gëtt Taxischaufferen, et kann ee jo net alles an een Dëppe geheien, Gott sei Dank mécht een dat och net, mä et gëtt Verschiddener, déi sech éischtens net un d'Reglementatioun am Moment halen, dat heescht, déi gi fëschchen, déi hunn dann eng Plack an iergendenger Gemeng kritt an da gi se dann an eng aner Gemeng d'Clienté sichen. Dat geet net, am Moment net.

Dat heescht, et soll ee sech d'Fro stellen, ob een net soll de Perimeter opmaachen, andeems ee seet: „Hei, wann s de eng Plack hues, da kanns de duerch d'ganzt Land fueren an du kanns och bal...“ Am Moment kann ee vun der Stad op de Findel fueren, mä dann dierf ee vläicht net vum Findel zréck an d'Stad fueren.

Et gëtt esou Regeln, wou een da kann déi eng huelen an déi aner net. Do misst ee sech och eng Kéier seriö Froe stellen, Här Minister, ob een dat net misst änneren.

Da gëtt et Leit, déi maachen eng Sous-localitioun vu Placken. Ech hunn lech virdu gesot, wann Der am Ausland sidd, dann hutt Der den Numm vun der Persoun dostoe mat enger Foto, an déi ass net hannen oder vir verstoppt ënner dem Steierrad oder bei der Hand (veuillez lire: Handbreds), also op der Säit op iergendenger.... Ech sinn net Spezialist vun Autoen, mä iergendwou ënnen. Mä dat heescht, dann direkt, wou Dir an den Auto klammt, do hutt Dir eng kleng Foto, wou den Numm dropsteet vun deem Chauffeur, an dann hutt Dir och eng Nummer, wou Der kënnt uruffen, wann Der Reklamatiounen hutt.

En Tourist, deen hei kënnt, weess net, bei wien en erageklomm ass, en huet och keen Numm a guer näischt. En huet da vläicht eng kleng Plack, wou bannen och d'Indikatioun dropsteet, wéi eng Gesellschaft et ass a wéi vill de Kilometer ass. Dat geet net duer. Et wier wichteg, dat och méi transparent ze maachen.

Firwat ech dat och nach soen, Här President: D'Formatioun vun den Taxien ass virgesinn duerch den Text, dass ee kéint eng Formatiou fir Taxien hunn, eng Formatiou, déi zu Colmer-Bierg kéint gemaach ginn, eng aner Formatiou iwwer vläicht Sproochentester, déi déi eng oder déi aner hunn, déi déi aner awer net hunn.

Ech kréie regelméisseg matgedeelt, Här President, dass vill Leit am Fong eng Course gefrot hunn a kee Sightseeing, awer meeschtens da vum Findel bis an d'Stad net dee kierzeste Wee geholl hunn, an dat beweist déi Etüd. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass en Taxischauffeur och éierlech ass, a wa Leit sech net drun halen a mat de Leit gären iwwer Esch vum Flughafen bis an d'Stad fueren, déi och da bestrooft ginn, well et ka jo awer net sinn, dass Leit Détoure maachen an da sech soen: „Dat do ass en Tourist, dee kënnt souwiso ni méi heihinner, wann ech dee bis eng Kéier kritt hunn. Dee meckert och net, well e weess iwwerhaupt net, wou e soll uruffen.“ Well mir et selwer och net wëssen, wéi soll deen et da wëssen?!

Här President, et sinn och Froen iwwer Publicitéiten un den Autoen. Ech fannen, et stéiert mech net am Ausland, wann do op engem Auto eng Publicitéit dropsteet. D'Taxisföderatioun seet, wa se Publicitéit kéinte kréien, kéinte se d'Präisser erofsetzen. Ma dann, kommt, mir maachen et!

An da selbstverständlech d'Autoen. Firwat muss all Mënsch mat engem décke Mercedes duerch d'Groussgaass fueren an op de Flughafe fueren? Et gëtt eng Clientèle, Här President, déi bereet ass, sech an e Prius ze setzen oder an e méi ëmweltfrëndlechen Auto, deen dann eng Limite vun CO₂-Ausstéiss huet. Dat heescht, dat wiere vill méi ëmweltfrëndlech Autoen. Duerfir gëtt et eng Clientèle.

An da selbstverständlech ass déi Saach vum Präis och eng Saach, déi mer muss wierelech diskutéieren. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg, Här President, e Projet, dee mer amgang sinn auszeschaffen, vun Eko-Taxien. Mir si mat der Föderatioun an den Diskussionsieren, wann d'Föderatioun dat matmécht. Mir hoffe selbstverständlech, dass se et matmécht. Mir wëllen do éischtens e Kritär, dat ass deen ëmweltfrëndlechen Taxi, an zweetens e Kritär vu fixe Präisser, wou ee seet: „Esou vill Kilometer kaschten esou vill, an de Maxima, deen Der an der Stad kënnt kréien, ass esou vill.“

Mir hunn e Groupe de travail. Mir kommen elo Enn Mee nees eng Kéier zesammen, fir ze kucken, wat déi Maxima sinn, mä et kann net sinn, dass ech elo en Taxi huelen, net weess, wéi e mat mer fiert a wéi vill et herno kéint kaschten. A wien ass et nach net geschitt, dass

een dann op eng Kéier muss soen: „Hei ass och an der Rei.“, well een da keng Sue méi an der Täsch huet, e Jonken, dee vun iergendenger Plaz erëmkënnt, an deen dann net heemkomm ass, well en net genuch Suen hat?

Här President, ech gesinn, meng Zäit ass elo schon esou gutt wéi ofgelaf. Mir wëllen e Label maachen, Här President. Mir wëllen e Label maachen, deen net obligatoresch ass, mä dee wierelech et erméiglecht, dass Taxischaufferen, déi wëlle méi ëmweltfrëndlech a méi bëlleg fueren a bei méi transparenten Tariffer matmaachen, kënnen de Label huelen. E gëtt net obligatoresch. Mir hunn eng Rëtsch vun Associatiounen, déi eis och ënnerstëtzen an déi Richtung.

Ech wollt duerfir och froen, a wéi eng Richtung d'Regierung wëllt goen. Well den Här Wiseler ass net den Här Krecké. Den Här Krecké hat jo den Dossier. Mir sinn eis däärs och bewosst. Mä wat huet den Här Krecké da virdu gemaach? Hutt Der e Projet de loi?

Et gëtt scho jorelaang geschwat, den Här Krecké hätt e Projet de loi gemaach. Wou ass deen drun?

Et ass eng Etüd gemaach gi mat Steiergelder vun Ernst & Young iwwert d'Taxiswesen zu Lëtzebuerg. Déi ass e bësse geheim, huet een d'Gefüll. Et wier awer net schlecht, wann Der averstane wiert, Här Minister - ech verstinn, et sinn Donnéeën dran, wou Der net wëllt, dass se public gemaach ginn -, ob et dann net opoportun wär, Här President, fir dass déi Donnéeën dann an der Kommissioun kéinten eng Kéier presentéiert ginn, wou de Minister eis kéint dann e Résumé maache vun där Etüd. Ech wier wierelech frou, wa mer do kéinten Antwerte kréien.

Här President, wéi gesot, fir eis ass d'Taxiswesen hei zu Lëtzebuerg... Ech fannen et lamentabel, dass mir an internationale Studien 20. gi vun 22, a just nach Ljubljana a Prag hanner eis sinn oder Roum, au point de vu Tariffer. Ech fannen et net gutt.

Et ass kee gutt Bild, gleefft mer et, et ass kee gutt Bild vun enger europäescher Hauptstadt. Mir sinn en plus déi deierst vun all deenen. An ech wier wierelech frou, wa vill Gemengen, wa mer den Eko-Label elo maachen, wann aner Gemenge matmaachen. Ech hu schon eng Rëtsch vu Gemengen, déi mech kontaktéiert hunn. Dat freet mech och, mä ech menge wierelech, Här Minister, dass et och un lech ass, eng Initiative ze lancéieren, well mir hunn eng Compétence, déi hält bei Beggen, Bouneweg, Gaasperech a Kierchberg op, mä et gëtt nach vill aner Gemengen am Land, déi frou wieren, wann do eppes lass ass.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut op en Neits e Sujet un, deen dacks an der Aktualitéit ass, iwwert dee sech dacks ausgelooß gëtt, sou wéi den Här Bettel dat elo grad gemaach huet, wou vill vun eis sech iwwer e schlechte Service a virun allem och iwwer en héije Präis opreegen.

Allerdéngs, an dat ass mer opgefall, wann een dann emol hannerfreet, ass d'Tatsach déi, dass eng etlech vun deenen, déi den Taxi dobause schlechtmaachen, nach ni ee geholl hunn.

(Hilarité)

Ech hat d'Chance, an de leschten Deeg mat e puer Acteuren - dat sinn da Vertrieder vu méi grouss Betriber, awer och Leit, déi eenzel fueren, déi eleng Patron sinn - e bësselchen ze schwätzen. Leit, déi och laang genuch an der Zeen dra sinn, fir ze wëssen, wéi den Hues leeft, an effektiv, den Hues leeft den Ament wierelech net zum Allerbeschten, an et ass och net vu Mutterwéll, dass mer haut heiriwwer schwätzen.

Effektiv ass an der Taxiszeen mat Momenter de Wuerm dran. De Präis ass eng Saach, doriwwer kann een diskutéieren. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Taxiswesen zu Lëtzebuerg e generalverbindeleche Kollektivvertrag huet mat engem Mindestloun, mat 36% vum Chiffre d'affaires, deen direkt un de Chauffeur geet, mat Nuets-, Sonnes- a Feiertagsstonnen, déi extra muss bezuelt ginn. Dat si Leit, déi schaffen, wa ganz dacks déi aner feieren, an dann dierf een och net ëmmer ze vill de spatze Mëndche maachen, wann dat dann an der Nuecht eppes kascht.



An awer, do ass eppes, wat der vill vun eis zu Lëtzebuerg net wëssen, an dat ass d'Tatsaach, dass een och hei, am Land hei, an der Stad e Präis ka maachen. Wann ech elo, zum Beispill, muer vu bei mir doheem op de Findel wëll fueren, da kann ech mat deem Taxi, deem ech rufen, e Präis ausmaachen, da kann ech mech op e Präis eenegen. Dee Mann muss net onbedéngt mam Taximeter fueren.

Wann ech zu véier eng Sortie, zum Beispill, hunn, an ech loosse mech aus der Minettesgëgend op d'Musel féieren, da kann ech verhandelen. Gradesou wéi dat an anere grouse Stied de Fall och ass. A wann een dann d'Präisser mat deenen auslännesche Stied, mat Paräis, London, München, Zürich an esou weider vergläicht, dann ass Lëtzebuerg, entgéint deem, wat dacks gemengt gëtt, net onbedéngt méi deier an och net ëmmer ze deier.

Ech geheien awer och do kloer de Ball a Richtung Federatioun, a Richtung Gemengen, a Richtung Ministère, fir sech zesummenzesetzen, sech eens ze ginn an dobaussen eng positiv Kommunikatioun ze maachen. Dat ass e Problem. An dat huet awer och eppes mam Service als solchen ze doen.

Den Här Bettel huet et virdrun ugeschwat. Ech geheien d'Chaufferen och net all an een Dëppen. Mä et sinn der eng etlech derbäi, déi kennen hiren Job net genuch. Wann ech muer, mat zwee Joer Führerschäin, bei engem Patron virstelleg ginn, wann ech deem gudden Mann da gefalen, da fueren ech deem Dag drop aus der Enneschtgaass mat engem Client op de Findel. Sou, elo kann ech duerch Neiduerf fueren, da kascht dat de Client 32 Euro. Ech kann awer och iwwert de Kierchberg fueren, iwwert d'Autobunn, Sennengerberg eraus, da bezilt de Client 50 Euro.

Dem Businessman vu London ass dat à la rigueur egal, awer net dem Mann oder der Fra aus der Stad. An do läit de Problem, well déi Persoun zielt dat jo weider. Den Ennerscheid vum Präis kann Onwësse sinn, wou den nooste Wee dann ass, oder et ka schlechte Wëlle sinn, fir de Client ze strëppen.

Duerfir ass déi Iwwerleeung vum Festpräis aus eenzelne Quartieren oder Zonen oder zum Beispill op Aller-retouren op nevragesch Plazen eng Iddi, déi ee ka suivieren. Mä um Findel, zum Beispill, do ass de Ministère gefuerdert. Dee gëtt do d'Autorisatiounen da just, eventuell, ënnert der Konditioun, zu feste Präisser ze fueren. Déi Präisser sollen dann dee Moment och kloer affichéiert ginn.

A Saache Präis kéint een, fir dem Secteur an ergo och dem Client vläicht entgéintzekommen, och d'Iwwerleeung maachen, ob een net och eng Initiativ wéi eng Zort RGTR-Vertrag am Taxiswiese kéint maachen. Ech geheien einfach emol d'Fro an d'Ronn.

A Saachen ökologeschem Fuhrpark, deem ugeschwat ass ginn, geet sécher den Taxi iergendwann an déi nämlecht Richtung wéi mir alleguerte mussen goen. Do soll a muss och a Richtung Ëmweltfrëndlechkeet ëmgeduecht ginn, a lues a lues mussen d'Flotten ugepasst ginn. Dat geet sécher net mat der Briederstaang, mä et ergëtt sech vum selwen. Allerdéngs steet ganz sécher en ökologesche Fuhrpark och dem Secteur ganz gutt zu Gesiicht an hëlleft deemselwechten dann och den Image opzopolieren. Ob dat elo d'Konditioun soll si fir nei Autorisatiounen oder net, dat bleift dann ze beweisen.

Déi Präishaussen, an do si mer eis - mengen ech - zwar eens, déi beim Diesel komme wäerten, léisen dee Problem dann awer wahrscheinlech an den nächste Joren zum Deel selwer.

Dat éischt, dat wëll ech ganz kloer ënnersträichen, dat éischt, wat awer sécher misst gemaach ginn, an dat fuerdere mir och ganz kloer, dat ass eng besser Qualitéit vum Service, Kontrollmechanismen duerch Stéchprouwen, wéi wat wou verrechent a gefuer gëtt, an och wéi gefuer gëtt. Mir fuerdere ganz einfach och méi qualifizéiert Personal. Eng minimal Basisformatioun muss sinn, sou wéi iwwerall, gekoppelt un e gudden Opdrétt.

Well eppes, Dir Dammen an Dir Hären, Här Präsident, sollte mer eis bewusst sinn: All Taxischauffer hei am Land, an haaptsächlech um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, ass fir jiddweeen, deen an de Grand-Duché erakënn, dacks déi éischt Kontaktpersoun, spréch och eng Étiquette vun eise Land, an do hu mir allegueren Interessé drun, dass déi propper an an der Rei ass.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här Präsident, fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, ass sécher keng nei Diskussioun, a mir vun der LSAP-Fraktioun soen dem Xavier Bettel villmools Merci, dass en des Heure d'actualité ugefrot huet an domat en neien Ustouss gëtt, fir dass mer all zesummen no Léisunge kënnen sichen an der fannen.

Mir begrëssen et och, dass desen Dossier hei am Haus, hei an der Chamber diskutéiert gëtt, well ech sinn der Meenung, dass keng Gemeng, an och kee Gemengepolitiker, an dat weess ech aus eegener Erfahrung, dese Problem eleng kann ugoen. An dat nämlecht gëllt fir all déi aner Acteuren hei an deem Secteur. Dat sinn Taxiunternehmen, Ministère an neierdengs och den ACL, den Automobilsclub.

Ons Taxië sinn e festen an e wichtege Bestandteil vun engem moderner, nohalteger an urbaner Mobilitéitspolitik, an ons Taxipolitik kann nëmme duerch eng nei Gesetzgebung verbessert ginn.

Erlaabt mer, op e puer Punkten opmierksam ze maachen: D'Taxien hunn eng Rei vun Atouten. Si si flexibel a bidden e 24-Stonne-Service un, an dat och siwen Deeg op siwen an der Woch. Si hunn awer och eng wichteg sozial Funktioun, well vill Leit sinn op Taxien ugewisen. Zum Beispill vill eeler Leit, déi net méi Auto fuere wëllen oder kënnen, oder Leit, déi aus gesundheitleche Grënn oder aus Iwwerzeegung kee Führerschäin hunn, oder déi, wa se owes erausginn a gären ee Patt méi drénke wéi erlaabt. All déi Leit sinn op d'Taxien ugewisen.

Op där anerer Säit muss een awer dann de Constat maachen, dass d'Präisser, déi an der Branche ausgeübt ginn hei zu Lëtzebuerg, verglach mam Ausland, immens héich sinn. Op där anerer Säit soen awer d'Taxisbetreiber, dass hire Profit och net immens héich ass, wéinst de Pétrolpräisser, dem Entretien vun de Ween an och de Sozialkäschten.

Mir hunn awer am Verglach mat aneren europäesche Länner deelweis och besser Konditiounen, zum Beispill méi niddreg Spritpräisser, mir hu méi niddreg Lounniewekäschten a sinn trotzdem relativ schlusslicht, wat de Gesamt-service ugeet vun den Taxien an der Etüd, déi den Här Bettel ugeschwat huet. Bei deenen Etüde kann een natierlech soen, de Kritik Präis, do kann een nach vergläiche mam Ausland, mä wat de Service ubelaangt, do gëtt et vläicht dat eent oder dat anert schwaarzt Schof, mä mir gesinn awer all Dag vill Taxischaufferen, déi, mengen ech, hir Aarbecht gutt maachen.

Eng wichteg Ursach, an - ech mengen - déi wichtegst Ursach, firwat dass mer zu Lëtzebuerg keen esou attraktiven Taxissektor hunn, wat de Präis ugeet, dat sinn déi verschide Rigiditéiten an der Regulatioun vun den Taxien. Eng vun dese Rigiditéiten ass déi geographesch Kompartimentatioun, déi sécher net zu engem dynameschen ekonomesche Secteur bäidréit. Et brauch ee sech och duerfir net ze wonneren, dass dës och Répercussiounen op de Präis huet an d'Rechnung ganz schwéier kann opgoen.

Dës féiert zu deene bekannten Effet-perversen. Dir wësst, wann ech aus der Stad mat engem Taxi op de Findel fueren, muss deem Taxi eidel zrëckkommen, deen dierf do kee mathuelen. Mir hunn doduerch ganz vill Course-à-viden, Taxien, déi eidel zrëckfueren duerch déi geographesch Kompartimentatioun vun de Lizenzen vun de Gemengen. Doduerch hu mer och e relativ niddregen Taux d'occupation, deen - mengen Informatiounen no - bei 32% läit. Déi Zuel kann awer falsch sinn. Wann een déi richteg Zuel hei huet, wier ech frou, déi gewuer ze ginn.

Dës geographesch Kompartimentatioun ass e Punkt, dee mer haut net nei entdecken, mä dee schonn an der vieregter Regierung diskutéiert an ugepaakt ginn ass. An deem Sënn, mengen ech, ass et och ganz wichteg, hei ze rappellieren, dass d'Base fir en neit Gesetz deemools scho gesat gi war, an zwar an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi sech iwwert de Syvicol, de Syndikat vun de Gemengen, unanime derfir ausgesprach haten, fir op d'Kompetenze vun den Taxilizenzen ze verzichten an domat där geographescher Quoteregulierung en Enn ze setzen.

Et steet also näischt méi am Wee, fir d'Taxisgesetz vun 1997 ze reforméieren. An deem Sënn géif ech gär der Regierung a besonnesch dem Här Wiseler e puer Froe stellen.

Dir Häre Ministeren, an Här Wiseler am Besonneschen: Sidd Dir der Meenung, dass d'Taxispräisser hei zu Lëtzebuerg ze héich sinn? Dat ass meng éischt Fro.

Meng zweet Fro: Wa jo, sidd Dir an der Regierung, a besonnesch am Département Transports, amgaangen, dese Problem unzepakten?

Drëttons: Sidd Dir och der Meenung, dass e sougenannten Décloisonnement, wéi ech virdrun beschriwwen hunn, deen Décloisonnement géographique ugestriift muss ginn?

Véiertens: Mengt Dir net och, dass et zu degressiven Tariffer a Fonctioun zum Kilométrage misst kommen?

Fënneftens: Wat haalt Dir vun där totaler Liberalisatioun vun den Taxispräisser, sou wéi d'Chambre des Métiers se proposéiert? A fäert Dir do net och wéi ech, dass et dann do zum nämlechten Effet géif komme wéi bei de Fahr-schoulen, wou mer wëssen, dass d'Präisser bis zu 25% gestiege sinn?

D'Fro vun der Publizitéit kann ech mer erspueeren, op den Taxien, déi huet den Här Bettel gestallt.

Musse mer an deem neie Gesetz, wat, ech mengen, wichteg wier ze kréien, net och Regeln draschreien, wat d'Kontroll ugeet, fir och déi Problemer vun der Schwaarzaarbecht a vun deenen illegalen Taxien ze verhënnern?

A musse mer beim Ausschaffen, aachtens, vun engem neie Gesetz net och iwwert d'Formatioun vun den Taxischaufferen nodenken?

An déi lescht Fro ass déi vun den Taximetere, déi den Här Bettel och schonn ugeschwat huet.

Opgond vun all dese Froen ass et wichteg, si mir der Meenung, dass mer en neit Gesetz brauchen. Mir sinn awer och der Meenung, dass en neit Gesetz nëmme gutt ka ginn, wa mer am Virfeld niewent der Regierung an der Chamber all concernéiert Acteuren op en Dësch bréngen, d'Gemengen, de Syvicol, awer dann och gréisser Stied wéi d'Stad Lëtzebuerg, Esch an d'Nordstad, d'Federatioun vun den Taxisentreprenen, den ACL, den Automobilsclub, d'Personalvertrieeder vun de Chaufferen. Déi musse ganz séier zesummegeruff ginn a gemeinsam all Froen ouni Tabu ugoen. Et wier eng Aart „Taxistripartite“, déi, mengen ech, wichteg wier.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et kloer, dass mer net laanscht eng nei Gesetzgebung kommen, wa mer d'Zil vun enger Demokratiséierung vum Taxiswiesen ustriewen, wa mer wëllen zu Lëtzebuerg eng nei Taxikultur kréien. Mir dierfen do den ökologeschen Aspekt net négligieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun: Den Défi ass also dräifach. Et geet net nëmme drëms, d'Präisser no ënnen ze drécken a méi Clientèle ze schafen, an dofir méi Revenuë fir d'Taxisbetreiber, mä et geet och drëms, duerch eng besser Flexibilitéit méi Kompetitivitéit an „user friendly“ Services unzubidden an am Sënn vun der Nohaltegkeet an dem Konsumenteschutz ze agieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, dat ech an deemem Parlament sinn oder op anere Plaze sinn, dat mer iwwert d'Taxiswiese schwätzen. Ech hat och selwer d'Chance, oder de Pech, jee nodeem wéi een et wëllt gesinn, an engem Aarbechtsgrupp ze sëtze fir d'Stad Lëtzebuerg, dee viru fënnf Joer vum fréieren Transportminister ageruff ginn ass, fir iwwert d'Taxiswiesen ze schwätzen.

A mir hunn deemools an deem Aarbechtsgrupp eigentlech eng relativ gutt Aarbecht geleescht. Do war d'Stad Lëtzebuerg vertrueden, eng Rei aner Gemengen iwwert de Syvicol. Mir sinn do och zu Konklusiounen komm, wéi een d'Taxiswiese sollt a misst reforméieren.

An eng vun den Haaptkonklusiounen, déi mer deemools gezunn hunn, dat war, dat gemengt ginn ass, dass d'Taxiswiese misst liberaliséiert ginn, an deem Sënn, dat deen Unfug, deen haut besteet an deen e groussen Deel vum Problem duerstellt, dat d'Taxiswiesen op d'Gemenge limitéiert ass an dat, wann een - ech soen elo ee Beispill - eng Taxisplaque an der Stad Lëtzebuerg huet, an da vun der Stad Lëtzebuerg, ech soen elo emol, op Bartreng ee féiert, kee vu Bartreng zum Beispill dierf mat zrëckbréngen, well en da muss eidel zrëckkommen, well seng Lizenz nëmme geduecht ass fir d'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg.

Dat nämlecht spillt natierlech da fir all aner Gemenge respektiv vun all aner Gemengen an d'Stad. An Dir kënn lech jo virstellen, wann een Taxiswiesen esou organiséiert ass, dat dat egal wat ass an dat dat sécherlech éischtens net derzou bäidréit, dat et méi bëlle gëtt fir deen eenzelnen Taxisunternehmer, fir esou mussen ze fueren, an zweetens alles aneschtens wéi effikass ass.

Déi Konklusioun war deemools och esou, dat d'Gemenge sech eens waren, fir dem Transportminister ze soen, dass se all d'accord wie-

ren, fir déi Kompetenz fir d'Placken ze verginn ofzeginn, dat mer déi sollen un de Stat ginn an dat donc mer just an deem klenge Ländchen, wou mer sinn, sollen eng Instanz hunn, nämlech eng staatlech, déi dat ganz Taxiswiese géif organisieren, an dat d'Gemengen am Fong just nach zoustänneg wieren, fir ze soen, wou d'Emplacementer wiere fir d'Taxisgesellschaften, a fir de Rescht soll, wat d'Tarifikiatioun sougutt wéi och wat d'Organisatioun ubelaangt, op engem liberaliséierte Kader dat um nationalen Niveau stattfannen.

Dunn ass deen Dossier weidergeleet ginn un den deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

Ech sinn iwwerens frou, dat den Här Angel, deen eng Heure d'actualité selwer hat - nach net esou laang hier hei -, seng Meenung ëm 180 Grad mindestens geännert huet oder eng Kéier bal schonn ëm sech selwer gedréit huet, geännert huet, dat en haut net méi fënnf, dat et eng Gemengeresponsabilitéit ass. Donc kann en dann och endlech ophalen, mech op enger anerer Plaz ze emmerdeiere mat sengen éiwege Fuerderunge vu Zones uniques vu fënnf Euro an esou weider, wëssend, dat d'Konsequenzen dovunner natierlech um kommunalen Niveau null sinn an dat, natierlech, dat Ganz éischer um nationalen Niveau regléiert gëtt wéi um kommunalen Niveau.

Hie seet jo haut selwer: „Selbstverständlech sollen d'Gemengen abezu ginn“, mä et wier deen nationalen Niveau, deen dat misst national regelen. Dat ass meng Feststellung scho gewiescht viru e puer Joer. Ech si frou, dat hien och elo zu där Konklusioun komm ass.

Et bleift awer, dat mer niewent dem Problem vun der Liberaliséierung, déi mer brauchen, fir dat do ze kréien, och e Problem hu mat der Struktur vun eise Taxiswiesen. Duerch déi Situatioun do huet sech erginn, dat mer zu Lëtzebuerg ech weess net méi, wéi vill Honnerte Gesellschaften entre-temps hunn. Do derbäi sinn der ganz vill, déi hunn alleguer nëmme een Auto; dat sinn dann eenzel Leit, déi op sech selwer just fueren. Dat ass keng normal Situatioun.

Also, ech wëll kengem d'Recht ofschwätzen, datt en en Taxisunternehmen ka grënnen. Mä mir mussen awer éierlech och mat eis selwer sinn an einfach gesinn, dat deen Duerjerneen, dee mer hunn an der Struktur vum Taxiswiesen, net gutt ass.

Selbstverständlech arrangéiert e verschide Leit. An ech hu mat Interessé deen Interview an „Lëtzebuerg Wort“ haut gelies vun deem neie President vun der Taxisfederatioun, dee jo awer aus enger vun de Gesellschafte kënn, déi zu Lëtzebuerg an deene leschten...

► **M. le Président.** - Här Bausch, erlaabt Der, dat den Här Angel lech eng Fro stellt?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, den Här Angel ka mer déi Fro um Schluss stellen, selbstverständlech, mä ech hunn nëmme fënnf Minuten...

► **M. le Président.** - Da fuert viru, Här Bausch!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech wëll gär meng fënnf Minutte voll profitieren, fir elo ze soen, wat ech hei denken.

Datt, wann ech deen Interview liesen, natierlech deejéinege fënnt, deen eigentlech de Gewënner ass vun där heiteger Situatioun iwwert déi lescht 30 Joer, dat dee fënnt, dat iwwerhaapt kee Problem ass, dat et just eng Rei schwaarzt Schof gëtt an dat ee misst kucken, mat deene Remedur ze schafen, an da wier de Problem geléist.

Datt dat natierlech net der Realitéit entsprécht, mä dat et verständlech ass an och de bonne guerre ass, wann een an där Positioun ass a selwer eng zimlech komfortabel Situatioun huet a frou ass, dat alles esou bleift wéi et ass, well ee jo selwer dovunner profitéiert, dat sech duerfir näischt soll änneren - mä dat ass awer net eis Meenung als Fraktioun, wëll ech ganz dätlech soen, an duerfir sinn ech och frou, dat d'Stad Lëtzebuerg hei versicht, deen néidegen Drock ze maachen, dat endlech eppes an deem Taxiswiesen ännert.

Et ass och net normal, datt mer zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Initiativen, déi et am Ausland längstens gëtt, ob dat e Sammeltaxi ass oder Initiativen, déi elo geholl gi si vum ACL, zum Beispill, wou opgewise gëtt, wat fir eng aner Saache kéinte méiglech sinn, datt zu Lëtzebuerg emol nach keng, bis elo net eng Spur vu Bereetschaft bestanen huet, am Taxiswiese selwer, fir op dee Wee matzegoen.

An ech hoffen, datt dee Wiessel, well mir hate jo elo an der Stad eng Rei interessant an och gutt Gesprécher mat der Taxisfederatioun, datt duerch de Wiessel, deen elo op der Spëtz komm ass vun der Taxisfederatioun, dat net erëm e Schratt no hanne gëtt, well op alle Fall



si mir dat net méi gewëllt ze dulden, an daucken, wat fir eng Weeër mir wäerten huelen, an eng Rei sinn der jo scho virdrun opgezielt ginn.

Ech weess och, datt den aktuelle Minister amgaangen ass, sech vill Gedanken driwwer ze maachen, an e versicht och, op Basis vun deene Konklusiounen, déi an där leschter Legislatur gezu gi sinn, eng Rei Décisiounen elo ze huelen. Ech hoffen, datt déi relativ séier weiderginn, datt mer séier zu Konklusiounen kommen. Well de Moment hu mer eng onhaltbar Situation. An de Fait, datt mer an de Statistiken esou schlecht dostinn, dat ass absolut berechtigt an och richteg. Ech halen net ëmmer alles vu Statistiken, mä mindestens bei deem dote weess een dat.

Ech wëll och hei engem Virriedner soen, wann e seet, et géifen der och vill vun den Taxië schwätzen a sech driwwer opreegen, déi en ni géifen huelen. Ech huelen en oft an ech kann lech och soen, ech hat schon oft déi schéinsten Erlebnissen. Ech ginn lech nëmme e Beispill, an dat ass mer net nëmme eng Kéier virkomm, datt, wann Der an der Stad den Taxi wëllt de Moment huelen, een oft bal ugegranzt gëtt, wann een nëmme eng Course mécht, zum Beispill vun der Gare hei an d'Uewerstad oder op d'Areler Strooss, well ee schnell, ganz schnell iergendwou muss hin an net grad e Bus do ass; da gëtt een ugegranzt, well dat anscheinend net interessant ass, esou Coursen ze fueren.

Dat sinn d'Realitäten de Moment, an ech kann lech just nëmme soen, et gëtt genuch Leit, déi déi Realitäten all Dag mussen erfueren. An, ech mengen, et gesäit ee jo och un de Reaktiounen, déi komm sinn insgesamt, datt d'Leit domadder insgesamt es genuch hunn an datt hei de Législateur, zesumme mat de Gemenge selbstverständlech, gefuerdert ass ze handeln.

Sou, Här President, wann den Här Angel mir elo nach wëllt eng Fro stellen, kann en dat selbstverständlech maachen. Här Angel?

► **M. le Président.** - Här Angel, da stellt Är Fro!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll just zwou Saachen, Remarquë maachen an eng Fro stellen.

Éischtens, den Här Bausch seet, ech hätt mech do 100% gedréit. Dat, wat ech deemools am Gemengerot, wou ech lech jo anscheinend emmerdéiert hunn,...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, hei an der Chamber! An der Chamber hutt Der dat gesot.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ...an hei an der Chamber, wat ech gefrot hunn, wat ech iwwee all ëmmer gefrot hunn, war, datt mer eis un en Dësch solle setzen alleguer zesummen, all d'Acteuren, Gemenge wéi Ministären, concernéiert Betriber an esou weider. Dat hunn ech am Gemengerot an enger Motioun proposéiert.

Dir sot, dat wär en Emmerdement gewiescht. Ech soen, dat ass en normaalt Recht vun engem Conseiller, e Schäfferot ze interpelléieren.

Ech hunn och am Ufank vu menger Ried, wann den Här Bausch mer gutt nogelasschert hätt, ganz kloer gesot, dass keng Gemeng eleng eppes ka maachen, och kee Gemengepolitiker, dass ech aus menger eegener Erfahrung geléiert hunn, an duerfir fannen ech..., stinn ech 100% zu deem, wat ech haut soen. Et ass dat, wat ech ëmmer gesot hunn.

An, Här Bausch, nach meng ganz konkret Fro: Sidd Dir der Meenung, dass, wann e Politiker, e gewielte Politiker an engem Gremium, sief et d'Chamber oder sief et e Gemengerot, ee vun der Exekutiv interpelléiert oder Froe stellt, dass dat, wéi Dir gesot hutt, emmerdéiert, dass dat Emmerdement sinn?

Merci.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Selbstverständlech net, mä et ass awer deemjéinege säi Recht, deen déi Froe gestallt kritt an deen dauernd mat Saache konfrontéiert gëtt, déi der Wourecht net entsprechen, Här Angel, fir dann och deementspriedend ze reagieren. Dat gehéiert zu der politischer Kultur an der Debatt. A wann Der sot...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat ass eng schéi Kultur.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Gelift?

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Dat ass déi gréng Kultur.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech soen, dat ass eng schéi Kultur.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Fayot, wann ech méi Zäit...

► **M. le Président.** - Jo. Här Bausch, Dir misst och elo zum Schluss kommen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President,...

► **M. le Président.** - Da beäntwert elo nach d'Fro an dann...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...ech muss lech soen, ech fannen dat doten ass parteesch presidéiert, well den Här Angel stellt mer eng Fro,...

► **M. le Président.** - Neen...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...der-tëscht mécht den Här Fayot, säi Fraktiounskolleeg, nach siwe Remarquen, an ech kréien hei nëmme...

► **M. le Président.** - Neen, Dir kritt nach d'Méiglechkeet, fir ze äntwerten, mä ech wëll awer net, datt erëm eng nei Ried gehale gëtt. Elo äntwert Der dem Här Angel.

(Interruptions)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, wa mer gären e Parlament hätte mat liewegen Debatten, da muss et méiglech sinn, wann en Orateur hei Froen zouléisst, datt en och kann drop äntwerten, well soss brauche mer keng lieweg Debatt.

(Interruptions diverses)

Ech wëll dem Här Fayot an dem Här Angel soen, datt, wann ech méi Riedezäit hei hätt, da géif ech lech alles zitieren, wat Der hei gesot hutt op dëser Chambertribün an och um Niveau vun der Gemeng.

(Interruption)

An, Här Fayot, ech kann lech soen, dat hat sech gewäsch, wat den Här Angel hei gezielt huet. Do si vill Saache gesot ginn, wou et derwärt gewiescht wär, dat hei nach eng Kéier ze zitieren,...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dat ass awer keng Manéier, fir mat de Leit ëmzuegoen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...mä leider, wéi gesot, hunn ech net genuch Zäit. Fir de Rescht huelen ech zur Kenntnis, Här Angel, datt Der selwer sot, datt Der bäigeléiert hutt...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...an datt Der effektiv Är Meenung geännert hutt. Dir hutt et jo selwer zouginn.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Géift Dir och emol bäilieren!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat erfreet eis. Ech gi jo dann dervun aus, datt op allen Niveauen, wou Der an Zukunft wäert Interventiounen zu deenen Theme maachen, Der dat selbstverständlech kënn maachen esou laang an esou vill an esou oft, wéi Der wëllt, datt Der dann deementspriedend och aner Rieden an Zukunft wäert halen.

Merci.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, an Dir besser mat de Leit ëmgitt.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Elo kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just e puer Zuelen nennen.

Wann Der en Taxisbetrib hutt mat dräi Autoen an zwee Chaufferen, dee kann ongeféier pro Joer eng 150.000 bis 170.000 Euro Chiffre d'affaires maachen; Personalkäschte 85.000; Autoskäschte 35.000; Total: 120.000 Euro. Da bleiwe fir de Patron 30.000 bis 50.000 Euro d'Joer Akommes. Do ginn nach d'Sécurité sociale an d'Steieren of. Dat sinn d'Donnéen, wéi mer hei sinn. An do ass net vill drun ze änneren.

Et gëtt nach e Betrag. Dat ass, datt och nach fir 1.500 Euro muss an der Stad Stadgeld, also Plazgeld bezuelt ginn. Do huet d'Stad Lëtzebuerg natierlech 75.000 Euro d'Joer anzekassieren. Déi kéinten och eventuell gespuert ginn.

Verschiede Saachen, déi awer mussen diskutéiert ginn, dat sinn déi Proposen. Mir sinn der Meenung, datt dee ganzen Taxissystem soll an eng Hand kommen, datt mer do solle fir d'Autorisatiounen an d'Kontrollen zoustänneg sinn an datt och den Affichage vun de Präisser soll garantéiert ginn.

Eng aner Proposition, déi mer maachen, dat ass e resolute Kampf géint déi illegal Taxien. An do muss d'Gesetz geännert ginn. Am Ablack ass et esou, wann een eng Plainte mécht, geet dat bei de Parquet an dat misst da bei den Untersuchungsrichter goen. Resultat: All d'Plaintë gi klasséiert. Dat ass esou. Dofir proposéiere mir, datt soll do eng Amende vun 1.000 Euro gemaach ginn, déi de Polizist direkt kann akassieren, gegebenenfalls mat der Saisie vum Auto.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat gesot, dat wieren déi Propositionen, déi mir ze maachen hätten an deenen zwou Minutten, déi ons zur Verfügung stinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech hu gutt nogelasschert, wat gesot ginn ass. Ech hunn och dem Interpellateur respektiv deem, deen d'Fro gestallt huet, dem Buergermeeschter vun der Stad, hei gutt nogelasschert, an haaptsächlech an der Press gelies, wat de Buergermeeschter alles an der leschter Zäit doriwwe gesot huet.

Ech hat elo gehofft, well en eng Rei Initiative vun der Stad Lëtzebuerg ugekënnegt hat, dat géifen der elo e puer méi preziser ginn, mä ausser dem „yellow label“ hunn ech elo als Initiativen näischt héieren. Dat anert, dat waren alles Saachen, déi un d'Adress vun der Regierung...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - E Fait personnel, Här President.

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hu mam Buergermeeschter vun...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech ginn hei vum Minister zitéiert, andeem e mer seet - Här President, Fait personnel -, en hätt hei näischt vun eis héieren. Wann de Minister nogelasschert hätt, wou ech erkläert hunn, wat mer mam Eko-Taxi maachen, wat méi ëmweltfrëndlech wär, mat den Tariffer,...

(Interruption et hilarité)

...an dass mer den 21. Mee nach eng Sitzung halen, a mir wiere mat der Federatioun amgaangen ze négociéieren... Ech kann net derfir, Här Wiseler, wann Der mam Här Schneider geschwat hutt während menger Fro.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Do kommen ech awer nach eng Kéier genau drop, fir ze froen, wéi Der dat alles wëllt maachen,...

(Interruption)

► **M. le Président.** - Sou! Elo huet eisen Här Minister d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...well et ass natierlech extrem interessant, fir ze wëssen, wéi een dat dote mécht. Mä komme mer zur Saach zréck.

Ech hunn an deene leschte Méint, gradesou wéi Dir, ausser datt ech net d'Press dofir invitéiert hunn, eng ganz Rei Diskussioun gehat mat der Federatioun, mat der UCL, mat de Chamberen, och intern mat deenen einzelnen Administratiounen, déi zoustänneg sinn, fir ganz genau ze kucken, wéi d'Taxiswiese respektiv wéi d'Législatioun kënnen an där nächster Zäit ugepasst ginn.

Ech soen lech och éierlech, déi Heure d'actualité, mä dat mécht lech näischt aus, Här Bettel, passt mer an dëser Zäit net ganz gutt, well mer den Tour vun de Froen an d'Äntwerten nach net esou prett hunn, datt ech lech definitiv kann eppes soen. A meng Aart a Weis, fir ze schaffen, dat ass, fir d'Éischt Diskussioun mat alle Partner féieren, probéieren zu Konklusiounen ze kommen an dann an d'Öffentlechkeet ze goen, fir d'Diskussioun ofzeschlësse mat Solutiounen, vun deenen ech iwweezeugt sinn, datt se gangbar sinn.

Elo ginn ech lech hei eng Rei Propositionen an Äntwerten, déi ech net als definitiv concernéieren. Ech wollt dat virdru soen, well den Text, deen an e puer Méint kënn, ka liicht verschidde si par rapport zu deem, wat mer haut soen, well mer déi Diskussioun nach net ofgeschloss hunn.

Éischtens, wou sinn d'Problemer? Do gëtt et zwou Zorte vu Problemer. Dir hutt se alleguer zu engem Deel ugeschwat. Deen éischten Typ vu Problem, dat ass dem Client säi Problem. An dat sinn der zwou Zorten.

Éischtens, et ass ze deier. Den Här Angel huet mech gefrot: „Fannt Der, datt et ze deier ass?“ Selbstverständlech fannen ech, datt et deier zu Lëtzebuerg ass. Ech soen awer hannendrun, wann ech den europawäite Verglach maachen - well da maachen ech e gär seriö, wann ech e maachen -, dann hu mir haut d'selwecht Präiskategorië ronnt wéi Hamburg oder wéi München. Mir si méi deier wéi Stied wéi Lissabon, wéi Paräis, wéi Wien. Mir sinn awer méi bëlleg wéi Stied wéi Zürich, Genf a Rotterdam. Sou! Just fir lech ze soen, wéi d'Realitéit do ass. Ech fannen, datt mer ze deier sinn, an ech probéieren eppes dergéint ze maachen. Wéi wäit mer kommen, ass eng aner Fro.

Déi zweet Fro vun de Problemer, dat ass d'Transparenz. Et ass evident, datt de Client Transparenz wëllt. An dofir muss mer suergen. Mä dat huet dann och Konsequenzen. Do kommen ech och nach eng Kéier drop zréck.

Déi zweet Kategorie vu Problemer, dat sinn déi vun den Taxischauffere respektiv vun den Taxisfirmen. D'Fro ronderëm d'Präispolitik, d'Liberalisiering vum Marché an dann haaptsächlech och d'Fro par rapport zu der Kontroll vum Marché. D'Kontroll vum Marché, déi an deenen nächste Joren - an dat ass ganz kloer, dat hutt Der och alleguer hei gesot - méi muss prononcéiert ginn. Éischtens, d'Kontroll ze maache vun deenen Taxien, déi net autoriséiert sinn, déi keng Autorisatioun, keng Lizenzen hunn. Zweetens, déi Taxien, déi d'Regelen net respekteren, och anescht ze kontrolléieren.

A well mer awer hei déi ganz Diskussioun wellen op den Dësch huelen, muss ee sech, wann een dat do mécht a wann een déi Gesetzgebung ënnert d'Lupp hält, awer och d'Fro stellen: Wéi gi mer mat där aner Kategorie ëm vun de Locations de voitures avec chauffeurs, déi ganz oft parallel benotzt gëtt? Wéi traiteiere mer dat am Kader vum Taxiswiesen? Well dat ass och net ëmmer evident.

An dann, Dir Häre Buergermeeschteren heibanen, an ech schwätze mech och selwer als Stat domadder un: Wat d'Taxisfirmen engem soen, all déi Konkurrenz, déi gemaach gëtt vun de parallelen Transporten, déi deelweis vun der Gemeng an deelweis souguer staatlech ënnerstëtzt dohinnergestallt ginn, déi fir ganz bëlleg Tariffer natierlech och Transporter organisieren an an deem Moment den Taxien eng ganz Partie vun der Klientell ewechhuelen. Dat maache mir alleguer an de Gemengen. An de Stat ënnerstëtzt et och. Et ass zumindest...

(Interruption)

Natierlech. Ech maache jo och kee Reproche. Ech soe just, dat ass en Deel vun enger Diskussioun, wou een net där als responsable Politiker soen: Déi do setze mer emol einfach op d'Säit, well déi gëtt et net an där Diskussioun. Et ass eng Fro, déi een evidenteweis muss stellen, well ech mengen, datt déi ganz Problematik och eng Saach vu Quantitéit ass, wivill Leit an zu wat fir engen Zäiten dann op d'Taxien zréckgräifen. Well gëtt den Taxi méi gebraucht, dann huet dat natierlech eng Influenz op d'Präisser. Dat ass evident.

Also, déi Fro ass zumindest stellbar. Duerfir soen ech: Meng Konklusioun sinn haut an deem Moment nach net definitiv.

An dann ass natierlech och d'Fro, déi sech stellt vum Netrespekt vun enger Rei Regeln: Location vu Lizenzen. Dir wësst, datt d'Lizenzen net kënnen verkaaft ginn, datt se och net kënnen weidergeloung ginn. An den Netrespekt vun de Secteuren, well obwuel mer - wéi den Här Bausch, mengen ech war et, datt richtig beschriwwen huet - d'Secteuren agedeelt hunn an d'Leit, wa se aus hirem Secteur eraus sinn, net kënnen mat zréckhuelen, gëtt et awer gemaach an der Praxis.

Dat heescht: Wéi gi mer déi Problematik un? Well wann et an de Regele steet, dann, soen ech, sinn d'Regelen ze respekteren. A wa mer net mengen, datt et sennvoll ass, da muss mer d'Regel effektiv änneren. Duerfir soen ech: Et ass schon eng komplex Saach. An de Problem bei där ganzer Diskussioun - an dat gëtt alles e weéne einfach hei, wat ech elo héieren hunn, ewechgefeegt -, dat ass, datt déi Demandé vun de Clienten op där enger Säit a vun den Taxischaufferen an Taxisfirmaen op där anerer Säit natierlech heiansdo kontradiktoresch sinn.

An duerfir, dem Här Angel seng einfach Iddi „Kommt, mir setzen eis léiwer fein alleguerten ëm een Dësch an da fanne mer eng Léisung“, dat - mengen ech - geet awer net an enger hallwer Stonn, wa mer se alleguerten um Dësch léisen, well et ass relativ kontradiktoresch, déi Problematik, déi sech do stellt.

Ech wëll emol e puer Léisunge soen, déi emol einfach op den Dësch geluecht gi sinn an der Zeitung hei an déi - ech mengen - net ginn.

Einfach, fir ze soen, d'Liberalisiering vum Marché mat Abolitioun vun den obligatoresche Präisser féiert automatesch zu enger Baisse, d'Liberalisiering bréngt alles, et gëtt méi bëlleg: Ech soen lech, dat stëmmt ganz sécher net. Well dat, wat mer haut hunn, datt si jo u sech maximal Tariffer, déi am Gesetz stinn. Maximal Tariffer, déi awer net kontrolléiert ginn an zu engem groussen Deel, wann ech d'Realitéit kucken, och net agehale ginn. An d'ailleurs, wann ech de Conseil de la concurrence liesen, ass och schon d'Gesetzgebung contestéiert, well se u sech net de Prinzipie vun deene Marchéen do entsprecht.



Mä ech wëll lech just froen, déi, déi dat soen: Mir hunn hei keng minimal Tariffer. Mir hu maximal Tariffer. Wéi soll den Abandon vun engem maximalen Tarif et méi bëlleg maachen? De maximalen Tarif setzt maximal Präisser fest. An alles, wat méi bëlleg ass, kanns de souwisou haut maachen. Duerfir, vun där d'oter Léisung weess ech net, wéi déi eis soll iwwerhaapt eppes bréngen.

Zweet Ausso, déi heiansdo gemaach gëtt, dat ass: „Méi kleng Autoen, dat si méi bëlleg Taxifahrten, da ginn d'Taxispräisser massiv erof. Mussen et ëmmer Mercedes sinn?“ Dat mag zu engem Deel stëmmen, mä ech soen awer och, nëmme zu engem Deel.

Wann een d'Käschtestruktur kuckt an dat, wat d'Taxisentreprisen engem soen, dann ass d'Käschtestruktur déi, dat awer iwwer 50% vun de Käschten, no den Informatiounen vun de Firmen, Gehaltskäschte sinn, déi iwwer de Kollektivvertrag, an deen ass virdrun zitëiert ginn, relativ prezis festgeluecht sinn. Dat heescht, dat d'Akafspräisser vun den Taxien awer nëmme e marginalen Effet doranner hunn.

An da muss ech soen, kann ee jo och net just den Akafspräis kucken. Da muss een och de Präis an den Amortissement iwwer d'ganzt Liewe vun esou engem Auto kucken, den Ënnerhalt dovunner, d'Ersatzstécker dovunner respektiv wat en duerno am Verkaf nach wäert ass, wann en da verkaaft gëtt. Dir musst natierlech déi ekonomesch Rechnung esou maachen. An da weess ech net, ob deen Ënnerschied esou riseg grouss ass, an ech weess net haapt-sächlech, wann et géif anescht gemaach ginn, ob dat dann esou vill Influenz op d'Präisser hätt. Vlächte e weineg, mä awer net déi massiv Verbëlleegung, déi dann heiansdo alt dohinnergestallt gëtt.

Eng aner Saach, dat ass d'Zuel vun de Lizenzen fräizeginn. Dat ass och gesot ginn. Ech mengen, dat mag sécherlech och eng Influenz hunn. Mä et huet awer nëmme eng Influenz, wann Der duerch de Fait, dat Der d'Zuel vun de Lizenzen fräigitt, wann Der also méi Lizenzen gitt, wann Der dann awer och sécherstellt, dat méi Leit den Taxi huelen. Well wa just eng Fräigab vun de Lizenzen, dat heescht méi Taxien, derzou féiert, dat genau déiselwech Zuel vu Leit den Taxi huelen, da riskéiert Der natierlech, eng ganz Rei Firmen an enorm Schwierigkeeten ze bréngen.

Wann een dat wëllt maachen, an ech mengen, dat een et zu engem Deel sollt maachen, mä wann een d'Zuel vun de Lizenzen net géif fräiginn, mä géif virsichteg eropsetzen, da muss een dat parallel maachen, andeem ee wierklech de Marché stimuléiert op där enger Säit, an op där anerer Säit een natierlech erheblech derzou bäidréit, dat déi Leit, déi haut ouni Lizenz fueren, schwaarz fueren, dat mer dat anescht besser an Zukunft an de Grëff kréien.

Déi Saache kënnen nëmme zesummen ugepaakt ginn, soss - mengen ech - féiert et zu ganze problematesche Situatiounen, fir dat unzepakten.

Wat fir eng Piste si mir amgaangen ze studéieren a wou mengen ech, dat et soll higoen? Déi éischt, mengen ech, wat eng vun deene wichtegsten ass - an dat ass vu bal alle Riedner hei gesot ginn -, dat ass dee ganzen Décloisonnement géographique.

Et ass effektiv haut zu Lëtzebuerg, mengen ech, Onsënn, fir ze soen: „Du muss eng Lizenz vun engem Taxi an engem Gemeng hunn.“ Mir mussen dat anescht organiséieren. Dat heescht awer och, Här Bettel, dat déi puer Kompetenzen, déi d'Gemeng elo nach huet, d'Gemeng wäert verléieren. Dat ass logesch doranner.

(Interruption)

Neen, mä mir sinn eis eens domat. Dat hei soen ech elo ganz onpolemesch, Här Bettel.

(Interruption)

Ech soen dat einfach als eng logesch Konsequenz vun deem, wat gefrot gëtt. Dat empëchéiert mech awer net, mat lech driwwer ze diskutéieren, well ech mengen, trotzdem bleiwen d'Gemengen nach Partner duerno domadder.

Mä ech wëll awer trotzdem op dat eent Bedenken agoen, wat ech dann hunn. Mir hunn hei en Taxiswiesener, wat awer iwwer dee ganzen Territoire vun Land iergendwou eng Repartitioun huet, well mer e Cloisonnement hunn. Mir mussen awer elo ganz gutt oppassen, wa mer en totalen Décloisonnement maachen, dat dann net sech dat ganz Taxiswiesener an der Stad Lëtzebuerg konzentréiert oder an Esch konzentréiert, an dat s de muss eng Stonn waarden, bis de uewen am Land kanns en Taxi kréien, well kee méi do ass, deen do fiert. Dat heescht, do ass och eng Problematik, déi sech stellt, déi mer also lichter méi virsichteg ugoe mussen.

Ech sinn also net der Meenung, an dësem Moment op jidde Fall nach net, dat mer sollen en totalen Décloisonnement maachen, mä deen lwwer-honnert-Gemengen-Cloisonnement, dat ass net sënnavoll. Ech mengen, et soll ee kucken, ob een net eng aner Opdeelung féinnt a gréisere Regiounen, wat da wesentlech méi Sënn géif maachen an eis awer géif garantéieren, dat verschidde rural Regiounen am Land trotzdem nach eng uerdentlech a korrekt Deserte kéinten hunn. Op jidde Fall, un där Léisung si mer amgaangen ze schaffen.

D'Publicitéit op den Autoen, do ass evidenterweis kee Problem. Dat muss vun der SNCT op d'Sécherheet kontrolléiert ginn. Dir kënnt och net alles maachen, wéi et heiansdo am Ausland ass. Mä d'Publicitéit op den Autoen stéiert mech iwwerhaapt net.

Dann d'Zuel vun de Lizenzen, do hunn ech schon driwwer geschwat. Ech sinn der Meenung, dat mer dat virsichteg sollen ugoen, mä dat mer et sollen ugoen.

Wat d'Maximumpräisser ugeet, gesinn ech u sech kee Problem, fir se bäizebehallen. Ech mengen, dat huet a mengen Ae keng Influenz. Ech froe mech just, wéi wäit mer se am europäesche Recht an am Droit de la concurrence iwwerhaapt nach kënnen bäibehallen. Dat ass nach eng Diskussioun, déi mer mussen ausdiskutéieren mam Wirtschaftsminister, deen dofir kompetent ass.

Da sinn ech der Meenung, dat mer eng besser Definitioun vun de Konditiounen muss kréie fir den Accès zu dem Beruff, ob dat den Accès zum Taxichauffeur op där enger Säit ass, mä awer och den Accès vun deenen, déi Entrepreneuren hunn, fir Taxi ze fueren, dat mer dat anescht solle reglementéieren. D'Fro vun der Formation continue an der Formation initiale muss evidenterweis gestallt ginn.

Ech wëll lech awer och do erëm just soen, fir déi Leit, déi dat dann hei froen op där enger Säit, dat déi Formatioun solle gemaach ginn, an déi dann op där anerer Säit soen, et muss awer alles méi bëlleg ginn. Dat ass, wann s du awer Formatiounen gëss an du méchs och nach Formations initiales dodran, dann ass dat sécherlech keen Element, wat zumindest automatisch de Präis verbëlleegt. Normalerweis ass de Contraire den Effet dovunner.

Duerfir, ech wëll deen Débat hei nuancéieren an net alles an deeselwechte Kuerf hei werfen. Et sinn eng Rei Moosnamen, déi noutwendeg sinn. Mä dat hei ass elo zum Beispill keng Moosnam, déi an d'Richtung vun enger Verbëlleegung vum Taxiswiesener geet. Ech sinn trotzdem der Meenung, dat se bis zu engem gewëssene Grad eng Noutwendegkeet ass.

D'Transparenz vun de Präisser ass a mengen Aen och eppes extrem Wichtiges.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Duerfir sinn ech der Meenung, dat mer an eisen zukünftige Reglementatiounen sollen dohinner goen, dat den Affichage vun de Präisser, wann en dann enger Maximum am Allgemenge fräi ass, dat dee muss baussen op den Auto affichéiert ginn, dat en och muss lisibel fir jiddweree sinn, ier en an den Taxi eraklëmmt. Well et huet guer kee Wäert, dat ee just den Tarif dobanne gesäit, wa mer déi Fräiheet wëllen hunn.

Da soen ech awer och hannendrun: Wat ass dann dovunner d'Konsequenz? Well all Saach huet jo seng Konsequenz. Wann Der et wëllt effikass maachen, da kanns de jo net higoen an du hues Taxien, wéi esou oft, a Filé stoen, an da sees de, du muss deen éischten huelen. Et steet zwar bei jiddwerengem drop, wat et kascht, mä dat ass jo dann egal. Mir hunn d'Recht vum Tête de file, dee muss geholl ginn. Dat hale mer oprecht.

Also, wa mer elo hei seriö matenee schwätzen: Entweder mir maachen et sënnavoll oder mir brauchen et guer net ze maachen. Wann Der sot, Dir hätt gär Transparenz -, da muss mer och déi Diskussioun iwwer d'Tête de file féieren. Well soss huet dat anert net ganz vill Sënn.

Ech weess awer och, wa mer déi Diskussioun ufänken, wat dat an der Praxis heescht. Well dat muss ee jo och nach um Terrain kënnen geregelt kréien. Dat muss jo awer och net dann zu Sträit tëschent deenen eenzelne Leit, déi jo an der File stinn, um Terrain féieren. Alles dat ass net gradesou evident, an do brauche mer nach eng Diskussioun mat deene Firmen, wéi wäit dat mer dat kënnen an d'Realitéit ëmsetzen oder net a wéi wäit et net wesentlech méi Schwierigkeete mécht, wéi et duerno Sënn erabrëngt, dee mer u sech geduecht haten.

Duerfir, all déi einfach Léisungen an einfach Diskussiounen, esou einfach sinn all déi Saachen duerno an der Réalitéit net. Et muss fir déi Leit, déi schaffen am Taxiswiesener, an déi Leit, déi den Taxi huelen, och klappen. Et kann een net just Theorie maachen.

Evidenterweis sinn ech der Meenung, dat d'Installatioun vun den Taximetere duerch Firme soll gemaach ginn, déi net onbedéngt, also déi net d'äerfen Taxisfirme selwer sinn, an déi mussen och dofir kontrolléiert an agréiert ginn. Ech sinn net onbedéngt der Meenung, dat d'SNCT dat soll maachen. Mä ech gi vum Prinzip aus, dat net d'äerfen Taxisbetrieber et selwer maachen an dat déi Betrieber och dofir mussen agréiert ginn. An duerfir muss mer, wa mer dat wëlle maachen, eis eng Base légale dovunner schafen.

Ech sinn och der Meenung, dat, wa mer deen Text frëschmaachen, mer d'Definitiounen mussen iwwerkucken. Mir muss kloer nach eng Kéier definéieren, wat en Taxi ass. Ech mengen, dat ass méi oder weineger kloer am Gesetz.

Mir mussen awer och d'Definitioun kucken, fir d'Voitures de location avec chauffeur esou hinezkréien, dat den Détournement an de Contournement, fir Taxi ze fueren iwwer deen anere Wee, net awer e ganz einfachen ass. Well wa mer e Kollektivvertrag am Taxiswiesener hunn - ech wëll elo net diskutéieren, wéi deen ass, well dat ass e Kollektivvertrag wéi all Kollektivvertrag, deen tëschent dem Patronat an de Gewerkschaften ausgemaach ginn ass -, mä dann ass dat natierlech d'obligation fir jiddweree. An da kanns de net Weeër einfach derlaanscht sichen op eng einfach Aart a Weis. Duerfir muss mer déi Definitiounen dann och nach eng Kéier kucken a kloermaachen.

Natierlech muss mer e Renforcement vun deene Kontrolle maachen. Diskussiounen mat SNCT, Polizei, Douane, ITM sinn ubruecht. An et muss awer och kloer sinn, wat kontrolléiert gëtt. An da muss och kloer sinn, wat d'Strofen hannendru sinn. Evidenterweis mussen déi Strofen och eng Kéier iwwerkuckt sinn, well aktuelllement, esou wéi et momentan fonctionnéiert, ass et extrem schwierig als System.

Da wëll ech zum Schluss nach soen, dat ech ganz gär bereet sinn, fir déi Konklusiounen vun där Etüd an allem Detail an d'Chamberskommission virstellen ze kommen, ouni déi kommerziell Donnéeën, déi vun eenzelne Firmen dodra sinn, dann ze révéléieren. Mä domat ass jo jiddweree absolut averstanen.

Et sinn zwee Punkten, déi ech an eiser Fortféierung vun deem, wat mer elo um Gesetzestext schaffen, net zrëckbehallen hunn. Dat ass d'Aféierung vun deem, wat sengerzäit proposéiert gi war, d'Taxi „A“ an d'Taxi „B“, déi eng public an déi aner net public, wéi se wollt sengerzäit gemaach ginn: éischten well et vum Secteur och ganz schwierig oder net akzeptéiert ginn ass; an zweetens, well ech och de Fonctionnement extrem schwierig fange fir Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi fir d'Éischt mussen wëssen, wat en „A“-Taxi an en „B“-Taxi ass, wou deen een déi hei Rechter huet an aner Tariffer huet, an dann huet deen aneren déi do Rechter an nach aner Tariffer. Ech mengen, dat ass net sënnavoll. Et muss een e korrekt, uerdentlech Taxiswiesener, wat unique ass, dostoos hunn, mat uerdentleche Regeln, fir dat et fonctionnéiert.

Zweetens sinn ech och net der Meenung, esou wéi et deelweis geplangt war, dat de Stat kann higoen an eng staatlech Zentral fir Taxiën maachen. Ech mengen, dat et net dem Stat seng Roll ass, fir dat ze organiséieren. Duerfir hu mer an eise Pläng och dovunner ofgesinn. Ech wollt dat och eng Kéier ganz kloer hei soen.

Sou! Ech mengen, ech hunn lech elo den Tour gemaach vun deem, wou ech mengen, dat et soll higoen. Also, d'Iddi sinn nach net alleguer definitiv. D'Richtung sinn awer ganz kloer. An e puer Méint wäerte mer och, no enger ganzer Rei Diskussiounen, mat engem definitiven Text erëmkommen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wär dës Punkt ofgeschloss.

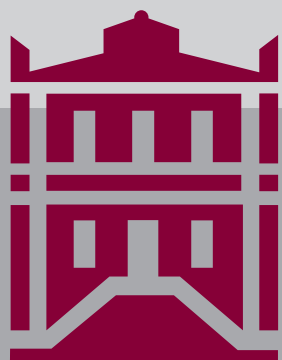
Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. An déi nächst Sitzung si virgesi fir den 8., 9. an 10. Mee.

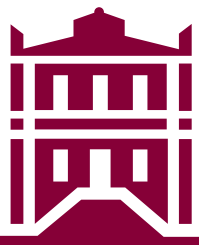
D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.25 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





SÉANCE 26

MARDI,
8 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- M. le Président
2. Ordre du jour
- M. le Président
3. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Wéi Dir all wësst, huet d'Verlobung vum Ierfgroussherzog Guillaume an der Comtesse Stéphanie de Lannoy de 27. Abrëll stattfonnt. De Chambersbureau war deeselwechten Dag bei der Audienz am Palais fir déi offiziell Virstellung präsent. Ech hunn am Numm vun der Chamber dem Ierfgroussherzog Guillaume an der Comtesse Stéphanie de Lannoy folgende Brëif zoukomme gelooss: «Le Président et les membres de la Chambre des Députés adressent à Son Altesse Royale et à Sa fiancée la Comtesse Stéphanie de Lannoy leurs plus vives félicitations et vœux de bonheur à l'occasion de Leurs fiançailles et s'associent à la joie et à la fierté de Leurs parents.»

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro déposéiert.

Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert:

Den 23. Abrëll vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6428 iwwert d'CO₂-Emissiounsquoten.

De 24. Abrëll vun den Häre Bausch, Lux, Meisch, Spautz a mir selwer d'Proposition de modification du règlement 6429, eng Ofännerung vum Kapitel 2 vun eisem Chambersreglement.

A schliesslech den 3. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier.

Den 30. Abrëll 2012 hunn d'Awunner vun Déiferdeng d'Petitioun N°315 géint de Bau vun neie Residenzen am Quartier Belair/Metzkimert eragereecht.

Vum 23. bis de 27. Abrëll 2012 huet zu Stroossbuerg den zweeten Deel vun der Session vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch den Här Fernand Boden, déi Dammen Anne Brasseur a Lydia Mutsch souwéi duerch déi Hären Norbert Haupt a Félix Braz.

Communications du Président - Séance publique du 8 mai 2012

1) Les fiançailles de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire Guillaume avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy ont eu lieu le 27 avril 2012.

Le Bureau de la Chambre des Députés a été convié à l'audience de présentation qui a eu lieu le même jour.

Au nom de la Chambre des Députés le Président de la Chambre des Députés a adressé à Son Altesse Royale le Grand-Duc Héréditaire Guillaume et à la Comtesse Stéphanie de Lannoy le courrier suivant: «Le Président et les membres de la Chambre des Députés adressent à Son Altesse Royale et à Sa fiancée la Comtesse Stéphanie de Lannoy leurs plus vives félicitations et vœux de bonheur à l'occasion de Leurs fiançailles et s'associent à la joie et à la fierté de Leurs parents.»

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 23.04.2012

6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: MM. François Bausch, Lucien Lux, Claude Meisch, Laurent Mosar et Marc Spautz, Députés

6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.05.2012

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2012

3) La pétition n°315 contre la construction de nouvelles résidences dans le quartier Belair/Metzkimert à Differdange a été déposée par les habitants de Differdange en date du 30 avril 2012.

4) 2^e partie de session de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg du 23 au 27 avril 2012

À la susdite session ont participé M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mmes Anne Brasseur et Lydia Mutsch et MM. Norbert Haupt et Félix Braz, respectivement membres effectifs et suppléants. Lors de la première séance M. Boden a été élu vice-président de l'Assemblée, qualité dans laquelle il sera appelé à remplacer occasionnellement lors des séances le président de l'Assemblée, M. Jean-Claude Mignon.

Mme Brasseur était rapporteuse pour la Commission de la Culture, de la Science, de l'Éducation et des Médias du rapport intitulé «La nécessité de combattre le trucage des matchs» qui a été discuté ensemble avec le rapport de M. François Rochebloine de la même commission sur «La bonne gouvernance et l'éthique du sport» et ce le mercredi matin, 25.04.2012. M. Haupt est aussi intervenu au cours de ce débat. Il reste à signaler dans ce contexte qu'une émission télévisée «Sport, mafia et corruption» réalisée par Hervé Martin-Delpierre sera diffusée avec Mme Brasseur sur ARTE aujourd'hui à 20.35 heures.

En sa qualité de présidente du groupe ADLE elle est intervenue plusieurs fois dans les débats, notamment sur le rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente, lors du débat libre et lors du débat sur le suivi des travaux de l'Assemblée parlementaire par le Comité des Ministres.

Il faut souligner que M. Boden a également pris la parole le vendredi 27 avril pour défendre les intérêts de notre pays lors du débat sur le rapport de M. Dirk Van der Maelen de Belgique intitulé «Pour une politique appropriée en matière de paradis fiscaux».

Les autres points forts à l'ordre du jour ont été:

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par le Rt Hon. David Lidington MP, Ministre pour l'Europe, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth, Royaume-Uni, représentant la présidence du Comité des Ministres

- élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de la Belgique

- vies perdues en Méditerranée: qui est responsable?

- discours de M. Saad dine El Otmani, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc

- égalité entre les femmes et les hommes: une condition du succès du Printemps arabe

- la promotion d'une citoyenneté active en Europe

- la nécessité de combattre le trucage de matchs

- discours de M. Zlatko Lagumdžija, Ministre des Affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine

- la protection de la liberté d'expression et d'information sur l'Internet et les médias en ligne

- un débat selon la procédure d'urgence: la situation en Syrie

- la situation des personnes déplacées dans le Caucase du Nord et retournées dans la région

- suivi des travaux de l'Assemblée parlementaire par le Comité des Ministres

- des pensions de retraite décentes pour tous.

Lors de la susdite session ont eu lieu et un seul débat selon la procédure d'urgence qui a eu pour sujet la situation en Syrie et un seul débat d'actualité sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme et de la Déclaration de Brighton.

Il y a lieu de retenir que l'assemblée a adopté onze résolutions et cinq recommandations. La prochaine réunion de la Commission permanente se tiendra à Tirana le 25 mai 2012 et la troisième partie de session de 2012 aura lieu à Strasbourg du 25 au 29 juin 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Mee huet d'Présidentkonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun.

Muer de Moien um néng Auer hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, nom Modell 4. Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

En, Donneschdeg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6430 iwwert d'Question vun der Eisebunnsinfrastruktur, nom Modell 1; de Projet de loi 6375, en Ofkommen iwwert d'Schafe vun der Banque européenne pour la reconstruction et le développement, nom Basismodell; dann d'Question élargie N°25 vum Här André Bauler iwwert d'„green jobs“ fir jonk Aarbechtsloser; an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Konsequenzen vun den neien interne Migratiounen an Europa, déi duerch d'Kris ervirbruecht gi sinn.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hut d'Wuert.

3. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, Dir Dammen an

Dir Hären, ech soen lech näischt Neies, wann ech lech soen, dass mer an anormal onsécheren Zäite liewen. D'Onsécherheet ass global, si ass kontinental a si ass national. A wéi ëmmer, wann d'Mënschen an d'Natiounen hire Wee sichen, wa se no neier Sécherheet an no kloeren Indikatiounen fir d'Zukunft verlaangen, da kënnst de Wonsch op, dass et ee soll ginn, dee genau soll soen, wéi et ass, an deen de Wee genau soll weisen, deen ee soll goen. Een, dee seet, wat ass, an een, dee seet, wéi et soll weidergoen.

Deen een awer, dee gëtt et net! An dat ass och gutt esou, dass et deen net gëtt. An ech hätt och net gären, dass ee géif mengen, et géif deen een do ginn. Well d'Zukunft, déi muss vu villen Hänn virbereet ginn. Hir Gestaltung brauch den Asaz vu villen Talenter, vu villen Energien. D'Entwerfe vun der Zukunft, dat ass net d'Saach vu Solisten. D'Skulptur vun der Zukunft, dat ass ee Gemeinschaftswierk. Nëmme, wa mer zesummen iwwerleeën, kréie mer e staarkt Zukunftsseel geknappt. En Zukunftsseel, dat net rässt, well et sech aus deenen Dausende Fiedem zesummesetzt, déi mer alleguer, jiddwereen no beschemt Wëssen a Kënnen, beieneen an openee leeën.

Wa mer hei zu Lëtzebuerg déi Aufgaben, déi eis gestallt sinn, upake wëllen, wa mer haut d'Saache richteg wëlle maachen, fir dass se muer net falsch ginn, da musse mer der Wirklechkeet an d'Gesicht kucken. All Politik fänkt mat dem Betreuechte vun der Wirklechkeet un.

Fir dës Wirklechkeet genau ze gesinn, do muss een de Sonnebrëll ofdinn. Duerch Sonneglieser gesäit een d'Saachen anescht, männer grell, mä et gesäit ee se och männer richteg. Et gesäit ee se net esou, wéi se wirklech sinn. Fir d'Wirklechkeet richteg ze gesinn, dierf een net op hire Welle surfen. Fir se richteg ze gesinn, muss een a se erantauchen. Fir d'Wirklechkeet richteg ze gesinn, muss ee sech wëllen naass maachen.

Wa mer an d'Zukunft tauchen, dann dränge sech eis Wirklechkeetsmomenten op, déi am Wuesse sinn, an déi, wa se bis ganz ausgewuesse sinn, de Kontext, an deem mer an deenen nächste Jorzéngte wäerte liewen, total verännere wäerten.

D'Politik setzt sech aus villem zesummen, an zu hire wiesentleche Bausteng gehéieren d'Demographie an d'Ekonomie. D'Demographie an d'Ekonomie setzen d'Zukunftskaderen a loosse een d'Liewensmännchen vu muer a vun iwwermuer spieren, virfillen.

Et ass eng demographesch Revolutioun amgang, op déi mer eis musse virbereeden, well se och eis direkt betrëfft. Um Ufank vum 20. Jorhonnert waren 20% vun alle Mënschen op der Welt Europäer. Wéi dës Jorhonnert, dat 21., ugefaangen huet, hunn d'Europäer nach 11% vun der Weltbevölkerung uitgemaach. Am Joer 2050 gëtt et weltwäit nach 7% Europäer, an um Enn vun dësem Jorhonnert, am Joer 2100, kommen op zéng Milliarde Mënsche genau nach 4% Europäer. Innerhalb vun 200 Joer wäert den demographeschen Undeel vun den Europäer un der Weltbevölkerung sech genau duerch fënnf gedeelt hunn.

An och an der planetarescher Wirtschaftsarchitektur kënnst et zu tektonesche Glissementer. Glissementer, déi et a sech hunn. Am Joer 2010 hunn Europa an d'USA eleng 41% vum globale PIB erschafft. Am Joer 2050, also a manner wéi 40 Joer, fällt d'Wirtschaftsleeschtung vun den USA a vun Europa op 18% vum globale PIB erof. An déi zwee ginn ersat duerch Asien, deem säi Bäitrag zur Weltwirtschaftskraaft vun haut 27% op dann 49% eropgoe wäert.

Ëm 2020 - dat ass, wann ech et richteg gesinn, muer de Mueren - gëtt China, reng wirtschaftlech betreucht, méi staark wéi d'USA. 30 Joer méi spéit, am d'Joer 2050, wäert Indien déi éischt Wirtschaftsmuecht op der Welt sinn. Brasilien sengersäits schwëmmt sech ëmmer méi fräi a wäert an den nächste Joren an eise Gewässer optauchen, grad wéi och aner sougenannte émergent Länner.

Firwat, léif Kollegeen, soen ech lech dat? Ech soen lech dat, well d'Konsequenzen, déi aus dem demographeschen an aus dem weltwäiten ökonomeschen Wiessel resultéieren, absolut zukunftsbestëmmend fir dës Land, fir Lëtzebuerg sinn. Europa gëtt méi kleng a méi schwaach. Mir hei zu Lëtzebuerg kënnen, och



wa mer eis géifen druginn, net vill méi kleng ginn, mä mir kënnen awer vill méi schwach ginn, wa mer net ganz gutt oppassen.

Well Europa méi kleng, well Europa méi schwach gëtt, misst et eigentlech jiddwerengem an Europa, a grad och hei zu Lëtzebuerg alichten, dass elo all Effortë mussen ënnerholl ginn, fir dass d'Europäesch Unioun méi staark a méi duerchsetzungsfest gëtt.

Net Redivisioun vun der Europäescher Unioun an national Divisiounen ass ugesot. Neen, mir brauchen eng offensiv Europa-Liga, ee méi integréiert Europa. Net, well mer Angscht hätte virun deene Grouse vu muer, mä well mer wëssen a spieren, dass een europäeschen Nationalstat - a sief en och nach esou grous - op sech eleng gestallt mat deene grousse Elefante vu muer et net ophuele kann.

Als butzegt Land an Europa hu mer alles ze gewannen, wa mer méi Europa kréien. A mir hu villes, bal alles ze verléieren, wa mer deenen op de Laim ginn, déi manner Europa wëllen. Mir solle selbstverständlech keng Hurra-Europäer ginn, mä mir solle kritesch Europäer bleiwen. Mir sollen dat net matmaachen, wat eis radikal géint den nationale Stréch geet. Mä fundamental géllt: Lëtzebuerg muss sech ëmmer mat un d'Spëtz vun der europäescher Integrationsbewegung stellen. Eis natierlech, eis logesch an eis erzwongenermoossen noutwendeg Plaz ass do, wou méi Europa stattfënn. Soss flaz mer aus der Wirklecheit vu muer eraus.

Europa ass a bleift ee wiesentleche Bestandteil vun der Lëtzebuurger Statsräson. Ech soen dat haut op esou eng determinéiert an hoffentlech net ze vill pathetesche Aart a Weis, fir dass jiddweree weess, wou e mat deeser Regierung drun ass. Ech spieren - an ech denken, Dir spiert et och -, dass mer an deenen nächste Joren, och hei zu Lëtzebuerg wéi am Rescht vun Europa, eng dacks polemisch, onsachlech gefouert Ausenansetzung tëschen deene wäerte kréien, déi aus Bequemlechkeets- oder Wahlgrënn manner Europa wëllen, an deenen, déi wëssen, dass mer aus Effizienzgrënn an aus nationale Grënn méi Europa brauchen.

Mä net nëmmen déi demographesch Evolution erzwingt Ëmdeanken. Och deen neien Tassement vun der Weltwirtschaft verlangt Ëmstellungen am Denken, Ëmstellungen am Handeln. Mir mussen eis als Land opmaachen - haut schonn - fir déi nei Acteure vun der globaler Economie.

Lëtzebuerg war jo ëmmer schonn op auslännescht Kapital ugewisen, fir seng Economie un d'Dréien ze kréien a fir seng Economie um Dréien ze behalen. Dat Kapital, dat ass laang aus Däitschland, aus Frankräich an aus der Belsch, duerno aus de Vereenegte State vun Amerika komm. Haut kënn dat Kapital och aus Asien, aus Russland, aus de Golfstaten. Mir driewen - esou si mir - nawell gären Handel mat deenen neien Acteuren. Mir verdéngen nawell gäre Geld, vill Geld doduerch, dass mer an déi Regiounen exportéieren. Mä wéi et schéngt, hu mer awer ganz dacks prinzipiell Bedenken, wa Betriber a Kapital aus deenen Dealer vun der Welt bei eis kommen.

Dës Provinzialismus am Kapp kënn mer eis net méi leeschten! Mir verkäfen am internationale Geschäft. Da muss mer och akzeptéieren, dass dat internationalt Geschäft bei eis kënn, ouni dass dat eis ökonomesch Liewensweis an eise Sozialmodell daerf a Fro stellen.

Här President, léif Kolleegen, aus där weltwäiter demographescher an ökonomescher Entwécklung ass eng Konsequenz ze zéien: Mir mussen Europa organisatoresch an integrationspolitesch méi staark maachen. Deen objektive Gewichtsverloscht vun Europa an domat och vu Lëtzebuerg muss mer opfänken duerch d'Zesummeleerung vun deem, wat zesumme gehéiert a wat beienee passt.

Dat hu mer 1999 gemaach, wéi mer den Euro op d'Rees geschéckt hunn. Deen Euro, eis gemeinsam Währung, also och eis lëtzebuergesch Währung, dat ass een absoluten Atout am globale Wettbewerb. Wéi an anere Politikfelder géllt och hei: Eleng sinn d'Länner ze schwach, fir et mat deenen neie Wirtschaftsmächten opzehuelen. De belsch-Lëtzebuerg Frang, géif et en nach ginn, da géif et e schonn net méi ginn, well e wier scho längst zerriwwe ginn tëschen de Währungsbléck, déi sech weltwäit nei forméieren.

Wann dat esou ass, an dat ass esou, da mussen eis europäesch an national Ustrengungen dorop ausgerichtet sinn, de Stellwäert vun Euro ze sécheren a säin Afloss op dat monetäert Gescheien an der Welt ze verbreedern. An anere

Wieder: Mir mussen an der Eurozon d'offentlech Finanzre konsolidéieren. A mir mussen an darselwechter Eurozon Wuesstumsimpulser fräileeën an zum Schwéngel bréngen, fir dass d'europäesch Economie nees zum Droë kënn. Konsolidéieren a Wuesstum, Konsolidéieren a Wuesstum heiheem, konsolidéieren a Wuesstum an Europa, dat sinn zwou Säite vun enger a vun darselwechter Wirtschafts- a Sozialmedail.

Entgéint deem, wat ee kéint mengen, komme mer a Saache finanziell Konsolidéierung an Europa relativ gutt virun. D'Eurostaten, déi hire Budgetsdefizit bis an d'Joer 2007 op 0,7% ofgesenkt haten an am Joer 2010 krisebedéngt op 4% hu missen uwuesse loosse, hunn et am Laf vun 2011 fäerdegbruecht, den durchschnittlechen Defizit vun der Gesamtzon erëm op 2% ofzesenken.

Dat huet an alle Länner grous Ustrengunge kascht. Gewaltig Efforten a Griichenland, an Irland, a Portugal, a Spuenien, an Italien an och soss doruechter. Mä et gëtt keng schlësseg Alternativ zur Konsolidéierung! Kee soll mengen - och, wann hei am Land Einzelner dat ëmmer erëm mengen -, kee soll mengen, dass ee Scholden duerch nei Scholden an al Defiziter duerch nei Defiziter kéint bekämpfen!

Wien nach méi Scholde mécht, wien nach méi breet Defiziter a Kaf hält, dee rennt riicht an d'Zukunftsmauer. Duerfir ass spuerer richteg a wichteg. An all anere Wee wier ee Wee, deen een an den absolute Chaos géif féieren.

D'Soliditéit, déi duerch Konsolidéierungsfortschreter beluecht gëtt, ass d'Viraussetzung fir d'Déclenchéiere vun der Solidaritéit duerch déi Eurostaten, déi nach budgetär Margen hunn. Déi Länner, déi wéi Lëtzebuerg de Griichen, den Iren, de Portugisen zur Säit sprangen, déi stierze sech net Hals iwwer Kapp an eng onkontrolléiert Aventure. Si ginn ee kalkuléierbare Risiko an. A mir gesinn haut schonn, wéi nottamment an Irland an a Portugal d'Verhältnisser ufänken, sech ze besseren, obscho se fir d'Mënschen, déi vun hinne betraff sinn, no wéi vir schwierig bleiwen.

Ech weess, dass och hei am Land - dat weist mäi Courier, dat weist d'Zeitungslecture engem - d'Zuel vun deene Leit, déi deene ganze Rettungsschiermer a Rettungspäng net richteg trauen, bestänneg zouhëlt. Ech wëll hinne soen, dass, wa mer net hëllef, d'Feier do auszetrëppelen, wou et brennt - dat och -, wann dat Feier sech verreedert an et enges Dags an eise Bëscher ukënn, da géife mer bedauern, dass mer et net do auszetrëppelt hunn, wou et ugefaangen huet. Mir huelen d'Leit, wéi gesot, net mat an eng Aventure, mä mir ginn ee Risiko an, dee mer iwwersinn. Net kee Risiko, mä ee kalkuléierbare Risiko. Wann een a Saachen Europa an Euro kee Risiko wëllt agoen, dann ass een eigentlech bereet, deen allergréisste Risiko anzegoen.

Mä et misst ee blann sinn, fir net ze gesinn, dass d'Spueren ouni Aussicht op eng Verbesserung vun de Liewensverhältnissen d'Mënsche midd mécht an d'Economie net méi monter mécht. Wa mer et an Europa net fäerdegbréngen, fir eng konsistent Croissance ze suergen, da féieren all Spuerforten, déi ënnerholl ginn, zu kengem wirtschafts- a mënschendengleche Gesamtergebnis.

Duerfir hunn den Europäesche Conseil an den Eurogroup hir lescht Sitzung praktesch exklusiv dem Thema Croissance consacréiert.

D'Haushaltskonsolidéierung, dat ass virun allem eng national Aufgab. D'Uwerfe vun der Wuesstumsmaschinn och, mä d'Uwerfe vun der Wuesstumsmaschinn ass zum allergréissten Deel eng europäesch Aufgab. Déi Länner, déi am absolute Wuesstumslach stiechen an déi sech vu Rezession zu Rezession schleefen, mussen selbstverständlech déi Strukturereformen duerchféieren, déi der Croissance, där nationaler, erëm eng Chance ginn.

Do, wou d'Pensionsregimer aus dem Rudder lafen, muss se reforméiert ginn. Do, wou ganz Secteure vun der Economie fir d'Konkurrenz zougeneelt sinn, mussen déi protektionistesche Clôturen ewechgerappt ginn. Do, wou d'Aarbechtsrecht exklusiv déi schützt, déi eng Aarbecht hunn, an deenen, déi keng hunn, den Zougang zum Aarbechtsmaart verwiert, muss d'Aarbechtsrecht ugepasst ginn. Dat ass d'Saach, wéi gesot, vun de betraffene Länner. Europa kann an daerf d'Länner net do ersetzen, wou se exklusiv zoustänneg sinn.

Mä de Redémarrage vun der Wuesstum ass och a virun allem eng europäesch Aufgab. Duerfir setzt d'Lëtzebuerg Regierung sech zesumme mat aneren derfir an, dass mer déi europäesch Wuesstumsinstrumenter zum Totalasaz bréngen. Mir plädéiere fir eng Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitionsbank, déi et mir muss finanziell begleeden, mä déi een Investitionsbeschub a ganz Europa a besonnesch do, wou et noutwendeg ass, wäert erlaben.

Mir plädéiere fir ee méi konzentréierten, op déi schwach Länner cibléierten Asaz vun der Strukturméttel vun der Europäescher Unioun. Mir wëlle méi Europa am Beräich vun der Verknäpfung vun den Energienetze, am Beräich vun de gréngen Technologien, am Beräich vun europawäite Verkéiersverbindungen, am Beräich vun enger europawäit koordinéierter Recherche, am Beräich vun den alternativen Energien.

Duerfir gehéiert d'Lëtzebuergesch Regierung och net zu deene Regierungen, déi sech fir d'Ofsenke vun europäesche Budget asetzen, am Géigendeel: Mir hätte gäre méi finanziell Investitionsfeierkraaft fir d'Europäesch Unioun. Duerfir setze mer eis fir d'Euro-Obligatiounen an, déi dee gewaltege finanziellen Effort, deen d'europäesch Wuesstumsremobiliséierung zur Folle huet, fir des Generatioun a fir déi nächst Generatiounen erträglech maache wäerten.

Alles an allem: Nëmme, wa Spueren a Wuesstum sech d'Hänn ginn, fir ee geschlossenen europäesche Geste ze forméieren, deen d'Feeler vun der Vergaangenheet verhënnert an deen an deene Länner, wou d'Europäer besonnesch staark leiden, erëm nei Zukunftshoffnung gëtt, nëmmen da wäerte mer et fäerdegbréngen, déi Erausforderungen, déi virun eis leien, ze meeschteren.

Ech freeë mech op meng Gespréicher en Donneschdeg mam nei gewielte französische Staatspräsident zu deem Thema. An ech mengen, mir wieren eis am Wiesentlechen eens.

Spueren a Konsolidéieren, Wuessten an Investéieren sinn noutwendeg. Mä si ginn net duer. Et ass evident, dass mer um globale Plang an an Europa weider Fortschreter bei der Reguléierung vun de Finanzmäert a vun der Finanzindustrie brauchen. Mir hëllef, dorunner ze schaffen. Ob d'Afféiere vun enger Finanztransaktionssteuer ee richteg Instrument um Reguléierungswee ass, dat muss entre-temps bezweifelt ginn. Och wann ech prinzipiell fir esou eng Steuer sinn, muss ech zur Kenntnis huelen, dass se sech weder um Niveau vun de G20 nach um Niveau vun der EU 27 nach um Niveau vun der Eurogroup duerchsetze léisst.

Ech sinn awer decidéiert der Opfaassung, dass d'Finanzindustrie muss un der finanzieller Bewältigung vun de Krisekonsequenze bedeelegt ginn. Et ass d'Finanzindustrie, hiren Onverstand, hir ungenéiert Geldgier, déi eis an des Kris gefouert huet. Also muss mer no anere Belaaschtungsweeër sichen, déi sécherstellen, dass de Finanzsektor, den um Ufank vun deser Kris steet, d'post-Kris finanziell begleeden hëllef.

D'Finanzmaartreguléierung muss virugeen, ouni dass se an d'Stranguléierung vun den Aktivitéite féiert. Den europäesche Fiskalvertrag, dee mer viru Kuerzem ënnerschriwwen hunn, muss a wäert a senger Substanz ratifizéiert ginn, well hie gëtt der europäescher Konsolidéierungspolitik eng frësch Kreditléit. Dese Vertrag muss duerch eng europäesch Wuesstumsstrategie compléiert sinn. Dat ass den Dräiklang vun der Démarche an dese Méint: konsolidéieren, reguléieren, wuessten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi skizzéiert europäesch Noutwendegkeeten, virun allem an hirem Konsolidéierungs- a Wuesstumsdeel, mussen och hei zu Lëtzebuerg hir landesspezifesch Applikatioun fannen. Sécher, eis Finanzsituatioun ass daitlech besser - daitlech besser! - wéi déi vun deenen aneren Euro-Länner. Mä si entwéckelt sech an eng geféierlech falsch Richtung. Sécher, eise Wirtschaftswuesstum ass net esou schwach wéi dee vun anere Länner. Mä en ass net staark genuch, fir d'Zukunftskäsche kënn finanziell a budgetär ze ënnerfiddern.

Wa mer konsolidéieren, wa mer konsolidéieren mussen, da maache mer dat net, well mer ënner der Fuchtel vu Bréisseler Austeritéitsfanatiker géife stoen. Da maache mer dat am Interesse vun eegene Land a vun deem senger Zukunft. Deenen, déi mengen, mir missten zu Lëtzebuerg spueren, well Bréissel dat gären esou hätt, wëll ech soen, dass, och wann et Bréissel, wéi d'Leit an d'Journaliste soen a schreiwen, och wann et d'Europäesch Unioun, och wann et den Euro net géif ginn, och wann et déi europäesch Disciplinen, déi déi Prozesser begleeden, net géif ginn, da wiere mer nawell obligéiert, eise eegent Haus an Uerdnung ze bréngen. Mir maachen dat net, fir zu Bréissel gelueft ze ginn. Mir maachen dat, fir vun den nächste Generatiounen net kritiséiert an net vernannt ze ginn.

Dee Konsolidéierungspak, Här President, deen d'Regierung viru Kuerzem virgeluecht huet, ass kee Knéifall virun der Bréisseler Bürokratie, ass net d'Reaktioun op en Diktat vun de Bréisseler Technokraten, et ass d'Resultat vun enger eegentneger Iwwerleeung ronderëm d'Thema Spueren a Wuessten zu Lëtzebuerg.

Ech wëilt zu de Statsfinanzen, Här President, eng allgemeng Virbemierkung maachen a fir d'Eischt e Schotz drénken.

(Hilarité)

D'ganz Land ass erfieert. Et ass keen Tsunami, wëll ech iwwerall soen. Et ass einfach op d'Tatsaach zréckzeféieren, dass ech net manéierlech drénke kann.

Ech hu gesot, ech géif gäre zum Konsolidéierungspak an zu de Statsfinanzen eng allgemeng Virbemierkung maachen. Ech si verwonnert an iwwerrascht, mä eigentlech och net méi verwonnert an och net méi iwwerrascht, dass d'Kontrovers ronderëm d'Statsfinanzen zu Lëtzebuerg mat där gréisster Onerbitterlecheit gefouert gëtt. Vill méi hefteg wéi an deene Länner, déi um Ersaufe sinn. Vill méi hefteg!

Egal wéi d'Zuele sech entwéckelen, egal a wat fir engem Zoustand dass eis Wirtschaft sech erabeweeget, et gëtt eng Konstant an der finanzpolitescher Debatt heiheem. D'Realitéit wiesselt, a mat hir d'Zuelen. Alles ännert sech. Alles gëtt anescht. Just d'Aussoe vun de Budgetsprotagonisten, déi ännere sech net. Déi eng fuere virun, ze soen, dass méi Steieren erakomme wéi geduecht an dass duerfir d'Finanzsituatioun sech dramatesch verbessert. Déi aner fuere virun, apokalytesch Fresken un d'Mauer ze geheien.

Ech kann dat verstoen, wann et drëm geet, opgrond vun nationalen an internationale Prognosen a Previsiounen d'Zukunft anzuschätzen, well kee kennt déi am Detail, och wann der vill esou maachen, wéi wa se se am Detail géife kennen. Ech kann awer net verstoen, dass mer gradesou hefteg diskutéieren a gradesou kontrovers a mat deeneselwechten Argumenter diskutéieren, wann et drëm geet, déi Zuelen ze kommentéieren, déi festleien, déi net méi variéieren, well d'Budgetsjoren ofgeschloss sinn.

Ech huele Prognosen, Previsiounen eescht, mä ech sinn net hire Gefaangen. Prognosen a Previsiounen fousse op de previsibele Resultater vun enger net changéierter Politik. Ech ginn dervun aus, dass d'Resultater esou si wéi se geschriwwen ginn, wann d'Politik esou bleift wéi se ass a wa se sech net ännert. Wann een net wëllt, dass déi previsibel Resultater vun net changéierter Politik antrieden, da muss een d'Politik deementspiechend verännern. Dat ass an de leschte Joren och geschitt.

An der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009, um Ufank vun deser Period, hat ech lech virgerechent, dass mer net kéinten ausschléissen, dass mer bis an d'Joer 2014 eran insgesamt zweielef Milliarden Euro nei Scholde missten ophuelen. D'Konsequenz dovu wier gewiescht, esou hunn ech deemools gesot, dass d'Schold vum Gesamthaushalt op bis zu 40% vum PIB géif eropgeen an d'Zënslaascht, déi de Budget vum Zentralstat misst droen, op 427 Milliounen am Joer 2014 kéint klammen.

Tatsächlech awer wäerte mer vun de Joren 2010 bis an d'Joer 2014 viraussichtlech fénnef Milliarden léine goen. Tatsächlech wäert et esou sinn, dass mer am Joer 2015 maximal 328 Milliounen Zënslaascht musse schëlleren, also daitlech manner wéi nach am Juli 2009 ugeholl. Des Resultater si méiglech ginn, well agespuert ginn ass, sei enzel Steierkategorien expandéiert sinn a well d'Zënse gefall sinn. D'Resultater sinn also daitlech besser wéi gefaart, daitlech besser wéi viraugeschat, mä si sinn natierlech net gutt genuch, fir gutt ze sinn.

Iwwer Previsiounen kann een also streiden, iwwer budgetär Ofschlëss allerdéngs net. Vum Ufank vun deser Legislaturperiod u sinn eis gesamtstaatlech Finanzen net méi am Equiliber. Mir hunn e gesamtstaatlechen Defizit vun 0,8% am Joer 2009, 0,9% am Joer 2010 an 0,6% am Joer 2011 gehat. Dat war net den Equiliber, dat ass awer och wäit dovun ewech, eng Katastroph ze sinn. Des Ofschlëss ware souguer besser wéi den Ofschlëss vum Joer 2004 - dat war de leschte Budget vun enger anerer Koalitioun wéi deser -, wéi den Ofschlëss vum Joer 2004, deen ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, an net vun ënner 1%, ausgewisen huet.

Wann ech mer awer de Budgetofschloss vum Zentralstat ukucken, da muss ech soen, da si mer wäit vum Equiliber ewech, an da si mer scho méi no bei der Katastroph. Den Zentralstat huet mat engem Defizit vun 2,6% am Joer 2009, och 2,6% am Joer 2010 an 2,4% - also manner - am Joer 2011 ofgeschloss. Dat ass net méi schlecht wéi den Ofschlëss vum Zentralstat am Joer 2004, dee sech op 2,6% belaf huet, mä dat ass keen Trousch.

Wann ee sech elo d'Ofschlësszuele vun de Budgeten uckelt vun de Budgetsjoren, déi also definitiv ofgeschloss sinn, da kënn een un der Feststellung net laanscht, dass mer an de Joren '9, '10 an '11 Dépensen haten, déi méi héich ware wéi eis Recetten, dass mer an de Joren 2010 an 2011 eis Dépensé méi séier uwuesse gelooss hunn, wéi eise wirtschaftleche Wues-



tum ugeklomm ass, an dass mer e Lach vun iwwer enger Milliard haten, wat huet missen duerch Emprunten zougedeckt ginn.

Ech ka wéi gesot gutt verstoen, dass een iwwer Prognose streit, mä ech hu kee Verständnis derfir, dass een iwwer Resultater streit, déi festleien. D'Resultat ass: Mir gi méi aus wéi mer erakréien, eis Ausgabe wuesse méi wéi eis Einnahmen. D'Resultat ass, dass mer müssen, fir de Budget ze bedéngen, Milliarde léine goen.

An ech géif duerfir häerzlech drëm bidden, dass déi Commentateuren heibannen an dobaussen, déi Gewerkschaften, déi Zeitungen, déi eis wëllen arieden, mir hätte kee Budgetsproblem hei am Land, dës Zuelen endlech sollen zur Kenntnis huelen. An op d'Previsiounen fir d'Zukunft bezunn: Och, wann et net esou schlëmm géif kommen, wéi d'Previsiounen ausweisen, wäerte mer d'Budgete vun deenen nächste Joren net nëmme mat regulären Einnahme bedénge kënnen, mä och mat Suen, déi mer muss léine goen an déi muss bezuelt ginn.

Mir wëllen dese Kurs, fir Defizit ze maachen, fir Sue muss léinen ze goen, ofschwächen, mir wëllen e bremsen, mir wëllen e stoppen. Mir wëllen et net ofschwächen, bremsen a stoppen doduerch, dass mer eng blann Austeritéitspolitik géife praktizéieren, mä mir wëllen eis Finanzsituatioun doduerch verbessern, dass mer Retouchen, Ajustementen virhuelen an eng Rigueur zur Uwendung bréngen, déi wirtschaftlech a sozial verantwort ka ginn.

An zum Thema Statsfinanzen da vläicht eng aner Randbemierkung. Déi Scholdenentwicklung, déi ech beschriwwen hunn, déi kënnt jo net gänzlich unerwart. An der Erklärung zur Lag vum Land vum 5. Abrëll 2009, also matzen am Wahlkampf, hunn ech fir d'Joer 2009 heibannen, fir d'Wahljoer selwer, e gesamtstaatlechen Defizit vun 1,7% par rapport zum PIP ugekënnegt. De facto hu mer ee gesamtstaatlechen Defizit vun 0,8, also vu manner wéi d'Halbschent am Joer 2009 gehat, mä wann een haut seet, mir hätten d'Leit am Onklaren iwwert den Zustand vun de Statsfinanze gelooss, dann hält een et mat der Wourecht net esou ganz genau.

An darselwechter Ried hat ech gesot, an der nächster Legislaturperiod - dat ass déi, an där mer elo sinn - géifen d'Statsdefiziter méi breet ginn a géif d'Statschold däitlech klammen. Et kann een haut also net esou maachen, wéi wann déi Leit, déi am Joer 2009 wéi gaange sinn, net gewost hätten, wéi et ëm d'Statsfinanze géif stoen, à moins dass Der der Meinung sidd, dass d'Leit net nolauschten, wat heibanne gesot gëtt, well dat doten ass heibanne gesot ginn.

Tendenziell war also alles schon do, wat komm ass, wat awer net esou schlëmm komm ass, wéi mer gefaart haten, mä wat awer schlëmm genuch komm ass, fir dass mer d'lescht Joer, virzejoer an och an deenen nächste Jore géigereagéieren hu missen a géigereagéiere wäerten. De Konsolidierungseffort, dee mer amgang sinn ze maachen an dee mer an den nächste Jore verstärkt wäerte fortsetzen, deen hält net mam Joer 2004 (veuillez lire: 2014) a mat deenen nächste Wahlen op, dee muss - wann et och hannen um Wupp e bësse kann ofgeschwächt ginn - an den nächste Jore virgoen, grad wéi och d'Wuesstumsstrengeunge müssen an den nächste Jore virgoen.

All Politik, Här President, erkläert sech vun hirem Ufank hier a muss vun hirem Enn hier geduecht ginn. Duerfir muss een zwou Erklärungsline ginn, wann een iwwer Politik schwätzt. Wat wëlle mer maachen a firwat wëlle mer dat maachen, wat mer maachen? Wat wëlle mer net maachen a firwat wëlle mer dat, wat mer net maachen, net maachen? Dat gehéiert zur integraler Erklärung vun all politescher Démarche.

Et gëtt - ech sinn elo bei den Erklärungen - een Ausgabeblock, deen ee muss weider ofsenken, an dat sinn d'Konsumkäschte vum Stat. Jiddweree verlaangt, dass de Stat säin Train de vie der enker finanzieller Situatioun muss upassen, mä jiddweree - dat hunn ech awer elo a ville Gesprécher getest -, jiddweree versteet ënnert dem Train de vie vum Stat eppes total anescht. An déi wéinegst, déi wëssen, dass, wann de Stat seng Konsumkäschte besser enner Kontroll hält, ergo op sengem Liwenswandel spuert, da vill Betriber hei am Land op Einnahme verzichte müssen.

Dee gréissten Deal vun de Fonctionnementskäschten, dat sinn d'Personalausgaben. Duerch d'Indexmodulatioun, déi jo och eng budgetär Finalitéit hat - dat gëtt heiansdo vergiess -, spuerer mer am lafende Joer 2012 34 Milliounen Euro Personalkäschten. Am nächste Joer spuerer mer nach eng Kéier 36 Milliounen Euro. Fir d'nächst Joer falen also per Gesetz, dat heibanne gestëmmt ginn ass, d'Konsumkäschten ëm 36 Milliounen Euro.

Wann een d'Rechnung géif richtig maachen, da misst een dee Betrag vu 60 Milliounen Aspuerung bei de Konsumkäschten, deen de Finanzminister annoncéiert huet, ëm 36 Milliounen opstocken, fir deenen d'ores et déjà stattfonnte Konsumkäschtenofsenkungen, déi mer fir d'Joer 2013 schon décidéiert hunn, (veuillez ajouter: Rechnung ze droen).

Wann een d'Konsumausgabe weider wëllt drosselen, da muss een un allen Ecken an Enner spueren, net nëmme global a pauschal - dat ass einfach, dat ass llicht gesot -, all Dag muss probéiert ginn, manner ze konsuméieren. Duerfir bleift et am Prinzip bei deenen Aspuerungen, déi mer d'lescht Joer an d'est Joer gemaach an decidéiert hunn. Duerfir ginn d'Reeskäschte weider gesenkt. Duerfir gëtt d'Gestioun vum Autospark vum Stat reorganiséiert, fir dass d'Gestioun vun deemselwechte méi bëleg gëtt. Duerfir wäerte mer den Akaf vun Energie, vun Elektresch, vu Mazout, souwäit wéi dat méiglech ass, zentraliséieren, fir duerch d'Vergréisserung vun dem Volume, deen anzekafen ass, besser Präiskonditiounen ze kréien. Et kommen awer manner kleng Distributeuren dann un d'Rei, mä wie Konsumkäschte wëllt ofsenken, dee muss wëssen, wat en amgang ass, ze plädéieren. Mir wëllen dat maachen.

Duerfir ginn d'Käschte fir Expertisen a fir Avisé blockéiert, da verdéngen d'Affekoten e bësse manner um Stat. Déi packen dat. Duerfir ginn och d'Publicitéits- an d'Opklärungscampagnen an hire Zuel däitlech reduzéiert, da verdéngen d'Dréckereie manner. An duerfir reduzéiere mer och de Käschtepunkt vun de verwaltungsinternen Examen, enner anerem doduerch, dass mer d'Zuel vun de Kommissionsmembere ersetzten. Duerfir ersetze mer d'Material an d'Équipement an de staatleche Verwaltungen manner séier wéi bis elo. D'Computeren, Fotokopiermaschinen an aner Equipement ginn en bloc kaaft a ginn doduerch méi bëleg. Alles dat gesäit no näischt aus, alles dat ass schwéier ze maachen, mä et muss awer gemaach ginn.

Ech hu gesot, Här President, dee gréissten Deal vun de Fonctionnementskäschte géif op der Gehältsäit leien. Duerfir vläicht nach ee Wuert zur Fonction publique. Et ass eis gelongen, dank dem engereschen Asaz vun de Ministere Biltgen a Modert, ee Gesamtaccord mat der CGFP iwwert d'Strukturreform vun der Fonction publique an de Gehälteraccord fir déi nächst Joren ze fannen.

Dir hutt gesinn - an heiansdo jo och bemängelt -, dass de Wee dohinner periodesch e bëssen am Zickzack verlaf ass. Et géife mer méi dramatesch Beschriewunge vum Wee afalen, mä ech wollt lech dat iwwerloossen, fir dat anescht ze beschriewen. Mä dat ass, wéi Der wësst, an Dir waart jo och schon heiansdo derbäi - fir déi, déi et wëlle beschriewen -, bei schwéiere Verhandlungen net total anormal.

D'lescht Joer am Summer, nodeems d'Steierrechten ee Sprong no uewe gemaach haten, an nodeems vu villen - och heibannen, iwwerregens - d'Enn vun der Kris agelaut gi war, huet d'Regierung ee Gesamtaccord mat der CGFP ofgeschloss, deen net iwwerdrivwe war, wann een déi duerschneittlech Louneevolutioun an der Fonction publique vun deene leschte Jorzénge kuckt, mä deen awer no der erneiter Zouspëtzung vun de budgetäre Schwierigkeeten net méi an d'Landschaft gepasst huet. An duerfir hu mer en a gemeinsamer Ustrengung och erëm aus der Landschaft erausgeholl.

D'Haltung vun der CGFP verdéngt Respekt, well et méiglech ginn ass, fir d'Éischt zanter den 80er Joren, fir d'Éischt zanter dem Summit vum der Stolkris eng Nullronn beim Stat fir fennef Joer ofzeschléissen. D'Punktwäert-erhéijung trëtt 2015 a Kraaft, a mer hunn elo der öffentlecher Besoldungspolitik ee previsible Profil bis an d'Joer 2017 era ginn.

Logescherweis kann et duerfir och 2013 keen Ajustement vun de Pensioune ginn. Wann een d'Gehälter vun den aktive Beamten aféiert, da kann een d'Pensioune vun deenen, déi net méi aktiv sinn, natierlech net an d'Luucht setzen. Déi intergenerationell Gerechtegkeet verlaangt dat esou.

Méi wichteg awer wéi de Gehälteraccord ass d'Eenegung iwwert d'Strukturreform an der öffentlecher Fonction. Si verbessert d'Effizienz vun darselwechter; si moderniséiert se, andeems se d'Gestion par objectif aféiert an d'Mataarbechtersgesprécher adequat espaceiert. Si erlaabt et, sech am Eeschtfall vun engem Mataarbechter ze trennen, deen et net bréngt. Si revaloriséiert eenzel Carrièren, déi muss revaloriséiert ginn. Si setzt de Stage vun zwee op dräi Joer erop, si senkt d'Stageindemitéiten of, suppriméiert d'Majoration d'indice, andeems se aus den Annalen erëm Biennale mécht. Si wäert d'Allocations de famille nei uerdnen a si gesäit en akzeptabelen Appréciationssystem vir.

Et ass eng wichteg Reform, mat Ofstand déi wichtegst zanter Jorzénge an deem Beräich.

Si trëtt an zwou Etappen a Kraaft a si bréngt iwwerregens dem Budget och zollid Aspuerungen. D'Kombinatioun vun der Strukturreform a vum Gehälteraccord wäert Enn 2017 d'budgetär Neutralitéit vum Gesamtpak respektéieren. Duerch eng Lounpaus vu fennef Joer an duerch déi reformbedéngte budgetär Aspuerung leescht d'öffentlech Fonction esou hire Bättrag zur Budgetkonsolidéierung. D'Regierung gesäit duerfir och vu weideren Aschnëtter an de klassische Besoldungsstrukture vun de Statsbeamten of.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo laang iwwert d'Personalausgabe beim Stat geschwat. Een aneren, decken Ausgabeposte sinn déi direkt an déi indirekt Investitiounen. Ee Stat, deen net an den Ausbau vu senge kollektiven Infrastrukturen investéiert, ass ee Stat, dee seng Zukunft opginn huet an deen net méi u sech selwer gleefft. Ee Stat, deen net investéiert, ass ee Stat, deen drop verzicht, weider ze wuessen. Mir wëllen awer weider wuessen, ergo brauche mer öffentlech Investitiounen op engem héijen Niveau.

Deen héijen Investitiounsniveau, dee mer hunn, dee gëtt an deenen nächste Jore bäibehalen. Déi direkt an indirekt staatlech Investitioune wäerte sech op iwwer 1.801,8 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) Euro bewegen. Dat si 400 Milliounen Euro méi wéi am absolute Krisjoer 2009. Mir spueren also net op den Investitiounen. Wann een d'Investitioun vun den nächste Jore mat den Investitioune vun de leschte Jore vergläicht, da klamme se oder se stabiliséiere sech.

Mir spueren awer trotzdeem op den Investitiounen, wann een déi Investitiounen, déi mer an d'Budgeten aschriewen, vergläicht mat deene Previsiounen, mat deenen Absichten, mat deene Pläng, déi mer fir déi nächst Joren haten. Par rapport zu deem, wat mer 2009 haten, klammen d'Investitiounen ëm 400 Milliounen Euro; zu deem, wat mer fir déi nächst Jore wëllen haten, falen d'Investitiounen, ouni dass se absolut falen, op 125 Milliounen par rapport zu de Previsiounen an zu de Pläng, déi mer haten.

Wou spuerer mer dann elo eigentlech par rapport zu deem, wat mer virhaten?

Et gëtt ëmmer gesot, och a grad am Zesummenhang mat de Fonctionnementskäschten, dass de Stat soll bei sech selwer ufänken, wann et ëm d'Spuere geet. Dat zielt selbstverständlech net nëmme fir d'Konsumausgaben, dat zielt och fir d'Investitionsausgaben. Duerfir ginn eng Rei vun administrative Gebaier elo eben net gebaut. Als Beispiller wëll ech nennen d'Dépôt vu Ponts & Chaussées, d'Centres douaniers zu Esch an um Bireler Haff, de westregionale Service vum Waasserschutzamt, zum Beispill.

Déi geplangten Aspuerung betreffen och de Stroosbau. Den Echangeur, dat hutt Der héieren, zu Léiweng, dee gëtt net gebaut; dat sinn eleng 35 Milliounen Euro, sief et och nëmme, well mer déi nächst Jore keng staatlech Gelder wëllen an de Bau vun engem Fussballstadion oder vun engem Velodrom investéieren.

Obschonn hei an der Chamber jo verlaangt gi war, dass de Stat soll e Fussballstadion mat Budgetsmëttele bauen, mécht d'Regierung dat net, well dat gëtt de Moment ze deier. Op deen ee Projet gëtt verzicht, wa mer net wëllen hëllefe bezuelen, an deen anere gëtt net gebaut, well mer guer näischt wëllen de Moment bezuelen. Domat leeschte mer enger Motioun vun der Chamber net integral Folleg. Ech wollt dat hei just mellen. Mä ech hunn och vill Meinungen missen änneren, duerfir ass et och virstellbar, dass och vill Deputéierten op deem Punkt hir Meinung änneren. An ech gesinn den Här Bausch scho frohlockend deem zustimmen, wat ech hei gesot hunn.

Mir verbreedere d'Autobunn A3 net a Richtung Frankräich, mir verbreedere op dräi Bunne just d'Autobunn A3 vu Frankräich Richtung Lëtzebuerg; aus Sécherheetsgrënn muss mer dat maachen. Mir bauen och keng nei Foire um Kierchbierg, an iwwerhaupt am Héichbau baue mer méi kleng, baue mer méi funktionell. Wou et ka geléngen, Infrastrukture mat engem Fäerdegbausystem opzeiichten, gëtt dat gemaach. Eng Fäerdegbauschoul kascht d'Halschecht vun engem klassesch gebauter Schoul. Mir sinn elo an der Zäit vun Fäerdegbausystem ukomm an net vun dem luxuriöse Baue vu Schoulen a vun aneren Aariichtungen hei am Land, déi europawäit hires Gläiche siche. Mir müssen e bësse méi an d'europäesch normal Investitiounsmentalitéit zréckfannen.

Mä et gëtt och Investissementsprojeten, op deene mer net wëllen an net kënnen spueren. Mir wëllen net op de Schoulinfrastrukture spueren, andeem mir géifen eenzel Schoulprojeten no hanne réckelen. Mir maachen dat net. Och behält d'Universitéit zu Belval fir d'Regierung eng strikt Prioritéit. Et gëtt alles gemaach an och esou investéiert, fir dass d'Universitéit 2014 op Belval hir Diere kann opmaachen.

2011 hate mer 38 Milliounen Euro zu deem Zweck am Budget stoen, d'est Joer sinn et der 59, 2013 ginn 106 Milliounen Euro an 2014 140 Milliounen Euro op Belval investéiert. D'Uni, dat ass een Deel vum Lëtzebuurger Zukunftsprogramm, an op deem kënnen mer net spueren.

Och a Saache Mobilitéit, effizient Mobilitéetsketten a multi-modal Reorganisatioun vun eise Transportweise kann net gespuert ginn. Mir brauchen zousätzlech Capacitéiten och op eise Schinnereseau. Duerfir baue mer d'Zuchstreck, eng nei, téschent Lëtzebuerg a Beetbuerg; duerfir verduebele mer d'Zuchstreck vu Lëtzebuerg op Péiteng; duerfir investéiere mer an d'Verbesserung vun eiser Eisenbunnsverbindung mat der Belsch an duerfir kënnt et och zu enger Verduebelung vun de Schinneweier téschent der Polfermillen a Sandweiler, fir esou eng besser Ubinding an eng méi séier Ubinding un Däitschland ze fannen.

Duerfir baue mer an Zesummenaarbecht mat der Hauptstadt, mat der Stad Lëtzebuerg den Tram duerch d'Stad. D'Stad Lëtzebuerg wäert een Drëttel vun den Investissements- a Fonctionnementskäschte vum Tram téschent der Gare an der LuxExpo iwwerhuelen. An ech hat gutt Gesprécher zesumme mat de Kolleegen, mat dem nei eingesalbte Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg zu deem Thema kënnen féieren. An dat maache mer elo zesummen, well dat muss gemaach ginn.

Mir maachen also manner Investissementer wéi ursprénglech geplangt, mir maachen der awer méi, wéi an deene leschte Joren. Si wäerten an Zukunft, d'Investissementer, déi direkt an déi indirekt öffentlech Investissementer, 3,74% ronn vun eise Bruttoinlandsprodukt bedroen. Dat ass een Undeel, een Investitiounsundeel un dem Bruttoinlandsprodukt, dee méi héich ass, wéi an all deenen aneren Euro-Länner. Mir kënnen eis dat esou just nach leeschten. Mä soulaang wéi mer eis et leeschte kënnen, solle mer déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, notzen, fir investitiounsméiglech eist Land op Vordermann ze bréngen.

Ee komplementaart Wuert nach zu den Investissementer.

Ech héieren, ech liesen, dass d'Décisiounen iwwer privat an och öffentlech Investissementer zu Lëtzebuerg net séier genuch geholl ginn. Ech héieren an ech liesen, dass téschent der Décisioun an der Realisatioun vu privaten a vun öffentlechen Investissementer onendlech laang Zäite verginn.

Éierlech gesot, ech sinn där Diskussioun sat. Ech héiere se zanter laange Joren, si mécht mech nervös, si stéiert mech, si reegt mech regelrecht op. All Minister beklot sech, all Buergermeeschter beklot sech, all Entrepreneur beklot sech, all Cantonier beklot sech, jiddweree, dee gären eppes hätt, beklot sech, keen ass zefridde mat der Aart a Weis, wéi séier dass d'Investissementer zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Duerfir hunn ech wëllen, am Hierscht eng national Table ronde anzeruffen, déi ech selwer presidéieren, wou mer all Acteuren, déi am Investitionsberäich, privat an öffentlech, tätég sinn, also och d'Gemengen, zesummeruffen, fir dass mer eng prezis, endgültig Lëscht kënnen maache vun all deene Schwierigkeeten, op déi d'Realisatioun vun den Investissementer zu Lëtzebuerg stéisst. Mir setzen déi Lëscht zesummen op, mir änneren zesummen déi Gesetzer, déi muss geännert ginn, fir dass mer deen Investitionsstau, vun deem zu Lëtzebuerg geschwat gëtt, endlech kënnen opléisen. Ech hätt, ech géif gären der Chamber d'Konklusiounen vun där Table ronde am Mount Dezember virleeën.

Wa mer, Här President, Wuesstum hei am Land wëllen organiséieren, dann därefer mer selbstverständlech an de Beräicher Fuerschung an Entwécklung net spueren. Am Industriezäitaler louch eise Räichtum nach am rouden Buedem. Wéi dee Räichtum ofgeholl huet, hu mer eis a sougenannte Souveränitéitsnische verfuusst. De rouden Buedem, dee fir mech éiweg wichteg bleibt, an d'Souveränitéitsnischen, déi do, wou se kënnen erhale ginn, müssen erhale ginn, déi müssen haut duerch nei, zukunftsorientéiert Kompetenznischen ersat ginn.

Déi Kompetenznische fanne mer nëmme, wa mer a Fuerschung an an Innovatioun investéieren. Fuerschung an Innovatioun, dat sinn d'Motor-Elementer vun eiser zukünftiger Kompetitivitéit. Duerfir hu mer vir, am Joer 2012 erëm 280 Milliounen an déi öffentlech an an déi privat Fuerschung ze investéieren. Dat ass, dat muss ee wëssen, zéngmol méi wéi am Joer 2000.

Haut schaffe schon an der öffentlecher an der privater Fuerschung 2.500 Fuerscher. De Fuerschungssektor produzéiert also nieft Zukunftsidien och aktuell Aarbechtsplazen. De Fuerschungsinnovationssektor gëtt an den nächste Jore konsequent a stramm ausgebaut. De CRP Lippmann an de CRP Tudor ginn zesummegeluecht, well an der Fuerschung brauche mer manner Konkurrenz a méi Komplementarität. Mir konzentréieren eis op Materialwëssenschaften, op Gesondheetstechnologien, op Biomedezin, an d'Regierung ënnerstëtzt dat, wat an all deene Beräicher geschitt, mat budgetäre Mëttelen.

Mir hunn, viru Kuerzem, zwee Investissementsfongen op d'Bee gestallt, ee vu 25 Milliounen Euro, dee sech ronderëm d'Biotechnologien entwéckelt, an ee vun 150 Milliounen Euro, dee sech mat den innovanten Entreprisë beschäftegt. D'Investissementsfonge ginn zu 120 Milliounen aus de Revenuë vun eise Participatiounen un der BGL BNP Paribas gespeist. Mir hunn eng Bank gerett. D'Benefisser dovun, also d'Dividenden, sollen der Zukunftsvorbereitung vum Land déngen.

Och den Ëmgank mat der Energie ass en Deel vun eiser Wüesstumsstrategie. Zwee Sträng féieren an d'Zukunft: Energie spueren an d'Verduelung vun den erneierbaren Energien. Dat ass beschlossene Politik, an ech hu se d'lescht Joer hei exposéiert.

Et gëtt, Här President, ee Sektour an eiser nationaler Économie, vun deem net vill geschwat gëtt, deen awer vill Potenzialitéiten a sech dréit, an dat ass den Tourismus. Contrairement zu deem, wat vill Leit mengen, ass dat haut schon ee wichtige Pilier vun der Lëtzebuurger Wirtschaft. A mir schneiden op der Tourismuskala emol guer net esou schlecht of. Am touristesche Kompetitivitätsindex 2011 vum World Economic Forum kënnt Lëtzebuerg op déi 15. Plaz vun 139 Länner an op déi 10. Plaz vun den europäesche Länner. Europäesche Länner am breede Sënn vum Wuert, net nëmmen EU-Länner. Mir hunn zwou Milliounen Iwweruechtungen d'Joer, an déi direkt an déi indirekt Kontributioun vum Tourismus mécht ëmmerhi 5,7% vun eise PIB aus, a mir rechnen dermat, dass hei eng Steigerung vun engem décke Prozent méi nach dran ass.

Am Tourismus, an der Tourismusbranche schafften 18.000 Leit. An et ass bedauerlech iwwerens, dass d'Lëtzebuurger an déi Leit, déi hei am Land wunnen, mä virun allem d'Lëtzebuurger, fannen, dat wier keng Aarbecht fir si. Dat muss och eng Aarbecht fir si ginn. Et gëtt keng Aarbecht, déi net derwärt ass, gemaach ze ginn. A wann a ganz Europa, iwwerall, egal a wat fir eng Stad dass ee kënnt, Männer a Fraen aus deem Land an aus där Stad do schaffen, kann ech net agesinn, firwat dass dat zu Lëtzebuerg net esou ka sinn, wann d'Aarbechtsbedingungen da stëmmen. An do ass nach muenneches an d'Rei ze bréngen.

Evident ass, dem Geschäfts- a Kongresstourismus kënnt éischt Bedeitung zou, well dee steet fir 60% vun den Iwweruechtungen, déi mer haut hunn.

Wie Wirtschaftszukunft denkt, wien un der Zukunft vun eiser Économie schafft, dee ka keen Ëmwee ëm d'IT- an d'Kommunikationsfroe maachen. Lëtzebuerg ass amgaangen, een IT- a Kommunikatiounscenter a -standuert par excellence ze ginn. Haut schon hu mer méi wéi 1.000 nei Aarbechtsplazen am Kommunikatiouns- an am E-commerce-Sektour. Dës Evolution geet weider. Dës Evolution wäert och da weidergoen - ech schwätze vun der Evolution um Aarbechtsmaart -, wann déi nei europäesch TVA-Regelungen 2015 a Kraaft treden. Da ginn d'Steierinnahme lues a lues zréck, mä d'Expansion vum Sektour, déi geet virun, well d'Betriber, déi haut op Lëtzebuerg kommen, déi kommen net méi weinst speziellen TVA-Regelungen heihinner.

Eis Internetverbindungen huele bestänneg zou. De Stat, via LuxConnect a Post, huet téschent 2008 an 2011 iwwer 500 Milliounen Euro an den Ausbau vun den Internetverbindungen an an de Bau vun héich modernen an top ofgescherten Datenzentren investéiert. Déi Investitiounen gi selbstverständlech, well et sinn Zukunftsinvestitiounen, an deenen nächste Jore virugefouert. Well d'Datenzentren, dat sinn d'Lagerhale vun der Internet-Économie.

2006 hate mer dräi grouss Dateleitungen an d'Ausland. Déi Zuel hu mer op 16 kënne dës Joer erhéien. Domat si mer un den Daten-TGV vun Europa uegobon. Eis Datenzentren, virun allem déi nei, gehéieren zu deene modernsten, séchersten, energieeffizientsten a gréngsten Datenzentren op der Welt. Bis 2013 wäerte mer

80% vun de Ménagen an 100% vun de Betreiber un den ultraschnellen Internet ubannen. Domat gëtt Lëtzebuerg an de Spëtzentrio an Europa katapultéiert.

En plus wëlle mer d'Satellitenindustrie mat der Internet-Wirtschaft a Kombinatioun bréngen. Satellit an Internet, déi passe ganz gutt zesammen. Mir kommen an dese Beräicher gutt virun a mir mussen des Beräicher och permanent am A behalen. D'Investitiounen an dese Beräicher sinn d'Viraussetzungen, schafen d'Viraussetzung fir de Wirtschaftsräichum vu muer.

Här President, mir hunn an der Vergaangenheet probéiert, vill Standuertvirdeeler beieneen ze réckelen. Kultur a Kulturpolitik gehéieren ouni all Zweifel och dozou. Auslännesch Betreiber a Leit, déi vu wäit oder vun no bei eis kommen, déi wëllen, ier se sech decidéieren, zu Lëtzebuerg ze wunnen oder zu Lëtzebuerg ze investéieren, zwou Saache wëssen. Si wëlle wëssen: Wat fir eng Schoulinfrastruktur gëtt et zu Lëtzebuerg? A si wëlle wëssen: Wat fir eng Kulturinfrastruktur huet dat klengt Land unzebidden?

Mir hunn eng, wann och nach net komplett, sou dach awer dicht Kulturinfrastruktur unzebidden. Kultur, dat huet eppes mam Image vum Land ze dinn. Nëmme ee Land, dat kulturell investéiert, ass ee Land, dat u senger kultureller Identitéit an u senger multikultureller Diversitéit peche bleift. Ouni Kulturofferte gëtt et kee komplette Standuert.

Duerfir iwwersinn iwwerflächlech Observateuren a Budgetsaspuerungsfanatiker nawell ganz gären déi ökonomesch Kontributioun vun der Kultur. Déi, déi op der Kultur wëlle spueren, an där gëtt et vill, déi vergiesse ganz lücht, dass et haut scho 6.300 Leit am Beräich vun der Kultur gëtt, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen - 1,8% vun der aktiver Populatioun. Kultur an Tourismus, wann Der déi zwee Segementer beienee leet, déi ganz oft kofunktionéieren, beschäftegen insgesamt iwwer 24.000 Leit zu Lëtzebuerg. Mir hunn also all Intérêt drun, eise Kulturbudget net ze kieren. E bleift och an den nächste Joren ee Budget, dee méi wéi 1% vun der gesamter Budgetmass ausmaache wäert.

Eng aner Lichtfankegkeet, Här President, besteet doranner, well ee muss spueren a well ee wëllt spueren eng Reduktioun vum Budget vun der Entwécklungspolitik ze verlaangen. Dat kënnt bei ville Leit, déi net intensiv a scho guer net vernetzt nodenken, relativ gutt un. Et wier awer ee falsche Wee, fir d'Entwécklungshëllef ze kieren.

D'Regierung wëllt den entwécklungspoliteschen Effort vun eise Land net reduzéieren. D'Lëtzebuurger Entwécklungspolitik an d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef wäerten och an Zukunft méi wéi 1% vun eise Bruttoinlandsprodukt ausmaache mussen. Dat dréit zum weltwäiten Image vun eise Land bai an dat huet eng moralesch Dimension: Eent vun der räichste Länner vun der Welt, och wann et spuere muss, d'äerf net ufänken, bei der Entwécklungshëllef ze spueren. Soulaang wéi ech Responsabilitéit an deem Land hei droen, gëtt den Entwécklungsbudget net gekierzt. E bleift bei 1% vun eise Bruttoinlandsprodukt.

Här President, ech hu virun iwwer d'Standuertvirdeeler geschwat, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen offeréieren. Dat waren an der Haaptsaach Standuertvirdeeler fir déi Betreiber an Investisseuren, déi Aktivitéiten zu Lëtzebuerg wëllen entwéckelen. Et gëtt awer och Standuertvirdeeler an awer och Standuertnodeeler fir d'Lëtzebuurger selwer. Ee relative Standuertnodeel fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ass de Käschtepunkt, dee mat dem Wunnen zesammenhängt. Doriwuer hunn ech an deene leschte Joren, och d'lescht Joer, vill geschwat.

An de leschte Joren hu mer hei zu Lëtzebuerg vill Wunnenge gebaut. 3.000 am Joer 2007, 4.444 am Joer 2008 - een absolute Rekord an der Logementgeschicht vun eise Land - an 3.740 Wunnungen am Joer 2009. Déi zwee lescht Wunnengsbaujore leien also d'äitlech iwwer dem duerschnëttlechen Niveau an iwwer der Wunnungsbedarfsprognos, déi sech op 3.400 Logementer d'Joer beleeft.

D'Regierung setzt konsequent déi 21 Moosnamen aus dem Logementspakt ëm. Zënter dem leschte Joer sinn d'Zënssubventiounen verbessert ginn. Déi d'lescht Joer ugekënnegt national Gesellschaft fir Siedlungsentwécklung gëtt d'nächst Woch vun Logementsminister virgestallt. Si wäert zu enger Stabiliséierung vun de Präisser op der Wunnungsfront bäidroen. Si erlaabt dem Stat et och, Terraine fir grouss Siedlungsprojeten op bis ewell nach net verbaute Flächen innerhalb an ausserhalb vun de PAGen ze erschleissen.

De leschte Freideg huet de Regierungsröt 552 Hektar am Plan sectoriel «Logement» ausgewisen, Flächen, op deenen no alle Regele vun der Landesplanung a vun Naturschutz kënnen 18.000 Wunnenge fir 44.000 Leit entstoen.

Zielt een des Zuel bei déi Bauprojekte vun 52.000 Wunnungen, déi am Kader vum Pacte Logement vun am Ganzen 98 Gemenge präconiséiert goufen, kënnt een op knapp 70.000 nei Wunnungen. Derbai kommen nach 3.000 bis 4.000 Logementer op de Frichen zu Wolz, an der Nordstad an op dem Terrain vum Agrocen-ter zu Miersch.

Meng Suerg ass also éierlech gesot net - ob schonns ech se e bëssen awer nach hunn -, meng Suerg ass net, dass mer net genuch Neibaute géife fäerdegbréngen. Besonnesch da bréngt mer et fäerdeg, wann de Stat duerch eng geschéckt Akafspolitik sech selwer Terraine keeft, déi en zu méi bëllege Präisser kann op de Wunnungsmaart geheie wéi déi, zu deenen akaaft ginn ass. Ech hunn eng aner Suerg.

Ech fannen et net normal, dass esou vill Wunnungen hei am Land einfach eidel stinn. Ech weess net, wéi vill dass dat der sinn, mä wann ech duerch d'Land fueren - dat kënnt mer jo vir, och wann d'Leit ëmmer mengen, ech wier ni hei am Land. Dat ass net esou. Ech fueren duerch d'Land an ech gesi vill eidel Haiser zu Lëtzebuerg stoen, och an der Gemeng Mamer, Här Buergermeeschter, wann ech dat d'äerf soen, well do maachen ech d'Äe besonnesch grouss op. Ech fannen deen Zoustand éierlech gesot net normal.

Ech fannen et net normal, dass an engem Moment, wou vill Leit Wunnenge sichen, Wunnungen eidel stoe gelooss ginn. Ech hätt duerfir gären, dass déi Haiser, déi eidel stinn, mat enger spezieller Steuer beluecht ginn. D'Gesetzter gesinn des Méiglecheet vir, mä déi wéinegst Gemengen notzen déi Méiglecheet.

Ech hu mer erkläre gelooss, an ech gleewen dat, dass et fir déi eenzel Gemenge ganz schwéier ass, een adequate Besteuerungssystem fir déi Haiser, déi eidel stinn, ze definéieren. Duerfir wäerten de Wunnungsbauminister an den Innenminister nach virum Enn vum Joer de Gemengen e Vademecum virleeden, deen d'Kritären an d'Regelen enthält, no deenen déi Besteuerung ka festgeluecht ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech ginn dann dervun aus, dass d'Gemengen, wann déi Regeln an déi Kritäre bis bestinn, och zouschloen, well hei muss, wéi ech fannen, zougeshloe ginn.

Meng aner Suerg ass, dass d'Terrainspräisser zu Lëtzebuerg einfach net an de Grëff ze kréie sinn. Ech verzweifelen dorun. Mä wéi den Här Jospin gesot huet an engem alen Zesammenhang, de Stat hätt alles probéiert, et hätt alles näischt genotzt, dunn huet en dräi Méint duerno d'Wahle verluer; duerfir loossen ech dee Saz léiwep op der Säit, och wa mer an den nächsten dräi Méint - dat soen ech zur Enttäuschung vu villen - keng Wahlen zu Lëtzebuerg wäerten hunn.

Mä mir kréien déi Präisser net an de Grëff. Do muss mer eng Kéier all verfügbar Steiersanktiounselementer asetzen. Doriwuer muss mer eng Kéier an aller Rou mateneen diskutéieren, well wien dat wëllt maachen, huet besser, e kënnegt dat net op der Chambertribün un, mä en diskutéiert dat mat de Kollegen Deputéierten an den zoustännege Chamberskommissiounen.

Net d'Bauen ass jo deier heiheim. Et sinn d'Terrainen, déi ze deier sinn. Ech wëll duerfir nach eng Kéier soen, an Dir haalt dat, wéi ech weess, fir eng naiv Bemierkung, dass et eigentlech net zum Lëtzebuurger Grundwiese passt, dass déi Leit, déi Terrainen hunn, anere Lëtzebuurger, déi Terraine brauche fir ze bauen, déiselwecht zu exorbitante Präisser verkafen. Et si jo net d'Russen, et sinn net d'Chineesen, et sinn net d'Japaner, et sinn net déi vu ville gefaarte Katarer, déi Terrainen zu Lëtzebuerg hunn an déi d'Lëtzebuurger ausbeuten, wa se de Lëtzebuurger oder anere Résidenten Terraine verkafen. Et si Lëtzebuurger, déi Lëtzebuurger ausbeuten!

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ech fannen dat net normal, dass mer esou wéineg frau matenee sinn, dass déi eng alles, wat se vun de Grousseltere géierft hunn, mussen dropmaachen an d'Ierwen, wat se selwer kënnen virginn, fragiliséieren do duerch, dass mer esou deier Terrainen zu Lëtzebuerg an de Circuit bréngen. An duerfir sollen d'Leit sech gutt iwwerleeden, ob se esou virufueren, ouni ze schaffen, op d'Käschte vun aneren, andeem se se ausbeuten, räich ze ginn. Iergendwou geet dat schif.

Mir kritiséieren d'Finanzmäert, mir kritiséieren de Finanzsektor wéinst der absoluter Geldgier a mir si ganz genau d'selwecht, wann et drëm geet, fir Terrainen ze verkafen. Mir sinn alleguer kleng Kapitaliste ginn, déi nawell ganz gär um Béierdësch, an der Strooss déi déck Kapitaliste kritiséieren, mä ganz vill Lëtzebuurger behuele sech genau d'selwecht wéi déi, déi se kritiséieren,

an dat kann een eigentlech net einfach esou viru sech entwéckele loosse.

A meng drétt Suerg am Zesammenhang mat de Logementen, Här President, dat betrëfft d'Situatioun vun de Stéit mat klenge Revenuen, déi en extrem groussen Effort mussen maachen, fir d'Logementskäschten ze decken. Een extrem groussen Effort! D'Käschte vum Logement wuesse méi séier wéi d'Akomesse vun deenen aarme Stéit. An net nëmme wéi dat Akomesse vun deenen aarme Stéit, och vun deene Stéit, déi am ënneschten Deel vun der Mëttelschicht sech bewegen.

D'Zuel vun deene Ménagen, déi ënnert dem Niveau vum Aarmutrisiko liewen, mussen an der Moyenne 35% vun hirem Revenu opbréngen, fir um fräie Wunnungsmaart eng Wunneng kënnen ze lounen. Dat bréngen déi Leit net fäerdeg. Mir mussen deen eegenen Effort, dee mer vun de Leit verlaangen, op d'mannst probéieren op 30% erfrozedrücken.

Duerfir féiere mer eng Subventioun um Loyer an, ee sougenannte Mietzuschuss. Dese Mietzuschuss kéint prinzipiell un d'Konditiounen vun den Zënssubventiounen ugepasst ginn, déi ee kritt - Zënssubventiounen fir eng Wunneng ze kafen. Dës géif 95 Euro an der Moyenne pro betraffe Famill pro Mount ausmaachen. Bei enger maximaler Akomessegrenz vu ronn 2.600 Euro fir eng elengerziend Mamm mat zwee Kanner géif eng Subventioun vu maximal 106 Euro pro Mount ausbezuelte ginn. Bei engem maximalen Akomesse vun 2.420 Euro fir eng Koppel ouni Kanner wier dat eng Subventioun vu maximal 100 Euro. A bei engem maximale Revenu vun 3.400 Euro fir eng Koppel mat zwee Kanner géif dat eng Subventioun vun 139 Euro de Mount ausmaachen.

Dir sot mer, dat ass net vill. Ech soen lech: Et gëtt vill Leit hei am Land, fir déi déi Zomme ganz vill Suen duerstellen, an duerfir wëlle mer dat maachen. Dese Mietzuschuss, dee kascht 15 Milliounen Euro d'Joer.

Déi nei Ausgab vu 15 Milliounen Euro d'Joer gëtt géigefinanziert duerch d'Ofsenken vun aneren Hëllef, déi et am Beräich vun de Wunnengshëllef gëtt.

Här President, et gëtt Leit - ech hunn et gesot -, déi wëllen, fir ze spueren, d'Entwécklungshëllef kieren, de Kulturbudget beschneiden a wëlle mat aneren einfachen Iddien an déi schwierigst Froen erugeen. Einfach Iddien, einfach Vuen, simpel Gedanken, déi dem komplizierten Ëmfeld, an deem d'Politik stattfënt, net gerecht ginn.

Simpel Vuen expriméiere sech allerdéngs heiansdo op Plazen, wou ee se nawell net géif siche goen. Ech hunn dëser Deeg an enger Zeitung, déi fréier emol Campagne géint de sougenannte Renteklaw gefouert huet, gelies, et wier jo och méiglech, d'Finanzierungswееer vun eise Pensiounswiesen ze iwwerpräiwen, andeem ee géif de staatleche Bäitrag zu dësem no ënnen upassen.

Et ass jo och net falsch, fir sech d'Fro ze stellen, ob de Stat wierklech muss 2,5 Milliarden Euro contribuéieren, fir all Sozialprestatiounen zu Lëtzebuerg kënnen ze finanzéieren. Et ass jo och net falsch, wann ee sech d'Fro stellt, ob et wierklech noutwendeg ass, dass mer alleguer zesammen - de Stat, d'Salariéen, d'Patronen - 24% vun de Léin als Bäitrag an d'Pensiounskeess abezuelen, obscho mer eigentlech nëmmen e Bäitrag vun 21% bräichten. Ech kann also verstoen, dass ee sech d'Fro stellt, net eréischt haut, och scho virun 30 Joer, wéi déi dräimol 8% Bäitragleschtung agefouert ginn ass.

Ech ka verstoen, dass ee sech déi Fro stellt, ob et wierklech noutwendeg ass, dass eise Stat 45% vun de Recetté vun eise soziale Versécherungssystemer muss zur Verfügung stellen, während de Stat an der Belsch nëmmen 33% zur Verfügung stellt, de Stat an Däitschland nëmme 35% zur Verfügung stellt, de Stat a Frankräich nëmmen 32% zur Verfügung stellt. A wouer ass et, dass, wa mer eis budgetär Kontributiounleschtung un d'Moyenne vun eisen Nopeschlänner géifen upassen - an do ass d'Moyenne 33% Kontributioun -, da géif de staatleche Bäitrag zu der Finanzierung vun de Sozialprestatiounen zu Lëtzebuerg vun 10,5% vum PIB op 7,5% (veuillez lire: 7,8%) vum PIB erfogen. Dann hätte mer am Statsbudget net ee Lach vun enger Milliard, mä mir géifen eng Milliard spueren, an da wier de Problem geléist.

Esou einfach geet et, wann ee sech d'Liewe wëllt einfach maachen. Esou einfach Iddie kommen engem dann an de Kapp, wann een eigentlech net richtig wëllt spueren. Da kënnt een op esou spektakulär Gedankengäng.

Géife mer awer eise Kontributiounsniveau op den Niveau vun den Nopeschlänner ofsenken, compte tenu du fait, dass eis Prestatiounen zwee-, bis dräi-, bis véiermol méi héich leie wéi an eisen Nopeschlänner, géife mer also opha-

len - wourobber mer bis haut stolz waren -, eise soziale Versécherungssystem maximal ze fiskaliséieren, da géife mer allerdéngs relativ séier an déi berühmte Mauer, vun där ech viru Jore relativ isoléiert geschwat hunn - ech si frou, dass mer méi Mauerspechten entre-temps an der Lëtzebuurger Politik ënnerwee hunn, wéi dat fréier de Fall war -, rennen.

Et ass och gutt, dass d'Patronen, déi jo och gutt Iddien hunn, wann et em d'Spuere beim Stat geet, sech dat am Ouerschmalz zergoe loos- sen,...

(Hilarité)

...well, wa mer dat géife maachen, da géifen d'Patronen zu Lëtzebuerg net wéi haut vill manner wéi am Ausland zu der Sécurité sociale bäidroen, nämlech 27% - an Däitschland sinn dat 35%, an der Belsch sinn dat 43% an a Frankräich sinn dat 44% -, da géife se vill méi belaaucht ginn duerch d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale. Wann de Stat sech also zrëckzitt, mussen d'Salariéë méi bezuelen a mussen d'Betriber méi bezuelen. Doduerch, dass de Stat hei senger Pflicht nokënn, méi wéi iergendeen anere Stat an eiser Regioun, ginn d'Betriber geschout a gëtt d'Kafkraaft vun de Leit geschout. An duerfir kënnen mer de System, esou wéi mer en hunn, och net an deenen nächste Joren änneren. Mir wäerten dat net maachen.

Par contre leë mer awer allerdéngs eng Pensionsreform vir, fir d'Finanzéierungsrisike vun eisem Renten- a Pensionswiesen ofzefieder. Eng Pensionsreform, déi all Méiglechkeeten enthält. De Sozialminister schwätzt jo ëmmer vu Schrauwen, déi ee muss zum Asaz an zum Dréie bréngen, wann d'Finanzéierung vun eisem Renten- a Pensionssystem aus dem Kanal géif sprangen.

Mir wëllen, obschonn dat schwierig ass an obschonn d'Widerstänn grouss sinn, des Reform maachen. Mir wëlle se - de Sozialminister, d'Regierung - mat der Chamber a mat de Sozialpartner weider diskutéieren. Mä mir brauchen déi Rentereform. Et kënn net a Fro, dass mer keng Rentereform an dëser Legislaturperiod maachen. Si gehéiert zu de grouss Strukturformen, déi des Regierung sech virgeholl huet.

Op den 1. Januar 2013, dat resultéiert aus dem Konsolidéierungspakt, kënn et net zu engem Rentenajustement. D'Lounentwécklung vun de Joren 2010 an 2011 wäert am Joer 2013 keng Rentefortsetzung fannen.

Par contre wëlle mer op den 1. Januar 2013 de Mindestloun upassen. Ech huelen zur Kenntnis, dass munch Kreesser vum Patronat, och stéckelchersweis vun der Lëtzebuurger Politiklandschaft, de Mindestloun wëllen ofschaften oder de Mindestloun wëllen zolidd ofsenken.

Ech wëll hinne roueg a kloer esou soen: Den 1. Januar 2013 ginn d'Mindestloun ugepasst. Si ginn ugepasst, well et schwéier ass, mam Mindestloun - och wann en zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi soss doruechter - zu Lëtzebuerg eens ze ginn. Si ginn ugepasst, obschonn, wann ech de franséische Wahlkampf suivéieren, de Front de gauche, deen och vu Lénksparteien zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt gëtt, ee Mindestloun freet vun 1.700 Euro, während eisen iwver 1.800 Euro läit. Ech ka mech nëmme wonnere, dass gesot gëtt, 1.800 Euro zu Lëtzebuerg, dat wier näischt, an 1.700 Euro a Frankräich, dat géif esou just duergoen.

(Hilarité)

Mä dat ass jiddwerengem seng eege Suerg.

De Mindestloun gëtt weder gesenkt nach gëtt en net erhéicht. E gëtt dann den 1. Januar 2013 erhéicht. An ech wëll deene soen, déi ëmmer doriwwer sech bekloen, déi doriwwer schwéier Debatte wëllen initiéieren, dass et mech stéiert, dass Leit, déi am Management an eise Betriber ee Villfach vum Mindestloun als monatleche Revenu hunn, sech dauernd mat dem Thema Mindestloun vun deene klunge Leit beschäftegen.

Et wier vill méi gescheit, an et géif och ville Leit besser zu Gesiicht stoen, wa se hir Spätzgehälter géifen ofsenken, anstatt dass se dauernd déi Leit, déi um Minimum liewen, opfuederen, hir Gehälter, hir Revenuen no ënnen unzepassen. E bësse Bescheidenheet vun deenen Herrschaften, déi net wëssen, wéi gutt et hinnen eigentlech geet! Mir sollten ëmmer wëssen, wéi schlecht et eigentlech deene ganz oft geet, déi um Mindestloun mussen liewen.

D'Patronatsorganisatiounen, déi verlaange jo och - well ech halen hei keng Antipatronatsried, mä et kënn mer esou an de Kapp -, d'Prétraite ofzeschaffen. Ech sinn eigentlech domat d'accord, well dat passt net méi esou richteg an eis Landschaft, mat Ausnahm vun de Schichtaarbechter an den Nuetsaarbechter, do-runner ka jo net gefréckelt ginn.

Mä ech si just ëmmer iwverrascht, dass d'UEL, d'Spätzenorganisatioun vun eisem Patronat,

derfir plädéiert, dass d'Prétraite ofgeschaf gëtt, dass d'Liewensarbeitszäit verlängert gëtt, mä soubal wéi ee Betrieb ee grouse Problem huet, da kommen déiselwecht Leit mat enger aner Kap, nämlech där vum Betriebschef, a se komme bei d'Regierung a soen: „Mir hätte gare Prétraite-ajustement.“

ArcelorMittal kritt elo Prétraite-Ajustement, well se aus Konzerngrënn Ofbau maachen op Schëffleng an op Rodange. 55 Milliounen Euro!

Ech stellen Iech emol eng einfach Fro. Wann ee Konzern aus Konzerngrënn zoomécht, mä awer als Konzern Milliarde Benefiss weltwäit astécht, firwat muss dann de Lëtzebuurger Stat 55 Milliounen Euro an d'Prétraite bezuelen?

Firwat? Firwat? Firwat lauschtert ArcelorMittal dem Här Contzen, dee sech jo an all eisen Themen zu Wuert mell, net no, wann dee seet, eigentlech dierft de Lëtzebuurger Stat der ArcelorMittal d'Prétraite net bezuelen?

Wéi wier et dann eigentlech, wa se an der UEL sech emol géifen op eng Linn eens ginn? Et ass jo méi schwéier, an der UEL eng Positioun ze fannen, wéi an enger Koalitioun!

(Hilarité)

An do ass et scho schwéier genuch.

Ech sinn och der Meinung, well mer aus Rücksicht op d'Stolaarbechter an d'Stolbeamten déi Prétraite do finanzéieren, dass ArcelorMittal dann awer eis soll propper Terrainen zur Verfügung stellen, gratis zur Verfügung stellen - wuelverstanen -, op deene mer kënnen mëttelstänneg Betriber ënnerbréngen, oder soss am Land Terrainen zur Verfügung stellen, gratis, wou mer kënnen Logemente maachen.

Déi grouss Patronen, déi kënnen net nëmmen huelen; déi grouss Patronen, déi mussen och ginn. An d'Lëtzebuurger Land erwaart, dass d'ArcelorMittal eppes zrëckgëtt, well ArcelorMittal huet vill kritt, a mir hätten elo gären eppes zrëck, wat deem Effort, deen d'Lëtzebuurger gemaach hunn an deene leschte Jorzéngten, och entsprécht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Pardon? Gelif?

(Interruption)

Dat hei trifft beim Här Mittel net op direkt Verständnis, mä et kënn net ouni Virwarnung. D'Matdeelung un den Här Mittel, deen d'ailleurs misst Lëtzebuergesch léieren, mä ech hunn him awer schonn op Englesch erkläert, wat mer do gären hätten, mä op Lëtzebuergesch seet dat sech vill méi einfach.

(Hilarité)

Et versteet een et scheinbar besser op Lëtzebuergesch wéi op Englesch.

Eng aner einfach Iddi, déi ëmmer erëm op d'Tapët kënn, dat ass déi vun der Besteuerung vum Kannergeld. Ech hunn domat kee steierideologesche Problem, well et ass jo richteg, dass d'sozial Gerechtegkeet sech och an dacks iwwert de Steierwee organiséiert an organiséiere muss. Mä mer géifen, géife mer d'Kannergeld besteieren, op grouss steiertechnesch Problemer stoussen.

Wa mer d'Kannergeld géife besteieren, da géife Leit, déi haut keng Steiere bezuelen, duerch d'Addéiere vum Kannergeld zu hirem Revenu lues a lues an déi Zonen erakommen, vun deenen u Steiere mussen bezuelt ginn a vun deenen u Steierpflicht betsteet.

Déi Leit, déi wéineg verdéngen, déi géifen, wann d'Kannergeld géif besteiert ginn, proportional am meeschde juristeschen an all Land anescht qualifizéiert ass a mer ënnerschiddlech Arrangementen mat deenen dräi Nopeschlänner hunn.

Mir missten och eis Duebelbesteuerungsofkomme mat eisen dräi Nopeschlänner änneren, well do d'Kannergeld juristeschen an all Land anescht qualifizéiert ass a mer ënnerschiddlech Arrangementen mat deenen dräi Nopeschlänner hunn.

An anere Wieder: Well mer och net wëssen, wéi mer d'Frontalieren do géife gläichméisseg an deenen dräi Länner an adequat am direkte Verglach mat de Lëtzebuurger besteieren, wier ech der Meinung, dass mer dat Thema Besteuerung vum Kannergeld sollten definitiv vun eiser Agenda, vun eiser Dagesuerdnerung erfrohuelen. Ech denken doriwwer op d'mannst 20 Joer no, schwätze mat ville Leit, mir fanne keng Léisung.

Wann een eng Léisung fënn, déi an allen Ecken an Enner passt a waasserdicht ass, sinn ech gare bereet, dat ze maachen. Mä ech mengen,

dass et déi Äntwert, déi ëmfaassend Äntwert net gëtt. An duerfir loosse mer elo an engem Moment, wou mer musse konsolidéieren, keng Zäit verléiere mat onendlech laangen, héich komplizéierten Étuden an Iwwerleeungen iwver eng Fro, déi mer herno dach net beäntwert a geléist kréien.

Eng aner einfach Iddi - mir liewen an der Zäit vun de simplen Iddien - huet doranner bestanen, fir d'Kannergeld einfach pauschal em 10% ze kieren. D'Regierung huet och des Iddi net zrëckbehal, well eng pauschal Ofsenkung vum Kannergeld, zum Beispill eng 10%eg Ofsenkung vum Kannergeld, och déi kleng, akommesschwaach Familljen disproportionéiert stark géif treffen.

Derbäi kënn, dass mer jo am Joer 2006 d'Kannergeld wéi och aner Prestatiounen desindexéiert hunn. Am Joer 2012 erlaabt dat eis, um Kannergeld 136 Milliounen Euro ze spueren. Dann ass et net richteg, fir d'Famillje mat Kanner nach eng Kéier an d'Keess ze bieden.

Mä ech maachen nach eng Kéier drop opmierksam, dass mer déi Desindexéierung net ouni Folgen agefouert hunn. Well vum Joer 2006 u finanzéiere mer den Ausbau vun de Kannerbetriebsstrukture mat deenen Erspuernisser, déi mer duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld erreecht hunn.

Am Joer 2012 investéiert de Stat 172 Milliounen méi wéi am Joer 2007 an d'Kannerbetriebsstrukturen. Dat heescht an anere Wieder: Mir investéiere 40 Milliounen méi an d'Kannerbetriebsstrukturen, wéi mer duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld un Ekonomii realiséiert hunn. Chose promise, chose faite.

Statt d'Kannergeld ze besteieren, statt d'Kannergeld ze kieren, gi mer op een anere Wee. An dee Wee besteet doranner, dass mer am Beräich vun de Chèques-services zu enger Rei vun Emgestaltung kommen. Iwwert dee Wee spueren mer aacht Milliounen Euro. Notamment doduerch, dass mer zwou Moosnamen huelen. Déi eng besteet an der Augmentatioun vun der Participatioun um Stonntarif an um lessenspräis. Déi aner besteet an der Ofsenkung vun der finanzieller Participatioun vum Stat un de kommerziellen Éducatiouns- an Accueilsstrukturen.

Ech kann Iech wierklech just aus Zäitgrënn net am Detail beschreiwen, well dat hëlt Zäit, wéi et elo mam Chèque-service am Detail viruget. Ech déposéieren herno, no menger Ried, een Tableau hei an der Chamber, fir dass jiddweree gesäit, wat geschitt a wéi dass dat gemaach gëtt. An da frot Der d'Familljeministeschen, si soll Iech dat erklären.

(Hilarité)

(À l'issue de son discours, M. le Premier Ministre dépose deux tableaux qui peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech erënnere och nach an dësem Zesammenhang, dass mer am Kader vun der Indexmodulatioun decidéiert hunn, de Lycéesschüler vu Famillje mat klengem Akommes, déi net vun de Chèques-services kënnen profitéieren, also Kanner iwver zwielef Joer, eng zousätzlech Hëllef ze ginn. Des Famillje kréien ee Subsid vu 500 Euro plus ee Scheck vun 300 Euro, fir Bicher a fir Schoulmaterial ze kafen. Des Moosnam spillt fir d'Éischt bei der nächster Schoulentrée, der Schoulentrée 2012. Mir mengen, 5.000 Schüler géife vun dëser Hëllef kënnen profitéieren. Och hei géif d'Erklärung vum Detail ze wäit féieren. Och zu dësem Punkt hannerleeën ech een explicativen Tableau um Enn vu menger Ried.

An der Erklärung vum leschte Joer, Här President, hat ech ugekënnegt, dass mer am groussen Émfang géifen nei Personalposte schafe fir d'Ennerstëtzung vu Familljen a vu Kanner mat Schwierigkeeten. Mir hunn zanter där Ried 178 supplementar Poste kreéiert a mir fuere virun domat.

Ech hat och d'lescht Joer ugekënnegt, dass mer eis der Problematik vu verhalensgestéierte Kanner missten unhuelen. Vum September u funktionéiert eng Infrastruktur fir verhalensgestéiert Kanner um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Därselwechter Merci derfir, dass se der Regierung hëllef, dee Projet ze realiséieren!

An anere Wieder, Här President, mir spueren net esäitig an exzessiv op d'Käschte vun de Familljen. Mir bauen d'Kannerbetrieung aus. Mir applizéieren déi Décisiounen, déi d'lescht Joer ugekënnegt gi sinn, a mir bauen de System vun de Chèques-services sozial gerecht em.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister huet Iech virun eng, zwou Wochen erkläert, dass de Konsolidéierungspak vun der Regierung sech zu zwee Drëttel aus Aspuerungen an zu engem Drëttel aus Steiererhéijungen zesummesetzt. Duerfir e puer Wuert Erklärungen zur Steierpolitik.

Ech hu gelies, et wier d'Absicht vun der Regierung gewiescht, den Normalsaz vun der TVA ze erhéien. D'Regierung hat des Absicht ni. Keen an der Regierung hat iwwegens jeemoos déi Absicht, obschonn mer zu Lëtzebuerg deen niddregsten TVA-Saz an der Europäescher Unioun hunn. An dëser Legislaturperiod gëtt den TVA-Normalsaz jiddefalls net erhéicht.

Mä ech kann net ausschléissen - wien heibanne kann eigentlech dat ausschléissen? -, dass mer an der nächster Legislaturperiod, wann no 2015 d'TVA-Recetten, déi durch de Commerce électronique an d'Statskeese gespullt ginn, ewechfalen, dass mer eis dann, wann dat de Wëlle vun enger nächster Regierung a wann dat de Wëlle vun der nächster Chamber ass, der europäescher TVA-Normalsaz-Regelung unnäheren. Des Regierung wäert dat net maachen. Déi nächst Regierung muss dat à la lumière vun der Finanzsituatioun, déi da besteet, frësch aschätzen.

Mir wollten och net d'Antikrisesteier erëm aféieren, déi mer am Gesamtkontext vun der Indexmodulatioun d'lescht Joer ofgeschaf hatten. Mir hate se ofgeschaf, fir déi negativ Impakter, déi durch d'Indexmodulatioun entstinn, e bëssen ofzefieder. Mir wollte se dëst Joer net erëm aféieren, well Zickzack an der Steierpolitik, dat ass net déi richteg Haltung, well Steierpolitik brauch Previsibilitéit. An et dierf een d'Leit net ze vill duerjeemaachen doduerch, dass een eppes ofschaft, wat een eréischt geschaf huet, an duerno erëm eppes aféiert, wat een ofgeschaf huet. Dat wier keng gutt Politik. Ech trauen eis esou Saachen zou. Mir hunn et des Kéier jiddefalls net gemaach.

Stattdees si mer op de Wee vun enger Erhéijung vun der Solidaritätssteuer gaangen. Dat maache mer, well d'Ausgabe vum Beschäftigungsfong klammen, bedéngt duerch d'Augmentatioun vum Chômage an duerch d'Aktivéierung, déi den Aarbechtsminister a ville Segmenter vun der Aarbechtsmaartpolitik mécht. Dat maache mer, well d'Bezuele vum Chômage an den annexe Politiken an d'Luucht geet.

Dat maache mer, well d'Solidaritätssteuer och eigentlech déi eenzeg zweckgebundene Steuer ass, well se direkt am Ersatz vu Sozialabgaben de Beschäftigungsfong finanzéiert an domat sécherstellt, dass d'Chômage-Indemnitete kënnen ausbezuel ginn, dass d'Beschäftigungspolitik kann aktivéiert ginn.

D'Solidaritéit mat den Aarbechtslosen, déi ass noutwendeg. Si huet ee Präis, dee Präis ass d'Erhéijung vun der Solidaritätssteuer. Mir hiewe se vum 1. Januar 2013 un em zwee Prozentpunkten. Fir d'physeschen Persoune klëmmt se vu 4 op 6%, fir déi physeschen Persoune alerdéngs, déi e besteierbart Akommes vun iwver 150.000 Euro an der Klass I oder 300.000 Euro an der Klass II hunn, klëmmt se vu 6 op 8%. D'Betriber bezuele vum 1. Januar 2013 u 7 statt 5% Solidaritätssteuer.

D'Gemengen, déi zanter Jore keng Solidaritätssteuer méi brauchen ze bezuelen, wäerte vum 1. Januar 2013 un eng Solidaritätssteuer vun 2% bezuele mussen. Hire Bäitrag wäert sech domat op zwielef Milliounen belafen. Deen, additiounéiert mat dem Bäitrag vun de physeschen Persoune: 147 Milliounen, an deem vun den Entreprene: 82 Milliounen, eis op ee Gesamtertrag, wat d'Akommes duerch d'Erhéijung vun der Solidaritätssteuer realiséiert, vun 112 Milliounen bréngt.

Doduerch, dass mer d'Solidaritätssteuer erhéien, klëmmt den effektive Spätzesteiersaz, un deem seng Erhéijung jo och vill Leit geduecht hunn - déi mer awer net wollte maachen, aus nominalen Affichagegrënn -, duerch des Solidaritätssteiererhéijung klëmmt de facto de Spätzesteiersaz op 42,12%. Mir hunn et dacks gesot, net nëmmen an der Regierung, mä och soss, dass breet Schellere mussen méi droe wéi schmueler. A breet Schellere wäerte méi droe mussen vum 1. Januar 2013 un.

Ofschléissend an alles an allem: Mir spueren, Här President, well mer spueren mussen! Mir wëssen, wou mer spueren, a mir wëssen, firwat. Mir wëssen och gutt, wou mer net dierfe spueren, a mir wëssen, firwat dass mer op deene Plazen net dierfe spueren. Mir spueren eis net dout, mä mir spueren eis dëst Joer a mir spueren eis déi nächst Jore gesond!

Mir spueren elo, well mer - bal als eenzeg Land an Europa - eis d'Spueren eigentlech nach kënnen leeschten. Déi, déi net gespuert hunn, wéi se sech et nach konnte leeschten, déi kënnen sech et elo net méi leeschten, fir ze spueren. An duerfir muss een am richtige Moment spueren, mä net op d'Käschte vun deene Schwaachen, net op d'Käschte vum Wuesstum. Mir mussen



esou spueren, dass déi Schwaach Loft behalen an dass d'Ekonomie ka weider wuessen.

Här President, léif Kollegeen, ech hunn lech an deene leschte Jore vill iwwert dee gravé Problem vun Chômage geschwat. D'Bekämpfung vum Chômage bleift déi essenziell Préoccupatioun vun der Regierung. Duerfir wonnert et lech vläicht, dass ech dësem Thema haut manner Zäit widme wéi soss. Et ass jo an deene leschte Joren an an deene leschte Méint villes gesot ginn an och villes gemaach ginn, villes ugekënnegt ginn a villes ëmgosat ginn. D'Chamber féiert am Hierscht eng Debatt iwwer Aarbechtslosegkeet an iwwer Jugendaarbechtslosegkeet. Dat gëtt eng wichteg Debatt, déi ee muss gutt virbereeden, an ech wëll dës Debatt haut net virgräifen.

Ech wëll just d'Grondlinn vun der Regierungspolitik an dësem wichtige Beräich vum nationale Behuele skizzéieren.

Eis Haaptsuerg ass d'Jugendaarbechtslosegkeet. Mir hunn iwwer 2.000 jonk Leit am Chômage. Dat sinn der 2.000 ze vill! Mir däreife si an hirer Situatioun net eng loosse. Duerfir huet den Aarbechtsminister recht, wann en drop drängt, dass innerhalb vun den éischte véier Méint vun der Inscriptioun vun deene Jonken um Arbeitsamt hinne muss eng Beschäftigungsofferte gemaach ginn, sief et a Form vu Stagen, vu Formatioun oder vu Réckféierung an d'Schoul.

Deen nationale Plang géint d'Jugendaarbechtslosegkeet, deen déngt dësem Zil. Eng séier Prise en charge vun de jonke Chômeuren, déi ass essenziell! D'Verbesserung vun hirer Employabilitéit, vun hirer Beschäftigungsfäegkeet ass deen eenzege Wee, deen hinnen Zougank zum Aarbechtsmaart gëtt.

Op dës Themen, op aner Theme komme mer am Hierscht zréck während enger Debatt, wou mer eis och mat der Fro beschäftege mussen, inwiefern staatlech Participatiounen um Loun vun deene jonken, onqualifizéierte Chômeuren a Fro kommen, déi eng durable Betribsinsertioun fannen; wéi een dat organiséiert; wat fir Moosnamen, déi mer haut hunn, ee muss iwwerpräieren; wat fir neier dee ee muss aféieren. Alles dat gëtt an deenen Debatte gesprach an alles dat gëtt natierlech och mat de Sozialpartner beriet.

Eng aner Fro, Här President, déi ech an deene leschte Joren et longum et largum heibanne behandelt hunn, dat ass eis Schoul an eise Bildungssystem. Schoul- a Bildungsreforme ginn an allen europäesche Länner hefteg diskutéiert. Symptomatesch ass, dass se iwwerall op der Dagesuerdnung sinn an och iwwerall duerchgefouert ginn. Dat ass en Hiweis drop, dass bei deenen aneren an och bei eis d'Schoul net optimal an der Gesetzesméissegkeet vum 21. Jorhonnert funktionéiert.

Déi Tatsaach, dass d'Schoulreform vun eenzelne Milieue staark kritiséiert gëtt, däreif eis net dovun ofhalen, eng gutt iwwerleuchte Schoulreform virzehuelen. Net an allen Detailer, esou wéi se ugeduecht ass, mä kee soll mengen, dass d'Regierung op d'Schoul- an op d'Bildungsreform géif verzichten.

D'Gesetz iwwert d'Grondschoul vun 2009 gëtt engem Bilan ënnerzunn, an dee Bilan, dee wäert fir den Dezember vun dësem Joer virleien. Wann dee Bilan virläit, kucke mer, ob a wou d'Gesetz an d'Reglementer iwwert d'Grondschoul mussen adaptéiert ginn. An da geschitt dat. Deen neie Berufsausbildungssystem leeft zanter dësem Joer a praktesch alle Formatiounen. Iwwert dat, wat gutt leeft, gëtt sech gelueft, net ganz haart. An do, wou Schwierigkeeten optauchen, setzt d'Éducatiounsministesch sech mat allen Acteuren zesammen, fir déiselwecht Schwierigkeeten ze behiewen.

Iwwert d'Moderniséierung vum Secondaire gëtt selbsterständlech weider diskutéiert. Déi zoustänneg Ministesch huet am Dezember een Text mat hire Propositione virgeluecht. Zu deem Text si bis haut 74 Avisen erakomm, déi ginn analyséiert. D'Gesprécher mat de Professeuren, mat de Berufschamberen, mat den Elteren, mat de Schüler, déi gi virun. Déi Analys dréit ronderëm d'Stärkten a ronderëm d'Schwächen vun eise Schoulsystem, an déi noutwendeg Schlussfolgerungen, déi wäerte gezu ginn. All Moosnamen, déi proposéiert ginn, déi stinn zur Debatt.

Mä sécher ass, dass mer eis Lycéeën mussen an d'21. Jorhonnert féieren. Et geet drëm, an deenen ënneschte Klassen, 7^e bis 5^e, déi jonk Schüler gutt ze encadréieren an adequat ze begleeden, fir dass se eng Entscheidung kënnen huelen iwwer hire weideren Ausbildungswee a fir dass se kënnen zu enger Qualifikatioun kom-

men. An den ieweschte Klassen, vu 4^e bis 1^{ère}, am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique, muss derfir gesuergt ginn, dass d'Schüler optimal op hir Héichschoulstudien an op hiren zukünftege Beruf virbereet ginn. Mir wëllen déi staark Schüler fuerderen an déi schwaach Schüler förderen. Dat ass wéinst eiser Villsproochegkeet dättelech méi schwéier wéi am Ausland, dat seng Kanner an de Schüler hirer Mammesprooch beschoule kann.

Dat, wat an der Schoul gutt funktionéiert, dat gëtt bäibehalen an ausgebaut. Mir hu jo, nieft partiellen Échecen, och grouss Succèsen, iwwert déi eigentlech net vill geschwat a geschriwwé gëtt. Sou freeë mer eis, dass eng Lëtzebuurger Équipe vu 16-jährege Schüler am Abrëll bei der Europa-Wëssenschafts-Olympiad eng Sëlwermedail gewonnen huet. Mir freeën eis och driwwer, dass d'Zuel vun den Décrocheuren, vun deene jonke Leit also, déi d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, weider réckleefeg ass a sech op 9% agependelt huet.

Wann all Analysé gemaach gi sinn, wann all Viraarbechten ofgeschloss ginn, da wäert d'Éducatiounsministesch den nächsten Abrëll een definitive Gesetzestext virleeën, iwwert deen dann heibannen an op anere Plaze kann diskutéiert an debattéiert ginn.

Här President, mir hunn een anere Problem hei am Land - mir hunn der nach vill -, een anere Problem hei am Land, deen ech kuerz wëll uräissen, an dee betrëfft d'Waasser. Mir diskutéieren zanter Joren zwee Themen: de soziale Waasserpräis an den nationalen Einheitspräis beim Waasser. Déi sozial Staffelung muss gemaach ginn no Regelen, déi musse fonnt ginn. A wat de Waasserpräis ubelaangt, esou hunn ech ni en Hehl draus gemaach, dass ech en faveur vun engem einheitlechen nationale Waasserpräis sinn.

Ech weess, dass dat schwéier ass, mä ech weess awer och, dass et extraordinäer lächerlech ass, dass ee klengt Land wéi eist esou ënnerschiddlech Waasserpräisser huet wéi mir se hei op eise Territoire hunn. A wa mer wëllen eis selwer an der Welt beweisen, dass mer dichteg Jongen a Meedercher sinn, da misst et eis jo geléngen - zesumme mam Innenminister a mam Syvicol a mat all deene grouse Geeschter, déi hei am Land sech ëm d'Waasser bekëmmere -, et fäerdegzebréngen, innerhalb vun enger festzeleeënder Frist derfir ze suergen, dass mer een einheitleche Waasserpräis hunn. D'Fro ze klären, ob mer Drénkwaasser an Ofwaasser vuneneen trennen; d'Fro ze klären, wéi déi eenzel Berufssegmenter waasserpräisméisseg bedéngt ginn.

Mä loosse mer déi Saach dach upaken an net deenen, déi um Ufank vum 23. Jorhonnert hei stinn, déi sech nach ëmmer mat der Fro vum Waasserpräis beschäftegen, iwwerloossen! Kommt, mir huelen déi Saach elo an de Grapp a mir regelen déi une fois pour toutes! Ech si fir en einheitleche Waasserpräis an ech hätt gären, dass mer Weeër fannen, wéi mer dohinner kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen, no enger, wéi ech weess, vill ze vill laanger Ried, zu enger, wéi ech fannen, vill ze vill kuerzer Konklusioun.

(Hilarité)

Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer eigentlech?

Déi Fro gëtt oft gestallt, an ech hunn doriwwer geschwat, andeem ech dat u villen Theme festgemaach hunn. Wat wëlle mer zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren? Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer?

Mir wëllen ee Lëtzebuerg hunn, dat ee kloren europapolitesche Kurs steiert. Ee Lëtzebuerg an engem Europa, dat net een Europa vun der blanner Austeritéit däreif sinn. Een Europa, dat säi sozialen Opdrag eescht hält. Een Europa, dat den europäesche Sozialmodell héichhält. Een Europa, dat net nëmme däreif vu Spuere schwätzen, mä dat och Wuesstum muss wëllen.

Mir wëllen ee Lëtzebuerg, dat wirtschaftlech staark bleift. Fir sécherzestellen, dass mer wirtschaftlech staark bleiwen, fir sécherzestellen, dass mer muer an iwwermuer wuessen, kënnen mer eis net nëmme op d'Kraaft vun eise Finanzsecteur verloossen. Mir mussen aus der Ofhängegkeet vun eise Finanzsecteur eraus.

Mir wëllen dat doduerch maachen, dass mer déi Souveränitéitsnischen, déi mer kënnen halen, wëllen ausbauen.

Mir wëllen dat maachen doduerch, dass mer eis nei zukunftssträchteg Kompetenznische siche. Déi nei Kompetenznischen huet de Wirtschaftsminister - och hien - a senger Foire-Ried dee leschte Samschdeg genannt. Et sinn ënner anerem d'Logistik, d'IT- an d'Kommunikationstechnologien, d'Biotechnologien, et sinn d'Fuerschung, et ass d'Innovatioun. Eist Land muss, wann et net wëllt stoe bleiwen, déi nei Entwécklungsméiglechkeete siche a se dann och notzen.

Mir wëllen och ee Lëtzebuerg, dat, well et kleng ass, seng öffentlech Finanzen nees an Uerdnung bréngt. D'Qualitéit vun eiser internationaler Ennerschrëft hänkt vun der Qualitéit vun eise öffentleche Finanzen of. Duerfir muss mer do spueren, wou mer an der Vergaangenheet vläicht iwwerdrüwen hunn. Duerfir muss mer do konsolidéieren, wou d'Finanzen aus dem Kanal sprangen. Mir mussen awer och - well spueren ass eng Noutwendegkeet, mä spueren ass kee Statszil - an d'Zukunftssecteuren an an eis Infrastrukturen investéieren.

Mir wëllen ee Lëtzebuerg sinn, dat sech fir anerer zoomécht. Mir mussen op si fir Investisseuren, déi aus den aneren Deeler vun der Welt wëlle bei eis kommen. Mir mussen och méi op sinn, fir méi EU-Bierger an eis öffentlech Verwaltung ze integréieren.

Mir wëllen net ee Lëtzebuerg sinn, dat sech fir anerer zoomécht. Mir mussen op si fir Investisseuren, déi aus den aneren Deeler vun der Welt wëlle bei eis kommen. Mir mussen och méi op sinn, fir méi EU-Bierger an eis öffentlech Verwaltung ze integréieren.

Mir mussen d'Land vun der Solidaritéit bleiwen. D'Land vun der Solidaritéit no baussen, d'Land, dat säi Räichtum mat aneren an der Welt deelt. Mir mussen d'Land vun der Solidaritéit no banne bleiwen, andeem mer méi Efforté vun deene verlaangen, déi sech Efforté kënnen leeschten, wéi vun deenen, deenen d'individuell Kraaft zum groussen Efforté felt.

Mä d'Solidaritéit, déi huet och ee Präis. Dee Präis vun der Solidaritéit ass d'Matmaache vu jiddwengem.

Aarbechtslosegkeet, Här President, bekämpft een net doduerch - ech hunn dat dacks gesot -, dass een d'Chômeure bekämpft. Aarbechtslosegkeet bekämpft een awer och net doduerch, dass een akzeptéiert, dass d'Leit, déi keng Aarbecht hunn, alles maachen, fir keng Aarbecht brauchen unzehuelen.

Et ass och erlaabt, an engem Land, dat wëllt virukommen, vun de Chômeuren eegen Efforten ze verlaangen. An et ass net akzeptabel, dass, well mer héich Chômage-Indemnitéiten zu Lëtzebuerg hunn, eng wuessend Zuel vu Chômeure sech am Solidaritéitssessel gemittlech niddlerléisst an op besser Deeg waart.

Mir gëtt gesot, dass am Zesammenhang mat Failliten d'Leit léiwer am Chômage bleiwen, well se nach Chômage-Indemnitéite kréien, wéi dass se déi Aarbecht géifen unhuelen, déi hinnen ugebuede gëtt. Dat ass eng Saach, mat där muss opgehale ginn. Et muss ee méi streng sinn, et muss ee méi exigent sinn. Wat als Géigereflex natierlech muss lassléisen, dass mer eis aktiv Aarbechtsmaartpolitik wiesentlech mussen accélérieren. Den Aarbechtsminister ass jo amgang, dat ze maachen.

Och de Kampf géint d'Aarmut ass net gläichzesse mam Kampf géint déi Aarm. Mä et ass net normal, dass mer an engem gutt organiséierten, eigentlech, wa mer eierlech sinn, räiche Land esou vill Leit am RMG sätze behalen.

Ech war derbäi, wéi d'Mindestakommes an der zweeter Halschent vun den 80er Joren agefouert ginn ass vum Minister Benny Berg. D'Iddi war net, dass d'Leit géifen endgültig an der Aarmut sätze bleiwen, sech am Assistanat géifen ariichten. D'Iddi war, fir dass mer géifen de Leit hëllefen, esou séier wéi méiglech an esou durabel wéi méiglech aus der Aarmut erauszekommen. An duerfir muss mer, och

wann dat schwéierfält, déi ganz Gesetzgebung an dee ganzen Émgang mat RMG a mat deene Leit, deene mer hëllefe sollen, aus der Aarmut erauszekommen, kritesch iwwerpräieren.

Esou ee Land wëlle mer sinn, dat Solidaritéit übt, mä dat awer och Exigenzen deene géint-iwwer huet, déi Solidaritéit zu hirem Virdeel vun anere praktizéiert kréien.

Mir wëllen ee Land sinn, dat den ekologeschen Émschwong packt. Mir brauchen eng intern Energiewend. Méi vläicht nach an de Käpp wéi an der Tatsächlechkeet. Duerfir muss mer méi konzentréiert a cibléiert op alternativ Energien, op Albusanierung, op systematescht Émdenke setzen.

Mir wëllen ee Land sinn, dat seng eege Fassong behält. Déi eege Fassong, déi mer hei am Land hunn, dat ass ee Modell vun permanenten Dialog. Jiddwengem hei am Land rufft jo no Dialog, verlaangt den Dialog. Mä net jiddwengem, dee sech am Dialog befénnt, ass fäeg zum Dialog. Dialog däreif een net mat Duell verwieselen. Dialog ass Debatt. Dialog heescht openeen zouzegoen, fir eng Eenegung ze fannen.

D'Regierung ass bereet, dat ze maachen - dës an déi fréier Regierung, déi mer haten. Regierunge beweisen dat all Dag. Mir hätten och gären, dass déi, déi net mat der Regierung an net mat der Politik averstane sinn, iwwer hiren eegene Schiet sprangen a sech vun hirem zouene Denke verabschieden, well mat engem zouene Kapp kann ee keen offenen Dialog féieren.

Mir wëllen ee Land virun allem vum sozialen Dialog sinn. De sozialen Dialog erfreet sech de Moment zu Lëtzebuerg net grad där allerbesten Gesondheet. Ech fuerderen hei d'Patronen, déi jo souwisou mengen, ech géif mat zwee Féiss am Gewerkschaftslager stoen, op, an och d'Gewerkschaften, déi jo souwisou mengen, ech géif mat zwee Féiss am Patronatslager stoen, op, erëm mateneen ze schwätzen, un de Verhandlungsdéisch zréckzekommen, sech net unzekucke wéi zwee Parzeläinshënn, déi de Mond net opkréien an déi sech nach just ubille kënnen. Dat ass net de Wee, deen, wa mer dee weiderginn, zu eise soziale Gléck féiert.

Mir mussen kucken, dass mer dee Sozialdialog erëm geuelecht kréien. D'Regierung ass ouni Virbedéngungen dozou bereet. An ech wier och frou, wann déi aner Sozialpartner, ouni sech géigesäiteg Virbedéngungen ze stellen, och erëm bereet wieren, esou wéi mer dat fréier ëmmer gemaach hunn, zum gréisste Succès hei am Land, un deenen Draiergesprécher, déi mer wëllen organiséieren, deelzehuelen.

Doduerch, Här President, dass mer probéieren, an d'Zäit vun haut eranzekommen, doduerch, dass mer d'Zäit vu muer probéieren zesumme virzebereeden, doduerch, dass mer ee virun deem aneren erëm méi Respekt kréien - Polizisten, d'Mataarbechter vun der Bunn, d'Pompjeeën an anerer hunn et net verdéngt, pausenlos de Risiko ze lafen, agresséiert ze ginn. Doduerch, dass mer eis beméien, openeen zouzegoen, statt künstlech Distanzen tëschent eis ze schafen, doduerch, dass mer endlech deen onséilege Clivage tëschent der öffentlecher Fonctioun an dem Privatsecteur ophiewen, an doduerch, dass mer besser verstinn, zesummen ze liewen, well mer zesumme gehéieren, doduerch, dass mer alles dat maachen an doduerch, dass mer nach aner Saache probéieren, bréinge mer et fäerdeg, erëm dat ze ginn, wat mer sinn. Vläch hëlleft dat jonkt Gléck vum Ierfgroussherzog eis, eis selwer erëm méi no ze kommen.

Ech soen lech Merci fir Äert gedëllegt Nolauschteren.

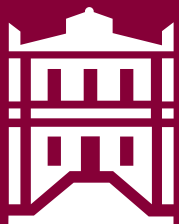
► **Plusieurs voix.**- Très bien!

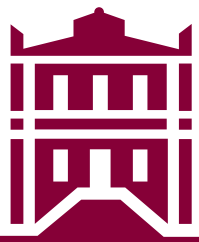
► **M. le Président.**- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mir muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun hei wäerten diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnert muer de Moien um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.19 heures)





SÉANCE 27

MERCREDI,
9 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mustch, Vice-Présidente

Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch (dépose une motion; répond à MM. Ali Kaes et François Biltgen)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänke mer haut de Moie mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un. Et hu sech bis elo als Riedner agedroen: den Här Spautz, den Här Meisch, den Här Lux, den Här Bausch, den Här Gibéryen an den Här Urbany. Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Alleréischte wéilt ech op dëser Plaz eisem Premier, dem Jean-Claude Juncker, fir seng ausféierlech Deklaratioun vu gëschter félicitéieren. D'Ried zur Lag vun der Natioun ass traditionell de Moment, wou e Bilan gezunn, Pisten opgezeechent, Moosnamen an Entscheedunge bekannt ginn, déi d'Regierung kuerz- a mëttelfristeg an d'A faasst.

Dëst Joer dréit sech d'Debatt ëm d'Lag vun der Natioun, esou wéi vill Interventiounen an der Lescht, och ëm d'Situatioun vun de Finanzen, ëm den Defizit, ëm Wirtschaftsperspektiven an d'Moosnamen, déi derzou bäidroen sollen, eisen Defizit ofzebauen an eis Finanzen an den Équiliber ze bréngen.

Wéi ech dat schonn Enn Mäerz a menger Ried zum Débat iwwert de PNR an d'budgetär Orientatioun gesot hunn, mussen d'Décisiounen an d'Moosnamen, déi ugekënnegt ginn, ënner Berücksichtigung vum europäeschen décisionnelle Kader formuléiert an ëmgesat ginn. Si muss sech och an déi national makroökonomesch Gegebenheeten afügen, an déi erlaben net méi vill Spillraum.

D'Statsfinanzen, déi lescht Zuelen, déi de Finanzminister eis dee leschte Freideg public gemaach huet, confirméieren déi negativ Tendenz vun eise Statsfinanzen. Mir mussen virusiichtlech bis 2015 Sue léine goen, vill Suen, ronn eng Milliard d'Joer, fir eisen Defizit ze decken. Woubäi ee weideren Effort am Joer 2015 net auszeschléissen ass, wann d'Recetten aus dem E-Commerce abrieche wäerten. Si maache ronn 25% vun der TVA aus. Dat muss kompenséiert ginn entweder iwwert de Wee vu gréisseren Einnahmen oder iwwert de Wee vun Erspuerner an anere Beräicher.

D'Joer 2011 huet jo bekanntlech mat engem Defizit vun 0,6% bei de gesamtöffentleche Finanzen ofgeschloss. Dat mécht ronn 250 Milliounen Euro aus. Keng enorm Zomm. Dat huet och domadder ze dinn, dass mir nach ëmmer en Iwwerschoss an der Sécurité sociale hunn. Mä déi gutt finanziell Lag vun der Pensionskeess ass en sursis. Laangfristeg gesi wäert mir et hei mat enger verstoppter Sozialschold ze dinn hunn, wa mir net haut d'Jaloné setzen, fir deem entgéintzewierken.

Wat ech lech hei zielen, ass näischt Neies. Mä wann ech verschidde Saachen an der Lescht héieren, kritt een d'Impressioun, dass net jiddwereen den Eescht vun der Stonn erkannt huet!

Et gëtt a bestëmmte Kreesser nach ëmmer esou gemaach, wéi wann d'Rentemauer eng Erfindung vun der Regierung wier, fir d'Leit - an ech zitieren -, „fir d'Leit ze strofen“. Mat allem Respekt: D'Leit ze strofen ass esou wéineg d'Uleies vun der Politik wéi just Politik fir be-

stëmme Leit a bestëmmte Kreesser ze maachen. Dat ass de Privileg vun de Lobbyen, déi sech fir Interessengruppen asetzen. D'Politik ass der Allgemengheet verflücht. An, jo, dat heescht, dass se heiansdo Moosnamen hëlt, déi net vu jiddweregem begréisst ginn.

An iwwerhaupt, wou wier den Intérêt vun der Politik a virun allem vun der Regierung, fir d'Leit ze strofen? Dat soll emol eng Kéier ee mer erklären, wann et ëmmer heescht: „D'Regierung wëllt jo just d'Leit strofen.“

Ass et dann net esou, dass d'Politik oft virgeworf kritt, eben net méi laangfristeg ze denken, mä just nach nom Wahlrhythmus ze handeln? Dat ass fir mech net dat, wat een ënner politesch responsabelen Politik versteet. A wat maache mir am Moment dann anschters wéi eng responsabel, iwwert d'Wahlperiod eraus orientéiert Politik?

Et gëtt och ëmmer behaupt, dass et eis am Verglach mam Ausland guer net esou schlecht geet, wat à première vue och stëmmt. Wann een awer elo d'Käschte vun den zukünftigen Engagementer am Pensionswiese mat betruecht, an dat gëtt och vill ze oft vergiess oder carrément ënnert den Dësch gekieft, da gehéiere mir zu de Schlusslichter an Europa. Op eemol sti mir guer net méi esou gutt do am Verglach mat deenen anere Länner. Weder ech nach d'CSV-Fraktioun seet dat, mä eminent Experten. Sinn déi dann alleguerten och vun alle gudden Gesichter verlooss oder hu si alleguerte sech dem krassen Neoliberalismus verschriwwen, wa se esou Theorien opstellen?

D'Rentemauer, léif Kolleginnen a Kollegeen, déi kënn esou sécher wéi d'Amen an Gebiet. Mir kënnen d'Situatioun net weider esou lafe loosse, ouni deem entgéintzesteieren. De Projet de loi, deen d'Regierung Enn Januar déposéiert huet an deen de Pensionsystem soll reforméieren, geet an déi richteg Richtung.

Dëse Projet gesäit jo eng Rei vu Mechanisme vir, déi eis erlabe wäerten, fréizäitig agräifen ze kënnen, wann et noutwendeg ass. Mä des Mesurë léisen awer net all Problemer, déi an Zukunft op eis duer wäerte kommen. D'Problemer gi just zäitlech no hanne geréckelt. Et bleift, dass méi déif gräifend strukturell Moosnamen an Zukunft noutwendeg wäerte sinn. Mir sollen déi Zäit, déi mir duerch d'aktuell Reform gewonnen, ausnotzen, fir eise System ze iwwerdenken,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...fir sécherzestellen, dass eise System och fir déi zukünftige Generatiounen, spréich fir eis Kanner an eis Kandskanner, drobar ass. Nëmme esou wäert och weiderhin de Generatiounevertrag kënnen respektéiert ginn. Nëmme esou wäert och d'sozial Kohäsioun hei am Land weider garantéiert ginn.

Eise Rentesystem, deen nom Émlageprinzip organiséiert ass, beinhaltet, an dat ass gewosst, eng gewësse Gefor, an déi huet mat der demographescher Entwécklung ze dinn, mä och mam Fait, dass d'Leit méi spéit an d'Beruffsliewe kommen a virun allem - wat jo u sech äusserst positiv ass - d'Leit ëmmer méi al ginn an also ëmmer méi laang eng Pensioun bezéien.

Wann et fréier esou war, du bass vun null bis 15 Joer an d'Schoul gaangen, du bass vu 15 bis 65 Joer schaffe gaangen an du bass mat 72 Joer gestuerwen, sou ass dat haut anescht. Haut fänkt de oft mat 21 Joer an der Moyenne eréischt u mat schaffen, du gees an der Moyenne mat 59 Joer an d'Pensioun. An elo muss mer mat der Egalitéitsministesch schwätzen, do gëtt et nach eng Differenz: D'Männer ginn zwee Joer manner al wéi d'Fraen. Mä mir kommen alleguerte vill méi wäit, wat d'Pen-

sionen ubelaangt. An domadder kann de System, esou wéi en de Moment ass, sech net méi droen. Duerfir kënn och eng Kéier de Moment, dass d'Reserven opgebraucht sinn an d'Recetten net méi duerginn. Dat ass eng Binsenwahrheit.

Wa mir also wëllen an dësem System bleiwen, muss mir et fäerdegbréngen, de System esou ze gestalten, dass e finanzierbar bleibt an zur selwechter Zäit jiddweregem eng korrekt Rent sécher. De momentanen Iwwerschoss an der Sécurité sociale soll eis net iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform ewechtäuschen.

An ze soen, dass et duergeet, méi an de System ze stiechen, fir de System oprecht ze halen, ass simplistesesch a spigelt d'Komplexitéit vun deem Ganzen net erëm. Well, wa mir méi an de System stiechen, heescht dat, éischters, dass d'Dépensé vum Stat weider zouhuele wäerten, mä och, dass deen Eenzelne méi an d'Pensionskeess muss abezuelen, ergo, dass him netto manner iwwreg bleibt, an dréttens, dass fir d'Betriber de Standuert Lëtzebuerg mat der Zäit manner attraktiv gëtt, wann d'Lounniewekäschten an d'Luucht ginn. A laangfristeg kann ee sech d'Fro stellen, ob et dann och nach ëmmer interessant ass fir d'Grenzgänger oder soss Ausländer, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, wat sech negativ op eis Wirtschaft an op eise Wuelfstand wäert auswirken.

Wann d'Erhéijung vun de Cotisatiounen déi eenzeg Alternativ zu Moosnamen ass, déi d'Regierung proposéiert, da froen ech mech, wien hei d'Rutte verdeelt. Eng Cotisatiounserhéijung ass net tabu, si reforméiert awer net strukturell de System. Si moderniséiert d'Pensionswiesen net op Basis vun den aktuelle Gegebenheeten, Gegebenheete vum 21. Jorhonnert, déi sech wesentlech vun deene vum leschte Jorhonnert ënnerscheiden. Ier mir op de Wee vun enger Cotisatiounserhéijung ginn, solle mir kucken, fir aner Mesuren ze huelen, déi de System nohalteg sécheren.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, wat mir momentan méi Suere bereet wéi d'Situatioun vun de gesamtöffentleche Finanzen, dat ass déi vum Zentralstat. A wann och eise Finanzminister oder soss ee vun de gesamtöffentleche Finanzen respektiv de Statsminister iwwert den Zentralstat schwätzt, da gëtt dat oft duergestallt, wéi wa mer d'Leit wéilten duerjerneemaache mat deene verschidde Budgetformen, Zentralstat oder net Zentralstat. An et huet och e puer Komponenten, an deemno, wat fir eng Komponente een a Betruecht zitt, ginn aner Ausgangspositiounen a Perspektive beliicht a sinn och aner Äntwerten néideg.

D'lescht Joer hate mir um Niveau vum Zentralstat en Defizit vun 2,5% oder iwwer eng Milliard Euro. Wann dat eemoleg wier, wier et net esou dramatesch wéi elo. De Problem läit nämlech doranner, dass mir zënter 2009 permanent am Defizit sinn. Eng Milliard d'Joer. A weder des Zuel nach déi vum Defizit vun de gesamtöffentleche Finanzen beinhaltet d'Käschte vun den zukünftigen Engagementer am Pensionswiesen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. Se beinhalt och net d'Noutkreditter, déi gegebenfalls néideg sinn, fir gréisser Enkpäss ofzefiederden.

D'Situatioun am éischten Trimester 2012 ass alles, mä net gutt. D'Ausgabe sinn am éischten Trimester 2012 méi staark geklomme wéi d'Recetten. Eng Steigerung vun iwwer 11% am Verglach mam éischten Trimester 2011. Op der Säit vun de Recettë krute mir 5,3% manner era wéi d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit. Den Defizit vum Zentralstat läit d'éischt Trimester vun dësem Joer bei ronn 700 Milliounen Euro. Am Budget vun dësem Joer ass ee vun engem Defizit vun ongeféier 1,1 Milliarden Euro ausgaangen.

Dir gesitt, d'Situatioun entspaant sech net. Au contraire, et gëtt ëmmer méi schwéier, den Équiliber vun de Finanzen bis 2014, dat Zil, dat mir eis gesat haten an un deem mer nach ëmmer wëlle festhalen, ze errechen.

Ech soen elo net, an ech hoffen et virun allem net, dass des negativ Tendenz sech an deenen nächste Wochen a Méint wäert confirméieren, mä et kann an et d'äerf een des Zuelen, déi déi generell Atmosphär beweisen, wéi et dobaussen ass, net ignoréieren.

Unni wëllen hei a Schwaarzmolerei ze verfallen, fänkt et summa summarum un, eescht ze ginn. Wa mir den Defizit esou weiderlafe loosse an eis weider verschéllen, riskéiere mir an deenen nächste Joren op e Scholdestand vun iwwer 25% vun eisem PIB ze kommen.

Fir ee klengt Land, wat exportorientéiert ass a wou d'intern Demande limitéiert ass, stellt esou eng Verschuldung eng grouss Belaaschtung duer. Derbäi kënn, dass d'Scholden net nëmme zrëckbezuelt mussen ginn, mä et muss een och den Zëns an Zënssaz zrëckbezuelen. A wa mir weider héich Scholde maachen, da geet net nëmme den Montant vun der Schold selwer an d'Luucht, mä och dee vun den Zënse, déi mir dorobber ze bezuelen hunn.

Mir riskéiere mëttel- a laangfristeg eis Topbonitéit, eisen Triple-A ze verléieren, den Triple-A, deen eis momentan erlaabt, zu gënschtegen Tauxe Suen um Marché léinen ze goen, wat mir viru Kuerzem och gemaach hunn, fir eis Dépensen ze decken, eng Milliard iwwer zéng Joer zu engem Zënssaz vun 2,25%. Dovunner kënnen effektiv vill Länner nëmme dreemen, fir esou en Zënssaz ze kréien.

Mä gleeft mir et, dat hält net un, wa mir eis weider am grouse Stil géife verschéiden. Dowéinst kann d'Verschuldung net op laang Dauer e Moyen sinn, fir eis Dépensen ze finanzéieren respektiv eisen Defizit ze decken. Dat ass genee dat, wat géif geschéien, wa mir de Forderung vu Verschiddene géifen noginn, wa mir de Status quo géifen ausruffen. Da misste mir weider Sue léine goen an op Kredit liewen.

Wéi laang, mengt Dir, géife mir dat packen, bis et da gewaltig kraacht? D'Verschuldung dierf dowéinst och net d'Excuse sinn, fir eis virun déif gräifende Reformen ze drécken. Ech hunn dowéinst och kee Versteesdemech fir Aussoen, déi dorobber zilen, eis finanziell Lag als äusserst positiv duerzestellen, déi den Defizit, dee sech zënter e puer Joer kumuléiert huet, lapidar vun der Hand weisen, mam Hiwäis, an anere Länner wier d'Verschuldung jo vill méi héich, a mir solle frou sinn, a Krisenzäiten esou Finanzen kënnen ze hunn.

Bei wéi vill Milliarden, bei wéi vill Aarbechtsplazen, déi verluer ginn, wëlle mer dann erwächen? Entreprises, déi hir Dieren zoumaachen, well keng Sue méi do sinn, fir zum Beispill an d'Infrastrukturen ze investéieren, déi der Wirtschaft zeguttkommen.

Déi bis dato net agesinn hunn, dass d'Welt zënter der Finanzkris net méi déiselwecht ass; déi, déi mengen, dass näischt muss, brauch oder soll sech änneren; déi, déi mengen, dass d'Regierung näischt Besseres ze dinn hätt, wéi erfonnten Hiobsbotschaften an d'Welt ze setzen, fir d'Leit ze erschrecken; déi, déi vu Spuer- a Scholdenhysterie schwätzen, hunn d'Zeeche vun der Zäit ganz kloer verkannt.

Si streeën de Leit Sand an d'Aen a letztendlech sinn et grad si, déi d'Leit strofen, andeems se hinnen Illusiounen verkafen, Illusiounen vun eternelem sech widerhuelendem Wuessstum, vun der ad vitam aeternam garantéierter Kafkraaft a vum geschélltene Groschen.

Mir kënnen de Wee goen, deen doranner besteet, d'Ae virun der Realitéit zouzemaachen a weider mat den Dépensé virunzefuere wéi elo an et drop ukommen ze loosse. Vläch komme mir jo nach mat engem bloen A ewech, mä eis Kanner a Kandskanner an déi nächst Generatiounen doudsächer net. An et kann net sinn, dass mir de Kanner esou eppes géifen hannerloossen.

Dat ass net dee Wee, dee mir wëlle goen, dat ass contraire zu der chrëschtlecher Sozialléier, zu där mir nach wéi vor stinn an déi d'Solidaritéit - y compris mat deene künftige Generatiounen -, d'Nohaltegkeet an d'Gemengwuel an de Mëttelpunkt vun hirer Politik stellt.

Dat ass och net wéi mir eis eng verantwortlech Politik, egal wat fir enger Couleur, géife virstellen. Deen eenzege Wee, fir aus der Kris erauszekommen, ouni déi sozial Gerechtegkeet iwwerzestrapazéieren an ouni dass de Generatiounevertrag, op deem eis Gesellschaft baséiert, implodéiert, ass deen, fir den Équiliber kuerzfristeg tëschent de Recetten an den Dépensen nees hierzestellen, ouni ze vill nei Scholden ze maachen.

Fir dësen Équiliber ze kréien, féiert kee Wee laanscht d'Reduzéierung vum Defizit, an do gëtt et och net vill aner Méiglechkeeten. Eng Optioun ass, d'Dépensen erofzesetzen; eng aner, d'Recetten - spréich d'Steieren - eropzesetzen. Eng lescht Optioun ass e Mix tëschent béiden Optiounen: Déi huet definitiv eis Prefereenz.

Et ass kloer, dass d'Léisung net nëmmen aus Spuere bestoe kann. Mir kënnen eis net zu Doud spueren. Dat ass evident. Mir mussen och wuessen. D'Léisung besteet duerfir fir eis aus engem gesonde Mix tëschent Spueren a steierleche Moosnamen, dat gekoppelt un intelligent strukturell Reforme wéi och selektiv an zukunftsorientéiert Investissemter an Dépensen.

Här President, d'Regierung huet eng Rei vu budgetäre Konsolidéierungsmoosnamen getraff, mam Zil, den Defizit während der Zäit 2013 bis 2015 ëm 1,2% vum PIB oder ronn 500 Milliounen d'Joer ze reduzéieren. D'Moosnamen, déi d'Regierung getraff huet, entsprechen der Exigenz vun der budgetärer Konsolidéierung an engem Krisekontext. Si droen och dem wirtschaftlech onsécheren Ëmfeld Rechnung.

En vue vun der Précaritéit vun de makroökonomesche Gegebenheeten ass et ëmsou méi wichteg, d'Finanzen ze stabiliséieren, mä och ëmsou méi schwéier, dat hinzekréien. Et ass keen einfachen Exercice, de roude Stéft a prekären Zäiten unzesetzen. Et muss ee spueren, mä intelligent spueren. Et muss een investéieren a Suen ausginn, mä dat muss selektiv an effektiv geschéien. Et muss een d'Recetten erhéien, spréich d'Steieren, mä oppassen, net alles op eng Kategorie vun de Leit ofzwälzen.

Et muss een och d'Betriben an hir Responsabilitéit an un hir Kontributioun zur Krisenbewältigung erënneren, ouni negativ Konsequenze fir d'Wirtschaft.

D'Konsolidéierung vum Budget soll zu engem Dröttel iwwert de Wee vu Steiererhéijungen an zu zwee Dröttel iwwert de Wee vun enger Reduzéierung op der Dépenséit geschéien. Dat entsprécht engem gesonde Mix vu Moosnamen, vun deem ech virdru geschwat hunn. De Spuerpak vun der Regierung - an ech soe bewosst Regierung, an net Finanzminister - gesäit Erspuernesser op der Säit vun den Investissemter vun 125 Milliounen Euro vir am Verglach zum pluriannuelle Plan d'investissement. Woubäi ee sech d'Fro stelle kann, ob et richteg ass, hei vun Erspuernesser ze schwätzen, vu dass eng Partie vun den Investissemter wäerte realiséiert ginn, just zu engem spéideren Zäitpunkt. Wie dem auch sei, en Erspuernesser mat Investitiounen gesäit aneschtens aus!

Ob déi nächst Joren deeslewechten Exercice bei den Investissemter machbar ass, vu dass et net duergeet, just dëst Joer d'Dépensen ze kieren, sief dohigestallt. Fir d'nächst Joer sinn op jidde Fall manner Suen fir Investissemter virgesinn, woubäi mir ëmmerhi méi wäerten ausgi wéi am Krisejoer 2009, an zwar ganzer 400 Milliounen.

Et bleift, dass et net duergeet, Projeten zäitlech ze verréckelen, se zu engem bessere Moment, wa méi Suen do sinn, ze verwierklechen. Mat der Finanz- a Wirtschaftskrisen vun 2008/2009 ass eng gewësse Prise de conscience opkomm, dass déi Croissance, déi mir virun der Krisen kann hunn, déi viles, virun allem viles mateneen erlaabt huet, dass déi net méi wäert weidergoen. Verschiddener schéngen immen ze si géint des Verännerungen an hale krampfhaft un Zäite fest, déi der Vergaangenheet ugehéieren.

Wann ech soen, dass mir net méi an absehbarer Zukunft op déi Croissance wäerten zrëckkommen, déi mir laang Zäit virun der Krisen kann hunn, dann heescht dat net, dass et eis schlecht wäert goen. Dat heescht just, dass mir eis un eng méi moderat Evolutioun vum Wuesstum gewinne sollen, ergo eis mat der Iddi ufrëne sollen, jo mussen, dass einfach manner Suen do wäerte sinn. Mir mussen léieren, mat manner auszekommen, woubäi „manner“ net onbedéngt mat „manner gutt“ gläichzesetzen ass.

Mir brauchen eng nei, eng aner, eng besser Dépensékultur wéi haut, an ech weess wierklech net, wat dorunner falsch ass. D'Verschëlendung féiert an eng Sakgaass. De Choix vun den Alternativen ass limitéiert. Et bleift eis net vill aneschtens, wéi manner a besser Dépensen ze maachen. Dat setzt virus, dass ee méi selektiv virgeet, dass Prioritéite gesat mussen ginn. Dat setzt och eng gewësse Kohärenz an der Konzeptioun an och eng gewëssen Effektivitéit viraus an der Ëmsetzung an der Realiséierung vun de politeschen Décisiounen a Projeten.

An anere Wieder: Mir mussen léieren, manner deier, méi séier, méi einfach, méi koordinéiert ze bauen, ze schaffen, Projeten ëmzesetzen. An déi riets Hand muss wëssen, wat déi lénks Hand mécht. D'Politik muss an Zukunft besser ofgeschwat ginn an d'Projete mussen op Basis vun där neier Dépensékultur, déi mir eis wëlle ginn, hannerfrot ginn. An dat géllt fir all Beräicher,

an net nëmme fir d'Investissemter, wou keng Plaz méi ass fir „Nice-to-have“-Projeten.

Am Beräich vun den Investissemter brauche mir zukunftsorientéiert Projeten, déi der demographescher Entwécklung vun eisem Land Rechnung droen, wéi zum Beispill Schoulen, mä och a virun allem Investissemter, déi der Wirtschaft zeguttkommen. Mir brauchen Infrastrukturen, déi eiser Wirtschaft erlaben, ze wuessen. Ouni wirtschaftsorientéiert Investitiounen kann eis Wirtschaft sech net weiderentwéckelen, an ouni wirtschaftlech Entwécklung hu mir keng Zukunft, weder als Land nach als Bierger.

Ech vermessen oft dësen Aspekt an den Diskussiounen, déi sech ëm d'Investitiounen dréien. Déi wirtschaftsorientéiert Investitiounen misste vill méi an de Mëttelpunkt gestallt ginn. Dat wier fir eis en Ausdrock vun enger kohärenter, zukunftsorientierter Investitiounspolitik. D'Table ronde, déi de Premierminister geschter a senger Ried zu der Lag vun der Natioun ugekënnegt huet an déi de Stau an der Investitiounspolitik soll léisen, ass e gudden Ophänker, fir esou eng Politik kënnen ze gestalten.

A Saachen Investitiounen ass nach ze soen, dass et fir eis eng absolut Prioritéit ass, zukünfteg déi Projeten ze realiséieren, déi eng Plus-value bréngen. D'Transportinfrastrukturen, sief dat d'Strooss, sief dat d'Bunn, spillen hei eng grouss Roll. Mir mussen weider den internationalen Uschloss vun eisem Land verbessern, wa mir net u Kompetitivitéit wëlle verléieren. Ech stelle fest, dass mir ëmmer nach keng optimal Verbindung no Däitschland oder an d'Belsch, virun allem Bréssel, hunn. Dës Verbesserung ass virgesinn, wat ech extrem begrëissen, mä dat geet eis einfach net schnell genuch weider.

Wann ech soen, dass den internationalen Uschloss vu Lëtzebuerg soll weider ausgebaut a verbessert ginn, ass dat kee Blankoscheck fir all Projete mat internationalem Flair, et ass awer e kloer Message, wuer et eiser Meenung no soll hiegen.

Déi aktuell Krisen kënnen mir just iwwerwannen, wa mir geziilt an d'Wirtschaft investéieren. Dazou zielt an eisen Aen och den Ausbau vum ganze Kommunikationssystem. Och eis GSM-Netzer mussen méi stabil ginn; net all puer Kilometer dierfen d'Verbindingen ewechfueren, wéi dat heiansdo de Moment leider de Fall ass.

Och aner Infrastrukturen mussen weider ausgebaut ginn. Ech denken do un d'Glasfasernetz, dat bekanntlech als Zukunftstechnologie schlechthi géllt. Viles ass an deem Beräich geschitt: D'Post bitt zënter leschem September Zougang zum Héichgeschwindigkeit-Internet, LuxConnect ass nieft der Post dat zweet Standbeen, wat den infrastrukturelle Beräich ugeet a steet wéi d'Post fir e leeschtungsfaegen Internetzugang zu Lëtzebuerg. Et géllt hei, weider de Réseau auszubauen an ze optimiséieren.

Nach e Wuert zu LuxConnect: Dës Gesellschaft ass net nëmmen am Beräich vun der Konnexioun tätég, LuxConnect ass och am Data-Center-Beräich tätég. Mat sengen zwee Data-Centeren a geschwënn engem drëtten drëtten LuxConnect zum Ausbau vun deem Beräich zu Lëtzebuerg bäi. Den neien Center zu Biissen wäert och mat gréngem Strom gespeist ginn an dréit domat dem Klimaschutz Rechnung.

Et ass ganz kloer, dass, wa mir wëllen de Match „Kompetitivitéit“ net verléieren, d'Investitiounen am Beräich vun der Kommunikatioun net dierfe feelen. Mir mussen an deem Beräich innovativ sinn a virun allem mussen mer et fäerdigbréngen, hei vill méi schnell ze reagéieren wéi eis Noperen.

Stéchwuert Cloud computing: De leschten Hierscht hunn IBM a LuxCloud d'Konklusioun vun engem Partenariat a puncto Mise en place vun enger Infrastruktur ugekënnegt. Dësen Accord kéint derzou bäidroen, dass Lëtzebuerg sech mat der Zäit eng gewësse Reputatioun op deem Gebitt ueueent an esou zu engem Centre de compétence kéint ginn.

Et gétt och am Kader vun der ISO, der internationaler Normalisatiounsorganisatioun, eng Plattform oder en technesche Comité, dee sech mat der Applikatioun auserneeest an dee vun der Expertesäit aus als „forum leader“ an deem Beräich géllt. Wa mir wëllen eng féierend Kraaft op deem Gebitt ginn, wier et dann net sennvoll, wa mir méi, wéi dat haut de Fall ass, an d'Aarbechte vun deem Comité agebonne wieren? Den ILNAS huet fir de Moment just de Statut vun engem Membre observateur. Hätt Lëtzebuerg de Statut vun engem Membre participant, kéint een un der Ausschaffung vu sougenannten „bonnes pratiques“ deelhuefen an op d'Reglementatioun vum Cloud computing e gewëssenen Afloss ausüben.

Déi nei Technologie biergen nieft enger ganzer Rei vun technesche Schwierigkeiten och gewësse Risiken. An d'Sécherheet ze investéieren ass dowéinst fundamental. Duerfir hu mir

och de CERT oder de Cyber Security Board an d'Liewe geruff. Mä läit dann net déi beschte Sécherheitsstrategie doranner, un der Gestaltung vum System selwer deelzehuelen?

Wa viles op deem Gebitt am Fuersuchungsberäich déi lescht Jore geschitt ass, vill investéiert ginn ass, viles weider investéiert gétt, bleift et, dass de betrieblchen Aspekt och hei vill méi am Mëttelpunkt misst stoen. Mir dierfe bei all deem net vergiessen, dass och d'Wirtschaft selwer sech ëmmer méi op Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie spezialiséiert. Den ITC huet Nischepotenzial. Wann en op deem Gebitt innovativ ass an eng féierend Roll spillt, dann ass dat kloer en Avantage fir eise Standuert.

A wa mir scho vun der Wirtschaft schwätzen a vun hirer Zukunft, da mussen mir, léif Kollegeginnen a Kollegen, och de Betriber méi ubidde wéi just e gutt Stroossenetz oder e Kommunikationssystem. D'Gesamtëmfeld, dat fir e Betriber wichteg ass, muss interessant si respektiv bleiwen. Dat geet vun der Ausbildung vun eise jonke Matbierger an den zukünftege Salarié bis hin zu all Zort vun Ënnerstützung.

A Reziounszäiten huelen d'Stëmmen, déi fir méi Steieren um betrieblchen Niveau plädéieren, zou. Zënter der Finanzkrisen vun 2008/2009 héiert een ëmmer méi dacks, dass déi, déi d'Krisen verursaacht hunn, och fir d'Krisen bezeuele missten. Da solle mir ganz genee soen, wien dat dann ass, deen d'Krisen verschëllt huet. Wat fir ee Finanzinstitut oder wéi eng Bank hei zu Lëtzebuerg ass fir d'Finanzkrisen, déi virun e puer Joer d'Weltwirtschaft erschütteret huet, verantwortlech?

A sinn et wierklech nëmmen d'Banken an d'Finanzinstitute, déi hei an der Verantwortung stinn? Ass et net esou, dass hannert de Banken an de ganze Spekulationsgeschäfte Mënsche stinn? Grouss a kleng Aktionären, grouss a kleng Clienten? Wien ass dat dann elo? Pauschal a populistesch Aussoe léise weder eis Problemer nach brénge se iergendeppes an der Debatte ëm d'Budgetsituatioun. Si suerge just fir onnéideg Beonrouegungen a Streidereien.

An deem Kontext ass nach ervirzehiewen, dass d'Betriben hiren Deel un der Berengung vun de Finanzen wäerte bäidroen. Et sinn also net nëmmen d'Salariéer an der large an d'Rentner, déi fir d'Krisen opkomme wäerten. D'Solidaritätssteuer geet nämlech net nëmme fir d'Privatleit ëm 2% erop, mä och fir d'Betriben an d'Gemeynden. Dat mécht ronn 100 Milliounen aus, déi gréisstendeels vum Finanz- a Bankesektor wäerte bezuelt ginn.

D'Hausse vun der Solidaritätssteuer ass net den Ausdrock vun enger ineffizienter Politik, mä vun enger Politik, déi, ugezielt vun der prekärer Lag, an där mir eis befannen, net wëllt eng Kategorie vu Leit oder vun Interessensgemeinschaften géint eng aner ausspillen. Jiddwereen huet hei säi Bäitrag ze leeschten, déi eng méi, déi aner manner. Ech wëll och just hei drun erënneren, dass et schonn Zäite gouf, wou d'Solidaritätssteuer bei 10% louch, an dat ass net manner wéi 30 Joer hier. Eng minimal Besteuerung vun Entrepreneuren wäert och agefouert ginn. Dat wäert ronn 50 Milliounen dem Budget erabrénge.

Ech hat a menger Ried Enn Mäerz, wou ech mech fir d'Iwwerdenke vun de betrieblchen Steieren ausgeschat hat, drop higewisen, dass, wann een un d'Betriebssteiere geet, een ëmmer soll d'Konkurrenz aus dem Ausland am Hannerkapp behale souwéi d'Gesamtbild vun all de Laaschten, déi d'Betriben ze droen hunn. Ech denken, dass déi steierlech Mesurë vun der Regierung fir d'Patronat drobar sinn, dass dat steierlecht Ëmfeld weider attraktiv bleift. D'Oppositioun ka berouegt sinn, d'Politik vun der Regierung ass keng betriebsfeindlech Politik!

Mä mir mussen awer oppassen: Mir dierfen d'Patronat sécher net aus senger Verpflichtungen entbannen, mir dierfen et awer och net esou wäit komme loossen, dass d'Betriben eis fortlafen, well d'Laaschten einfach ze grouss ginn.

À propos betriebsfrëndlech Ëmfeld! Ech wëllt, Här President, gär kuerz hei op d'Situatioun an der Sidérgie, virun allem mam Plang „Lux 2016“, agoen. Vu dass d'Wirtschaft d'Basis vun eisem Wuelstand, ergo virun allem déi Stolindustrie d'Basis vun eisem Wuelstand ergo och vun eiser Zukunft ass, gehéiert et zu den Aufgabe vun der Regierung, d'Betriben ze ënnerstëtzen.

Enn Mäerz ass de Protocole d'accord iwwert den Zukunftsplang vun der Sidérgie, den Accord „Lux 2016“ tëschent dem Stat, de Gewerkschaften an ArcelorMittal ënnerschriwwen ginn. Dësen Accord gesäit eng Rei vu Moosnamen vir, déi sech ënner anere op d'Restrukturatioun vun den Aktivitéiten vun de Sitë Schëffleng a Rodange wéi och op d'Moderniséierung an déi domadder verbonnen Investissemter virun allem zu Esch/Belval an Déifferdeng bezieen.

Nom Accord soll de Stat tëschent 2012 an 2019 60 weider Milliounen Euro an de Finanzement vun de Préretraité fir d'Joergäng '56 bis '59 investéieren. De gesamte Käschtpunkt wäert bei ronn 224 Milliounen Euro leien. Mä mat der Amottung vum Site Schëffleng wäert ArcelorMittal Sue spueren respektiv e Benefiss maachen. Mat der Amottung spuert nämlech ArcelorMittal iwwer 80.000 t CO₂ respektiv kéint des Zertifikater um CO₂-Marché verkafen an eng Plus-value realiséieren. Op deem Punkt bestinn nach juristesche Onkloerheeten, déi den zoustännege Minister sech verflucht huet ze klären.

Et muss een och oppassen, wann een zum jützege Zäitpunkt direkt seet: „Si si fort“, ob se dann net soen: „Ma et ass duerfir, wou mer iwwerhaupt net méi mam Site Schëffleng ugefuer sinn“, sou dass een déi Punkten nach muss klären. Mä et ass awer genauso wichtig, dass de Lëtzebuerg Stat des Restrukturationsmoosnamen vun esou enger Envergure begleet a matfinanzéiert.

D'CSV steet hannert den Engagemter vum Stat am Kader vum Accord „Lux 2016“. Hanner all Restrukturatioun steet e Salarié, seng Famil, stinn Existenzen, déi et géllt ofzesécheren. Wann also déi staatelech Begleedung a finanziell Participatioun richteg ass, da kann et awer net sinn, dass eng Entreprise mat der Schléissung respektiv Amottung vun engem Site och nach e Benefiss mécht.

Mir sinn der Meenung, dass, wann eng Plus-value mam Verkauf vun den Zertifikater realiséiert gétt, déi och misst an d'Gesamtdeppen erafléissen, dat fir d'Restrukturatioun virgesinn ass, ergo dass d'Plus-value och d'Restrukturatioun misst matfinanzéieren. Mir wieren..., et kann net sinn, dass d'Regierung fir eppes bezilt, ouni d'Méiglechkeet vun enger Contrepartie virzugesinn.

Et kann net sinn, dass mir op där enger Säit 60 Milliounen bei der Fonction publique spueren mat zäitlecher Verrécklung vum Accord salarial - an domadder während fënnf Joer näischt an der Fonction publique - an op där anerer Säit ronn 60 Milliounen fir Restrukturationsmoosnamen ausginn zum selwechten Zäitpunkt fir d'ArcelorMittal, wann déi eng Plus-value mécht.

Ech bedauern, dass Leit vun hir an den CDR geschéckt ginn. Et hätt een och aneschtens verfuere kënnen. Et hätt och kënnen dohinner goen, d'Leit sennvoll ze beschäftegen, zum Beispill op Terrainen, déi fräi ginn. Arcelor huet sech jo verflucht, der Regierung verschidden Terrainen zur Verfügung ze stellen. Et gétt bei ArcelorMittal Terrainen, déi mussen sanéiert ginn, wou awer nach Infrastrukturen drop stinn. Ech wëll d'Beispill gi vun Terres Rouges, wou schonn zënter iwwer 30 Joer näischt méi leeft, wou nach ëmmer Gebailechkeeten do stinn. Och dat hätt kënnen eppes sinn, dass ArcelorMittal deene Leit do eng sennvoll Beschäftigung ginn hätt.

D'Gemenge sinn amgang, Leit anzustellen, déi ronderëm sinn, wat och gutt esou ass. Mä et wier och wichteg gewiescht, wann ArcelorMittal och bei sech selwer gekuckt hätt, wat se hätt kënnen maachen.

Et gétt bei ArcelorMittal Terrainen, déi mussen sanéiert ginn, wou awer nach, wéi gesot, déi Infrastrukturen drop stinn. Si kënnen also net tel quel zum Beispill fir Wunnengsbau benotzt ginn. Souwisou, bei deenen Industrieterrainen ass et och ëmmer gewot, wa se net honnertprozenteg sanéiert sinn, wat de Buedem ubelaangt, Wunnengsbau drop ze maachen. Mä et kann een eng Dall dropmaachen an nei Betriber usiedelen.

ArcelorMittal hätt kënnen déi Leit, déi vun der Restrukturatioun betraff sinn, op dësen Terrainen schaffe loossen. Dës Leit hätt kënnen déi Terrainen preparéieren, fir duerno sennvoll sanéiert ze ginn. Dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, déi sennvoll gewiescht wier, déi och exemplaresch gewiescht wier a puncto sozial Verantwortung vun engem Betrib.

Doriwwer eraus ass och vun der Nidderloosung vu Betriben op dësen Terrainen geschwat ginn. Et gétt zwar Leit heibannen, déi mengen, grouss Betriber, déi vill Plaz brauchen, kéimen net méi op Lëtzebuerg. Mir gesinn dat awer anescht: Vill Baubetriben, vill Veraarbechtungsbetriben sichen Terrainen, wou se kënnen hin, wou et ëmmer heescht, e Baubetrieb ass eng Nuisance, e Metallveraarbechtungsbetrieb ass eng Nuisance, an op deenen alen Industrieterrainen géife sech...

(Interruption)

Oh, mä et sinn awer och Betriber, déi Terrainen brauchen, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Natierlech, natierlech.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Et sinn der och an der Stad Lëtzebuerg, déi Terrainen brauchen.



► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Selbstverständlich, déi kréie se och do. Am Contraire zu anere Gemengen, wou Dir da wahrscheinlech sidd.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Maja, dofir probéiere mer jo do...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat huet awer näischt mat enger seriöser Industriepolitik ze dinn...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mä dat gehéiert awer och zu enger Industriepolitik. Mir mussen attraktiv Rahmbedéngunge schaffen, déi jee no dem Typ vum Betrib aneschtens ausfale kënnen. Do géllt et, keng Zäit ze verléieren, prospektiv, proaktiv a kohärent virzesuergen, fir eis kënnen optimal opzestellen.

Ech stellen awer fest, dass kee sech bis haut mat dëser Fro esou richteg befasst huet. Mir kënnen eis awer net de Feeler erlaben, wäertvoll Zäit einfach versträchen ze loossen. L'avenir se prépare aujourd'hui! Dat wëssen och eis Konkurrenten, déi weder waarden nach zécken, fir eis ze iwwerhuelen.

Här President, nieft de geplangten Aspuernisser op der Säit vun den Investissementer plangt d'Regierung och eng Rei Ajustementen am Niveau vun de Subventiounen, an dat fir e Gesamtmontant vun zéng Milliounen. Dat entsprécht genee deem, wat mir als CSV-Fraktioun Enn Mäerz op dëser Tribün gefuerdert hunn. Mir haten nämlech de Sënn an den Zweck vun de Subventiounen hannerfrot.

D'PRIME CAR-e soll ewechfalen, wat eng gutt Saach ass. Ech denken awer, dass déi ganz Subventionpolitik misst eng Kéier seriöser ënnert d'Lupp geholl ginn, an all Subventionenposte sollt eng Kéier op seng Effikasitéit hin iwwerpréift ginn.

Och Enn Mäerz hat ech drop higewisen, dass d'Sozialtransferte ronn 35% vun de Gesamtdépendenzen ausmaachen, Tendenz steigend, well vill vun dese Mesuren a Prestatiounen op engem Automatismus baséieren. Laangfristeg ass dat doten net ze finanzéieren. Ech hunn och deemools am Plenum gesot, an ech widerhuelen et, dass Choix muss getraff ginn, an ech hunn dobäi gewart, alles op eng Kategorie vu Leit ofzewälzen.

Mir hu gesot, dass ee misst nom Motto „jiddwereen e bëssen a keen ze vill“ verfuere, soss géife mer d'sozial Kohäsion hei am Land strapazéieren. Wann een zu Lëtzebuerg seet, dass d'Käschten am Sozialberäich explodéieren an dass gekuckt misst ginn, dass een an deem Beräich méi effikass a méi selektiv misst virgoen, da gétt direkt ouni ze differenzéieren an ze nuancéieren vu Sozialofbau geschwat. Dat ass natierlech méi einfach, wéi eng komplex Matière an all hiren Elementer ze erklären. Et héiert sech och gutt un, et bréngt Stëmme an bréngt Stëmmung, et peu importe, wann et net richteg ass!

Firwat soll d'Regierung un de Rentenajustementen goen an deem am Joer 2013 aussetzen, vu dass dobausse behaupt gëtt, dass déi normal Pensiounen hei am Land net esou héich wieren? Zu Lëtzebuerg sinn eis eeler Matbierger manner dem Risiko vun der Aarmut ausgesetzt wéi zum Beispill d'Kanner. D'Aarmut hält, an dat ass eng Spezifitéit vu Lëtzebuerg, mam Alter of. Si hält awer op där anerer Säit mat all Kand, wat an engem Ménage derbäikënn, zou.

De Chômage, Ännerungen am Familljen- an Zesummeliewe wéi eng Scheedung stierzen oft Leit an d'Aarmut. Manner de Fait, wann een an d'Pensioun geet, géif zu der Aarmut bäidroen. Kloer, och bei eis hu mir Pensionären, deenen hir Rent net héich ass. Där sougenannt „Hongerrenten“ gétt et awer bal keng méi, wann d'Leit eng voll Carrière hunn. Et ass awer scho staarken Tubak, fir generell ze behaupten, dass eis Pensiounen net esou héich wiere wéi an deenen anere Länner!

Zu Lëtzebuerg - ech weess, dass dat och reng statistesch ass -, wann een d'Gesamtausgabe vun de Pensiounen kuckt, kënn an der Moyenne e Salaire annuel vu 40.000 Euro d'Joer eraus. Dat si ronn 3.300 Euro de Mount. En onqualifizierten Aarbechter, deen de Mindestloun kritt, huet ronn 22.000 Euro d'Joer respektiv 1.800 Euro de Mount zur Verfügung. E Salarié, deen de Mindestloun bezitt - an där hu mir vill -, muss also méi ferm knaen wéi déi Leit, déi mat der Moyenne vun der Pensiounen mussen auskommen.

Et ass net ongeféierlech, eng Kategorie vu Leit géint eng aner Kategorie vu Leit auszepillen. Wann et evident ass, dass d'Rentner un Revenu national participéiere sollen, dann ass et grad esou evident, dass ee muss kucken, dass ee gewëssen Équilibre besteet tëschent de Revenu vun de Rentner an deene vun de Salariéen.

Derbäi ass nach ze soen, dass de Rentenajustement op den 1. Januar 2013 net ausbezuelt gëtt, mä dass en nees ab dem 1. Januar 2014 -

virausgesat dat neit Gesetz vun de Renten, esou wéi et déposiert ass - erëm géif spillen, an dass duerfir och déi Fro, déi oft gestallt gëtt: „Wéi laang geschitt dann elo näischt?“, dass dat da just Leit kënnen sinn, déi de Projet de loi vun de Renten net gelies hunn.

Mir dierfen och an deem Kontext net vergiesse, dass d'Regierung de leschten Dezember och eng Rei vu Moosname geholl huet, dont d'Moduléierung vum Index. D'Leit hunn zréckbehalen, dass se just nach eng Indextranche d'Joer géife kréien. De Fait, dass mir als eenzeg Land an enger Krisenzäit duerch des Décision de Leit bis 2014 eng Indextranche garantéiert hunn an domadder hir Kafkraaft ofgeséichert hunn, dovunner gëtt net geschwat. D'Pensiounen sinn och indexéiert, hir Kafkraaft ass esou wéi d'Kafkraaft vum Salarat bis 2014 ofgeséichert.

Des Weidere wëll ech hei ënnersträchen, dass mir begrëssen, dass de Mindestloun op den 1. Januar 2013 wäert ugepasst ginn.

An deem Kontext muss een och den neien Accord tëschent der Regierung an der CGFP begrëssen an hinne félicitéieren, eng Eenegung am Gudden fonnt ze hunn, déi vun de Leit dobaussen an och heibannen akzeptéiert gouf. Dësen Accord ännert net vill um Inhalt vun deenen Accorden, dem Gehälteraccord an der Gehälterreform, déi d'lescht Joer am Juli ofgeschloss goufen. Mä et gesäit een awer eng nei Zäitschinn vir. No den Accord vum leschte Joer wier d'Gehälterreform schonn dës Joer operationell gewiescht an d'Statsbeamten hätten dës Joer eng Prime kritt an duerno eng linear Augmentatioun.

D'Gehälterreform ass vun der CGFP am Hierscht a Fro gestallt ginn. D'CGFP, déi net méi mat all Detail averstane war, hat d'Procédure de conciliation lancéiert. An der Tëschenzäit huet sech awer déi wirtschaftlech Situation weltwäit, net nëmme hei bei eis, esou verschlechtert, dass et schwéier ze vermëttelen gewiescht wier, wann dës Joer, nodeems esou vill vu Spuere geschwat ginn ass, d'Fonction publique eppes bäikritt hätt an déi aner net.

D'Moosname vu béiden Accord sinnen allegueren no hanner geréckelt ginn. D'Gehälterreform trëtt den 1. Januar 2014 a Kraaft, méi spéit wéi geplangt. Ech kann domadder liewen, och wa mir léiwer gehat hätten, dass déi wéi geplangt ëmgesat gi wier. D'Prime unique gëtt mat der Pai vom August 2014 ausbezuelt an den 1. Januar 2015 trëtt de Gehälteraccord a Kraaft, wat notament déi linear Augmentatioun ueget.

Mat deem neien Accord dréit och d'Fonction publique hir Kontributioun zur Bewältegung vun der Kris, an et ass net näischt, während praktesch enger ganzer Legislaturperiode Nullronnen ze akzeptéieren. Ech muss soen: Chapeau fir d'CGFP a Chapeau fir déi zoustänneg Regierungsmemberen!

Zur Reform selwer vun der Fonction publique wëll ech just nach ervirhiewen, dass de Conseil ufanks Mäerz d'Prioritéite vun der Kommission am Kader vum Wuesstumspabeier 2012 iwwerholl huet, an dese Pabeier zielt fir 2012 fënnef Prioritéiten op. Eng dovunner bezitt sech op d'Moderniséierung vun de Verwaltungen. D'Reform, déi eng Revalorisatioun vun deene verschiddene Carrièren, d'Aféierung vum Bachelor-Diplom wéi och d'Aféiere vun der Gestion par objectifs, mam Zil, d'Effizienz vun den öffentlichen Verwaltungen nach méi ze förderen, virgesäit, dréit dëser Prioritéit Rechnung.

E Land kann nëmme gutt fonctionnéieren, sech dobausse gutt verkaufen a positionéieren, sech den Erausforderunge vun haut a vu muer stellen, wann et sech op eng effikass, effizient a modern Verwaltung ka verloossen. D'Reform vun der Fonction publique muss kommen, an déi Bereitschaft ass do an dat ass gutt esou.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, d'Regierung huet och um Niveau vun de Sozialtransferten am wäitgehendste Sënn geplangt, de System vum Chèque-service ze adaptéieren. De Käschtepunkt vun der Kannerbetreuung ass explosionsaarteg an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. D'Chèques-services hunn et mat sech bruecht, dass fir vill Leit d'Kannerbetreuung abordable ginn ass, dass d'Ausübe vun engem Beruff fir béid Eltere sech rentéiert.

Dat muss och esou bleiwen, well wann de Käschtepunkt vun der Kannerbetreuung ze vill grouss gëtt, da besteet de Risque, dass Eltere manner op den Aarbechtsmarché ginn oder do bleiwen, an dës wier net nëmme net kompatibel mat eisen internationalen Engagementer, mä dës hätt och negativ Konsequenze fir eist Land, wa manner qualifizéiert Männer a virun allem Fraen der Économie zur Disposition stinn.

Éier een op deem Gebitt de roude Stéft usetzt, wier et eng Kéier gutt, de System ze kontrolléieren. Et gëtt jo de Moment am Familljeministère - mä hei loossen ech awer och den Éducatiousministère net aus senger Verantwortung

eraus - doriwuer nogeduecht, méi Mindeststandarde bei der Qualitéit an der Garde kënnen anzeféieren. Konventionéiert a privat kann och an Zukunft nëmme zesumme fonctionnéieren, och wann d'Konditiounen heiansdo ganz anerer sinn.

Bis ewell hu mir an der Betreuung vun eise Kanner virun allem d'Kanner net aus den Ae verluer a sollten dat och net maachen, well do dréit et sech ëm d'Zukunft vun eise Land, well eis Kanner sinn eist gréisste Gutt, wat mer hunn. Qualitéit an der Betreuung heescht awer net, dass alles ëmmer méi deier muss sinn oder ginn. Och hei misst de gesonde Mënscheverstand iwwerhandbehalen.

Wat awer op kee Fall ka sinn: dass tëschent privater a konventionéierter Betreuung Diskrepanz besteet. An ech soen hei kloer „Kannerbetreuung“ an net „Kannerversuergung“. De Stat muss sech hei senger Roll als Garant vun der Qualitéit bewusst sinn a bleiwen. Grad wann ee weess, dass de Wandel vun eiser Gesellschaft mat all deenen ënnerschiddleche Familljekompositiounen d'Saach net méi einfach mécht, gëtt dës ëmsou méi eng Prioritéit.

Et ass awer och richteg, dass d'Ausmooss vun de Prestatiounen, dass d'Käschten an deem Beräich explodéieren, an dës an enger Zäit, wou manner Suen do sinn. Dann ass et fir eis Zäit, dass ee sech seriöser Gedanken iwwert d'Ausrichtung vun der Politik a Saache Kannerbetreuung mécht: Wéi soll dës Kannerbetreuung an Zukunft ausgesinn? Wie soll se maachen? Wie soll se finanzéieren?

Bei engem rezenten Débat hei iwwert de Profil vum Enseignant ass gesot ginn, dass mir eis fréier oder spéider mat der Iddi „Ganztagsbetreuung“ an der Schoul wäerte missen ofginn. Ass elo dës Ausso éischer aus engem pädagogesche Grond eraus formuléiert ginn, esou gëtt et awer och ganz sécher finanz- an organisationstechnesch Grënn.

An Zukunft wäert d'Koordinatioun tëschent der Schoul an de Maison-relais ëmmer méi an de Vierdergrond kommen. Dat ass souwiesou d'Conditio sine qua non vun engem gesamtheetleche Betreuungskonzept, deen à la longue finanzierbar ass. Wann d'Koordinatioun a verschiddene Gemenge gutt fonctionnéiert, fonctionnéiert se net iwwerall. Mir brauchen allgemeng Rahmbedéngungen, déi sech souwuel op der ieweschter Spëtzt vum Land wéi och am déiwe Süden d'selwecht applizéieren.

A wa mir vum Ausmooss vun de Familljenzoulage schwätzen am Hibleck op déi sozial Selektivitéit, dann dränge sech gewësse Froen op, déi mat der Ausrichtung vun der Familljepolitik ze dinn hunn. Wann et fir eis evident ass, dass d'Ënnerstützung vun de Familljen eng Prioritéit ass a bleiwe soll, heescht dat, dass mir weiderhin all Famill, ouni ze differenzéieren, weider gläich behandeln oder gläich ënnerstëtzen? Musse mir net vill méi selektiv ginn? Ouni elo wëllen all Froen ze stellen, muss d'Ausrichtung vun der Politik, der Familljepolitik aus sens large, wat d'Kannerbetreuung ubelaangt, nei definiéiert ginn, wie wat kritt. Och hänkt dat vun de Revenuen of.

A wa mer schonn derbäi sinn, kann ee sech och d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wier, fir iwwer strukturell Reformen um steierleche Plang nozedenken. Ass e System, dee steierlech Avantagen un d'Bestietnis koppelt, nach zäitgeméiss? Sollten dës Avantagen net un d'Kanner gekoppelt ginn? Dës Fro ass berechtigt, wann ee sech de Wandel vun der Gesellschaft a virun allem vu Familljeliewen a -form virun Aen hält.

Den Accord an der Fonction publique mécht et scho vir bei den Allocations de chef de famille. Firwat soll net d'Famill mat de Kanner den Ausgangspunkt sinn op de Steieren? Mä et ass jo eng Resolutioun hei ugeholl gi gewiescht, wou mer gesot hunn, mir géifen eng Kéier alles dat am steierlechen Aspekt kucken, an dat hei si vläicht Iddien, fir deen Débat dann och unzekerbelen.

De Spuerpak, deen d'Regierung ficeléiert huet, gesäit och aner Moosname vir. Nieft dese Moosname gëtt et nach eng Rei vu Beräicher, wou ee kéint Sue spueren. D'Moosnamen, vun deene mir haut schwätzen, sollen am Budget fir 2013 fléissen. Si ginn awer net duer. D'nächst Joer muss weider gespuert ginn, an d'Joer drop mat ganz grousser Wahrscheinlechkeet och.

Dowéinst sinn, wéi ech dat och schonn ervirhewen hunn, nieft Konsolidéierungsmoosname strukturell Reformen unabdingbar, wéi och d'Festleeë vu Prioritéiten. An dat muss de Fall sinn. Mir kënnen eis net weider erlaben, de Kapp an de Sand ze steechen an ze maachen, wéi wann elo alles Méiglech scho gemaach wier.

Et geet net duer, wéi eng Rei vun de Kolleegen och hei am Haus mengen, dass d'Steiererhéijungen dat Ganzt schonn erëm an den Équili-

ber géife bréngen. Mir brauche Strukturreformen, an zwar net eréischt an e puer Joer, mä elo. Och geet et net duer, einfach op d'Regierung a virun allem de Finanzminister ze klappen, wann deen emol mat neien Iddien kënn. Ze mengen, wann d'CSV an der Opposition wier, dat wier d'Rettung vum Land, dat ass mer awer e bësse bëlle!

Här President...

(Interruption et hilarité)

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, eng vun de Prioritéiten ass a bleift an eisen Aen d'Éducatioun vun eise Kanner. Eis Schoul produzéiert nach ëmmer vill ze vill Schouloffbriecher. Ech benotzen hei bewusst d'Verb „produzéieren“, well ee vun den Haaptgrënn, firwat esou vill Jonker zu Lëtzebuerg fréizäiteg vun der Schoul ginn ouni Diplom oder adequat Formation, huet mam schoulesche Messerfolleg ze dinn. Wann d'Kanner permanent duerchfalen, kënn iergendwéini e Moment, wou se keng Loscht méi hunn, weider an d'Schoul ze goen.

Mir mussen et fäerdegbréngen, d'Schoul an de Schoulsystem esou ze gestalten, dass all Kand d'Méiglechkeet kritt, säi ganz Potenzial a Capacitéiten ze entfalten, ouni dass mir e System kréien, deen duerch eng Nivelléierung no ënne gekennzeechent ass.

Eng Rei vu Reformen sinn 2009 - zum Beispill de Fondamental an d'Formation professionnelle - gestëmmt an an d'Wee geleet ginn. E Bilan soll fir de Fondamental Enn dës Joers gemaach ginn. Mir hätte léiwer gehat, dass dat méi fréi komm wier, notament am Hibleck op déi problematesch Ëmsetzung vun deenen zwou Reformen, déi ech uewen ernimmt hunn an déi elo net méi esou séier solle kommen.

Den Dépôt, do wier et och wichteg gewiescht, wa mer déi Analys gehat hätte virum Dépôt vum Gesetz iwwert de Secondaire. D'Décision vun der Ministesch, ofzeweerde bis d'nächst Fréijoer, weider Échangen ze féieren, ass ze begrëssen, well bis dohinne läit dann och déi Analys vun deene Reforme vir. Ech denken, dass de Bilan eng Rei vu wäertvolle Konkursiounen wäert beinhalten, déi onbedéngt an d'Reform vum Secondaire wäerten afléissen, esou dass dat eng gutt an eng richteg Décision war, den Dépôt vum Projet no hannen ze réckelen.

Vun der Reform an der Schoul hänkt villes of, als Allererischt dat individuell Schicksal vun all Kand a Jugendlechen, deenen eist Land net egal ka sinn, mä och d'Schicksal vun eise Land. Mir brauche méi wéi jee gutt qualifizéiert Leit. D'Wëssensgesellschaft stellt eng Rei vun Erausforderungen, y compris a virun allem un d'Schoul.

Et geet hautzudags net méi duer, just Fachkenntnisser ze hunn an e Beruff ze meeschteren. Et ass haut onerlässlech, och iwwert déi néideg Kompetenzen ze verfüegen, déi e erlaben, sech un den ekonomeschen, technologeschen a gesellschaftleche Wandel ze adaptéieren. D'Experte schwätzen oft vun enger Crise de l'employabilité. Et gëtt vill Leit, déi am Chômage sinn, et gëtt der net genuch, déi qualifizéiert sinn: eng paradox Situatioun, déi genee déi erëmispigelt, déi mir hei zu Lëtzebuerg kennen.

D'Pénurie vun den Talenter huet ekonomesche Auswierkungen. Mir brauche just an der ITC-Branche kucken ze goen, wéi vill Lëtzeburger do sëtzen. Net vill. Wa mir wëlle weider federführend an deem Beräich sinn, geet dat just, wa mir och dat néideg qualifizéiert Personal hunn. Fir de Moment gi mir eist qualifizéiert Personal an deem Beräich an d'Groussregiounen sichen, mä wéi laang nach? Fréier oder spéider wäerte mir op Leit zréckgräife mussen, déi vu vill méi wäit hierkommen, an dat wäert deemno aner Integrationsproblemer stellen.

An et huet net ëmmer alles just mat de gudden Paien am öffentleche Secteur ze dinn, wann d'Lëtzeburger Privatbetriber Problemer hunn, fir Résidenten anzustellen. Manner wéi d'Haltschent vun de Kanner, déi eise Schoulsystem verloossen, hunn e Premièrsexamen oder en equivalente Schouloffschloss. A just en Drëttel vun deene maachen en Unisofschloss oder en equivalenten Ofschloss.

D'Reformen, déi ageleet si respektiv déi ageleet wäerte ginn, sinn also net vu Muttwëll. Et bleift, dass nach munchen net esou leeft, wéi et soll lafen, an dass gekuckt misst ginn, dat ze behiewen, éier mer deen nächste Schrëtt aleeden.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, mir begrëssen, dass d'Wunnengs-, d'Wunnepolitik e grouse Bestanddeel vun der Ried zur Lag vun der Nation vum Premier war. Wunnen zu Lëtzebuerg nämlech gëtt ëmmer méi deier, stellt fir ëmmer méi Leit e gréisser Problem duer.



An deene leschte sechs bis siwe Joer ass de Präis vun den Haiser ëm 22% an d'Luucht gaangen, dee vun den Appartementen ëm bal 28%. An d'Präisser ginn net nëmme am Ballungszen-trum Stad a ronderëm erop. Dës Evolutioun huet gréisstendeels domadder ze dinn, dass d'Demande méi grouss ass wéi d'Offer. Et ass dowéinst wichteg, dass weider am Wunnengsbau investéiert gëtt. Méi Wunnenge bedeit nämlech à terme och manner Pressioun um Immobiliemarché a wäert och eng gewësse Regula-tioun vun de Präisser mat sech bréngen.

Am Kader vum Pacte Logement hu sech ëmmerhin 98 Gemengen ënner verschiddene Kon-ditioune verflücht, ronn 52.000 Wunnengen ze schafen. Dovu si scho 7.300 Wunnenge fäer-deg, eng 24.000 sinn amgaang gebaut ze gi respektiv d'Prozedur leeft hei schonn an eng 21.000 Wunnenge sinn nach an der Planifica-tioun.

Dernieft sollen nach 17.700 Wunnengen iwwer sougenannte Projets d'envergure a 4.000 am Kader vu grouse Projeten, wéi zum Beispill op de Friché vu Wolz oder am Kader vun der Nordstad, realiséiert ginn. Am Kader vum Plan sectoriel «Logement» sollen och nach weider 18.000 Wunnengen iwwert de Wee vum enger Densificatioun entsoen. Am Ganze mécht dat bal 90.000 Wunnengen aus fir ongeféier 218.000 Leit, wat scho beachtlech ass.

Deen néngte Bauprogramm vum subventio-néierte Logement gesäit och dernieft de Bau vu ronn 9.000 Unitéiten, an dat fir e Montant vu 520 Milliounen Euro Subventioun vir.

Et gëtt och eng Rei vun Initiativen a Mooss-namen, déi dorobber zilen, ze ënnerstëtzen déi Leit, déi méi schlecht dru sinn, wa se musse loune goen. Ech denken do un d'Agence im-mobilière sociale, déi ganz kloer en Instrument ass fir géint d'sozial Exklusivitéit virzegoen an déi d'lescht Joer, zumindest bis Mee 2011, 68 Wunnengen u sozial schwaach Famillje vermët-telt huet.

D'lescht Fréijoer ass och e Gesetzesentwurf op den Instanzeweer geschéck ginn, deen als Moossnam d'Méiglechkeet virgesäit, Alloca-tions de loyer net nëmme un d'Leit, déi den RMG bezéien, ausbezuelen, mä och u Leit, déi duerch eng bestëmmte Situatioun am Liewen, wéi eng Trennung oder de Chômage, net méi kënnen hire Prêt vum Haus oder hire Loyer bezuelen.

Et bleift, dass dës Mesuren zäitlech begrenzt sinn. Et gëtt awer ëmmer méi Leit, déi sech eng Wunneng zu Lëtzebuerg absolut net leschte kënnen. Fir déi och ze bezuelen, bei engem Loyer ze hëllefen, si ganz grouss Efforten.

Mir begrëssen dowéinst d'Ukënnegung vun der Regierung, eng Loyeressubventioun anze-féieren, dee sougenannte Mietzuschuss.

D'Iddi vun der Aféierung vun engem Wunn-geld, engem Mietzuschuss, ass net nei. Dës Iddi ass schonn an de 70er Joren eng Fuerderung vun de Gewerkschafte gewiescht an op ville Gewerkschaftskongresser gefuerdert ginn. A fir-wat solle mir elo net op dee Wee goen? Aner Länner hunn och esou eng Allocatioun. Et muss ee just oppassen, dass d'Aféierung vun engem Wunnegeld net dozou féiert, dass d'Wunnengspräisser nach méi an d'Luucht ginn, soss ver-feelee mir komplett eist Zil. De Fait, dass net jiddwereen dës Subventioun kréie soll, dass se u bestëmmte Revenuskonditioune gebonne wäert sinn, kéint dese Risiko ausklammere.

Et bleift, dass dës Mesure fir de Moment eng ganz Rei vu Froen opwerft: Gëtt och bezuelt u Locataire vu Sozialwunnengen? Wéi ass et mat de Studenten? Kréien och déi e Mietzuschuss? Ass eppes virgesi fir den eventuellen Double emploi mat anere Moossnamen? An esou wei-der.

Dat alles weist, wéi wichteg d'Ausféierungsbe-stëmmung vun deem Gesetz an desen Ukën-negunge wäerte sinn.

Här President, de Premier huet zum Schluss vu senger Deklaratioun op d'Wichtigkeet vum So-zialdialog higewisen. Mir stinn zum Sozialdia-log. Et ass en Instrument, dat sech bewährt huet an dat nach eng Zukunft huet. Mir hu just d'Impressioun, dass dat net méi vun all Acteur wouergescholl gëtt.

Mir vermessen och de Fait, dass de Comité économique et social, dee soss ëmmer säin Avis virun der Déclaration de la nation (veuillez lire: Déclaration sur l'état de la nation) public ge-maach huet, wat eng wesentlech Lecture war, wann ee virdu gekuckt huet, wéi dat ass, dass dës Traditioun net méi do ass. Ob dat um Pre-sident oder de Presidente läit oder net, dat sief dohigestallt, mä op alle Fall ass et net gutt, dass dës Traditioun opgi ginn ass.

Läit et vläicht dorunner, dass déi Leit haut aner Tribünen hunn, fir hir Interessengruppen no baussen ze kommunizéieren? Et war awer ëmmer interessant, wann een direkt en Avis gehat huet, wou Regierung, Patronat a Salarat ze-summen hir Positioun vun der Situatioun vum Land bekannt ginn hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, weder Austeritéit nach Carpe diem, oder besser gesot Spaassge-sellschaft, esou stellen ech mer d'Zukunft vir an esou kéint se ausgesinn. De Spuerpak stellt deen éischte Schrëtt duer. Mä weider Schrëtter sinn néideg. Mir hunn nach Moyenen, Méiglechkeeten, Ressourcen, fir eist Land op Kurs ze halen, fir eist Land an e sécheren Hafe vun enger rasonabler Croissance ze bréngen.

Mir solle se net vergeuden!

An dat ass den Appell u jiddwereen heibannen, mä och dobaussen.

Et geet am Moment ganz sécher net drëms, al-les schwaarz an negativ duerstellen, mä et soll een op der Basis vun enger realistischer Aschätzung vun der Situatioun - an dozou ge-héiert nun och eemol haart ze soen, dass mir als Stat méi ausgi wéi mer erakreien - déi rich-teg Konklusivitéit dann och zéien an domad-der ophalen.

An do ass et wichteg, dass jiddweree mathél-left. Do ass et wichteg, dass mer all zesummen heibannen déi Weeër sichen. Et ass net, dass al-les, wat gutt ass, déi eng waren, an alles, wat schlecht ass, déi aner sinn.

Zesummen dat richteg maachen am Interessi vum Land, dat ass eis Aufgab, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber, an dat solle mir zesumme maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den État de la nation ass wéi all Joer d'Geleeënheet, de Bléck ze hiewen iwwert d'Problemer an awer och iwwert d'Potenzial vun eisem Land. Et ass d'Geleeën-heet, fir iwwert déi grouss Linne vun der Politik ze schwätzen an doriwuer, ob mer müssen eng Rei vun Ajustementen virhuelen op gesellschaft-lechem oder ökonomeschem Plang.

Et kann een haut natierlech net iwwert den Zoustand vun eisem Land reflektéieren, wann een net de Bléck nach e bësse méi wäit riicht an no bausse kuckt. An dann ass ee ganz schnell nees bei der Kris, bei der Finanzkris, well dee Finanzsektor nach ëmmer fragile dosteet. Bei der Wirtschaftskris, well eenzel Länner wéi Däitschland zwar ganz gutt aus der Wirtschaftskris erakomm sinn, anerer awer nach ëmmer, virun allem a Südeuropa, ganz déif an der Re-zessioun stiechen. Bei der Scholdekrise, well be-sonnesch no de Wahlen a Griichenland ee sech d'Fro muss stellen, ob déi vun Europa veruerd-net Spuerpolitik iwwerhaupt nach demokra-tesch ëmsetzbar ass.

Alles dat huet natierlech eng direkt Répercus-sioun och op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Wann déi südeuropäesch Länner vun hirem Spuerkurs ofkommen, wa se vläicht net méi am Euro ze hale sinn, dann huet dat natierlech di-rekt Auswierkungen op eis Engagement am Kader vun Rettungsschiem oder vum Ret-tungsmechanismus. Dann huet dat eng direkt Auswierkung och op eis Finanzplaz. Dann huet dat eng direkt Auswierkung och op eis Export-industrie.

Ech wëll drun erënneren, dass et hei scho virun engem Joer eng konkret Wuesstumsstra-tegie fir Europa, fir Südeuropa virun allem ge-fuerdert hunn. Et ass evident, dass et nach zu villen an zu och schmärerhaften Ëmstrukturé-ierungen an enger ganzer Rei vu Länner muss kommen. Gradesou kloer ass et awer, dass all Spuerronn d'Ökonomie riskéiert weider no ën-nen ze drécken an domadder nees d'Noutwen-degkeet vun der nächster Spuerronn grad méi grouss gëtt.

Ouni konkret Wuesstumsimpulser wäert Griichenland, wäert Spuenien, wäert Portugal guer net aus deem Misär do erakommen. Ouni nei Perspektive fir d'Mënschen an deene Länner, wäerten déi noudwendeg Reforme scheitern, well se demokratesch net méi wäer-ten ze droe sinn.

Hei muss Europa dréngend noleeën. Et kann net an eisem Interessi sinn, dass Südeuropa ofruftscht. Dat nämlech bedeit en definitiivt Scheitern vum europäesche Projet. Dat bedeit milliounefache soziale Misär. Dat bedeit poli-tesch Onstabilitéit um südleche Rand vun eisem Kontinent.

Dobäi geet et net drëms, e Choix ze treffen të-schent Spueren oder Wuessen. Ouni Konsoli-déierung vun den öffentleche Finanzen wäert en

nohaltegt Wuessen net méiglech sinn. Aller-déngs si mer och net méi an der Situatioun, wou mer Milliounen an Abermillioune kënnen an öffentlech Konjunkturprogrammer pompe-len. Villméi geet et drëms, duerch intelligent strukturell Reformen d'Vetrauen an d'Ökono-mie nees ze stäerken. Nëmme esou fanne Pri-vatinvestisseuren, Privatentreprisen de Wee an déi betraffe Länner zréck a si bereet, do ze in-vestéieren, nei Aarbechtsplazen ze schafen, nei Perspektive fir d'Bevölkerung do opzemaachen.

Zu Lëtzebuerg solle mir an deem brisante Mo-ment vun der europäescher Geschicht net esou maachen, wéi wann dee Stuerm do komplett un eis laanscht géif zéien, wéi wa mer nach ëmmer an den Zäite vun der Wirtschaftseupho-rie géife liewen. Mir müssen déi europäesch, awer och déi national Realitéiten endlech uner-kennen, fir richteg dorobber kënnen ze reagie-ren.

Natierlech bréngt et eis net vill, ze vill pessimis-tesch ze sinn, just dat Negativt ze gesinn an et ëmmer erëm an d'Vitrine ze stellen. An ech si souguer do mam Lucien Lux d'accord, wann hien de Jacques Delors zitíert, deen eigentlech awer och nëmme de Ludwig Erhard zitíert huet, wéi e gesot huet, dass 50% vun der Öko-nomie eigentlech reng Psychologie ass.

Mä d'Mënsche loosse sech net vun engem einfachen Zweckoptimismus blenden. D'Mënsche gewanne keen neit Vertrauen an d'Zukunft, wann d'politesch Klass d'Problemer einfach ignoréiert a mécht, wéi wa sech einfach alles géif vum selwen arrangéieren.

Neit Vertraue gewannen d'Mënschen éischer, wa se gesinn, dass d'Problemer erkannt sinn, wann d'Politik drop reagiert, couragéiert an awer och wueldoséiert Reformen ugeet.

Dann entsteet neit Vertrauen an d'Zukunft. Da sinn d'Mënsche bereet, och nees Geld ausze-ginn, ze investéieren, eppes ze riskéieren. Nëmme an engem stabilen Ëmfeld fanne mir de Wee zum Wuesstum zréck. Jiddwereen, ob en an e Land wëllt wunne goen, ob en do wunnt schon, jiddwereen, ob en an e Land wëllt e Betrib grënne goen oder ob e schonn e Betrib do huet, dee versteet natierlech, dass den Defizit vun haut, dass dat muer d'Scholde sinn, an d'Scholde vu muer, dass dat...

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech noze-lauschteren!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här Pre-sident.

...dass dat d'Steiererhéijunge vun iwwermuer wäerte sinn. An esou Situatiounen, jo, do wäer-ten d'Bierger virsichteg sinn, do wäerte se de Portmonni éischer an der Täsch loossen, an esou Situatioune wäerten d'Entreprisen éischer weiderhin zécken, fir ze investéieren.

Dës Debatt ass duerfir an eisen Aen och net den Zäitpunkt, fir iwwer Zuelen an iwwert déi verschidde Previsiounen ze streiden. Et gëtt der awer, ganz besonnesch erëm nees déi lescht Wochen a Méint, déi aus de politesche Krees-ser, aus de Gewerkschaftskreesser an och aus de Medië sech ganz besonnesch iwwert d'Pre-visiounen ënnerhalen hunn a gestriden hunn, ob déi dann elo stëmmen oder net. Déi Diskus-siounen kann ee mengetwege féieren: ob mer dann elo 2012 éischer stagnéieren oder an eng Reziessioun ofrëtschen, ob de Budgetdefizit dann elo knapp iwwer oder knapp ënner enger Milliard wäert leien. Dës sinn awer Froen, déi um Wesentlechen näischt änneren!

Fakt ass nämlech, dass de Budget am Zentral-stat vir an hannen net méi opgeet. Fakt ass, dass souguer no deem Spuerpak, deen d'Re-gierung hei op den Dësch geluecht huet, mer déi nächst Joren an der Moyenne awer eng Mil-liard Euro wäerte musse léine goen. Fakt ass, dass mer schonn zënter Laangem wëssen, dass d'Käschten explodéieren duerch eng ganz Rei vun Automatismen an eise Systemer, wéi se momentan fonctionnéieren. Fakt ass, dass mer haut scho wëssen, dass eng Rei vu Recetten an Zukunft wäerten ewechbriechen, an et sinn net déi mannsten!

Fakt ass, dass ëmmer manner Industriebetribler hir Zukunft nach hei zu Lëtzebuerg gesinn.

Fakt ass, dass och Sozialpläng op der Finanzplaz keng Ausnahm méi sinn.

Fakt ass, dass de Chômage op e Rekordniveau vu wäit iwwer 15.000 Leit, vu wäit iwwer 15.000 Leit hei am Land geklommen ass, plus nach eng Kéier all déi, déi a Beschäftigungs-mesuren derbäi sinn, plus nach eng Kéier all déi, déi hir Plaz verluer hunn an net hei an d'Statistik falen, well se am Grenzgebitt wun-nen, a plus nach all déi, déi desillusionéiert hei scho guer net méi op d'ADEM pilgeren, well se wëssen, dass se do och net vill gehollef kréien.

Fakt ass och, dass e Véirel vun deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, ënner 30 Joer hunn an dass si natierlech ganz beson-

nesch kaum Perspektive fir hir weider beruflech Carrière wäerte gesinn.

Fakt ass och, dass mer nach en enormen In-vestitiounsbedarf hunn, sief et am Mobilitéitsbe-räich, sief et an der Bildung, fir do eis Infra-strukturen un de Bedarf vun haut a vu muer unzepassen.

Wann een iwwert de Wourechtgehalt vun een-zelne Prognose sécherlech nach ka streiden - an ech liesen an ech héieren, dass eenzel Leit dat nach ganz gäre maachen -, esou kann een iwwert dës Fakten awer net streiden, well dat si Fakten, déi stëmmen, a mir bedauern dat.

Duerfir kommt, mir streiden net weider iwwert déi dote Prognosen, mä kommt, mir schwätzen iwwert déi Problemer, déi mer hunn - an déi mer noweislech hunn -, a kommt, mir probéieren, Léisungen dorobber ze fannen!

An do fält engem fir d'Alleréischte eppes op, wann een op d'Sich geet no deene Léisungen. Et fält op, dass eiser Ökonomie an deene ver-gaangene Joren - emol eng Kéier méi oder eng Kéier manner - e stramme Wand an d'Gesicht geblosen huet, dass stëmmt, mä dass d'Proble-mer, déi mer haut hunn, eigentlech och d'Problemer scho waren, éier mer déi Wirtschaftskris do erlieft hunn.

Zënter 2006 diskutéiere mer eigentlech iwwert déiselwecht Problemer hei am Land. Reforme sinn zwar gemaach ginn, Reformen, déi sou-guer heiansdo als Jorhonnertreformen an d'Vi-trine gestallt gi sinn, mä Reformen, déi, wann een d'Resultat gesäit, anscheinend de Pabeier awer net wäert waren, op deem se geschriwwen waren, respektiv déi ganz einfach hiert Zil ver-feelt hunn.

Wat bréngt et, wann den Aarbechtsminister elo nach eng Kéier, fir d'x-te Kéier, e Programm an-noncéiert géint de Jugendchômage? Wat än-nert dat fir e jonke Mensch, wou kritt hie wierk-lech nei Perspektiven, wann d'ADEM reform-éiert gëtt, mä d'Aarbechtsmaartpolitik ron-derëm awer déiselwecht bleift?

Wat hëllefe Schoulreformen, wa se d'Elteren an d'Veronsécherung an d'Enseignanten op d'Strooss driewen? Wat hëllefe Schoulreformen, wann et do méi ëm Schoulstruktur wéi ëm Schoulhale geet?

Bei där klengster Reform, do ginn Ziler defi-néiert, mä kuckt jee een, ob mer déi Ziler do och wierklech errechen? Si mer wierklech be-reet, vun Zäit zu Zäit emol analyséieren ze goen an och nozebesseren?

Schon 2005 huet den heitege Finanzminister Luc Frieden gewart an d'Problemer opgezielt. Ech hu virun e puer Wochen hei nach e kënnen eng Kéier zitieren aus enger Budgetsried fir de Budget 2006. Et waren deemools déiselwecht Problemer wéi déi, déi sech haut stellen, an dat sinn elo awer scho siwe Joer hier! Ech mengen, dat ass dee beschte Bewäis, dass déi Rezepten vun der Regierung, déi mer och haut nach eng Kéier opgewiermt kréien, wierklech hir Wier-kung verfeelt hunn.

Et geet mer hei net, Dir Dammen an Dir Hären, ëm eng platt Kritik un der Majoritéit, un der Regierung. Et geet mer virun allem ëm eppes, nämlech dass mer erkennen an dass mer ver-stinn an dass mer akzeptéieren, dass e groussen Deel vun deene Problemer, déi mer hunn, hausgemaach sinn, dass se net nëmme d'Suite si vun der Finanz-, der Wirtschafts- an der Scholdekrise, mä dass mer déi Problemer do dann och eng Kéier müssen ugoen an dass mer sollen ophalen ze hoffen, dass, wann déi inter-national ekonomesch Situatioun sech géif bes-seren, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg sech automatesch nees mat géif méi schéin zeechen.

Mir hate scho virun der Finanzkris déi struktu-rell Problemer, ëm déi et hei geet, a meng Frak-tioun huet méi wéi eng Kéier virun der Finanz-kris a ganz besonnesch awer och an deene leschte Joren ëmmer nees drop higewisen, wou een eiser Meinung no kéint usetzen. Deemools krute mer ganz oft geäntwert: „Jo, dat dote si mer amgaang ze maachen“, oder: „Sou wéi Dir lech dat dote virstellt, esou geet dat net.“

Haut allerdéngs sinn d'Problemer vill méi grouss wéi deemools. Well virun der Finanzkris am Joer 2006, do hu mer vun Defiziter ge-schwat vläicht, déi am Zentralstat bei e puer Honnert Milliounen géife leien, haut schwätze mer am Zentralstat vun engem Defizit vun 1,5 Milliarden Euro pro Joer. Entweder sinn all déi Reformen do, déi an deene vergaangene Jore soi-disant gemaach goufen, keng wierklech Re-forme gewiescht, oder si hunn hir Wierkung verfeelt.

Wann een an deene vergaangene Joren hei op deser Plaz emol heiansdo dann dorobber hi-gewisen huet, dann ass ee sech scho virkomm wéi den „einsamer Rufer“ an der Wüst. Well soulaang, wéi déi finanziell Situatioun et dann iergendwéi erlaabt huet, ass weidergefuert ginn, wéi wann dann näischt kéint geschéien, an der



port zu der Aart a Weis, wéi dat nach virun nëmmen e puer Joer oder Jorzéngte war.

Ech mengen, datt duerfir och den Zäitpunkt komm ass, fir e bësse méi fundamental iwwert d'Ausrichtung vun enger Rei vu Politiken ze schwätzen. A vläicht och deen een oder deen anere politesche Choix kënnen ze maachen.

Op eemol soll e Screening gemaach ginn. En Term, mengen ech, dee vun der Stad Lëtzebuerg geprägt ginn ass. En Term, dee mir als Demokratesch Partei ganz vill verwennt hunn, wann et dréms gaangen ass, datt de Stat soll spueren. Ech hoffen awer, Här President, datt mer do datselwecht drënner verstinn.

An eisen Aen ass e Screening net nëmmen ze kucken, wéi vill Bicer datt kaaft ginn a wéi vill Reesen datt gemaach ginn, mä an eisen Ae mussen awer och sämtlech Politikberäicher geseent ginn, fir erauszefannen, ob dann net op där enger oder op där anerer Plaz méi déif gräifend Reforme misste gemaach ginn, fir mat manner Geld herno op d'mannst datselwecht kënnen fir d'Leit ze erreechen, datt Choix gemaach ginn an enger ganzer Rei vu Politikberäicher.

E Choix zum Beispill, ob mir weider den Individualverkéier oder den öffentliche Transport ënnerstëtzen. E Choix, ob mir de Kanner mat enger qualitativer Betreuung déi beschte Chancë ginn oder ob mer weiderhin hiren Eltere Geld verdeelen.

E Choix, ob mer am Klimaschutz weiderhi masseg Subventionen bezuelen oder iwwert de Wee vun enger Klimabank jiddwerengem seng Klimainvestitiounen virfinanzéieren.

E Choix, ob mir Subventionen op Dauer ausbezuelen oder no enger Zäit einfach, wou da gefordert ginn ass, soen: „Elo lafe se aus.“ An da fuerdere mer nämlech, da muss dat Verhale vun deem Eenzelen, sief et e Bierger, sief et e Betrib, dann och per Gesetz agefuerdert ginn.

E Choix, ob mir am Wunnensbau weider inefizient Milliounen a Milliounen verdeelen oder endlech derfir suergen, datt genuch gebaut gëtt, fir datt domadder d'Wunne bezuelbar bleift.

Ech wëll do just eng Klammer opmaachen. Mir hate gëschter hei eng Rei vun neie Mesuren, déi annoncéiert gi sinn, déi vläicht al Mesurë sollen ersetzen. Dat war gëschter an der Deklaratioun nach net esou ganz kloer. Mä et mierkt een hei awer nach eng Kéier, datt d'Regierung eigentlech probéiert, mat Steiergelder erëm eng Kéier e Problem ze léisen, dee se aneschtens net à même schéngt an de Grëff ze kréien.

E Choix, ob mer weiderhin Netaarbecht finanzéieren, amplaz Leit ze aktivéieren, weiderzebilden, fit ze maachen, fir datt se op eegene Féiss kënnen stoen.

E Choix och, wann et ëm Steierpolitik geet. Erhéije mir hei oder do emol grad eng Steier an hoffen, datt et eng Rei vu Bevëlungskategorien trëfft, déi dann net esou staark betraff si respektiv déi net direkt wäerten op d'Barrikade goen. Oder eng Steierpolitik, déi sech deenen heitege gesellschaftlechen, wirtschaftlechen an och soziale Realitéiten upasst.

Déi lescht méi déif gräifend Steierreform gouf jo eigentlech viru méi wéi 20 Joer hei an deem Land gemaach. An zënterdeem huet dat Land sech awer a ganz ville Punkte geännert. Zënterdeem huet sech an der Aart a Weis, wéi d'Leit liewen, wéi d'Betriben funktionéieren, munches gedoen. Duerfir vläicht e puer Punkten, e puer Gedanken zu enger méiglecher Steierreform.

Un éischter Plaz sollen d'Steiere jo sécher Recetten, sécher Einnahme fir de Stat bedeiten. Momentan si mer awer an der Situatioun, datt mer sécher Dépenses hunn, a mer finanzéieren déi mat onséchere Recetten. Steieren an och Subventionen kënnen duerchaus e Lenkungscharakter hunn. Am Moment awer hu mer Fördermechanismen, déi dat eent a gläichzäitig de Géigendeel fördern.

Wa mer soen, mir hätte gären d'Leit a Richtung vun erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz, jo, da misste mer eis jo eigentlech eens sinn, datt mer am Wuerekuerf vum Index d'Energiepräisser manner pondéieren. Neen, mir maachen hei zu Lëtzebuerg béides.

Wa mer der Meenung sinn, datt mer den öffentliche Transport weider solle fördern, da mussen mer och kucken, iwwer wat fir eng Mechanisme mer haut eigentlech iwwerflëssegeweis dann och nach den Individualverkéier fördern. Well wann ee béides finanziell oder steierlech oder iwwer Subventionen fördert, dann huet ee finalement ganz vill Geld ausginn, an awer de Lenkungscharakter, deen hieft sech bekannterweis op.

D'Steiere sollen an eisen Aen och wuesstumsfrëndlech sinn. Déi nei Betriebsbesteuerung oder déi Erhéijung vun der Betriebsbesteuerung, déi d'Regierung wëllt virhuelen, ass et an eisen Aen net. D'Steiere sollen och sozial gerecht sinn a sech den heitege Liewensverhältnissen vun de Mënschen upassen.

Mir fannen, datt mer iwwer eng Rei vu Saachen do misste schwätzen. A souguer den Här Spautz huet eng Rei vun Ouverture gemaach, wou mer gäre bereet sinn, mat doriwwer ze diskutéieren, nämlech ze kucken: Wéi funktionéiert eis Gesellschaft haut? A wéi funktionéiert eise Stat haut? A kucken, ob eng Rei vu steierlechen Traditionen deem nach ugepasst sinn.

Mir si bereet, iwwert d'Steierklassen I an II ze diskutéieren, iwwert d'Individualiséierung vun der Akommesbesteuerung. Mir si bereet, iwwer eng Rei vun Abatementer ze diskutéieren, wou mer vläicht wäerten erausfannen, datt einzelen net héich genuch sinn, ma datt anerer vläicht komplett iwwerflësseg gi sinn. Mir mengen, datt een op déi doten Aart a Weis och un d'Steierpolitik haut zu deem Zäitpunkt muss eruegen.

An dann dierf d'Steierpolitik am 21. Jorhonnert - an, ech mengen, dat gesi mer ëmmer méi däitlech - sech net méi eleng op d'Souveränitéitsnische baséieren, fir eng Rei vun Aktivitéiten op Lëtzebuerg kënnen ze lackelen.

Mir hu viru Kuerzem hei am Kontext vun enger Debat, déi mer haten, dorobber higewisen, datt mer oft onpreparéiert virun allem op déi europäesch Emotivdiskussiounen lassginn, datt mer mat vill Emotivem am Bauch déi Diskussiounen do féieren.

Ech denken zum Beispill un d'Finanztransaktionssteuer, wou de Premierminister gëschter dat confirméiert huet, wat meng Fraktioun schon zënter Längerem gesot huet, datt dat vläicht eng sympathesch Iddi ass, fir de Finanzsektor och un den Ausgaben, sief et déi duerch d'Kris komm sinn oder un allgemeng öffentliche Ausgaben, participéieren ze loosse, mä datt d'Iddi vun enger Finanztransaktionssteuer extrem komplex ass, technesch ganz schwéier ëmsetzbar, a se finalement, wa mer se net weltwäit kréien, virun allem mat all deenen aneren Haaptfinanzzentren vun deem Globus kënnen zesummen aféieren a se ähnlech funktionéiert, datt se der Finanzplaz Lëtzebuerg wäert schueden. Duerfir sinn ech frou, datt déi Erkenntnis do och méttlerweil bei der Regierung ukomm ass.

Mir mussen awer virun allem ufänken, dee Blindflug opzehalen an eis besser ze dokumentéieren, wann et och ëm europäesch Steierdebatten geet, sief et d'Harmoniséierung vun der Base d'assiette oder aner Dossier. Duerfir sinn ech frou, datt d'Regierung d'lescht Joer d'accord war, déi Motioun unzehuelen. An ech hoffe jo, datt mer dann déi Aarbecht, déi Analys, déi do soll gemaach ginn, fir déi Debatten, déi mer hei ze féieren hunn, och kënnen opgrond vu reellen Analysen a Fakten an Zuelen ze diskutéieren, datt mer dat deemnächst wäerte virleien hunn.

Jo, et sinn eng Rei vu Choixen ze treffen, och an deenen dote Beräicher. Choixen, déi ee vläicht an deene Joren, wou d'Keese voll waren, net huet missen treffen, wou een derlaanscht komm ass. An et si virun allem politesch Choixen, déi mussen getraff ginn, vill méi wéi arithmetesch Choixen.

D'Demokratesch Partei huet dann och en anert Verständnis, wann et ëm Wuesstum geet. Wann ee wuesse wëllt, dann dierf een net an d'Wuerzele vum Bam schneide goen. D'Schulde laascht, ganz besonnesch, wa se weider klëmmt, déi wäert derzou féieren, datt de Spillraum och vun deenen nächste Generatiounen däitlech méi enk wäert ginn. An d'Zuel ass hei genannt ginn: Méi wéi 300 Milliounen Euro pro Joer solle mer am Joer 2015 eleng un Zënslaascht hunn. Ouni dat, wat mer eigentlech missten un där Schold do zréckbezuelen, well dat ass jo emol nach guer net envisagéiert, datt déi soll zréckbezuelen ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, datt wäerten zolidd Kette sinn un de Féiss vun der nächster Generatioun, wa mer déi Politik do net wäerten änneren. A mat Ketten un de Féiss wäerte se net kënnen sprangen. An och déi nächst Generatioun, déi wëllt sprange kënnen. Och déi nächst Generatioun huet fir sech eng Rei vun Ziler, déi se wäerte wëllen erreechen, an eng Gesellschaft, déi se wëllt strukturéieren. Duerfir mussen mer ophalen, déi Laaschten op déi nächst Generatioun do ze verréckelen. An dozou gehéiert net nëmmen d'Finanzpolitik. Dozou gehéiert awer och virun allem d'Pensiounsreform, déi noutwendeg ass.

Wann dëst Land dann och weider soll kënnen wuessen, da brauche mer och nach eng Rei vun Investitiounen an eis Infrastruktur. Ech sinn

d'accord, datt een do net alles matenee ka bauen. Ech sinn och d'accord, datt ee sécherlech méi gënschteg ka bauen. Ech mengen och, virun allem muss een no kloere Prioritéiten bauen. An dat ass ee Punkt, mat deem mer eigentlech, wann een déi Prioritéiten do kuckt, déi d'Regierung awer gëschter hei genannt huet, och grosso modo kënnen d'accord sinn.

Well och an eisen Ae gëtt et eng Rei vu Prioritéiten. Dozou gehéiert d'Mobilitéit. Dat ass ee ganz grouse Problem hei zu Lëtzebuerg. Wann ee gesäit, wéi laang ee moies brauch, fir vun enger Plaz op déi aner ze kommen, déi awer nëmmen e puer Kilometer nieftenee leien hei zu Lëtzebuerg, dann hu mer do nach e groussen Exercice, e groussen Effort virun eis. A mir gesinn och do eng grouss Prioritéit am Ausbau vum öffentliche Transport.

Eng Prioritéit muss och d'Éducatioun sinn. Wa mer wëssen, datt mer all puer Joer eigentlech esou vill Schüler bäikréien, datt mer e Lycée domadder kënnen féien, dann dierf mer do net noloossen an deenen Efforten. An ech si frou, datt d'Regierung elo net nach eng Kéier higaangen ass an déi geplangte Lycéien op Äis gelaucht huet. Ech hoffen dann awer och, datt dat wierklech esou ass an datt dorunner geschafft gëtt. Net datt just gesot gëtt: „Et gëtt dru geschafft“, mä déi Projeten eigentlech awer an engem Schlekentempo do virukommen. Well se gi queesch uechtert d'Land gebraucht.

Mir sinn d'accord, datt mer weider Effortë maachen, fir d'Universitéit opzebauen. Do dierf mer net op hallwer Streck stoe bleiwen. Mir sinn d'accord, datt mer weider Effortë maachen och am Fuerschungsberäich an aneren Domänen, déi ganz einfach liewensnoutwendeg Investitiounen sinn, fir datt dëst Land nach muer ka wuessen. Dat ass gutt investéiert Geld. An duerfir rentéiert et sech, op anere Plazen ze spueren, an et rentéiert sech och dann emol eng Kéier vläicht, punktuell eng Schold derfir kënnen ze maachen.

Wa mer da weider wuesse wëllen - an d'Demokratesch Partei hätt gären, datt mer weider wuessen -, da brauche mer awer och eng concertéiert Wuesstumspolitik, eng ganz kloer Wuesstumsstrategie. A wann een awer mat den Acteuren aus der Economie schwätzt, dann héiert een nach ëmmer, datt mer eigentlech vu Joer zu Joer méi betribsfrëndlech ginn, datt mer kee betribsfrëndlech Klima hunn.

E gutt Beispill war jo déi Deklaratioun vu gëschter, datt dann elo soll e ronnen Dësch gegrént ginn, wou dann endlech sollen Neel mat Käpp gemaach gi bei der Simplification administrative. Nun, wann déi Neel mat Käpp esou schnell kommen, wéi de ronnen Dësch do komm ass...

Well virun dräi Joer ass an der Regierungserklärung gesot ginn, datt de Premier selwer dat zur Chéfsaach géif maachen. An dräi Joer hu mer näischt héieren iwwert d'Simplification administrative, an elo op eemol soll dann am Hierscht e ronnen Dësch kommen! Nun, wa mer nach eng Kéier dräi Joer mussen waarden, bis dann do d'Konklusiounen gezu ginn, ech mengen, dann hu vill Betriber zougemaach oder vill, déi hunn op de Grenzen erëm schnell ëmgedreit, wa se gesinn hunn, wéi komplizéiert et hei zu Lëtzebuerg dann ass, e Betrib kënnen opzemaachen oder Geld ze investéieren.

An der Landesplanung, Dir Dammen an Dir Hären, mussen mer dach endlech e Schrëtt weiderkommen. Virun de Wahlen waren d'Ministère frou, datt se gesot hunn: „Mir hunn de Plan sectoriel hei am Grapp! Hei hu mer en!“ Si hunn e virgestallt, an zënter dräi Joer läit en iergendwo an de Ministère an den Tiräng. Da dierf jo awer eigentlech och net sinn.

Da brauche mer, wa mer wuesse wëllen, Öffnungszäite vun eise Butteker, wou d'Butteker sech mussen de Gewunnechte vun de Clienten upassen an net ëmgedreit.

Da solle mer ophalen, och all puer Joer erëm eng Kéier en x-Punkteprogramm virzeleeën, wou eigentlech de politesche Wëlle guer net hannendru steet, fir déi x Punkten dann och schnell ëmzesetzen.

Da mussen mer d'Schoul nohalte an awer och mat Fingerspëtzegefill reforméieren, fir datt eis Kanner muer an iwwermuer der grousser, der globaler an der ëmmer méi grousser Konkurrenz kënnen ausgesat sinn an hir standhalen.

Da mussen mer méi Effortë maachen, fir datt d'Betriben och kënnen op déi steigend Energiepräisser reagéieren, datt se déi kënnen verkaafen. Ech kommen nach eng Kéier op d'Stéchwuert Klimabank zréck, wou een dat kéint mat hëllef virzefinanzéieren, fir se op deem doten Domän fit ze maachen.

Wa mer weider wëllen a Wuelstand liewen, dann dierf mer den Aascht net ofseeën, op deem mer setzen. Mir hunn eigentlech hei zu Lëtzebuerg verléiert, datt ee fir d'Éischt eppes

muss verdéngen an erschaffen, éier een et ka verdeelen. Déi lescht Joren hu mer ganz vill verdeelt. Déi nächst Joren, mengen ech, mussen mer nees ganz, ganz vill erschaffen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch net nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei ganz kloer der Meenung ass, datt d'Spuere richtig ass - mir hunn dat zënter Laangem gesot - an datt dat deen éischten Effort ass, dee mer an deeser Situatioun mussen maachen. A mir hätten eis gewünscht, datt dat vill éischter ugaange wär. Virun e puer Joer ass gesot ginn: „Méi wéi 34 Milliounen op deene Fonctionnementskäschte vum Stat kënnen mer net drécke goen.“ Elo op eemol gesi mer awer, datt och 60 Milliounen pro Joer dra sinn. Also hätt een dat jo och scho kënnen virun e puer Joer e bësse méi engagéiert maachen.

Allerdéngs fällt eis op, datt de Spuerpak vun der Regierung dann dach zum groussen Deel awer e Steierpak ginn ass. Well wann een emol alles dat eraushélt, wou gesot gëtt: „Et gëtt gespuert.“ Den Accord salarial an der Fonction publique, do hunn ech jo virudrun, mengen ech emol, hei nach eng Kéier d'Fro gestallt: Ass dat wierklech e Spuerpak?

An da kuckt een awer emol wierklech, wou d'Steieren nach eropginn, da misst eigentlech och do derbäistoe komme bei deene Steiererhéijungen d'Netupassung vun der Steiertabelle, wat awer eng considéabel Erhéijung vun der Steierlaascht fir d'Particulieren hei am Land ass.

Wat ech och net wëll a Fro stellen an Zäite wéi deenen, wou mer haut sinn. Mä wa mer d'Rechnung dann emol richtig maachen: „Wat ass op där enger Säit gespuert ginn? Wat ass op där anerer Säit iwwer Steiererhéijunge méi an dat Dëppen do erakomm?“, dann ass et eigentlech kee Spuerpak, dann ass et e Steierpak.

Dee ganze Pak, dee gräift vill ze kuerz, Dir Dammen an Dir Hären, mussen ee wuesse, datt mer trotz all deene Mesuren do, wat jo wierklech kee Pappenstiel ass, wann een trotzdem awer 2015 nach 1,2 Milliarden Defizit wäert maachen, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et jo vir an hannen net duer mat deenen Efforten. An duerfir wëll ech nach eng Kéier en Appell maachen: Da gitt lech wann ech gelift schnell eens! Gitt lech dëst Joer nach eens, wat 2014 an 2015 wäert nokommen!

D'Regierung probéiert sech hei laanscht eng Rei vun Décisiounen ze drécken, déi an eisen Aen awer onauswäichlech sinn. A wa mer se net haut huelen, da mussen mer se muer oder iwwermuer spëtstens huelen an engem Kontext, deen net wäert méi einfach gi sinn. An eigentlech probéiert d'Regierung hei just genuch Geld beieneenzekréien, fir déiselwecht Politik, fir déi falsch Politik nach eng Zäitche kënnen weiderzeféieren.

Hei gëtt probéiert, einfach d'Vergaangenheet weiderzeschreiben. Wat awer haut misst gemaach ginn, dat ass, datt d'Zukunft géif gestalt ginn. An duerfir hätte mir als Demokratesch Partei gären - an all eis Proposé ginn an déi dote Richtung - en Zukunftspak amplaz e renger Spuerpak. An engem Zukunftspak, do gi mer un d'politesch Inhalter, do huelle mer Décisiounen, do hu mer de Courage, dat ze maachen, amplaz datt mer eigentlech just eng Budgetarithmetik hei wëllen diskutéieren.

Mir wëllen an deem Zukunftspak mat manner Geld méi maachen, méi erreeche fir d'Leit hei am Land. Mir wëlle fair reforméieren, mir wëllen d'Geld effizient setzen. Mir wëllen eng Äntwert ginn op eng ganz Rei vun neie sozialen Erausforderungen, déi sech stellen am Beräich vun der Energiearmut, am Beräich vun der Kannerbetreuung, am Beräich vum Logement. Mir wëllen duerfir kloer Choixen huelen. Duerfir brauch ee Courage, mä et rentéiert sech. Et rentéiert sech an Zukunft, well nach huet dëst Land ganz vill Potenzial!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegeen, mir si gutt an der Halschent vun der Legislaturperiod ukomm. Eng Legislaturperiod, déi gekennzeechent war duerch eng grouss Kris an de Joren 2008, 2009 an 2010 - Bankekris, Wirtschaftskris, Scholdekris -, déi vill Effortë vun der Regierung verlaangt huet, heiheem an och an den europäeschen an internationalen Institutionen.

Mir haten am Fréijoer an am Summer 2011 eng kuerz Zäit eng Fenster op, wou der vill op internationalem, op europäeschem Plang an och heiheem gemengt hunn, dass mer aus där Kris schon eraus wäeren, dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn. A schon am November, Dezember huet sech erëm eng Verschäerfung



von der Euroscholdekrise bekannt gemacht, ein Abbruch von der Konjunktur, eine Baisse von der Croissance an den europäischen Länner an und heheim.

Iwwert déi ganz Period vum där Legislaturperiod gëtt et dräi konstant Feststellungen, déi ee ka maache fir Lëtzebuerg. Mir hunn insgesamt eng intakt Kompetitivitéit vum eiser Economie, och wann ee muss feststellen, dass de PIB am Joer 2011 nach net den Niveau vum 2007 zréckfonnt huet. Déi zweet Konstant: de Budgetdefizit, virum allem am Zentralstat, deen ufängt méi wéi Suergen ze maachen an de strukturelle Charakter unhëlt. An déi drëtt Konstant: eng sozial Kohäsion, déi éischter gutt ass an dësem Land.

An trotzdem muss ee feststellen, dass de Chômage an d'Luucht geet, trotz nei geschafenen Aarbechtsplazen all Joer, wat déi atypesch Situation vum Lëtzebuerg nach eng Kéier weist an déi Inadéquation tëschent op där enger Säit dem Ugebuet vum Aarbechtsplazen an dem Mangel u Qualifikatiounen bei eise jonke Leit.

An och en Uwuesse vum Aarmutrisiko bei eenzelne Kategoriën vu Persounen hei am Land, an dat virun allem duerch den Dauerthema, deen och gëschter an der Ried vum Premier fir d'x-te Kéier fokusséiert ginn ass, nämlech duerch steigend Wunnpräisser, duerch steigend Präisser vum Bauland, wat eis de gréissten Deel vum eise soziale Problemer abréngt.

Mir hunn dësse Weekend zwee Wahlergebnisse an zwee europäesche Länner erlieft. Engersäits, a Frankräich, d'Wahl vum François Hollande als neie President vu Frankräich. An dann, mat ganz anerer an ennerschiddelecher Qualitéit, en aner Wahlergebnis, nämlech dat a Griichenland, wat eis ganz grouss Suerge mécht fir d'Émsetzung vum deem Rettungsplang, an déi Glawierdegkeet vum Land vis-à-vis vum deenen anerer europäesche Länner, déi gehollef hunn an deene leschte Méint a Joren, fir Griichenland aus senger Kris, aus senger Situation erauszebréngen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Ech wëll direkt fir d'LSAP-Fraktioun soen, dass déi Ried gëschter vum Premierminister an deem Kontext do eng gutt Standuertbestëmmung ass fir d'Aarbecht vum der Koalitioun an deenen nächsten zwee an dräi Joer. A si ass och eng gutt Standuertbestëmmung op deem europäesche Plang, proeuropäesch, resolut proeuropäesch, resolut volontaristesche, fir d'Problemer, déi mer hunn, sozialer, ekonomescher, finanzieller, unzegräifen.

An deen Triangle, deen de Premierminister gëschter genannt huet als Wee aus der Kris - nämlech op där enger Säit konsolidéieren, also gesond Finanzen errechen, op där anerer Säit awer och reguléieren, dat heescht d'Grënn (veuillez lire: d'Sich no de Grënn) vum der Kris am Bankesystem weiderdreiwen, an drëtten derfir suergen, dass mer wuessen, dass mer all d'Potenzialer um Niveau vum der Croissance och siche ginn -, dat ass en Triangle, deen d'LSAP-Fraktioun ennerstëtzt an deen och mat der Wahl vum François Hollande an dem Sukkurs, deen virun allem déi dote Politik wäert kréien op europäeschem Plang, doch awer nei Chancen um Niveau vum der Bekämpfung vum der Krisensituation an Europa wäert bréngen.

Ech wëll och direkt am Ufank fir eis Fraktioun dräi Fundamentaux nennen an där Aarbecht vum der Koalitioun bis zum Enn vum dëser Legislaturperiod. Deen éischten ass eise resolut Bekenntnis zum Sozialstat. Méi wéi jee an där Kris hei erlieue mer an deene Länner, déi virun allem enner Drock stinn, dass eng reng Austeritéitspolitik, eng reng Politik vum sozialen Ofbau an eng sozial, mä virun allem och an eng politesch Sakaass féiert. Fir eis si Sozialstat a Solidaritéit a sozial Kohäsion, soziale Fridden on-trennbar!

Mir mengen duerfir, dass een heihem an och an Europa méi wéi jee eng Gerechtegkeetskultur brauch, fir all d'Décisions, déi een hëlt, ofzeklappen, ob se glawierdeg eriwierkommen, ob se nom Prinzip vum der Gerechtegkeet vum de Leit dobaussen ugeholl ginn.

De Sozialstat heescht fir eis och sozial Rechter, an net eng Almosepolitik maache fir just fënnf oder 10% vum der Bevëlkerung, déi am noosten um Aarmutrisiko sinn. Sozialstat heescht fir eis och - an dat hu mer an der Ried vum Premierminister gëschter och erëmfonnt - ee staarken, reguléierenden, volontaristesche Stat, kee liberale Minimalstat. An heescht virun allem och, dass déi demokratesch a legitiméiert Volleksvertreieder heihem an och an deenen anerer Länner entscheeden, wat fir eng Politik gemaach gëtt, an dass et net d'Mäert sinn an d'Kapital ass, dat decidéiert, wat politesch ze geschéien huet.

De Sozialstat heescht - an dat ass eng Suerg, déi mer alleguer deelen, och gëschter an där Ried do -, de Sozialstat heescht och de Sozialdialog. Dass mer eis do alleguer musse Suerge

maachen, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg um nationale Plang, mä och zu engem gudden Deel an de Betriber selwer am Moment en décke Schnapp huet, dat, mengen ech, brauch ech kengem ze erklären.

Et wäert duerfir noutwendeg sinn, an dat ass en Appell un d'Regierung, un de Premier, mä och un d'Ministeren allegueren, all Fiedem ze zéien an deenen nächste Wochen a Méint, fir ee vun deene gréissten Trëmp vum dësem Land an deene leschten 20, 30 Joer - duerch vill aner Krisen, déi mer erlieft hunn -, fir de Sozialdialog erëm hierzestellen, well deen Tromp do wäert eis hëllefen, fir d'Problemer ze léisen.

Déi zweet fundamental Bemierkung ass déi, dass et an Europa jo während Wochen an och an dësen Deeg eng Debatt gëtt iwwert d'Fro: Muss dem Fiskalpakt e Pakt vu Croissance ugehaange ginn, oder soll de Fiskalpakt iwwerhaapt opgemaach ginn an nach eng Kéier nei diskutéiert ginn?

Mir soe ganz kloer, dass déi Politik, déi gekennzeechent war vun deenen zwee, Angela Merkel an dem Nicolas Sarkozy, eis ze eesäiteg an ze vill dominant vis-à-vis vum all deenen anerer Länner an der Europäescher Union hin an eng reng op d'Austeritéit an op d'Gesondung vum den öffentleche Finanzen fokusséiert Politik an deene leschte Méint war.

Mir sinn duerfir - wéi gëschter an der Ried och kloergemaach - der Meinung, dass een déi Chance elo soll nutzen, fir derfir ze suergen, dass mer an deenen Terminer, déi jo scho feststinn nach dëse Mount an och um Sommet deen nächste Mount, fir zesumme mat Frankräich derfir ze suergen, dass mer nieft dem Fiskalpakt och e Wuesstumspakt un dat kënnen ergänzen.

Elo wësse mer, dass wann an Europa haut jiddweree seet „Wuesstumspakt, Wuesstumspakt“, net jiddwereen dorënner datselwech versteet. Déi eng mengen éischter eng Politik, déi Deregulierung och kéint bedeite vum den Aarbechtsmäert, Deregulierung um Niveau vum Droit du travail, déi also éischter soll méi Flexibilitéit bréngen, fir Mäert opzemaachen an duerfir fir Croissance ze suergen.

An anerer, an ech hat gëschter d'Impressioun, dass an deenen detailléierte Propositionen, déi de Premier gemaach huet an der Fro vum den Euro-Obligatiounen, an der Suerg, verfügbar europäesch Mëttele besser ze notze fir Investitionsprojeten, an der Suerg, souguer nei Mëttele siche ze goen, zum Beispill bei der BEI, dass hie sech éischter situéiert an deem, wat och Frankräich haut wäert denken iwwert déi Fro. An duerfir mengen ech, dass mer Hoffnung hunn, dass et méiglech ass, fir ganz schnell an deenen nächste Wochen a Méint hei och zu engem Accord ze kommen, an net eng politesch Kris nach erbäizeprovozéieren an der Fro vum der Ratifizierung vum deem Fiskalpakt, deen elo um Dësch läit.

Ech wëll iwwert déi europäesch Fro och eng Kéier - och wann deen Deputéierten heibanen, deen dat an meeschten dobausse seet an och haut sécherlech nach wäert soen, leider am Moment net do ass - awer ganz kloer soen, dass dat, wat an deene leschte Joren hei an dësem Land gemaach ginn ass, keng Austeritéitspolitik war, an dass déi a kengem Mooss vergleichbar ass mat deene Politiken, déi an anerer Länner gemaach gi sinn, heiansdo och vläicht hu misse gemaach ginn, wann ech u Griichenland denken, wann ech u Portugal denken.

Mä hei zu Lëtzebuerg ass dat, wat mer gesinn hunn, weder Aschnëtter um Niveau vum eise soziale Systemer, déi mer just am Géigendeel amgang sinn ze stäerken; ass et keen Aschnëtt an d'Investitions- an d'Innovationsbudgeten, déi dëst Land kennt; sinn um Niveau vum der Fonctioun publique keng Leit ofgebaut ginn, mä et si Leit agestallt ginn; sinn net Servicer ofgeschafft ginn, mä et sinn éischter souguer nei Servicer geschafte ginn.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg mat Sécherheet net kapott gespuert - fir eng Formule ze huelen, déi jo dofir ëmmer gutt ass - a mir hunn och net bezuelt fir hir Kris. Well wann ech kucken, wat mer um Niveau vum der Bankerettung hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, dann hu mer zwar Garantië geholl, dann hu mer bei der BGL BNP Paribas och eng staark Mise gemaach, déi sech beim Schuldenzoustand och bemierkbar mécht.

Mä mir hunn op där anerer Säit awer och de en Avoir, deen och nach säi Wäert an deenen nächste Jore wäert hunn. A mir hunn och Dividenden am leschte Joer, am virleschte Joer kritt, déi substanzuell waren an déi jo sollen enner anerem genotzt ginn, fir déi zwee Innovationsfongen ze speisen, déi eis hëllefe sollen, Start-up-Enterprisen, Risikokapital ze ennerstëtzen, fir dass och hei nei Initiativen an neie Wuesstum méiglech gëtt.

Ech soen also, dass, trotz dem Fiskalpakt an trotzdem mer och hei zu Lëtzebuerg eis virge-

holl hunn, fir bis 2014 oder 2015 en équilibréierten Haushalt an der öffentlecher Hand ze hunn, mer weider an d'Infrastrukturen, an d'Bildung, d'Fuerschung investéiert hunn. Ech mengen, wann een haut alles zesummerechent am Budget vum dësem Joer, da leie mer bei 1,7, 1,8 Milliarden Investitiounen insgesamt, sief et direkt Investitiounen vum Stat an der Héicht vum em déi 750 Milliounen, oder sief et par le biais vum eise Participatiounen an anerer Investitiounen. Et kann een also net soen, dass de Stat hei seng Responsabilitéit, säi Voluntarismus zréckgefouert huet.

An datselwech gëllt och fir d'Kafkraaft. Ech mengen, dass bei deem zweete Spuerpaquet wéi bei deem éischten 2010 mer eng grouss Suerg haten, dat war fir e Minimum nämlech net nëmme d'Kafkraaft vum de Leit ze hypothekéieren a virun allem derfir ze suergen, dass déi grouss Mass vum den enneschte Schichten an de Mëttschichten, dass déi indemne solle bleiwen. Dat hu mer iwwert d'Solidaritätssteuer gemaach, dat hu mer iwwert d'Immunitéierung vum Mindestloun bei der Krisesteier gemaach an esou virun.

Ech wëll déi drëtt fundamental Bemierkung maachen, dat ass déi vun der Noutwendegkeet vum der Kompetitivitéit, déi mer brauchen hei am Land, an eiser Economie, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an och, wa méiglech, neier ze schafen. An ech wëll - an ech soen dat all Kéier gebetsmühlenartig hei op dëser Tribün -, ech mengen, dass et noutwendeg ass, d'Kompetitivitéit ëmmer an engem breede Sënn ze definéieren, net eleng op Lounstéckkäschten ze reduzéieren.

An allen - an ech hu mer se nach eng Kéier an dëse leschten Deeg, déi neisten ugekuckt -, an alle bekannten internationale Kompetitivitéits-Rankinge positionéiert sech Lëtzebuerg wederhi gutt. An ech soen och hei, dass Länner, déi bekannt si fir e staarke Sozialstat ze hunn, déi bekannt sinn derfir, dass hinnen d'sozial Kohäsion, de soziale Fridden an hire Länner ganz wichteg sinn, an och héich Léin bezuelt ginn, wéi zum Beispill Schweden, wéi Dänemark, wéi Finnland oder wéi d'Schwäiz, féint een an alle wichtige Rankingen ëmmer enner den Top-Ten.

Firwat soll dat esou sinn? Well dat fir déi Länner och e Standuertvirdeel ëmmer erëm duerstellt, wann en derfir suert, dass een héich sozial Standarden an och domadder eng héich Wettbewerbsfäegkeet huet, déi sech net ausschléisen, mä am Géigendeel complémentaire matene sinn!

Ech soe ganz kloer, um Niveau vum de Lounstéckkäschten am Vergläich zu eisen Haapthandelspartner hu mer an deene leschte puer Joer u Kompetitivitéit liicht verluer. Dat ass eng Tatsaach, wann een et nokuckt. Mä am Beräich vum den Aarbechtskäschten tout court an an de Lounniewekäschten si mer trotzdem méi wéi jee gutt opgestallt.

Ech hunn eng rezente Studie geholl vum 24. Abrëll 2012, dat ass also net laang, vum däitsche Bundesamt für Statistik, en EU-Vergläich, deen gemaach ginn ass um Niveau vum Aarbechtskäschten a Lounniewekäschten am Joer 2011, also ganz rezente. Déi weisen, dass d'Aarbechtskäschten pro geleeschte Stonn am veraarbechtende Gewerbe - wat jo eent ass, dat staark an der Konkurrenz ass -, do läit Lëtzebuerg fir eng Stonn bei 29,6 Euro d'Stonn, Däitschland bei 34,3, Frankräich bei 35,6, d'Belsch bei 40,6 Euro an d'Moyenne an der Eurozon läit bei 29,3. Mir leien also praktesch genau an der Moyenne, mä op jidde Fall enner eisen Haapthandelspartner.

A wann een d'Lounniewekäschten kuckt, an dat ass jo an der Fro vum der Rentereform, déi mer am Moment amgang sinn ze diskutéieren, e ganz wichtige Bestanddeel: Op 100 Euro Bruttoverdienst leien zu Lëtzebuerg d'Lounniewekäschten - et wier gutt, wann een dat géif nolauschten -, leien déi bei 15 Euro pro 100 Euro Verdéngscht! An Däitschland - lauschtert gutt no! - bei 28 Euro, a Frankräich - lauschtert gutt no! - bei 50 Euro an an der Belsch bei 47 Euro; an der Eurozon insgesamt bei 36 Euro. Mir leien also mat 15 Euro, si mer wierklech an Europa net ze schloen um Niveau vum de Lounniewekäschten, wat e gudd Bättrag zu der Kompetitivitéit vum eisen Enterprisen ass.

An da kéint ech weiderfueren an och nennen, an dat gëtt net oft genuch zur Kenntnis geholl, dass mer och an der Groussregion, an der Analys vum deenen eenzelne Secteuren, méi laang Aarbechtszäiten hu wéi déi aner Länner, dass mer e ganz attraktiiv fiskaalt Émfeld fir Betriber hunn, an dass déi effektiv reell Steierlaascht wesentlech méi niddreg ass wéi dat, wat déi ausgewisen theoretesch Steiersätz duerstellen.

An de Jean-Claude Juncker, Premierminister, huet, an ech rappeléieren dat nach eng Kéier, am État de la nation 2011 un d'Adress vum dem Patronat gesot: „D'Kompetitivitéitsgesäusel,

dat eis no bause méi schlecht mécht, wéi mer no banne sinn, ass inakzeptabel.“ An et bleift och an dësen Zäiten, an dat ass vu mengen zwee Virriedner scho gesot ginn, wichteg, dass an der Psychologie, déi an der Wirtschaftspolitik esou wichteg ass, an ech mengen, dass den neie Wirtschaftsminister hei och ganz prezis Akzenter mécht, fir eis no bannen an no baussen net ëmmer den Däiwel un d'Wand ze molen.

Ech hu gëschter schonn anlässelech vum eiser Table ronde bei Chamber-TV gesot, dass ech an dësen Deeg Leit aus dem Commerce begéien, déi fannen, an hiren Zuelen am Mäerz, a virun allem ab Abrëll, dass do e staarke Réckgang feststellen ass. A wann een nodenkt, wat kéint dat da sinn, well et keng grouss nei Moosname gouf, déi an de Portmonni vum de Leit gaange sinn, da kéinten et d'Diskussiounen, déi mer och zu Lëtzebuerg an deene leschte Woche féieren, iwwert d'Kris sinn. De Vergläich, deen heiansdo e bësse gehipt huet, fir Lëtzebuerg am Zesummenhang mat griichesche Verhältnissen ze nennen, huet do sécherlech net onbedéngt gutt gedoen.

De Bättrag, deen mer am Moment leeschten, um Niveau vum der Regierung a vum der Koalitioun, ass eis... An ech wëll dat dem Här Meisch soen - ech soen him dat zwar bei all Geleeënheet, déi mer hei hunn -, wann ee vu Strukturreform schwätzt, geet et net duer, vum enger Klimabank ze schwätzen. Wann ee vu Strukturreform schwätzt, da muss ee feststellen, dass déi Strukturformen an der leschter Legislaturperiod an och an dëser Legislaturperiod ugepaakt ginn.

Ech wëll nëmme soen, mir haten eng ganz schwiereg...

(Interruptions diverses)

Mir haten eng ganz schwiereg - Här Meisch, da lauschtert just no! -, mir haten eng ganz schwiereg Diskussioun um Niveau vum der Reform vum eisem Gesondheessektor, mat engem Streik vum den Dokteren. Dat war keng einfach Reform, net fir de Minister an net fir d'Regierung, an och net fir déi Partei, där de Minister ugehéiert. An trotzdem hu mer se duerchgezunn, well se noutwendeg ass.

D'Diskussioun iwwert d'Rentereform, déi mer am Moment féieren, ass eng schwiereg Diskussioun. Duerfir gëtt et vill Kritik, duerfir gëtt vill gestridde vum den eenzelne Gruppen hei am Stat, an trotzdem mengen ech, maache mer se, well mer der Meinung sinn, dass et fir eist Land noutwendeg war.

Mir hunn no laange Joren et fäerdegbruecht, déi Reform vum der Aarbechtsmaartverwaltung, vum der ADEM ze maachen. Mir hunn d'Reform an der Grondschoul gemaach an déi vum Secondeaire, mat alle Schwieregkeeten, déi mer kennen, an ech wäert herno nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Mir hunn eng Modulatioun vum Index am Januar vum dësem Joer gemaach, ouni en Accord vum de Sozialpartner, wat mer alleguer bedauert hunn, mä mir hunn et gemaach, well mer der Meinung waren, an dat war och fir eis Partei net einfach an et bréngt eis vill Kritik an eenzelne Kreesser dobaussen an, mä mir hunn et gemaach, well et fir d'Land, fir d'Enterprisen a fir d'Economie wichteg war, dass mer dat ëmgasat hunn.

Et kéint een dann och nennen déi Reform, déi mat allem Zickzackkurs, op deen ech herno kuerz zréckkommen, trotzdem och déi Reform, déi mer maachen um Niveau vum der Fonctioun publique; eng Rei vum neie Methoden, eng Rei vu strukturellen Ännerungen, déi mer, wann de Projet de loi dann deponéiert ass hei am héijen Haus, wäerten diskutéieren an och unhuelen. Dat ass och e weideren Deel, dass mer Strukturformen, an ech hunn lech der e puer gezielt, dass mer déi upaken an dass mer de Courage hunn, virunzekommen, och wann dat dobaussen heiansdo schwiereg ass.

Ech wëll zur Rentereform soen, dass de Projet, deen d'Regierung virgeluecht huet, e Projet ass, deen fir eis en ausgeglachene Wee ass, fir derfir ze suergen, dass mer..., an dat ass u sech eng ganz einfach Formule a si ass virdu vum Kolleeg Marc Spautz och gesot ginn. Et ass evident, dass, wann d'Leit muer fënnf, sechs, siwen, aacht an néng Joer méi laang Rent kréien, een net méi mat deen Aggregater vu virun 30 a viru 40 Joer, wou mer déi Haaptaggregater vum eisem Rentensystem geschafent hunn, dass een net mat deenen Aggregater ka weiderfueren. Dat kann net opgoen! An ech mengen, dass d'Leit dobaussen dat och verstinn, dass et net kann opgoen.

Duerfir ass déi Proposition, déi d'Regierung mécht, eng Proposition, fir de Leit en Ange-

bot ze maachen, e flexibel Angebot ze maachen, fir selwer ze decidéieren, ob se vun där méi langer Liewenserwaardung wëlle profitéieren, fir och méi laang schaffen ze goen a sech déiselwecht Rent dann och unzëeegenen, oder ob se en anere Wee wëlle goen. Ech mengen, dass dat gutt Propositione sinn.

Mir hunn an deem Prozess, an deem mer amgaange sinn, fir dräi Saachen ze suergen, eiser Fraktioun no, nach eng Kéier dräi Saache méi genau ze kucken am parlamentaresche Prozess vun deem Projet de loi. Dat Éischt ass déi Fro vun de Lächer vun de Fraen an hirer Carrière, fir wierklech sécher ze goen, well déi Geleeënheet hei kënne mer do net laanschtgoe loossen, fir derfir ze suergen, dass d'Fraen, déi ophalen, fir sech doheem ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmere, net herno déi Gelackmeiert si vun deem System, dee mer hunn. Duerfir muss e prezisit a konkret Angebot an déi Richtung kommen.

Déi zweet Fro ass déi, ze kucken, ob déi Proposition, déi d'Gewerkschaften an d'Chambre des Salariés maachen, fir déi Finanzierungsquelle, déi proposéiert gëtt, um Niveau vun der Assiette vun der Fleegeversécherung, also ähnlech der Assiette vun der Fleegeversécherung, ob een déi an de Projet de loi abaut, gebonnen un eng Rei vu Situatiounen, gebonne vläicht och un d'Finanzierung vu spezielle Programmer. Doriwwer, mengen ech, sollte mer a mussen eis ennerhalen.

An drëtens, wann ee seet „méi laang schaffen“, da mengen ech brauch een e Paquet - an d'Regierung ass amgaangen un deem Paquet ze schaffen -, da brauch een e Paquet, fir effektiv deenen eelere Salariéen an den Entrepreneuren eng aner Aarbechtskultur unzubidden, déi méi favorabel ass fir d'Aarbecht vun eelere Leit an de Betriber, wéi mer dat haut kennen.

Déi zweet kuerz Bemierkung, déi ech wëll maachen, ass déi zu de Schoulreformen. Dat bleift, mengen ech, fir eis alleguerten heibannen eng zentral Fro vu sozialem Fortschritt, vu Kohäsion an och vu Kompetitivitéit, en fin de compte. Den Défi bleift, bei enger Schoulpopulatioun, déi ëmmer méi heterogen gëtt, an Ufuerderungen un d'Schoul, déi ëmmer méi grouss ginn, d'Schoul dorobber virzereeden.

Vill Schoulprojeten, vill Projet-piloten, déi gemaach gi sinn an déi um Terrain och zu ganz gudde Resultater gefouert hunn, mussen och elo wierklech seriö analyséiert an dann och kënne verallgemengert ginn, wa sech erweist, dass dat déi richteg Wee sinn.

De Reformprojet vum Secondaire, deem d'Schoulministesch, d'Mady Delvaux, op den Dësch geluecht huet, verallgemengert an deem Sënn eng Rei vu pädagogeschen Initiativen, déi an der Praxis mat Erfolleg erprouft gi sinn. A mir mengen, wéi eis Virriedner, wéi de Kolleg Marc Spautz et och scho gesot huet, dass een déi Reform, wou ee sech elo e Joer nach eng Kéier Zäit geholl huet, dass een déi Reform konstruktiv soll huelen. Éischt Usätz vun Diskussioun no der Manifestatioun vun den Enseignantéise weise jo, dass vläicht de Wee zu engem rouegen Dialog nach féiert.

Mir menge jiddefalls, dass déi puer Propositionen, déi um Dësch leien, dach net Propositione sinn, wou et esou ëm Liewen an Doud geet, dass een dobaussen och an engem Klima mateneen diskutéiert, deem heiansdo dann awer wäit iwwert dat erausgaangen ass, wat ee verdroe kann, wat och responsabel ass vis-à-vis vun der Schoulministesch, déi wierklech net derfir bekannt ass, fir sech net..., a si huet mer virun e puer Deeg gesot, dass se eleng fir d'Reform vum Secondaire 176 Réunioneun hat, am Dialog mat de Gewerkschaften a mat de Sozialpartner.

Ech mengen net, dass dat de Bewäis ass fir e Minister, deem net d'Ouer hätt, fir wierklech zu Decisiounen ze kommen, zu engem Accord ze kommen, a mir hoffen nach ëmmer, dass dat dann am Ufank vum nächste Joer och méiglech ass.

Ech hunn dat alles gesot, fir ze weisen, dass des Koalitioun reformwëlleg an och reformfäeg ass. Dat huet se a ville vun deene Gebidder do och gewisen.

An der Fro, wéi den Zoustand vun deem Land ass, wëll ech e puer kuerz Bemierkungen nëmme maachen, well een do villes kéint soen. Ech wëll an der wirtschaftlecher Situatioun soen, et ass e gemëscht Bild, et ass en duerchweessent Bild mat Licht a mat Schiet. Ech wëll e puer Punkten eraushuelen.

De Punkt vun der Industrie. De Claude Meisch - oder war et de Gast Gibéryen? -, de Kolleg huet gëschter Owend en Zitat vum Premier

vum Joer 2006 hei gesot am Zesammenhang mam Accord, deemools wéi ArcelorMittal geschafte ginn ass a Mittal d'Lëtzebuurger Stolindustrie iwwerholl huet, wou de Premier gesot huet: „Ech hunn e fest Engagement vum Här Mittal fir d'Iwwerliewen an d'Sécherheet vun alle Stolstanduerter zu Lëtzebuerg.“

Wat vun deene Wieder an deenen Engagementer a Versprechen ze halen ass, dat si mer am Moment amgaangen ze erliewen. A mir sinn alleguerten frou doriwwer, dass den neie Wirtschaftsminister Etienne Schneider eng aner, eng kloer Sprooch geschwat huet vis-à-vis vun ArcelorMittal, andeem e kloergemaach huet, dass an den Aiden, déi iwwert den Droit common eraus ginn un d'Stolindustrie a seng Beschäftegt, dass dat muss a soll gekoppelt sinn un Investitiounsprogrammer. Deen Engagement läit elo um Dësch, an et läit och eng Revisiounsklausel do, fir kloerzemaachen, dass, wann dat net esou ass, dann och nach eng Kéier iwwert déi Engagementer vum Stat muss diskutéiert ginn.

Et gëtt an deenen Deeg dann iwwer zwou aner Froen geschwat, déi hir Wichtigkeit och hunn an der Glafwierdegkeet no bausen. Dat ass déi vun den Terraine vun der Stolindustrie haut vun ArcelorMittal. Mir ennerstetzen all déi - beim Minister ugefaangen -, all déi, déi haut soen, dass mer och an Zukunft eis net an där Fro do iwwert den Dësch zéie solle loossen, wéi et an der Vergaangenheet ëmmer war, wou d'ARBED an duerno d'Arcelor an haut ArcelorMittal, mengen ech, ëmmer erëm kloergemaach hunn, dass se d'Filetsstécker fir sech geifen halen an déi verseuchten Terrainen dem Stat, zum Beispill an der Agora, géife schenken, an dann de Stat derfir ka suergen, dass mer da Milliounen mussen opbréngen, fir déi Sanéierungen do virzuehuelen.

Mir hunn also hei Sënnen aus der Vergaangenheet, wou et vill politesch Responsabilitéit gouf, fir net deemools scho mat der ARBED an haut mat ArcelorMittal e kloren Discours ze féieren.

Da gëtt et déi Diskussioun iwwert d'CO₂-Emissiounen, iwwert d'Zertifikater, déi ArcelorMittal am Rahme vum Allocationsplang kritt huet. Zu Schëffleng, wann ech dat elo gutt aus dem Kapp eraus soen, sinn dat 81.000 Tonne pro Joer. Do stellt sech d'Fro - an ech huelen un, dass den Här Schank, zoustännege Minister, sech déi Fro scho selwer gestallt huet -, ob et gutt war, nodeem dat scho laang bekannt war am Laf vum leschte Joer, fir um Ufank vun deem Joer op d'Konten vun ArcelorMittal Schëffleng nach eng Kéier 81.000 Tonnen Zertifikater ze setzen.

Mä kloer ass op där anerer Säit och - an ech mengen, dass heibanne jidderwee déi Meenung och deelt -, dass am Gesetz eng ganz kloer Kann-Bestëmmung ass: „Le ministre peut demander la restitution...“ An ech mengen, et ass duerfir kloer, dass de Minister, dee, mengen ech, schonn d'nächst Woch déi Responsabel vun ArcelorMittal begéint, eis Ennerstetzung huet, fir mat ArcelorMittal hei e ganz kloren Discours ze féieren, dee kloermécht, dass alles dat, wat net benotzt gëtt fir d'Produktioun hei zu Lëtzebuerg, an enger Form oder an där anerer restituéiert muss ginn.

Ech muss soen, fir mer déi perséinlech Remarque ze erlaben, ech zeeche selwer responsabel als fréieren Ëmweltminister fir deen Allocationsplang, deem haut um Niveau vun der Sidérurgie ëmgesat gëtt, an ech géif et wierklech net verdroe, wann hei Geld gemaach gëtt mat Zertifikater, déi fir d'Produktioun net méi gebraucht ginn,...

(Brouhaha)

...mä am Gesetz, an ech wëll dat ganz kloer soen, am Gesetz steet ganz kloer eng Restitutionsklausel, a mir sinn also der Meinung, dass d'Regierung an den zoustännege Minister déi Restitutionsklausel och sollen notzen, fir kloerzemaachen, a wat fir eng Richtung et soll goen.

Ech wëll eng zweet Bemierkung just nach maachen, déi lescht zu der wirtschaftlecher Situatioun. Dat ass déi um Niveau vun eiser Luftfahrt. Et kéint ee vill Wieder gebrauchen iwwert d'Situatioun vun der Luxair, iwwert d'Entwécklung vun eisem Flughafen insgesamt, wou et och Schiet a wou et awer och Sonn a positiv Elementer gëtt.

Ech mengen, an ech weess net, wéi ech de Premier gëschter verstanen hunn, e kéint eis de Mëtteg vläicht säi Gedanken dozou nach eng Kéier prezisieren. Ech mengen, dass an der Fro zum Beispill vun der Entrée vum Katar bei der Cargolux ech net mengen, dass all déi, déi sech Suerge maachen - an dat mierkt ee jo breed dobaussen och an der Bevëlkerung -, déi sech Suerge maachen iwwert d'Aart a Weis, wéi et do gaangen ass, wéi et och haut innerhalb vun der Entreprise vonstattengeet, Provinzialismus am Kapp hunn, wa se sech Suerge maachen driwwer, wat geschitt mat de Parts de marché,

déi muer vun enger Cargolux kënne weidergoen, mat deenen Informatiounen, déi se hunn, an eng aner Gesellschaft, déi Katar-Cargo-Airlines heescht. Wéi ass et mat der Gouvernance um Niveau vun der Entreprise?

An ech mengen, dass et do héich Zäit gëtt, dass déi Lëtzebuurger Aktionären eng Strategie hunn, dass se eng national Strategie hunn, sécherlech an engem internationalen Environment, an dass eng besser Gouvernance stattfënnt, souwuel um Niveau vun der Cargolux wéi um Niveau vun der Luxair, wéi dat, wat mer an deene leschte Wochen a Méint hu misse erliewen.

D'Konklusioun um Niveau vun der Wirtschaftssituatioun ass ganz kloer, an ech mengen, um Niveau vun där Table ronde, déi de Premierminister gëschter ugekënnegt huet, do kann ee soen, zum zweete Mol an deser Legislaturperiode gëtt déi Problematik do zur Chefsaach deklaréiert.

Et kéint een hoffen, dass et déi richteg Period, déi richteg Kéier ass, fir wierklech derfir ze suergen, dass all déi, déi op iergendenger Plaz politesch oder administrativ Responsabilitéit hunn, sech bewusst ginn, dass all déi Decisiounen, wou se laang Zäit brauchen, all déi Decisiounen, déi se net huelen, déi se op d'Säit schubben, dass dat fir d'Kompetitivitéit vun dem Standuert Lëtzebuerg ganz negativ ka sinn, an dass duerfir et noutwendeg ass um Niveau vun deene schnelle Prozeduren, deene schnelle Weeër, deene schnellen Entscheidungen hei bei där Table ronde dann och zu Decisiounen ze kommen.

(Interruption)

Datselwecht gëllt - a mäi Virriedner, de Kolleg Claude Meisch, huet et kuerz ugeschnidden -, datselwecht gëllt fir déi Plans sectoriels. Oder muss ee soen déi Projets de plans sectoriels?

Och do huet ee jo eng eege Responsabilitéit gehat. Mir hunn zu dräi Ministeren oder zu véier Ministeren am Hierscht 2008 d'Projets de plans sectoriels virgeluecht. Elo gi schonn erëm véier Joer an d'Land eran an d'Prozedur no bausen ass emol nach net ugefaangen. Et ass ze fäerten, dass mer et net fäerdegbréngen emol, bis un d'Enn vun der Legislaturperiode déi Plans sectoriels do ëmgesat ze hunn.

An et rächt sech haut - ech soen dat -, et rächt sech haut, dass mer an der Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire, deen an der Kommissioun nach ëmmer amgaangen ass, diskutéiert ze ginn, dat Element, wat eis erlaabt hätt, fir d'Prozedur iwwert d'Plans sectoriels unzefänken, nämlech déi Wäertschöpfungsabgab, déi an deem Projet de loi draasteet, dass mer déi net deemools erausgezunn hunn an an enger schneller Prozedur, well do gouf et nämlech Konsens, fir dat ze maachen, dass mer dat schnell gestëmmt hätten. Dat hätt eis erlaabt, dann och d'Prozedur um Niveau vun de Plans sectoriels unzefänken, well dat ass eng laangwiereg, dat ass eng héich Prozedur, déi mer wäerten hunn, déi och vill Zäit wäert an Usproch huelen. Jiddefalls huet eis dat net gedéngt.

Ech wëll zweetens dann e puer Remarquë maachen zu der finanzieller Situatioun. Ech géif se nennen, déi finanziell Situatioun, dass se zum Handeln zwingt, ouni katastrophen ze sinn. Mä mir wëssen, wa mer näischt ennerhuelen, riskéiere mer méi fréi wéi spët, an esocht Schwierereketen ze kommen. Bei de Ratingen hu mer nach wie vor eisen Triple-A, als eent vun deene weinege Länner an der Europäescher Union, déi dat nach kënne soen, och wann den „Outlook“ vun de Ratingagenturen och fir Lëtzebuerg éischter skeptesch an negativ ass.

An ech wëll an der Fro vun de Previsiounen oder de Fakten um Niveau vun den öffentleche Finanzen eppes ganz Einfaches soen, och un d'Adress vun deenen dobaussen an der organisierter Welt an an der geschriwwener Welt, a wat fir enger dann och ëmmer, dass ee sech sécherlech ka streiden a säitelaang Articlele schreiwene iwwert d'Previsiounen vum Statec an der Banque centrale, ob déi dann elo heiansdo richteg sinn oder net. Mä un de Fakten, un den haarde Fakte kann een net ronderëm diskutieren, déi kann een net interpretieren. An déi haart Fakte sinn déi fir jidderwee dobaussen, dass mer säit véier Joer am Zentralstat en Defizit hu vun enger Milliard Euro, a wa mer näischt maachen, en Defizit hunn an dräi Joer vun 1,5 Milliard am Zentralstat.

An et sinn och Fakten, an net Previsiounen, fir kloerzemaachen, dass mer am Joer 2007 eng Schold hate vun 2,5 Milliarden an dass mer haut eng hu vun aacht Milliarden, an, wa mer esou weiderfuere, eng hunn, déi iwwer zéng an eelef an zwielef Milliarde wäert goen. Och wann een nach deem Rechnung dréit, dass an deem Pak do déi Mise vun der BGL BNP Paribas mat dran ass, souguer wann een déi erausrecht, bleift et, dass mer amgaange sinn, do

dach awer och fir Lëtzebuerg an eng Situatioun ze kommen, déi eis zum Nodenke bréngt.

A wann een, um Niveau vun der Zënslascht, vum Service de la dette kuckt, dass mer am Joer 2007 89 Milliounen gebraucht hu fir d'Zënslascht, dass dat am Joer 2011 211 Milliounen waren, an dass mer am Joer 2015, wa mer näischt maachen, eng Zënslascht hu vun 328 Milliounen, da menge mir, dass ee mat deene Sue Besseres kann ufänken, wéi se fir d'Zënslascht auszeginn.

Dat sinn iwwerens och an engem Moment vun histoersch niddregen Zënssätz an enger Refinanzierung, déi ganz deier wäert ginn, dann och Situatiounen, déi eis dach awer hellhöreg mussen maachen.

D'Konklusioun um Niveau vun der Finanzsituatioun: Mir hunn e strukturellen Defizit. Mir brauchen duerfir, wéi de Finanzminister et gesot huet, eng nei Dépensékultur. Mä ech soen nach eng Kéier, mir brauchen och eng nei Recettékultur, op déi ech herno kuerz nach wäert agoen.

Mir brauchen an allen Entscheidungen, déi mer huelen, virun allem fir eis als LSAP-Fraktioun, eng nei an ëmmer erëm gestärkte Gerechtegkeetskultur fir all Decisiounen, déi mer huelen - och beim Spueren, och beim Investieren -, fir dass se wierklech deenen zegutt kommen, déi se brauchen, dass se esou verdeelt ginn, dass déi, déi se besser kënnen droen, méi trifft, wéi déi, déi schonn et ganz schwierig hunn.

An da sinn ech bei der sozialer Situatioun, ganz kuerz, fir feststellen, dass de soziale Fridden - ech hunn dat virdru scho gesot - e wichtige Kompetitivitéitsfacteur ass, an dass mer mussen feststellen hei zu Lëtzebuerg, dass mer e staarken, intakte Stat, Sozialstat hunn, mä dass awer den Aarmutrisiko fir vill Persounengruppen hei am Land an d'Luucht gaangen ass. Ech hunn dat an der Debatt virun zwou Wochen hei scho gesot. Besonnesch, wann een elengerzéiend Fraen hält, läit den Aarmutrisiko haut ëm en Duebel, bal an déi 40%, wat wierklech eng ganz grouss Schwiereregkeet ass. An et gesäit een all Kéiers, wa Kanner kommen, wa Kanner derbäi sinn, dass den Aarmutrisiko ganz staark an d'Luucht geet.

An et gesäit een och, an dat soll ee soen, dass mat 5% Aarmutrisiko virun allem déi eeler Matmënschen dach awer duerch e Rentensystem, dee mer an deene leschte Jore geschafen hunn, vill, relativ vill besser dostinn, vill besser virun allem och dostinn, wéi an eisen Nopeschlänner. Duerfir muss d'Suerg sinn, bei allem, wat mer maachen, no der Gerechtegkeetskultur, dass mer virun allem de Familjen, de Famillje mat Kanner, de Frae mat Kanner, do wou se elengerzéiend sinn, ugesichts vun engem ganz héijen Undeel vun Divorcen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer deene mussen ënnert d'Aerm gräifen an dass eis Suerg virun allem do muss sinn.

Datselwecht gëllt och um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, déi an d'Luucht gaangen ass. Och do féiert kee Wee derlaanscht, ze mierken, dass d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an d'Luucht geet, nach ëmmer weider an d'Luucht geet, ëm 2,9% am Joer 2011, an dass mer awer, trotz esou villen Dausenden neien Aarbechtsplazen ëmmer nach oppe Plazen hunn, déi net kënne besat ginn, well d'Qualifikatiounen feelen, well och den Intérêt, zum Beispill fir Léierplazen, fir Formatioun, oft net do ass.

A mir mierken um Niveau vum Ustieg vun den Ausgaben am Fonds pour l'Emploi, 370 Milliounen am Joer 2007, 590 Milliounen am Joer 2012, wat dat och, mengen ech, fir de Statsbudget heescht.

Eng lescht Bemierkung um Niveau vun der sozialer Situatioun, fir dat ze ennerstetzen an ze ënnerschréien, wat de Statsminister gëschter et gesot huet am Zesammenhang mam Mindestloun. Ech hunn et viru kuerzem op enger anerer Plaz gesot: A menger politescher Carrière an deene leschte 35, bal 40 Joer ass mer ëmmer opgefäll,...

(Interruption)

Jo. „Oh Mamm!“, dat kann ee soen.

...dass ech bei de Leit ëmmer gemierkt hunn: So mer, wéi s de iwwert de Mindestloun schwätz a wat s de vum Mindestloun häls, an ech soen der, wien s de politesch bass.

An och hei, mengen ech, mierke mer, wéi liichtfankeg dach awer Leit, déi gewinnt sinn, fir sech selwer Paien a Bonussen an aner Primen ze leeschten, wou d'Leit nëmme kënnen dovunner dreemen, a wat fir engem Mooss et e wichtige Message ass vun deser Regierung a vun deser Koalitioun, ëmmer erëm am Laf vun deser Legislaturperiode kloergemaach ze hunn: Wann eppes net zur Dispositioun steet, wann eppes net an iergendengem Spuerpaquet kann deem zum Affer falen, dann ass et de Mindestloun!



An och, wann de Mindestloun zu Lëtzebuerg am Verglach zum Beispill zum Mindestloun a Frankräich vill méi héich ass, da wësse mer, dass, wann een iergendwou loune geet an e Loyer huet fir hei an der Stad ee Studio vu 40, 50 m², een da 700, 800 Euro muss bezuelen. Da weess ee ganz schnell, dass een den Euro net nëmmen zweemol muss ëmdréien, mä dräi - a véiermol muss ëmdréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

De President vun der Bankevereenegung, deem géif ech vun Häerze wënschen, wann ech mer et esou ukucken, dass en emol misst - ech proposéiere sechs Méint - mam Mindestloun liewen. An dann, mengen ech, sollt en nach eng Kéier no sechs Méint zrëckkucken an eis da soen, wat fir eng Erfahrungen dass en dann esou gemaach huet. An da kucke mer weider, ob en nach ëmmer déiselwecht Propositione mécht wéi déi, déi mer an der leschter Zäit erlieft hunn.

Ech wëll e puer Remarquë maachen zu deem Spuerpaquet, deem d'Regierung eis virun zwou Woche proposéiert huet. An den Tendenzen, mengen ech, dat, wat mer kennen, nämlech een Drëttel dat ze maachen, den Effort och um Niveau vun de Recetten, zwee Drëttel um Niveau vun den Dépensen, den Investitionspak vun 125 Milliounen, manner wéi dat, wat am Plan pluriannuel virgise war, ewechgeholl.

Ech mengen, och d'Tatsaach, dass de Versuch gemaach ginn ass an de Versuch och réusséiert ass - wëll ech hei soen -, fir déi Efforten do souwuel op de Stat selwer wéi op d'Betribber duerch méi Mindestbesteuerung an duerch d'Solidaritätssteuer, wéi och op Privathaushalter, an innerhalb vun de Privathaushalter och op d'Salariéen am Privatsektor, op déi an der Fonctioun publique, mä och déi um Niveau vun de Retraitéen, vun de Rentnerinnen a Rentner, alle sozioprofessionelle Kategorien auszudehnen, no deem Prinzip vun: „Breet Schëllere kënnen méi droen, wéi schmuel Schëlleren.“

An ech mengen, dass dee Paquet fir dann 2013 elo een ass, wou mer eis emol d'Entwécklung am Joer 2012 sollen ukucken, fir ze gesinn, wat da fir 2014 noutwendeg ass.

Um Niveau vun den Dépense wëll ech net méi vill soen zu dem - wéi ass gesot ginn? - Zick-zack - ass gëschter gesot ginn - am Rahme vun dem Accord salarial an der Reform vum Statut. Et wär - soen ech nach eng Kéier fir eis Fraktioun; an ech mengen, dat hunn heibannen all Fraktiounen gedeelt - wierklech kee gutt Zeeche gewiescht, fir de Leit dobaussen am Privatsektor, de Rentner an aneren Efforten am Rahme vun engem Spuerpaquet 2013 a '14 ofzeverlaangen a gläichzäitig d'Léin an d'Gehälter um Niveau vun der Fonctioun publique an d'Luucht ze setzen.

Dat wär kee gutt Zeeche gewiescht. Dat hätt dobaussen d'Glafwierdegkeet vun deem Paquet ganz schnell a Fro gestallt. An duerfir, mengen ech, ass deem Effort, deem d'Fonctioun publique hei mécht am Rahme vun den Efforté vu jiddwerengem, e richteg. An et kann een nëmme souwuel deenen zwee Ministeren, déi sech vill geplot hunn, fir zu deem Accord ze kommen, zu deenen dräi Accordé praktesch ze kommen, déi mer festgestallt hunn, mä och der CGFP als Gewerkschaft vun den öffentleche Bedéngschete félicitéieren, déi Responsabilitéit ze hunn, fir dat an dee Kontext ze setzen, an deem mer haut dra waren.

Do, wou mer d'lescht Joer am Mee/Juni, wéi den Accord ofgeschloss ginn ass, eng Fëster haten, wou mer gemengt hunn, mir géife schon d'Friichte gesi vun deem, wat en Après-Kris-Zeenario kéint sinn, ass déi Fëster ganz schnell zougaangen. An ech mengen, da muss een drop reagéieren. An dat ass och richteg gemaach ginn.

Um Niveau vun den Investitiounen wëll ech e puer Remarquë maachen. Mir hunn hei an deene leschten dräi Joer ëmmer erëm gebetsmühlenarteg gesot, dass et fir eis dräi Prioritéite gëtt am Rahme vun den Investitiounen: Dat ass d'Schoul, dat ass d'Mobilitéit an dat ass de Logement. Par ricochet heescht dat, dass dann och all aner Beräicher net esou prioritär sinn an dass een da muss Choix maachen.

Elo kéint een... Wann ech mer déi Randbemierkung kann erlaben, dass mer dee pointéierte Fokus op d'Spueere bei zwou Sportsinfrastrukture jo heiansdo schon e bësse verdächtig virkënt, mä mir deelen awer déi Meenung, dass ee Choix muss maachen.

Ech wëll just hei bei där Geleeënheet soen, dass mer eis en attendant vläicht awer sollt Gedanke maachen, wéi mer enger nationaler Sportsinfrastruktur, déi an der Areler Strooss läit, wou den heitegen nationale Fussballstadion ass, deen an engem - ech soen dat hei - lamentabelen Zoustand ass, wéi mer en attendant dozou kommen, fir Verhältnissen ze kréien, déi eis net dozou féieren, dass mer eis bis op d'Schanke muss blaméieren - ech soen lech

dat: bis op d'Schanke muss blaméieren! -, wa mer muer vun der UEFA a vun der FIFA dee Stadion fir internationaler Matcher gespaart kréien an da mat de Lännermatcher mussen op Metz goen.

(Interruptions)

Wa mer eis där Blamage wëllen aussetzen, da solle mer dat maachen. Mä ech géif mengen, et wär gutt, wann ee seet: All Investitiounen am Kulturberäich si wichteg. Okay. All Investitiounen am Beräich vum Tourismus an esou viru si wichteg. Okay. Eisen Apport, dee mer am Rahme vun der Kooperatioun bréngen, steet souwiesou net zur Diskussioun. Mä et soll een och drun denken, dass d'Sportsinfrastrukturen a virun allem déi doten dann awer eng ass, wou mer net ganz gutt opgestallt sinn a wou et gutt wär, wa mer och ganz schnell zu Solutiounen géife kommen.

De Statsminister huet gëscht nach eng Kéier däitlech gemaach, a wat fir engem Mooss um Niveau vun der Mobilitéit... An en huet eng Rei vu Projeten opgezielt, déi en cours sinn, déi schnell an Ugrëff mussen geholl ginn - ech denke virun allem un d'Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg, déi eng ass, déi all Prioritéit soll genéissen -, an, mengen ech, och nach eng Kéier kloergemaach dat, wat um Niveau vun der Realiséierung vum Tram soll geschéien.

(Interruption)

Wann de President selwer net oppasst...

Ech mengen, dass den Accord, wann en dann definitiv niddergeschriwwen ass, tëscht dem Stat an der Stad Lëtzebuerg fir d'Opdeelung vun de Käschten - zwee Drëttel, souwuel d'Investitiounen - wéi Fonctiounskäschten, fir de Stat an een Drëttel fir d'Stad Lëtzebuerg - eng gutt Opdeelung ass. Ech mengen, déi do Décisioun erlaabt, dass ee relativ schnell hei an der Chamber nach eng Kéier no der Motioun vun 2006 all déi Froen, déi deemools nach opbliwwen sinn, ka beäntweren an dass dann de Projet de loi kann deponéiert ginn, dee wa méiglech an dëser Legislaturperiod soll deponéiert ginn an hei diskutéiert ginn.

Ech mengen, dat wär e gudder Wee. An datselwecht, soen ech nach eng Kéier, och fir déi Streck, déi ech virdru genannt hunn - Lëtzebuerg-Beetebuerg -, wou et wichteg wär, dass een och de Projet de loi esou schnell wéi méiglech kéint deponéieren, fir dass mer dee kënnen hei beschléissen an dass mer kënnen ufänken.

Ech wëll net vill soen um Niveau vun der Politik, um Niveau vun Logement. De Statsminister huet zur ech weess net wéivillter Kéier gëscht a senger Ried versicht, nei Propositionen ze maachen, fir um Niveau vun deem Problem, deem leidege Problem, dee wierklech wéi e Schwamm, en naasse Schwamm op allen anere Politiken a virun allem um Niveau vun eiser Sozialpolitik läit, fir do - wéi den Innenminister géif soen - endlech Neel mat Käpp ze maachen an zu Resultater ze kommen.

Wann d'Caritas recht huet an hirem Sozialalmannach, dass 26.000 Sozialwunnenge feelen, da gëtt et héich Zäit, wierklech all Moyenen a Bewegung ze setzen, souwuel um Niveau vun der Demande wéi och um Niveau vun der Offer, fir virunzuekommen.

Ech gehéieren zu deenen, mengen ech, déi sech an eiser Fraktioun Gedanken maachen. Mir hunn och oft gemengt, et sollt een der Demande hëllefen. Dat maache mer erëm eng Kéier bei dem Mietzuschuss, deen eng Iddi ass, déi mer an eise Wahlprogramm stoen haten an déi sécherlech hëlleft.

Mä et gëtt der och vill, déi sech d'Fro stellen, ob déi vill Aiden... A mir si bei den Aiden um Niveau vun Logement. Wann ech den Avis vum Conseil d'Etat beim Statsbudget vun deem Joer nach am Kapp hunn, wäerte mer bei tëscht 400 a 500 Milliounen d'Joer Aiden am Logementsberäich sinn. Et muss ee sech awer wierklech heiansdo froen, ob dat net vill Gelder sinn, déi an d'Tasche virun allem vun de Promoteuren...

(Interruption)

...a vun deene ginn, déi d'Haiser hunn, wéi dass se dohi ginn um Niveau vun deem, wat mer maache fir d'Offer,...

(Interruption)

► **Une voix.** - Bien vu!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...fir alles ze maachen, dass mer um Niveau vun der Offer, der Ausweisung vu méi Terrainen... An ech mengen, do si jo Initiativen amgaangen. An déi Gesellschaft, déi de Logementsminister Marco Schank d'nächst Woch - wann ech dat gutt verstanen hunn - wäert virstellen, soll en engagéierte Player ginn, fir derfir ze suergen, dass Terrainen op de Marché kommen, dass op Terraine ka gebaut ginn, dass mer do virukommen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Et ass och am Intérieur. An den Innenminister weess dat, dass och am Intérieur wierklech soll och d'Personal esou opgestallt sinn, dass d'PAPen an d'Revisioun vu PAGen net méint - a jorelaang doleie bleiwen, mä dass et virugeet. Well dat ass, mengen ech, dee beschten, effikasseste Wee, fir derfir ze suergen, dass mer méi Terrainen ausweisen, dass mer méi schnell Décisiounen huelen an deementspreechend och d'Präisser kéinten erofgoen.

Ech wëll um Niveau vun de Recetten, no den Dépensen, e puer Bemierkunge maachen. Ech hu gesot, niewent der Dépensékultur, déi de Finanzminister genannt huet, brauche mer eng Recettékultur, wann ee gesäit, dass den Apport zum Beispill vun der Kollektivitéitssteuer an domadder den Apport vun den Entrepreneuren am gesamte Steieropkommen hei zu Lëtzebuerg vun 21% am Joer 2000 iwwer 17% am Joer 2011 op 14,5% an dësem Joer zrëckgaangen ass.

Wann 83% vun de Kapitalgesellschaften keng Steiere bezuelen, dann, mengen ech, muss een... An dat war mer, léiwe Kolleg Claude Meisch, an där Ried virdru dach awer eng Ried, wou et oft sowohl als auch war. An an deem hei Punkt och prezis engersäits dat feststellen an dann ze soen, domadder wär eng Mindestbesteuerung, déi mer elo um Niveau vun den Entrepreneuren wëlle maachen, direkt eng Belaaschtung, direkt erëm eng Erhéijung vun de Steiere bei den Entrepreneuren, also negativ, an hannendrun awer ze soen: „Mä d'Entrepreneuren hunn awer eng sozial Responsabilitéit.“ Dat ass dat eent an dat anert!

Mir mengen, dass mer eng Betribskultur an eise alen Europa hunn, déi effektiv seet, dass Entrepreneuren eng sozial Responsabilitéit hunn. Dat hu se souwiesou an der Sécurité sociale, an hirem Apport, dee se maache bei de Renteekeen a bei de Krankekeesen, mä si sollen et och doriwuer eraus hunn, fir an dem Fonctionnement vun dem Stat eng Responsabilitéit ze hunn.

A wann ech dann zrëckdenken un de Spuerpaquet 2010, do ass d'Proposition komm, fir d'SOPARFlen, d'Finanzgesellschaften hei zu Lëtzebuerg - 35.000 hu mer där -, mat enger Mindestbesteuerung, mat enger Mindesttax vu 1.500 Euro d'Joer - 1.500 Euro d'Joer! - ze beleen. Do gouf et der an den Avisé vun der Chambre de Commerce, déi gemengt hunn, domadder wär dat den Doud vun de Finanzgesellschaften. Déi géifen elo alleguerter fortlafen. Keen ass fortgela! Am Géigendeel, mer hunn nach méi Finanzgesellschaften wéi virdru. An ech mengen, dat wäert och um Niveau vun der Mindestbesteuerung net aneschtens sinn.

Duerfir menge mer, dass hei e wichtige Bäitrag ka geleescht ginn. A mir mengen, dass de Wee iwwert d'Solidaritätssteuer e Wee ass, deen effektiv dozou féiert, dass mer gerecht d'Steieren erhiewen am Rahme vun deem Spuerpaquet an dass mer doduerch iwwert d'Solidaritätssteuer a virun allem dee Super-Taux, dee mer hu bei deene Leit, déi 150.000 Euro als Single oder 300.000 als Koppel hunn, e Spëtzesteiersaz kréien, deen da bei Ufank 42% läit a sech dann an enger gudder europäescher Moyenne situéiert.

Ech wëll och soen, well d'Politik jo näischt Neutrales ass, a mer och an där Koalitioun, an där mer sinn, net ëmmer alleguerter darselwechter Meenung sinn... Et wär ze schéin. Mä ech wëll awer feststellen, och fir d'Regierung, dass, wann de Spuerpak 2010 a senger Aart a Weis no baussen, wéi en ausgeschafft ginn ass - ech mengen, de Premier hat dat Wuert geprägt, dass dat „suboptimal“ gewiescht wär -, des Kéier am Joer 2012 op eng dach awer bonne Gouvernance no bause gedroe ginn ass, an dass op d'Propositionen, déi vum Finanzminister öffentlech gemaach gi sinn an engem Interview, dat e ginn huet, zum Beispill d'Augmentatioun vun der TVA net zrëckbehalde ginn ass.

De Statsminister deit un, dass dat an der nächster Legislaturperiod och ugesiicht de Perté beim E-Commerce eng Solutioun, de Wee kéint sinn. Ech mengen, dat muss mer da kucken. Ech kéint fir eis Fraktioun a fir eis Partei haut net soen, dass mer dozou haut scho jo soen. Ech mengen, et soll een déi Situatioun emol ofwaarden an am Joer 2015 a '16 gesinn, wou mer dann dru sinn.

Mä oppassen, och wann dat dann heiansdo almodesech fir eenzel Leit kléngt: Et bleift, dass d'TVA par rapport zu den direkte Steieren eng Steier ass, déi déi sozial méi schwach Persounen proportionell méi haart trëfft wéi déi aner. Dat solle mer am A behalen, wa mer muer zu Décisiounen oder zu Diskussiounen dann och kommen.

Datselwecht gëllt fir Pauschalkierungen um Niveau vun Kannergeld. Déi si gutt ersat ginn duerch déi Proposition, déi sozial, duerch méi kloergestaltte Sozialgestaltung vun den Tariffer bei de Chèques-services. A wann ech mer do

virstellen, dass dat trëfft à partir vun dräi an en halleft Mol de Mindestloun, mengen ech, dann ass dat och eng Progressioun, déi awer, mengen ech, verständlech ass, an dass een, dee 7.000, 8.000, 9.000 Euro de Mount verdéngt, net onbedéngt dräi Stonne gratis muss kréien. Ech mengen, dee bréngt et och fir den Apport vu senge Kanner op, dat ze maachen.

Ech denken, dass doriwuer eraus an der nächster Legislaturperiod - ech geheien dann och ee kuerze Bléck an déi nächst Legislaturperiod -, ech mengen, dass mer net laanscht eng grouss Steierreform kommen, fir och wierklech ze kucken: Wéi ass et mat der Besteuerung vum Kapital an de Kapitalertrag par rapport zu den Ertrag vun der Aarbecht?

Wann een dat um Niveau vum Beispill... Ech huelen d'Beispill vum Panorama social vun der Chambre des Salariés. Déi seet, bei engem Akommes vun 10.000 Euro bezuelt een 3.000 Euro Steieren, wann dat en Aarbechtsakommes ass. Ass et awer e Kapitalakommes, da bezilt een 1.000 Euro Steieren.

Ech mengen, déi Froen do mussen mer eis stellen, esou wéi mer all Abatementer an Nische mussen op de Méier huelen, wéi mer och de Lenkungscharakter, dee bei de Steieren esou wichteg ass, dach awer mussen iwwerpräiwen. An ech mengen, mir mussen och kucken a wachsam sinn, dass d'Méttelschichten net engersäits déi sinn, déi éierlech a brav all Mount hir Steiere bezuelen, well se net kënnen vun Abatementen hei a vun Nischen do profitéieren, oder vu Steiertricken do, vun deene se kënnen profitéieren, fir Steieren ofzesetzen, an déi awer, mengen ech, bei den Aiden, déi mer am soziale Beräich maachen, ni déi sinn, déi mat profitéieren, well d'Niveauen net esou héich leien, dass dat ëmmer déi sinn, déi Pendant sinn, wa mer Politike maachen. Och dorobber mussen mer an der Gerechtegkeetskultur oppassen, dass mer déi net treffen.

An der Konklusioun wëll ech soen:

dass sech d'Politik vun dëser CSV/LSAP-Regierung an deem enke Korridor tëscht Spueren a Relance ofgespillt huet,

dass dat keng Austeritéitspolitik an deene leschte Jore war, déi déi engersäits öffentlech Dépense begrenzt hätt, mä dass mer d'Kafkraaft gestäipt hunn, dass mer Investitiounen gestäipt hunn,

dass mer d'Kompetitivitéit stärke mussen an d'Reformfäegkeet vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun an deene Kapitelen, déi eis bevirstinn - Rentereform, Fonctioun-publique-Reform an anerer och -, elo mussen beweisen,

dass mer dat sozial ausgewoge mussen maachen,

dass mer dat op breet Schëllere mussen leeën,

dass déi Visionen, déi emol gezechent gi sinn an déi „road-mapen“, déi emol an deene leschte Wochen a Méint opgeluecht gi sinn, déi eis dach awer och fir de Lëtzeburger Gesellschaftsmodell e Wee gezechent hunn, wou mer mengen, dass d'sozial Maartwirtschaft, dass e staarke Sozialstat, e funktionéierende Sozialdialog net déi Weeër sinn, déi do geduecht ginn, dass dat net déi „road-mapen“ an déi Divisiounen sinn, déi mer deelen.

Et sinn déi, déi ech haut versicht hunn ze zeechen. An ech mengen, dass ee sollt dee Momentum - wann ech en esou kann nennen, wann et jo schon anscheinend keen État de grâce a Frankräich soll ginn - vun der Wahl vum François Hollande notzen, fir och an Europa eng nei Dynamik ze schafen, fir Wuesstum a Gesondung vun den öffentleche Finanzen aus enger Politik aus engem Goss ze maachen. Dat ass déi Politik, déi mer heiheim an och an Europa kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Als nächsten an als leschte Riedner fir haut de Moie kritt elo den Här François Bausch d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Weekend waren dräi Wahlen an Europa: déi éischt a Frankräich, déi zweet a Griichenland an déi drëtt, dat waren d'Kommunalwahlen an Italien. Gemeinsam hunn déi dräi Wahlen, datt déi, déi regéiert hunn, ewechgefeegt gi sinn. Am brutalsten a Griichenland, wou d'Extremere triumphiert hunn an d'Land onregéierbar gemaach hunn.

Italien, do ass eng nei Partei op Anhieb an der Moyenne op 20% komm a quasiment all

grouss Stied si fir déi, déi virdu regéiert hunn, do verluer gaangen.

D'Situatioun an deenen dräi Länner ass ënnerschiedlech, mä déi dräi Wahlen hunn dach eppes gemeinsam: éischtens de Rejet vun engem Politikstil, deen d'Leit net méi esocht hëlt, wou d'Politiker hiert Mandat éischer wéi e Selbstbedienungsladen ugesinn, an zweetens de Rejet vun enger eesäiteger Austeritéitspolitik ouni Perspektiv fir d'Bevölkerungen.

D'Mënschen an Europa hu ganz sécher Verständnis, datt an enger globalisierter Welt mat neie wirtschaftleche Mastodonte wéi China, Indien oder Brasilien Europa muss zesumme-stoen, méi enk muss wirtschaftlech zesummeschaffen. Datt mer duerfir mussen och d'Äerm eropstrecken, fir ze hëllefen, datt zum Beispill d'Investitiounen a Bildung, Fuerschung, nohaltege Entwécklung, qualitativ héichwärteg Infrastrukture geléngen. Datt mer duerfir mussen spueren an zesummenhalen, datt de weideren Ausbau vu materiellem Wuelfstand, vu weiderem Konsum kuerzfristeg muss zréckgestallt ginn, fir datt dat éischt, nämlech d'Investitiounen an déi wichteg Secteuren, eis geléngen.

D'Leit hunn awer kee Verständnis, datt Politik weider gemaach gëtt haaptsächlech ënner dem Impuls vu Politiker vu verschiddene groussen europäesche Länner, déi op déi Pensée unique setzen an der Wirtschaftspolitik, déi maassgeblech derzou bäigedroen huet an deene leschte Joren, datt mer an des schwéier Kris geruscht sinn.

D'Mënschen an Europa si bereet, eiser Meinung no, d'Äerm eropzestrecken, wa mer hinnen eng positiv Visioun vun engem Europa ginn, wat sech net nëmme no de Wënsch vun der Finanzwelt an de Bourssen orientéiert, mä éischtens sech dem Chômage an der sozialer Prekaritéit unhëlt an zweetens investéiert an eng nohaltege Entwécklung, déi zum Beispill och d'Energiearmut bekämpft, datt déi esocht geholl gëtt.

An drëtens, Bierger a Biergerbedelegung mussen esocht geholl ginn. Datt heescht, d'Politik muss bereet sinn, Muecht zugsogt vu méi participativer Demokratie ofzeginn.

D'Wahl a Frankräich war un éischer Stell eng Wahl géint de Sarkozy, deen alles dat Negativ verkierpert huet, sougutt am wirtschaftleche wéi och am soziale Beräich wéi och am Émgang mat der Muecht, wou Arroganz a Suffizienz am Vierdergrond stoungen.

De Gewonnene stoung am Wahlkampf fir en anere Politikstil, fir Muecht a Muechtum ofzeginn a fir d'demokratesch Institutiounen an der Politik an och an der Justiz ze respektéieren. An hie stoung effektiv net fir blannt Spueren, mä fir Spueren ze kombinéieren mat Investéieren a fir d'Bekämpfung - natierlech - deementsprechend och vu Chômage a Prekaritéit.

Ganz Europa muss eiser Meinung no Interessé drun hunn, datt deen neie franséische President net u sengen Ambitiounen scheitert an datt en déi Hoffnungen, déi e verkierpert, kann aléisen.

Frankräich gëtt eiser Meinung no zum Elchtest fir ganz Europa. Scheitert de franséische President bei deenen Ambitiounen, fir déi e mat grousser Wahrscheinlechkeet gewielt ginn ass, déi ech virdu beschriwwen hunn, da wäerten déi rietextrem Wëllef iwwert déi demokratesch Institutiounen hierfale wéi Der dat nach ni an Ärer Geschicht wäert gesinn hunn. Beispiller gëtt et scho genuch an Europa. Da scheitert net nëmme Europa, mä da scheitert d'Demokratie insgesamt.

De Premierminister, dee seet, oder sot eis gëschter, hie wär op enger Linn mam François Hollande, wat déi do Objektiver ubelaangt. Éischtens fir en nohaltege Wuelfstumpakt, datt een iwwert dee misst schwätzen, zweetens fir „Euro-Bonds“, dat heescht fir eng gemeinschaftlech Haftung vum Finanzement vun dëser Nohaltegekeetsstrategie.

Mä mir froen eis: Wéi glawierdeg ass d'Deklaratioun vum Premier, wann a senger Regierung säin designéierten Nofolger am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung am ECOFIN permanent ze Contraire vertritt huet an deene leschte Joren? Wa säi Finanzminister am Numm vu Lëtzebuerg de beschte Schüler, deen engste Verbündete vun der Madame Merkel ass, déi alles mécht, oder alles gemaach huet an deene leschte Joren, fir gradesou eng nohaltege Wuelfstumpstrategie mat europäescher finanzieller gemeinschaftlecher Haftung ze blockéieren?

De Jean-Claude Juncker seet als Eurogroup-Chef dat eent, säi Finanzminister am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung just de Contraire. Dat dréit net nëmme derzou bäi, datt des Regierung hei zu Lëtzebuerg net ganz vill

glawierdegkeet an deem do Beräich huet, mä mat Sécherheet och net um europäesche Plang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun vun de Lëtzebuurger Statsfinanzen, déi hu mer am März hei diskutéiert, an ech wëll net alles widerhuelen, wat ech do gesot hunn. Iwwregens misste mer eis och d'Fro stellen, ob mer déi Debatt iwwert den État de la nation net virverréckelen an en an den nächste Jore kombinéieren mat der Debatt iwwert de Semestre européen. Ech mengen, dat wär eppes, wat sécherlech géif Sënn maachen.

Duerfir haut am Résumé hei nach eng Kéier eis Positioun.

Éischtens soe mer: Jo, mir hunn eng geféierlech Entwécklung beim Statsdefizit, haaptsächlech beim Zentralstat. A wat eis virun allem beonrouegt, dat ass d'Vitesse vum Uwuess vum Defizit beim Zentralstat an deene leschte véier, fënnf Joer. A wat eis nach méi beonrouegt, dat ass, datt déi Vitesse wäert esou weidergoen, wa mer näischt ënnerhuelen.

Zweetens: Jo, mir hunn ee Problem bei den Dépenses, déi méi séier wuesse wéi d'Recetten. Mä ech wëll awer och widerhuelen, datt mer och e Problem bei de Recetten hunn, an ech kommen herno dorobber ze schwätzen.

Drëtens: Jo, mir mussen Prioritéite setze bei den Investitiouns Ausgaben.

Véiertens: Jo, mir mussen bei de Fonctionnementskäschte beim Stat bremsen.

Fënneftens: Jo, mir mussen a solle verschidde Sozialtransferten op hire Wierkungsgrad, op hir Selektivitéit hannerfroen.

Sechstens: Jo, mir brauchen nei Recetté fir de Stat an duerfir brauche mer e méi sozial an ekologesch équilibréierte Steiersystem, deen d'Investitiounskraaft vum Stat stäerkt a fir méi Ëmverdeelungsgerechtheet suert.

A siwentens: Jo, mir brauchen eng nohaltege Wirtschafts- a Wuelfstumpstrategie, well schlussendlech ass et nëmme déi, déi eis mëttelfristeg kann ausgeglache Statsfinanzen an eng positiv Dynamik a Weiderentwécklung vun eiser Gesellschaft, och am Interessé vun de kommende Generatiounen, bréngen.

D'CSV huet déi lescht Wahlen ugaange mat dem gutt bekanntene Slogan „de séchere Wee“. Domat ass natierlech virun allem op d'Finanzpolitik ugespillt ginn. An d'CSV huet och ganz kloer duerch hir laang, jorzéngtelaang Traditioun a mat deem Slogan a mat enger geschéckter Campagne op deem dote Punkt de kriseveronséchertheit Lëtzebuurger kënne Sand an d'Äe streeën an doduerjer d'Wahle gewonnen.

Well haut gesi mer, datt an der Realitéit dësen „séchere Wee“ inexistéiert ass. Jo, datt d'CSV e maassgeblechen Acteur war beim Verloosse vum séchere Wee!

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Éischtens bei de Recetten. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt et d'CSV, en CSV-Finanzminister war, deen d'Recetten 2001, 2002 dramatesch ofgesenkt huet. 40 Milliarden aler Frang si verdeelt ginn iwwert d'Steierofsenkungen 2001, 2002. Dovun am meeschten hu profitéiert ganz sécher net déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, mä éischer anerer.

Dat gouf decidéiert - et gouf zwar applizéiert 2001 an 2002, mä et gouf decidéiert am Joer 2000 an et gouf decidéiert um Hannergrond vun engem Wirtschaftswuelfstum vun 9%, dat heescht, wou eigentlech souwisou de Räichtum a jiddwerengem Eenzelne säi Räichtum an der Gesellschaft, sief et Entreprises oder Privatpersounen, relativ gutt war, well mer an engem vun deene beschte Konjunkturmomenter waren an der Nokrichszäit an eigentlech de Verstand engem hätt misse soen, datt ee vläicht hätt kënnen e bëssen eppes un de Steiere maachen, mä datt et total irresponsabel wär, fir d'Steierbarëmen esou staark ofzesenken, wéi dat do gemaach ginn ass.

Datt een nämlech, wann een eppes dovunner hält, vun enger antizyklischer Steierpolitik, wann et de Leit souwisou gutt geet, ee se soll gewinne loosse un e gewëssene Steierniveau, an effektiv, wann et schlecht geet a Krisemomenter kommen, datt een dann e bësse Sputt huet, fir eventuell d'Steieren ze senken, fir d'Relance ze ënnerstëtzen.

Dës Regierung, an d'CSV virun allem, huet just de Contraire gemaach 2000 a si huet domadder, duerch de Fait, datt se zum Beispill d'Betriebssteuer ëm 8% op ee Coup ofgesenkt huet, d'Spätzesteier ëm 8% op ee Coup ofgesenkt huet, huet se derzou bäigedroen, datt d'Finanzcapacitéit a Fro gestallt ginn ass.

Iwwerhaupt huet d'CSV zënter den 90er Joren d'Steieren, well si war en continu an der Re-

gierung a war en continu de Finanzminister, massiv ofgesenkt. Dat natierlech am Aklang mat dem neoliberalen Mainstream, deen am Rescht vun Europa geherrscht huet an dee gemengt huet, et wär dat Allerrechtgste vun der Welt, datt een d'Recetté vun de State géif no ënne schrauwen an den Entreprises an de Leit méiglechst vill Suen einfach an den Täsche géif loosse, well dat géif automatesch dann och derzou féieren, datt déi Sue géife reinvestéiert ginn.

Dir gesitt, datt deen Dram ganz a guer net an Erfülleng gaangen ass an, au contraire, datt gréisstendeels d'Investissementer net gestärkt gi sinn, mä datt ganz vill vun deenen dote Suen agesat gi sinn, fir kuerzfristeg eng héich Rentabilitéit um Kapital ze kréien. An déi huet een an den 90er Joren a bis d'Kris 2008 vill méi liicht kritt, andeem ee spekuléiert huet op de Bourssen, wéi datt ee produktiv an d'Realekonomie investéiert huet.

Duerfir, deen Dram ass net opgaang. An deene meeschte Länner nach ni, zu Lëtzebuerg eng Zäit. Eng Zäit, firwat? Ma well Lëtzebuerg duerch déi spezifesch Situatioun, an där mer sinn, mat deem Wirtschaftssecteur, de Finanzsecteur, deen esou eng dominant Roll spillt, extremst vun de liberaliséierte Finanzmäert, vum liberaliséierte Finanzsecteur profitéiert huet.

Lëtzebuerg war ee vun de gréisste Profiteure weltwäit vun de liberaliséierte Finanzmäert an den 90er Joren a bis 2008. An dat huet natierlech derzou gefouert, well mer e klengt Land sinn a mer do vun engem Sektour extrem profitéiert hunn, konnte mir déi staark Ofsenkung vun de Steuerbarëmen mindestens eng Zäit laang ausbalancéieren oder awer nach genausou vill, souguer nach méi Recetten deelweis erakréie wéi virdu, ier mer d'Steierbarëmen ofgesenkt hunn. Mä déi Logik ass an deenen aneren europäesche Länner iwwerhaupt net opgaangen a geet zu Lëtzebuerg och definitiv net méi op, spëtstens zënter dem Abroch vun de Finanzmäert 2008.

Eise Wuelfstum ass staark ofgebremst ginn. D'Reguléierung vun der Finanzwelt, déi jo wäert kommen, déi wäert sécher derzou féieren, datt d'Finanzplatz Lëtzebuerg mander Recetté fir de Stat wäert generéieren. Ech huele just ee Beispill eraus - do kéint een och iwwregens nach vill diskutéieren erëm iwwert d'Hal tung vun der Lëtzebuurger Regierung a vum Finanzminister -, an dat ass Basel III, wou et jo ëm d'Éegekapitalerhéijung geet vun de Banken, wou de Finanzminister erëm eng luusseg Roll spillt, gespillt huet an deene leschten Deeg am Conseil ECOFIN, well natierlech déi dote Fro haaptsächlech déi Länner betrëfft, wou d'Banken hir Maisons mère setzen hunn, an net onbedéngt zu Lëtzebuerg.

Mir sinn awer der Meinung, datt dat eng essential Konditioun ass, wa mer eng Léier wëlle gezunn hunn zum Beispill aus der Finanzkris, a mir der Meinung sinn, well dat eis net betrëfft, soll een do meeschtens „low-key“ fueren an éischer kontraproduktiv schaffen, wéi am Sënn vun enger reguléierter Finanzwelt.

Mä egal, all déi Mesuren, déi do wäerte kommen, déi hunn all, egal wéi se wäerte kommen, en Impakt op de Finanzsecteur zu Lëtzebuerg a virun allem op dat, wat de Finanzsecteur wäert ofwerfen u Steiergelder fir d'öffentlech Hand. An deementsprechend hu mer eis zu Lëtzebuerg vill ze vill laang op där gëllener Kou „Finanzwelt“ ausgerout. Mir hu keng Diversification économique hikritt. Mir hu laang bei den öffentlechen Investitiounen kaum Prioritéite gesat, an dat beschte Beispill ass fir eis deementsprechend d'Schafung vun deem Zukunftsfong, dee fir dës Joer virgesinn ass; dat ass wierklech bal paradox.

Mir schafen en Zukunftsfong, wann d'Plus-valuen zréckgi respektiv net méi do sinn, amplatz an deene Joren, wou se do waren. Do gëtt et aner Länner, skandinavesch Länner, déi hu just de Contraire gemaach. Déi hunn..., natierlech si se higaangen, schon an den 90er Joren hu se esou e Fong gegrennt a si hunn d'office ëmmer vun deenen héije Plus-valuen, déi se iwwer eenzel Secteuren - zum Beispill an Norwegen de Pétrol - erakritt hunn, hu se gesot, do gëtt direkt e gudden Deel, e gudde Prozentsaz op d'Säit geluecht an dee gétt nëmme genotzt, fir eis wirtschaftlech weider ze diversifiéieren, dat heescht, fir e méi nohaltege Opbau vun eiser Wirtschaftsstruktur ze kréien, an net am Konsum verdeelt.

Deen aktuelle wirtschaftleche Monolithismus, dee schaaft eis natierlech elo grave Problemer, an ech kommen domadder zréck zu de Recetten. Mir hunn natierlech, wéi gesot, well déi Logik elo net méi wäert opgoen, datt de Finanzsecteur iwwerméisseg wäert ofwerfen, wäert de Fait, datt mer am Steiersystem an deene leschten 20 Joer extrem villes no ënne geschrauft hunn, ganz sécher dozou féieren, datt d'Finanzcapacitéit vum Stat insgesamt net méi déi wäert sinn, wéi mer se nach haten, well

mer aner Secteuren, déi mer elo bräichten, déi missten asprangen, well mer déi nach net hunn. An do notzt och net..., wat mer elo net brauchen, dat ass e bëssen dréien u verschiddene Schrauwen, Steierschrauwen, fir kuerzfristeg Lächer am Budget ze stoppen.

Mir sinn der Meinung, datt mer eng seriö Steierreform bräichten hei zu Lëtzebuerg, déi éischtens de Problem vun der Finanzcapacitéit vum Stat géif berücksichtigen. Dat heescht, d'Finanzcapacitéit vum Stat misst gestärkt ginn, haaptsächlech fir kënnen ze investéieren. Herno kommen ech nach dorop zréck.

Zweetens, déi de Steiersystem méi transparent géif maachen, méi sozial gerecht géif maachen. Virun allem och déi Fro géif emol kucken an analyséieren, déi elo scho vu Virriedner opgeworf gi sinn. Wie bezilt dann iwwerhaupt nach Steieren? Wat ass d'Verhältnis vun de Steieren, déi haut agezu ginn, fir Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn oder éischer Mët-telständler, par rapport zu anere Kategorien?

Den Här Roth huet a sengem Budgetsrapport eigentlech eng ganz Rei Saachen do och beschriwwen am Dezember, déi richteg sinn an déi misst een elo dora berücksichtigen.

An drëtens, mir mussen natierlech och an där Steierreform do en Element vun..., en ekologesche Lenkungscharakter drakréien, fir datt mer an d'Richtung ginn, datt Investitiounen gefördert ginn, déi mer brauchen, fir méi eng nohaltege Entwécklung ze kréien.

Elo ass et natierlech esou, mir hunn zu Lëtzebuerg - an dat geet och aus dem leschte Budgetsrapport eraus - rose wéineg seriöt Material, analytescht Material iwwer all déi dote Froen hei am Land. Mir brauchen dat awer, wa mer esou eng Steierreform wëlle maachen. A mir sinn der Meinung, wéi gesot nach eng Kéier, datt et méi sënnvoll ass, eng global Steierreform ze maachen ënner deenen do dräi Prämissen, wéi un eenzelne Schrauwen ze dréien, déi just geduecht si fir d'Budgetslächer kuerzfristeg ze stoppen.

Well dat Material eis awer feelt, si mir der Meinung, datt d'Regierung muss derfir suergen, datt mer dat Material do kréien, an deem Sënn wéi ech gesot hunn. An duerfir wäert ech och eng Motioun déposieren, zesumme mat de Kollegee vun der DP, wou mer d'Regierung opfuerderen, eben all déi Aspekter do ze kucken an deementsprechend eis bis Enn des Joers esou eng Etüd virzeleeën, fir datt am Fong eng seriö Debatt ka gefouert ginn am Kontext vun dem Budget fir 2013 iwwert d'Steierpolitik fir d'Zukunft vun dësem Land.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale de notre système fiscal;

- considérant le manque de capacités analytiques de la fiscalité au niveau du débat politique;

- considérant la nécessité de renforcer la qualité de la planification des recettes fiscales;

- considérant la complexité particulière des politiques fiscales au Luxembourg dans le contexte de la place financière;

- considérant l'impact potentiellement considérable de l'évolution des politiques fiscales européennes sur celle du Luxembourg;

- souhaitant rendre le débat sur les questions de fiscalité au Luxembourg plus transparent et plus objectif;

invite le Gouvernement à

- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale actuellement discutées et d'analyser à cet égard plus particulièrement:

• l'effet de ces mesures sur les revenus fiscaux;

• leur impact sur la progressivité de l'imposition pour les différents déciles des tranches de revenus;

• l'impact sur le pouvoir d'achat des revenus des classes moyennes et inférieures;

• l'utilité des différentes mesures d'allègement fiscal, tels les abattements, modérations d'impôt;

• les effets possibles d'un renforcement de l'écofiscabilité dans le système fiscal luxembourgeois;

• les contradictions possibles entre des mesures de la fiscalité nationale d'un côté et l'attractivité de la place financière de l'autre;

- envisager de façon concrète l'instauration au Luxembourg d'une instance d'analyse de politiques fiscales afin de disposer à terme d'un centre de compétences et une capacité d'analyse et de modélisation ouvertes et accessibles au débat politique;

- présenter à la Chambre des Députés les résultats de ces efforts lors du débat sur le budget de l'année 2013 à la Commission des Finances et du Budget.



(s.) François Bausch, Félix Braz, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Claude Meisch.

Wat awer eiser Meenung no carrément irresponsabel ass bei de Recetten, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, datt dës Regierung de Verloscht vu mindestens - ech soe mindestens! - 500 Milliounen Euro Recetten haut an hirer Aktioun ausblent an dat där nächster Regierung no 2014 wéi eng waarm Gromper dohinner-schiebt.

Wann een 2012 weess - dat wësse mer haut -, datt 2015 ganz sécher mindestens 500 Milliounen Euro bei enger vun deene wichtigste Steuerrecetten ewechfalen, dann ass een 2012 verflucht, fir eng Strategie virzeleeën, wéi een domadder wëllt ëmgoen, an da kann een dat net verschiebe bis no de Wahle vun 2014.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass nach méi irresponsabel, wann ech kucken, vu wat fir enge Wuesstumsprämissen d'Regierung fir 2015 ausheet. Iwwer 4% Wuesstum gëtt einfach emol uegoholl, datt mir 2015 hätten. Dat ass pur Kaffissazlieserei!

Wann ech kucken, wéi d'Moyenne vum Wuesstum an deene leschte Jore war, da stellen ech fest, datt mer wäit ewech dovun louchen. Mir ginn also hei dervun aus, datt an deem Joer, wou eis souwisou mindestens 500 Milliounen Steuerrecetten ewech wäerte brieche, mer och dann nach, grad an deem Joer - d'Chance fällt eis jo wierklech op de Kapp -, och nach e Wuesstum hu vun iwwer 4%.

Wa mer déi natierlech net errechen, brauch ech jo kengem auszemolen, wat fir eng Konsequenzen datt dat wäert hunn da fir de Budget. Dat ass eiser Meenung no net seriö.

Mir sinn der Meenung, datt een 2013 an 2014 een Deel vun deesen extra Recettë misst schonn immobiliséieren an datt dës Suen ausschliesslech fir d'Diversification économique missten agesat ginn.

D'Secteurs, wou soll gefördert ginn, do hu mer net vill Divergenze mat deem, wat elo um Dësch läit. Mir sinn och frou, datt d'Regierung ewechkomm ass vun där Logik, déi nach virun dräi, véier, fënnef Joer bestanen huet, an datt de Wirtschaftsminister elo sech voll wëllt konzentréieren op déi dote Secteurs an virun allem agesinn huet, datt et méi gescheit ass, fir kleng a mëttel innovativ Entrepreneuren ze kréien op Lëtzebuerg fir déi dote Secteurs, déi selbstverständlech och en industrielle Charakter kënnen hunn, Här Spautz - en ass zwar elo net hei -, mä déi awer näischt méi ze dinn hu mat enger Stolindustrie, wou Zéngtausende Leit geschafft hunn an de 70er Joren, mä déi eng ganz aner Ausrichtung hunn.

Mä déi virun allem fir Lëtzebuerg kënnen eppes bréngen, well se eis eng staark Plus-value kënnen bréngen, wann do gefuerscht gëtt, wa mer do och déi Fuerscher op Lëtzebuerg kréien, wa mer hei zu Lëtzebuerg dann eigentlech führend gi bei deenen doten Technologien, an dann natierlech d'Produktioun mat Sécherheet net wäert zu Lëtzebuerg sinn, mä anzousch anescht op der Welt. Mä mir hu vill dovunner, wa mer déi Secteurs op Lëtzebuerg unzéien, haaptsächlech fir d'Fuerschung, fir d'Pilotprojeten ze lancéieren.

An do eegent Lëtzebuerg sech extrem gutt. Mir hu ganz gutt Infrastrukturen. Mir sinn e klengt Land. Et kann ee relativ gutt a séier Pilotprojeten hei am Land, fir Saachen ze testen zum Beispill, aféieren.

Mir hunn och e Finanzsektor, deen do ganz sécher eng positiv an eng wichteg Roll ka spillen an deenen nächste Joren. Mä wat mer awer do brauchen, datt ass och dat richtegt Ëmfeld fir déi Secteurs.

Ech soen lech, wann Der am Beräich Energie oder Ëmwelttechnologie wëllt Chercheuren op Lëtzebuerg kréien, da kënnen mer net just an eiem Alldag, an eiser Gesellschaft contraire zu deem fonctionnéieren, iwwer wat déi Leit do recherchieren. Déi kommen dann net op Lëtzebuerg. Déi brauchen en Ëmfeld, wou alles esou virbildlech fonctionnéiert an deem Sënn fir dat, wat se och fuerschen, soss kommen déi net op Lëtzebuerg.

Gitt lech déi Plazen an der Welt ukucken, wou an deenen dote Beräicher gefuerscht gëtt, an da kuckt Der, wat d'Ambitioun si vun deene Leit, déi an deene Beräicher do schaffen, da kennt Der dat ganz gutt feststellen. Ech ka gare Beispiller ginn - meng Zäit ass haut e bësse kuerz -, wann een dorunner interesséiert ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir hätten eis och duerfir kënnen zum Beispill virstellen, datt 2013 an 2014 jeeeweils 100 Milliounen direkt vum Commerce électronique zousätzlech op d'Säit geluecht gi wäeren, déi dann eben ausschliesslech genotzt gi wäeren, fir dee Wandel do an déi Diversification économique do ze finanzéieren.

Dat hätt natierlech zur Konsequenz gehat - an dat ass jo natierlech de Problem vun dëser Regierung, déi einfach net wëllt iwwer déi dote Saachen diskutéieren, kee Courage huet, fir driwwer ze diskutéieren, a virun allem d'CSV -, dat hätt zur Konsequenz gehat, datt d'Regierung dëst an dat nächst Joer jeeeweils fir 100 Milliounen hätt missen entweder Ausgabe kieren, zousätzlecher, oder nei Recettë schafen, dat heescht, zum Beispill kucken, wat se bei de Steiere géif maachen. Mä einfach dës fir d'Statsfinanzen essenziell Fro bis no de Wahlen 2014 ze verschieben, dat ass komplett irresponsabel.

Do derbäi kënn nach, an dat ass iwwerregens och am Budgetsrapport beschriwwen ginn d'lescht Joer, duerfir kann ech net verstoen... Et freet ee sech iwwerhaapt heiansdo, firwat datt déi Rapporteur sech d'Méi ginn, déi Rapporten dann ze schreiwen an déi gutt Analysen ze maachen, well si hunn null, null Incentive bruecht fir dëst Joer den État de la nation, an donc wäerte se, well dat hei ass jo d'Virberedungsdebatt fir de Budget 2013, donc wäerte se och iwwerhaapt keen Afloss hunn op de Budget 2013!

Et ass opgeléicht ginn, wat fir eng aner fragile Recetten datt mer nach hunn: den Tanktourismus, den Tubakstourismus. Mir hunn zesumme gerechent: Insgesamt sinn iwwer 18% vun de staatleche Recettë kuerz-, mä mindestens mëttelfristeg a Fro gestallt. Ech betounen nach eng kéier: 18% vun den aktuelle staatleche Recetten - hei geet et ëm d'Recetten, net ëm d'Dépenses - si kuerz- bis mëttelfristeg a Fro gestallt!

Dës Regierung schéngt dat relativ locker ze huelen a wäert sech denken: „Mir kucken, wéi et geet bei den nächste Wahlen, an da wurschte mer eis vun enger Wahl zur anerer Wahl weider.“ An natierlech gëtt et ëmmer méi dramatesch, fir dann Décisiounen ze huelen.

Mä och bei den Dépenses huet d'CSV eng grouss Responsabilitéit an duerfir misst se och vill méi bescheiden optrieden, wann et drëms geet, zum Beispill iwwer d'Reduktioun vun Dépenses ze schwätzen. Vill onselektiv Sozialtransferte si vun der CSV oft aus elektoralen oder sougare aus ideologesche Grënn decidéiert ginn.

Dat frappantste Beispill ass fir mech nach ëmmer d'Mammerent. Déi schléit de Moment mat 80 Milliounen am Budget niddere. Ech hunn et schonn eng kéier gesot: Mir hätten eis duerchweege kënnen virstellen, datt een, wéi een dat decidéiert huet, eppes gemaach hätt fir déi Fraen, déi wierklech schlecht dru sinn, déi zu deem Zäitpunkt keng eege Rechter haten, déi Hongerrenten hunn, datt ee fir déi esou eppes gemaach hätt. An d'Chiffere ware bekannt! Dat war e Chiffer, dee louch ëm déi 10.000 Leit, déi dovun betraff waren, fir déi hätt een eppes kënnen maachen. Entre-temps sinn et der iwwer 40.000, déi dovun profitéieren. Null Selektivitéit!

Mir hunn also iwwerhaapt keng Fro gestallt, ob déi eenzel Persounen dat bräichten. Mat der Strenz ass dëst Geld verdeelt ginn. Dat kascht de Moment pro Joer de Statsbudget 80 Milliounen. Mir hunn 2001 gewarnt do virdrun. Mir hu gesot: „Dir decidéiert dat doten an der Euphorie“, ënner anerem och vum Wuesstum vun 2000, wou mer Milliarden Iwwerschëss am Statsbudget haten, „an den Dag wäert kommen, an dee kennt vläicht méi schnell, wéi et lech léif ass, wou dat doten de Statsbudget extrem wäert belaachten. An da muss iergendeng Regierung do drugoen, fir dat doten erëm deelweis a Fro ze stellen.“

Mä dës Regierung, dës CSV ass net bereet, iwwer déi dote Saachen ze diskutéieren. Si diskutéiert léiwer iwwer aner Saachen. Dat bréngt mech dann och zum Zickzackkurs vun der CSV beim Chèque-service, dee jo och zoufälligerweis 2008, also just virun de Wahlen 2009, agefouert ginn ass.

Ech zitieren de Jean-Claude Juncker beim État de la nation 2008. En huet do gesot: „À terme ass fir mech kloer, dass d'Kannerbetreuung zu Lëtzebuerg muss gratis sinn.“ Elo kann ee soen, am Abrëll oder Mee 2008, wéi en déi Deklaratioun do gemaach huet - d'Kris ass jo eréischt voll ageschloen am Hierscht 2008 -, et kann ee soen: „De gudder Mann wouss dat dee Moment jo nach net. E konnt dat jo net voraussoen, well jo kee konnt dee brutalen Abroch virusgesi fir den Hierscht.“

Mä spéitstens, wéi se de Wahlprogramm fir 2009 geschriwwen hunn, hätt se awer misse wëssen, wéi d'Zuele sinn. Mä wat liesen ech am Wahlprogramm vun der CSV vun 2009: „Eine Gratikinderbetreuung und -erziehung aller Kinder bleibt unser langfristiges Ziel.“

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **Une voix.** - Voilà, voilà!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - An d'Regierungserklärung 2009, déi seet och - et ass e

bësse ofgeschwächt, mä awer erëm nach ëmmer de Prinzip oprechterhalen: «Dans le domaine de l'accueil extra-scolaire, il est convenu d'élargir le dispositif des chèques-services et donc la gratuité partielle des prestations éducatives.» Also nach ëmmer näischt bäigeliert!

Dat heescht, nodeems mer jo awer wierklech wousssten, wéi d'Zuelen alleguer waren, huet d'CSV mordicus un deem festgehalen, wat se 2008 lancéiert huet, widder bessert Wëssen. Haut gëtt zrëckgeruddert an da ginn hei grouss Riede gehalen, wéi couragéiert dat ass! Dat heescht, da gëtt e gewëssent Mooss Selektivitéit drabruucht.

Mä déi essenziell Fro ass jo net déi! Well wa mer 2008, wou mer jo eng grouss Diskussioun hatten iwwer d'Kannerbetreuung... A mir hu jo eng Meenung dozou als Gréng: Mir waren nach ëmmer der Meenung - dat hu mer och 2008 gesot -, datt eigentlech d'Richtlinn, fir an d'Richtung ze goe vun enger gudder, qualitativer Gratikannerbetreuung, datt déi richteg ass. Mä mir hunn awer deemools gesot: „Wat Der do maacht, dat ass jo net ze finanzéieren. Dir kennt jo net op där enger Säit dat doten alles ustriewen, bei de Steieren näischt maachen, dat heescht, keng weider Recettë kréien, d'Sozialtransferten, déi aner, och alleguer nach lafe loosse. Also, et kann een net alles finanzéieren!“

(**Interruption**)

Jo, d'Geld an de Botter, wéi een esou schéi seet.

Dat ass deemools iwwerhéiert ginn, well et ass jo méi drëms gaangen, 2008 dee Cadeau ze verdeelen, fir datt een d'Wahle géif 2009 wannen. An duerfir huet ee sech déi Froen do alleguer net gestallt.

Mä wat awer elo bleift, dat ass den Dilemma fir d'Leit, déi betraff sinn. Si froe sech genau wéi mir: Wat ass dann elo d'mëttel- a langfristeg Konzept an deem wichtige Beräich vun der Kannerbetreuung hei zu Lëtzebuerg? A wéi eng Richtung soll et dann elo schlussendlech goen? Haut si mer jo just gewuer ginn, datt soll gespuert ginn an deem Beräich, a soss näischt! Dat wëllen net nëmme d'Eltere wëssen, mä dat wëllen zum Beispill och d'Gemenge wëssen, well hannendru jo e Käschtepunkt stécht fir de Stat.

Et ass elo gesot ginn, een Deel vun deenen Aspuernisser..., oder déi Aspuernisser géife genotzt ginn zu engem gudden Deel, fir dann d'Infrastrukturen ze finanzéieren oder d'qualifizéiert Personal. Mä datt ass jo awer eng Illusioun! Do muss jo awer kee mengen, datt dat, wat hei agespuert gëtt, déi acht Milliounen, datt dat duerfir duergeet!

Ech wëll lech just soen, d'Stad Lëtzebuerg huet téschent 2008 an 2011 300 - 300! - qualifizéiert Educateure missen astelle wéinst der Kannerbetreuung, well mer iwwerrannt gi si vum Chèque-service, deen Hals über Kopf vun der CSV virun de Wahlen 2009 agefouert ginn ass. Rechent lech emol nëmme aus, wat de Käschtepunkt ass vun 300 Leit qualifizéiertem Personal! An da kennt een eis hei zielen, mat deenen acht Milliounen, déi hei gespuert ginn, géife mer elo an Zukunft dann d'Infrastrukturen an d'Personal finanzéieren. Dat ass d'Leit fir domm verkaaft!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Do musse mer nach d'Solidaritätssteuer...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir verstinn och net, firwat datt zum Beispill verschidden aner Ausgaben net op de Leescht geholl gi sinn. Ech wëll e puer Beispiller och do zitieren: Mir hu gesot - an d'Regierung hat jo eng kéier en Ulaf geholl -, d'Kilometerpauschal, iwwer déi misst ee kënnen schwätzen. Well op där enger Säit, ech kommen herno bei den Investitiounen nach drop zrëck, maache mer e risegen Effort de Moment, well mer der Iwwerzeegung sinn, an der Mobilitéit misst en Ëmdenke kommen a mir missten d'Leit derzou kréien, datt se net méi fir alles op den Individualverkéier zrëckgräifen. Mir investéiere Milliarden an deenen nächste Jorzéngten an dee Beräich.

An op där anerer Säit fördere mer steierlech nach ëmmer en aner Verhalen, nämlech, datt een - ouni emol ze kucken, ob et noutwendeg ass! - mordicus fir all Déplacement beruflecher Aart den Auto awer muss huelen. Mir sinn der Meenung, dat hätt ee kënnen op de Leescht huelen. Dat ass en héije Käschtepunkt fir de Stat. Et hätt ee kënnen fir déi Leit, déi Schichte schaffen, déi wierklech oft keng aner Méiglechkeeten hunn, fir déi hätt ee kënnen dat bestoe loosse. Mä fir e ganze Koup anerer hätt een dat kënnen ofschaffen.

Da kommen ech zu deene Studiëbäihëlfen!

► **Plusieurs voix.** - Aahh!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass jo och esou ee Gackelchen, wat d'CSV eis an

d'Nascht geluecht huet virun zwee Joer ënnert dem Virwand vum Spueren. Bon, do ass natierlech, wéi deen Halodri ugaangen ass an deen Opstand entstanen ass par rapport zu der éischer Versioun, déi probéiert ginn ass, do hu mer einfach aus der Nout eng Dugend gemaach an do hu mer gesot: Elo gëtt et eng richteg, eng ganz aner Studiëbäihëlle! An déi soll och soziale Charakter hunn, dat soll drop erauslafen, datt all Student eegestänneg quasi seng Studië ka liewen an esou weider, do wierklech quasi e feste Revenu huet, datt e vu kengem ofhängeg ass.

Dat heescht, aus de Spuermoosnamen hu mer dunn eppes aneschters gemaach. A mir hunn et och nach esou ausgestallt, datt mer natierlech erëm eng kéier guer net gekuckt hunn: Ass dat dann...

(**Interruption**)

Vun der Grondiddi hätt een och nach kënnen do iwwer verschidde Beruffskategorien, verschidde Leit kënnen diskutéieren. Mä ass et wierklech noutwendeg, datt mer dat fir jiddweree maachen? Ass et noutwendeg - ech soen et e bësse plakativ -, datt engem Bankdirekter säi Fils, wou jo awer wahrscheinlech e Verméigen doheem ass, wat relativ héich ass, datt deen dat nämlech kritt wéi dem Mindestlounverdénger aus dem Auchan an der Caissière oder wem och ëmmer säin, dee wierklech Schwieeregkeeten huet, fir universitär Studien ze finanzéieren?

Ass dat noutwendeg? Nö, dat hu mer net gekuckt! Mir hunn einfach decidéiert: Ratsch, et kritt jiddweree dat nämlech!

A mam Resultat? Mir si gespaant, wa mer elo emol déi richteg Zuele kréien, well mir hu se nach net allguerte kritt, an den Här Adam huet ganz vill insistéiert zu deem doten Thema. De Moment wëllt de Minister jo hei an der Plénière net schwätzen, well mer jo nach eppes Klenges unhängeg hu bei der Kommissioun, mä mir sinn emol gespaant, wéi dann de Spuereffekt bei där do Mesure ass!

Mä spéitstens, soen ech lech, wa mer zu Bréisel condemnéiert ginn, well mer dat esou gemaach hunn, spéitstens da gëtt et e Faass ouni Buedem an da kascht déi Studiëbäihëlle eis bäi Wäitem méi wéi dat, wat de System virdrun d'Allgemengheet kascht huet. Dat ass „de séchere Wee“ an d'Spuerpolitik vun der CSV an der Regierung! Mir gesinn dat éischer un als de Chaos respektiv net ze wëssen, wat een heiansdo mécht.

An da kënn d'Kannergeld. Do hu mer gëschter gesot kritt, déi Iddi, déi mir hu vun der Besteuerung vum Kannergeld, déi wär schwieereg ëmzesetzen. Mir hunn nach ni behaapt, déi wär einfach ëmzesetzen. Deen éische Punkt, deen zwar opgeworf ginn ass gëschter, deen - muss ech awer direkt soen - kann een direkt zrëckweisen: wa gesot gëtt, dat kéint dann derzou féieren, datt, wa mer d'Kannergeld bei den normale Revenu ziele vun engem Ménage, datt ee Ménage, deen haut keng Steiere bezilt, do-duerjer kéint dann herno Steiere bezuelen.

Mä, beim beschte Wëllen, duerfir wëlle mer eng Steuerreform maachen! An et muss ee jo just an de Barëmen dat esou agencéieren, datt dat net de Fall ass. Dann huet een dee Problem schonn emol op der Säit!

Deen eenzege wierklech schwieereg Punkt, deen et gëtt, dat ass effektiv d'Fro vun de Frontalieren, wéi mer mat deene ville Frontalieren ëmginn an där doter Fro. Dat ass richteg. Dat ass e Problem, deen net einfach ze léisen ass.

Mä ech muss awer soen, wa mer kucke bei de Studiëbäihëlfen, wéi locker datt mer do eng Léisung jo anscheinend fonnt hu virun zwee Joer, wou mer och déi ganz Frontalierfro brutal einfach ausgeklammert hunn a wou mer dann elo eng déck an d'Akual wäerte kréie vu Bréssel an den nächsten zwee Joer, da kann ech jo nëmme staunen, wann ech gesinn, mat wéi engem Élan hei einfach gesot gëtt: „Dat doten? Hei ass et net méiglech.“

Virun zwee Joer hu mer zwar egal wat gemaach bei de Studiëbäihëlfen a puncto Frontalieren, mä hei ass et net méiglech! Beim beschte Wëllen: Wann een en Apparat huet, deen een huet - an d'Steierverwaltung ass den Apparat, deen d'Regierung zur Verfügung huet -, da sinn ech iwwerzeegt, datt een och beim Kannergeld, fir méi eng sozial équilibréiert Situatioun ze kréien, datt een do eng Léisung ka fannen, egal wéi se da soll ausgesinn.

De Subventiounsdschungel an eiem Steiersystem respektiv insgesamt, och dee misst een eiser Meenung no emol op de Leescht huelen. Well viles vun deem, wat mer geschafen hunn an deene leschten 20 Joer, do wësse mer éischer

tens net ëmmer - mir hunn nach ni genau analyséiert -, ob mer d'Ziler erreecht hunn oder net. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass: Et gëtt sécherlech eng Rei Zilsetzungen, déi mer mat verschiddene Mechanismen agefouert hunn, déi einfach haut net méi gi sinn, well einfach d'Welt ännert. An duerfir muss ee vun Zäit zu Zäit bei de Subventionnementer, sief et, ob et der sinn, déi am Steuerbarème sinn, oder och anerer, et muss een déi alleguerten duerchkucken a vu Fall zu Fall analyséieren, sech d'Fro stellen: Wat wollte mer dee Moment maachen? Gëtt et dat Zil nach haut, respektiv ass et net besser vläicht, verschiddener ëmzmodelléieren oder anerer gesot ofzeschaffen?

Da kommen ech zum Screening beim Stat.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Et huet mech jo natierlech erfreet, nodeems mer während dräi Joer hei ëmmer also bal ausgelacht gi sinn a gesot kritt hunn: „Ben, dat ass jo alles Blödsinn, wat Der do zielt. Do ass näischt ze huelen“, dass elo op eemol alles dat, wat ech hei jorelang beschriwwen hunn, anscheinend richteg ass a méiglech ass. An déi Pisten, déi opgezeechent gi si vum Finanzminister an der Finanzkommissioun, wat hei alles drënnerfält a wéi een dat gesäit - vu wéi een akeeft beim Stat iwwert d'Autosflott vum Stat an esou weider an esou fort -, all déi gehéiere selbstverständlech derzou.

Ech si frou, dass de Finanzminister seng Meinung geännert huet. Well virun e puer Joer huet en nach gesot, d'Gemeng Lëtzebuerg - wéi se dat ugefaangen huet -, déi géif iwwerhaapt näischt spueren bei deem Screening, si géif einfach Investissementer, déi virgesi ware fir d'Joer, déi géif se d'Joer strächen an da misst se se d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer maachen. An do hunn ech dat heiten alles geäntwert, dass dat net de Fall ass, dass mer genau op deene Punkten, wou dës Regierung elo amgaangen ass oder wëllt schaffen déi nächst Joren, dass mer genau op deenen dote geschafft hunn an dass do ganz sécher Sputt dran ass, fir kënnen ze spueren.

An ech wëll nach eng kéier betounen: Mir sinn net der Meinung, wéi Verschiddener dat heiansdo soen, dass, wann een da spuert iwwer esou ee Screening, do einfach Sue géife gespuert ginn, well de Stat während Jorzéngte virdrun oder Jore virdrun d'Suen einfach zu der Fënster erausgehäit hätt. Dat huet näischt domat ze dinn. Et ass mënschlech. E Stat fonctionnéiert net aneschters wéi eng eenzel Person oder e Ménage: Wa méi Suen do sinn, da leescht ee sech eigentlech méi...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - ...wéi wa manner Suen do sinn. Mä et muss ee just bereet sinn, wann da manner Suen do sinn, och erëm zrëckzekommen op dat Normaal. An et ass just näischt aneschters wéi dat, wat hei zur Diskussioun steet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Bei der Investitiounspolitik, do gëtt gesot gëschter: „Mir sinn d'Championen a Europa. 3,7% vun eisem PIB ginn an d'Investitiounspolitik, dat gëtt et néierens ronderëm!“ Dat ass richteg. Alldéngs hu mir awer och e wesentlech anere Problem wéi all déi aner Länner ronderëm. Mir sinn e klengt Land, wat total no baussen op ass, wat eigentlech esou ofhängeg ass vun der Aussewelt, vun dem europäesche Marché, wéi keen anert Land, zemoos mat deem héije materielle Wuulstand, dee mer hunn, a wa mer dee wëllen halen. An donc si mer verpflichtet, wa mer wëllen aus deene Grënn, wou ech elo virdrun beschriwwen hunn, do dee Modell weider erhale fir déi nächst Generatiounen, da si mer verpflichtet, vill méi ze investéieren wéi iergendwelch aner Länner ronderëm.

An d'Fro, déi sech och guer net stellt fir Lëtzebuerg, dat ass, ob 3,7% vum PIB ze vill ass oder ze mann ass. Mä d'Fro ass éischter sech ze stellen, wann een iwwert d'Prioritéiten diskutéiert a kuckt: Wou sinn dann eis strukturell Schwächen, fir alles dat ze errechen, wat mer wëllen errechen am Beräich vun der Diversification économique, am Beräich vun der Éducation an esou weider? Wéi vill Sue muss mer do mobiliséieren?

An do kënn iergendee Prozentsaz eraus an et ka souguer sinn, dass dee vläicht, wa mer dat emol genau géife kucken an d'Prioritéiten genau festgeluecht hunn, dass et souguer ka sinn, dass mer méi wéi 3,7% mussen investéieren, wa mer gären hätten, dass mer wëlle weider eis uerdentlech entwéckelen.

Mä dat war bis elo net dran. Ech wëll nach eng kéier drun erënneren, dass am Regierungssacord 2009 drastoung, dass all Investissementer vun A bis Z, alleguerten unisono ënnert dem Finanzéierungsvirbehalt sténgen. Mir hunn ëmmer gesot: „Dat ass egal wat. Dat ass Beliebegkeet, well da mécht een alles a guer näischt.“ An dat war jo och d'Resultat an deene leschte Joren, en Duerchernee sonnergläichen, wann een déi eenzel Ministeren héieren huet, wat op de Wöschlächten alles stoung.

Deen een huet nach virun..., den Här Sportsminister huet nach virun - wéi laang ass et hier? - dräi Méint iwwer zwou Säiten am „Lëtzeburger Wort“ en Interview ginn iwwert de Velodrom - wéi wann dat déi gréissten Erausforderung wär fir d'Land! - a gesot: „Dee gëtt gebaut!“ An en huet e Bréif un d'ganz Gemengen am Land geschriwwen - also dat ass virun..., ech schwätze vu virun dräi Méint, dass wat net virun dräi Joer! Dat heescht an enger Phas, wou mer ganz kloer schonn hätte misse jo awer an enger anerer Logik sinn.

(**Interruption**)

Deen anere seet: „Ech hätt gäre méi an der Mobilitéit.“ Deen Drëtte seet: „Ech hätt gär nach...“. Also dat war jo en Duerjernee sonnergläichen an der Kommunikatioun, wat d'Investitiounspolitik vun der Regierung ubelaangt, sonnergläichen! An an där Hisiicht muss ech soen: Uff! Endlech hu mer emol eng Rei Prioritéiten elo fixéiert a gesot,...

(**Interruption**)

...et gëtt Saachen, déi wichteg sinn, an et gëtt Saachen, déi vläicht och interessant kënnen sinn, awer am Moment net wichteg sinn.

(**Interruptions diverses**)

Mä nach bleift ze soen, nach bleift ze soen, zum Beispill - wann ech d'Mobilitéit eraushuelen, souwäit mer et och begrëissen -, dass d'Regierung an hirer Mobilitéitsstrategie do keng Investissementer haaptsächlech fir den öffentlichen Transport, d'Mobilitéit douce, zrëckgeschrauft huet, au contraire, dass se do nach wëllt eropgoen. Dat ass ee vun deene wichtegsten Investissementsberäicher fir eist Land, wéi d'Mobilitéit ass en haarde Wirtschaftsstanduertfacteur och ginn.

Mä mir stellen awer op där anerer Säit och fest, dass mer ëmmer nach duebelgleiseg fueren. Den Här Meisch seet zu Recht, dass et kee Sënn mécht, dass mer Milliarden an deen ee Beräich pompelen elo, well mer jo gesinn, dass mer mat där anerer Strategie, fir alles op de Stroossebau ze setzen, total gescheitert sinn, an dass mer da gläichzäiteg awer nach ëmmer mat engem Been och nach ëmmer e bëssen däers maachen.

Mir soen net, et soll ee keng Stroosse méi bauen. Dat huet guer näischt domadder ze dinn. Et si sécherlech eng Rei Stroossen, déi absolut noutwendeg sinn, déi mer brauchen. Mä et gëtt awer eng Rei Projeten, déi nach ëmmer op der Lee sinn, wou ee jo awer wierklech kann driwwer diskutéieren, ob dat noutwendeg ass, wann ee sech d'Strategie gëtt, fir en „modal split“ ze kréien an deenen nächste Joren. An deen ass jo nach eng kéier gesteigert ginn an den Ambitioune beim „MoDu“ par rapport zu deem, wéi e war. Wann een dat wëllt erreechen, dann ass dat sécherlech kontraproduktiv. An et ass och e finanziell Gächis, dee sech do hannendru verstoppt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Beim Logement, also do muss ech soen, ech weess gläich net méi, do weess ee gläich net méi, wat ee soll hei zielen. All Joers! Dat ass scho gaange vum Mea culpa: Dat ass dat gréissten, schlëmmste Scheitern, huet de Premier gesot, wat en a senger Carrière erlieft huet. Also, mir hu schonn all Varianten hei all Joers héieren. Zënter Joren - Joren!

(**Interruptions diverses**)

Déi lescht Joren, d'lescht Joer ass e ganze Pak Mesuren ugekënnegt ginn, de Gros ass iwwerhaapt net ëmgesat ginn nach bis elo! Déi stinn alleguer nach aus - allez hopp, elo geheie mer schonn erëm en neie Pak uewendrop. Dat heescht, dem Här Schank säi Büro, dee brécht wahrscheinlech gläich zesumme vun all méigleche Paqueten a Mesuren, déi ugekënnegt gi sinn. Mä an der Émsetzung ass et awer wahrscheinlech eng ganz aner Geschicht.

Mä de Grondproblem, dee wëlle mer net ugoen! E gëtt richteg beschriwwen, et gëtt gesot, de Grondproblem ass net d'Bauen, mä et sinn d'Terrainen. An de Präis vun den Terrainen, deen huet zwou Varianten, zwee Voletten: Dat eent ass natierlech, dass et evident ass - an do brauche mer eis keng Illusiounen ze maachen an duerfir kann och d'Regierung net, muss ee soen -, dass an engem Land, dass esou een héije Wirtschaftswuesstum hat wéi Lëtzebuerg, dass een immensen Impakt huet - wou esou een

Drock besteet op de Grond a Buedem -, dass dat een enormen Impakt huet op d'Präisser vu Grond a Buedem. Dat ass evident.

Mir kënnen eis vergläichen, wann Der géift op Frankfurt goen an et géif een d'City vu Frankfurt kucken, oder huel London oder huel aner vergläichbar staark Wirtschaftsraum, do hutt Der Präisentwécklungen, déi sinn horgenee d'nämlecht wéi zu Lëtzebuerg, horgenee esou exorbitant wéi zu Lëtzebuerg an hänken natierlech vill domadder zesummen, domadder.

Dat ännert awer näischt drun, dass et och nach en zweete Volet gëtt, an deen huet mam Logement ze dinn. An do hätt d'Regierung Handlungsspillraum, wa se de Courage hätt, et ze maachen. Dat ass nämlech, dass et bei Grond a Buedem zu Lëtzebuerg extrem vill Spekulation gëtt. An ech wëll lech just nëmmen ee Beispill erausziéieren, wat mer do mengen als Gréng.

Wann an enger Gemeng - elo si mer amgaang iwwerall d'PAGen nei ze maachen -, wann eng Gemeng decidéiert, eng Zon, ech huelen emol eng Gemeng, déi decidéiert, hire Bauperimeter ze erweidern, an do ass e Gromperfeld, wat haut carrément näischt wäert ass oder bal näischt wäert ass, dass kënn dann an de Bauperimeter eran, dann ass et jo evident, dass deejéinegen, deen d'Gromperfeld virdu hat, net e Gromperfeld huet, mä eng Goldminn, wann een dorobber dierf bauen. Dozou huet hie selwer iwwerhaapt näischt bäigedroen. Iwwerhaapt näischt! Dat ass reng duerch eng Aktioun vun der öffentlecher Hand wou, op ee Coup, d'Valeur vu sengem Terrain wahnsinneg gesteigert gëtt.

An dat hu mer zu Lëtzebuerg natierlech, ugesichts vum Wuesstum, dee mer an deem Land hat an deene leschte Jorzéngten, am Extreme kritt. Mir hu Wäertsteigerunge kritt bei Grond a Buedem, an ech schwätzen net vun Einzelnen, dee säi klengt Haischen huet oder vläicht en Terrain huet fir seng Kanner, et geet net ëm deen, mä et geet ëm ganz anerer hei.

(**Interruption**)

Ech wëll keng Nimm nennen, et gëtt der genuch op alle Fall. Do si Wäertsteigerunge komm, déi si kolossal, an do huet deen Einzelnen näischt dozou bäigedroen. A wa mer de Courage endlech géife fannen, fir do déi Plusvaluen, déi do gemaach gi bei dem Verkauf vun deenen Terrainen, déi emol uerdentlech ze besteieren, da géif de Stat déi finanziell Mëttele kréien, déi hie bräicht,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - ...éischens, fir Terrainen ze kafen an zweetens, fir selwer Wunnengen ze bauen, sief et Mietwunnengen, sief et och Eegeheemer. An da kéint de Stat net heihinnerkommen all Joers jéieren, mir hu keng Terrainen a mir hu kee Geld, fir Terrainen ze kafen an Haiser ze kafen, well d'Finanze vum Stat si schlecht. Do muss den Hiewel ugesat ginn, well et ass do, wou mer eppes kënnen maachen, fir dass déi Wunnengsnout zu Lëtzebuerg endlech en Enn fénnit a soss guer néierens!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - An da kommen ech zu der Réforme administrative. Et ass jo schonn emol an de Jore gesot ginn, ech mengen, et war d'CGFP, déi eng kéier gesot huet, et wär d'Monster vu Loch Ness. Ech wëll drun erënneren - elo gëtt gesot, mir maachen eng Table ronde -, mä mir diskutéiere schonn zënter den 90er Joren!

Hei sëtzt een op menger rietser Säit, deen huet en exzellente Bericht an den 90er Jore gemaach iwwert d'Reforme administrative. En deken, fette Bericht, wou eigentlech alles drasteet, wat ee bräicht, fir endlech déi Réforme administrative do ze maachen. Mä firwat hu mer dann dee Bericht net, wou ass deen iwwerhaapt gelant? Kee weess et! Mä ech mengen, mir hunn eng kéier hei driwwer diskutéiert an elo ass en an iergendeen Tirang geluecht ginn. Du war e fort. An déi wäertvoll Aarbecht, déi do vum heitege Generalsekretär vum Parlament gemaach ginn ass, deemools natierlech an enger anerer Fonctioun, déi ass einfach nëmme verluer gaangen.

Duerno, wéi mer déi Etüd an den Tirang geluecht haten, du hu mer decidéiert, also net mir, mä d'Regierung, mä ëmmer d'CSV, well d'CSV ass zënter 1979 onënnerbrach an der Regierung...

(**Interruption**)

Jo, jo, dass ass richteg. Dir sidd natierlech do, well d'Wieler lech ëmmer nach zougetraut hunn, dass op all deenen Dossieren do eppes kënn. Duerfir ass et jo och esou wichteg, dass mer elo emol opzielen, dass dat net alles esou sécher ass wéi dat, wat Der de Leit ëmmer verzielt hutt.

Du si mer higaangen, nodeems mer dann dee schéine Rapport vum Här Frieseisen an den Ti-

rang geluecht haten, du hu mer decidéiert, oder d'Regierung huet decidéiert, elo schafe mer e Ministère de la Réforme administrative.

► **Plusieurs voix.** - Oohhhh! Aaahhh!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Och do, ech mengen, et war och do, wou d'CGFP gesot huet, et wär d'Monster vu Loch Ness. A wat huet déi Réforme administrative bis elo bruecht oder dee Ministère do bruecht? Net schrecklech vill! Well, ech mengen, den Avenu d'échec ass jo gëschter komm. An elo gëtt et dann definitiv erëm eng kéier zur Chefsache bruecht. Dës Legislaturperiode 2009, dat war ee vun deene groussen Elementer an der Neibesetzung vun de Regierungsposten, dat ass, dass de Premierminister selwer gesot huet: D'Reforme administrative huet elo laang genuch geschleeft, dass gëtt elo Chefsache. Ech huele mech där un, an elo ginn emol Neel mat Käpp gemaach!

Dräi Joer duerno kënn en heihinner a wat seet en: Also, ech héiere ganz viles ronderëm, dass zu Lëtzebuerg d'Investissementer net kënnen ëmgesat ginn, dass dat alles net virugeet, dass alles blockéiert gëtt an esou weider. Elo geet et mir es duer! Elo gëtt emol e ronnen Dësch ageruff an da weisst ech emol gar vun all deene Leit, wou et do hält, wou et do hapert.

Also, éierlech gesot, do kann ee jo awer wierklech dat Ganzt net méi seriö huelen. An ech wëll lech just nëmme soen, dass eigentlech niewent dem Här Frieseisen sengem Rapport, wann ech zum Beispill d'Investitiounspolitik huelen, eigentlech d'Problemer alleguerte bekannt sinn, si si schonn honnertmol diskutéiert ginn, iwwerens och am Rapport vum leider vill ze fréi verstuerwene Lucien Thiel.

Deemools, wou mer déi Krisendebatt haten, huet deen e Rapport gemaach, wou e ganzen Deel iwwert d'Reforme administrative an d'Problemer, déi sech gestallt hunn, opgeléicht ass, wou mer all Acteuren an der Chamber empfaangen hunn. Dee Rapport gëtt et. Mir stellen dem Premierminister deen och gär nach eng kéier zur Verfügung als Chamber. Dee gëtt et schonn! An do steet am Fong alles dra beschriwwen.

An ech wëll nëmmen un engem Beispill festmaachen, wou de Problem zu Lëtzebuerg ass. Et gëtt jo dann ëmmer gär gesot, dass ass... Mir kréie jo och alt heiansdo als Gréng scho gesot, dass ass well déi blöd Gréng, well déi esou vill Reglementer gefuerdert hunn am Émweltberäich an all déi vill Reglementer, déi maachen elo, dass dat effektiv alles esou schwéierfällg ginn ass. Neen! Et ass net d'Reglementatioun oder d'Iddi vun der Reglementatioun, déi dat Ganzt schwéierfällg mécht, mä et ass, éischens, wéi een et reglementéiert an, zweetens, wéi et exekutéiert gëtt herno.

Da gëtt och gesot, d'Bierger, dat si lauter NIMBYen, déi hunn honnerttausend Asprochrechter an déi blockéieren alles. Jo, mä bon. Wann een natierlech de Bierger, wann een déi Réforme administrative an d'Problemer net kuckt an effektiv siwemol déi nämlecht Regele mécht - dat si jo Gesetzer, déi huet jo net de Bierger gemaach, mä déi huet de Stat gemaach -, da brauch ee sech natierlech net ze wonneren, dass herno déi och ausgenotzt ginn.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen, well dat de Moment och vill an der Diskussioun jo ass an de Gemengen, fir ze weisen, wat ech wëll domadder soen. Am Moment hutt Der, wann et ëm eng Baugenehmung geet an et ass e gréissere Projet am Kader vun engem PAP, da gëtt jo eng öffentlech Procedur gemaach mat Unhéierung an esou weider an esou virun, dann hutt Dir all Ar Asprochméiglecheete bis zum Geriicht. Dat heescht, Dir kënn wierklech bis op d'Cour administrative goen, fir géint e PAP virzegoen, mat alle Konsequenzen, Appel an esou weider.

A wann Der herno verluer hutt bei deem Ganzen, dann ass d'Gemeng nach - dat dauert jo annerhalleft Joer, zwee Joer; Dir kënn dat maachen, well et e reelle Grond gëtt; Dir kënn et awer och maachen, well Der vläicht gewëssen eegen Interessen hutt; et ass och egal, et ass jo Aert Recht dat ze maachen -, wann Der da verluer hutt an d'Gemeng mengt, tiptopp, mir hu vum Geriicht elo, am Fong vun de Gerichter, vun allen Instanzen hu mer recht kritt op deem ganzen Niveau, elo kënnen mer endlech ufänke mat schaffen. Da kënn d'Baugenehmung, da kann een nach eng kéier genau dat nämlecht maachen, genau déi nämlecht Argumenter, genau déi nämlecht Gerichtsinstanzen, fir genau dat nämlecht ze soen. An et ass erëm eng kéier ee Joer fort!

Dat ass ee Beispill, dass huet guer näischt domat ze dinn, dass een d'Biergerrechter wëllt aschränken. Mä dat ass just ee Beispill, dass ganz einfach ass, mä gutt illustriert, wat zu Lëtzebuerg d'Investitiounspolitik blockéiert. Fir dat ofzeschaffen, brauche mer keng Table ronde ze maachen: e Gesetz, an dann ass et fäerdeg!



► **Une voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- An da kommen ech zu deem Thema, wat mat engem eenzege Saz beschriwwen ginn ass an der Deklaratioun, nämlech d'Energieproblematik, d'Problematik vun der Energiearmut. Par contre ass herno e ganz Kapitel iwwert de Waasserpräis gesot ginn, an ech wëll dozou e bëssen e Corollaire opstellen, fir opzeweisen, wéi populistesch dës Regierung virgeet.

D'Energieproblematik ass déi gravéierendst an déi wichtegst vum 21. Jorhonnert. Mir brauche jo nëmmen ze kucken, wann ech reng...

(Interruption)

Ech kommen och op d'Waasser ze schwätzen, Här Boden. Dir hutt recht, dat ass och eng vun deene gravéierendsten. Mä kommt, mir fänke mat der Energieproblematik un!

Dir gesitt jo, zu wat et féiert, déi Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, déi mer hunn. Niewent dem Aspekt, datt... Gëschter ass dem Club of Rome säin neie Bericht erauskomm, deen desastréis ass am Zesammenhang mat de Klimaverännerungen. Dat wëlle mer de Moment jo iwwerhaupt net gesinn. An de Käschtepunkt dovunner, deen eis wäert op d'Bomm fallen, domat huet d'Regierung jo iwwerhaupt näischt um Hutt!

Mä, fir bei der Energiefro ze bleiwen, d'Energie, d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger an de Präis vum Pétrol, deen zerstiëert de Wuesstum, en zerstiëert d'Liewensverhältnissen, well en zerstiëert ganz Ménagen, well de Präis, deen ufänkt kontinuëerlech ze klammen, mécht, datt ëmmer méi Leit an d'Energiearmut oftrëschen. An da geet et net duer, wann eng Regierung heihinnerkennt am Kader vum État de la nation a seet, mir huelen eis där Saach un a mir wëllen dat förderen, Punkt, Schluss, fäerdeg. Keng eng Mesure proposéiert, keng eenzeg Mesure proposéiert huet am Kader vun dëser Deklaratioun!

D'Energiearmut a wéi se d'Leit trëfft, virun allem déi sozial Schwaach trëfft, soen ech lech, dat ass de Moment knëppeldéck! Kuckt lech emol verschidden Etüden a Statistiken un! Kuckt lech un, wat d'Caritas geschriwwen huet d'lescht Joer an deem Zesammenhang mat der Armut, wou deen Aspekt ganz vill beschriwwen ginn ass, wéi haart datt dat d'Leit trëfft!

Sech deem unzehuelen, Dir Dammen an Dir Hären, dat wär e bësse méi wichtig wéi eng Debatt erëm ze relancéieren iwwer en eenheetleche Waasserpräis, wou et sécherlech och sozial Problematiken derhannert gëtt, déi awer ze léise sinn am Kontext wéi se haut sinn - an all deene Gemengen, wou mir sëtzen, hu mer se positiv geléist -, an dann hei populistesch eng ganz Debatt erëm ze relancéieren.

(Interruptions)

Et ass natierlech, wann ee mat Steng geheet, déi, déi am meeschte sech concernéiert fillen, déi jäizen dann op, Här Kaes, dat ass esou! Mä, ech mengen, dat ass einfach net seriö. An ech fannen et virun allem, ech fannen et eng Ongeheierlechkeet, datt, nodeems d'Regierung - well et ass jo d'Regierung, déi d'Gemenge gezwongen huet, de Waasserpräis vun haut käschtedeckend anzeféieren. Dat war jo net, well d'Gemengen alleguerten näischt Besseres ze dinn haten.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- D'Regierung an d'CSV hunn d'Gemenge gezwongen, dat anzeféieren. D'Gemengen hu während dräi, véier Joer all Joer sech mat hire Bierger missen erëmschloen, fir déi Präiserhéijungen ze justifiéieren an ze soen,...

(Interruption)

...ëm wat datt et do geet.

An da kënn de Premierminister hei an engem Uflug vu Populismus a stellt sech dohinner, wéi wann hien elo entdeckt hätt, datt dat total ongerecht wär, fält domadder de Gemengen alleguerten an de Réck a mécht déi Aarbecht total futti, déi se während Jore gemaach hunn, an - wéi gesot - obschonn, datt d'Gemengen dat nëmmen am Opdrag vun der Regierung gemaach hunn. Wann een driwwer diskutéiert, fir zesammenzehalen, zesammenzeschaffen, ass dat méi wéi e schlechte Stil.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Kaes lech eng Fro stellt?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Selbstverständlech.

► **M. le Président.**- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Här Bausch, kann ech lech froen, ob Dir et wierklech normal fannt, datt an engem Land, dat net méi grouss ass wéi eng mëttel Gemeng am Ausland, et dräihonnert verschidde Waasserpräisser gëtt?

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Kaes, doriwwer kann ee jo diskutéieren. Doriwwer ass eng Diskussioun an der Kommissioun gelaf. Mä fir vun där doten Ausso zu dem gestaffelte Waasserpräis ze kommen, dat ass awer nach e ganz wäite Wee an dat ass awer eppes ganz aneschtens.

A wann den Här Boden virun zu Recht hei seet, de Waasserproblem an d'Waasser ginn niewent der Energiefro eng vun deene wichtigste Froen vum 21. Jorhonnert, da misst ee vläicht awer och emol eng Kéier drun erënnere, datt am Fong déi Direktiv, déi gemaach ginn ass op europäeschem Niveau an déi vum Här Halsdorf ëmgesat ginn ass a wou déi ganz Problematik vum Waasserpräis jo mat eragefloss ass, datt déi awer och en absolut berechtigten - berechtigten! - Hannergrond huet. Nämlech deen, deen den Här Boden zu Recht ugeschnidde huet vun der Verknappung vum Waasser a wéi wichteg et ass, datt ee mam Waasser muss aneschtens ëmgoen.

Dat geet e bësse méi wäit natierlech wéi eng bornéiert Diskussioun, wou et nëmmen drëms geet, ze kucken, ob et richtig ass, datt déi eng Gemeng uewen am Eislek esou vill Cent muss méi bezuele wéi eng aner am Süden.

Äre Problem hätt een duerchweegs kënnen léisen, an do sinn et konstruktiv Virschléi ginn. Mä wat Der elo diskutéiert mam eenheetleche Waasserpräis an ewechzekommen eigentlech vun där ganzer Philosophie, déi dragestanen huet, firwat et zu där Gesetzgebung komm ass, dat ass just Populismus. An dat huet eigentlech mat Schutz vu Waasser an eigentlech sech Suerge maachen ëm d'Waasser fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen, net schrecklech vill ze dinn.

(Interruption)

Ech weess, datt dat lech wahrscheinlech egal ass, well lech interesséiert just Är klengkaréiert Situatioun an Ärem Duerf am Eislek. Duerfir ass dat lech egal.

(Brouhaha général)

Jo, et muss een heiansdo d'Saache soen, wéi se sinn, Här President, och wann et wéideet. Dat ass heiansdo esou. Mir si jo net hei..., ech mengen, déi Debatt hei soll jo net als Zil hunn, fir datt mer hei jiddwerengem een deem anere Weihrauch streeën, mä eigentlech éierlech ze diskutéieren, wéi een d'Saache gesäit, an ech gesi se eben esou, wéi ech se virdu gesot hunn.

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Duerfir muss een deem aneren awer keng Frechheete maachen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Oh, Madame Jacobs, ech weess net, ob dat esou eng Frechheet war, déi ech elo gesot hunn. Ech mengen, Dir wësst och, datt se éischer der Realitéit entsprécht. Och Dir wäert wahrscheinlech éischer souguer menger Meenung sinn.

D'Bildung, Ausbildung a Fuerschung: e ganz wichtige Beräich fir eis.

► **Une voix.**- Egal wat.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir sinn der Meenung, datt et vill ze vill Onqualifizierter gëtt, déi am Chômage sinn. A mir fäerten natierlech, an dat ass jo déck amgaangen, datt et bei deenen Onqualifizierten eng Kategorie vu grouse Perdanté gëtt: Dat sinn d'Immigrantenkanner. Eise Schoulsystem ass null ausgerichtet op eis Gesellschaft vun haut, op d'Entwécklung vun der Lëtzebuurger Gesellschaft an deene leschten 20 Joer.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir bedauern eigentlech, datt déi Schoulreformen net weiderginn, datt se permanent nach ëmmer blockéiert sinn, an datt d'Regierung et net ronnbréngt, uerdentlech Schoulreformen op de Wee ze bréngen.

Dat nämlech betrëfft selbstverständlech d'Berufforientéierung hei zu Lëtzebuerg. Déi betrëfft natierlech méi d'Kategorie vun de Lëtzebuurger, de regelrechte Lëtzebuurger Residenten. Mir mussen eng aner Berufforientéierung kréien, déi ophält domadder, datt einfach all Lëtzebuurger als eenzegt Zil hunn, bei de Stat schaffen ze goen, nämlech datt mer och erëm aner Saachen an de Vierdergrond stellen. A mir wëssen dat och scho laang, mä och do si mer nach net schrecklech vill weiderkomm. A mir bedauern, datt dës Legislaturperiod och, esou wéi et ausgesäit, kaum wäert do substanziiell Reformen op de Wee bréngen.

Da kommen ech zu der Fonctioun publique. Ech muss soen, den Här Meisch huet den Histo-

rique jo hei schon exzellant gemaach. Ech fannen dat absolut traureg, wat sech do ofgespillt huet. An ech fannen, dat ass och total respektlos par rapport zu de Gewerkschaften aus der Fonctioun publique, wat do ofgelaf ass.

Éischtens emol schonn déi Verknäppung, déi gemaach ginn ass tëschent der Reform vum Statut an dem Accord salarial. An zweetens, fir virum Summer d'lescht Joer d'Fonctioun publique mat engem Scheckheft ze köderen, natierlech dräi Méint virun de Gemengewahlen. An ech soen dat hei esou, well ech dat esou denken a well ech och iwwerzeegt sinn, datt et eppes domadder ze dinn huet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- An dann ze soen no de Gemengewahlen: „Oh merde, elo ass d'Situatioun awer net méi...“

(Hilarité)

...esou gutt, wéi se war, wéi se virum Summer nach war. Leider gëtt dat elo e bëssen e Problem.“ Dann heescht et erëm eng Kéier, de Minister, dee steet hannert sengem Wuert. Ëmmer méi Deputéierte vun der Majoritéit fänken un, de Contraire ze soen. Mir féieren eng Debatt hei am März - also, ech verkierzen elo dat Ganz, well den Här Meisch et schonn am Fong exzellant beschriwwen huet -, mir féieren eng Debatt hei am März. Da kënn nach de Minister vun der Fonctioun publique heirobber, an en huet mir quasi mat der Demissioun gedrot, mir, well ech em jo d'Fro gestallt hunn, wat dann nach de Rôle vum Parlament wär, wa souwisou een näischt méi kéint änneren an engem Engagement, deen d'Regierung iergendwann eng Kéier geholl huet. Du sot en: „Ech kann och demissionéieren, wann et muss sinn.“ Dat sot en hei op der Tribün. Bon.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Dat hunn ech zwar net gesot.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dach. Ech hunn lech d'Fro gestallt. Ech hunn lech d'Fro gestallt: „Wat solle mir als Parlament nach decidéieren, ausser Är Demissioun ze verlaangen, wa mer souwisou net méi kënnen matschwätze bei deene Froen?“ Do hutt Der mer geäntwert: „Ech kann och demissionéieren, wann Der wëllt.“ Dat hutt Der deemools hei op der Tribün gesot.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Ech hu gesot: „Wann d'Chamber meng Demissioun freet, da muss ech zu menger Responsabilitéit stoen. Da ginn ech meng Demissioun.“ Et war vu Respekt vun der Chamber, wou ech hei geschwat hunn. An dat kënn Der noliesen. Et ass natierlech, wann Der schonn déi kuerz Zäit vergiess hutt, wat gesot ginn ass, dann zweifelen ech un Ärem Laangzäitgediechnis. Well eigentlech hat ech...“

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mä Laangzäitgediechnis...“

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- ...ugefaangen, fir lech ze erklären opgrond vun der Pensiounsreform '99,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Biltgen!

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- ...wat den Ennerscheid ass vun der Chamber...“

► **M. le Président.**- Ech mengen, den Här Bausch...“

(Interruptions diverses)

...fiert elo viru mat senger Ried, an duerno...“

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mä Laangzäitgediechnis ass op alle Fall besser...“

► **M. le Président.**- ...kann d'Regierung Stellung huelen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Et huet bestëmmt och Lücken, mä et ass awer besser wéi Äert, well Dir hutt an der Chamber - ech mengen, et war méttwochs oder dënsches am Laf vun där Woch - hei gesot: „Dës Regierung steet derzou.“ An esou virun. A véier Deeg duerno war et just de Contraire. Also, Äert Laangzäitgediechnis, dat hält keng ganzer véier Deeg.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Well mer, Här Bausch,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo, wéi?

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- ...well mer en Accord hunn a mir hunn deen Accord renégociéiert. An elo hu mir en neien Accord.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir hutt den Accord, Dir stoungt feierlech zesumme mat der CGFP am Kader vun der Reform vum

Statut a vun deenen Diskussiounen e puer Deeg virdu wierklech in Eintracht do, an Dir wäert esou frou, datt Der all Problemer geléist hätt. An du sidd Der heihinnerkomm an d'Chamber, du hutt Der dat gesot, an dräi Deeg duerno woust Der näischt méi dovunner. Do hutt Der de Contraire gesot.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Neen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dach.

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Här Bausch, dat ass falsch, wat Der sot. Mir hunn eng Gehälterreform de litige vidéiert virum Conciliateur.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Neen, neen. Dir hutt d'Gehälter...“

► **M. François Biltgen**, *Ministre de la Fonctioun publique et de la Réforme administrative*.- Dat hei ass en Accord vum 15. Juli. Opgrond vun där Debatt, déi hei war, si mer zréckgaangen an hunn dat frësch négociéiert.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Léif Kolleegen, den Här Bausch, dee fiert elo virun. D'Regierung kann herno d'Wuert froen, och de Fonctioun-publiques-Minister.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ären eegene Premierminister huet eng Kéier no engem Briefing gesot: „Et geet mer es elo duer, wann d'Fonctioun publique, wann d'CGFP net gläich alenkt bei der Reform vum Statut, da ginn déi 2,2%, da gëtt den Accord salarial a Fro gestallt.“ Dat war e Mount virun. Ee Mount virun!

Doropshi koum den Accord mat der CGFP, deen Der duerno ficeléiert hutt, an Dir hutt deen hei verteidegt, an eng Woch duerno hutt Der eppes aneschtens gezielt. Et deet mer leed. Also, wann ee vu Laangzäitgediechnis schwätzt a wéi ee Virgoen, dat ass de Chaos pur. De Chaos pur! An dat huet mir iwwerluechtener a seriöer Regierungspolitik näischt ze dinn.

An Dir gitt dobaussen e katastrophaalt Bild of. Esou wäit katastrophaalt, datt souguer Är eege Gewerkschaft oder déi, déi lech nosteret, den LCGB, um 1. Mee huet missen op d'Tromm schloen a sech doriwwer opreege bei der Éischt-Mee-Ried. Ech weess net, ob Der do waart um 1. Mee vum LCGB. Mä op alle Fall, wann ech an Ärer Plaz do gewiescht wier, hätt ech mech net immens gutt gefillt bei där Ried, déi do gehale ginn ass.

Also, wann ech gelift, Dir hutt do e katastrophaalt Bild ofginn, an och dat ass net de séchere Wee.

► **Une voix.**- Kee séchere Wee.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech wëll just ee Saz soen zu der Geschicht ArcelorMittal vun där Pressekonferenz, déi jo och gëschter hei an der Debatt war, nëmmen ee Saz, well am Fong geholl den Här Lux relativ villes scho gesot huet.

An zwar, datt d'CSV, déi iwwerrascht eis wierklech jo ëmmer erëm, an och do huet se eis erëm terribel iwwerrascht, well virun enger Rei Méint... Eis Fraktioun huet virun dräi Joer schonn iwwert déi Fro vun den Allocatiounen fir ArcelorMittal geschwat, CO₂-Allocatiounen. Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt dat hei elo net déi éischte Kéier ass, datt se der ze vill kritt hunn, datt se doraus Geld gemaach hunn. Mä vun Ufank un hu se der ze vill kritt a Geld doraus gemaach. A bis elo war et ëmmer esou, an der Kommissioun huet d'CSV eis gesot: „Typesch Gréng, Dir werft dat do just op, well Der Industriefeinde sidd.“

► **Plusieurs voix.**- Richteg!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mä ech stelle fest, wann...“

(Interruption et hilarité)

Gelift? Sot roueg méi haart, wat Der denkt! Sot roueg méi haart, wat Der denkt!

(Interruption)

► **Une voix.**- Neen, ech soen näischt.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech mengen, datt mir keng Industriefeinde sinn, dat hu mer bewisen eleng duerch d'Interpellatioun vun Félix Braz, deen hei eng ganz sachlech exzellant Interpellatioun gemaach huet, wéi mir d'Zukunft vum Stol- a vum Stolverarbeitungssektor zu Lëtzebuerg gesinn an datt mer dat bonnesch wichteg fannen.



Mä ech muss awer soen, et ass awer de Combel vun der Hypokrisie, wann een déi lescht dräi Joer an der Kommissioun, all Kéiers, wa mir déi do Saache gefrot hunn, wou et jo ëm öffentlech Gelder geet, ëm Steiergelder geet, déi mer do engem multinationale Konzern einfach schenken,...

(Interruption)

...einfach schenken, datt mer während dräi Joer an der Kommissioun ausgelacht a fir domm verkaaft ginn, an da mécht een eng Pressekonferenz zwee Deeg virum État de la nation an da spillt ee sech hei op wéi dee grouse Kämpfer géint déi Multinational. Dann ass dat natierlech erëm mat engem populisteschen elektoralen Hannergrond, well am Süden d'Leit immens

rose sinn doriwwer, wéi d'ArcelorMittal mat Lëtzebuerg a mat de Leit do ëmspréngt, an natierlech den Här Spautz an den Här Wolter am Süde gewielt ginn an dat natierlech wonnerbar do ukënnt, wann een do emol e bësse Bashing mécht géint den Här Mittel.

Mä et ass net seriö an et ass total hypokritesch, well Dir hutt bis elo bei all deene Froe just de Contraire gemaach an Dir hutt lech ni staarkgemaach, fir datt déi do Saache sollten erfëllt ginn.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selten huet eng Regierung, wou virun allem eng Partei sech selwer als de séchere finanzielle Wee

dargestallt huet, esou eng chaotesch Navigation à vue gemaach wéi dës Regierung.

Selten huet e Premierminister sech an deene leschte Joren esou misse selwer widdersprechen a mea culpa misse maache wéi dësen. A selten huet eng Regierung esou versicht, d'Problemer op déi laang Bänk ze schieben, wéi dës.

An dëser Legislaturperiod ass keng Oprobrosstimmung méi ze erwaarden. Dat ass dramatesch. A villes deit dorop hin, datt no all méigleche Schëllege gesicht gëtt, fir vun der desastreiser Politik vun dëser Regierung ofzelenken.

Ee Virgeschmaach krute mer scho geschlechter, wou de Premier phaseweis fir eis Begrëffer a primitive Populismus ofgerëtscht ass, anstatt

Léisungsvirschléi ze ënnerbreeden. Dës Regierung sëtzt d'Problemer aus, am plaz se unzegoen. Mir verléiere wäertvoll Zäit, an dat ass méi wéi bedauerlech fir eist Land.

Ech soen lech Merci.

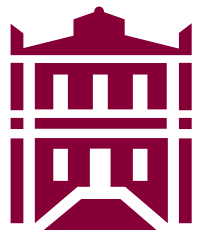
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch.

Domadder wäre mer um Schluss vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtteg um zwou Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.44 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- Débat (suite): M. Gast Gibéryen (répond à M. Robert Weber), M. Serge Urbany
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Hilarité générale)

► **Une voix.** - Et ass keen do!

► **M. le Président.** - D'Chamber fiert haut de Mëtteg weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen an Urbany. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Léif Kolléeginnen a Kolléegen, nach ni war d'generell Meenung no enger Deklaratioun vum Statsminister zur Lag vun der Natioun esou enttäuschend, wéi dat geschlechter de Fall war. Eng Deklaratioun, wou praktesch näischt Neits dran ze héiere war, keng Ried, déi matgerass huet, déi Hoffnungen ginn hätt. Neen, et war éischter eng Ried vu Resignatioun, déi ageschleift huet, jee, eng Vollnarkos fir d'Chamber an d'Vollek.

Et war eng Ried vun engem Statsminister - och wann en net de Courage huet an hat, fir et zouzeginn -, deen huet misse feststellen, datt seng Politik an déi vu senger Regierung oder senger Regierungen iwwert d'Joren déi falsch war. E Regierungschef, dee virun engem Koup Schierbele steet, déi hie gréisstendeels selwer ze verschellen huet.

Och gëtt de Wäert vun esou enger Deklaratioun ganz oft ze héich ageschätzt. Wann ee sech d'Méi mécht, fir déi fréier Deklaratiounen vum Premier emol nozeliesen - geschlechter war ëmmerhi seng 18. -, da stellt ee fest, datt ver-

schidden Theme wéi zum Beispill de Chômage, de Logement, d'Schoulpolitik praktesch an allen 18 Deklaratiounen behandelt si ginn, d'Problemer awer net geléist si ginn; au contraire, si si vu Joer zu Joer méi grouss ginn.

De Premier, wann e géif en objektive Bilan zéien, misst feststellen, datt, soulaang Geld do war, wéi aus dem Volle konnt geschöpft ginn, e staark um Verdeele war, seng Stëmme mat Wahlcadeaue kafe konnt, en d'Vollek mam Scheckheft konnt zefridden- a rouegstellen.

Déi wierklech Problemer sinn awer net geléist ginn. Déi sinn, wéi gesot, vu Joer zu Joer méi grouss ginn. Eng Politik, déi reng op materiell Wäerter opgebaut war. En Échec op der ganzer Linn.

Et ass an där Situatioun, wou d'Land sech haut befënn. Elo, wou d'Geld méi knapps gëtt, kënnt d'Realitéit vun deem Échec lues awer sécher zum Virschäin. Un éischter Stell mécht dat sech bemierkbar bei de Finanzen.

D'ADR ass virun de leschte Chamberswahlen net midd ginn, fir op déi negativ Entwécklung vun de Statsfinanzen hinzewiesen. Mir hu kloer gesot, datt kee Geld méi do wier. Mir hu kloer gesot, datt déi Behauptung, de Stat hätt dank der CSV nach Reserven, e Mäerche wier. Mir si fir déi negativ, awer richtig Aschätzung vum Wieler dofir net belount ginn.

D'CSV ass am Géigesaz net midd ginn, duerch d'Land ze zéien - „Juncker on tour“ - an de Leit ze erklären, datt dank de Finanzgeni Juncker a Frieden vun der CSV mir nach ëmmer géifen am Geld schwammen. Mir hätte Reserven. Mir hätten de berühmten Apel fir den Dusch. D'Kris war an der ganzer Welt, just net hei zu Lëtzebuerg. D'CSV konnt virun de Wahle Cadeaue verdeelen, Steiererliichterunge maachen, Chèque-services aféieren, d'Gehälter vun den Enseignants an de Grondschoolen opdeelen (veuillez lire: erhéijen). Mir hunn et jo, mir konnte jo verdeelen. De Wieler huet dat...

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Weber lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann dat net op meng Zäit geet, gären.

► **M. le Président.** - Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Robert Weber (CSV).** - Ech wollt den Här Gibéryen froen - e mécht jo ëmmer all Joers hei déiselwecht Kritik iwwert d'„CSV on tour“ -, ob hie bei esou enger Versammlung derbäi war, well dat, wat hien hei seet, dat ass mir nämlech net an Erënnung. Den Här Juncker huet op all deene Réuniounen gesot, datt d'finanziell Situatioun vum Lëtzebuurger Stat ganz schlecht ausgesäit.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hu Videoë vun deenen...

► **M. Robert Weber (CSV).** - Neen, ech wollt lech froen, ob Dir do mat derbäi waart?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - „...Juncker-ontouren“. Ech hat Besseres ze dinn, déi Zäit. Ech hat Besseres ze dinn, Här Weber.

(Brouhaha général)

► **M. Robert Weber (CSV).** - Mä da schwätzt och net esou Dommheeten hei, mä haalt lech bei deem, wat effektiv d'Realitéit ass!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hat Besseres ze dinn, wéi op „Juncker on tour“ ze goen, mä et konnt een dat awer schéin op engem Video kucken. D'CSV war jo esou frëndlech, fir dat online ze setzen. Et konnt een dat awer alles schéin noliesen. An, Här Weber, Dir wësst jo awer genausou gutt, datt d'CSV net midd ginn ass, fir virun de Wahlen ëmmer ze erklären, datt dank der CSV mer finanziell keng Suergen hätten, datt mer Reserven hätten an dat mer en Apel fir de berühmten Dusch hätten.

(Brouhaha)

► **M. Robert Weber (CSV).** - Ech erënnere mech un esou Aussoe guer net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir hunn et jo... Esou hutt Dir et déi Zäit gezielt. De Wieler huet dat - dat muss een näidvoll unerkennen - och honoréiert. D'CSV huet d'Wahle kloer gewonnen.

Haut froen d'Leit sech am Land mat Recht: „Wou ass dann den Apel fir den Dusch? Wou sinn dann déi Reserven, vun deenen e geschwat huet?“ An de Leschten am Land huet mëttlerweil awer festgestallt, datt d'Vollek nach ni esou virun de Wahle belu ginn ass, wéi d'CSV dat mat Bravour bei de leschte Wahle gemaach huet.

Beim Verdeele vu Cadeaue war d'CSV ëmmer eleng. Do huet se kee gebraucht, emol net hire Koalitionspartner, do ass kee bäigeloos ginn. Haut maachen d'Regierung, den Här Juncker, den Här Frieden e waarmen Appell un d'ganz Land, un all Parteien, fir zesammenzehalen a solidaresch Weeër ze sichen, fir aus der miserabeler Situatioun erauszekommen.

Déi aktuell Chifferen iwwert d'Statsfinanze sinn alles anescht wéi berouegend. An den 13. Aktualitéitsprogramm, deen d'Regierung fir d'Period 2012-2015 no Bréssel geschéckt huet, ass opgebaut op en äusserst positivt wirtschaftlecht Wuesstum. 2012 hu mer e Wuesstum vun 1%, 2013 gesäit d'Regierung e Wuesstum vun 2,1, 2014 vun 3,3 an 2015 souguer vu 4,1%. D'Moyenne an der Eurozon läit genau op der Halschent vun deem, wat d'Lëtzebuurger Ekonomie laut der Regierung an den nächste Jore wiisst. An trotz dësem äusserst positive Wuesstum an trotz dem Spuerprogramm bedréit den Defizit am Joer 2015 1.236.000.000, also dees selwechten Niveau wéi dës Joer 2012.

De Sold am Budget vun 2014 ass virprogramméiert mat engem Minus vu 0,9 an der Administration publique, -1,7% an der Administration centrale. Fir 2015 ass souguer an der Administration publique e Minus vun 1,8% an an der Administration centrale vun 2,4%. Doranner, an deene Chifferen, sinn déi Spuermoosnamen, déi hei ugekënnegt si ginn, scho berücksichtig. An eng Rei vun deene Spuermoosnamen, wéi zum Beispill d'Steieren, d'Kierzen un Investitiounen, ginn och iwwert déi nächst Joren. D'Zil, fir 2014 eng ausgeglache Finanzsituatioun an der Administration publique ze erreechen, ass aus der heiteger Siicht net méi méiglech.

Den Här Juncker huet nach virun engem Joer hei de 6. Abrëll 2011 gesot: „D'Regierung hält onverännert um Zil fest, fir am Joer 2014 ausgeglache gesamtstaatlech Finanzen ze hunn. Dorunner féiert kee Wee laanscht.“ Ech mengen, de Wee vun der Realitéit, dee féiert awer sécher derlaanscht.

An hei kann ee sech och froen, wéi et mam „séchere Wee“ ass. Den „séchere Wee“ féiert sécherlech och net zu ausgeglachen Statsfinanzen, mä den „séchere Wee“ huet an deene leschte Joren dohinner gefouert, an déi Finanzsituatioun, wéi mer se haut hei fannen. An et ass ze bedauern, datt den Här Statsminister mat kengem Wuert geschlechter ernimmt huet, wéi d'Regierung gewëllt ass, déi Situatioun, déi finanziell Situatioun, déi si selwer fir 2015 hei virgëtt, ze redresséieren.

Wéi gesot, déi Moosnamen aus dem Spuerprogramm, déi mer elo hunn, déi sinn hei scho mat berücksichtig. Et misst also nach villes zousätzlech geschéien, wann ee gär fir 2014 eng ausgeglache Finanzsituatioun an der Administration publique hätt.

D'Finanzresultater vun deenen éischten dräi Méint vun dësem Joer loosse näischt Guddes deiten. D'Dépensë klammen: 11,3% plus vis-à-vis vun där gläicher Zäit am Joer 2011. D'Recetten, op där anerer Säit, gi 5,3% zréck vis-à-vis vun den éischten dräi Méint am Joer 2011. Mir hunn an deenen éischten dräi Méint en Defizit vu ronn 700.000.000 dës Joer am Statsbudget gemaach. Wann ee bedenkt, datt am Budget fir dës Joer 1,3 Milliarden Defizit virgesi sinn, sou hu mer an deenen éischten dräi Méint schon iwwert d'Halschent vun deem Defizit realiséiert, dee fir d'ganz Joer virgesi war.

De Réckgang vun den Iwwerschëss bei der Sécurité sociale ass an der Finanzkommissioun fir d'Éischt an där Mooss public gemaach ginn. 2011 war den Iwwerschoss an der Sécurité sociale nach 740 Milliounen. An deenen nächste Jore soll en degressiv erofgoen, 2012 op 672 Milliounen, 2013 op 513, 2014 op 418 an 2015 op 372 Milliounen.

Ganz aner Chifferen, wéi mer se bis elo vum zoustännegem Minister vun der Sécurité sociale héieren hunn. Hei ass ëmmer geschwat ginn, datt een an der Regel vun engem Iwwerschoss vu 700 bis 800 Milliounen d'Joer kéint schwätzen.

D'Finanzkommissioun war also méi wéi iwwerrascht, iwwert dese Wee dës Informatioun kritt ze hunn, an d'Finanzkommissioun huet och duerfir de Wonsch geäussert, datt den zoustännegem Minister an d'Chamber kënnt, fir déi doten Entwécklung vun den Iwwerschëss an der Sécurité sociale ze erklären.



An deene Chifferen, déi ech elo genannt hunn, ass och berücksichtegt, dat 2015, opgrond vun enger EU-Direktiv an dem E-Commerce, de Stat wäert massiv Abéissunge kréien. Dëst Joer hu mer am Budget 650 Milliounen Recettë stoen. Déi Recettë ginn, laut den Experte vun der Steierverwaltung, bis d'Joer 2015 op eng Milliard erop a wou mer dann, laut der Direktiv, 70% wäerten ausbezuelen, weiderbezuelen un déi aner Länner, sou datt dat dierft en Déchet ginn ëm déi 600 Milliounen, déi mer 2015 dierften erliewen. Wéi gesot, déi sinn och schonn an dese Chiffere mat berücksichtegt.

D'Fro war, firwat datt d'Regierung am Fong deemools deser Direktiv zougestëmmt huet. Huet se déi Entwécklung net komme gesinn? Firwat huet se zougestëmmt, wou jo och hei d'Eestëmmegkeet verlaangt ass?

E weidere Punkt, d'Scholden. D'Chiffere vun de Scholden, déi sinn haut schonn e puermol hei genannt ginn. Mir léinen am Fong an deene leschte Jore praktesch all Joers eng Milliard. A laut den Dokumenter vun der Regierung léine mer och an deenen nächste Joren all Joers eng Milliard, an d'Joer 2015 ass souguer virgesi fir 1,5 Milliarden ze léinen. Dat wier an deem Zäitpunkt ronn 26% Defizit, dee mer da vis-à-vis vum PIB hätten.

Et ass also an engem Zäitraum vun e puer Joer vu praktesch kenger Schold op 26% eropgaangen. D'Zënsen - heibannen, d'Zënsen sinn och scho genannt ginn -: 2011 hu mer 211 Milliounen an am Joer 2015 mussen mer ongeféier 328 Milliounen, oder 13 Milliarden aler Frang, un Zënsen zrëckbezuelen.

Dann hu mer nach kee Kapital zrëckbezult. Ech hunn dat schon e puermol heibanne gesot: Dee gréisste Risiko an déi gréisste Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen ass, datt de Stat Scholden ophëlt a kee Kapital zrëckbezult, mä nëmmen Zënsen.

2013 ass deen éischten Emprunt vun zwou Milliarden fälleg. Déi Sue sinn net do an de Stat muss dann zwou Milliarden nei Emprunten ophuelen, fir déi al ze refinanzéieren. An duerno erfält praktesch all Joers een Emprunt, dee muss refinanzéiert ginn.

Dat ass déi gréisste Belaaschtung, déi mer deenen nächsten, kommende Generatiounen zoukomme loosse, wa mir haut Schold maachen a mir bezuele se net zrëck a mir soen, déi kommend Generatiounen, eis Kanner, déi müssen déi iergendwann eng Kéier bezuelen.

Duerfir ass eng gewëssen Hypokrisie dran, wa vu Regierungssäit ëmmer gesot gëtt, mir müssen eng Politik maachen, déi déi kommend Generatiounen net belaascht. Mat deser Politik, mat deser Scholdepolitik maache mer déi gréisste Belaaschtung, déi mer där nächster Generatioun kënnen zomudden.

Elo hunn ech net geschwat vun all anere Risiken, op deenen d'Lëtzebuurger staatlech Finanzbaséieren. Risiken, déi doranner bestinn, andeem mer Garantien, souwuel national wéi op europäeschem Plang, geholl hunn.

De Spuerprogramm, deen d'Regierung proposéiert huet: Ech mengen, et muss ee kucken, wann ee vu Spuer schwätzt, an et kuckt een dann d'Resultater vun deenen éischten dräi Méint dëst Joer, wann een da gesäit, datt d'Dépenses 11,3% méi héich si wéi déi dräi éischt Méint d'lescht Joer, wann ee gesäit, datt d'Recettë 5,3% méi niddreg si vis-à-vis vun 2011, dann ass de Problem un alleréischter Stell op der Säit vun de Recetten an den Dépenses zu sichen. D'Regierung muss also hei un alleréischter Stell hir Dépenses an de Grëff kréien.

Och dat ass schonns laang gewosst. D'Regierung huet hei ganz einfach iwver Joren déi falsch Politik gemaach. Si ass responsabel fir dee finanziellen Disaster, dee mer hei am Abléck hunn. An den Här Statsminister wier gutt berode gewiescht, wann e gëschter esou fair gewiescht wier an en hätt weinstens e klengen „mea culpa“ gemaach an en hätt sech och eng Tranche vun där Schold erfogeschneiden, datt déi finanziell Entwécklung, déi mer an de leschte Joren hei am Land erlief huet, datt dat och zum Deel op seng Krupp geet an och un der éischter Stell op seng Krupp geet.

Dat Uerteel, datt d'Regierung eng falsch Finanzpolitik an deene leschte Jore gemaach huet, huet de Jean-Claude Juncker schonn 2006 a Voraussicht selwer hei an der Chamber gemaach.

En huet an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun den 2. Mee 2006 hei gesot, also viru sechs Joer: „Nach méi richteg ass, eis öffentlech Finanzbewege sech an déi falsch Richtung. Firwat bewege se sech an déi falsch Richtung? Firwat si se deelweis schonn op der falscher Plaz ukomm, dat heescht am Déséquilibre an am Defizit? D'Antwort läit op der Hand. Déi öffentlech Ausgabe wuesse méi séier wéi dat nominativt Wirtschaftswuesstum an och méi séier wéi d'Recetten.“

A weider seet de Statsminister 2006: „Géife mer nämlech d'Politik vu bis elo sech an deenen nächste Joren einfach weiderentwéckele loosse, da géife mer déi falsch Politik maachen.“

Also nach eng Kéier: „Géife mer déi bishereg Politik fräi weiderféieren, galoppéiere loosse, da géifen d'öffentlech Finanzen zwangsleefeg méi schnell uklaume wéi de Wuesstum.“

A genau dat, wat de Statsminister 2006 hei deklaréiert huet, wat eng falsch Politik war, déi falsch Politik huet de Statsminister an deene leschte sechs Joer mat senger Regierung gemaach, well d'Recettë si weider geklommen, méi héich geklomme wéi de wirtschaftleche Wuesstum, an also huet de Statsminister am Fong d'Uerteel vu senger Politik vun deene leschte sechs Joer schonn am Virus hei op deser Plaz dokumentéiere gelooss. Duerfir, wéi gesot, wier en „mea culpa“ gëschter vu senger Säit net ze vill verlaangt gewiescht.

E weidere Punkt, dee gëschter hei ugeschnidde ginn ass, dat ass den Accord salarial an der Fonctioun publique. An och hei wier an der Debat iwver d'Lag vun der Natioun den Här Statsminister 2010 deklaréiert, ech zitieren nach eng Kéier: „D'Regierung ass der Meinung, dass et an der Fonctioun publique bis un d'Enn vun der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Mä et wier fir d'Regierung wichteg ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meinung deelen, dass et zu kenge Lounerhéijunge beim Stat an deenen nächste Joren a bis un d'Enn vun der Legislaturperiod soll kommen.“

All Parteien hunn dorops hei ganz kloer zum Ausdrock bruecht, datt se och fir eng Nullronn an der Fonctioun publique wieren. D'Regierung hat also kee Mandat, fir eng Erhéijung duerchzusetzen oder, besser gesot, si hat e Mandat, awer e Mandat, fir keng Erhéijung um Punktwäert ze maachen. An awer ass am Juli 2010 eng Erhéijung decidéiert gi mat der Regierung. Zoufällig sollt déi dann a Kraaft triede virun de Gemengerotswahlen.

D'Parlament huet sech mat Recht do opposéiert. Et ass keng Zoustëmmung, fir d'Éischt vun den Oppositionsparteie komm, an duerno hunn dann och lues a lues d'CSV a virduro d'LSAP sech beweegt, bis eben eng global Opposition vum Parlament hei entstanen ass, déi gesot huet, mir stëmmen deen Accord net, well nämlech och eng Opposition am Land bei de Leit war, déi dann op d'Parteien agewierkt hunn, fir datt d'Parteien dat, wat se 2010 hei deklaréiert hunn a wat d'Regierung net respektéiert huet, datt dat awer géif duerchgesat ginn.

Awer och vill Fonctionnairen, mat deene geschwat gouf, hu gesot wuel: „Wa mer eppes kréien, dann huele mer et.“ Mä si hunn awer och verstanen, datt an deenen Zäiten et net seriö wier, datt mer do nach an der Fonctioun publique d'Gehälter géifen augmentéieren.

Mir kënnen nämlech net higoen - an och do, an et ass gëschter nach an enger Diskussioun gesot ginn, an ech war deen, deen dat gesot huet -, mir kënnen haut net higoen a Sue léinen, fir och nach Gehälter zousätzlech ze augmentéieren, an eis Kanner müssen dann an zéng oder 20 Joer déi Suen zrëckbezuelen.

D'Regierung huet elo en neien Accord ausgehandelt. Déi eemoleg Prime vun 0,9% soll am August 2014 ausbezult ginn an d'Erhéijung vum Punktwäert ëm 2,2% den 1. Januar 2015. Trotz engem Defizit vun 1,3 Milliarden am Joer 2015 an engem elo schonns virgesinnenen Emprunt an deem Joer vun 1,5 Milliarde fir d'Joer 2005 (veuillez lire: 2015). Et ass also onverantwortlech, wann d'Regierung haut en Engagement schonn ageet fir d'Joer 2014/2015, wou se weess, datt dann de Stat an deem Defizit ass an déi nei Emprunt muss ophuelen. D'Strategie vun de Wahlcadeaue leeft bei der CSV anscheinend schonn erëm op Volltounen!

Eng massiv Erhéijung, Här President, vun där praktesch net geschwat ginn ass, wou ech awer wëll kloer soen, datt d'ADR mat där averstanen ass: d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Doduerch, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun upassen, kritt de Stat an deser Legislaturperiod ronn 1,5 Milliarde méi u Steierrecetten an de Budget. Firwat gi mer net hin a mir nenne beim Spuerprogramm och dese Chiffer mat, well et ass eng Moosnam, déi iwver déi ganz Legislaturperiod leeft, mä si ass bis elo nach net ernimmt ginn. Mä et ass, wéi gesot, déi gréissten zousätzlech Steier, déi an de Statsbudget erakënn.

D'Solidaritätssteuer - am Prinzip eng sozial gerecht Steuer - läit och am Prinzip, et kann een averstane sinn. D'Leit am Land sinn och am Prinzip averstanen, fir Sacrificer ze bréngen, wa se d'Noutwendegkeet agesinn, wa se gesinn, datt déi néideg Transparenz do ass a wann et séinnvoll ass, fir ebe Steiererhéijungen ze maachen.

D'ADR an d'Leit lehnen awer weiderhi Steiererhéijungen of, wann dëst Geld geholl gëtt, fir sénnlos Projeten ze finanzéieren, wéi zum Beispill den Tram.

Iwwert d'TVA ass net vill geschwat ginn, well ebe keng Augmentatioun virgesinn ass. Mä si ass ugekënnegt gi fir no den nächste Legislativwahlen, an duerfir, mengen ech, huet dann och all Partei d'Geleehheit, fir am Kader vun hirem Wahlprogramm fir déi nächst Chamberswahlen sech dozou ze äusseren.

D'Mindestbesteuerung vun de Betriber: Et ass ëmmer gesot ginn, 80% vun de Betriber géife keng Steiere bezuelen, an hei ass, mengen ech, och en Erklärungsbedarf, well dat ëmmer allgemeng formuléiert ginn ass. Hei schwätze mer awer net vun dem Bäcker a vun dem klengen Épicier, déi wuel hir Steiere bezuelen, mä mir schwätzen hei vun de Gesellschaften, déi am Fong keng Steiere bezuelen oder vun deenen 80% keng Steiere bezuelen. An hei sollt dann eng Mindestbesteuerung agefuert ginn, déi dem Stat soll 50 Milliounen abréngen, sou laut deem Spuerpak, deen de Finanzminister Luc Frieden eis virgestallt huet. De Statsminister huet gëschter awer déi Mindestbesteuerung vun de Betriber net hei ernimmt. Vlächicht kréie mer haut nach doriwver Erklärungen.

D'Subsiden, si mer der Meinung... Ech hat eng Kéier eng Question parlementaire gemaach un all Ministère, wat vu Subsiden ausgedeelet gëtt hei vum Lëtzebuurger Stat, an herno déi Antworten zesammen, déi waren esou voluminös, datt et bal e Buch gëtt, wou de Stat iwverall Subsiden ausdeelt. Mir sinn der Meinung, datt ee sollt emol all déi Subsiden duerchforsten, ob se nach haut ubruecht wieren.

Och de Mëssbrauch vun dem gewëssen Abus de droits sociaux, deen ëmmer méi lues a lues sech hei zu Lëtzebuerg amëschet, mengen ech, do misst d'Regierung higoen an do emol konkret Analysé maachen a Moosname maachen, fir datt kee Mëssbrauch mat eisem Sozialsystem stattfënt.

D'Broschüren, déi d'Regierung erausgëtt, Etüde solle reduzéiert ginn. Ech denken do virun allem och un déi Broschüren, déi praktesch all Minister viru Chamberswahlen an all Haus am Land verdeele léisst.

Wou dierf eiser Meinung no net gespuert ginn? Et muss endlech opgehale gi mat dem Géisskanepinzipp. Déi sozial Selektivitéit, vun där esou vill geschwat gëtt, misst einfach emol endlech Realitéit ginn. Mir müssen eis Prioritéit setzen op déi sozial Schwach. Statistesch Zuelen ënnermaueren, datt d'Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg, déi 2000 bei 11% louch, elo d'Grenz vu 15% vun der Populatioun erreicht huet. Hei si besonnesch betraff elengerzéiend Fraen, wouvu 50% am Fong ënnert d'Aarmutsgrenz falen, respektiv Familje mat vill Kanner.

Schummeswäert ass dat fir e Land, wat gëschter nach hei vum Statsminister als eent vun deene räichsten hei vun der Welt bezechent ginn ass! Här Juncker, Dir muss awer och soen, datt dat Resultat, datt d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ëmmer an ëmmer méi wäiss, datt dat och a besonnesch e Resultat vun Ärer Politik an deene leschte Jore war!

Wou net dierf gespuert ginn, ass och eiser Meinung no bei de Behënnerten. All Investitiounen mussen mer an déi Richtung virundriewen. Déi Behënnert mussen sech kënnen an eiser Gesellschaft wéi all anere Bierger fräi bewegen.

Mir dierfen och net spueren bei der Mamment. Hei ass eiser Meinung no schonn e falschen Akzent gesat ginn, wéi mer vum Alter vu 60 op 65 Joer eropgaange sinn. D'Mammen hu keng Lobby an duerfir hunn déi Mammen och keng Zäit, fir se manifestéieren oder sech ze organiséieren, fir dergéint Stuerm ze lafen. Duerfir ass et e schwaach Glidd an eiser Gesellschaft, leider, an duerfir ka jo dat och mat de Mamme gemaach ginn.

D'ADR ass fir eng Familjepolitik, seet, de Stat huet sech net an d'Familjen anzemeschen, d'Familj soll de Choix hunn, ob se d'Kannererzéiung doheim mécht oder ob se se an d'staatlech Infrastruktur gëtt. A fir datt d'Familj iwverhaapt dee Choix kritt, mussen mer weiderfueren, fir flächendeckend am Land Infrastruktur wéi Crèche, Garderien, Maison-relais opzebauen. Mä mir proposéieren awer och, datt mer sollen higoen an d'Familjenzoulagen, alleguer déi, déi mer ginn, un d'Familje ginn, datt mer déi sollte bündelen a se da sollen, fir de soziale Kritär eranzubringen, de Steieren ënnerwerfen.

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, dat wier net méiglech, fir dat iwver d'Steieren ze maachen. Mir sinn der Meinung, a mir hunn och mat Experte geschwat, datt dat méiglech ass! Et wonnert mech, wann hei am Joer 2012 gesot gëtt, Lëtzebuerg wier net à même, fir Familjenzoulagen, wa mer déi géife bündelen, Lëtzebuerg wier net à même, fir do e System ze

entwéckelen, fir déi kënnen gerecht ze besteieren. Ech froe mech, wa mir dat am Joer 2012 hei zu Lëtzebuerg nach net fäerdegbréngen, wéi d'Amerikaner et fäerdegbruecht hunn, scho viru méi wéi 45 Joer um Mound ze landen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Infrastrukturen, déi mer hei am Land maachen oder net maachen - soe mer ganz kloer, wou net dierf gespuert ginn: Am öffentlechen Transport dierf net gespuert ginn. Mir wäerte muer hei eng ganz Rei vu Projete stëmmen am Interessum vum öffentlechen Transport, déi eis Zoustëmmung wäerte fannen. Selbstverständlech ouni Tram! An d'Schoul, do dierf net gespuert ginn, d'Bildung an d'Fuerschung, d'Uni.

A leider muss ee soen, och bei de Kläranlagen: Wann ee bedenkt, datt mer als Lëtzebuerg ugesicht sinn an elo wahrscheinlech müssen eng eemoleg Strof an dann eng Strof pro Dag bezuelen, déi souguer ka bis 10.000 Euro den Dag goen, well mer eis Kläranlagen net konform zu enger europäescher Direktiv aus dem Joer 1992 a Mooss gesat hunn, dann ass dat och e Bewäis, datt mer iwver 20 Joer Gelder vergeut hunn, a Prunkbauten investéiert hunn, a mir hunn dat, wou mer eng Obligatioun hu vu Bréssel aus - an déi richteg ass, eist Waasser, Ofwässer ze klären -, dat hu mer an 20 Joer net fäerdegbruecht. Och dat ass en Aarmutszeugnis vun der Politik vun de successive Regierungen!

Wou muss gespuert ginn? Mir soe ganz kloer, datt den Tram net dierf gebaut ginn. Mir sinn och iwverzeegt, datt den Tram net wäert gebaut ginn! An et ass och gutt, datt en net gebaut gëtt. Mir hu virun dräi Wochen hei an der Chamber eng Motioun deponéiert, wou mer gesot hunn, kommt, mir hale mat deem Spuk op a mir stëmmen eng Motioun, wou den Tram an den Tirang geluecht gëtt. Mir waren zu véier, déi déi gestëmmt hunn, 56 hunn en bloc dergéint gestëmmt.

Ech hunn deemools gesot: „Mä waart, d'Geschicht wäert eis beléieren, datt déi véier sech géint déi 56 wäerten duerchsetzen.“ Mir kënnen an zéng Joer déi Ried hei nach eng Kéier virlesen. Wann den Här Bausch an den Här Bettel gären an der Stad eng Spillsaach hätten, déi si „Tram“ nennen, da solle se sech déi beim Kleesche bestellen a se solle se mat de Steieren aus der Stad Lëtzebuerg bezuelen, awer net d'Steier...

(Interruption)

...awer net d'Steierzueler vum ganze Land...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Déi Zeisenger Leit, déi sinn haut nach dankbar!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Déi sinn dankbar, datt mir keen Tram gebaut hunn. Do hutt Der recht, do hutt Der recht!

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- ..., all Respekt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et soll gespuert ginn, an do si mer mat der Regierung averstanen,...

(Interruption)

...d'A3, datt déi net soll ausgebaut ginn, déi soll zrëckgesat ginn, de Fussballstadion, d'Zuchverbindung Gare-Findel, déi ass och scho gestrach; och wa mer wëssen, datt mer um neie Findel, op der Aérogare eng Gare gebaut hunn!

Mir hu viru Joren ëmmer mat eise belschen Noperen de Geck gemaach: Déi haten eng Autobunnsbréck gebaut a si haten awer vergiess, eng Autobunn ze bauen, d'Bréck stoung ëmmer an der Landschaft. Bon, mir hunn eben elo eng Gare an der Aérogare gebaut, wou ni en Zuch wäert hikommen. De Virdeel vun eiser Gare vis-à-vis vun de Belsch hirer Bréck ass, datt keen eis Gare gesäit, well mir hu se gutt ënnert dem Buedem verstopt.

Et soll also och méi rationell gebaut ginn, mir sollten ophale mat de Prunkbauten, se opzeërriichten, wéi mer dat an de vergaangene Jore gemaach hunn. Dat Besch war grad gutt genuch.

D'Schoul: D'Situatioun an der Schoul ass dramatesch, ech mengen, do si mer eis eens, well dee gréisste Problem, dee mer hei am Land hunn, de Chômage, ass d'Resultat vun eisem Schoulsystem. Mir gesinn elo, wéi schwierig et ass, an der Reform vum Secondaire, déi elo ëm ee Joer ausgesat ginn ass. Also, mir fäerte ganz, datt déi Reform net méi virun de Wahlen wäert kommen. Ee Joer ausgesat bedeit och, ee Joer virun den nächste Chamberswahlen, a mer wëssen, wéi d'Regierungen da reagéieren, wann d'Oppositioun kënn.

D'ADR ass och fir eng aner Schoulpolitik. Eng Schoul, déi Leeschtung a Bildung wëllt, eng Schoul, déi d'Integratioun vun den auslännesche Kanner iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch erméiglecht, eng Schoul, déi d'Lëtzebuurger Sprooch als Schoufach endlech eescht hält. D'ADR ass fir d'Autonomie vun de Schoulen a fir en éierlechen Dialog mam Léierpersonal an den Eltere bei alle Reformprojeten.

De Chômage ass an deene leschte Joren, Här President, massiv geklommen. Iwwert d'Joren ass e geklommen, bis op bal haut 20.000 Leit, wa mer déi mathuelen, déi an de Beschäftigungsinitiative sinn.

D'Sozialiste sinn 2004 an d'Wahle gaangen an hu gesot: „Mir paken et un“ - mat deem bekannte Resultat, datt an Zwëschenzäit, datt si an der Regierung sinn, de Chômage sech verdubelt huet.

Mä och de Statsminister huet a sengen 18 Deklaratiounen, déi en elo hannerenee gehalen huet - mir hunn dat nogekuckt -, a kengem Joer vergiess, de Chômage hei ze ernimmen. „D'Reduktioun vum Chômage...“, huet en nach 2010 gesot, „...ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuurger Politik. Si wäert sech dorunner moosse musse loosse.“

Wann een haut géif d'Regierung un där Politik moossen, da krit se eng ferm Datz. A wann den Här Juncker dat eescht hält, datt e seet, se muss sech dorunner moosse loosse, da muss ee wëssen, datt d'Chômeuren absolut näischt dovun hunn, wann de Statsminister 18 Joer hannerenee heihinner lamentéiere kënn, datt de Chômage géif klammen, datt mer do e Problem hätten, an et geschitt näischt, de Chômage wäert permanent weider. Dovunner hunn d'Chômeure guer näischt, och wann de Statsminister nach 15 Joer datselwecht géif heihinner ziele kommen.

Mir hunn, fir nëmme just zwou Propositionen oder eng wesentlech erauszehuelen, gesot als ADR, datt mir géifen an d'ADEM e Service integréieren, wou déi Leit, déi haut an de Beschäftigungsmoosname sinn, géife vun der ADEM selwer verwalt ginn, an datt d'ADEM géif déi Leit éischts an d'Beriber delegéieren, op den éischten Aarbechtsmaart, an dann de Beriber eng Ënnerstützung zoukomme loosse, wa se bereet sinn, déi Leit bei sech opzehuelen, selbstverständlech ënnert der Konditioun, datt déi Beriber déi Leit och mussen no enger bestëmmter Zäit fest astellen.

An da gëtt et selbstverständlech ëmmer e Prozentsaz vu Leit, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart erakriegen. An do proposéiere mir, datt déi sollten a bestehend Strukturen beim Stat, bei de Gemengen, a sozialen Aarichtungen integréiert ginn, an da wier eiser Meenung no de Problem, datt mer d'Leit an den éischten Aarbechtsmaart erakriegen, vill méi séier géif.

D'Reforme administrative: Här President, fir datt eis Wirtschaft wierklech am internationale Kontext konkurrenzfähig bleift a gëtt, muss d'Émfeld heiheem stëmmen. Dozou zielt och a virun allem, datt de Stat selwer fir d'Beriber keng Belaaschtung gëtt, mä datt de Stat fir d'Beriber eng Entlaaschtung an eng Hëllef gëtt. Hei ass déi berühmte Réforme administrative dat wesentlechste Stéchwuert.

Joren, fir net ze soe Jorzéngte gëtt och hei regelméisseg vun der Regierung deklaréiert, des Reform géif elo wierklech konkret émgas ginn. Et ass souguer esou wäit gaangen, datt bei der Zesummesetzung vun der neier Regierung Gott Vater höchst selbst decidéiert huet, deses Dossier selwer an d'Hand ze huelen, mat dem Resultat, datt, zënter de Jean-Claude Juncker selwer d'Responsabilitéit iwwerholl huet, nach näischt, awer guer näischt No-vollzëibares am positive Sënn geschitt ass.

(Interruptions)

D'Zitat vum Jean-Claude Juncker 2006 bei der Lag vun der Natioun: „Eis Beriber leiden ënner administrativer Iwwerbelaaschtung.“

(Interruptions)

Datt 2006 den administrativen Opwand, huet den Här Juncker gesot: „Den administrativen Opwand kascht Wirtschaftswuesstum an Aarbechtsplazen.“ Mä leider hunn eis Beriber trotz allem nach ëmmer keng Satisfaktioun.

D'Chambre de Commerce huet elo kierzlech nach geschriwwen: «Notre pays a un problème au niveau de la facilité à créer une entreprise. Ce qui lui a d'ailleurs valu d'être reléguée à la 77^e place dans le hit-parade établi par la Banque mondiale en matière de „ease of business“. C'est une situation qui n'est pas tenable pour le Grand-Duché.»

A wat maache mer elo, nodeem datt mer zéng, Jorzéngten driwwer palaveren, nodeem den Här Juncker den Dossier selwer an de Grapp geholl huet, elo dräi Joer responsabel ass, elo ruffe mer da fir den Hierscht eng Table ronde an! Et ass esou, wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, vu Mount zu Mount, vu Joer zu Joer. Hei kann ee scho bal soen, vu Jorzéngt zu Jorzéngt.

De Logement, an ech hu mer d'Méi gemaach, Här President, fir meng Ried des Kéier haapt-sächlech opzebauen op dat, wat den Här Statsminister a sengen 18 Deklaratiounen virdu gesot huet. Et war méi einfach schreiwen. Ech hunn einfach nëmme brauchen Zitater vun him ofzeschreiwen.

Sou huet en zum Beispill den 12. Oktober 2005 hei an der Chamber gesot: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gène iwwert de Logement schwätzen. Zanter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddweeren hei am Land erschwénglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. Wann ech, obschonns d'Zäit duerfir nach laang net komm ass, haut Bilanz ze zéien hätt iwwer mäi politesch Wierken, da fällt mer - dat wäert lech net wonneren - villes an, wat ech gutt gemaach hunn. Mä ech fannen, an ech considéieren dat als e grouse perséinlechen Échec, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn.“ Dat war 2005!

Den Här Juncker huet dunn 2006 bei der Lag vun der Natioun gesot: „De leschten 12. Oktober hunn ech heibannen iwwert d'Fehlentwécklungen um Wunnengsmaart geschwat.“ A weider sot en: „Dass d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi zu Paräis a wéi zu London, weist, dass mer se net méi alleguerten hunn.“ Dat war 2006, den Här Juncker!

Hutt Der gutt héieren: Den 12. Oktober 2005 huet de Premier vun der Fehlentwécklung geschwat, a mir hätte se net méi all. Ech géif den Här Premier korrigéieren, e soll net ëmmer, wann en eppes Negatives seet, hei alles verallgemengeren. E soll dat, well et wier méi richtig, wann en dat op seng Persoun an op d'Regierung bezéie géif an net géif soen, mir hätte se net all, well hei droen aner Leit un alleréischter Stell d'Responsabilitéit.

Wéi ass dat dann elo haut, siwe Joer méi spéit? Mä nach vill méi katastrofal! D'Lëtzebuurger sinn an der Zwëschenzäit zu engem groussen Deel selwer zu Grenzgänger ginn! Haut sinn iwwer 20.000, déi an d'Grenzregioun wunne gaange sinn, obschonn hei an deem Land - an iwwerall, mengen ech - dat Wichtigste fir eng Famill ass, en Eegeheim ze hunn.

Zu Lëtzebuerg konnt ëmmer jiddweeren, vum Direkter bis bei de Schmelzaarbechter, sech eng Wunneng an en Eegeheim fir seng Famill leeschten. Dat war awer virun der Ära Juncker eng Normalitéit hei zu Lëtzebuerg. Haut ass et e Luxusprodukt ginn, wann hei zu Lëtzebuerg nach ee sech kann eng Wunneng bauen. Et ass e klouren Échec vun der Politik Juncker a sengen Regierungen.

Hei ass 18 Joer datselwecht gepriedegt ginn an ëmmer waren aner Leit schold. All Joers ass en anere Schëllege gesicht ginn, an dës Joer sinn et déi kleng Lëtzebuurger Kapitalisten, wou en deem aneren net wëllt eng Bauplaz zu normale Präisser verkafen, mä wou jiddweere wëllt e Maximum kréien. Ech froen heibannen, ob een heibannen oder soss am Land bereet ass, en Terrain oder soss eppes ze verkafen ënnert dem Präis, wou en derfir zegutt huet. Et ass eng Normalitéit, datt all Mënsch versicht, dat ze kréien...

(Brouhaha)

Och déi vun der CSV verkafen... Och déi vun der CSV...

(Interruption)

► **Une voix.**- D'Deputéierten hu keng Terrainen, héiert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Och CSV-Leit verkafe keng Terrainen ënnert dem Präis! Et ass eng Normalitéit, datt all Mënsch, datt all Mënsch hei am Land de Präis hält, deen e kritt.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Den Här Hollerich, deen huet der e puer, deen huet der e puer.

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Gibéryen nozelaschteren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, duerfir soe mer ganz kloer, et soll een net Schëllege ëmmer bei déi aner siche goen, hei läit d'Schold eleng bei der Regierung.

A mir trieden als ADR derfir an, datt mer mussen de Courage hunn, fir wierklech... An d'Präisser ginn nach ëmmer an enger fräier Maartwirtschaft..., d'Offer an d'Demande bestëmmen d'Präisser a soss keen. Do kann de Stat sech net an d'Präispolitik amëschen.

Duerfir soe mir ganz kloer, mir mussen méi Bauland fräiginn, mir mussen d'Perimeteren erweideren, fir datt ka méi gebaut ginn. A mir soen och, datt d'Caritas deses Deeg nach eng Kéier kloer geschriwwen huet, datt 26.000 Sozialwunnengen hei am Land feelen. Da mussen mer och de Courage hunn, fir de Privativitativ d'Méiglechkeeten ze ginn, fir ënnert deene-selwechte Konditiounen wéi de Fonds du Logement kënnen soziale Wunnengsbau hei am Land ze bedriewen. Mat Problemer an all deem ass dat net méiglech.

(Brouhaha général)

Duerfir, hei ass Courage vun der Regierung verlaangt.

E weidere Punkt Här President, sinn d'Renten. D'Rentereform wëll ech net drop agoen, well d'Zäit mer duerfir feelt. Ech wëll just iwwert den Ajustement schwätzen, dee jo elo 2013 net bezuelt gëtt. Ech wëll hei soen, datt den Här Statsminister gëschter gesot huet, wann déi Pensionéiert... wann déi Aktiv näischt bäigesat kréien, kënnen déi Pensionéiert och näischt kréien. Den Ajustement ass am Fong eng nodréiglech Upassung. Et ass en Ajustement un d'Entwécklung vun de Gehälter vun deenen zwee Joer virdrun. An duerfir ass dat Allgemengt, wat gëschter hei virgefouert ginn ass, falsch. Den Ajustement ass eng nodréiglech Upassung op eng Lounentwécklung, déi zwee Joer virdrun stattfonnt huet.

Mir hunn als ADR awer och ganz kloer gesot bei der Reform - an ech wëll just dee Punkt eraushuelen -, datt mir géifen um Ajustement direkt eppes änneren. Mir géifen net waarden, bis mer an déi Situatioun kommen, wou d'Recetten d'Dépensen net méi géifen decken, mä mir géifen direkt och um Ajustement eppes maachen, a mir géifen awer e sozialen Ajustement maachen. Dat heescht, datt mer en degressiven Ajustement maachen. Sou wéi mer an der Steiertabell mat Gruppen, mat Échelonéieren an eng Progressioun drabrénge, esou géife mir beim Ajustement eng Degressioun drabrénge. Déi éischt Tranche vun Ajustement géif zu 100% ausbezuelt ginn, an duerno géife mer, wat d'Pensiounen méi héich wieren, den Ajustement ëmmer méi krieren.

Bei der Proposition, déi an dem Projet de loi iwwert d'Rentereform ass, géif - wann déi dote Situatioun antrëtt, datt d'Recetten d'Dépensen net méi géifen decken - den Ajustement zu 50% bis 100% ganz ewechfalen, an da géifen déi kleng Pensiounen genau sou haart getraff gi wéi déi déck, an dat fanne mer sozial onge-recht.

Duerfir géife mer de Minister bieden, och dee Punkt vun dem Reformprojet nach eng Kéier ze iwwerdenken, genau sou gutt, wéi mer averstane si mat där Proposition, déi de Kolleg Lux de Moien hei gemaach huet, fir datt mer fir déi Lächer, déi d'Fraen an hire Carriären hunn, eng Léisung fannen, an och, wat d'Beschäftegung vun deenen eelere Leit ubelaangt.

Mir géifen och mengen, déi Iddi, déi mer an der Entrevue hate mam Conseil national des femmes, déi am Fong proposéiert huet, fir bei deene Fraen, déi ophale mat schaffen, eng obligatoresch Cotisatioun anzeféieren - si misste weider cotiséieren, sou wéi mer dat an der Landwirtschaft virun enger Rei vu Jore gemaach hunn -, datt een dat och sech sollt iwwerleeën, fir dat ze generaliséieren, fir datt domadder all Fra wierklech och eng voll Carrière wäert kréien.

Zum Schluss, Här President, nach e Wuert iwwer ArcelorMittal. Et ass am Fong villméi eng Fro un den Här Statsminister. Den Här Statsminister huet de 27. Juni 2006 hei an enger Deklaratioun an der Chamber am Kader vun der Fusioun vun ArcelorMittal gesot - ech zitieren: „Déi Garantie fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mer awer kritt.“

Ech weisst gär vum Här Statsminister, Här President: Wat ass déi Garantie? Wéi war déi Garantie? Ass dat eng Garantie, déi geschwat ginn ass? Ass et eng Garantie, déi geschriwwen ginn ass? Ass et eng Garantie, déi aklobar ass? Wat war dat fir eng Garantie, déi den Här Statsminister hei an der Chamber gesot huet, déi hie kritt hätt, fir datt d'Stolstanduerter hei zu Lëtzebuerg géifen erhale bleiwen?

Mir stellen haut fest, datt zwee Standuerter wäerten zougemaach ginn, Schëffleng a Rodange. Entweder hu mer eng Garantie kritt, oder villméi hutt Dir eng Garantie kritt, Här Statsminister, da bräichte mer eis am Fong keng Suergen ze maachen iwwert d'Schléissung vun deenen zwee Standuerter, oder Dir hutt keng Garantie kritt, an ArcelorMittal kann déi Standuerter zoumaachen. Da muss ee sech allerdéngs froen, wat déi Deklaratioun vum 27. Juni 2006 vum Här Statsminister hei an der Chamber wäert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Riedezäit ass um Schluss, duerfir wëll ech zur Konklusioun kommen. Ech mengen, et

kann net sinn, datt mer hei eng Regierung hunn, déi all Joers iwwer Joren hei Deklaratiounen maache kënn an nach iwwer Joren eis ëmmer datselwecht hei verzielt a keng Léisung proposéiert, mä au contraire vu Joer zu Joer d'Problemer méi grouss ginn. Ee Statsminister, deen alles mécht an och responsabel ass fir alles, wat positiv ass, a fir eppes, wat negativ ass, ass jiddweeren am Land responsabel, just hien net. Eng Regierung, déi sech géigesäiteg blockéiert, an duerfir och net fäeg ass, dës Land a seng Bierger an eng sécher Zukunft ze féieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Als leschten agedroene Riedner hunn ech op der Lëscht den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Dës Erklärung zur Lag vun der Natioun, déi d'ganz Regierung jo engagiert, fänt u mat enger geopolitescher Beschriewung vun de Verschiebungen tëschent Natiounen, mat dem Aflossverloscht vun den Europäer, mat der Lëtzebuurger Statsräson. Si bezitt sech op e Lëtzebuurger Grondwiesen, deem d'Grund- a Buedemspeculatioun anscheinend misst friem sinn - firwat eigentlech méi wéi aneren? -, a mécht en Appell un d'Chômeuren an d'RMG-Bezéier, sech net an der Solidaritéitsfotell auszerouen, soss géife se Bee gemaach kréien.

Si hält och op mat engem Appell un déi, déi net mat der Politik vun der Regierung averstane sinn, iwwer hire Schiet ze sprangen a sech net an hirem angeblech zouenen Denken anze-spären. A si fuerdert d'Patronat an d'Gewerkschaften op, erëm mateneen ze schwätzen, soss géife schwéier Zäite kommen.

Fir dass hei am Land awer e politeschen a sozialen Dialog erëm méiglech gëtt a Sënn mécht, mengen ech, kënn een net laanscht eng grondsätzlech Beschriewung an Afrostelung vun de sozialen Ongläichheeten an der Wirtschaft an am Land.

Déi sozial Ongläichheete sinn et nämlech, déi um Ursprung si vun der aktueller Wirtschafts- a Finanzkris, andeem se zur iwwerméisseg Usammlung vu Räichtum ganz uwee duerch eng relativ an heiansdo souguer absolut Veraarmung op der iwwergrousser Säit vun deene gefouert huet, déi duerch hir Aarbecht fir déi Usammlung vu Räichtum gesuert hunn.

Wa mer an enger Kris sinn, da si mer an enger Verdeelungskris. An aus där Verdeelungskris kommen och déi sozial Konflikter. D'Chambre des Saliariés huet de leschte Mount eng Analyse von de Sozialparametere zu Lëtzebuerg virgeluecht, wou se noweist, dass den Undeel vun der Aarbecht um Räichtum zu Lëtzebuerg am klengsten an Europa ass an néieren esou vill ofgeholl huet wéi hei, dass déi kleng Saliarié real zréckgaange sinn, dass d'Ongläichheeten tëschent de Saliarié gewuess sinn, wouzou och déi héich Wunnengspräisser bäidroen, an dass d'Léin esou wéineg zum Liewen duerginn, dass ouni déi sozial Transferten 29% vun der Bevölkerung dem Aarmutsrisiko ausgesat wieren, dass Bezéier vun Zënsen an Dividende steierlech onwahrscheinlech zu Lëtzebuerg bevirdelegt ginn an dass déi ontypesch Aarbecht zouhëlt an domat d'Précaritéit.

Ech wëll nach ee Beispill ginn, des Kéier aus enger offizieller Quell, dem Rapport travail et cohésion sociale vun 2011 vum Statec. No deem Rapport hunn d'Léin vun de Saliariéen tëschent 2006 an 2009 duerschneitlech ëm 2% zougeholl an a verschiddene Beräicher awer ofgeholl. D'Revenuen aus dem Besët, Dividenden, Zënsen a Loyerer hunn awer ëm 45% zougeholl.

Déi zwee Chifferen, fannen ech, soen alles aus iwwert d'Lag vun der Natioun an iwwert déi ongläich Verdeelung um Räichtum. Ech fanne se awer net an der Erklärung vun der Regierung erëm. Well d'Regierung wëllt a Wierklechkeet och näischt un deenen Ongläichheeten an der Verdeelung änneren, well dofir misst een aktiv an d'Ekonomie agräifen, wat se awer net mécht. A wa se et mécht, da mécht se et negativ. Zum Beispill, wa se d'Öffnungszäite vun de Geschäftler verlängert an domadder och d'Aarbechtszäite vun deene Leit, déi do schaffen. Si léisst Bauaarbechter an Aarbechterinnen aus dem Botzsecteur eleng mat hire soziale Problemer, a grouse Beriber awer, déi vun de Statsoptrag gutt liewen.

Si suert och fir eng Senkung vun alle Léin duerch Indexmanipulatiounen, déi de grouse Betribsbesëtzer an Aktionären Honnerte vu Milliounen Cadeau bréngen, de Stat awer zum Beispill 120 Milliounen manner Steieren op net ausbezelte Léin kaschten. An de Lounstopp am öffentlechen Secteur fir fennef Joer huet sengersäits erëm en nohaltegen Afloss op de konventionéierte Secteur, op Infirmitären, Sozialaarbechter, op Gemengenaarbechter, déi un

d'Léin am öffentleche Secteur ugepasst sinn. A fir d'Lounentwécklung allgemeng ass domat e Signal ginn: „Mir mussen alleguerten elo de Rimm zouzéien.“

Dat beaflosst iwwregens och de Mindestloun, dee jo un d'Lounentwécklung gekoppelt ass, dee wäert zrëckgoen, och wann en nach ajustéiert ass, wat awer net de Verdéngscht vun der Regierung ass, mä vum Gesetz.

Wann ech d'Sozialpolitik vun der Regierung an deem Kontext wëll aschätzen, da muss ech soen, dass se virun allem d'Sue siche geet bei d'Salariat. Dat gesäit ee gutt bei der Solidaritätssteuer, wourop ech awer hei aus Zäitmangel net agoe kann. Just esou vill: D'Solidaritätssteuer gëtt net erhuewen op deenen 80% vun de Betriber, déi keng Steiere bezuelen. Dorënner sinn och grouss Industriebetriber, wéi mer héieren.

An ech wëll froen: Gehéiert och ArcelorMittal zum Beispill zu deene Betriber, déi keng Steiere bezuelen? A keng Solidaritätssteuer bezilt am Iwwregen och d'Fongenindustrie, déi jo just eng Taxe d'abonnement bezilt, en Abonnement, fir kënnen hei op der Bankplaz grouss Profitter ze maachen, wourop eng Taxe d'abonnement vun engem Euro op 14.000 Euro, déi do erwirtschaftet ginn, opgehewe gëtt. Also eng Minimaltax, an do läit keng Solidaritätssteuer drop.

Mir fuerderen duerfir eng Reorientéierung vun der ganzer Steierpolitik, an net eng minimal Betriebsbesteuerung.

E Wuert nach zur Scholdekrise. D'öffentlech Verschuldung läit zu Lëtzebuerg bei 18% vun der Wirtschaftsleistung vum PIB. A Frankräich an an Däitschland läit se bei 80%. 60% sinn an Europa duerch d'Maastricht-Kritären erlaabt. An den USA läit d'Schuldebelaaschtung bei iwwer 100%. An iwwregens, vun där privater Verschuldung, do schwätzt keen. Déi spillt awer och eng wesentlech Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung.

D'Scholdelaascht, muss ee ganz kloer soen, ass entstanden zënter der Finanzkrise. Viru louchen d'Scholde bei 6% vum PIB. An déi Scholdelaascht besteet zu engem gudden Deel aus ekonomeschen Hëllefem am Bankesektor an och an anere Wirtschaftssectoren, zum Beispill och aus Garantien fir Immobiliëbesëtzer.

2,7 Milliarden Garantien huet d'Dexia kritt, déi iwwerhaapt näischt méi mat Lëtzebuerg ze dinn huet, fir hir Bad Bank, wouranner déi toxesch Finanzproduitë lagere, ze garantéieren.

(Interruption)

D'Scholdekrise besteet also zum Deel aus enger Sozialiséierung vu private Scholde, an duerfir sollen d'Salariéer an d'Rentner elo bezuelen.

(Interruption)

Eis Scholde hunn iwwregens näischt mam normale permanente Budget ze dinn, well laut Budgetgesetz där ee kee Prêt ophuelen, fir zum Beispill d'Léin vun de Fonctionnaire beim Stat ze bezuelen, wéi dat heiansdo duergestallt ginn ass déi leschten Zäit.

An de Solde structurel vum Budget vum Gesamtstat, dat heescht déi fest Einnahmen an Ausgabe vum Stat, ouni zäitweilig oder punktuell Moosnamen, deen huet en Iwwerschoss - en Iwwerschoss! - vun 0,7% vum PIB.

Dat entsprécht och deene strengsten neien europäesche Kritären. D'Lëtzebuerg Statsfinanzen hunn also keen Dépenséproblem wesentlech, mä au contraire e Recettéproblem, fir kënnen déi Investitiounen ze tätigen, déi noutwendeg wieren.

Zënter Jorzéngten a besonnesch zënter zéng Joer ginn d'Steiere fir déi Räich a fir d'Betriber erofgesat, a mir hunn dat ëmmer hei kritiséiert. Wann d'Regierung mengt, esou eng Steuerreform wier kontraproduktiv fir Investisseuren unzézien, da si mer an enger Spiral no ënnen, déi net méi ze stoppen ass.

Mir mussen eis endlech selwer Moyenë gi fir eng eege Wirtschaftspolitik, mat Suen, déi hei och erwirtschaftet ginn. Mir brauchen duerfir öffentlech Fongen an en öffentlechen Afloss an der Wirtschaft iwwer Participatiounen, och zum Beispill iwwer eng Participatioun bei der BIL, déi awer eng wichteg Schalterbank ass, och fir d'Gemengen, oder bei der Cargolux.

An der Stolindustrie goufen all Chancë verpasst, während et am Saarland ënnert dem Oskar Lafontaine anescht gemaach gouf. Do huet d'öffentlech Hand nach en Afloss.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Aaahhh!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Wann ech d'Panikmacherei ëm d'Scholdekrise kritiséieren, da wëll ech net soen, dass eis wirtschaftlech Zukunft geséichert ass oder dass een net och verstänneg beim Stat mat öffentleche Gelder ëmgoe soll. Firwat eigentlech elo eréischt?

Ech mengen au contraire, dass nei Finanzblösen duerch eng Iwwerakkumulatioun vu Finanzkapital ze befierchte sinn, grad zu Lëtzebuerg mat senger grousser Finanzplaz. Et sollt een duerfir vläicht éischter op Irland kucken, wéi op Griichenland.

Mä grad an där Optik ass et falsch, op Austeritéit ze setzen an domadder d'Nofro an der Industrie oder am Handel erofzesetzen.

Grad an där Optik ass et falsch, d'Sue vun der Rentereserv, déi jo laut engem Vertrieber vun der Pensionskeess zu op d'mannst 60% an ethesch bedenkleche Fongen investéiert sinn, fir déi Suen op de Finanzmäert vagabundéieren ze loossen, amplaz dass se hei an der Economie Rendement an Aarbechtsplazen an domat och nei Cotisantë bréngen kéinten. Dat wier e wichtige Bäitrag, fir d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz ze reduzéieren.

Et ass och falsch, d'Austeritéitspolitik duerch en europäeschen Traité iwwer eng Scholdebremse ze zementéieren, déi zu Lëtzebuerg nach soll duerch eng Steuerbremse compléiert ginn, wann et der OECD an dem Finanzminister no geet.

Et muss also an allen Hisiichten, Här President, ëmgeduecht ginn, och a virun allem an Europa, well jo net d'Fonctionnaire regéieren, wéi gesot ginn ass, mä déi national Stats- a Regierungschefen.

Och hei hu mer awer keng wierklech nei Propositionen héieren, ausser där, dass et elo definitiv keng Finanztransaktionssteuer gëtt.

Duerfir mengen ech, Här President, d'Natiounen zu Lëtzebuerg, an dat ass mäin eenzege Besuch zu der Natioun hei, d'Natiounen zu Lëtzebuerg an an Europa mussen sech selwer ëm hir Lag këmmere, an dat maache se och ëmmer méi.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany.

Domadder wäre mer um Enn vun der Lëscht vun den ageschriwwenen Orateuren an d'Wuert kritt dann och nach eng Kéier den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir dës disziplinéiert a streckeweis net mouvementéiert Debatt. Ech weess éierlech gesot net, wou ech soll ufänken a wou ech soll ophalen, well wann ech vir ufänken an hannen ophalen, da si mer nach eng Kéier fir zwou Stonnen ënnerwee, an ech hat verstan, dass dat eigentlech ze laang ass, woumat ech averstane sinn.

Ech hat dëst Joer och net Zäit genuch, fir eng kuerz Ried ze schreiwen, an et brauch ee jo, wéi Der wësst, méi laang Zäit, fir kuerz Rieden ze schreiwe wéi fir laang Rieden. D'nächst Joer gëtt se méi kuerz.

Ech froe mech all Joers, onofhängeg vun de Koalitiounen, an deenen ech mech bewegen, wéi een esou eng Ried iwwer d'Lag vum Land soll upaken. Wann een all Secteur vun der Politik besiche geet, dann dauert dat däitlech méi wéi zwou Stonnen. Wann een déi Secteuren vun der Politik besiche geet, déi een dat Joer viru oder dat Joer viru deem Joer viru net intensiv besicht huet, da gëtt bemängelt, dass doriwuer näischt gesot gëtt.

Ech hunn d'lescht Joer zum Beispill laang Développement iwwer d'Energiepolitik gemaach. Duerfir hunn ech fonnt, dass dat dëst Joer net onbedéngt noutwendeg wier.

An all Joers, ech mengen, den Här Gibéryen huet ausgerechent, dat hei wier meng 18. Erklärung - Dir hutt schohn op d'mannst zwielefmol gemengt, et wier déi lescht,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Neen, neen, neen.

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - ...dat ass nach ni agetrueden. Duerfir maacht lech och dës Kéier keng précoce Hoffnungen!

All Kéiers, wann ech hei schwätzen, gëtt gesot: Doriwuer hutt Der net geschwat, doriwuer hutt Der net geschwat, et ass näischt Neies dran, et ass näischt Prezises dran.

Éischters kann een d'Welt net all Dag nei erfannen, zweetens sinn d'Prozeduren haut anescht, wéi se nach viru dräi Joer waren, ergo gëtt ee groussen Deel vun dem finanzpoliteschen Aspekt am Kader vun deem neie Semestre européen op anere Plazen an duerch anerer behandelt, an dréttens mengen ech, dass och net ëmmer richteg nogelauschert gëtt.

Ech si jo d'accord, dass ech kee begnadete Riedner sinn, net wéi déi meeschte Leit heibanen,...

(Hilarité)

...mä lauschten ass awer och wichteg.

Ech hunn och an de ville Reaktiounen gelies, et wier näischt Neies gesot ginn. Ech hu mer haut och d'Méi ginn, am „Lëtzebuerg Wort“ déi Reaktiounen vun der Zivilgesellschaft ze liesen.

Verstitt Der, elo kënnt Der jo soen, nach ni war d'Reaktioun esou schrecklech, mä wann ech mech op eng vun deenen Einlassungen do konzentréiert hätt, da wieren alleguer déi aner awer publizéiert ginn. Probéiert emol, déi Säit zesammenzesetzen a Politik fir d'Land ze entwerfen! Et ass méi liicht, fir ze soen, d'Regierung fonctionnéiert net, de Statsminister huet net dat gesot, wat ech gär gehat hätt, dass e gesot hätt. Wann ech alles dat soen, wat op där Säit do zesummegedroen ass, dann organiséieren ech de Sträit am Land, well déi sinn ënner sech absolut net averstan.

Ech ginn awer net bezuelt, fir Sträit am Land ze organiséieren. Ech ginn derfir bezuelt, fir d'Sachen, esouwäit wéi et geet, beieneen ze halen.

Et gëtt gesot, et wier näischt Neies gesot ginn. Dat geheet mech net, well dat gëtt all Joers gesot. Mä wou hätt dann d'Regierung bis elo gesot, dass mer d'accord wieren, fir enger Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitionsbank zuzestëmme, domat investiv Kapital an Europa ze libéréieren, wann d'europäesch Investitioun do ass? An da ginn ech emol an den Detail, wat mer do am Kapp hunn, wa mer soen, mir sinn derfir, dass d'Europäesch Investitionsbank Kapitalerhéijung kritt, dat heescht, och vu Lëtzebuerg muss méi Kapital kréien.

Dat erlaabt, d'Kapital vun der Europäescher Investitionsbank ëm zéng Milliarden an d'Luucht ze setzen; dat erlaabt, d'Capacité d'investissement vun der Europäescher Investitionsbank op 60 Milliarden eropzesetzen; dat erlaabt eng investiv Hiewelwierkung um Kontinent vun 180 Milliarden d'Joer.

Duerfir ass dat eng wichteg Matdeelung. Eppes ganz Neies, dass d'Lëtzebuerg Regierung - am Géigesaz zu villen aneren - der Meenung ass, dass d'Kapital vun der Europäescher Investitionsbank, déi hire Sätz zu Lëtzebuerg huet, soll däitlech opgestockt ginn, fir eng Rei vu Wuesstumsimpulser an der Europäescher Unioen a surtout an der Eurozon kënnen lasszelen.

Ass een dergéint? Ass een derfir?

Den Här Lux huet gesot, e wier derfir. Anerer hunn déi Fro, déi extrem wichteg ass, wann een, esou wéi den Här Meisch et gemaach huet, iwwer Spueren a Wuessen an Europa schwätzt, ass dat eng immens wichteg Fro; ech sinn da mat sengen Ausféierungen op deem Punkt, wéi op anere Punkten och, ausdrécklech d'accord.

Ech hunn hei gesot, d'Lëtzebuerg Regierung géif sech setzen an Europa, fir dass Strukturmettle geifen op déi schwaach Länner cibléiert ginn. Dat ass en Hiweis drop, dass d'Lëtzebuerg Regierung d'accord ass, manner Suen aus dem europäesche Budget an Zukunft ze kréie wéi an deene leschte Joren, well mer der Meenung sinn, dass d'Griichen an anerer déi Sue méi néideg hu wéi d'Lëtzebuerg.

Si mer dergéint? Si mer d'accord? Ass et eis egal?

Dat sinn Annoncen, dat sinn Décisiounen, déi d'Regierung hei der Chamber wollt matdeelen.

Ech hu gesot am Numm vun der Regierung, mir wieren net bei deenen, déi den europäesche Budget wellen erofsetzen, mä mir wiere bei deenen, déi géife mengen, dass d'Europäesch Unioen méi Wuesstumsfeierkraaft géif kréien. Dat heescht an anere Wieder, dass mer bereet sinn, wann déi Finanzperspektive bis zur Debatt kommen - mir si jo schohn amgaang ze debattéieren -, eis net an d'Lager vun den Däitschen, vun den Hollänner, vun de Schweden, vun den Dänen, vun den Englänner a vu Gott weess wem nach anzerieen, mä eis anzerieen an d'Rei vun deene Länner, déi d'europäesch Solidaritätsinstrumenter wëlle stärken, wat eis méi Sue kaschte wäert.

Sot net, dat wier näischt Neies! Eng Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitionsbank, eng Reorientéierung vun de Strukturmettlen, eng cibléiert Erhéijung vum EU-Budget, dat sinn Annoncen, Neiegkeeten, déi esou an där Form hei an der Chamber nach iwwerhaapt net virgedroe gi sinn.

Grad wéi och den Hiweis drop, dass d'Lëtzebuerg Regierung fir „Euro-Bonds“ wier. An dat sinn net - dat steet jo do, ech hunn et jo virgedroen - déi „Euro-Bonds“, déi ech selwer virgeschloen hat, a wou Europa gutt dru gedoen hätt, dat ze maachen, statt aus ideologesche Grënn dergéint unzerennen. Dat sinn „Euro-Bonds“, mat deenen europäesch Investissementer, déi wuesstumsstärkend solle sinn, solle finanziell ënnerfiddert ginn.

Dat ass eng Neiegkeet. Dat huet d'Lëtzebuerg Regierung weder zu Brüssel nach hei an där Form bis elo gesot.

Ech hu gesot, mir géifen Ofstand huele vun enger Iddi, déi mir ganz sympathesch ass, dat ass d'Finanztransaktionssteuer. Ech hätt déi gär gehat. Mä ech stelle fest, dass et net geet.

An ech soe gläichzäitig derbäi, dass d'Lëtzebuerg Regierung sech derfir asetzt, dass mer een anert Instrument am Kader vun eisen europäeschen Debatte wien, fir dass de Finanzsektor méi staark un der finanzieller Krisekonsequenzbewältegung bedeelegt gëtt.

Ech hunn hei gesot, et ass eng grouss Debatt an Europa, déi all Land betrëfft, dat den Euro als Währung huet. Dass d'Lëtzebuerg Regierung derfir antrëtt, dass de Fiskalpakt, de Fiskalvertrag ratifizéiert gëtt.

Ech hu muer Gesprécher zu Paräis dodriwwer, duerfir ass et mer drop ukomm, hei am Parlament ze soen, dass d'Lëtzebuerg Regierung gären hätt, dass dee Fiskalvertrag ratifizéiert gëtt. Och wann ech heiansdo héieren, dass eenzel Ministeren net un d'Néitse kommen, wann doriwuer Rieds geet.

De Fiskalvertrag muss a senger Substanz erhalte bleiwen, dat war meng Formulierung, well ansonsten d'Kreditabilitéit vun der gesamter Eurozon vum Konsolidéierungsprozess ewechbrécht. Selbstverständlech hätt mer - dat soe mer alerdéngs zanter iwwer annerhallwem Joer; dat ass net nei - gären, dass eng Wuesstumsstrategie nieft d'Fiskalkonsolidéierungsstrategie stoe kënnt.

Mä d'Lëtzebuerg Regierung trëtt derfir an, dass dee Vertrag, dee mer ofgeschloss hunn, ratifizéiert gëtt a senger Substanzelementer.

Aner Regierungen an den Nopeschlänner an och soss sinn net där Meenung. Ech hätt net ongär eppes dozou héieren, well dat war eng definitiv Festleung, déi mer hei am Numm vun der Regierung gemaach hunn.

Ech hunn lech gesot, well dat gefrot gi war viru dëser Debatt, wou genau mer prioritär wëlle bei de Fonctionnementskäschte spueren. Et ass gesot ginn, et geet net duer, fir ze soen, dass ee 60 Milliounen wëllt spueren. Mir wësst en emol gär, wou dat am Detail ass.

Ech hunn deen Detail, net all Detail ginn, an duerfir wonneren ech mech, dass gesot gëtt, dat wier näischt..., dat hätt een alles schohn héieren. Ech hat et jiddefalls nach net héieren.

D'Fonction publique: Richteg ass et, dass ech am Joer 2010 - den Här Gibéryen ass jo ee vu mengen äifregste Lieser, ëmmer Joren nodeem ech meng Riede gelies hunn. Jo!

(Hilarité et interruption)

Ech hunn Är Remarque net verstanen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - All Owend liesen ech.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Jo. Da wëll ech lech emol fir den Owend nach eppes soen.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ma da brauch ech et net ze liesen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Am Joer 2010... Jo dach, Dir hutt et gelies, mä Dir loosst ëmmer eppes ewech.

► **Une voix.** - Aaahhh!

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Am Joer 2010 hunn ech hei an eiem Parlament gesot: D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Dat zitéiert Der ëmmer.

An dann hunn ech gesot: Mä dat décidéiere mer weder op Parteikongresser nach am Kader vun dëser Ried. Doriwuer mussen mer mat de Gewerkschaften a mat der CGFP virun allem verhandelen. A genau dat hu mer gemaach.

Nodeems all Fraktiounen, bis op eng, heibanne gesot hunn, dat ass richteg esou, Nullvertrag ass dat, wat elo muss gemaach ginn, hu mer mat der CGFP verhandelt. Mir hunn et mat der CGFP verhandelt bis viru zwou Wochen an du waren déi Verhandlungen definitiv irriwwer.

Ech muss och an enger Verhandlung... An egal wie vun lech eng Kéier op der Regierungsbänk sëtzt, dee mécht millimetergenau datselwecht. Wann ee mat engem verhandelt a wann een deen net wëllt humiliéieren, da verhandelt ee mat deem, da geet een op deem seng Gesprécher an. Da probéiert een, dat opzehuelen, wat passt, an et muss een herno, wann ee sech op

ee provisoesch Resultat géeneegt huet, erëm dat ofruffen, wat dann net méi passt.

Dat hu mer mat der CGFP zesumme gemaach. A mir hunn iwwerens an deene Verhandlung mat der CGFP - an duerfir wollt ech der Chamber nodrécklech Merci soen - ëmmer drop opmierksam gemaach, dass déi Meenung, dass et een Nullvertrag misst gi während der Dauer vun der ganzer Legislaturperiod, vum ganzen Haus hei, mat Ausnahm vum Här Urbany, gedeelt gëtt; wat d'Positioun vun der Regierung gestärkt huet a wat och dem Lëtzebuurger Stat Suen agespuert huet, well wa mer net déi geschlossen Haltung vun der Classe politique zu Lëtzebuerg op deem Punkt gehat hätten, da wier dat alles net méiglech gewiescht.

Mir stoungen am Mee, Juni d'lescht Joer ganz kurz virun engem gravé Sozialkonflikt an der öffentlecher Fonctioun, an dee fënnt och elo souguer nach partiell Fortsetzungen an deenen nächste Méint. An duerfir hu mer deen Accord getraff. Duerfir hu mer och déi Strukturreform an der Fonction publique gemaach kritt. Déi huet et a sech. Déi spuert dem Stat Suen, déi spuert dem Stat dauerhaft Suen, an duerfir passen déi zwou Saache beieenen. Et konnt ee se net dissociéieren, wollt eise Verhandlungspartner eigentlech och net dissociéieren, an duerfir ass déi Politik, vun där ech soen, dass se net ëmmer no engem lichte Wee ausgesinn huet - do misst ech mech jo onheemlech ustrengen, fir dat wëllen ze beweisen.

Am Endeffekt kréie mer eng Strukturreform a mir hunn eis Rou op der Gehälterfront an der öffentlecher Fonctioun bis an d'Joer 2017, éischter fënnt keng Gehälteraugmentatioun an der öffentlecher Fonctioun statt.

Mir mussen awer elo virufueren nozedenken. Wa mer der Meenung sinn heibannen, dass soulaang wéi mer am Etat central Defizit hunn, nimools méi eng Gehälteraugmentatioun an der öffentlecher Fonctioun an an dem konventionéierte Beräich, deen dodrunner hänkt, däerf stattfannen, da wësse mer jo, wat mer amgaang sinn ze soen.

Ech stelle fest an den Nopeschlänner, ech fannen dat net gudd, déi méi Defiziter hu wéi mir, wiesentlech méi Defiziter wéi mir, dass déi awer trotzdeem eng kontinuierlech Lounpolitik am öffentleche Secteur féieren, trotz hirem prozentual wiesentlech méi héijen Defizit.

Ech sinn elo d'accord, dass mer doriwuer eis de Kapp zerbriechen. Ech wëll lech just soen, wat Der hei sot, wann Der eppes sot. Dir hutt gesot, soulaang wéi et Defizit gëtt, kann et keng Augmentatioun vun de Paie vun de Beamten, vun den Educateuren, vun anere Secteuren vun eiser Economie ginn.

Dat heescht am Umkehrschluss och, dass, wann elo Fuerderunge sektorieller Natur opkommen an deenen nächste Wochen a Méint, mer dann och alleguer zesumme musse stoe bleiwen, richteg musse stoe bleiwen. An ech weess, vu wat dass ech do schwätzen.

Well ech bei lech sinn, Här Gibéryen, mäi Frënd: Haalt op mat där Geschicht!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wat fir enger Geschicht?

► **Une voix.** - Virun de Wahlen.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dass d'CSV virun de Wahle gelunn hätt. Onofhängeg, dass dat eng morallesch Kategorie ass, wou ech lech géif bieden, lech mat gréisster Virsicht dran ze bewegen.

(**Interruptions**)

Elo wëll ech lech nach eng Kéier soen, wat ech hei am Joer 2009, dat ass fir Är Lecture den Owend, gesot hunn. Ech hu gesot, d'Statskonte wäerten am Defizit ofschléissen an dëser Legislaturperiod an d'Statschold, déi wäert klammen.

An ech hu gesot, well Der ëmmer sot, mir hätte mat de Reserve geprahlt virun de Wahlen. Heiansdo mengen ech, dass Dir lech onendlech viles kënn abilden, wat ech soll gesot hunn, well Dir beschäftegt lech jo haaptsächlech mat menger Persoun - dat ass mer där Eier e bësse vill. Dir bilt lech an, ech hätt eppes gesot, fir dass Der et kënn dementéieren, kommentéieren an zerrappen.

Ech hunn hei an der Chamber gesot am Joer 2009 am Abréll, mir risquéieren, Enn 2010 keng Reserven an den Investitiounsfonge méi ze hunn.

Firwat kommt Der dann hei eppes zielen? Well ech hunn och op „Juncker on tour“ - zum gréissten lenger vun enger Rei vu menge Partekolleegen iwwerens - ëmmer erëm gesot,

dass mer an Defiziter erakommen, dass mer a Statsschold erakommen an dass mer keng Reserven méi hunn.

Dir kommt heihinner an Dir sot: „De Juncker huet virun de Wahlen zu de Leit gesot: «Reegt lech net op, et ass alles an der Rei, mir liewen am Floribus, mir hu Reserven».“ Dat ass selbstverständlech wéi Är nächtlech Lecturen, mä Dir waart wahrscheinlech midd, wéi Der dat gelies hutt. Dir hätt missen an Erënnerung ruffen, de Géigendeel vun deem, wat Der sot, ass falsch (veuillez lire: richtig).

► **Une voix.** - ...ass richtig!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ech hu mech an dëser Debatte - wou ech mech a menge Rieden eigentlech ëmmer probéieren esou auszedrücken, dass ech kengem heibannen ze no trieden, well dat, fannen ech, huet och net extra vill Wäert - awer trotzdem impressionéiert gespuert duerch d'Tatsach, dass hei net mat der Regierung debattéiert gëtt. Hei gëtt jo net mat der Regierung geschwat! Hei gëtt mat der CSV a mam Juncker geschwat!

Ma da musse mer eng Kéier eng Versammlung ausserhalb vum Parlament organiséieren,...

(**Hilarité**)

...wou déi aner Ministere vun deenen anere Parteien net brauchen ze kommen, wou et och gudd wier, wann déi vun anere Parteien, déi an der Regierung waren, net méi géife kommen, well déi hu jo scheinbar näischt mat deem ze di gehat, wat an deene Legislaturperiode gemaach gouf, an da schwätze mer emol esou ënnert eis: d'CSV op där enger Säit, déi gréng, den Här Meisch heiansdo - an der Chamber war e jo haut korrekt wéi ëmmer, op der Television, fannen ech, dass en heiansdo an Alterskategorien auswäicht,...

(**Hilarité générale**)

...andem e mech als ale Mann do...

(**Interruptions**)

Dir verwiesselt den Alter mat Weisheet, Här Meisch.

(**Hilarité générale**)

Dat ass de Problem.

Mä onofhängeg dovun, well dat jo an der Rei war, wat en haut gesot huet. Mä dann huele mer den Här Bausch an den Här Meisch an den Här Gibéryen an den Här Urbany, an dann diskutéiert Der mat der CSV, mä haalt d'Chamber net domadder op!

Dat hei ass eng Regierungserklärung. Huelte Stellung zu der Politik vun der Regierung a beschäftegt lech net exklusiv mat enger Partei! Ech verstinn zwar, dass Der dat maacht, mä ech ka jo net am Numm vun där Partei hei schwätzen. Ech schwätze jo am Numm vun der Regierung.

Kéint ech am Numm vun där Partei hei schwätzen, da kann ech lech soen, dann hätt Der heiansdo gudd, lech awer och waarm unzeden,...

(**Hilarité**)

...well do fält mer awer munches an.

Mä well awer iwwert d'Regierungspolitik och heiansdo marginal geschwat ginn ass, well ech soen, dass ech an där Ried och wissen hunn, wéi dann d'Situatioun entstanen ass, dass mer am Joer 2004 - dat war dee leschte Budget, deen eng aner Koalitioun wéi déi Vernichtungscoalitioun, déi elo um Rudder ass,...

(**Hilarité**)

...ze veräntwerten hat -, do hate mer e Budgetdefizit am Etat central vun 2,6%, genau deeselwechte wéi dëst Joer. Mir haten een allgemeng staatleche Gesamtdefizit vun 1,2%, also zweemol méi wéi d'lescht Joer. Also géif ech drëm bieden, häerzlech, wann ee mengt, just d'CSV wier schold an et wier fréier alles gudd gewiescht an haut wier alles schlecht, sech an Erënnerung ze ruffen, wéi dat da war an deene Periode virdrun.

Ech hunn dorunner e relativ gudd Erënnerungsverméigen, och am Renteberäich hunn ech e gudd Erënnerungsverméigen. Den Här Meisch huet gesot - wat an der Rei ass -, hie wier en einsame Rufer an der Wüst.

Okay, d'Wahlresultater vun Är Partei hunn dat och gewisen, dass dat esou ass.

(**Hilarité générale**)

Mä wann anerer an der Wüst geruff hunn a gesot hunn,...

(**Interruption**)

Jo, elo probéiert emol, dat erausfannen.

(**Hilarité générale**)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass net schwéier erausfannen, dat ass guer net schwéier erausfannen...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Heiansdo verstitt Der ganz séier an heiansdo ganz lues. De Moment sidd Der amgaangen, gudd ze verstoen. Ech erklären de Moment d'Regierungspolitik vun de Joren 2000 bis 2012.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech wäert nach Parole après ministre froen, fir nach eng Kéier dorop ze reagéieren. Haalt lech drop gefaasst!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, ech fäerte schonn.

(**Hilarité générale**)

Ech erklären hei d'Regierungspolitik vun de Joren 2000 bis 2012, dat gehéiert zesummen, well ech hunn anzestoe fir d'Resultater, déi déi zwou Regierunge produzéiert hunn. Ech ka mech do net erauskläichen, well - wéi Der zu Recht drop opmierksam gemaach hutt - d'CSV war jo ëmmer derbäi an ech och.

Um Rentendesch, wann ech vu 700.000 Awunner geschwat hunn, wann ech vu Rentemauer geschwat hunn, wat war dann do d'Reaktioun? Wat war dann do d'Reaktioun? Déi war dach net esou wéi haut, wou jiddwereen dat seet. De Rentendesch huet an engem Joer d'Ausgabe vun de Renten ëm 10%, vun de Rente vun de Pensionsfongen ëm 10% erhéicht, 200 Milliounen Euro einfach esou am Kader vun engem Kompromëss, deen huet missen tëschent alle Parteien an alle Gewerkschaften op deem Rentendesch geschloss ginn, deen de Carlo Wagner mat einengem Geschéck, muss ech soen, gefouert huet.

► **Une voix.** - Et war net schwéier.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, an da komme mer bei d'Mammerent, verstitt Der.

Déi Mammerent, déi elo ronn 80 Milliounen Euro kascht, ass déi esou vun der Chamber gestëmmt ginn a vun deenen anere Partei matgedroe ginn, wéi déi Partei, vun där Dir dauernd schwätzt, se eigentlech proposéiert hat?

Déi hat proposéiert, dass déi Mammen - Pappen ass et net vill ginn -, déi keng Rent haten, mä awer eng Liewensleeschtung opzeweisen haten, dass déi géifen eng Unerkennung kréien, a soss keen!

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - De Käschtepunkt, dee mer haut hunn, dat ass net ee Käschtepunkt, deen déi Partei, vun där Der esou vill schwätzt, ze veräntwerten huet, dat ass de Käschtepunkt vun deenen, déi dropgetässelt hunn.

An ech sinn dergéint, dass een d'Mammerent ofschaaft fir déi Mammen, déi soss keng Unerkennung vun hirer Liewensarbeit hu wéi déi.

Wann Der deenen aneren dat wëllt ewechhuele fir d'Zukunft, dat stéisst net op meng perséinlech Oflehnung, mä wann Der deene Mammen et wëllt ewechhuelen, déi soss näischt hunn no engem Liewe voller Aarbecht, do wieren ech mech dergéint, well et ass eng almoudeesch, eng archaisch Opaassung vun Aarbecht, fir nëmmen ze mengen, Aarbecht wier nëmmen déi Tätegkeet, fir déi ee bezuelt gëtt.

Et gëtt och vill Aarbecht an der Gesellschaft, fir déi een net bezuelt gëtt, a wa mer missten déi Aarbecht bezuelen, da kéinte mer se net bezuelen. Duerfir gi mer dat um Enn vun der aktiver Period vun deem Liewen. Mä wann Der dat wëllt ewechhuele bei der Mammerent, wat ze vill drun ass a wat vun anere Parteien dropgesat ginn ass, fir dee Gesamtkompromëss ze fannen, also, Dir rennt bei mir oppen Dieren an.

Ech sinn direkt d'accord, fir dat ze maachen. Ech sinn direkt d'accord, eng Motioun an deem Sënn haut de Mëtteg hei unzehuelen. Da mache mer dat fir d'Zukunft, well et kann een deene Leit, déi dat elo kritt hunn, dat net ewechhuelen.

Ech hunn lech gesot, wéi et mat den Investissemter hei am Land steet, well gesot gëtt, et gëtt een näischt gewuer. Ech hu gesot, dass mer se wiesentlech méi héich hunn, wéi mer se eigentlech um Ufank vun der Legislaturperiod wollten hunn, an dass mer se net esou héich hunn, wéi mer eigentlech se missten hunn, wa mer alles dat géife maachen, wat mer eis virgeholl haten.

Ech sinn dem Här Meisch dankbar derfir - dat ass och korrekt -, dass hie seet, mir si mat de Prioritéite vun der Regierung bei den Investissemter d'accord, mir fannen déi Politik an de graffen Zich - dat ka jo am Detail ofwächen - an der Rei.

Jiddwereen ass och d'accord mat deenen Investissemter, déi mer op Belval maachen. Ech hunn lech de Chiffer genannt bis an d'Joer 2014 eran, fir dass kloer ass, dass den Enga-

gement vun der Regierung par rapport zur Universitéit op eng inébranlabel Aart a Weis steet.

D'Table ronde iwwer - wéi soll ech dat nennen? -, iwwert d'Beschleunegung vun den Investissemter, verwiesselt do net Saache mateneen! D'Reforme administrative ass eng aner Saach. An der Réforme administrative, fir déi d'Madame Modert mat mir zesummen zoustänneg ass, sinn dräi Aktionspläng virgeluecht ginn, fir d'Reforme administrative an d'Weeër ze kréien.

Iwwerens si mir jo net déi éischt Ministeren, déi fir d'Reforme administrative zoustänneg sinn, dat waren och schonn anerer virdrun.

An hei geet et drëm, fir déi - wéi nennt een dat op Lëtzebuergesch? -, déi Goulots d'étranglement - wéi nennt Der dat? -, déi Erstéckungsréng do, déi Erstéckungsschläch opzebriechen, déi mer ëmmer erëm feststellen tëschent dem Stat, innerstaatlech tëschent de Verwaltungen an de Ministere - dat ass eben esou -, de Gemengen an de Promoteuren, de Syndikater.

Ech hätt eigentlech just déi Leit gären eng Kéier zesummen. Ech empfänke vill Leit getrennt, an déi reege sech alleguer bei mir um Büro wiesentlech manner op wéi dobaussen, wa se Froe gestallt kréien.

A mir hate schonn an där fréierer Regierung a schonn an där Regierung virdrun ëmmer erëm mat den Ëmweltministere - dat si jo där extra - décken Zodi, well all Mënsch eis gesot huet: „Déi halen alles op.“ An ëmmer, wa mer dann zesummesouze mat de Patronatsverbänn a mat aneren, da sinn déi Kritik vill méi douce formuléiert ginn.

Dat huet mech ëmmer beandrockt, obschon d'CSV érischt zanter dräi Joer den Ëmweltministere huet an 30 Joer laang aner Leit zoustänneg ware fir d'Kombinatioun vun Economie - déi hate mer nämlech och nach ni - an Environnement. Mä duerfir gëtt et jo keng Widdergespréich méi tëschent Ëmweltpolitik a Wirtschaftspolitik, dat huet jo 30 Joer laang kënnen geleist ginn, ouni dass iergendee vun der CSV lech dodranner geschwat huet.

Mä et gëtt awer nach Konflikter, déi bleiwen, an dat musse mer an aller Rou duerchdiskutéieren. Dat ass keng dramatesch Ukënnegung, dat ass en handwierklechen Hiweis op eppes, wat an der zweeter Halschent vun dësem Joer geschitt. An esou kéint ech virufueren.

Mir kënnen hei e Mietzuschuss un, mat der Reserv dobäi, dass dat net däerf sech dann an de Loyere verflüchtigen. Mä et ass eng wichteg Moosnam, déi ass awer laang Joren, jorzéngtelaang vu Gewerkschaften, vu Sozialverbänn, vu Parteien, souguer bis an hir Wahlprogrammmer eran, verlaangt ginn.

Ech hu mech iwwerens laang géint déi Moosnam gewiert, ech wëll dat éierlech soen, well ech effektiv fäerten, dass dat herno an deene falschen Tasche lant - wéi och déi Steiererliichterungen, déi mer gemaach hunn, a falschen Tasche landen. Duerfir musse mer kucken, wéi mer dat geschéckt a wéi mer dat geschéit zesumme maachen.

Et ass natierlech keng Nouvelle, wann ee seet, mir géifen de Kulturbudget net kieren. E gëtt awer iwwerall an Europa gekierzt.

Et ass natierlech keng Nouvelle, wann ee seet, d'Entwécklungshëllef bleift op engem Prozent vum Bruttoinlandsprodukt. Si ass awer a ganz Europa ofgesenkt ginn, souguer an deene Länner, déi mat eis un der Spëtz stin vun der Entwécklungshëllefleeschtung: an Dänemark, an Holland, a Schweden, iwwerall - an an Holland besonnesch staark - gëtt d'Entwécklungshëllef gekierzt. Mir wëllen dat net maachen.

Huelte dat net als Nouvelle, mä et ass awer gudd, dass Der wësst, wou mer net spueren. Well ech hat gesot, d'Politik misst ee vun Ufank un erklären a vun hinnen hier verstoen, an duerfir sollt ee wëssen, wat hinnen um Wupp erauskënn, wa mer dee Screening, dee mer da lafend maachen, wa mer do zu konkrete Resultater kommen.

Iwwert den eenheetleche Waasserpräis, do géif ech mech awer wierklech gären eng Kéier gesondert mam Här Bausch a mat aneren ënnerhalen, well ech menge wierklech, dass mer eis do falsch verstanen hunn. Hei ass keng populistesch Campagne géint d'Gemengen! Am Géigendeel, ech hunn extreme Respekt viru Leit, déi Gemengepolitik maachen. Ech hunn der ni gemaach, ech traue mer och net zou, der ze maachen. Neen, ech kann dat net. Dat ginn ech éierlech zou. Ech bewonneren déi Leit, déi dat maachen, well dat ass een enormen Asaz, deen een do muss hunn.

Dat kënn ech net maachen, mä ech sinn der Meenung, dass an engem klengen Land en eenheetleche Waasserpräis eng Richtung ass, an déi ee sollt goen, an dass mer op deem Wee dohinner sollen alleguer déi Froen examinéieren.

ren, déi sech stellen. Mä doriwwer kéint een eng aner Kéier méi am Detail schwätzen.

Elo hunn ech gelies bei de Gewerkschaften, och bei Einzelnen heibannen, ech hätt op eng gelungen Aart a Weis hei iwwert d'Chômeuren an iwwer Leit, déi am RMG sinn, geschwat. Ech wëll lech soen, dass dat iwwerhaupt net stëmmt! Ech hu just drop opmierksam gemaach, dass et bei de Leit, déi keng Aarbecht hunn, besonnesch, wa se a Faillitë sëtzen, Leit gëtt, déi einfach riicht eraus soen: Dat ass eben esou, mir huele keng nei Aarbecht un, soulaang wéi mer Chômage kréien. Dat ass, an ech fanne dat net normal, do muss mer e Konsens driwwer kréien, dass een dat ofstellt.

An ech sinn der Meenung, dass déi Politik, déi mer am Beräich vum RMG maachen - ech si vun Ufank un derbäi, vun un dass déi Politik '86 erfonnt ginn ass -, och muss drop ausgeriicht sinn, dass d'Leit net an der Aarmut sëtze bleiwen. Et ass kengem domat gehollef, ee Liewe laang Sue vum Stat ze kréien, fir doheem ze sëtzen. An ech verbreedere mech net allze laang doriwwer, well ech jo weess, dass et vill Leit am Land gëtt, déi, wa se engem nolauschteren, dann déi Gedanken do einfach emol prolongéieren a Richtungen, wou ech se net gäre sech hin entwéckele gesinn a wou ech och net géif richtig beschriwwen ginn, géif ech als ee beschriwwen ginn, dee Positioun an déi Richtung bezunn hätt. Mä déi Saachen do, déi muss mer trotzdeem klären an et dierf ee sech net erfieren driwwer, wann een dat heibanne seet.

Gradesou, wéi ech nodrécklech der Meenung sinn, dass den Tourismus eng Branche vun eiser Ekonomie ass, déi mer kenne weiderentwéckelen. Do ass méi wéi ee Prozent méi PIB-Schafung dran! A gradesou sinn ech der Meenung, dass och déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn, muss bereet sinn, an dee Secteur schaffen ze goen. Do schaffen 18.000 Leit. Et si vill Leit um Arbeitsamt ageschriwwen, déi keng Qualifikatioun hunn. Wa se am Beräich vun der Hôtellerie schaffen, kréie se iwwert dem Schaffen déi Qualifikatioun, déi se brauchen!

Loosse mer eis dach zesumme virhuelen, dass mer derfir suergen, dass do, wou awer Aarbeitsplaz fir initial onqualifizéiert Leit sinn, déi Aarbeitsplazen och muss besatz gi vun deene Leit, déi och initial onqualifizéiert sinn an déi awer kenne sech op der Aarbecht qualifizéieren! An da muss mer zesummen an déi Richtung goen, well et geet net duer, fir driwwer ze kräischen, dass esou vill onqualifizéiert Leit am Chômage sinn.

Wa mer wëssen, dass weiniger Plazen onqualifizierten Zouschnëtts lues a lues entstinn, da muss mer derfir suergen, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, onqualifizéiert sinn. Ech wëll just soen, 60% vun deene Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwen sinn, hunn ni eng Lëtzebuerg Schoul vu banne gesinn. Déi waren net an de Lëtzebuerg Schoulen!

Duerfir, wann een iwwert d'Schoul schwätzt - bei aller Reformnoutwendegkeet, déi et gëtt, an ech gesi se als grouss un -, muss ee mat Nuancen iwwert déi Affären do schwätzen. Net jiddwereen, deen onqualifizéiert sech am Zoustand vun der Aarbeitslosigkeit zu Lëtzebuerg befënnt, ass eng Victime vum Lëtzebuerg Schoulsystem. Déi meescht sinn net duerch d'Lëtzebuerg Schoul gaangen, wat ee grouse Problem ass an eigentlech e Problem ass, dee wiisst a wou ee muss oppassen, wéi een iwwert dee schwätzt, fir dass een och erëm net Anlass gëtt zu falschem Verstoen.

D'Formatioun huet den Här Meisch zu Recht ugeschwat. Do maache mer vill! Mir hu schonn eleng d'lescht Joer iwwer 200 Milliounen Euro staatlech Gelder an d'Formatioun gestach, a mir hunn den Undeel, d'Participatioun vum Stat un de Formatiounskäschte vun de Betriber vu 14,5 op 25% eropgesat, fir méi Ansporn ze ginn, fir Formatiounen am Betrib ze maachen, fir dass méi Leit kenne an d'Formatioun goen. Dat ass also eng Politik, déi amgaang ass ze wuessen.

Dann huet den Här Bausch a senger Anti-CSV-Ried hei eng Rei vu Problemer...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Huet dat wéigedoen?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Gelift?

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Huet dat wéigedoen?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Neen, et huet net wéigedoen, et war eng grouss Iwwerraschung fir mech, well ech hunn lech bis elo ëmmer als ee vun deene seriösten Débatanten an dësem Haus ëmfonnt.

► **Une voix**.- A wann een d'CSV kritiséiert, ass een dann net méi seriö?

(Interruptions diverses)

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Neen, ech wëll... et ass mir ganz escht gemengt. Ech hunn den Här Bausch nach all Joers, au grand dam vun aneren, fir d'Exzellenz vu senger Riede gelueft. Ech war net ëmmer d'accord, mä ech hunn haut fir d'Éischt eng total op eng Partei zou cibléiert Ried fonnt...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech wäert lech och duerno soen, firwat! Ech wäert et nach eng Kéier erklären.

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- A wann dat esou ass, dann deet dat mer leed an da froen ech mer och nach d'Parole après député an da kucke mer emol, em wéi vill Auer dass mer hei fäerdeg sinn. Ech wëll just...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech hunn Zäit, ech hunn Zäit!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech hunn haut ausnahmsweis och Zäit.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ma dat trëfft sech jo da gutt!

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, jo. Ech wëll soen, mat deene spezielle Fongen oder Gelder, déi ee weinst enger eigentlech konjunktureller an net permanent struktureller Politik anhëlt, fir déi Gelder an extra Fongen ze leeën, dat ass jo net eng abwegeg Iddi. Dat hu mer jo gemaach mat deenen zwee Spezialfongen, déi mer elo gemaach hunn, an dat maache mer zanter laange Jore mat dem Schuldentilgungsfong.

Dat ass ee Fonds de la dette publique, deen eigentlech soss kee Land huet an dee mer zrëck an den 90er Joren ugeluecht hunn, grad wéi mer och an den 80er an an den 90er Joren d'Plus-values geholl hunn a) fir ze investéieren, doduerch sinn déi Reserven an Investitioungfongen entstanen, a b) hu mer d'Scholden accélériert zrëckbezuelt.

Mir hunn ëmmer eis Scholde méi séier zrëckbezuelt wéi mer se hätte missen zrëckbezuelen. Just mat deem Instrument vum OLUX - loosse mer elo net an d'technesch Detailler agoen - war dat net méiglech, well déi loosse sech net éischer zrëckbezuelen.

Mä déi Iddi, fir Suen ze reservéieren, déi een eigentlech als „windfall profits“ ee Moment kritt, fir déi ze immuniséieren, ass richtig. Mä dat setzt viraus, géif een dat maachen - mir hunn et jo op eenzelne Punkte gemaach, dat huet den Här Bausch korrekterweis gesot -, dass een entweder méi spuert oder dass een d'Steiere méi héich fiert, dass ee sech d'Méiglechkeet aménagéiert, dee Spurt ze hunn am Budget, deen ee brauch, fir de Budget normal ze bedéngen a fir déi Zukunftsfongen unzeleeën.

Dat gëtt jo och heiansdo am Zesammenhang mat de Steierrecettë vun der Finanzplaz gesot. Mä dat setzt ëmmer viraus eng massiv Aspueerungspolitik op der Dépensésäit, déi, géif ee massiv aspueeren, Austeritéit maachen - dat ass jo keng Austeritéitpolitik, wat mir hei maachen, dat ass jo Ajustement an à la rigueur do, wou se muss sinn -, wa mer dat géife maachen, da géife mer wierklech eenzel Konjunktursegmenter zu Lëtzebuerg de Moment erstécken! An duerfir muss een déi Saachen an Etappe maachen.

An duerfir indiquéiert et sech, Här Meisch, och net ëmmer, voreileg Annoncen ze maachen, well wann een Dramatesch proposéiert fir d'Joren 2014 a 2015, da kënnt et zu engem Konsumenteverhalen, wat net gutt ass. Dat ass mer fréier emol heibanne reprochéiert ginn, dass mer ze vill negativ géife molen an doduerch géif de Konsum zesummebriechen.

Mir molen och elo negativ, mä awer net iwwerdriwwen negativ. Mir muss jo och op déi Situatioun an de Statsfinanzen ëmmer erëm opmierksam maachen, well mer et mat Interlocuteurs hei am Land ze dinn hunn - ech schwätzen net vun der Politik -, déi dat einfach net gleewen. D'CGFP, den OGB-L a seng ugeschlossene Redaktioun, déi fiert stur virun, ze niéieren, dass mer zu Lëtzebuerg e Budgetproblem hunn. Dat ass den Hannergrond, virun deem mer hei am Land muss Politik maachen. A ganz einfach ass dat net!

Mir hu jo probéiert, vu Geldleeschungen op Sachleeschungen ëmzeklammern. Mir hunn 2006 an der Tripartite, wann ech gelift, an net nëmmen d'Regierung, décidéiert, d'Kannergeld ze desindexéieren a stattedes Sachleeschungen ze maachen, zwou: d'Kannerbetrieungsstrukturen ausbauen - duerfir gi mer haut 222 Milliounen aus, 40 Milliounen méi wéi mer agespuert hunn duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld - an d'Chèque-servicen. D'Chèque-servicen ass net eng Lubie vun der CSV kuerz virun de Wahlen gewiescht, et ass een Accord, dee mer an der Tripartite 2006 an 2007 getraff hunn, fir an d'Richtung vu Chèque-servicen ze goen.

Elo kann een doriwwer onendlech laang streiden, ob dat alles richtig oder alles falsch gemaach ginn ass. Wat elo proposéiert gëtt, ass jo, dass een déi Leit, déi ee klenkt Akommes hunn, schadlos léisst mat deem Spueffort an dass een e méi sozial gerechte System kritt, je nodeems, a wat fir eng Gehaltskategorie dass een eropkënn. Dat ass eng sozial gerecht Politik. Nennt se sozial selektiv oder anescht, mä jiddefalls si mer do elo an engem Wee, dee mer richtig schéngt. Mä d'Chèques-servicen an d'Kannerbetrieung, dat ass d'Resultat vun der Desindexéierung vum Kannergeld, an duerfir wullt ech dat nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen.

D'Kannergeldbesteuerung. Et gëtt zwee Länner an Europa, déi d'Kannergeld besteieren, zwee! An déi hu grouss Schwieeregkeeten domat. Dat ass Spuenien an dat ass Griichenland. An ech hu mat deene Leit mech öfters doriwwer... Ech soen dat net esou, wéi dat elo Einzelner gemengt hunn. Ech wëll soen, dass dat ee steierphilosophesche Raum ass, deen net eisen natierleche steierphilosophesche Raum ass. Alleguer déi aner an Europa, déi maachen dat net.

Mir hu ganz reell Problemer, ech hunn der dräi genannt. Den Här Bausch seet, deen éischte Grund, dat ass een, deen een direkt ka vergiesen, well wann ee fäert, dass ze vill Leit duerch d'Derbäirechne vum Kannergeld géifen an déi Zon kommen, vun där un ee Steiere muss bezuelen, da muss een einfach déi steierfräi Minimaen héijen an am Barème eppes maachen. Jo, wa mer ënnen - mir hunn déi héchste steierfräi Minima souwisou -, wa mer déi héijen, da leeft dat duerch de ganzen Tarif.

Dat heescht, fir ze verhënnern, dass déi Leit ënnen duerch d'Hinzouzeie vum Kannergeld net ze vill Steiere bezuelen, huelen ech schonn erëm dee Plus, deen ech duerch d'Kannergeldbesteuerung uewe kréien, ee Stéck ewech, well ech ënnen de steierfräie Minima gehéicht hunn, deen duerch de ganzen Tarif leeft. A mir hunn, trotz alle Beméiungen an de Jore virun, fir dann am Tarif iergendwou e Knacks ze maachen, fir dass deen Avantage vun ënnen net bis ganz uewen duerchleef, regelméisseg Schwieeregkeete fonnt.

Et geet net nëmmen ëm d'Frontalieren, et geet ëm d'Duebelbesteuerungsofkommes mat den Nopeschlänner haaptsächlech, an och mat Portugal. D'Kannergeld gëtt an deene véier Länner ënnerschiedlech juristesche a steierpolitisch, steierphilosophesch qualifizéiert. Mir mussen eis dann also verstännege mat Frankräich, mat der Belsch, mat Däitschland, mat Italien, mat Portugal op déiselwech Conception an Approche zum Kannergeld, fir erauszefannen: Wou gëtt dat besteiert a wou gëtt dat net besteiert? An ech wëll net, dass mer an der Belsch esou maachen, an Däitschland esou maachen, a Frankräich esou maachen, an Italien esou an a Portugal erëm anescht.

Ech si ganz gäre bereet, doriwwer nach ze diskutéieren, fir dass een d'Positiounen méi daitlech ka maachen, mä wou ech steierideologesch derfir sinn, dass een d'Kannergeld besteiert - well sozial Gerechtegkeet organiséiert sech och iwwert de Steierwee -, sinn ech steiertechnesch der Meenung, dass dat, vu déi spezifesch Komplexitéit vun eiser fiskaler Soziologie, ganz einfach net ze maachen ass.

Gradesou, wéi ech och mam Här Bausch - ech stellen awer fest, dass ech op vill méi Punkte mat lech d'accord sinn, wéi ech gemengt hunn - der Meenung sinn, dass - Dir hutt d'Beispill vum Gromperfeld genannt, wou een, ouni sai Mérite an ouni seng Intelligenz ze beméien, dann op eemol duerch eng Perimetererweiderung e räiche Mann gëtt -, fir dat dann iwwert d'Plus-values-Gesetz, esou hunn ech lech verstanen, méi staark ze besteieren. Domat sinn ech ausdrécklech d'accord!

Just fäerten ech, dass dat och erëm net esou ausgeet, wéi mer mengen, dass et misst ausgeen. Well dat, wat als Steier muss méi bezuelt ginn, dat soen ech lech elo, an esou sinn d'Leit entre-temps hei - Dir sot jo, ech dierft se net vernennen; ech vernennen d'Leit, dass se einfach exorbitant Präisser froen -, déi Steier, déi se mussen entriichten, déi schloe se op de Verkafspräis drop, gleeft mir et!

D'Leit rechnen aus, wat ass d'Plus-values-Steier, klack, kënnt dat drop! Virun allem kënnt dat drop, wann de Stat akafé geet. Schwätzt emol mat deene Leit! Also als Buergermeeschter begéint Der jo eis Leit, déi kafen a verkafen. Mat de Gemenge gi se jo am Regelfall eens. Schwätzt emol mat en, wéi dat dann esou zougeet an der Stuff, wa probéiert gëtt, do en Terrain ze kréien, a wat fir Elementer dass do alleguer spillen! Also, ech si guer net dergéint, Här Bausch, dass een déi Saachen do kuckt, mä ech hunn awer Bedenken, ob een dat einfach esou ka maachen. Mais, à voir!

An dann hunn ech den Här Urbany - ech weess net, ob hien dat haut gesot huet -, mä ech hunn dat iergendwou héieren awer, ech hätt hei geschwat wéi den Här Sarkozy. Wësst Dir, ech sinn iwwerrascht doriwwer, mä den Här Sarkozy awer nach vill méi!

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Premierminister. Den Här Bausch hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Parole après ministre. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Partei iwwer zwou Wahlen ewech am finanziellen Beräich sech selwer, senger Partei, als Premierminister a senger Partei op de Fändel schreift, datt si ausschliesslech an eleng zoustänneg wieren an derfir gesuergt hätten, datt d'Land finanziell anscheinend esou gutt do-stéing, an domat an de Wahlkampf zitt, an iwwer Joren net midd gëtt, fir hei am Land ëmmer nëmmen dat nämlech an där Hiiicht ze verrieden, an all déi aner Parteien, inklusiv muss ech soen - mir ware jo nach net Regierungspartner vun lech an der Regierung -, inklusiv déi jeeweileg Regierungspartneren eigentlech domadder och als zweet Kategorie an alle Wahlkampf ze kategoriséieren, dat heescht, sech just eleng de Mérite zouzeschreien, dann ass et awer, géif ech awer soen, dat Normalst vun der Welt, datt een an engem Parlament, wou et ëm d'Lag vun der Natioun geet, ëm de Budget, ëm d'Finanze geet, och versicht, déi Partei an dee Premierminister zur Rechenschaft ze zéien, dee sech dat während deene leschten zéng Joer vu moies bis owes op de Fändel geschriwwen huet an inklusiv esou an de Wahlkampf gezunn ass.

Ech gesinn awer wierklech net, wat do soll anormal sinn, ausser natierlech, datt, wann een eng Rei Saachen hei opzielt, an déi vläicht dem Premierminister net schmaachen an hien och net frou doriwwer ass, wann en eigentlech emol eng Kéier hei am Parlament par rapport zu deene verschiddene Saachen a Widder-spréch vun de leschten zéng Joer de Spiegel dohinnergehale kritt. Ech wier och net frou doriwwer, wann ech de Spiegel dohinnergehale kritt hätt. Mä heiansdo ass et awer net schlecht, wann een deen dohinnerhält, géif ech mengen. An ech mengen, dat ass jo och dat Recht, wat mir eis op kee Fall hei huele loosse an och ni wäerten huele loosse!

Mir leeën de Fanger hei an d'Wonn, op déi Partei an op déi Ministeren, op déi Persounen, wou mir fannen - elo mag et sinn, datt anerer dat anescht gesinn -, mä wou mir fannen, datt se eng gewisse Responsabilitéit u verschidde Situatiounen hunn. Datt dat deene vläicht net ëmmer passt, domadder kenne mir ganz gutt liewen.

An da wëll ech just zu zwee Punkte nach kuerz eppes soen. Dat éischt ass - oder dräi -, dat éischt ass déi Geschicht mat de Spuermoosname generell, an dat an Zesammenhang och setzen, wa gesot gëtt, mir kenne net, zum Beispill, méi Sue vum Commerce électronique immuniséieren am Moment, well soss hätte mer missen op där anerer Sait jo kucken, wou mer méi Steieren erakréie respektiv wou mer méi spueren, an dann hätt dat zu Austeritéitsmoosname kenne féieren, déi eng immens Auswirkung hätte kenne hunn op d'Konjunktur, op d'Binnenkonjunktur an esou weiter.

Ech wëll just soen, datt mer eng Rei Mesuren opgezielt hunn, haut de Moien an och am März an der Debatt. Dat ware Mesuren, déi huet Ären eegene Finanzminister an deene leschten zwee Joer an deene verschiddeste Momenter selwer ëmmer op den Dësch bruecht. Et war souguer esou, datt virun zwee Joer eng Rei Saache schonn als Pak proposéiert gi waren! Du hat Der an Ärer eegener Regierung e bësse Kaméidi kritt, an du huet de Koalitionspartner sech queesch geluecht, an du hutt Der gerudert no léns, no riets, no uewen, no ënnen, fir ze kucken aus deem Dilemma erauszekommen, du hutt Dir eng Rei Saachen zrëckgeholl.

Wann Der... déi ware jo chiffriert ginn deemools. An déi Saachen, déi ech de Moien opgezielt hunn, wann Der déi chiffriert kuckt, a mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat keng Saache sinn, déi een als Austeritéitsmesurë kéint bezeichnen, mä datt et éischer an d'Richtung geet wéi dat, wat Dir anscheinend jo och wëllt, nämlech fir eng gewëssen, fir méi Selektivitéit eranzubringen bei verschidde Saachen.

Mä wann een do kuckt, wat d'Spuereffekter - déi waren, wéi gesot, berechent ginn - do gewiescht wäeren, wann een déi ugewannt hätt, dann hätt ee mat Sécherheet e gudden Batz méi Sputt gehat, fir kënnen ebe Suen ze immuniséieren, fir déi ze notze fir d'Diversification économique, wat eiser Meenung no eben - an dat bleift eis Meenung! - déi wichtegst Erafuerderung ass fir déi nächst Joren.

Duerfir, hei elo ze soen oder dat elo op eemol duerzestellen, wéi wann dat zur Katastroph gefouert hätt, do muss ech lech soen, ech verstinn net, wou Dir, Är Partei, Äre Finanzminister eng ganz Rei Saache konnt proposéieren. Déi sinn nach vill méi wäit gaange wéi dat, wat mir hei proposéiert hunn! Dann hutt Dir jo selwer mat Ärem Finanzminister Saache proposéiert, déi eis anscheinend an d'Austeritéitskatastroph gefouert hätten. Dat kann ech net novollzéien, wéi gesot, well eis Mesuren, déi mir proposéiert hunn, si bäi Wäitem net esou wäit gaangen, mä hätten awer sécherlech deen Effekt gehat, datt mer hei hätte kënnen handelen.

Da wëll ech zu där ominöser Mammerent soen: Da muss mer vläicht awer emol eng Kéier den Historique richteg maachen! Dat war jo awer net grad esou, wéi Dir dat elo grad hei beschriwwen hutt!

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Oh dach!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Neen, dat war net esou. Ech wäert lech dat elo soen. Dir sidd, ech...

(*Interruption*)

Um Rentendesch, wëll ech lech soen, um Rentendesch souzt net Dir do, mä ech souz do mat Äre Parteikollegen. Well Dir waart jo um Rentendesch selwer net derbäi, den Här Wagner huet dee presidéiert. Mä ech souz do, an ech weess nach ganz genau, wéi dat do ofgelaf ass. Do koum Är Partei dohinner a si huet déi Propos op den Dösch geluecht. An déi éischer Propos, déi huet esou ausgesinn, datt déi ganz Mesure net hätt solle finanzéiert ginn iwwert de Statsbudget, mä iwwert d'Rentekeese vum Privatsektor.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Jo.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Dat war déi éischer Propos!

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Jo.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Dat heescht, eng... Et ass natierlech einfach, fir mat - wéi soll ech soen, wéi nennt een dat op Lëtzeburgeresch? -, fir mat aneren hirem Lieder Rimmer ze schneiden.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Do ass eng Milliard d'Joer vum Stat derbäi awer!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Jo, mä dat... Jo, ech wëll awer just soen: An du koum dorobber Widerstand! Do koum um Rentendesch Widerstand. Mir hunn enner anerem eng Pressekonferenz ginn. Mir hu gesot, mir géifen dat total inakzeptabel fannen, datt eng Leeschtungsfirmen - par rapport zum Rentensystem, zum Cotisationsystem, zum Assurance-system - Leeschtung sollt do iwwert de Rente-system vum Privatsektor finanzéiert ginn.

An dunn ass natierlech eng déck Diskussioun entstanden. Mir hunn e puer flott Beispiller ginn, déi och ganz alichend waren, firwat datt dat souwisou diskutabel wär, an och scho guer net op déi do Aart a Weis. An dunn hutt Dir gesot zu engem gewëssene Moment, no engem Regierungsbriefing: „Also, wann de Rentendesch, wann do esou en Egoismus ass, dass déi dat net wëlle bezuelen, da gëtt dat iwwert de Statsbudget finanzéiert!“

Bon, dat war den historiesche Werdegang, an doropshin hu mer dunn natierlech an der Chamber eng Diskussioun gefouert iwwert déi Mesure als solch a mir hunn hei contestéiert - bei där do Mesure wéi och iwwregens bei villen aneren, a bei villen aneren, wou vu Verschiddene vun Ärer Partei zu Recht och haut contestéiert gëtt -, datt déi dote Mesure op déi do Aart a Weis anzeféieren iwwert de Statsbudget,

datt dat total onselektiv wär, sozial onselektiv wär, datt mer duerchweegs hätten eis kënnen virstellen, datt een eppes gemaach hätt fir déi Fraen, déi keng eege Rechter hunn, an dat och duerch Scheedungsgrënn a Gott weess wat - et gëtt jo vill méiglech Liewensweeër, déi sech kënnen stellen, déi maachen, datt ech herno mat ganz schlechte Renteleeschungen dosetzen, oder eventuell mat guer kengen -, datt ee fir déi eppes gemaach hätt. Op deem dote Wee wäere mer duerchweegs d'accord gewiescht.

Mä awer hinzugeen an ze soen, mir fannen elo op eemol, datt all Fra, déi decidéiert huet an hirem Liewen, sech der Kannerbetreuung hinzugeen, donc net cotiséiert huet, där hire Mann och eventuell net bereet war, hir Rechter opzebauen - well dat wär och eng Méiglechkeet gewiescht, déi een hätt kënnen an d'Ä faassen zum Beispill, jee nodeem, wéi de Revenu zum Beispill och souwisou ass -, dann einfach ze soen an enger grousszüeger Aktion: „Mir fannen dat elo wichteg, mir wëllen einfach honoréieren, einfach esou honoréieren, datt ee 40 Joer, ob et e Mann oder eng Fra war, Kannerbetreuung doheem gemaach huet an net berufstätig war. Dee kritt einfach elo emol déi Prime do ausbezuelt“, dat ass eng ideologesch Approche, Här Statsminister, et deet mer schrecklech leed! An et ass dat, wat ech och de Moie gemengt hunn.

(*Interruption*)

Jo, jo, an do differenzéiere mer eis och vum lech! A mir stinn och do derzou a mir fannen och duerfir, hunn ech jo gesot: Et sinn eng Rei Saachen agefouert gi vum lech an Ärer Partei, déi e reng entweder ideologeschen Hannergrond haten oder souguer en elektoralen Hannergrond. An déi hei hat och nach ganz kloer en elektoralen.

(*Interruption*)

Jo, déi zwee, hunn ech gesot, ideologesch an elektoral.

(*Interruptions diverses*)

A fir déi hei Mesure sinn et déi zwee: Et ass en ideologeschen an en elektoralen Hannergrond. An et ass jo och opgaangen 2004. Et ass jo ganz gutt opgaangen 2004!

Mä ech hunn awer och deemools gesot hei op der Tribün - a meng Partei huet iwwregens dowéinst géint déi Mesure gestëmmt an där éischer an an där zweeter Phas -, mir hu gesot, mir wäeren eis sécher, datt dat doten eng Kéier esou ee Problem géif duerstelle fir de Statsbudget. An datt herno all méiglech Fuerderungen opkomm sinn an datt nach dropgetässelt ginn ass, dat ass jo - wéi soll ech soen? -, dat ass, wann een natierlech op deen do Wee sech begëtt...

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Dat war d'Ideologie op där anerer Säit!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Jo, mä dat war net eis! Dat waren net mir, dat waren net mir! Dat muss Der deene soen, déi dat gemaach hunn. Mä Dir hutt et awer matgedroen. Dir hat awer kee Problem domadder, dat matzedroen, oder?

(*Interruption*)

Dir hutt jo net dergéint gestëmmt heibannen.

Fait ass awer, wéi gesot, datt een iwwert déi do Saach... Iwwregens ass et jo iwwerraschend: Dir hutt jo virun e puer Joer bei deenen éischer Spuermoosnamen, déi Der bal all zréckgezunn hutt, do hutt Der jo och ugefaangen, driwwer ze diskutéieren. Mä Dir wësst jo selwer, Dir wësst jo selwer, datt dat doten eng Mesure ass, déi effektiv de Statsbudget all Joers 80 Milliounen kascht. Eng Mesure, déi eigentlech 2001 kee gefrot hat! Déi hutt Dir, an engem grousszüegen Akt hutt Der déi ginn - déi hat kee gefrot, kee Mënsch! -, well Dir dat, wéi gesot, ideologesch richteg fannt.

Et muss een awer och da bereet sinn - hu mer nämlech och gesot -, wann d'Situatioun esou ass - a mir hunn lech 2001 gewarnt, datt dee Moment géif kommen -, wann et méi eng gëtt, iwwer esou Mesurë wéi dat hei ze schwätzen. An da kommt, mir loosse effektiv deenen dat - déi Mesure hei -, déi et wierklech brauchen! Kommt, mir kucken emol, wien dat alles ass! Kommt, mir maachen emol eng genau Bestandsopnahm vum deenen - et sinn der 40.000 -, déi entre-temps déi Mesure kréien, wéi genau d'Revenussituatioun an d'Verméigenssituatioun vum deene Leit ass!

Dir wäert mer dach net wëllen zielen, datt souguer bei normalen... Duerfir hu mer jo am Rentensystem „Droit-dérivéen“, sou nennt dat sech, wou effektiv do e ganze Koup Witwerenten ausbezuelt ginn, déi substanzuell an der Rei sinn. Oder, wann een déi net méi an der Rei fënn, da muss ee souwisou diskutéieren, da fënn een op eemol, d'Rénte wäeren all insgesamt net méi an der Rei, net méi héich genuch. Mä dat ass eng ganz aner Diskussioun! Mä et

kann ee jo awer net mer wëllen zielen, datt, wa mer Droit-dérivéen hunn... An déi hu mer jo am System dran, fir eben derfir ze suergen, datt an esou Situatiounen och Leit net duerch d'soziaalt Netz falen, datt déi déi kënnen kréien.

Da solle mer dach wann ech gelift net higoen a mat der Géiskan nach zousätzlech hei Saachen dropleeën. An dozou sti mir nach weider! An do gesitt Der och an der Öffentlechkeet an Ärer Lektioen, déi Der effektiv nawell gär ausdeelt iwwer selektiv Sozialpolitik, net schrecklech gutt aus. Dat ass eben esou, an dobäi bleiwe mer, bei där Meenung!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen hat och nach d'Wuert gefrot.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - D'Parole après ministre.

► **M. le Président.** - D'Parole après ministre. Ech hat zwar net gemengt, datt Der direkt vum Här Statsminister hei offenséiert gi wäert. Mä dann...

► **M. Xavier Bettel** (*DP*). - E muss jo net offenséiert sinn,...

► **M. le Président.** - Jo...

► **M. Xavier Bettel** (*DP*). - ...et ass jo net „fait personnel“, wat...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Ech mengen, fir eng Kéier, wou den Här Statsminister emol esou fei war, sollt Dir, Här President, en elo net provozéieren, datt e soll hei aggressiv sinn.

(*Hilarité*)

Ech mengen, d'Parole après ministre, dat kann een ëmmer froen, souguer wann ee fei matenee schwätzt.

(*Hilarité*)

Ech wollt just zwou Bemierkunge maachen. Déi eng ass dat, wat d'Mammerent ubelaangt. Ech mengen, mir waren och zënter jeehier fir d'Unerkennung vum der Erzieungsarbecht vum de Mammen. Duerfir hu mer och um Rentendesch, wéi déi Propositioun gemaach ginn ass, déi Iddi vum Ufank un ënnerstëtz. Ech ginn net méi op d'Mammerent elo an, ech wëll just zur Finanzéierung eppes soen.

Wat de Kolleg Bausch elo gesot huet, dat ass richteg, datt um Rentendesch zu engem gewëssenen Zäitpunkt d'Regierung wollt, datt d'Finanzéierung sollt iwwert d'Pensiounskeese geschéien. Dunn ass um Rentendesch gesot ginn, et wier eng familjepolitesch Moosnam an duerfir misst se iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn, net iwwert d'Pensiounskeese. An et ass och gesot ginn, datt et net un de Pensiounskeese wier, u sämtlech Mammen, déi an deem Fall wieren, eppes ausbezuelen, well déi jo net mussen d'office eng direkt Liaison mat där Pensiounskeese hunn.

Et ass dunn op de Statsbudget iwwergaangen. Mä wat een dann awer muss nach hannerdrunhänken: datt mer an deene Joren duerno Transferten, déi vum Stat un d'Pensiounskeese gaange sinn, eng Rei vum deenen Transferten ofgeschafft hunn, wou de Stat en Engagement hat, sief et um Personal - se fale mer net méi an, et waren dräi, véier Moosnamen -,...

► **Une voix.** - Verwaltungskäschten...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - ...Verwaltungskäschten an esou, déi hu mer du reduzéiert oder ofgeschafft. An dat war awer dunn eng Kompensatioun deelweis...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale.* - Neen, neen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - ...fir eben déi Dépensen, déi de Stat iwwerholl huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale.* - Neen, et war eng normal Saach.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Jo neen, et ass net normal, Här Minister! Da wiere se jo...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale.* - Et ass eng normal Saach, dass en Établissement public...

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale.* - ...fir seng Verwaltungskäschten opkënn.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Jo, jo, mä et war gelungen: Et war bal dee Montant wéi déi Zäit d'Mammerent kascht huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale.* - Och do leit Der falsch!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Bon, just dat wollt ech awer derbäisoen, datt och d'Transferte vum Stat un d'Pensiounskeese ofgeschafft gi sinn duerno.

Ech wollt just nach eng Kéier un den Här Statsminister eng Fro stellen, déi ech virdru gestallt

hunn. En huet sécherlech vum deene ville Froen, déi e gestallt kritt huet, déi hei vergiess. Et ass mir wierklech wichteg ze wëssen, déi Deklaratioun, wou den Här Statsminister de 27. Juni 2006 gemaach huet am Kader vum der Fusioun ArcelorMittal, wou e gesot huet: „Déi Garantië fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg, déi hu mer awer kritt.“

Et ass mer ëmsou méi wichteg, well net méi spéit wéi gëschter den neie Wirtschaftsminister - am Zesammenhang, wou vu Paul Wurth elo un SMS déi 48,1% iwwerginn -, och den neie Wirtschaftsminister gesot huet, d'Regierung hätt all Garantië kritt. Ech mengen, dann ass et awer wichteg, ze wëssen: Wat fir eng Garantië sinn dat?

Ech maachen och duerfir eng gesondert Question parlementaire. Ech hunn déi haut un de Wirtschaftsminister gemaach, fir datt hien eis seet, wat fir eng Garantien datt dat sinn. Awer hei interesséiert eis och, wat fir Garantien, a wat fir enger Form datt d'Regierung deemools déi Garantië kritt huet, datt d'Stolstanduerter géifen erhale bleiwen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Här President, zu där leschter Fro vum Här Gibéryen wëll ech soen, dass ech, nodeem ech géint d'Iwwernahm vum Arcelor duerch den Här Mittel war - dat huet sech Januar, Februar 2006, mengen ech, ofgespillt -, duerno mam Här Mittel heftig Gesprécher gefouert hunn, fir aus där feindlecher Übernahm eng frëndlech Übernahm ze maachen. An am Kader vum deene Gesprécher hunn ech vum Här Mittel verlaangt, dass e mer géif versprechen, dass et net zur Konzernstrategie géif gehéieren, fir dass ee Wierk zu Lëtzebuerg géif zougemaach ginn. Doriwwer ass och geschriwwen ginn.

Wat am Detail geschriwwen ginn ass tëschent dem Wirtschaftsministère an der Entreprise, weess ech net, mä Dir adresséiert lech jo nach un den Här Wirtschaftsminister, an da kann en dee ganze Prozess do nach eng Kéier opschaffen.

Ech fille mech op jidde Fall vum Här Mittel eigentlech enttäuscht, well dat, wat elo geschitt ass, ass net dat, wat ech verstanen hat, wat mer ofgemaach haten.

Dat Zweet, wat ech dem Här Bausch nach wollt soen, ass, dass, wann ech mäin Historique iwwert d'Mammerent erzielen, hien een aneren Historique iwwert d'Mammerent erzielt. Dir erzielt d'Geschicht, déi reell ass, dass déi eng dat wollten iwwert de Statsbudget bezuelen an déi aner iwwert d'Pensiounsregime. Do ass sech drop géeneegt ginn, dass dat iwwert de Budget géif gemaach ginn.

Ech schwätze vum der inhaltlecher Konfektioen vum der Mammerent. An déi ursprénglech Iddi war eben, dass just déi Mammen et géife kréien, déi soss näischt vum hirem Liewens- a vum hirem Aarbechtsleeschtung hate wéi déi Mammerent, déi se elo kritt hunn.

An Dir sot, et ass eng ideologesch Fro. Also, dat huet elo näischt hei mat klerikalen an anere Schichten ze dinn. Loosst mech aus deene Spiller eraus!

Et ass fir mech eng ideologesch Fro, wat een ënner dem Wuert Aarbecht versteet. An ech verstinn enner Aarbecht Aarbecht, déi ee mécht, an net nëmme eng Tätigkeet, déi bezuelt gëtt an op där ee cotiséiert. Dat ass eng almoudesch Opfaassung vum Aarbecht, eng ganz almoudesch Opfaassung. An déi modern Opfaassung vum Aarbecht ass de Respekt virun all Aarbecht, déi gelescht gëtt, ob se bezuelt gëtt oder net. Duerfir sinn ech jo der Meenung, dass just déi Fraen déi Rent solle kréien, déi dat gemaach hunn an déi soss näischt hunn. An dass elo aner Fraen déi Rent kréien, déi soss nach eppes hunn,...

(*Interruptions*)

...dat ass nu wierklech net d'Iddi...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*). - Se kréie se awer alleguerten.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Dat ass net d'Iddi gewiescht vum deenen, déi initial déi Iddi haten.

► **Une voix.** - Jo, et ass awer dat, wat Der gemaach hutt.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Ech hunn eng millimetergenau prezis Erënnerung drun, wéi et gaangen ass, dass op d'Mammerent dauernd Elementer a Schichten dropgetässelt gi sinn, déi net am Sënn vum Erfinder waren. A wa mir eis doriwwer eens sinn, da kënnen mer dat jo an aller Rou kucken.



Ech soen lech just: Ech sinn dergéint, dass d'Mammerent ofgeschaaft gëtt fir déi Mammen, déi soss näischt hunn.

► **Une voix.**- Domadder si mer d'accord.

(Brouhaha général)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ah, wa mir elo alleguerten d'accord sinn,...

► **La même voix.**- Dann diskutéiere mer epe ganz aneschtens.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- ...da si mer schon ee ganz Stéck virun.

► **Une autre voix.**- Dat hätt kënne vun Ufank un esou sinn.

(Interruption)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Da si mer jo elo alleguerten op d'ärselwechter Linn a mer kënnen eis nëmme begléckwünschen, dass mer elo endlech do ukomm sinn.

Déi aner Iddien, vun deenen Der geschwat hutt och haut de Moien, ech konnt net op alles do agoen. Ech denken, dass Der och un d'Kilometerpauschal beispillsweis denkt. Doriwwer kann een diskutéieren. De Finanzminister hat dat d'lescht Joer och ugefaangen ze diskutéieren. Dat hu mer '91 agefouert, andeem mer d'Frais de route, déi all Contribuable péniblement huet missen opschreiven an déi iwwerpréift gi si vun enger Legioun vu Steierbeamten - et sinn der nach net ëmmer genuch -, mä do huet ee scho vill gespuert gehat doduerch, dass mer

dat ofgeschaaft hunn. Mir hunn eng Kilometerpauschal agefouert mat Segmenter vu fënnf Kilometer Fluglunn.

Dat ass eng ekologesch Geschicht, well déi Kilometerpauschal kritt een eben net nëmme, wann ee mam Auto fiert. Déi Kilometerpauschal kritt een och, wann ee mam Zuch fiert, wann een ze Fous geet oder wann ee mam Vélo fiert. A jiddwereen, dee rechent, dee gewënnt méi Steieren, wéi en Abonnement vum Zuch d'ganzt Joer kascht. A jiddwereen, dee mam Auto fiert, kritt net esou Steiervirdeeler duerch déi Kilometerpauschal zréck, wéi de Bensin an den Diesel kaschten.

Also, dat ass net eng Saach gewiescht nëmme fir d'Automobilisten. Dat ass fir all Verkehrsteilnehmer onofhängeg vum Verkéiersvehikel, wat e benotzt, an dat ass insofern eng héich modern ekologesch Approche gewiescht zu der ganzer Problematik „Distanz vum Aarbechtswee“.

Am Iwwregen, schaaft een dat of - et kann een iwwer alles diskutéieren -, da muss een erëm déi steierfräi Minima direkt héijen, well vu Mindestloun plus x u bezuelen d'Leit méi spéit Steieren, well d'Kilometerpauschal - déi éischt fënnf Kilometer - am Steiertarif drakommen.

(Interruption)

Sou, wa mer dat wëllen änneren, da muss mer erëm déi steierfräi Minima erhéijen, an da profitéieren erëm déi uewen an net déi ënnen.

An duerfir sinn ech d'accord, Här Bausch, iwwer all déi Saachen ze schwätzen, mä gitt emol dovun aus, dass selte Froe gestallt ginn, mat deene mer eis nach net beschäftegt hunn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Domadder wäre mer um Enn vun den Diskussiounen.

Motion 1

Mir hunn elo nach hei eng Motioun, déi ageeerecht ginn ass vum Här Bausch.

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen? Här Bausch?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech hunn alles gesot, Här President.

► **M. le Président.**- Wëllt soss kee méi Stellung huelen?

(Négation)

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwer déi Motioun.

Vote sur la motion 1

Kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt gefrot. Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre, 20 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diedrich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

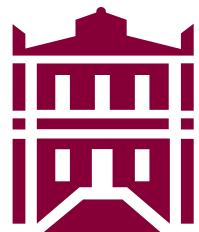
(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wären d'Debatten iwwer d'Lag vun der Natioun ofgeschloss a mir si gläichzäitig um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 15.57 heures)



SÉANCE 29

JEUDI,
10 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

- Dépôt d'une motion par M. Claude Adam
 - M. Claude Adam
- 6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Fernand Boden
 - Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi
 - M. André Bauler
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg
 - Exposé: M. André Bauler
 - Débat: M. Marc Lies, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Den Här Adam géif d'Wuert froe fir den Dépôt vun enger Motioun. Da kommt Dir, Här Adam!

(Hilarité)

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll elo net laang iwwer meng Motioun schwätzen, well den Titel eigentlech scho bal alles seet. Déi Motioun heescht: «Mise en place d'une direction d'école dans l'enseignement fondamental».

Et ass zesumme mat mengem Kollege André Bauler, wou ech déi hei wëll déposéieren. Mir hunn och just zu zwee ënnerschriwwen. Mir hunn also déi Motioun opstoe gelooss. Vläch ass deen een oder deen anere Kollege, dee sech do nach vun enger anerer Fraktioun wëllt derbäisetzen. Ech iwwerrechen lech déi an da kucke mer, wéini dass mer se kënnen...

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les enseignants ne sont pas formés pour assurer des charges administratives liées à la direction d'une école fondamentale;

- estimant qu'il est indispensable d'alléger la charge administrative des enseignants de l'école fondamentale afin qu'ils puissent se concentrer essentiellement sur leur tâche principale, à savoir l'enseignement à proprement parler;

- convaincue que la création d'un poste de responsable d'école faciliterait les contacts avec les parents d'élèves, la coordination régulière des différents partenaires de l'école, les échanges avec le ministère et la commune respective, tout comme avec les maisons relais;

invite le Gouvernement

à initier dans les meilleurs délais les travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois.

(s.) Claude Adam, André Bauler.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6430 iwwer d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeloucht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

2. 6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi N°6430 ass zesumme gesat aus ursprénglech fënnf Projeten, déi nom Avis vum Statsrot zu engem eenzege Projet zesumme geschloe gi sinn. Fir lech dat ze erklären, ginn ech kuerz op den Historique vum Projet respektiv de Projeten an.

Déi fënnf eenzel Texter waren den 21. Oktober 2011 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister déposéiert ginn. Den 1. Dezember 2012 hat d'Chamberskommissioun mech zum Rapporteur vun deene Projeten ernannt. Den 11. Januar hunn d'Membere vun der Kommissioun d'Texter eng éischte Kéier ausernegepléckt.

De 24. Abrëll 2012 huet de Statsrot säin Avis zu deene Projeten ofginn. De Statsrot hat a sengem Avis kee Problem mat deenen Texter, huet awer gemengt, et wier besser, déi fënnf Projeten zu engem eenzege zesummenzeschloen.

Wéi mir an der Kommissioun den 2. Mee 2012 den Avis vun der héijer Kierperschaft gelies hunn, ware mir ganz erstaunt iwwer dës Forderung, well de Statsrot et war, dee bis elo ëmmer op eengem Gesetz pro Projet bestanen huet, an dass en haut an deem Avis hei seng Philosophie komplett geännert huet.

D'Kommissioun huet trotzdem dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen an an d'ärselwechter Sitzung den deementsprieche Rapport ugeholl, deen ech lech dann elo presentéieren.

Aus fënnf Projete mat jee weils engem Article unique ass elo ee Projet gi mat sechs Artikelen: fënnf Artikelen, déi em déi eenzel Aarbechten dréien, an ee sechsten Artikel, deen op d'Montanten an den ze applizéierende Präisindex ageet. Esou vill zum Historique vum Projet, an deem ech och verständnisshalber schonn hu missen op den Avis vum Statsrot agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo presentéieren ech lech da kuerz dat, wat elo duerch dese Projet um Eisebunnsréseau geschafft gëtt.

D'Gesetz vum 10. Mee 1995 regelt d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen hei am Land, woubäi déi technesch Gestioun vum Réseau der CFL uvertraut gëtt. D'Finanzgestioun gëtt iwwert de Fonds du rail direkt vum Stat assuréiert. De Fonds du rail ass iwwregens duerch d'Artikelen 9 an 10 vum 1995er Gesetz geschaf ginn.

Duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2000 ass eng éischt Serie vu 14 gréisseren Infrastrukturprojete bei der Bunn autoriséiert ginn. Saitdeem ass am Artikel 10 vum 1995er Gesetz e Relevé vun alle Projete verankert, dee regelméisseg à jour gesat gëtt. Tëscht 2003 an 2010 si siwen déser Mise-à-jouren hei an der Chamber ugeholl ginn am Kader vun dem Programme d'investissement tëscht der Regierung an der CFL fir alles, wat Maintenance, Sécherheet an Ausbau vum Eisebunnsréseau ugeet.

Ech ginn dann elo kuerz op déi Infrastrukturprojeten an, déi mir mat dësem Gesetz wëlle realiséieren.

Deen éischte Projet concernéiert d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg. Hei gëtt e Kreditvolum vum 215 Milliounen Euro opgestockt. Heifir gëtt tëscht der Polvermillen a Sandweiler/Contern zweegleiseg ausgebaut. Am Moment leeft dat just eegleiseg, mä et gi méi grouss Capacitéite gebraucht, well dëst eng wichteg Ubannung vun nationalen an internationalen Zich ass, nottamment wat eng séier Konnexioun un de Réseau vun der DB ugeet.

Am Laf vun der Ausaarbechtung vum sougenannten APD, dem Avant-projet détaillé, ass festgestallt ginn, dass dee ganze Site eng komplex Geologie opweist. Zudeem muss ee vill berücksichtegen, wéi zum Beispill Stroossen, Privatparzellen, den amerikanesche Kierfecht zu Hamm, d'Anlage vu lux-Airport et cetera. Et ass den Terrassement ganz schwierig op zum Deel ganz fieselegem Ennergrond. Sou kennt eent zum aneren, an déi Kreditter, déi an engem éischten Avant-projet virgesi waren, gi lagement net méi duer.

Ech wëll och ennersträchen, dass bei dësem Projet déi nei Prozedur a puncto Preparatioun a Presentatioun vu groussen Infrastrukturprojeten nach net a Kraaft war. Dës Prozedur gesäit vir, dass d'Chamber sech zweemol zu all Projet prononcéiert, eemol am Stade vum Avant-projet sommaire an eemol, wann et en détailléierten Avant-projet ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech warnen Iech elo direkt, dat well ech beim zweete Projet mat enger ganzer Rei vun technesch Begrëffer ronderëm mech geheie muss, well hei geet et ëm den integréierten digitale Radioséseau ERTMS/GSM-R. Wie kennt dat net heibannen?

Dësen digitale Radiosystem baséiert op enger EU-Direktiv iwwert d'Interoperabilitéit (veuillez lire: Interopérabilité) vun den Eisebunnsystemer. Dese mobile Radiosystem ass souwuel fir déi geschwate Kommunikatioun wéi och fir d'Transmissioun vun Daten. Dese System soll op europäischem Niveau d'Norm ginn an domat eng beschtméiglech Interopérabilitéit tëscht de Réseaux garantéieren.

Ech wëll net weider op déi technesch Detailler aogen, just esou vill: De GSM-R-System - dës Ofkierzung steet iwwregens fir „Global System for Mobile Communications - Railway“ - baséiert um GSM-System, wéi mir en alleguerten all Dag mat eisem Handy benotzen, ebe just spezifesch un d'Besoin vum der Bunn ugepasst. Fir dese System hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mussen natierlech eng Rei vun Aarbechte gemaach ginn, vun der Installatioun vun den Equipementer hin zu de Lokaler, wou dës ennerbruecht ginn.

Dese Projet war u sech duerch d'Gesetz vum 3. Juni 2003 approvéiert ginn. Deemools sinn et awer nach guer keng Erfahrungswärter ginn, op déi ee sech konnt baséieren, esou dass elo de Projet souwuel vun technesch wéi och vun finanzieller Volet hier op ongeféier 51 Milliounen Euro muss ugepasst ginn. Wéi och scho beim éischte Projet war deemools déi aktuell gültig Prozedur fir déi grouss Projeten nach net a Kraaft, wéi ech se virdrun erkläert hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dann elo schonn zum drëtte Projet aus dem Package, dee vun der „Ligne du Nord“. D'Eisebunns-linn 1, déi sougenannt „Nordstreck“, mat enger Längt vu 76,8 km, verbënnt d'Stad Lëtzebuerg mat der Nordstad an der gesamter Regioun Norde vum Grand-Duché, wou se un d'Linn 42 vum belsche Réseau ugeschloss gëtt an domat eng wichteg international Verbindung Richtung Léck ass.

Am Kader vun dësem Projet sinn elo Aarbechten an der Héicht vu 96,2 Milliounen Euro virgesinn. D'Linnen datéieren aus den 80er Joren a mussen erneiert ginn op enger Längt vu 47 km: Moderniséierung vun deene verschidene Bauwierker, nottamment vill Traversen aus engem Monoblockbëton mat elastesch Fixatiounen, déi manner Entretien brauchen, Verstärkung vum Profil vun de Schinnen, déi systematesch esou adaptéiert ginn, dass och schwéier Chargé kënnen driwwerrullen, Ersetze vum Ballast aus Héichwematerial duerch Ballast aus Natursteen, verschidde Génie-civils-Aarbechten.

Fir dass d'Voyageuren esou mann wéi méiglech duerch dës Aarbechte gestéiert ginn, ginn dës mat ganz performante mechanesch Maschinne mat engem héije Rendement realiséiert.

Elo kommen ech zum zweeteschte Projet, an zwar zu deem vun der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten. Dese Projet huet eng finanziell Enver-gure vun 42 Milliounen Euro. D'Signalisationsposten op deser Streck si säit den 1970er Joren am Gebrauch an et sinn nach Relaisposten, déi net méi dem aktuelle Stand vun der Technik entsprechen. Esou ass da virgesinn, d'Relaisposten vun de Gare Bartreng/Stroossen, Mamer, Klengbetten an am Posté Capellen duerch informatiséiert Signalsystemer an der Gare Klengbetten an duerch dezentraliséiert Posten an de Gare Bartreng/Stroossen a Mamer ze ersetzen.

Ech kéint Iech elo nach e puer technesch Detailler ginn, wat Posté vum Typ ESTW L90 sinn, erzielen, mä ech erspueren Iech dat, well et stoung jo am schrëftleche Rapport.

D'Aarbechte ginn op alle Fall an zwou Phasen ausgefuert, eemol d'Virbereedung an eemol d'Realisatioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, da kommen ech schonn zum leschte Punkt, der Moderniséierung vun der Gare Déifferdeng, wou de Buergermeeschter sech jo ganz besonnesch wäert freeën. De Käschtepunkt beleeft sech hei op 51 Milliounen Euro. Den Avant-projet sommaire vun dësen Aarbechte stoung iwwregens och am Dezember 2006 op der Lésch vum de groussen Infrastrukturprojeten, déi mir hei an der Chamber ugeholl hunn.

De Poste de signalisation ass aus dem Joer 1952, an ech brauch Iech schonn eleng unhand vun deem Datum net ze erklären, dass et domadder ass, dass dat vläicht net méi an der technesch Verfassung ass wéi et haut misst sinn.

Des Weideren erlaabt d'Technik vum Posten et just ganz komplizéiert, Ännerunge vun de Linnepläng virzehuelen.

Ech denken, all dëst ass Grond genuch, fir dës Installatioun duerch e modernen informatiséierte Signalisationsposten zu Déifferdeng ze ersetzen an d'Zentralverbindung vum Poste directeur Péiteng aus ze realiséieren.

Den neie Posté soll mat enger moderner Telekommunikationsinstallatioun ausgerüst sinn, déi och d'Verbindung mam künftege Poste de contrôle centralisé vun der Lëtzebuurger Bunn erlaabt.

Och d'Erneuerung vun de Streckeninstallatiounen an der Plattform kann ee mat hirem héijen Alter an dem Ofnotze vum Material erklären.

Eng Moderniséierung vun den elektreschen Oberleitungen, déi aus dem Joer 1962 sinn, inklusiv de Poutren an de Caténaires, läit och op der Hand.

Esou vill zu deene fënnf Projeten, déi elo duerch den Avis vum Statsrot an engem eenzegen Text hei votéiert ginn. Ech war virdru schonn op den Avis wéi och op d'Aarbechte vun der Kommissioun agaan, sou dass ech hei net nach eng Kéier wëll op dat zrëckkommen.

Erlaabt mir ofschléissend nach eng Bemierkung: Ech denken, dass Der unhand vu mengen Erklärungen verstanen hutt, dass dëst noutwendeg Investissemter sinn, fir dass mir eist Eisebunnsnetz sénnvoll moderniséieren an domat och besser Sécherheitsstandarde garantéieren kënnen.

D'Regierung setzt op den öffentlichen Transport. Dës Projete stinn eendeiteg am Zeeche vun der Verbesserung an dem Ausbau vum öffentlichen Transport a sinn dowéinst vu groussere Bedeitung. Ech bieden Iech, dese Projet matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

(Interruptions)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Hei ass ee Projet de loi, wou et ëm d'Schinne geet, mä ënnert dem Stréch sinn et effektiv fënnf konkret Ennerprojeten, déi mer hei behandelen.

De Rapporteur ass och schonn drop agaan, datt de Statsrot, deen eigentlech jo normalerweis seet, et soll een net saucissonnéieren, eis hei awer gesot huet, mir sollen dat awer elo ëmgedréit maachen, alles an engem Package. Mir hunn och als Fraktioun kee Problem domat. Et ass eigentlech e bëssen eng Simplification administrative um legislative Programm oder op dem legislative Plang.

Bon, méi spezifesch geet et jo ëm zwou Projeten, wou et ëm d'Moderniséierung vun der Streckeninfrastruktur geet. Dat ass besonnesch déi Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg an dann och déi sougenannt „Nordstreck“. Da geet et ëm d'Mise à jour vu Sécherheitséquipementer, dee berühmten ERTMS/GSM-R - ech hoffen..., ech zielen drop, datt den Här Negri eis dat awer herno e bëssche méi en détail wäert erklären -, an dann och schliesslech, wéi gesot, ëm Poste-directeurs a fix Installatiounen op der Streck Klengbetten an och zu Déifferdeng.

Ech ginn elo wierklech net op déi technesch Detailler an. Dat huet de Rapporteur gemaach. Dat wäert also och nach dee Spriecher no mir als Spezialist maachen. Ech wollt einfach e puer generell Remarqué maachen.

An de leschten Deeg ass jo richtegerweis vill vu Spuere geschwat ginn. Haut gesi mer awer, datt mer hei erëm wäerte substanzuell Dépendé stëmmen. D'DP kann awer domadder d'accord sinn. Mir kënnen domadder d'accord sinn, well hei Investissemter an den öffentlichen Transport gemaach ginn. Wann een eben an Zäiten ass, wou ee muss spueren, da muss ee Prioritéite setzen. An da soe mir, dat ass an der Mobilitéit, dat ass dee richtege Choix, fir do Prioritéiten ze setzen.

Awer och Prioritéiten an der Mobilitéit an d'Schinnen ze investéieren, an net an d'Stroossen. A mir hate jo elo och héieren, datt e puer Stroossen emol op Ais geluecht ginn, vläicht eng Kéier definitiv vum Pabeier sinn. Dat begrëssen ech éischter. Well do sinn effektiv Projeten - déi dräi Spure Richtung Diddeleng, den Échangeur Léiweng -, déi maache kee Sënn, och verkéiertechnesch. Dernieft ass dee positiven Effet, datt dann och d'Basis, fir iwwerhaapt do e Stadion mat Outlet-Center ze bauen, déi ass dann och fort. Da si mer also och do zimlech sécher, datt dat net wäert kommen.

Elo bleift natierlech nach, wann ech dat richtig verstanen hunn, datt awer géifen dräi Spuren a Richtung Stad gebaut ginn. Ech kann nëmmen als - wéi soll ech soen? - Benotzer vun där Streck all moies soen, datt dat op alle Fall och verkéiertechnesch näischt wäert bréngen.

Firwat? Well wann een do dräi Spure baut, da kennt ee spéitstens, wann een eriwuerft op déi Tréierer Autobunn, op eng Spur an dann ass do awer de Stau. Dann ass en net an der Längt, mä dann ass en an der Breet.

Also och déi Sue kéint ee sech spueren, well et ännert guer näischt un der Verkéierssituatioun. Au contraire, si wäert se dann nach wahrscheinlech, wann een dat géif maache Richtung Stad, méi schlëmm maachen.

Dat kann ee sech roueg all moies ukucke goen. All moies huet een elo schonn do de Stau, wou eben eng Spur ass.

Mä zrëck op d'Schinnen awer elo. Ech mengen, déi Investissemter, déi een an d'Schinne mécht, dat sinn Investissemter, déi nohalte sinn. Déi natierlech och eng Zäit brauchen, bis datt se realiséiert ginn. Ech mengen, hei sinn och déi Sécherheitsinfrastrukturen, déi hunn eigentlech schonn hiren Ursprung praktesch Ufank den 2000er Joren. Dat sinn also Investissemter, déi au départ vläicht deier am Portmonni schéngen, mä déi sech awer herno bezuelt maachen à moyen terme, à long terme. Dat ëmsou méi, well mer jo och wëssen, eis Populatioun, déi wiisst manifest.

A mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Pendlerzeenario. Mir hate jo laang Diskussiounen mam IVL, kennt Dir Iech och erënneren, wou mer gesot hunn: Wat fir een Zeenario wëlle mer? Einwohnerzeenario? Pendlerzeenario?

Dat huet sech vum selwen erginn. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer e Pendlerzeenario hunn a sech ëmmer méi Leit ebe bewegen, fir op d'Aarbecht ze kommen, innerhalb vu Lëtzebuerg an eben och aus der Regioun, sief dat aus Däitschland, Belsch oder Frankräich, fir hei op d'Aarbecht ze kommen. An dat kascht och, den Individualtransport. Dat kann do net d'Solutioun sinn, jiddwereen eleng a sengem Auto op verstoppte Stroossen.

Mir brauchen also e gutt Schinnennetz. Mir brauchen eent, dat och um leschte Stand vun

der Sécherheet ass. An dat ass also hei e Projet, oder fënnf Projeten, déi an déi Richtung ginn.

Déi wäerten och wahrscheinlech net duergoen. Wa mer do wierklech en optimale Sécherheitsoder en öffentlichen Transport op de Schinne wëllen hunn, da brauche mer weider Investissemter. Den Tram ass an der Diskussioun. Och aner Strecke muss verbessert ginn. Och Strecken - ech kommen ëmmer erëm dermadder, wéi se och ëmmer ausgesäit. Den Här Wiseler laacht schonn, hie weess, op wat ech elo kommen.

Wa mer Belval wierklech wëllen développéieren, muss mer awer iergendeng Kéier mëttelfristeg och eng Solutioun do fannen, wéi ee ka schnell an direkt vu Belval an d'Stad komme mat de Schinnen, egal wéi déi Solutioun ausgesäit.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet respektiv deene fënnf Projeten hei ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wëll ech och dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir seng exzellente Rapporten.

Mat dem Projet de loi vun haut gi fënnf Eisebunnsprojete gestëmmt, iwwert déi ech an zwou Ennerandeelunge schwätze wëll. Engersäits éischens déi Projeten, déi eng Erneuerung vun de bestehenden Infrastrukturen, e sougenannte Renouvellement à l'identique beinhalten. An zweetens anerersäits dann déi nei Projeten, déi zousätzlech zu de bestehenden Infrastrukturen kommen an als Premier établissement d'infrastructure, wann Der esou wëllt, gëllen.

Énnert deem elo grad als éischt Punkt genannte Projet fänken ech da mat der Nordstreck un. Vun de ronn 77 Kilometer Längt vun der Nordstreck vu Lëtzebuerg op Elwen-Grenz ass d'Streck tëscht Lëtzebuerg a Bierden hanner Ettelbréck zweegleiseg an duerno bis op Elwen op verschidene Tronçonon eegleiseg.

A ronnen Zuelen ausgedréckt: Vun deene 77 Kilometer Streckelängt vun der Nordstreck sinn der 48 Kilometer zweegleiseg an 29 Kilometer eegleiseg. Dat sinn dann am Ganzen 125 Kilometer Gleislängt.

Vun dësen insgesamt 125 Kilometer Gleiser gi mat dem Projet de loi vun haut der 47 Kilometer erneiert. Dat sinn 38% vun der gesamter Nordstreck.

Dës Gleiser hunn hir Liewensdauer vun ëm déi 30 Joer erreecht, wéi dat sengerzäit bei engem Gleis mat Holzschwellen normal war. Hei dierft also net méi ze vill laang gewaart ginn, fir dës Aarbechten ze maachen, well dann domat d'Limite d'âge, wéi een esou schéi seet, vill ze vill laang géif iwwerschritt ginn an domadder kéinte Sécherheitsproblemer optrieden, déi mer eis jo net leeschte kënnen.

Den Invest fir dese Projet vun der Nordstreck läit, wéi mer héieren hunn, bei 96,2 Milliounen Euro. Fir déi 47 Kilometer Gleisbau mécht dat ee Kilometerpräis vu ronn zwou Milliounen Euro. Wuelverstan ass dat de Präis fir eng Gleiserneuerung an net vun engem Émbau vun enger Streck, deen natierlech vill méi héich läit a vun der Topographie ofhänkt.

Dir hutt am Rapport gelies, dass den Neibau mat Bëtonsschwelle gemaach gëtt, wou d'Liewensdauer iwwer 50 bis 60 Joer goe kann. D'Fro, firwat dëst net schonn a verstärktem Mooss éischter gemaach ginn ass, läit an der Tatsaach, dass fir den Ennerbau an der Zäit Héichweschlake vun de Schmelzen hei zu Lëtzebuerg geholl gi sinn, mä déi, well se porös waren, den héijen Oplagekräfte vun de Bëtonsschwellen net duergelassen hunn. Do si sengerzäit, och bedéngt duerch déi vill lehmege Biedem hei zu Lëtzebuerg, vill Problemer mat de Bëtonsschwellen entstanen an do ass dat erëm zäitweilig fale geloss ginn.

Érischt wéi d'Schlakentippen esou lues eidel gi sinn a fir de Stroossebau reservéiert bloufen, gi säit ronn zéng Joer fir de Gleisenbau Natursteng aus Steekaulen - Carriären also - wéi zum Beispill Basalt an esou weider verschafft, déi et domat erlaben, bei engem awer verstärkten Ennerbau och Bëtonsschwellen anzubauen.

Här President, an de Joren no 1980 gouf d'Nordstreck hanner Ettelbréck vum Bierdener Tunnel, wéinst den 19 Tunnelen duerno, déi Richtung Elwen kommen, vun der Zweegleisegkeet op ee Gleis zrëckgebaut, fir domat an deem bestehende Gabarit vun den Tunnelen d'Elektrifikatioun vun der Nordstreck bis op Elwen a spéider bis op Léck ze erlaben. Wier dat sengerzäit net esou gemaach ginn, hätt d'Nordstreck keng Zukunft méi gehat.

Dass d'Nordstreck eng Zukunft huet, gesitt Der awer un deem héijen Invest vum em déi ronn 100 Milliounen Euro, fir quasi 40% vun der gesamer Nordstreck ze erneieren.

Dëst wollt ech eemol daitlech soen, well emol heiansdo ze héieren ass, dass net genuch an d'Zuchlinn vun der Nordstreck investéiert gëtt, wat jo, wéi mer elo gesinn hunn, évidemment net de Fall ass.

Här President, den zweete Projet aus der Kategorie Renouveau betrëfft de Projet vun der Erneuerung vum Stellwierk an der Gare Déifferdeng, dem Embau vun engem standardiséierten elektronische Stellwierk, an ass och méi wéi néideg, wéi den Här Rapporteur dat elo grad scho gesot huet, gradesou wéi d'Erneuerung vun den Héichspannungsleitungen, der sougenannter Caténaire, a grad och wéi de Gleisembau zu Déifferdeng selwer.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Als drëtte Projet gëtt op der Klengbettener Streck vun der Gare Lëtzebuerg Richtung Arel och d'Stellwierk mat de gesamte Signalisationsanlagen op déi heiteg erfuorderlech Sécherheitsnorme bruecht.

Well et sech hei em e Projet vun deem sougenannten Eurocap-Rail bezitt, dee jo vu Bréissel matfinanzéiert gi soll, wollt ech den Nohaltegkeitsminister Claude Wiseler froen, wéi den Avancement vun deem Projet ass. Zu deem Projet gehéiert jo, dass d'Streckevitesse erhéicht soll ginn, wat da relativ important Radiusvergrößerungen an de Kurve bedéngt, déi um Terrain awer ëmmer ganz opwendeg an och deier sinn an awer op enger Streck vu ronn 20 Kilometer vu Klengbetten op Lëtzebuerg kaum Zäitgewinn wäert bréngen.

Dass esou Projeten an ekonomesch esou schlechten Zäiten dann ëmmer no hanne geréckelt ginn, ass absolut ze verstoen.

D'Suerg besteet awer doran, dass Caténaires och staark erneierungsbedürftig sinn, gradesou wéi verschidden Ouvrages d'art wéi zum Beispill - ech huelen e konkret Beispill, wat ech gutt kennen - de Stroosentunnel ënnert der Eisebunn zu Mamer mat deem relativ héije Lehmtalus.

Hei ass viru Joren der Mamer Gemeng e Projet virgestallt ginn, fir aus deem Tunnel e kombinierte Bréckeprojet ze realisieren, wéi se op enger Partie anerer Plazen um CFL-Réseau och scho realiséiert goufen. Ënnert deem Tunnel ass och elo scho säit Joren en Netz gespaant, fir dass déi Steng, déi dauernd lass ginn, net op d'Stroos falen.

Ech hunn e bëssen d'Angscht, dass esou Situationen eemol zu seriöse Sécherheitsproblemer op der Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten féieren a wär frou, Här Minister, wann Der kéint eemol nokucken, ob des spezifesch Bauwierker net erëm aus dem Eurocap-Rail-Projet erausgeholl kéinte ginn, éier do eppes geschitt, wat mer all net wëllen.

Här President, da kommen ech zu deenen zwee leschte Projete vun deene fënnf, déi an déi zweet Kategorie vu Projete falen, dat heescht der Nei-Installatioun vun Infrastrukturen um CFL-Réseau.

Als Éischt dovunner wëll ech déi absolut sécherheitsrelevant Installatioun vum GSM-Eisebunnrséau ernimmen, deem sougenannte GSM-R, wéi den Här Rapporteur dat och scho gesot huet, wou wéi gesot „R“ fir Railway steet.

De GSM-R steet an direkter Relatioun mat dem Projet vum europäeschen ETCS, dem „European Train Control System“, dee jo garantéiert, dass all Zuch bei engem roude Signal automatesch ofgebremst gëtt, fir dass en Zuch net onbewusst duerch e rout Signal fuere kann.

De GSM-R, dee spezifesch ofgeséichert ass par rapport zu anere GSM-Réseauen an domat d'ETCS-Sécherheitsinstallatiounen absolut konsequent ofséichert, bedéngt niewent viller elektronischer Technik de Bau vun Elektromasten, fir déi entsprecheend Antennen drop ze installéieren an déi ënnereneen a permanentem Kontakt musse sinn, a kënnen deemno nëmmen op bestëmmte Plazen installéiert ginn, an net do, wou se am mannte stéieren, well se soss net optimal funktionéieren, an dat kënnen mer eis och aus Sécherheitsfroen net erlaben.

Deen zweeten a leschte Projet aus där Kategorie ass dann de Bau vun der Zweegleisegkeet vum Tronçon de ligne tëschent Hamm ab der Polvermillen bis op Sandweiler.

Dëse Projet schreift sech an d'Verlängerung vun dem Bau vun der Verduebelung vum Viadukt vun der Polvermillen an, fir d'Fluiditéit vum Traffic souwuel op d'Nordstreck wéi op d'Waasserbëlleger Streck ze verbesseren an domat ze erlaben, dass d'Zich sech net méi op deem aktuelle Viadukt kräizen an déi entsprecheend Weichen dodrop domat och kënnen eliminéiert ginn, wat op där Plaz an där Héicht iwwert dem Stadgronn méiglech gëtt duerch den Neibau ebe vun deem parallel zweete Viadukt.

Well dese Projet niewent dem Neibau vun der neier Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg zu mengem Lieblingsprojet gehéiert, an awer och, well en am direkte Rapport steet mat dem Projet de loi vun haut iwwert d'Zweegleisegkeet vun dem Viadukt op Sandweiler, wollt ech den Här Minister froen, ob en eis e puer Informatiounen iwwert de Projet vum zweete Viadukt kéint ginn.

Här President, als kuerz a knapp Konklusioun wëll ech festhalen, dass et kloer ass, dass d'Eisebunnprojeten deier sinn. Mä eng sécher Eisebunn huet en héije Präis. Deemno ass d'Déisioun vun der Regierung, trotz Scholdekrise an den öffentliche Transport weider ze investéieren, déi richteg Déisioun, am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung fir eist Land. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Negri. Den nächsten agedroene Riedner ass d'Madame Lorsché, voilà. Madame Lorsché, Dir hutt direkt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci dem Här Spautz als Rapporteur fir seng Erklärungen zu deesen zimlech technesch Projeten, déi d'Modernisierung vun den Eisebunninfrastrukturen an eisem Land solle weidreiwien.

Elong d'Tatsaach, dass mir haut iwwer direkt fënnf Dossiere schwätzen, beweist, dass den Handlungsbedarf grous ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill ze vill laang war den Ausbau vum öffentliche Transport d'Steifkand vun der Lëtzebuenger Mobilitéitspolitik. Vill ze vill laang huet Lëtzebuerg un enger Strategie festgehalten, déi dem Stroossebau bäi Wäitem méi Mëttele zur Verfügung gestallt huet, wéi dem Ausbau vum öffentliche Transport.

Hei geet ee Beispill duer, dat ass, wéi kéint et anescht sinn, dat vun der Nordstroos, mat engem Investitiounsvolume vun iwwer 650 Milliarden Euro, wou ee sech berechtgerweis däréi froen, wéi vill Schinne mat deene Milliarden hätte kënnen geluecht ginn. Duerfir hu mer haut fir déi Strategie ze bezuelen, an dat ass net ganz flott.

Mir bezuelen net nëmme mat enger miserabler Ökobilanz an enger grousser Öfhängegkeet vum Pétrol, mä och mat deelweis onattraktiven, ongenügenden a schlecht vernetzten öffentliche Verbindungen, déi nach ëmmer vill Leit vum öffentliche Transport ewechhalen.

Als Gréng hu mir déi Strategie ëmmer an enger erëm kritiséiert, ouni vill Gehéier ze fannen.

(Interruptions)

► **Mme la Présidente.** - Wann ech gelift!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Duerfir begrësse mir émsou méi ausdrécklech, dass haut ausnahmsweis net iwwert de Bau vu Stroosse geschwat gëtt, mä iwwer fënnf Projeten, déi de System vum Zuchverkéier verbessern, zumindest op deene betraffene Strecken.

Är zouversichtlech Ausso, Här Minister, dass et haut bis iwwert d'Majoritätsgrenzen eraus zu engem Konsens géif kommen, wéi Dir dat an engem Interview gesot hutt, war also berechtigt.

Trotzdem wëll ech eng Rei Froen zu dese Projeten opwerfen.

Ee vun de wichtegsten ass dee vun der Klengbettener Streck, well en enk mam Projet Eurocap-Rail vernetzt ass, domat eng international Envergure huet a vu grousser ekonomescher a kultureller Bedeutung fir Lëtzebuerg ass.

Grad wéi beim Stroossebauprojet vun der Liaison Micheville spillt och an deemem Dossier déi grenzüberschreidend Zesammenaarbecht eng wichteg Roll. A grad wéi bei der Liaison Micheville si mir och als Gréng der Meenung, dass Projeten, déi iwwer eis Grenzen eraus lafen, nëmmen da réusséieren, wann d'Zesammenaarbecht mat den Nopere gutt funktionéiert a wa jiddweree sech un d'Spillregeln hält.

Där Meenung si mir iwwerens net nëmmen an der Chamber, Här Engel, mä där Meenung si mir och an de Gemengen, sief et am Interessi vun der Émwelt, wéi bei der Liaison Micheville, sief et am Interessi vum Timing, wéi hei.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni eis Regierung wëlle responsabel ze maache fir d'Verschleefung op belscher Säit, hale mer awer drop, dass d'Verantwortung, déi Lëtzebuerg an deemem Dossier dréit, net einfach ënnert den Dësch gekieert gëtt. Well d'Verantwortung am Projet Eurocap-Rail ass grous, an deesen Dossier ass en Deel dervun.

Mir wëllen och net ënnert den Dësch kieren, wéi vill Geld de Lëtzebuerg Stat schonn an deemem Projet hänke gelooss huet. Fir d'Modernisierung vun der Klengbettener Streck hat d'Europäesch Kommissioun eisem Land ursprénglech e Kofinanzement vun 23,5 Milliounen Euro zougeséichert. Well d'Aarbechten awer net schnell genuch weiderkouden, ass dee Montant drastesch ëm 20 Milliounen rezedéiert ginn, an och déi lescht dräi Milliounen riskéiere gestrach ze ginn, well d'Échéance vun 2015, déi vun der Europäescher Kommissioun fixéiert ginn ass, kaum ka respektéiert ginn.

Fir Transparenz an deesen Dossier ze bréngen a fir bei der Europäescher Kommissioun nach eppes ze erreechen, fuerdere mir d'Opstellung vun engem klaren an asiichtbaren Zäitplang fir sämtlech Moosnamen, mam Engagement natierlech, déi Moosnamen och an engem strenge Zäitlimite ëmzesetzen.

Mir fuerderen dernieft och méi prezis Informatiounen fir d'Leit. D'Retarden op der Streck Lëtzebuerg-Arel sinn nämlech net nëmmen eng Ausnahm, mä lues a lues en Dauerzoustand. Et wär net nëmme logesch, d'Leit méi geziilt ze informéieren, mä et ass och eng Obligatioun, d'Leit regelméisseg iwwert d'Gréng an iwwert d'Auer vun de Retarden an d'Bild ze setzen an hinnen Auswäichméiglechkeeten unzebidde respektiv si iwwer hiert Recht op Entscheedung ze informéieren. Och wann d'Dauer vum Chantier net duerch eng gutt Informatiounspolitik verkierzt ka ginn, esou klëmmt doduerch awer d'Verständnis an d'Gedold bei de Leit.

En zweete Projet, op deen ech kuerz wéilt agoen, ass dee vun der Verduebelung vun de Gleiser op der Streck Hamm-Sandweiler, wou en Zousazkredit vun 102 Milliounen néideg ass an et domat praktesch ze enger Verduebelung vum initiale Käschtepunkt kënnt. Mir kënnen duerchhaus domat liewen, dass nohaltege Projete wéi deesen e Stéck méi deier gi wéi virgesinn, well se e Gewënn fir d'Émwelt sinn. Woumat mir awer manner gutt liewe kënnen, ass, dass hei am Ganzen 215 Milliounen Euro investéiert ginn, ouni dass de Bau vun enger Vëlospist laanscht den Tracé vum Zuch seriö a Betruecht gezu gëtt.

Grad hei hätt sech eng gutt Geleeënheet gebueden, fir eng intelligent Vernetzung vum Zuch mat engem nach méi ëmweltschonenden Transportmittel hierzustellen an domat d'Logik vum neie Mobilitéitskonzept konkret ëmzesetzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ouni wëllen d'Expertin ze spillen, mengen ech, dass deesen zentral geleeenen Tracé virun allem vu senger Lag hier ganz interessant gewiescht wär, fir eng Vëlospist unzeleeën, an dass eng sënnevoll Ergänzung zum Zuch hätt kënnen hiergestallt ginn, och wann den Terrain net nëmmen aus Sand besteet. Déi Chance fir de Vëlo schéngt awer hei leider verpasst!

Nom Zentrum dann an de Süden, bei d'Modernisierung vun der Déifferdenger Gare, wou ënner anerer nei Quaien, Caténaires a Verbesserung vum de festen Infrastrukture virgesi sinn. D'Fro, déi sech berechtgerweis un dese Projet uschréisst, bezitt sech net op eng performant Technik, op Signalisatiounen oder modern Quaien, mä villméi op d'Attraktivitéit vun der Déifferdenger Gare a vu villen anere Garé méi am Land.

Während d'Garé sech am Ausland oft regelrecht zur Visitékaart vun enger Stad entwéckelen, gi se an eisem Land ëmmer méi op Quaien an op Distributiounsapparater ouni Gesiicht rezedéiert. Datt Garen, déi weder Openthaltsraum nach kleng Geschäfte oder Lokaler ubidden, komplett onattraktiv sinn an d'Leit, virun allem och eeler Leit, méi ofschrecke wéi unzéien, ass kee Wonner, zemoos well op deene Garen d'Sécherheitsgefäll net grous ass.

Mir sinn eis duerchhaus bewosst, dass Léisungen opgrond vun der limitierter Plaz zu Déifferdeng net op der Hand leien. Mir mengen awer, dass hei onbedéngt no Weeër misst gesicht ginn, fir déi Déifferdenger Gare zum Liewen ze erwächen a gläichzäitig d'Sécherheet op enger Plaz ze erhéien, déi a leschter Zäit ëmmer méi zum Affer vu Vandalismus a Gewalt gëtt. Déifferdeng als dréttgréisst Stad vum Land an als Stad mat engem groussen Entwécklungspotenzial huet an eisen Ae jiddefalls eng lieweg Gare verdéngt, an net eng Geeschtergare mat e puer Bänken op engem Quai, och wann en nach esou modern ass.

Domat sinn ech bei der Benotzerfrëndlechkeet vun de Garen, där an dese Projeten eiser Meenung no net genuch Rechnung gedroe gëtt. Wa mir et, wéi haut, fäerdegbréngen, déi intern Kommunikatioun an gesamte Réseau mat engem héich technologesche Projet - dann nennen ech en och nach: den ERTMS/GSM-R - op dee leschte Stand vum Fortschritt ze bréngen an international matzehalen, dann ass dat natierlech eng gutt Saach.

Manner begrëssenswäert ass et fir eis, dass net genuch un d'Clienté geduecht gëtt, wann et ëm d'Kommunikatioun geet. Während d'Clienten am Ausland praktesch op all Gare iwwer modern Anzeigetafel prezis a regelméisseg iwwer all Retard informéiert ginn, lafe mir där Technik säit Joren hannendrun.

Och haut komme mir am Service um Client kee Meter weider, trotz groussen Investissementer an d'Technik vun der Kommunikatioun, woubäi ech wëll drop hiweisen, dass héiergeschiedegt Persounen d'office vun den Informatiounen, déi lauthals iwwert d'Quaien ertéien, ausgeschloss sinn. Soulaang wéi d'Informatiounen just iwwert den akustesche Wee erfollegen, soulaang bleibt de Persounen, déi schlecht oder guer net héieren, de Wee zur Gläichberechtigung bei den Informatiounen am Zuchtrafic verspaart.

Ofschlëssend nach e Wuert zum Projet „Nordstreck“, wou et virun allem ëm den Entretien an eenzel technesch Verbesserungen op enger Streck vu 47 km vun insgesamt 76 km geet. Ouni des Aarbechte wëllen a Fro ze stellen, géife mir awer gare wëssen, ob des Aarbechte méi eng grouss Pünktlechkeet a méi en héijen Takt op där Streck erméiglechen. Mir géifen eis et wënschen!

Mir géifen eis och wënschen, dass nach eemol eeschthaf iwwer eng flächendeckend Verduebelung vun de Gleiser vum Ettelbréck erop an den Norden nogeduecht gëtt, fir d'Effektivitéit vun där Streck ee fir alle Mol ze erhéien an den nohaltegen Tourismus domat méi attraktiv ze maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz eise méi kriteschen Iwwerleungen zu deemem Pak vu Projete bleiwe mir der Meenung, dass d'Richtung haut stëmmt, well d'Weihe richteg gestallt ginn. All Zousazkredit, dee mir haut stëmmen, ass e Kredit fir d'Émwelt, och an Zäite vu Kris. An deem Sënn ënnerstëtz déi gréng Fraktioun déi fënnf Projeten an hirer Integralitéit.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Madame Lorsché. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech wëll ech och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir säi wierklech detailléierte Rapport, deen en hei gemaach huet, wou en dann all Detailer an technesch Daten eis hei virgedroen huet. Ech mengen, dat ass net méi ze iwwertreffen. A vu datt et och eng relativ komplex Matière ass, soll een dat och net versichen. Duerfir kann ee sech nëmmen deem uschlëssen, wat hei gesot ginn ass, a Merci soen.

Ech mengen, Här President - eh, Madame Presidentin! -, mir hunn net méi spéit wéi geschter hei an den Debatten zur Lag vun der Natioun iwwert d'Prioritéiten an den Investitiounen an d'Infrastrukture geschwat, an ech mengen, dass mer e parteiwwergräifenden Accord geschter hei am Haus haten, dass den öffentliche Transport misst eng absolut Prioritéit behalen an den Investitiounen, dass do net dierft gekierzt ginn, mä dass mer dem öffentliche Transport missten eng absolut Prioritéit ginn.

Ech mengen, mat deene fënnf Projeten, déi haut hei zur Diskussioun stinn an och zum Vote stinn, gëtt dat am Fong och dokumentéiert, an zwar ganz séier, dass erëm eng ganz Rei vu Projeten elo hei gestëmmt ginn, fir am öffentliche Transport ze investéieren.

Ech wëll net op déi eenzel Projeten agoen, dat hu meng Virriedner vun alle Facetté gemaach; ech wëll just e puer prinzipiell Iwwerleunge maachen.

Ech mengen, déi éischt ass: Wa mer gären hätten, dass ëmmer méi Leit op den öffentliche Transport eriwerginn, dann hu mer verschidde Konditiounen, déi mer mussen erfüllen. Déi éischt ass emol, dass mer den öffentliche Transport ausbauen, flächendeckend ausbauen, zweegleiseg ausbauen - an dat gëtt jo och zum Deel erëm mat dese Projete realiséiert - an e mat der Groussregion esou gutt wéi méiglech kënnen verbannen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Leit op den öffentliche Transport ginn, deen a Konkurrenz steet mat dem Auto, well den öffentliche Transport besser ass wéi den Auto. Ech mengen, och mir als Partei sinn ëmmer agezerrt fir de gratis öffentliche Transport. Mir sinn eis awer bewosst, dass d'Fro vum Präis, ob e gratis ass oder net gratis ass, net déi éischt Fro ass, déi d'Leit sech



stellen. Déi éischt Fro, déi d'Leit sech stellen, ass: Ass den öffentliche Transport fir mech, fir meng Bewegung, déi ech all Dag muss maachen op d'Aarbecht an zréck, ass en do besser?

Wann d'Leit méi séier op hir Aarbecht kommen a se kommen och erëm gutt zréck, a se kommen och ëmmer dohin an ëmmer zréck, ech mengen, dann ass et e Virdeel, well d'Leit haut mussen an de Stau stoen, fir moies an d'Stad eranzefueren. An et gesäit een dat do, net nëmmen op der Schinn, mä et gesäit een et och beim Bus: Do, wou et Busspure gëtt an d'Leit stinn am Stau an d'Busse fuere laanscht, déi Busse sinn an der Regel alleguer voll, well einfach den öffentliche Transport do besser ass wéi den Auto.

Mir stinn also un éischter Stell an enger Konkurrenz zum Autosverkéier, an duerfir muss den öffentliche Transport besser si wéi den Auto, fir datt d'Leit e benotzen. Wann dat net de Fall ass, benotzen d'Leit en net.

Een anere Punkt, dat ass, datt mer mussen higoen an eisen öffentliche Transport esou frëndlech maache wéi méiglech. Ech mengen, do gëtt jo ganz villes gemaach, wa mer haut kucken, déi nei Gare, déi nei Aménagement, déi do gemaach ginn iwwerall, quitte datt dat hei zu Lëtzebuerg ëmmer e bësse méi laang dauert, wéi dat am Ausland de Fall ass. Well wa mer a Frankräich kucken, wéi laang datt déi brauchen, fir do eng TGV-Streck vun Honnert oder e puer Honnert Kilometer ze bauen - mir hei brauchen dacks fir e puer Kilometer ze bauen déiselwecht Zäit!

Ech mengen, wat een nach muss festhalen: Mir hunn haut hei och e puer Rallongen, wat d'Kreditter ubelaangt, déi mer stëmmen, mä mir hunn awer viru Kuerzem och an der Comexbu e Rapport virgeluecht kritt iwwert déi Projeten, déi am Lefe sinn, an do muss een dann awer zur Satisfaktion feststellen an och zu deene Leit, déi do d'Responsabilitéit fir déi Investitiounen hunn, datt praktesch all déi Projeten, déi en cours sinn, datt déi Projete praktesch alleguer am Kader vun de gestëmmten Devisé sinn.

Och dat, mengen ech, ware mer an der Vergaangenheet net esou gewinnt, an och dat, mengen ech, gëtt eis méi eng Planungssécherheet fir d'Zukunft, wa mer gesinn, datt och déi Projeten, wa se realiséiert ginn, datt déi dann och an de Devisé bliewen.

Wat vläicht interessant wier, dat wier, wann den Här Minister eis géif eng Kéier en aktualiséierten Investitiounsplang maachen, wou e géif déi eenzel Projete vläicht opféieren, a wat fir engem Zäitraum - déi elo lafen -, wéini datt déi fäerdeg sinn, a wéini dann déi aner géifen ugoen, a wéini datt déi geplangt wieren, datt ee wierklech iwwer en Zäitraum vu fënnf, zéng Joer géif gesinn, wat alles zäitlech geplangt, och zäitlech kéint realiséiert ginn an iwwer wat fir eng Zäitphas, datt een dat méi kloer a prezis virun den Aen hätt.

Well ganz dacks stëmme mir heibanne Projeten an da menge mir jo ëmmer, da géif den Dag drop ugefaange ginn, an dann dauert et dacks Méint, wann net souguer Joren, bis déi Projeten an d'Rulle kommen a bis se fäerdeg sinn. Duerfir wier et och flott, wann een en aktualiséierten Investitiounsplang vun deene Projeten, déi lafe respektiv déi geplangt sinn, kéint kréien.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, vun eiser Säit aus och kënnen den Accord zu dese Projeten ze bréngen.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Gibéryen. Et ass kee weidere Riedner agedroen, sou dass d'Wuert un d'Regierung weidergeet. Här Minister Wiseler, dann hutt Dir d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Villmools Merci. Ech fänken och an, andeems ech selbstverständlech dem Marc Spautz als Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, mat den noutwendegen technesch Detailer an allem, wat muss sinn. A wann hien an den Här Negri bis de Projet erkläert hunn, da bleift mir um technesch Standpunkt natierlech guer näischt méi ze soen, well si hu méi gesot, wéi ech dozou ze soen hat.

Ech wëll awer vläicht dann éischter op dem politesche Plang e puer Saachen derbäisoen. Well am Fong, wann een déi fënnf Texter hei kuckt, dann huet ee jo d'Impressioun, datt et fënnf separat Texter sinn, fënnf separat Projeten, déi net direkt eppes mateneen ze dinn hunn, déi einfach duerch den Zoufall hei zesummegekomm sinn an och nach duerch dem Conseil d'État seng allerleschte Wënsch dann an een Text zesummegepaakt gi sinn.

Dat ass awer net esou. Well et ass ganz kloer, wann een déi Texter eng Kéier kuckt - firwat mer se maachen, a wat fir enger Perspektiv se gemaach gi sinn -, da gesäit ee ganz kloer, datt hannert deem, wat mer amgang sinn ëmsetzen, e ganz Konzept vum öffentliche Transport steet. An dräi Punkte géif ech resuméieren, wann ech einfach kucken, wat mer hei amgang sinn ze maachen, d'Zilsetzunge vun deenen Texter.

Dat Éischt geet natierlech drëm, eist Schinnenetz auszubauen. Net egal wou, mä do, wou mer et brauchen, do, wou mer et am meeschte brauchen, an do, wou den Zuch eis wichtig ass.

Dat Zweet geet drëm, evidententerweis d'Sécherheet ze vergrësseren. Mir hu gesinn, wat an deene leschte Jore fir Accidenter am Ausland konnte virkommen, a mir maachen alles hei an och um Stroosseréseu an och um Flughafen, fir datt mer déi noutwendeg Sécherheet kënnen garantéieren.

An dat Drëtt um Konzept, dat ass dann, méi Qualitéit eranzeféieren, méi Qualitéit fir d'Passagéier, datt den öffentliche Transport och attraktiv gëtt an datt mer, soubal mer Capacitéite fräi hunn, och kënnen sécherstellen, datt Leit vum Individualverkéier op den öffentliche Verkéier tentéiert sinn iwwerzeschalten.

Duerfir och: An deem ganze Konzept vum der Mobilité durable, do gëtt et eng Rei Prioritéiten. A wann ech déi Prioritéiten nach eng Kéier einfach opzielen an hiren Zilsetzungen, dann ass et kloer an däitlech, datt mer wëllen den Ausbau maachen do, wou mer am meeschte Capacitéit brauchen.

Wou brauche mer am meeschte Capacitéit? Mä evidententerweis do, wou mer an de Spëttestonnen op deene grouse Sträng aus den Transfrontaliersberäicher mussen massiv vill Leit an déi Géigend bréngen, wou geschafft gëtt, nottamment an der Peripherie, an den Alentouren vun der Stad Lëtzebuerg. Dat ass eis Prioritéit, an do muss den Zuch och d'Réckgrat gi vun dem öffentliche Transport. Iwwerall do, wou vill Leit wäit a schnell mussen transportéiert ginn, ass den Zuch dat allerbescht Transportmëttel, an do mussen mer e verstärken.

A genau dat ass et, wat mer maachen. Mir mussen Lëtzebuerg-Beetebuerg bauen, mir mussen d'Péitenger Streck fäerdeg zweegleiseg maachen a mir mussen kucken, datt mer och déi Streck an d'Belsch - an duerfir hu mer haut hei deen éischten Deel vun der Klengbettener Streck - a schlussendlech déi Streck an Däitschland - an duerfir hu mer et haut hei, déi Zweegleisegheet tëschent Hamm a Sandweiler -, datt mer déi maachen.

Also déi Neibauten, déi mer hei virgesinn, fir déi mer hei Suen haut de Mëtteg stëmmen, déi passen also ganz genau an dat do Konzept eran. Eng Verbesserung vun eise Sträng, do, wou mer Capacitéite méi wëllen hunn, do, wou mer d'Capacitéit um Lëtzebuerg Réseu brauchen. Duerfir maache mer dat haut an duerfir maache mer et op deenen do Strecken an net nécessairement op anere Strecken, wou et manner gebraucht gëtt.

Den Här Negri huet eng Rei Froen iwwert déi Klengbettener Streck och gestallt. Do wëll ech em direkt äntwerten. Hie freet: „Wat ass den Échéancier vun där Streck?“

Dir wësst, datt mer et ofgemaach hu wéi a Stroossebauprojeten, datt mer kucken, fir eis Projeten esou wäit wéi méiglech an deenen Etappen ze maachen, wou et sénnvoll ass a wou mer déi finanziell Iwwerbléckbarkeet kréien. Duerfir stëmme mer haut déi éischt Etapp, datt ass de Renouveaulement vun de Postedirecteuren - et ass beschriwwen ginn - fir déi 49 Milliounen. Dat ass e Projet, deen dann, soubal mer elo ukommen, dat heescht kuerzfristeg wäert lassgoen, deen tëschent 2012 an 2015 geplangt ass.

Déi Phas 2 vun der Réélectrificatioun vun där Streck, do wësst Der, datt mer schonn d'Autorisatioun am Oktober hei vun der Chamber fir d'Planificatioun kritt hunn. Och do wäert elo déi nächst legislativ Phas relativ schnell kommen, déi Phas ass ab 2013, tëschent '13 a '16 a sech geplangt. An dann déi drëtt Phas, wat d'Modernisatioun vun der ganzer Linn ass, déi ass do hannendru geplangt, wou mer d'Datumen haut nach méi schwéier hu virauszugesinn. Mä dat ass dann déi nächst Phas, déi do hannendrukënt.

An déi Bréck, déi dem Här Negri aus bekannte Grënn och um Häerz läit, déi ass natierlech och geplangt ginn ze erneieren, mä do sinn d'Kreditter virgesinn net an den Texter hei, fir datt mer déi och kënnen esou schnell wéi méiglech maachen, mä an dem Entretien constructif ass se separéiert virgesinn, sou datt Der och keng Angscht fir Är Bréck do mussen hunn.

Evidenterweis ass d'Nordstreck fir eis och eng wesentlech Streck, an eng Nordstreck, déi,

musst Der wëssen, net nëmmen duerch dese Projet, dee wichtig ass, well mer mussen eng Rei Erneuerunge maachen, mä och duerch eng ganz Rei aner Projeten nach u Qualitéit gewënn.

Wa mer all déi Park & Ridë bauen, déi geplangt sinn, ob se elo zu Ettelbréck, zu Miersch, zu Colmar-Bierg, zu Luerenzweiler oder op der LuxExpo sinn, dann ass et ganz genau, fir op dem ganze Laf vun där Streck och esou vill wéi méiglech Passagéier vun der Strooss, vun der Nordstrooss op d'Nordstreck eriwuerzkréien an esou den öffentliche Transport och ze favoriséieren.

A wa mer virgesinn hunn, fir en Arrêt „Pont Rouge“ ze maachen, ënnert der Rouder Bréck, wou d'Leit kënnen eropfuere an dann op en Tram ëmwiesselen, mä dann ass et zu engem groussen Deel och, well dat e risen Avantage fir d'Nordstreck wäert sinn. Déi Leit, déi aus dem Norde kommen, wëllen op de Kierchbiere goen oder wëllen an d'Stad fuere, brauchen net méi weiderzefuere bis op d'Gare centrale an do op den Zuch (veuillez lire: Bus) ze wiesselen, fir op en aner Verkéiersmëttel ze kommen, an dann erëm op dem Kierchbiere sech duerno verdeelen ze loosse.

Mir gewannen deene Leit tëschent 20 Minuten, heiansdo eng halfe Stonn, moies an owes. Wann Der lech ausrechent, wéi vill dat den Dag a schlussendlech d'Joer mécht, da gesitt Der, datt mer mat deenen Investissementer déi Nordstreck revaloriséieren a wat mer mat deenen Investissementer all deene Leit, déi den öffentliche Transport benotzen, och Zäit spueren.

Wat déi aner Projeten ugeet, wéi d'Gare vun Déifferdeng, dat ass evident, datt mer domat wëllen déi Gare, déi technesch muss erneiert ginn, well se vun enger Rei Jore scho staamt, well se iwwerlieft ass zu engem Deel, datt mer eng ganz aner Qualitéit och dohinner wäerte bréngen.

Da wëll ech awer och der Madame Lorsché soen, well si elo Déifferdeng als Geeschtergare hei bezechent huet, datt ech dat awer elo wierklech net esou gesinn, well et eng Gare ass, déi vill gebraucht gëtt, a well och evidententerweis eis Zilsetzunge vun deenen nächste Jore sinn, och e ganz groussen Akzent op déi multimodal Ëmsteigeplazen ze setzen.

Wa mer zum Beispill eng Gare Belval gebaut hunn, wa mer déi grouse Embauten op der Stad-Lëtzebuerg Gare hunn, wa mer zu Ettelbréck d'Gare plangen a wa mer nach aner Planificatiounen maache vun Ëmsteigestatione ronderëm d'Peripherie an op anere Gare, dann ass et ganz kloer, well fir eis d'Ëmsteigeméiglechkeet op de Gare tëschent dem Zuch, dem Bus, der Mobilité douce a schlussendlech och engem Tram op verschiddene Stationen e wesentleche Punkt ass, well déi Vernetzung vun den öffentliche Transportméiglechkeeten ëmmer méi rapid muss goen, well mer ëmmer méi vernetzt hei mussen eise Réseu denken.

Et geet net méi haut, datt een een Transportmëttel am öffentliche Transport hält, fir vu senger Aarbecht heemzekommen an ëmgedréit, mä et muss ee schonn d'Ëmsteige mat a Kaf huelen, fir datt dat sénnvoll a logesch gëtt.

A wann Der da kuckt - an den Déifferdenger Buergermeeschter wäert do sécher net de Contraire soen - all déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore ronderëm d'Gare an an der Ëmgéigend, mä net nëmmen op Kreditter vun der CFL, och - dommerweis - op Kreditter vu Ponts & Chaussées hunn, fir déi Busgare, fir déi Stroossen, fir dat ganz Netzwerk, fir Park & Riden do ze maachen a fir och dann dee ganze Komplex ronderëm d'Gare, dat heescht, dee ganzen Zentrum do vun Déifferdeng ze erneieren, da gesitt Der, datt dat e wesentleche Punkt vun eiser ganzer Politik ass.

D'ailleurs maache mer dat an enger ganz gudder Kollaboratioun mat de Gemengenautoritéite vun Déifferdeng. Dat ass e gemeinsame Projet, an ech mengen, wa mer dee bis realiséiert hunn, dann hu mer fir Déifferdeng gemeinsam enorm vill gemaach.

An dann deenen anere Projet vun dem GSM fir den Zuch, dat ass natierlech e Sécherheitsprojet. Dat ass evident, an dat brauche mer och, an duerfir sidd Der jo och all domadder d'accord.

Mä ech wëll dann awer och der Madame Lorsché dorobber äntwerten, datt et net esou ass, datt dat deen eenzege Projet ass, dee mer virgesinn hunn. Dat hei ass nun effektiv e Sécherheitsprojet. Mä et ass och ganz kloer, datt d'CFL momentan amgaangen ass ze schaffen op engem Projet, fir jiddweree vun hiren eenzelen Zich mat engem GPS ze équipéieren a fir déi ganz Schaltstation esou ze maachen, datt mer also kënnen ganz enk suivieren, wou jiddwer Zuch drun ass, datt mer de ganze Réseu kënnen openeen ofschalten, a fir dann - an enger zweeter Etapp - och déi do Donnéeën

de Passagéier, de Benotzer vum Zuch op de Gare weiderzeginn iwwert Tableaux, wou genau dropsteet, wéini wat fir een Zuch da kënt a wou d'Informatiounen besser kënnen lafen, wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass par ailleurs e Projet, dee scho virun enger Rei Zäit ugefaange ginn ass an deen Enn 2012, 2013 wäert sinn, dat heescht, deen dann op deene grouse Gare och fir jiddweree disponibel ass, sou datt mer do natierlech deenen Demandé Rechnung droen.

An datselwecht geschitt och fir de Bus. Fir den RGTR-Bus si mer amgaangen, genau deeselwechte System ze maachen. Mir hunn eng Ausschreiwung virun e puer Méint gemaach fir all RGTR-Bussen, also net nëmme fir déi vum AVL, déi et elo schonn hunn. Dat soen ech mat e weíng Näid och fir dat, wat d'Stad effektiv an deene leschte Jore fäerdegbruecht huet.

Mä hei sinn 30 Gesellschaften, mat deene mer schaffen, duerfir brauche mer e weíng Zäit derfir, fir genau datselwecht och fir d'RGTR-Bussen ze maache respektiv fir d'AVL-Bussen, a souguer op engem System, wou evidententerweis d'CFL, d'AVL, den RGTR an d'Stad Lëtzebuerg interconnectabel sinn, sou datt mer de ganze Réseu vun do aus kënnen surveilléieren. Ech fannen dat e wesentlechen an e wichtige Projet, selbstverständlech.

Dann nach e puer Wuert, well den Här Gibéryen richtig gesot huet, datt dat hei eng Rei Projete sinn, déi méi deier sinn, wéi se initialement geduecht waren. Dat ass absolut richtig. Hei hu mer mat zwee Projeten - deen Hamm-Sandweiler an den ERTMS-Projet ze dinn, déi gestëmmt gi waren duerch Gesetzestexter 2003 ënnert där aler Prozedur, wou mer wierklech eng grob Aschätzung haten iwwer Études de faisabilité oder Étude-sommaire, wat de Käschtepunkt soll sinn.

Dir wësst, dee Projet Hamm-Sandweiler, deen ass bal nach net ugefaangen, do si just e puer kleng Saachen dra gemaach. Ech hu wierklech drop gehalen - well mer nach immens vill Suen hätten an nach ganz vill kéinte momentan bauen, ier mer missten en zweete Projet stëmmen -, datt mer dat sollen direkt maachen, dat heescht an der Comexbu eis eens ginn, wéi mer dee ganze Projet do ugin, an - ier mer elo an de richtige Chantier kommen - och direkt dee richtige Präis der Chamber matdeelen, fir datt korrekt jiddweree weess, vu wat e schwätzt, a fir datt déi Engagementer an déi Autorisatiounen, déi d'Chamber der Regierung an dem Minister gëtt, och bis zum Schluss ausgewise sinn a fir datt mer kënnen korrekt mat lech ëmgoen an dat maachen. Datselwecht gëtt bei dem GSM-System, wou 2003 net gewosst war, wat dat alles géif technesch beinhalten.

Wat déi Escher Streck ugeet, Här Berger, just do nach d'Antwort: Mir hunn eng Rei Prioritéite misse setzen. Ech hunn dat schonn e puermol gesot. D'Escher Streck ass momentan manifestement net ënnert de Prioritéiten, aus deem ganz einfach Grond, well déi 1,6 Milliarden Euro, déi se géif kaschten, eis net dat bréngen, wat mer u sech fir deen do Investissement kënnen erwaarden an datt u sech d'Erneuerung vun der Beetebuerg Streck an d'Veiergleisegkeet vun der Beetebuerg Streck, déi och op Esch féiert, eis vill méi Potenzial bréngt an dee Moment och déi Escher Verbindung mat verbessert.

Prioritéite muss ee setzen, alles kann een net bauen. D'Beetebuerg Streck ass eis Prioritéit, d'Escher Streck ass se net - momentan. Et kann een net alles zur selwechter Zäit, haaptsächlech an deene Phasen, wou ee Schwiergekeiten huet.

An da soen ech nach gär e puer Wuert iwwert dem Här Negri säi Lieblingsprojet. Also, wann dee Lieblingsprojet vum Här Negri een ass, deen a mengem Departement ass, da ginn ech och dovunner aus, dass ech säi Lieblingsminister sinn, an deem Fall. Wann dat...

(Hilarité générale et brouhaha)

Wann dat esou ass, da soen ech nach mat vill méi Pléséier, wat ech em elo wollt erklären.

(Interruptions)

Dat ass an der Rei. Ech leeën d'Hand elo net an d'Feier, mä ech ginn em awer eng Antwort op seng Fro.

Ech ginn em awer eng Antwort op seng Fro, dat ass, datt dat, wat mer elo amgaange sinn ze maachen um Viaduc, effektiv e Projet ass, dee relativ gutt weidergeet, wou elo d'Pile-intermédiaire scho quasiment fäerdeg sinn, wou déi Piles, déi situéiert sinn op de Säite vun där grousser Bréck, Enn 2012, uganks 2013 och wäerte gemaach ginn, wou d'Charpente métallique, also den Tablier, momentan amgaangen ass fabrizéiert ze ginn, a wou ee kann erwaarden tëschent Summer 2012 bis Summer 2013, datt de Montage dovunner sur place gemaach gëtt an engem Atelier provisoire de soudage an

de peinture, deen dann do dat Ganzt wäert exekutieren.

An de véierte Punkt, dat ass, datt mer duerno hannendrun op déi ganz Aarbechte kommen, déi am Remblai musse gemaach ginn. Dat wäert d'nächst Joer ufänken, an am Prinzip misste mer mat deem hei Projet 2016 definitiv alles ofgeschloss hunn.

Ech muss effektiv soen, et ass e wesentleche Projet, well en eis méi Capacitéit op deem ganzen Nordausgang do gëtt, an et ass e Projet, dee relativ schwierig war, ze maachen, well e sech jo och an d'Alstad e weineg eraschreift, mä, wann een e kucke geet, da gesäit een, datt een hannert der Bréck momentan déi nei Bréck gutt verstoppt huet an dat sech och harmonesch draschléisst.

D'ailleurs wëll ech soen, fir déi Leit, déi et interesséiert, huet d'CFL och grous Efforté gemaach, fir e Stand opzemaachen, hannendrun, wou ee kann d'historesch an d'technesch Explikatiounen sur place kréien. Also, all déi Leit, déi sech dofir interesséieren, kënnen de Suivi vun deem flotte Chantier dann och live do matkréien.

Ech soen lech Merci fir d'Ennerstëtzung a Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun elo ofgeschloss, a mir kënnen zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet 6430.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6430 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme kann ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Quorum ass elo erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass heimadder ofgeschloss.

D'Resultat ass: 59 Oui, keng Abstentioun a keen Non.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6430 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen);

M. Serge Urbany.

Domat ass de Projet ugeholl ginn, a mir kënnen och froen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

(Assentiment)

Dat ass dann domat decidéiert.

Mir kéinte weiderfuere mam nächste Projet de loi, dat ass de Projet 6375, en Ofkommen iwwert d'Schafe vun der Banque européenne fir d'Reconstruction an den Développement. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert geet direkt un de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass an deem Fall den honorabelen Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, bei deem Gesetzesprojet geet et drëm, den Accord iwwert d'Schafung vun der BERD, der Europäescher Bank fir Erëmpobau an Entwécklung, esou emzeänneren, datt

hiren Interventionsberäich erweidert gëtt an datt si an Zukunft och an de Länner vum südlichen a vum östlechen Deel vum Mëttelmier operéiere kann.

D'BERD ass 1991 geschaf ginn nom Berliner Mauerfall, fir deene Länner, déi bis dohinner enner sowjeteschem Afloss gestan hunn, ze hëllefen, sech hin zur Demokratie, sech hin zur Maartwirtschaft ze entwéckelen. D'BERD ass dat eenzegt internationaalt Finanzinstitut, wat sech ausschlieslech drëm bekëmmert, den Iwwergang vun den Ekonomien vun esou Länner hin zu Maartwirtschaften ze favorisieren an do d'Privatinitiativ an den Entrepreneurgescht ze fördern.

D'BERD huet haut 63 Actionnaires - 61 Länner, d'Europäesch Union an d'Europäesch Investitionsbank - a si huet Projekte realiséiert an 30 Länner vun Zentraleuropa bis an Zentralasien.

Déi cumuléiert Engagementer vun der BERD vun 1991, also wéi se gegrënnt ginn ass, bis 2010, also an den éischten 20 Joer, bedroe ronn 62 Milliarden Euro, also e ganz héije Montant.

Eleng am Joer 2010 huet d'BERD 386 Investitiounen gemaach a ronn néng Milliarden Euro engagéiert, dovunner 25% an de Secteur vun de Betriber, besonnesch aus der Agro- an der Verarbeitungsindustrie, de Servicer, dem Bau, dem Tourismus an den Telekommunikatiounen. 21% vun den Engagementer sinn an de Secteur vun der Energie an do virun allem an d'Initiativ fir eng nohalteg Energie engagéiert ginn, 34% an de Finanzsektor, wou besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber iwwer Intermediaires financiers gehollef kréien, fir ze investieren, an déi reschtlech 20% vun den Engagementer am Joer 2010, déi betreffen de Secteur vun den Infrastrukturen an do besonnesch Transport-, Gemengen- an Ëmweltinfrastrukturen.

Léif Kolleegen, dese kuerzen Iwwerbléck iwwert déi bishereg Aktivitéit vun der BERD ennermauert de grousse Stellenwäert vun dieser Bank an dee wichtige Bäitrag, dee si beim ekonomeschen Opschwung an dese Länner geleescht huet.

Dese Gesetzesprojet soll, wéi gesot, der BERD et erméiglechen, an Zukunft och an deene Länner ze intervenieren, déi vum sougenannte Printemps arabe betraff sinn.

Zënter Ufank 2011 ginn et déif gräifend politesch Ëmwälzungen an der arabescher Welt an d'Leit aus deene Länner fuerderen zu Recht méi Fräiheet a méi Gerechtegkeet. Dës Ëmwälzunge verlaangen no enger staarker politescher Äntwert an et muss op internatiounalem Plang alles ennerholl ginn, fir des Länner ze stäipen an ze ennerstetzen.

Well d'BERD elo eng laangjäreg Erfahrung a puncto Hëllef vun der Transition huet an dobäi an der Vergaangenheet och gutt Aarbecht geleescht huet, drängt et sech op, datt si eng wichteg Roll spille soll an der politescher, an der ekonomescher Begleitung vun den Emännerungen an der arabescher Welt.

Fir dëst ze erméiglechen a fir dëst och méiglechst schnell an d'Wee leeden ze kënnen, huet de Conseil des gouverneurs vun der BERD den 30. September 2011 zwou Resolutiounen ugeholl.

D'Resolutioun N°137 ännert den Artikel 1 vum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD esou of, datt si och an de Länner vum Süden an Oste vum Mëttelmier intervenéiere kann. Dës Erweiderung vum Operationsberäich geschitt awer net automatesch, mä si muss duerch e positive Vote vun op d'mannst zwee Drëtter vun de Gouverneuren, déi op d'mannst dräi Véirel vum Total vun de Stëmme duerstellen, formaliséiert ginn.

Et sief och drun erënnert, datt nom Artikel 1 vum Accord d'BERD nëmmen a Länner operéiere kann, déi sech engagieren, d'Prinzipien vun der pluralistescher Demokratie, dem Pluralismus an der Maartwirtschaft ze respektieren an och emzesetzen.

Den Amendement zum Artikel 1 vum Accord trëtt awer eréischt a Kraaft, dat heescht d'Erweiderung vum Operationsberäich ass eréischt méiglech, wann all Staten an Institutionen, déi Member si vun der BERD, desen Amendement ratifizéiert hunn. Och wa mir haut mat dem Vote vun deem Gesetzesprojet dat an d'Wee leeden a mat dem gudden Beispill virginn, dierf dese ganze Prozess sech awer iwwer eng länger Zäit histrecken.

Et besteet awer en dréngenden Handlungsbedarf an och eng grousse Erwartungshaltung an deene concernéierten arabesche Länner.

Duerfir huet de Conseil des gouverneurs eng zweet Resolutioun ugeholl. Dës Resolutioun N°138 ännert den Artikel 18 vum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD esou of, datt d'BERD autoriséiert gëtt, schonns eier den

amendierten Artikel 1 a Kraaft ass, während enger Iwwergangphasen Operationen an dese Länner ze verwierklechen, Operationen, déi vu Spezialfonge finanziert ginn.

Den Amendement zum Artikel 18 vum Accord, dee brauch keng Eestëmmegeet an duerfir kann e méi schnell a Kraaft triede wéi den Artikel 1. Fir dëst kënnen ze maachen, féiert en de Statut vum Pays bénéficiaire potentiel an. Dese Statut kann ee während enger festgeluechter Zäit duerch e Beschloss erëm eng Keier vun op d'mannst zwee Drëtter vun de Gouverneuren, déi op d'mannst dräi Véirel vum Total vun de Stëmme ausmaachen, zougestane kréien.

Fir dese Statut vum Pays bénéficiaire potentiel an domat den Accès zu de Spezialfongen ze kréien, muss een all d'Konditiounen vun engem Pays bénéficiaire erfüllen, virop och déi vu mir virdrun ernimmte politesch Kritären. Just déi geografesch Bedéngung, déi ass ausgeklamert.

Dat misst erlaben, datt an deenen nächste Méint déi éischt Operationen an där neier Interventionszon ulafe kéinten. Déi éischt Länner, déi heifir a Fro dierfte kommen, sinn Ägypten, Marokko, Tunesien a Jordanien.

D'Erweiderung vun der Interventionszon huet natierlech och d'Fro vun de finanzielle Konsequenze fir d'BERD opgeworf.

Dës Fro ass analyséiert ginn an et ass dobäi erauskomm, datt an der Period bis 2015 keng nei Kapitalopstockung néideg ass. An d'BERD huet och confirméiert, datt d'Erweiderung vun deenen Aktivitéiten op déi arabesche Länner keng gréisser Inzidenzen hätt op hir Aktivitéiten an den aktuellen Interventionslänner. D'Transition an Zentral- an Osteuropa huet ouni Zweifel grous Fortschritter gemaach, mä et dierf een nach net noloossen an den Efforté fir des Region.

D'Direktioun vun der BERD huet confirméiert, datt all Interventioun an den arabesche Länner an enker Zesummenaarbecht mat aneren internationalen an och bilateralen Acteuren, déi do präsent sinn, geschitt. Si ass de Moment an Diskussioun mat enger ganzer Rei vun Donateuren, fir si ze iwwerzeegen, datt si sech och sollen un de Kooperatiouns- an un de Spezialfonge bedeelegen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wat elo den Text vum Gesetzesprojet ubelaangt, esou huet de Statsrot säin Accord dozou ginn. Dese Gesetzesprojet heescht déi zwee Amendementer zum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD, déi ech elo grad erkläert hunn, gutt.

Den Text vun desen zwee Amendementer gëtt iwwregens och am Memorial publizéiert als Annex vum Gesetz.

Ech bieden lech, léif Kolleegen, am Numm vun der Finanz- a Budgetskommission, deem Gesetzesprojet Ar Zoustëmmung ze ginn. Domat setze mer e wichtegt Zeeche vu Solidaritéit, e wichtegt Zeeche vun Hëllesbereitschaft a Richtung vun den arabesche Staten, an dese fir si ganz sécherlech schwierigen Zäiten.

Ofschléissend wëll ech dann och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Fernand Boden Merci. Et ass kee Riedner ageschriwwen. Den Här Rapporteur war och esou detailléiert, datt mer, mengen ech, net méi bräichte weider doriwwer ze schwätzen, ausser de Minister insistéiert nach, eppes doriwwer ze soen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, Här President. Et war perfekt.

► **M. le Président.** - Dat mécht en net, esou datt mer direkt kënnen zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6375 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6375 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges En-

gel, Ben Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zu der Question élargie N°25 vum Här André Bauler iwwert d'„green jobs“ fir jonk Aarbechtsloser. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Während enger Pressekonferenz haten den Här Aarbechtsminister an d'Madame Familljeministesche virun Ouschteren ugekënnegt, datt se konkret Strategien ausschaffe géife loosse, fir de Jugendchömage ze bekämpfen. Ronn 2.200 jonk Leit enner 25 Joer sinn zurzäit hei am Land op der Sich no enger Aarbechtsplaz. Den Här Minister hat och drop higewisen, datt hien e Virstouss am Beräich vun den „green jobs“ géif maachen, fir datt grad hei vill méi Aarbechtsplaze geschaf kéinte ginn.

An deem Zesammenhang wollt ech den Här Minister froen, ob hien eis Prezisiounen iwwert d'Orientierung vun deene jonke Leit an d'Richtung vun de sougenannte gréng Berufler kéint ginn. No wat fir enger Démarche wëllt den Här Minister virgoen? Kann hien eis soen, wat hie genee enner „green jobs“ versteet? Wat fir enger Berufsprofiler sinn also genee gemengt? Sinn et Ausbildungsweeër wéi d'Ackerbauschoul se ubitt, virun allem an de Beräicher Landwirtschaft, Gaardebau a Forstwirtschaft?

Mir wëssen, datt et an deem Beräich ganz interessant Berufsprofiler a Perspektive gëtt, wou vill Wäert op eng praxisno a kreativ Aarbecht geluecht gëtt. Et ass awer och eng Tatsaach, datt et etlech jonk Leit gëtt, déi eng gréng Formation kruten an awer net ennerdaach kommen.

Den Atert-Lycée vu Réiden bitt d'Ausbildung vum Technicien de l'équipement énergétique et technique des bâtiments un. Desen Techniker kann op ville Pläng agesat ginn, seng Beschäftigungsméiglechkeete leien enner anerem bei de klengen a mëttelgrousse Betriber, an Elektro-, Heizungs-, Sanitär-, Klima-, Kältungs- a Lüftungstechnik, awer och bei der Energieberodung an de Gemengen an an de Naturschutzsyndikater souwéi an de Vereenegungen.

Sinn also esou Formationen gemengt? Wa jo, da mussen déi jonk, déi am Chömage sinn, des Ausbildung nohuelen. Do stellt sech d'Fro, ob si d'Bedéngungen iwwerhaapt erfüllen, fir an des Formationen ze goen. Wann also d'Regierung d'Ustrengunge verstärkt, op déi gréng Berufler wëllt goen an hei d'Ustrengunge wëllt leeën, ass dann domat gemengt, datt d'Orientierung soll verbessert ginn, oder gi Schnellformationen ugebueden, déi onqualifizéierte Salariéen hëllefe sollen, um éischten Aarbechtsmaart Fouss ze faassen?

Wat stécht also wierklech hannert dem Message vun dieser Pressekonferenz? Sollen och weider Moosname geholl ginn, fir Betriber a Gemengen ze encouragéieren, Aarbechtsloser anzustellen oder ze forméieren, déi net iwwer en Diplom verfügen an déi zum Beispill am Ëmweltberäich agesat kënnen ginn?

Am Kader vun der Debatt iwwert den État de la nation ass jo uegklongen, datt méi Efforté solle gemaach ginn, fir besonnesch Leit mat niddreger Formation ennerdaach ze bréngen, zum Beispill och am Beräich Tourismus, wuel wësend, datt et haut bal néierens ouni e Minimum u Formation geet. De gréngen Domän kéint also och an déi Logik passen, zumindest deelweis.



Da wier et och interessant ze héieren, wat d'Konklusioun vum Meinungsaustausch mat de professionnelle Milieue waren. Huet den Här Minister e Profil vun deene viséierte Métieren an Zesummenaarbecht mat den zoustännege Partner opstelle gelooss, oder gëtt sech un de Formatiounen aus der Ackerbauschoul an aneren technesche Lycéien inspiréiert? Gëtt och hei un den CNFPC geduecht a gëtt deen och mat agebonnen? Wéi soll déi dual Formatioun, vun där den Här Minister geschwat huet, konkret organiséiert ginn? Kann ee sech en ähnlech Institut virstelle wéi den IFSB zu Helleng, dat geziilt, also op d'Mooss, sur mesure a mat Erfolleg op Beruffer an der Baubranche forméiert?

Soll och iwwer eng Formatioun, wéi et se schonn am Ausland gëtt, nogeduecht ginn, wou een en Handwierk mam Premières-Diplom koppele kann? An anere Wieder a fir ofzeschlüssen: Wat stécht wierklech hannert dëser Ukënnung? Bleift et just beim Slogan vun den „green jobs“ oder gëtt et ganz realistesch Pisten an dësem Beräich, déi hëllef, d'Aarbeitslosigkeit vun deene Jonke spierbar ze reduzéieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Prezisiounen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo den Här Arbeitsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, ech soen dem Här Bauler absolut Merci, fir déi Debatt hei ugestouss ze hunn. Ech mengen effektiv, datt dat eng Debatt ass iwwer eng Perspektiv, och hei am Land, fir e Secteur weider auszubauen, fir Aktivitéite weider ze dévelloppéieren, a besonnesch fir an deenen Aktivitéiten och nei Arbeitsméiglechkeeten ze schafen.

Nun ass et kloer, datt, wa mer vun „green jobs“ schwätzen, mer vun enger ganzer Panoplie vun Arbeitsplazschwätzen. An ech mengen, Dir hutt schonn e gutt Beispill ginn, Dir hutt eng Rei zitéiert, Dir hutt geschwat vun der Ackerbauschoul, Dir hutt geschwat vun de Lycées techniques.

„green jobs“ ass e ganz breet gefächerten Domän vun deene weineg qualifizéierte bis ganz héich qualifizéierten Arbeitsplazen. An dat geet och aus allen Etüden, souwuel déi, déi vun der OCDE gemaach gi sinn, wéi déi, déi besonnesch och momentan vun der Europäescher Kommissioun staark promouvéiert ginn, ervir.

Mir sollen eis also net op eng Spart, op eng Zort vun Aktivitéit beschränken, mir sollen dat als e Ganz kucken. Dozou gehéieren och Aktivitéiten, déi éischter klassesch Aktivitéite sinn.

Wa mer vu Recyclage schwätzen, wa mer vu Gestion des déchets schwätzen, wou oft weiniger qualifizéiert Leit gebraucht ginn, da sinn dat och, besonnesch am heitege Kontext, wou jo anescht verschafft gëtt, wou anescht gemangt gëtt, och „green jobs“. Dat heescht, dat Feld vun den „green jobs“ ass vill méi grouss ginn, well mer eben ënnert deem Zugzwang stinn, fir eis Economie méi durabel ze gestalten, méi soutenabel ze gérieeren, besser mat deenen natierleche Ressourcen ëmzegoen.

Ganz vill Länner, och ënnert dem Impuls, ënner anerem, vun der Kommissioun, mä awer och vun der OCDE, ginn an déi Richtung, besonnesch ze kucken, wou am Energiesektor, am Bau - wat jo och oft d'Handwierk direkt ugeet -, wou do kënnen nei Pisten dévelloppéiert ginn, déi eben a Richtung vun enger méi durable Economie evoluéieren.

Bon, mir wëssen alleguer, datt de Changement climatique eng grouss Erausforderung ass, och fir Lëtzebuerg, datt mer Oplagen hunn, besonnesch aus europäeschen Direktiven hier, ons Energiewirtschaft ëmzebauen, besonnesch a Richtung ze goe vun Économies d'énergie, vun Énergies renouvelables. An dat mécht natierlech d'Perspektiv op, fir och nei Emploien ze schafen. Déi Emploie sinn net an enger Kategorie, déi sinn extrem variéiert, déi si ganz verschidden.

Wa mer vun der Albusanierung schwätzen, déi jo en direkte Lien huet mat der Consommation vun Energie, da schwätze mer vun dem Ingenieur, deen emol iwverhaapt de Bilan mécht vun der Consommation vun der Energie vun engem Gebai, do schwätze mer vun Architekten.

Mä mir schwätzen natierlech och vun enger ganzer Gamme vun Handwerker, déi et och virdu scho gi sinn, déi awer ganz oft elo an nei Technologien, mat neien Technologien ze di kréien, sief dat zum Beispill d'Heizungstechno-

logien, déi an engem kompletten Émbroch sinn, a wou natierlech, fir déi Technologie gutt ze meeschteren, net nëmme den Betrieb muss investéieren, mä besonnesch muss a seng Leit investéieren oder an d'Leit investéieren, fir déi Technologien eise kompetitiv kënnen unzewenden.

Dat schéngt mer also eng Filière ze sinn, déi besonnesch wichteg ass an déi och gutt Perspektive bitt. An duerfir ass natierlech d'Handwierk en zentrale Secteur an deem Ganzen, an där ganzer Economie, an där ganzer, nenne mer se „grénger“ Economie, well eben hei eng ganz Rei vun Aktivitéiten zesummelafen.

Ech mengen, mir offréieren haut - Dir hutt et gesot - an enger Rei vu Schoule Formatiounen. Wichteg ass, déi Formatiounen ze hannerfroen, déi Formatiounen ze kucken, ob se och wierklech de Besoinë vun deenen neien Aktivitéiten, vun deenen neien Technologien entsprechen. Et ass also wichteg, ze kucken, den Apprentissage vun deene méi klassesche Beruffer, déi awer sech stänneg veränneren duerch deen neie Kontext vun der méi grénger Economie: Sinn déi deene Bedierfnisser ugepasst a brauche mer net do Neiorientierungen, nei Complémenten, fir jonk Leit an deem Geescht ze forméieren?

Sécher ass och fir déi Jonk, déi weineg Formatioun hunn, eng Perspektiv do. Mir sinn amgang, mam Handwierk eppes ze lancéieren, dat soll sech nennen „Fit for Handwierk“, wou grad ebe gekuckt gëtt, wéi kënnen mer net qualifizéiert Jonker, déi et net ronbruecht hunn elo, vläicht zu engem spéideren Zeitpunkt awer an handwierklech Aktivitéiten erabringen, a Kleng- a Mëttelbetriber, wou se dann „on the job“ Saache léieren a wou hinnen dann och muss d'Méiglechkeet opgemaach ginn, méi spët eventuell e formellen Apprentissage ze maachen an och e formellen Diplom ze kréien.

Mä mir hunn awer elo schonn eng Rei Projeten, déi an déi Richtung ginn, a besonnesch am Kader vun FSE schaffe mer enk mat verschiddeenen Acteuren zesummen, wou och eng ganz Rei jonk Leit implizéiert sinn, fir grad déi do Beruffer, déi sougenannte gréng Beruffer ze promouvéieren.

Dat ass de Fall ënner anerem och an der Économie solidaire. Mir hunn e Projet mat enger Coopération, déi Co-Labor heescht, déi e Projet „Bio-sol“ dévelloppéiert, wou haaptsächlech jonk Leit, weineg qualifizéiert jonk Leit ausgebilt ginn an d'Méiglechkeet hunn, eben haaptsächlech an der Agriculture biologique kënnen aktiv ze ginn an och hei déi Technologie besser ze léieren.

En anere Pôle, an Dir hutt e genannt, ass den IFSB. Den IFSB ass eng Institutioun - wou ech nach eemol soen, datt hei de Secteur vun Bau eng ganz positiv Roll gespilt huet, fir iwverhaapt deen Institut op d'Been ze setzen -, déi geet ganz an d'Richtung natierlech vu méi ekologeschen Technologien, fir méi ekologesch Bauen, fir och an de Bau déi Technologien eranzubringen. Do gëllt et à la fois Leit weiderzubilden. Weiterbildung ass iwverhaapt an där ganzer Problematik hei e wichteg Element, de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech mat eben deenen neien Technologien, déi ganz oft ganz anescht si wéi déi herkommlech, ze familiariséieren an déi och sech unzueegnen. Dat schéngt mer also e wichteg Punkt ze sinn!

Mir hunn awer och mat aneren Organismen aus der Economie, ausser dem IFSB e Projet, fir besonnesch jonk Leit op esou Technologie virzubereeden, deen och vun Fonds social preparéiert gëtt. Ech hunn d'Geleeënheet gehat, mam Här Buergemeeschter, deen hei ass, virun e puer Deeg de Projet „Youth for work“ ze lancéieren. „Youth for work“ ass d'Resultat vun enger Zesummenaarbecht vun de Gemengen aus dem Kanton Réiden. An hei geet et besonnesch ëm jonk Leit, déi schwach oder d'Schoul ofgebrach hunn, déi keng Formatioun hunn. An d'Iddi ass, fir deene Jonken eng Basisformatioun ze gi respektiv se ganz schnell bei d'Entreprises ze kréien.

Hei spille besonnesch déi Entreprises e wichteg Rôle, déi an deem Secteur, an där grousser Nébuleuse vun der grénger Economie tätég sinn. Dat kann am Energiesektor sinn, déi Aktivitéite vun der Biomasse zum Beispill, déi och am Kanton Réiden promouvéiert ginn, dat kann natierlech am Bausektor sinn, wou eng Rei kleng Entreprises sech spezialiséieren op ekologesch oder Niddregenergiehaiser. All dat setzt viraus, datt jonk Leit net onbedéngt mussen emol en Apprentissage hunn, mä datt se awer „on the spot“ forméiert ginn, fir kënnen an esou Betriber ze schaffen.

Dat ass also, géif ech soen, eng breet ugeleuchte Strategie, wou mer eng ganz Rei Elementer hunn. Et gëllt se elo vläicht eemol ze evaluéieren, ze kucken, wat fir wat eng Jugendlech adaptéiert ass, ze kucken och, ob déi Formatiounen, déi mer hunn, adaptéiert sinn

op déi nei Exigenzen, déi déi Betriber hunn, déi sech an deem dote Secteur spezialiséieren.

A fir dat richteg weiderzekeréien, fir och wierklech ze kucken, wou déi Nische sinn a wou mer kënnen nei Joben, nei Arbeitsplaz kreéieren - ech mengen, Arbeitsplaz kreéiere sech an der Economie, déi kreéiere sech weder vum Arbeitsminister nach vun anere Ministeren -, musse mer d'Economie un en Dësch bréngen.

Ech mengen, mir sollen de Comité de l'Emploi huelen, deen élargéiert soll gi grad op de Minister vun dem Environnement - dat ass och mat deem ofgeschwat respektiv mat der Energie -, a kucken: Wou si mer? Wat sinn déi Arbeitsplazen, déi an deene leschte fënnf Joer oder zéng Joer an deem Secteur geschafe gi sinn? Entsprechen déi Formatiounen, déi mer de jonke Leit ginn, deenen Exigenzen, oder si mer ëmmer obligéiert, op Leit vu bausen zrëckzegräifen, well ons jonk Leit hei net genügend Kompetenzen hunn?

Ech mengen, dee wichteg Punkt - an dat fënt een och nach an engem Dokument, wat d'Kommissioun virun e puer Deeg erausginn huet -, dat ass de Punkt vun de „skills“, vun de Kompetenzen, vun der Ausbildung. An ech mengen, dat ass déi grouss Erausforderung, wa mer net nëmme wëllen déi Jonk, déi elo am Chômage sinn, schnell an eng Aarbecht kréien, mä besonnesch derfir surgen, datt déi jonk Leit, déi op de Marché kommen an deenen nächste Joren, de Besoinë vun enger neier Lëtzebuerger Economie, déi noutgedronge muss an déi Richtung och goe vu méi enger durable Ausrichtung, ugepasst sinn, datt mer deene Jobperspektiven an och interessant Perspektiven offréieren.

Ech mengen, hei ass et och wichteg, déi Jonk ze motivéieren, se ze engagéieren. An ech gesinn dat och un deem Projet „Youth for work“, datt et eben e wichteg Deel ass, déi jonk Leit matzehuelen, se net nëmme gutt ze forméieren, mä och ze maachen, datt se an där Formatioun duerhalen, motivéiert bleiwen an datt se och eng gutt Plaz, eng Plaz an deenen Entreprises kréien, déi déi Joben do schafen.

Ech gesinn natierlech och hei e grouse Rôle fir d'Gemengen, an duerfir wäerte mer och an deenen nächsten Deeg mat de Gemengen iwwert déi Problematik do schwätzen, well och an de Gemengen eng ganz Rei vun „green jobs“ entstinn. Ech mengen ons Bëscher: Wat sinn ons Bëscher, den Énnerhalt vun onse Bëscher eppes anescht wéi en „green job“? Och dat ass eng Erausforderung, datt mer ons Landschaft, ons Bëscher esou gestalten, datt se erhale bleiwen, datt se...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo, jo. ...datt se préservéiert ginn. Voilà, gesitt Der, schonns halen ech op.

► **M. le Président.** - Wonnerbar, Dir follegt. Merci.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Ech mengen, Dir follegt aus Prinzip.

► **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Bauler kann u sech nach eng Zousatzfro stellen, wann en dat wëllt.

► **M. André Bauler (DP).** - Erlaabt mer just eng Remarque. Ech hunn elo gesinn, datt de Minister effektiv e breet Berufsfeld mat breet gefächerte Perspektiven évoquéiert huet. Et bedeit jiddefalls, datt mer ëmmer nees mussen op Formatiounen setzen, initial Formatiounen a Weiderbildungen.

Ech hu just elo nach un ee Créneau geduecht. Mir haten eng Kéier an der Mëttelstandskommissioun eng Diskussioun ronderëm de Beräich vun der Horticulture, wou e grouse Créneau besteet a wou awer gesot ginn ass, datt dacks déi kleng Betriber, déi do sinn, net déi Main-d'œuvre fannen, déi si bräichten, fir kënnen eventuell an deem Beräich auszubauen.

Duerfir wier et, menger Meinung no, och wichteg, do nach eng Kéier e Virstouss ze maachen an och eng Kéier ze kucken, inwiefern een do Leit dann awer esou ausbilde kann, datt ee se an den éischten Arbeitsmaart bréngen kann.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech mengen, ech hunn dee Projet och vu Co-Labor zitéiert. Dat ass e Projet an dem Beräich vun der Horticulture. Ech deelen dat absolut, wat den Här Bauler hei seet.

► **M. le Président.** - Merci, domadder wär dese Punkt ofgeschloss.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Konsequenze vun deenen neien interne Migratiounen an Europa,

deéi duerch d'Krisen ervirbruecht gi sinn, ugefrot. D'Riedezäit ass laut Artikel 84, zweeten Aliénéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Lies, d'Madame Mutsch, den Här Braz, den Här Hencken an den Här Urbany. D'Wuert huet elo den honorablen Här André Bauler als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun.

5. Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg

Exposé

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Scholdekris, déi d'EU zanter Méint fest am Grëff huet, verstärkt nach een Trend, dee sech iwwert déi vergaange Jore schonn ofgezechent huet: déi wuessend Énnerscheeder an der wirtschaftlecher, sozialer Entwécklung vun den EU-Memberstaten.

D'Scholdekris vergréissert méi a méi de wirtschaftleche Gruef tëschent Länner wéi Griichenland, Spuenien, Portugal oder Italien op där enger Säit a Länner wéi Däitschland, Frankräich oder Lëtzebuerg op där anerer. Während d'Prognose vun der EU-Kommissioun fir Portugal a Griichenland am Joer 2012 e kräftege Minus vun 3% respektiv 2,8% virgesinn, geet een am Duerchschnitt am Euroraum vun enger liichter Croissance vun 0,5% aus. D'Jugendarbeitslosigkeit louch a Spuenien Enn 2011 bei 49,6%, a Portugal bei 35,1% an an Italien bei 30,1%. All zweeten oder all drëtte Jugendliche huet also an dese Länner keng Aarbecht!

Et ass schwéier, sech virzustellen, wéi eng mënschlech Realitéit sech hannert desen Zuele verstoppen. Déi betraffe Mënschen an hir Familljen, eng ganz Generatioun kucken an eng äusserst schwierig Zukunft. Dëst féiert onweigerlech zu soziale Spannungen, wéi d'Demonstratiounen vu jonke Leit a Spuenien an an Italien gewisen hunn. Si ginn op d'Strooss, fir hir Zukunft ze kämpfen.

Émmer méi vun hinne ginn awer och e Schrack méi wäit an decidéieren, hiert Land ze verlossen. Den EU-Sozialkommissär László Andor huet dofir drastesch Wieder fonnt a schwätzt vun enger „lost generation“, enger „verluerener Generatioun“. Hie warnt awer och virun engem „brain drain“, enger Ofwanderung vu gutt ausgebilte jonken Europäer, déi a Länner wéi d'USA oder Kanada auswandere géifen, well se an hirem Heemechtsland keng Zukunft méi gesinn.

Dës Migratiounsbewegunge fannen och innerhalb vun der Europäescher Unioun statt. Esou huet Däitschland am éischten Hallefjoer 2011 en Uwuess vum der Zouwanderung aus Spuenien vun 49% verzechent. D'Immigratioun aus Griichenland ass souguer ëm 84% geklommen!

An och zu Lëtzebuerg spiere mer des Entwécklung. Bei enger öffentlecher Manifestatioun, déi vum CLAE organiséiert gouf, huet e Vertrieeder vum Ministère de l'Immigration vun 10.559 nouveaux arrivants eleng fir d'Joer 2011 geschwat. Dëst wier eng Hausse vun ëm déi 30% am Verglach zu de viregte Joren!

Mir als Demokratesch Partei wiere frou, wann den Här Minister eis haut méi genee Zuelen iwwert d'Zouwanderung an de vergaangene Méint kéint liwweren an och dozou, ob d'Regierung iwver sozioekonomesch Donnéeë verfügt, déi d'Migrante betreffen. Zum Beispill wat hir Qualifikatioun betrëfft oder d'Tatsaach, ob se schonn en Arbeitskontrakt hunn, wa si op Lëtzebuerg kommen, oder net.

Den Ausländerorganisatiounen no wier d'Situatioun vun de Migrante ganz ënnerschiddlech. Dorënner wiere Leit ouni Qualifikatioun bis hin zu Persounen mat Universitëtsdiploma. De Schrëtt, fir d'Zelter a sengem Heemechtsland ofzebriechen an auszewandere, ass dacks och e Schrëtt aus der Verzweiflung eraus. An et ass d'Hoffnung op e bessert Liewen. Eng Hoffnung, déi awer net ëmmer an Erfüllung ka goen. Eigentlech ëmmer manner dacks. Viru Joren nach war et esou, datt Ausländer, déi zu Lëtzebuerg op der Gare ukomm sinn, nëmme iwwert d'Strooss hu brauchen ze goen a schonn hate si eng Aarbecht. Mat enger Arbeitslosigkeit vun iwver 6% a ganze Secteuren, déi an der Kris stiechen, ass dat haut awer net méi esou.

Aus de Gemengen héiert een dofir vereenzelt och vu Fäll vu sozialer Prekaritéit. Persounen, déi op Lëtzebuerg komm sinn a keng Aarbecht



fanne respektiv no kierzester Zäit hir Aarbecht verluer hunn a sech ouni sozial Ofsecherung erëmfannen. Persounen, déi dagsiwwer op Chantiere fir en Apel an e Stéck Brout schaffen an nuets a Camionnetten iwweruechten.

Soll d'Regierung deemno communiquéieren, datt d'Leit net op Lëtzebuerg solle kommen, datt d'Boot voll ass a mir kee méi kënnen ophuelen? Neen, dat solle mer net maachen. Firwat? Ma well et net der Wourecht entsprécht. Sécherlech ass d'Sich no enger Aarbecht fir onqualifizéiert Aarbechtskräften zu Lëtzebuerg extrem schwéier ginn, mä gläichzäiteg muss een awer gesinn, datt eleng bei der ADEM iwwer 3.000 Plazen enregistriert sinn, déi einfach net besat konnte ginn. A mir wësen, datt dëst nëmmen e Brochdeel ass vun deene Plazen, déi opstinn. A Plazen, déi net besat sinn, si Servicer, déi net prestéiert ginn, Entreprisen, déi net wuessen a Steieren, déi net bezuelt ginn.

Wa Lëtzebuerg da géif communiquéieren, da misst dat eng vill méi differenziéiert Kommunikatioun sinn. Lëtzebuerg brauch qualifizéiert, zum Deel ganz héich qualifizéiert bezüchungsweis spezialiséiert Aarbechtskräften. Dëst ass e Message, deen ee souwuel vu mëttelstännege Betriber, awer och aus Beräicher wéi dem Finanz- an Assurancésektor héiert.

Wéi gesäit d'Regierung d'Situatioun um Aarbechtsmaart virum dem Hannergrond vun enger Hausse vun der krisebedingter Migration? A wéi enge Beräicher ass den Aarbechtsmaart gesiedegt? A wéi engen net? Wéi ee Profil haten déi Leit, déi an de vergaangene Méint op Lëtzebuerg komm sinn? Wéi een Alter? Wéi eng Qualifikatioun? Wéi vill hunn der wierklech eng Aarbecht fonnt? Huet hire Profil der Demande um Lëtzeburger Aarbechtsmaart entsprach? Wat ass mat deene geschitt, déi keng Aarbecht fonnt hunn? Féiert d'Regierung doriwier prezis Statistiken? Fanne mir dës Leit an den Zuele vun der ADEM mëttlerweil erëm?

An der Tëschenzäit gëtt et eng europawäit Konkurrenz ëm déi beschte Käpp. An eis Nopeschlänner kennen do manner Retenue wéi mir! Si gi wesentlech méi proaktiv an déi Situatioun erun. Esou huet déi däitsch Kanzlerin Merkel bei hirem Besuch a Spuenien am Februar d'lescht Joer e klore Message ginn: Däitschland huet e Fachkräftemangel a setzt seng Hoffnung an ausgebildeten Ingenieuren aus Kriselänner.

An och déi belsch Regierung huet erkannt, datt si eng proaktiv Roll an der Immigrationspolitik misst anhuelen. Déi belsch Aarbechtsministeresot kierzlech: «Nous devons attirer des candidats qui seront formés et diplômés, comme le font le Canada ou l'Australie, et qui offrent un profil différent des gens qui viennent en Belgique aujourd'hui. Il faut bien dire que nous attirons pour l'instant surtout des gens à qui on a dit „non“ ailleurs. Il faut une politique d'immigration économique claire, ce qui net veut pas dire qu'elle est associale.»

Eng gesteiert Immigrationspolitik ass no der Opfaassung vun der DP am Interessi vun de Migranten, de Betriber an eisem Land. Eng gesteiert Immigrationspolitik ass eng Politik, déi et de Leit erlaabt, „de migrer les yeux ouverts et en connaissance de cause“, esou wéi de Jean Lichtfous vun der ASTI et viru Kuerzem treffend formuléiert huet. Et ass net am Interêt vun de Betreffenen, datt si sech mat falschen Hoffnungen op de Wee maachen an dann zu Lëtzebuerg entdecken, datt et net e Land ass, wou Hunneg a Mëlch fléissen! Datt si also vum Reen an den Dréppschlag geroden. Eng gesteiert Immigrationspolitik ass eng Politik, déi Prekaritéit a Liewensbréch verhënnert. Eng gesteiert Immigrationspolitik ass awer och eng Politik, déi eis Ekonomie stäerkt an nei Recettë fir de Stat, fir d'öffentlech Keese bréngt.

D'Regierung huet sech am Koalitionsaccord vun 2009 och fir eng Immigrationspolitik ausgeschwat, déi méi cibléiert op d'Besoinë vun der Lëtzeburger Ekonomie ausgerichtet wier. Eng Initiativ, déi an dës Richtung gaangen ass, war d'EU-Direktiv 2009/50, déi mer mam Gesetz vum 3. Februar 2012 transposéiert hunn.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister froen, ob d'Regierung drun denkt, fir weider Initiativen an dës Richtung ze ënnerhuelen oder méi proaktiv mat deene Méiglechkeeten ëmzegoen, déi hir zur Verfügung stinn. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze maachen?

Fir d'Demokratesch Partei ass et wichteg, datt mer als Land aktiv an deem Beräich communiquéieren, zum Beispill iwwer e méisprochegegen Internetsite, deen d'ADEM zesumme mat de verschiddene Patronatsorganisatioune géif géréieren a wou d'Beräicher, an deenen Aarbechtsplaze gesicht ginn, opgeléicht ginn. A wou awer genauou kloer communiquéiert géif ginn, a wéi enge Beräicher den Aarbechtsmaart zou ass.

Déi schlechteste Léisung fir déi betraffe Mënsche souwéi fir eis eege Wirtschaft wier awer, datt mir alles esou weiderlaffe loosse, wéi wann näischt geschitt wier. Domat ass kengem gehollef, weder eis nach deene Leit, déi bei eis komme wëllen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här André Bauler. Als éischte Riedner ass den Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d'Éischt dem Här Bauler Merci soe fir dës Heure d'actualité, déi hien ugefrot huet. Ech wéilt déi ganz Problematik, wat d'Migration ugeet, vläicht e bësse méi pragmatesch belichten.

Den europäesche Kontinent befënnt sech an enger déif gräifender a laangwiereger Scholdekrise. Verschidde Länner kréien dës Kris méi ze spiere wéi aner. Logesch Konsequenz ass, datt eng Rei vun Awunner aus dëse krisegerëselte Länner sech no Plazen ëmkucken, wou sech hinnen nei Liewens- oder Iwwerliewensperspektive bidden. Lëtzebuerg ass eng vun dëse Plazen, wou et sech, obwuel och vun der Kris beanträchtegt, awer nach gutt lieue léisst a wou och ëmmer nach nei Aarbechtsplaze geschaf kënnen ginn.

Här President, dës Immigrationsfluxe stellen eist klengt Ländchen awer virun ëmmer méi grousse Problemer. Nieft de Réfugiés politiques klëmmt d'Zuel vun deene Leit, déi hiert Land aus wirtschaftleche Grënn verloossen, ëmmer weider an d'Luucht. Eise Wunnengsmaart gierkt schonn ënner engem normale Populationswuesstum. Opgrond vun der jëtzege Situatioun aart dat Ganzt an noer Zukunft sécherlech an eng regelrecht Wunnengsnout aus.

„Chambres à café“ ass hei ee Sujet. An de Gemenge léisst sech bei den Aschreiwunge vun neien Awunner awer méi oft feststellen, datt eng Rei vu Propriétaires nach Kapital aus dëser mësslecher Situatioun vun dëse Leit schloen, andeems si net autoriséiert Logementer mat enger gesetzlech net konformer Wunnfläch op de Wunnengsmaart bréngen.

Et laueren hei awer och Gefore vu Mëssbrauch, wat d'Transferte vu Sozialleeschungen ugeet, op eis. Et heefe sech d'Fäll, wou Kannergeld an RMG u Leit ausbezuelt ginn, déi op fiktiven Adressen ugemellt goufen, physisch awer ni op dësen Adressen unzetrefe sinn.

Een anere Problem ass deen, datt eng Rei vu Betriber Leit an d'Land schleisen, hinne kuerzfristeg Aarbechtskontrakter ginn, si duerno entloossen an d'Schicksal vun dëse Leit duerno dem „Papa Stat“ iwwerloossen. Wat dann heescht: ausbezuelt vu Chômage, RMG an eis Offices sociaux ëm Hëllef opzesichen. Regelméisseg Kontrolle vun der ADEM an dem Ministère de la Famille mussen deem onbedéngt entgéintwierken.

Eng Responsabilitéit läit hei awer och bei de Gemengen, fir méi en intensive Contrôle bei den Aschreiwungen ze maachen. Et muss ee konsequente Verglach tëschent Unité de logement op enger Adress an där jeeweileger Baugenehmegung op darselwechter Adress gemaach ginn. Am Kader vum Projet de loi N°6330, deen den nationale Populationsregister iwwerschaft, muss onbedéngt drop opgepasst ginn, datt eis Gemengen déi néideg Base légale kréien, wat de Contrôle vun Donnéeën, Attestations de logement, Moyens de subsistance a Contrats de bail ugeet bei der Aschreiwung vun dëse Matbierger.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei net drëm, nei administrativ Hürden opzebauen. Et geet drëm, dësem Sozialtourismus entgéintzewierken, eise Stat virun net gerechtfertegten Demandé vu Sozialleeschungen an eis nei Bierger viru skrupellosen „Abzocker“ ze schützen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lies. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris loosse eis net esou séier lass an Europa. Während d'Memberstate mat Spuerpäck hir öffentlech Finanzen sanéieren, ginn déi sozial Konsequenzen ëmmer méi offensichtlech.

D'Aarbechtslosegkeet an Europa klëmmt weider an erreicht Rekordwäerter. Besonnesch d'Jugendarbeitslosegkeet ass e grouse Problem. Si läit en moyenne bei iwwer 22%. 22%

Un der Spëtzt vun dëser Negativstatistik sti Griichenland a Spuenien, wou all zweete Jonken ënner 25 ouni Aarbecht ass. Mä och a Portugal huet ee vun dräi Jugendleche keng Aarbecht.

Derbäi kënn, dass iwwerall an Europa d'Leit ënner Drock komm sinn, dass d'Lein ënner Drock komm sinn an dass och d'Mindestlein ënner Drock komm sinn. Domat klëmmt och d'Aarmut an den Aarmutsrisiko. Et ass kloer, dass deen äusserst schwieere wirtschaftlechen a soziale Kontext e wesentlechen Ausléiser fir Migrationsbewegungen ass, a ganz Europa an och op Lëtzebuerg.

Et ass fir d'Éischt emol feststellen, an et ass hei och scho gesot ginn, dass déi Uniounsbierger, déi haut hiert Land verloossen, fir hiert Gléck op enger anerer Plaz ze sichen, vun engem bestoende Recht Gebrauch maachen. D'libre Circulation des personnes ass eng vun de véier Grundfräiheeten an Europa. Et ass e wesentleche Prinzip, vun deem virrangeg déi Länner, déi vill Aarbechtskräfte brauchen, dorënner natierlech och Lëtzebuerg, scho vill profitéiert hunn.

Et ass evident, dass et sech ëm eng europäesch Problematik handelt, an déi muss och op europäeschem Plang abordéiert ginn. Dat soll awer elo net verhënnern, dass d'Memberstate eegen Initiativen huelen op Basis vun hirer spezifischer Situatioun.

Wéi gesäit et elo zu Lëtzebuerg aus? Fir d'Éischt ass emol feststellen, dass d'Zuel vun den Uniounsbierger, déi op Lëtzebuerg kommen, scho säit enger ganzer Retsch vu Jore staark an d'Luucht gaangen ass, also net eréischt säit Kuerzem. Déi meescht Uniounsbierger bei eis kommen nach wie vor aus Portugal. Si verloossen hiert Land, oft mat der ganzer Famill, oft ouni fest Aarbechtsplaz en vue, ouni d'Sprooch vum Land ze kennen, ouni e Sou, ouni näischt ausser Hoffnung, Courage an enormen Erwaardungen.

Vun de verschidde Acteuren um Terrain wësse mer, dass et och zu Lëtzebuerg Problemer gëtt, déi et virdrun an där Form net gouf. Esou ass gewosst, dass ëmmer méi Leit mat zäitlech extrem begrenzten Aarbechtsvertrag op Lëtzebuerg kommen. Et ass och gewosst, dass dës Vertrag oft net verlängert ginn. Mam Resultat, dass déi Betreffenen ouni Revenu dostinn a verzweifelen, well, wéi et kierzlech an engem Interview mat engem Betreffene stoung, op eemol all Dieren zou sinn.

Akuten Handlungsbedarf besteet virun allem bei deene Leit, déi aus hire Schwieeregkeeten net méi erauskommen a riskéieren, ouni eis Hëllef ganz ënnert d'Rieder ze kommen. Wann dës Leit ënnert de genannten Émstänn hir Aarbecht verléieren, si se mëttelos, am schlëmmste Fall ouni iergendeng sozial Sécherheet an ouni Famill, déi se opfänke kéint. Si falen an d'Prekaritéit. Verschiddener hunn emol keen Énnerdaach.

Mir wëssen, an dat gëllt virun allem fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Stad Esch, well si d'Infrastrukturen ubidden, dass d'Zuel vun de Sans-abrië staark an d'Luucht gaangen ass. En ëmmer méi grousse Deel vun hinne sinn Uniounsbierger, déi grad eréischt nei bei eis ukomm sinn. Eleng de Wonsch, fir säi Liewen a seng Zukunftschancé fir sech a seng Famill an engem neie Land ze verbesseren, geet net duer. Och mir mussen als Land preventiv virgoen, andeems mer derfir surgen, dass déi Leit, déi bei eis ukommen, an Virfeld wëssen, wat op si zoukënn a wat si bei eis erwaart.

Fir dat ze errechen, ass et wichteg, mat alle concernéierten Acteuren zesummenzeschaffen. Dozou gehéieren niewent den Décideuren op nationalem Plang virun allem d'Ausländerorganisatioune, déi formidabel Aarbecht leeschten, d'Gewerkschaften, d'Ambassaden, d'Konsulater, awer och déi zoustänneg Autoritéiten an de betreffene Länner.

Mir mussen eis och Kloeerheit verschafen iwwert d'Praxis vun de kuerzen Aarbechtsvertrag an iwwert de Rôle vun den Interimsagenten. Wéi verbreet ass déi Praxis? Wéi vill Leit sinn iwwerhaupt betraff? Wéi kënnen mer de Praktike vun Sozialdumping entgéintwierken? Wéi mussen mer reagéieren a wéi verstärkt kontrolléieren?

Här President, ëmfaassend an iwwer d'Lännergrenzen eraus verbindlech Äntwerte mussen virun allem op europäeschem Plang fonnt ginn. Wuesstum a Beschäftegung mussen an de Mëttelpunkt vun eise Beméiunge gesat ginn. Mir mussen an Europa verstärkt de Problem vun Chômage ugoen an dobäi de Schwéierpunkt op d'Bekämpfung vun der Jugendarbeitslosigkeit leeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et brauch een zu Lëtzebuerg net a Katastrophismus ze verfallen, well bei aller eviderenter Ongewëssheet wäert awer e gudden Deel vun deene Leit, déi bei eis kommen, sech duerchsetzen an och eng Aar-

bechtsplaz an Zukunft bei eis fannen. De Fait ass, dass weiderhin Ausländer, déi bei eis an d'Land kommen, e positive Fait muss sinn. E Fait, eng Grondastellung, déi net vun Extremisten an och net vun Ausbeuter a schwaarze Schof um Aarbechtsmaart dierf futtigemaach ginn!

Ganz grëffeg, an dat ass mä Schluss, huet e Lëtzeburger Journalist virun e puer Woche formuliert: „Diese Migration abzulehnen wäre falsch. Einerseits, ganz pragmatisch gesehen, weil es dem Luxemburger Arbeitsmarkt an qualifizierten Arbeitskräften fehlt. Andererseits aber auch aus historischen Gründen. Heute zu vergessen, dass wir gestern auf sie zählen konnten, wäre ganz einfach ungerecht.“

Merci dem Interpellant an lech e grouse Merci fir d'Opmierksamkeit, an dem President Merci fir déi puer Mini-Minutcheer méi, déi e mer ginn huet, neen, Sekonne méi, déi e mer ginn huet.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mutsch. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci och dem Interpellant, fir dat Thema hei an der Chamber opgeworf ze hunn.

Dee Phänomeen, mat deem mer eis konfrontéiert gesinn, ass e Phänomeen, deen en ligne directe natierlech mat der Finanz- a mat der Wirtschaftskris ze dinn huet. An déi Phänomeen wäerten och eréischt zu engem Enn kommen, wa mer déi Finanz- an déi Wirtschaftskris och an Europa nees am Grëff hunn.

Och mir Gréng setzen do Hoffnungen an deen neie franséische President, dass mer vläicht an Europa an deenen nächste Wochen a Méint och erëm op en anere Wee wéi nëmmen dee vum Spuere ginn, well dat an eisen Aen déi eenzeg Hoffnung ass, déi Europa am Moment huet. An et wier dramatesch, wann déi Diskussiounen, déi elo ugestouss ginn, net zu engem positiven Enn géife kommen.

Dass vill Leit aus Portugal op Lëtzebuerg kommen, ass verständlech. Et si vill portugisesch Migranten hei. Ronn 100.000 Leit, gëtt geschat. Esou ginn och d'Griiche verstärkt an Däitschland, wou scho vill Griiche sinn. Dat ass e verständleche Phänomeen. Et fënnt een och vill Leit aus Portugal a Frankräich erëm, déi do probéieren eng Aarbecht ze fannen.

De Kolleg André Bauler huet Zuele genannt vun iwwer 10.500 Leit, déi an d'Land komm sinn. Dat stëmmt, mä et muss een awer och dann déi aner Zuel nennen: déi vu Leit, déi d'Land verloossen. Eleng am Joer 2010 waren dat iwwer 6.600 Leit. Dat heescht, de Solde migratoire net ass net bei 10.000 oder 11.000 Leit pro Joer. Do si mer zu Lëtzebuerg an der Moyenne iwwer all déi Jore eisichter bei 3.000, 4.000 Leit am Solde migratoire net, och am Moment. Also, et ass net déi Zuel vun 10.000, déi relevant ass, mä et ass de Solde. An dee gëtt e realistesch Bild op dat, wat mer am Moment ze bewältegen hunn. An dat ass awer trotzdeem net näischt, och wann et keng 10.500 sinn.

Mir hunn am Moment an eisen Ae kee Besoin, fir nei Texter ze maachen. Mir brauche keng nei Règlement-grand-ducalen, mir brauche keng nei Gesetze, mir brauche keng nei Direktiven. Et géif eigentlech duergeroen, wa mer et op all de Punkte géife fäerdegbréngen, bestehend Gesetze a Reglementer seriö unzewenden.

Wann dat net geschitt, sinn déi Leidtragend natierlech déi Leit, déi op Lëtzebuerg komme mat Hoffnungen, oft leider mat Illusiounen, an herno eleng oder mat hirer Famill zu Lëtzebuerg bannent relativ kuerzer Zäit an eng Situatioun geroden, déi se sech net virgestallt haten. Déi eng ouni friem Hëllef - wann ech esou ka soen -, déi aner doduerch, dass se vu verschiddene Leit och mëssbraucht ginn. D'Stéchwuert vun den Zäitvertrag, deelweis iwwerhaupt keng Vertrag, wou déi Leit sech no enger relativ kuerzer Zäit op der Strooss erëmfannen, oft emol net déi Aarbecht bezuelt kritt hunn, déi se während enger Zäit verricht hunn.

Dat sinn natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg absolut onhaltbar Zoustänn. Dofir soen ech nach eng Kéier: Mir brauche keng nei Texter, mä mir brauchen eng Applikatioun vun den Texter, déi mer hunn. Mir brauchen zwou Saachen an der Haaptsaach: eng verstärkten a verbessert Informationspolitik, déi an de Pays d'origine ufänkt. Mir maachen et jo, wéi ech fannen, op eng gutt Aart a Weis mam Cap-Vert. Ähnlech misste mer et och maachen zumindest mat Portugal, vläicht och nach mat anere Länner, op der Plaz selwer. Do mussen eis Ambassadeuren eng Roll spillen.



Mir mussen awer och hei zu Lëtzebuerg Informatioun ënnert d'Leit bréngen, notamment bei de Patroné vun der Construction civile, vun der Hôtellerie, vum Horesca-Secteur, d'Gemengen och. Och d'Gemenge kënnen eng Roll spillen, andeems se net nëmmen déi Leit ophuelen, mä hinnen och direkt dee Moment, wou se sech op der Gemeng mellen, Informatiounen zur Verfügung stellen.

Do wär vläicht de Ministère gefuerdert, eng Zort „fact sheet“ ze maachen a verschiddene Sproochen, déi een deene Leit kéint an de Grapp drécken, wa se Schwierigkeete géife begéinen an den nächste puer Wochen, wou se sech kënnen hiwenden, bei de Gewerkschaften, bei de Gemengen, bei aneren Institutiounen an Infrastrukturen, dass déi Leit sech net op eemol anzwousch erëmfannen a wierklech iwwerhaupt net méi wëssen, wouhin. Do wär vläicht d'Informatioun am einfachsten ze iwwermëttelen, well et praktesch e Passage obligé ass.

Wat mer awer och brauchen, dat ass méi Kontroll. Kontroll an natierlech dann och Sanktiounen. Do huet de Stat Méiglechkeeten iwwert d'ITM. Iwwert de Centre commun gëtt et eng ganz Partie Méiglechkeeten, fir Informatiounen méi zielführend ze maachen a wierklech och un déi Leit ze kommen, déi vun dese Situatiounen profitéieren. Dat brauche mer net ze toleréieren. Do brauche mer net nozekucken. Dat ass an all de Fäll falsch; illegal souwisou.

Vläicht wier et gutt, Här Minister, wann Der fir dese spezifesch Problem eng Informatiounsversammlung géift maache mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften sougutt wéi mat de Patronen, fir déi heiten Ureegungen...

(Interruption)

Tant mieux.

...ënnert d'Leit ze bréngen. Well am Moment huet een net d'Gefill, dass de Problem sech verbessert huet. Wann Der dat maacht, hutt Der eis Ennerstëtzung. De Problem ass eescht genuch, a mir mengen, dass dat doten eng Prioritéit fir lech kéint sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just drop hiweisen, dass mer effektiv duerch d'Kris am Laf vun deem Joer an och vun de leschte Joren eng ganz grouss Zuel vun Immigranten kritt hunn. Een Deel dovunner, deen ass vun onser Economie gebraucht. Dat sinn déi héich qualifizéiert Leit. Där hu mer der net genuch. Där brauche mer der ganz vill. Mä dat mécht awer héchstwahrscheinlech net méi wéi 10% aus vun deenen, déi heihinnerkommen.

Och vill Leit, speziell aus Portugal, Italien, Spuenien, kommen op Lëtzebuerg, well se onqualifizéiert oder ganz wéineg qualifizéiert sinn a se gewuer gi sinn, dass de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg ongeféier dat Duebelt ausmécht vun deem, wat an hirem Land ass. An da menge se: „Elo ass do eng Geleeënheet, fir ons Situatioun staark ze verbesseren.“

An et gesäit een och, dass d'Interimsgesellschaften do eng grouss Roll spillen. Déi enga-

gieren dann och e gudden Deel vun deene Leit, mä awer och nure kuerzfristeg. An da fënnt een herno, well esou weise wéinstens d'Statistiken et aus, dass op eng Kéier d'Zuel vun de Chômeuren haaptsächlech aus deenen Natiounen staark an d'Luucht geet an och d'Zuel vun den RMGisté kuerz Zäit duerno.

Ech mengen, dat ass manifestement net dat, wat d'Leit sech erwaart hunn, déi hei op Lëtzebuerg komm sinn. Et huet och ganz vill finanziell Répercussione fir ons.

An et gesäit een, dass och ganz vill Leit Logementsproblemer kréien. Da gi se bei Familljen eran an da gesinn op eng Kéier d'Propriétaires an där Situatioun, dass der an engem Studio, wou zwee Leit am Prinzip sollten dra sinn, do fënnf oder sechs dra sinn. An d'Gesetzgebung erlaabt dem Propriétaire net, fir déi Leit, déi en supplément si vun deem, wat normalerweis an esou engem Studio, an engem Appartement ass, erauszekréien. Do hu mer eng gesetzlech Lück, déi muss onbedéngt combléiert ginn.

Ech mengen och, dass et wichteg wier, dass méi Informatioun sollt komme vu Säite vun der Regierung am Inland an am Ausland, fir am Inland ze informéieren, dass déi Leit, déi Familljen hunn aus Italien, Spuenien a Portugal, net sollten hir Leit hei op Lëtzebuerg bréngen, dass dat vill Desillusione kéint bréngen, an dass och am Ausland déi néideg Informatioun gemaach gëtt.

Dat woren déi puer Bemierkungen, déi ech hei an deenen zwou Minutten just wollt maachen. Mä, Här Minister, dat hei ass awer en Défi fir onst Land, an dofir wier ech frou, wann Der ons kéint e puer Antwerten an e puer Zuele ginn, déi hei bluttnoutwendeg wieren, fir och d'Problematik nach eng Kéier illustréiert ze kréien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Serge Urbany op der Lëscht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass luewenswäert, sech mat den Auswierkunge vun deem neie Migratiounsphenomeen ze beschäftegen, mä ech wëll mech awer hei op d'Ursaache vun deem Phenomeen konzentrieren.

Ech mengen, d'Ursaache si ganz einfach ze fannen an der europäescher Politik vun der Concurrence libre et non faussée, esou wéi se an den Texter festgehalen ass. Dat bedeit éischens emol eng Standuertpolitik duerch Steierdumping an allen eenzelne Länner, wat erëm eng Kéier tendenziell derzou féiert, dass d'Statskeese méi eidel ginn. Et féiert och zu engem Opbausche vum private Kredit.

Zum Beispill um Immobiliemaart plazen do déi Blosen, wéi dat op der Iberescher Halbinsel geschitt ass. Da mussen alt erëm eng Kéier d'Banke virun allem do mat Statsgelder ennerstëtzt ginn. Dat geschitt iwwert de Wee vun de soziale Coupes am Budget, dat geschitt iwwert de Wee vun enger Kierzung vun den öffentlichen Investitiounen, an dat féiert forcément zur Rezessioun.

Net méi spéit wéi gëschter huet de Statec fir Lëtzebuerg festgestallt, dass déi Austeritéitspolitik, déi d'Regierung mécht, riskéiert zu engem

hallwe Prozent Abouss beim Wirtschaftswuesstum ze féieren. An am Extremfall, an em deen handelt et sech hei, wéi Portugal oder Spuenien, féiert et zu méi staarken Immigratiounen.

Ech mengen, deen eenzeg Auswee doranner ass, dass déi europäesch Politik do sech fundamental ännert. Ech setzen och meng Hoffnung doranner, dass duerch dee Presidentewissel an eisem groussen Nopeschland, och duerch aner politesch Entwécklungen an anere Länner, wéi a Griichenland zum Beispill, wou besonnesch déi lénks Kräfte eng ganz grouss politesch Bedeutung kritt hunn... Ech hoffen, dass op villen anere Plazen nach an Europa sech de Widerstand konkret mécht an zu enger Ännerung féiert.

An ech mengen, déi Ännerung... Ech sinn d'accord, dass ee vu Pacte de croissance schwätzt, ech menge just, et muss een drënner verstoen, wat ee mat Pacte de croissance mengt.

An ech mengen, do sinn ech och gespaant, wat deen neie President a Frankräich dorënner versteet. Dorënner kann ee Verschiddene verstoen. Et kann een eng Politique de l'offre dorënner verstoen. Dat heescht, mir bezuelen den Opschwung duerch méi niddreg Léin, duerch méi niddreg Steieren, duerch eng weider Austeritéitspolitik - da geet et monter weider mat där doter Spiral. Oder mir finanzéieren den Opschwung, den ekonomeschen Opschwung, deen esou noutwendeg ass, duerch eng öffentlech Investitiounspolitik, duerch eng anstänneg a gerecht Steierpolitik, déi de Räichtum do besteiert, wou en och effektiv besteet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Aarbechts- an Immigrationsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, och Merci derfir, desen Débat initiéiert ze hunn. Ech wëll um Ufank emol soen, wat den U.S.-Econom, den James Galbraith, de Fils vum Kenneth Galbraith, viru Kuerzem op enger Konferenz an Däitschland gesot huet: „Europa droht eine Explosion der Ungleichheit.“ An déi Ongläichheet, déi kënt natierlech an deem Uwuesse vun Aarbechtslosegkeet. Déi kënt natierlech och doduerch, dass mer effektiv an deene leschte Méint, a vläicht zwee, dräi Joer eng massiv Aarmutsmigratioun an Europa hunn.

Ech mengen, alles dat ass beschriwwen a widerholl ginn an ass och absolut richtig. Wann an engem Land 52% vun deene Jonke bis 25 Joer keen Job hunn, dann ass en effet déi eenzeg Hoffnung, sech op de Wee ze maachen an iergendwou kucken ze goen, ob een net eng Chance huet, e Liewe kënnen opzebauen, en Job ze fannen an e puer Sou kënnen ze verdéngen.

Nun ass dat an Europa, an ech wëll awer hei dem Här Bauler soen, dass en eng gewësse Vermeschung mécht. En huet eigentlech déi Debatt hei ugereegt als eng Debatt iwwert déi intern europäesch Migratioun an net iwwert d'Migratioun en général. An a senger Duerstellung vermëscht en dann op eemol déi intern europäesch Migratioun an déi generell Migratioun, op déi mer schonn e gewëssene Contrôle hunn.

Mä bei där interner europäescher Migratioun huet e vläicht vergiess, dass déi baséiert ass - an ech weess net, wien dat hei gesot huet - op engem Prinzip, an dee Prinzip heescht libre Circulation. An op dee Prinzip vun der libre Circulation hu mir als Lëtzebuerger relativ wéineg Afloss. Mir kënnen ons net déi spuenesch oder portugisesch oder griichesch - oder wéi och ëmmer - Leit eraussiche goen, déi eventuell fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart passen.

Mir sinn an enger Situatioun, wou de Prinzip vun der libre Circulation all europäeschem Bierger d'Recht gëtt, an en anert Land vun der Europäescher Unioun ze goen, ënnert der Konditioun, och do en Job ze fannen, an deen Job - wann ech dat emol esou dierf soen -, dat kann ee vun engem Dag sinn, vun enger Woch oder e Contrat à durée indéterminée. A wann en deen Job do huet - an dat ass dat, wat an der Directive libre circulation steet -, wann en deen Job huet, da geet e mat senger Promesse d'embauche - et muss emol kee Kontrakt sinn - op eng Gemeng a seet: „Voilà, ech hunn hei eng Promesse d'embauche. Ech hunn also e Liewensënnerhalt an ech géif mech elo gär hei definitiv zu Lëtzebuerg aschreiwten.“

Dat ass absolut normal. Dat gehéiert zu Europa. Dat ass eng vun deenen eelste Fräiheeten, déi mer an Europa hunn. An et ass esou, dass mir net kënnen higoen a soen: „Deen doten, deen hu mer gär, well dat ass en Ingenieur, dee kënn mer gebrauchen. Dat do ass e Finanzspezialist, deen hätte mer och gär, mä deen do, deen ass net qualifizéiert, dee wëlle mer net.“ Dat geet an Europa net.

Dat wëllt net heeschen, dass mer net och an Europa musse probéieren, deen Aarbechtsmaart besser ze organisieren. A mir hunn en Instrument, fir deen Aarbechtsmaart besser ze organisieren - leider funktionéiert dat Instrument och net optimal -, dat ass u sech eng europäesch ADEM, déi EURES heescht. An déi EURES, déi erlaabt de Leit aus alle Länner vun der Europäescher Unioun ze kucken: „Wou si fräi Joben? Wou hunn ech eng Méiglechkeet, schaffen ze goen?“

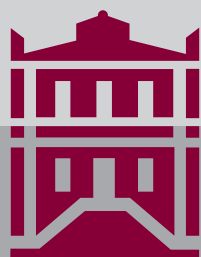
Mir hunn och mat der EURES nach viru Kuerzem zu Mondorf eng grouss Réunion gehat fir den Horeca-Beräich, wou d'Entreprises duerch ganz Europa Leit sichen, fir an deem Beräich ze schaffen, sou wéi mer um Kierchberg e groussen „Job Day“ haten, organiséiert vu privaten Initiativen zesumme mat der ADEM, déi op ware fir Leit aus ganz Europa.

Dat ass en essenziell Stéck vun der libre Circulation. Och wann natierlech déi libre Circulation net einfach esou leeft. Och déi ass konditionéiert, well, wéi ech virdu gesot hunn, déi setzt viraus, dass jiddweree muss e Liewensënnerhalt fannen. Wann en deen net fënnt oder net méi huet, da gëtt et d'Méiglechkeet, fir ze soen, dass en dem Stat, de Sozialsystemer an deem Stat, wou e sech installéiert huet, op eng -esou steet et an der Direktiv - déraisonnabel Aart a Weis zulaaschte fält. An da stellt d'Fro sech, ob déi Persoun net erëm muss an hiert Heemechtsland goen.

Mä op jidde Fall, de fundamentalen Aspekt ass d'europäesch d'Citoyennetéit, a mat der europäescher Citoyennetéit ass verbonnen d'Recht, fräi an Europa ze bougieieren, sech ze bewegen an ze schaffen.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Nu wësse mer awer, datt dat e Recht ass, dat awer och verbonnen ass mat Problemer, a besonnesch dann - an Dir hutt et richtig gesot -, wann et a Länner strukturell Chômageproblemer elo scho gëtt. A mir hunn natierlech e Problem, e strukturelle Problem, deen heescht: Onqualifizéiert Leit si vum Chômage relativ staark hei zu Lëtzebuerg betraff.

An da weise sech ganz séier d'Limiten, wa vill Leit aus anere Länner, europäesche Länner, kommen, déi net gutt qualifizéiert sinn oder déi eventuell net sproochlech équipéiert sinn, fir verschidden Joben hei zu Lëtzebuerg ze huelen. Duerfir ass et kloer: Déi libre Circulatioun ass wichteg, ass essenziell, ass och en Deel - als Ekonomist wësst Der dat -, een Deel vun enger Währungsunioun, vun där d'Mobilitéit vun der Aarbecht en Deel ass, an nëmme esou kann eigentlech déi Währungsunioun funktionéieren.

Mä et ass awer och ganz kloer, wann déi Clivagen, déi an där Währungsunioun momentan amgaange sinn ze geschéien, esou grouss ginn an déi Pressioun esou grouss ass - 52% -, dann ass dat net méi eleng iwwer massiv Migratioun ze regelen. Mir mussen also kucken, wéi mer dat an de Grëff kréien.

Dir hutt mech Chiffre gefrot. Bis ewell hu 4.000 EU-Bierger 2012 hei zu Lëtzebuerg eng Attestatioun kritt, 4.000 EU-Bierger. Ech kann lech leider net soen, se pro Nationalitéit opsplécken, mä 4.000 EU-Bierger hunn hei eng Attestatioun kritt. Dat sinn der 500 méi grosso modo wéi d'lescht Joer an dat sinn der 1.000 méi wéi am Joer 2009. Am Joer 2010 hate mer en netto Zouwuess - an ech ginn dem Här Braz absolut recht, datt ee muss an netto Zuele rasonéieren an net a brutto Zuelen -, hate mer en netto Zouwuess vun der Migratioun aus deenen - an elo soen ech - 27 EU-State vu 5.529.

13.700 sinn op Lëtzebuerg komm an à peu près 8.200 hu Lëtzebuerg verlooss. Dorënner och 1.600 Lëtzebuurger, déi Lëtzebuerg verlooss hunn, an aner Lëtzebuurger, déi erëm op Lëtzebuerg zrëckkomm sinn. Hei ass de Solde iwwerregens net positiv, mä negativ. Et ginn also méi Lëtzebuurger aus dem Land eraus, wéi der erëmkommen.

Elong aus Portugal sinn 3.485 Leit am Joer 2010 ukomm. An nodeem der dann 1.690 fortgaange sinn, ass hei de Solde 2.149. Dat sinn 39% vun onser EU-interner, also där interner Migratioun, iwwert déi Der wollt diskutéieren.

72% vun der Migratioun op Lëtzebuerg sinn EU-Bierger. Da bleiwen also nach 28% fir Leit vun der ganzer Welt. Op déi Leit vun der ganzer Welt hu mer eng gewëssen Handhab. Wann déi hei wëlle schaffen, brauche se e Permis de séjour, brauche se e Permis de travail. Bei den EU-Bierger, mengen ech, hunn ech kloer gesot, datt dat net de Fall ass. D'Ziel vun deenen aus Drëttstate läit bei 2.100. Éischte Grupp vun deenen: Amerikaner. Do ass also genau dat, wat Der ugeschwat hutt. Amerikaner ganz oft an amerikanesche Firmen, dat heescht héich qualifizéiert Leit, déi iwwert deen do Wee op Lëtzebuerg kommen.

Nun, wat ass d'Konsequenz vun deene Leit, déi onqualifizéiert oder net capabel, fir hei um Aarbechtsmaart en Job ze fannen, op Lëtzebuerg kommen? Jo, et ass gesot ginn: Et ass sozialen Dumping. Dat sinn déi Situatiounen, déi mer virun e puer Deeg op de Chantiere fonnt hunn: Leit, déi fir véier, fënnf Euro schaffen, ouni Sécherheet, ouni näischt. An do mussen mer usetzen. Dat ass amgaangen ze geschéien.

Ech hat eng Réunioun mat de Sozialpartner aus dem Bau, fir zum Beispill d'nächst Joer en extraen Ausweis fir all déi Leit, déi op de Chantiere schaffen, anzeféieren. Dat heescht, besonnesch och am Détachement. Well all déi Leit, déi esou op Lëtzebuerg kommen, komme ganz oft am Kader vum Détachement. Mir hunn och do en extrae Grupp, wou Douane, Police, ITM

an aner Administratiounen zesummeschaffen, fir méi Kontrollen op de Chantieren ze maachen.

Ech mengen, et muss ganz kloer sinn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Sozialgesetzgebung muss agehale ginn. Et kann net sinn, datt - iwwerregens - deenen Entrepreneuren, déi déi anhalen, Schwieeregkeete bereet ginn, par rapport zu deenen, déi se iwwerhaapt net méi anhalen. Dat ass also en extrem wichtige Problem.

Dir hutt de Logement ugeschwat. Jo, et muss méi kontrolléiert ginn, vun Abuse vun Zëmmeren, wou ganz Familljen hébergéiert ginn, ënner net wüerde Konditiounen.

An da wëll ech awer ee Punkt, wann Der mer nach e bëssen Zäit gitt, Här President, ee Punkt vläicht,...

► **M. le Président.** - Dir hutt nach Zäit, Här Minister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - ...dee wichtig ass, dat ass dee vun de Kanner. Well si sinn déi wierklech Perdantë vun där do Migratioun.

Si sinn déi wierklech Perdanten, well si ginn aus engem Schoulsystem erausgerappt an an en anere Schoulsystem transposéiert, wou se total verluer sinn. An dat ass fir ons, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, en enormen Défi. En enormen Défi, besonnesch an deene leschte Méint a Jore ginn.

Mir haten 1.043 Kanner d'lescht Joer, déi op Lëtzebuerg komm sinn an déi an der École fondamentale - nëmme École fondamentale - hu misse scolariséiert ginn. Dat sinn der schon e puer Honnert méi gewiescht wéi dat Joer virun. Vill vun deene Kanner si Kanner vun Demandeurs d'asile, à peu près 26%. Déi aner Kanner sinn haaptsächlech Kanner vu Migranten a ganz vill Kanner vun europäesche Migranten, well hei huelen notament d'portugisesch Kanner e groussen Undeel.

An do läit de Problem. Wa mer déi Kanner misse scolariséieren, misse mer se a Spezialklasse scolariséieren. Do mussen enorm, enorm Effortë gemaach ginn, fir ze kucken, datt déi Kanner iergendwéi den Uschloss fannen un e Lëtzebuerg System, dee scho fir all déi Kanner, déi hei gebuer sinn oder länger Zäit hei wunnen oder Lëtzebuurger sinn, net ëmmer evident ass.

An do läit, mengen ech, déi gréisste Problematik. Well grad do, wann ech elo kucken, wéi vill Kanner mer och an der Primärschoul haten oder am Secondaire - Secondaire ass nach méi komplizéiert, well dat si jo Kanner, déi scho méi al sinn, déi nach méi schwéier an e gewëssene Sproochesystem eranzefüge sinn -, da mierke mer natierlech, datt, wann et net méiglech ass, deene Kanner eng valabel Formatioun ze ginn, eng valabel Educatioun ze ginn, en eng Berufsausbildung ze ginn, wou se och hei zu Lëtzebuerg eng Chance hunn um Aarbechtsmaart, da si mer amgaangen, iwwert deen do Wee weider Exklusiv, weider Chômage ze produzéieren.

An ech mengen, do läit e grouse Problem, eng grouse Verantwortung vun eis, déi natierlech misse probéieren, onse Schoulsystem och där Erausfuering unzepassen. Mat 30 Klassen, déi mer momentan hunn am Secondaire technique, déi fir déi Kanner op sinn, déi do kommen. 40% portugisesch Kanner. 40% portugisesch Kanner, déi an deene Klasse sinn.

An ech mengen, dat ass d'Gefor vun enger sech reproduzéierender Aarbechtslosegkeet respektiv sech reproduzéierender Inégalité, sech reproduzéierender Exklusiv. A mir schwätze vun Integriatioun, mä en fait ass do d'Gefor, datt dat de Contraire gëtt vun Integriatioun a ganz oft d'Leit aus der Europäescher Unioun concernéiert.

Nach eng kéier, mir schwätzen hei vun der europäescher Immigratioun an net vun där ane-

Sommaire des séances publiques n^{os} 25, 26, 27, 28 et 29

6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois et Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental	p. 315-323
Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg	p. 323-326
Communications	p. 327
Ordre du jour	p. 327
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 327-332
Débat sur l'état de la nation	p. 333-346
Débat sur l'état de la nation (suite)	p. 346-353
Dépôt d'une motion par M. Claude Adam	p. 353
6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 353-357
6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	p. 357
Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi	p. 357-358
Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg	p. 358-361

rer. Déi aner - ech schwätzen och net vun den Asylanter - hu mer Kontroll drop, versiche mer och ze kucken. An déi Zuele vun där Aarbechtsmigratioun op Lëtzebuerg ass relativ limitéiert a concernéiert ganz oft Leit aus gutt ausgebildene Kreesser. Dir hutt hei d'„green card“ gestëmmt, Dir hutt d'„blue card“ gestëmmt. Ech mengen, mir maachen d'Dieren op fir déi qualifizéiert Leit.

Dir hutt och gesot, 3.000 Posten op der ADEM wieren op. Dat ass e bësse méi komplizéiert. Ech mengen, mir hunn 3.000 Poste gemellt. Natierlech ass do e Flux ëmmer amgaang. Wann de Poste gemellt gëtt, da brauch et vläicht e puer Deeg oder e puer Wochen, ier de Poste besat gëtt. Et ass net esou evident, datt dat alles Poste sinn, déi definitiv op sinn.

Zur Konkusioun wëll ech soen: Et ass net e Lëtzebuurger Phänomeen, dee mer hei begéien. An ech sinn och d'accord, datt mer mussen informéieren, mat deene Länner zesummeschaffen. Mä och dat geet wahrscheinlech net duer. Et ass schéin, dee Projet um Cap-Vert ze hunn, deen heescht: „migrer les yeux ouverts“. Och dat empéchéiert net, datt awer nach ëmmer vill Leit illegal op Lëtzebuerg kommen.

Ech wëll och just soen, mir hu wéineg Leit aus Griichenland a wéineg Leit aus Spuenien. Dat sinn der e puer Dosen. Mir hunn haaptsächlech eng Immigratioun momentan aus deene Länner, déi den Här Braz och gesot huet. Aus Portugal. Well déi Leit Lëtzebuerg gutt kennen. Well och a Portugal Publicitéit gemaach gëtt mat „Versicht et zu Lëtzebuerg! Do ass de Mindestloun 1.800 Euro.“ A Portugal ass e 410 Euro.

Dat klängt alles gutt an d'Leit losse sech dann op dee Wee verlocken.

Mä wann ech dat kucken, wat des Woch am „Spiegel“ stoung. Do war en Artikel grad iwwert déi do Problematik, deen intituléiert war: „Hilferufe, Wut, Empörung: Verarmte EU-Migranten überfordern die Politik“, da soen ech, mir dierfen ons natierlech net durablement iwwerfuere loosse. Mir mussen kucken, an der EU dee Problem do an de Grëff ze kréien.

Well dat do ass natierlech ee Punkt, deen un de Fundamente vun der ganzer europäescher Konstruktioun buert a riskéiert, och weider déi Kreditabilitéit bei eise Bierger vun deem europäesche Projet a Fro ze stellen. Mir sinn, an d'EU besonnesch, an d'Währungsunioun do mam Ziel, Konvergenz ze produzéieren. Wat mer elo amgaang sinn ze gesinn, ass total Divergenz, déi d'Ur-saach ass vun dese Migratiounsmouvementer.

D'Äntwerte sinn natierlech net einfach. Informatioun jo, mä déi richteg Äntwert mengen ech ass schonn ze kucken, fir deene Länner en neien Départ ze ginn. A wa mer deene Länner wëllen en neie Wirtschaftsdépart ginn, da kann déi Politik, esou wéi se elo bis ewell konzipéiert war, net weidergoen. Well et ass sécher, datt d'Rezessioun Rezessioun produzéiert. A Rezessioun produzéiert Aarbechtslosegkeet an Aarbechtslosegkeet produzéiert déi Aarmutsmigratioun.

Mir mussen also deen dote Cycle infernal, an deem mer sinn, brieren. An duerfir ass et wichtig, fir an Europa aus där Scholdekrise iwwer Croissance erauszekommen. Well iwwer Austeritéit eleng wäerte mer aus där Schol-

dekrise do net erauskommen. Ech mengen, hei ass eng Kurskorrektur noutwendeg. Jiddweree schéngt sech elo um Enn däers bewosst ze sinn.

Ech hoffen, datt och dodrop Tate wäerte follegen an datt mer réusséieren, ville jonke Leit, déi eigentlech wëllen um Opbau oder um Erëmopbau vun hire Länner - sief dat a Spuenien, sief dat a Griichenland, sief dat a Portugal, sief dat an Irland - och deelhuelen, datt déi jonk Leit d'Chance kréien, an hirem Land dat ze maachen an um Retour, um wirtschaftlechen a soziale Retour vun hire Länner mat sech ze bedeelegen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechts- an Immigrationsminister.

(Interruptions)

Den Här Bauler hält nach eng kéier gär d'Wuert. Jo.

► **M. André Bauler (DP).** - Ech wollt just dem Här Aarbechtsminister matdeelen, datt ech natierlech net de Prinzip vun der libre Circulation des personnes, des travailleurs verkannt hunn. Mä grad well et dee Prinzip innerhalb vun Europa gëtt, ass et ebe wichtig, esou vill wéi méiglech a geziilt ze informéieren. Dat war de But vun där Ausso, mat nach eng kéier deem Zitat vum Jean Lichtfous, wou e seet: «migrer les yeux ouverts et en connaissance de cause».

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Nach eng kéier den Här Minister.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech huelen dat gären un an ech sinn och absolut domat d'accord. Jiddweree soll „migrer les yeux ouverts“ an „en bonne connaissance de cause“ dat maachen. Dat probéiere mer och a Portugal de Leit nozebréngen.

Mä ech mengen, d'Situatioun ass déi: Vill Leit wëllen net hir Aen opmaachen. Well et an enger Situatioun, déi hoffnungslos ass, einfach emol ëm d'Probéiere geet, sech an den Auto setzen, mat de Kanner op Lëtzebuerg kommen, oder iergendwou anescht an der Unioun, an ze probéieren. Dat ass d'Realitéit.

Informatioun ass wichtig, mä et geet wahrscheinlech net einfach esou duer. Mir mussen et fäerdgebréngen, datt d'Leit och erëm a Portugal oder an deene Länner, déi concernéiert sinn, eng Hoffnung do selwer gesinn. Dann équilibréieren déi Fluxe sech och doudsécher.

► **M. le Président.** - Merci. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dese Punkt ofgeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo schonn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 15. Mee.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.21 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

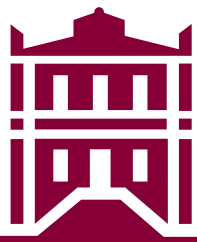
Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1923 cf. 1943	Roger Negri	Fermeture éventuelle de huit guichets des CFL
1926	Nancy Arendt	Pointeurs laser
1943 cf. 1923	Ali Kaes	Fermeture de guichets des CFL
1953	Jean Colombera	Nouveau concept des CFL
1956	Jean Colombera	Agrandissement du Lycée technique Ettelbruck et du Lycée technique Agricole
1969	Marcel Oberweis	Pollution de l'air
1985	Marcel Oberweis	Pollution de l'air due aux émissions d'oxyde d'azote
1996	Fernand Kartheiser	Abattage rituel
2007	Anne Brasseur	Informations sur les changements de la législation en matière d'immigration
2010	Jacques-Yves Henckes	Pensions du secteur public
2012	Félix Braz et Henri Kox	Construction d'une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV)
2014	Jean Colombera	Qualité des centres de médecine psychosomatique à l'étranger
2015	Jean Colombera	Formation continue des médecins
2016	Jean Colombera	Calmants benzodiazépiniques
2017	Anne Brasseur	Réorganisation de l'ADEM
2018	André Bauler	Projets du Fonds du Logement
2020	Claudia Dall'Agnol	Défibrateurs dans les maisons médicales
2022	Léon Gloden	Demandeurs d'emploi convoqués à se présenter pour des postes non vacants
2023	Henri Kox	Exploitation future des installations de cogénération existantes
2025	André Bauler	Transports publics au nord du Luxembourg
2027	Robert Weber	Luxembourg Board of Economic Development (BED)
2028	Anne Brasseur	Conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
2030	Claude Meisch	Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe
2031	Claude Adam	Volet «Recherche» dans le fonctionnement de l'école de recherche «Eis Schoul»
2032	Ben Fayot	Méga-camions
2033	Gast Gibéryen	Dettes du LCGB auprès de la caisse de décès VITA
2035	Fernand Kartheiser	Future Agence nationale de stockage et réserve nationale en produits pétroliers
2036	André Bauler et Fernand Etgen	Organisation au sein du centre d'intervention national (RIFO)
2039	André Bauler	Experts externes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
2041	Ben Fayot	Obligations du Code de la Route pour les cyclistes
2042	Xavier Bettel	Effectifs de la Police grand-ducale
2043	Fernand Kartheiser	Groupe d'experts chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses
2044	Fernand Kartheiser	Renforcement des fonds de secours
2045	Jean Colombera	Consentement éclairé
2046	Jean Colombera	Placements à l'étranger d'adolescents
2047	Félix Braz	Questionnaire en ligne de l'OLAI concernant le plan pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations
2048	Serge Wilmes	Fonds communal de péréquation conjoncturale
2051	Jean Colombera	Droit d'accès au contenu du dossier médical
2052	Tessy Scholtes	Enseignement à domicile des enfants
2054	Anne Brasseur	Plan national pour l'intégration des Roms
2055	Josée Lorsché et Félix Braz	Analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus
2056	Jean Colombera	Contournements de Heinerscheid et de Hosingen
2057	André Bauler	Chemin repris 339 reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintsmühle»

Question 1923 (9.2.2012) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la fermeture éventuelle de huit guichets des CFL:

Le département des Transports et la direction des CFL ont décidé en 2011 de reporter la décision de l'éventuelle fermeture de huit guichets CFL à l'année en cours. Dans la réponse à ma question parlementaire du 11 février 2011 (cf. compte rendu n°10/2010-2011 - question parlementaire n°1248), Monsieur le Ministre a affirmé que les CFL entameraient «une concertation tant avec les acteurs locaux qu'avec les syndicats concernés et, le cas échéant, les usagers afin de vérifier si la mise en place d'une solution alternative profitant d'une situation centrale inhérente à ces locaux et diversifiant l'offre en services - commerces ou animation de ces gares - pourrait, le cas échéant, être envisagée et être la base d'une revalorisation du site». Selon mes informations, le «concept global» élaboré par les CFL ne s'écarte pas substantiellement des mesures proposées il y a un an et la concertation prévue avec les partenaires locaux n'aurait pas encore eu lieu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre entend-il toujours élargir le débat et se concerter avec les communes et les syndicats concernés avant toute prise de décision? Dans l'affirmative, dans quels délais et sous quelle forme?

2. En vue d'améliorer le service d'accueil et la sécurité des passagers, Monsieur le Ministre ne songe-t-il pas à maintenir le personnel actuellement en place dans les guichets au lieu de les fermer, respectivement d'installer des distributeurs de billets dans les gares peu fréquentées?

Question 1943 (16.2.2012) de M. Ali Kaes (CSV) concernant la fermeture de guichets des CFL:

En 2011, Monsieur le Ministre avait confirmé la fermeture de certains guichets de gare des CFL à travers le pays au cours de l'année 2012.

Selon mes informations, ces fermetures sont prévues pour fin mars 2012, bien que les machines électroniques pour la vente des billets n'aient pas encore été installées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- De quelle manière les voyageurs pourront-ils se procurer leur billet?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la présence de personnel de gare contribuerait à la sécurité des voyageurs?

Réponse (10.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par leurs questions parlementaires, les honorables Députés Roger Negri et Ali Kaes souhaitent s'informer au sujet de la fermeture d'un certain nombre de guichets CFL prévue pour 2012.

Les CFL avaient entamé en 2011 des réflexions concernant la fermeture de guichets dans certaines gares pour des raisons économiques. Parallèlement à cette mesure de fermetures envisagée, il était prévu de modifier les heures d'ouverture des guichets d'autres sites pour mieux refléter les exigences des usagers, demandeurs d'heures d'ouverture tardives et d'ouvertures continues.

J'avais demandé à l'époque que l'ensemble de ces initiatives soient dans un premier temps reportées à 2012 afin de permettre aux CFL d'élaborer un concept global sur la vente des titres de transport et la revalorisation des guichets prévus de fermer.

Au cours de l'année 2011, les CFL ont procédé à des sondages pour connaître les besoins et les attentes de leur clientèle. En même temps des concertations ont eu lieu avec les responsables communaux, les partenaires sociaux et les acteurs commerciaux pour déterminer leurs vues sur la revalorisation des guichets.

Sur base des résultats de ces entrevues et sondages, les CFL ont élaboré un concept global. La vision future des CFL pour les gares se compose des éléments suivants:

- le développement de la présence de commerces et autres activités locales dans les gares;

- la structuration de la vente en quatre catégories de gares, notamment en fonction de la fré-

quentation: gare de Luxembourg, autres gares avec vente CFL, gares avec vente par un partenaire et gares sans vente manuelle;

- la mise en place de distributeurs automatiques dans toutes les gares émettant un portefeuille de base de billets nationaux;

- la mise en place de solutions pour la vente de certains produits par Smartphone;

- l'amélioration de la vente par Internet;

- d'assurer la sûreté des voyageurs en gare par des moyens humains mobiles et techniques;

- d'améliorer le confort d'attente par une extension des heures d'ouverture des salles d'attente et des toilettes;

- et finalement d'améliorer l'information en temps réel.

Les différentes phases s'échelonnent sur une durée totale de deux ans.

Les guichets de Kautenbach, Rumelange et Dudelange-Usines avec une vente moyenne de trois, cinq, respectivement onze billets par jour ont été fermés définitivement le 30 avril 2012. Le guichet de Kleinbettingen sera fermé lors de la mise hors service du poste directeur localisé dans le même bâtiment fin 2013.

Pour les guichets où un partenaire sera recherché par les CFL pour reprendre l'activité de vente au plus tard pour fin 2013, une concertation avec les communes concernées aura préalablement lieu. Si, pour un guichet spécifique, aucun partenaire ne sera identifié à la fin de l'année 2012, une nouvelle concertation avec les partenaires sociaux aura lieu par les CFL avant de prendre une décision finale.

Parallèlement un plan de communication sera développé par les CFL afin d'informer la clientèle à tout moment des nouveaux choix à sa disposition pour l'achat des titres de transport.

En ce qui concerne plus particulièrement la vente des titres de transport, les cartes e-go ainsi que les titres de transport vers la France, la Belgique et les Pays-Bas peuvent être achetés par voie électronique. De plus, des titres de transport nationaux sont vendus dans les trains par le personnel d'accompagnement, dans les bureaux de poste ainsi qu'auprès de la Centrale de Mobilité. Enfin, la commande de billets est possible par l'intermédiaire du Call-Center CFL au 2489 2489.

Question 1926 (10.2.2012) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les pointeurs laser:

Dans de nombreux pays européens, on peut observer une augmentation alarmante des attaques au laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage. Ces attaques mettent en danger la vie des passagers parce que les pilotes sont aveuglés lors de ces incidents. En 2011, le «Luftfahrt-Bundesamt» a enregistré 279 attaques contre des hélicoptères et des avions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'incidents similaires rapportés jusqu'à présent au Luxembourg?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des plaintes de la part de nos pilotes concernant des attaques au laser?

- Qui sont les auteurs des telles attaques?

- Quelle est la base légale de l'utilisation des pointeurs laser?

- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement afin de mettre à l'avenir un terme à d'éventuelles attaques?

Réponse (10.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Députée s'enquiert au sujet de l'utilisation de pointeurs laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage.

La Direction de l'Aviation civile m'informe

qu'en 2011 les membres d'équipage d'aéronefs ont dressé 32 rapports d'incidents concernant des interférences rapportées avec des lasers. Ces incidents sont entrés dans la base de données ECCAIRS (European Coordination Centre for Accident and Incident Reporting Systems) de la Commission européenne.

Les pilotes rapportent systématiquement tout incident impliquant un laser. Ils sont invités par ailleurs à porter systématiquement plainte auprès de la Police grand-ducale. Il faut ajouter que le phénomène ne se résume pas à la seule aviation civile, alors que les conducteurs de train ou de bus peuvent également être visés.

S'agissant de la question des auteurs et de leur profil, il est difficile d'y répondre en raison du fait que les auteurs ne sont pas toujours identifiés.

Les pointeurs laser font l'objet d'une classification suivant la norme EN 60825-1: 2007 Sécurité des appareils à laser - Partie 1: Classification des matériels et exigences. Seuls les lasers de la classe 2 peuvent être vendus au grand public, les lasers au-dessus de la classe 3R sont soumis à autorisation préalable de l'ITM. L'étude «JA2010 on Laser Pointers» réalisée début 2012 par PROSAFE (Product Safety Enforcement Forum of Europe) en collaboration avec les autorités de la surveillance du marché de plusieurs États membres dont l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) a démontré que la majorité des pointeurs laser mis sur le marché européen ne sont pas conformes à la législation européenne applicable. Très souvent ils sont beaucoup plus puissants que la classe 2, considérée comme étant non dangereuse pour les yeux.

Actuellement, pour ce genre de produits, plusieurs législations sont applicables au Luxembourg:

- loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits (directive 2001/95/CE);

- loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets (directive 2009/48/CE);

- règlement grand-ducal du 27 août 1976 relatif au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension (directive 2006/95/CE);

- règlement grand-ducal du 4 février 2000 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications (directive 1999/5/CE).

Un système d'alerte rapide (RAPEX) a été créé par la Commission européenne qui permet de notifier des produits dangereux identifiés par un État membre aux autres États membres de l'Union européenne. Le Luxembourg, via l'ILNAS, en charge de la sécurité générale des produits, suit de près la mise sur le marché de ces produits et un certain nombre de lasers non conformes ont déjà été identifiés sur le marché luxembourgeois et ont fait l'objet d'une notification RAPEX.

Dans le cadre de la «sécurité générale des produits», la Commission européenne prépare par ailleurs actuellement une nouvelle décision sur les produits laser qui est suivie de près par les instances compétentes.

Question 1953 (22.2.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **nouveau concept des CFL**:

Am geplangte Konzept vun der CFL a Bezuch op déi eenzel Garé sinn eng ganz Rei vu Mesurë geplangt, déi Répercussionen op de Benotzer vun der Bunn wäerten hunn. Och d'Sécherheet vun de Reesenden an den Installatiounen ass a Fro gestallt, wa kee Personal méi op de Garen ass.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Wéi ass d'Sécherheet an de Garen a ronderëm garantéiert, wa keen Agent méi an de Garen ass? Wéi wäert de Passus «assurer la sûreté des voyageurs en gare par des moyens humains mobiles et techniques» konkret op de Quaien an an de Wartesäll ëmgesat ginn?

2) Wéi ass et mat den Ouverturë vun de Wartesäll an Toiletten, déi elo schonns dacks zou sinn, wa keen CFL-Beamten do ass?

3) Wéi ginn d'Clients informéiert, wann den Zuch Verspéidung huet oder zum Beispill op engem anere Quai aleeft?

4) Ass net ze fäerten, datt duerch dës Moosnamen nach weider CFL-Clients dem öffentlichen Transport de Réck dréinen, esou wéi dat elo schonns deels geschitt opgrond vun de ville Verspéidungen?

5) D'Strofe fir Reesender ouni valabele Billjee ginn drastesch an d'Luucht, an zwar op 150 €. Wat fir Moosname si virgesi fir Leit, déi op engere Gare ouni Guichet ageklomme sinn an déi aus villen Ursachen (Panne, keng Mënz, ze vill Leit...) sech kee Billjee konnten um Automat beschafen?

6) Et gëtt ëmmer „Kundenfreundlichkeit“ an d'Fenster gestallt. Wéi ass et dann ze verstoen, datt dann op där anerer Säit ëmmer méi Apparater opgestallt ginn? Do derbäi ass jo festgestallt ginn, datt bis elo déi meeschte Billjeeën an de Guichete verkaaft ginn.

Réponse (3.5.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den Här Deputéierte Jean Colombera befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro N°1953 vum 22. Februar 2012 mat der Sécherheet vun den Zuchreesenden am Kontext vun de Mesuren, déi d'CFL hëlt, wat d'Guicheten an de verschiddene Garen oder Arrëten ugeet.

Fir d'Éischt muss een emol soen, dass d'Präsenz vun engem CFL-Agent am Guichet praktesch keen Impact op d'Sécherheet huet, weder vun den Zuchreesenden nach vun den Installatiounen op de Garen. De Volet Sécherheet gehéiert net zu de Finktiounen vun engem CFL-Agent de vente. Donieft ass ze bemierken, dass haut méi wéi zwee Drëttel vun alle Garen an Arrëten net iwwer e Guichet verfügen.

Wat d'Assurée vum der Sécherheet vun den Zuchreesenden an de Garen ugeet, ginn engersäits „moyens humains“ agesat, woubäi et sech ëm eng mobil Sécherheetséquipe handelt, déi geziilt op deene sensible Plazen agesat gëtt. Anersäits ginn och „moyens techniques“ agesat, bei deenen et sech ëm Iwwerwachungskameraen a „bornes S.O.S.“ handelt, déi et dem Zuchreesenden erlaben, direkt mat der Zentral vun der CFL a Verbindung ze trieden.

D'Ouvertureszäite vun de Wartesäll an den Toiletten wäerten onofhängeg vun der Präsenz vun engem CFL-Agent geregelt ginn. Et ass net virgesinn, Wartesäll an Toiletten zouzemaachen, d'Ouvertureszäite wäerten am Géigendeel ausgeweit ginn.

D'Informatioun vum Client am Fall vun enger Verspéidung oder engem Quaiwessel erfollegt och haut net iwwer de Guichet. Dofir sinn, jee no Gare, dynamesch Affichen, akustesche Annoncé souwéi Opsiichtsbeamten um Quai virgesinn.

Doriwwer eraus schafft d'CFL un engem System (ARAMIS), deen et Enn 2012 wäert erlaben, automatiséiert aktuell Informatiounen iwwer den Zuchverlaf z. B. op d'mobil Applikatiounen vun der CFL an der CdT ze bréngen. Eng éischt Phas, déi sech op gréisser Stéierungsmeldunge beschränkt, ass Ufank Mäz 2012 ugelaft.

Insgesamt gëtt sech duerch dat ganz Konzept (gemëschte Präsenz vu Commerce a Billjeesvente, Automaten op all Arrët, Informatioun a Verkaf iwwer Internet a Smartphone, etc.) eng Steigerung vun der Attraktivitéit vum öffentlichen Transport am Generellen a vum Zuch am Speziellen erwaart.

Et ass virgesinn, dass den Automat och Kreditkaarten akzeptéiert, esou dass den Zuchreesenden net eleng op Mënz ugewisen ass. Ausserdem huet hien nieft dem Automat och nach d'Méiglechkeet, sech iwwer säi Mobiltelefon e Billjee ze kafen. Den techneschen Zoustand vun den Automaten wäert selbstverständlech iwwerwaacht ginn, esou dass Pannë séier behuewe kënnen ginn. Am Zweifelsfall gëtt d'Zuchpersonal direkt kontaktéiert an informéiert.

Déi meeschte Billjeeën gi bis elo am Guichet verkaf, mä just aus deem Grond, well ebe keng Automaten zur Verfügung stinn. Erfahrungen an anere Länner hu bewisen, dass do, wou Automaten systematesch zur Verfügung stinn, den Undeel vun de Ventë per Automat ëmmer iwwer 50% läit. Ausserdem wäert vill Wäert drop geluecht ginn, dass d'Automaten einfach ze bedénge sinn, esou dass ebe grad d'„Kundenfreundlichkeit“ geséichert bleift.

Question 1956 (23.2.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**agrandissement du Lycée technique Ettelbruck et du Lycée technique Agricole**:

De „Lycée technique Ettelbruck“ an de „Lycée technique Agricole“ zu Ettelbréck si schonns jorelaang iwwerbeluecht respektiv hu missen deelweis ausgelagert ginn. D'Regierung sicht

ewell zënter Joren no enger Léisung.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Ministeren:

1) Wéi wäit ass den Dossier vum Ausbau vun dësen zwou Schoule bis elo fortgeschrott?

2) Ass de viséierte Standuert zu Angelduerf fir den technesche Lycée nach ëmmer aktuell a wéi wäit sinn hei d'Verhandlungen mat de Propriétaires, oder huet d'Regierung sech no engem anere Standuert ëmgekuckt?

3) Wat ass genee am Beräich vun den Infrastrukturen an der Akerbauschoul bis elo geplangt respektiv virgesinn? Ass de Standuert zwësche Gilsdref an Dikrech nach ëmmer aktuell oder ass een anere Standuert an der Planung?

4) Ass d'Regierung bereet, fir an nächster Zukunft hei ganz konkret Schrëtt ze ënnerhuelen, fir deenen onhaltbaren Zoustand an deenen zwee Ettelbrécker Lycées een Enn ze setzen? Wa jo: Wéi gesäit dëst konkret aus? Wa neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (10.5.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Den honorablen Deputéierte wëllt sech iwwer d'Projete vum Lycée technique Ettelbruck a vun der Akerbauschoul zu Ettelbréck informéieren.

Et ass richtig, dass de Lycée technique Ettelbruck an de Lycée technique Agricole zu Ettelbréck schonns jorelaang iwwerbeluecht sinn an hu missen deelweis ausgelagert ginn.

Wat de Fortschritt vum Projet mam neie Lycée technique Agricole zu Gilsdref betrëfft, wier ze preziséieren, datt d'Terraine schonns säit 2009 vollstänneg disponibel sinn an datt verschidden Ufroen fir d'Genehmegungen am Joer 2010 age-reecht goufen.

De Gesetzesprojet gouf de 25. Mee 2011 an der Chamber déposéiert an en ass den 27. Mäz 2012 gestëmmt ginn.

De Standuert zu Gilsdref gëtt nach ëmmer vun der Regierung zrëckbehale fir d'Implantatioun vum neie Lycée technique Agricole. Deen neie Campus erméiglecht et, op enger eenzeger Plaz d'Aktivitéit vun deene bestehende Standuerter zu Ettelbréck a Colmar-Bierg ze gruppéieren. Am Projet virgesi sinn d'Klassesäll, d'Atelieren an d'Laboratoiren, d'Hale fir landwirtschaftlech Maschinnen, Zären, Verwaltungs- a Empfangsstrukturen, en Internat an e puer Hektar Felder fir den Unterrecht. Et kënn eng Sportsunitéit op dee Standuert; d'Proximitéit mat der rue Merten zu Dikrech erlaabt d'Benotzung vun deene Sportsinfrastrukturen, déi do scho sinn.

Nodeems de Lycée technique Agricole op Gilsdref wäert geplënnert sinn, kënnen déi aktuell Gebailechkeete vum Lycée technique Agricole anesicht gebraucht ginn, nodeems se renovéiert gi sinn. Et war am Ufank geplangt, den Nordstad-Lycée an deene Gebailechkeeten ënnerzebréngen, mä well de Lycée technique Ettelbruck och zousätzlech Schoulraum brauch an zousätzlech Sozialinfrastrukturen brauch, ass festgehale ginn, dem Lycée technique Ettelbruck des Gebailechkeeten ze reservéieren. Well dës zwee Gebaier just niewentenee leien, huet dëst de Virdeel, datt de Lycée technique Ettelbruck sech kann op eng natierlech Aart a Weis entwéckelen. Dat heescht awer och, datt fir dat definitiivt Gebai vum Nordstad-Lycée aner Terraine mussen fonnt ginn.

Op d'Fro, ob de viséierte Standuert zu Angelduerf fir den technesche Lycée nach ëmmer aktuell ass a wéi wäit hei d'Verhandlungen mat de Propriétaires sinn, ass ze soen, datt dee Standuert zu Angelduerf analyséiert ginn ass, haaptsächlech am Bezuch op d'Problematik vun den Iwwerschwemmungszonen an der reeller Verfügbarkeit vun deene verschiddenen Terrainen.

Déi Terraine vun Angelduerf/Dikrech, déi dem Comité d'acquisition ugebuwe goufen an déi aus der Héichwaasserzon erausleien, si vun der Surface hier net grouss genuch, fir e ganze Lycée kënnen ze realiséieren. Et gëtt gekuckt, ob méi kleng Schoulinfrastrukturen op dësen Terraine méiglech sinn.

Aus dësem Grond sichen déi zoustänneg Services zesummen mat de Gemengen nach aner Terrainen an der Nordstad.

Zënter 2007 goufen 450.000 Euro pro Joer an d'Gebailechkeete vum Lycée technique Ettelbruck investéiert, ënner anerem fir Daacharbechten an d'Aménagéiere vun neie Raim, Laboratoiren an Auditorium. Derbäi kënn de Betrag vun ongeféier 1.700.000 Euro fir d'Erneiere vun der Sportsal. Am Kader vun bestehende Lycée technique Agricole goufen déi lescht fënnef Joer en moyenne ongeféier 215.000 Euro pro Joer investéiert. 2004 goufen och nach

1.900.000 Euro investéiert an de Bau vun enger Pavillonsstruktur mat zousätzleche Klassesäll.

Question 1969 (29.2.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **pollution de l'air**:

Durant les dernières années, de nombreuses études ont évalué l'impact que pouvaient avoir les particules fines sur la santé. Deux études publiées simultanément dans le dernier numéro des «Archives of Internal Medicine» ont maintenant montré que la pollution atmosphérique augmente le risque d'attaques cérébrales et favorise le vieillissement cérébral surtout chez les femmes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?

- Est-ce que des statistiques fiables existent au Luxembourg démontrant une relation entre la pollution atmosphérique et le nombre d'accidents vasculaires cérébraux?

- Quels sont les efforts réalisés en la matière en vue de réduire la pollution atmosphérique au Luxembourg?

Réponse commune (9.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les deux études auxquelles se réfère l'honorable Député viennent s'ajouter à une longue liste d'études mettant en évidence une corrélation entre les poussières fines dites thoraciques ou inhalables et certaines pathologies, notamment des maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Néanmoins, il faut rester prudent par rapport à de telles études puisqu'il est la plupart du temps relativement aléatoire de reconstituer l'exposition aux particules fines, en tenant également compte des expositions chroniques de longue durée. Ainsi, les études citées parlent d'une estimation de l'exposition à l'aide d'un modèle spatiotemporel. Les études mentionnent d'ailleurs que d'autres études, notamment une étude allemande (399 femmes âgées) et une étude américaine (1.764 adultes), n'ont pas confirmé ces résultats.

Concernant les risques d'accident vasculaire cérébral, il s'agit d'une étude de la population de la ville américaine de Boston. Compte tenu de l'hétérogénéité potentielle des particules fines en ce qui concerne leur nature chimique, il apparaît donc risqué d'extrapoler des résultats provenant d'une ville à haute contamination de l'air (trafic, industrie) et de vouloir généraliser les résultats observés. D'ailleurs, deux études canadiennes ne trouvent pas d'association entre une augmentation de particules fines et les attaques cérébrales.

La divergence entre les différentes études quant aux résultats obtenus met non seulement en évidence la complexité du sujet, mais souligne de surcroît l'extrême vigilance qu'il faut adopter par rapport à de telles études.

En ce qui concerne plus particulièrement le Grand-Duché de Luxembourg, l'Université du Luxembourg et le Centre de Recherche Public CRP-Santé viennent de réaliser une étude sur les accidents cardiovasculaires entre 2008 et 2011, financée par le Fonds national de la recherche. Cette étude met en évidence une inégalité d'accidents cardiovasculaires au détriment des femmes de moins de 55 ans par rapport aux hommes du même âge. En revanche, il n'existe pas d'études concernant le lien entre la pollution atmosphérique et les maladies cardiovasculaires au Luxembourg, ni dans la Grande Région. Un tel projet transfrontalier est en train de se concrétiser pour la région Alsace. À cet effet, des contacts viennent d'être établis entre le Ministère de la Santé, l'Université du Luxembourg et les responsables français du projet en question.

En matière de pollution atmosphérique, les principales sources anthropogènes de poussières sont les installations de combustion, le trafic routier et les procédés industriels.

En ce qui concerne les installations de combustion, la réglementation nationale actuellement en vigueur prescrit une valeur limite pour les émissions de poussières en provenance des installations de combustion au mazout. Cette valeur doit être contrôlée au moins tous les deux ans dans le cadre des opérations de révision effectuées par les installateurs de chauffage dûment certifiés.

Par rapport au trafic routier, il y a lieu d'évoquer la taxe automobile qui accorde une rédu-



tion de 50 euros aux voitures à personnes, équipées d'un moteur diesel, lorsque les émissions de particules sont égales ou inférieures à 10 mg/km.

Au niveau local, le plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg et environs décrit les mesures réalisées et les mesures projetées pour réduire la pollution de l'air. Parmi les mesures déjà réalisées on peut citer la modernisation continue des bus et le développement du réseau de chauffage urbain. Les mesures projetées sont notamment la mise en œuvre du projet tram et la mise en place des gares périphériques.

En ce qui concerne les procédés industriels, les mesures déjà prises pour combattre les émissions de poussières sont les prescriptions des conditions d'exploitation qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles. Il s'agit notamment de respecter des valeurs limites pour les émissions de poussières par la mise en place de systèmes de filtration appropriés et de faire contrôler périodiquement ou même continuellement la teneur en poussières dans les rejets dans l'air.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement a élaboré au cours des années 2010 et 2011 les éléments techniques pour un nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion. Il s'agit de renforcer les valeurs limites pour certains polluants dont les poussières fines, ceci au vu de l'évolution des techniques en la matière. Par ailleurs, il est prévu d'élargir le champ d'application du règlement aux installations de combustion fonctionnant aux combustibles solides. En effet, la mise en place d'installations de chauffage aux combustibles solides et plus particulièrement au bois connaît actuellement un essor considérable. La nouvelle réglementation permettra d'assurer que le développement de ces installations, souhaitées du point de vue de la promotion des énergies renouvelables, se fera également dans le respect des exigences actuelles en matière de la qualité de l'air.

Question 1985 (5.3.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la pollution de l'air due aux émissions d'oxyde d'azote:

Les oxydes d'azote ont une incidence sur la pollution atmosphérique à travers les pluies acides, l'eutrophisation et la pollution photochimique. Les pluies acides font atteinte à l'équilibre chimique des eaux de surface et des sols. Il y a des années que l'Union européenne s'efforce de réduire les émissions des oxydes d'azote et l'Agence européenne de l'environnement à Copenhague estime même que 10% des zones terrestres européennes subissent des dépôts acides supérieurs aux charges critiques.

À noter que les phénomènes d'eutrophisation sont liés à des excès d'azote dans les sols et les eaux qui portent atteinte à la diversité biologique, on estime qu'une quantité d'espèces végétales se trouvent menacées. D'après les données pour l'an 2009, il faut mentionner que les principales sources de polluants précurseurs de l'ozone ont été l'agriculture, l'utilisation de solvants et le transport routier. L'Agence européenne de l'environnement annonce que les concentrations dans l'air des oxydes d'azote provoquent des effets graves sur la santé.

Revenant au dioxyde d'azote, il faut souligner qu'il présente beaucoup de risques pour la santé humaine. Étant très peu soluble dans l'eau, il atteint l'appareil pulmonaire et entraîne un accroissement des affections respiratoires et asthmatiques.

C'est pourquoi le bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a préconisé en 1997 de ne pas dépasser des concentrations dans l'air ambiant de 40 µg/m³ pour une exposition à l'année et de 200 µg/m³ pour une exposition sur une heure.

Quant à la pollution photochimique, certainement la plus inquiétante aujourd'hui, elle résulte de réactions complexes entre les NOx et les COV sous l'effet du rayonnement solaire, qui donnent naissance à des composés acides ou oxydants comme des aldéhydes, le peroxy-acétyl-nitrate (PAN), l'acide nitrique et l'eau oxygénée. Ces produits s'accumulent dans la troposphère de l'hémisphère Nord conduisent à des pollutions sévères durant l'été.

D'après mes informations, l'Agence européenne pour l'environnement a publié les résultats de l'année 2010 en ce qui concerne les émissions d'oxydes d'azote. Sur les 27 États membres de l'Union européenne, onze ont dépassé le seuil qui leur a été attribué.

Le Grand-Duché de Luxembourg a bien dépassé le seuil d'émission de 87%, il figure parmi

les quatre pays qui n'ont pas réussi à réduire leurs émissions dont l'Allemagne, l'Autriche et la France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces résultats?

- Quelles en sont les conséquences à tirer de cette situation malsaine concernant la santé des citoyennes et citoyens?

- Existe-t-il un plan d'action en vue d'y remédier dans un court et moyen terme sachant qu'une nouvelle directive européenne verra le jour en 2013 et qui réduira davantage les seuils d'émissions d'oxydes d'azote?

Réponse commune (9.5.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, et de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Les résultats dont fait mention l'honorable Député proviennent de l'inventaire national des émissions de polluants atmosphériques, établi par l'Administration de l'Environnement et déclaré dans le cadre de la directive sur les plafonds d'émissions nationaux à la Commission européenne.

Ces chiffres ne sont pas directement à mettre en relation avec la santé de la population, étant donné que ces objectifs européens de réduction tenaient compte en premier lieu des aspects écologiques et ne considéraient pas des valeurs absolues ou concentrations réelles, mais plutôt des pourcentages de réduction. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que les émissions luxembourgeoises constituent de l'ordre de 0,1% des émissions de l'Europe des 27, de sorte que cet impact reste tout à fait modeste.

En termes de santé publique et donc par rapport aux normes de l'Organisation mondiale de la santé, les chiffres concernant le Luxembourg sont de façon générale plus rassurants: sur les six stations de mesurage en continu, seule une station pour la capitale dépassait la valeur limite de 40 microgrammes par mètre cube en moyenne annuelle, les autres stations restant toutes inférieures aux normes.

Ainsi, les concentrations les plus élevées en oxydes d'azote sont observées le long des routes caractérisées par un trafic élevé et des mauvaises conditions de dispersion.

Les travaux pour élaborer un plan d'action national ont été entamés. Des mesures de réduction des émissions d'oxyde d'azote ont déjà été prises, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg. Ces mesures visent notamment la réduction des émissions d'oxyde d'azote (NOx) au niveau des autobus. Par ailleurs, les éléments techniques pour un nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion ont été élaborés. Il s'agit notamment de renforcer les valeurs limites pour les émissions de NOx en provenance des installations de chauffage, ceci au vu de l'évolution des techniques en la matière. D'autres mesures prises pour combattre les émissions de NOx sont, au niveau des établissements industriels, la prescription de conditions d'exploitation qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles et, au niveau des ménages, la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Question 1996 (7.3.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'abattage rituel:

Suite à un reportage sur France 2, il ressort que «la plupart des abattoirs français pratiquent l'abattage rituel». Cette pratique concerne les religions juive (viande casher) et musulmane (viande halal). Selon une enquête du Ministère français de l'Agriculture, datant toutefois de 2007, un tiers des animaux (32%) ont été abattus en mode rituel dans toute la France.

À la différence de la méthode traditionnelle, les animaux soumis à l'abattage rituel ne sont pas étourdis avant leur mise à mort. De ce fait, de nombreux amis des animaux condamnent l'abattage rituel qui infligerait des souffrances inutiles aux animaux.

La législation luxembourgeoise (règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort) impose le principe général que les animaux soumis «étourdis avant abattage ou mis à mort instantanément», mais admet cependant des dérogations.

L'article 6, 2^e tiret indique: «Pour les animaux faisant l'objet de méthodes particulières d'abat-

tage requises par certains rites religieux, l'autorité compétente peut accorder une dérogation aux exigences prévues au paragraphe 1 point c). Dans ce cas l'autorité religieuse pour le compte de laquelle des abattages sont effectués est responsable pour l'application des dispositions particulières applicables à l'abattage selon certains rites religieux.»

S'il convient de respecter les convictions religieuses, il faut de même respecter les réserves des défenseurs des animaux. Tout au moins faudrait-il identifier clairement, par étiquetage, la viande selon le mode d'abattage.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1) Certains abattoirs luxembourgeois pratiquent-ils, en permanence ou périodiquement, l'abattage rituel en vertu de la dérogation prévue dans le règlement grand-ducal? Si oui, qui a délivré ces dérogations et à quelles dates, et combien d'animaux sont concernés? Si non, le Ministre envisage-t-il de délivrer de telles autorisations?

2) Le Luxembourg importe-t-il de la viande issue de l'abattage rituel? Si oui, en quelles proportions par rapport au marché global? Toute cette viande est-elle étiquetée halal ou casher?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de rendre obligatoire l'identification de toute viande issue de l'abattage rituel, au Luxembourg, et de soutenir cette idée au niveau de la politique agricole commune et du marché intérieur?

Réponse (5.4.2012) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Les viandes casher et halal se caractérisent par l'abattage des animaux à l'origine de ces viandes sans étourdissement préalable, ce qui constitue une obligation générale pour la protection des animaux au moment de leur abattage.

Le règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort (qui transpose la directive 93/119/CE du Conseil du 22 décembre 1993 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort dans le droit national) prévoit une dérogation à cette règle générale et permet à l'autorité compétente, c'est-à-dire au Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires, d'autoriser l'abattage sans étourdissement préalable selon certains rites religieux.

1) À ce jour l'autorité compétente n'a pas autorisé d'abattage sans étourdissement sous le couvert de cette dérogation. Aussi dans le futur, il n'est pas prévu de faire usage de cette dérogation. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural veillera à insérer dans la réglementation nationale, qui sera élaborée en application du règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013, une clause qui stipule que l'abattage rituel est soumis à l'autorisation de l'autorité compétente.

2) Certaines boucheries spécialisées, visant une clientèle juive ou musulmane, mettent en vente de la viande issue de l'abattage rituel, mais qui est importée d'autres États membres. Cette viande n'est pas obligatoirement étiquetée halal ou casher puisque la législation communautaire ne prévoit pas cette obligation et pourrait donc se retrouver dans le circuit sans qu'on puisse la distinguer.

3) Le Luxembourg n'envisage pas, à l'heure actuelle, de rendre obligatoire l'identification de toute viande issue de l'abattage rituel puisqu'il ne peut pas le faire de façon unilatérale. Néanmoins, le Luxembourg est en faveur d'une solution communautaire dans cette question, d'autant plus que nous importons la viande issue de l'abattage rituel.

Malgré ses promesses, la Commission européenne n'a pas introduit une obligation d'étiquetage au niveau du règlement (CE) n°1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Pourtant, le considérant (50) du règlement (CE) précité prévoit une étude sur l'opportunité de donner aux consommateurs l'information pertinente au sujet de l'étourdissement des animaux dans le cadre de la stratégie pour la protection et le bien-être animal de 2012-2015.

C'est pourquoi les autorités luxembourgeoises ont toujours et continuent à insister auprès de la Commission européenne de présenter dans les meilleurs délais une proposition législative à ce sujet.

Question 2007 (14.3.2012) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant les informations sur les changements de la législation en matière d'immigration:

La législation de l'Union européenne en matière d'immigration faisant régulièrement l'objet de changements si bien que notre législation doit sans cesse s'y conformer, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres:

- Est-ce que les administrations communales sont régulièrement informées sur les changements intervenus en matière d'immigration par les ministères en charge du dossier?

- Est-ce que des formations continues sont proposées par l'administration gouvernementale aux fonctionnaires communaux en charge des questions d'immigration?

- Les ministères mettent-ils à disposition des communes des documents d'information standard sur les questions ayant trait à l'immigration?

Réponse commune (20.4.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Dès avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 en date du 1^{er} octobre 2008, la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères organise des réunions régulières auxquelles elle invite les administrations communales à déléguer les agents communaux en charge de l'accueil des étrangers dans les bureaux de la population. La finalité de ces réunions est précisément d'informer les agents communaux des changements intervenus dans la législation et la réglementation nationales, notamment en ce qui concerne les formalités administratives prévues en matière de libre circulation des personnes et d'immigration.

La documentation préparée et utilisée par la direction de l'Immigration à ces occasions est évidemment mise à disposition des administrations communales. Par ailleurs, des circulaires d'information relatives à la mise en œuvre et à l'interprétation de la nouvelle loi, rédigées par les services du Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions, ont été communiquées par le Ministère de l'Intérieur aux administrations communales.

L'organisation des cours de formation continue des fonctionnaires et employés communaux est assurée par l'Institut national d'administration publique. Au cours de l'année 2012 l'institut organisera trois formations qui s'adressent plus particulièrement aux agents en charge des questions d'immigration. Il s'agit d'abord d'un cours intitulé «Formation à l'approche interculturelle», qui comporte un niveau d'initiation ainsi qu'un niveau avancé et qui intéresse particulièrement les agents communaux en contact avec une population étrangère.

Ensuite l'offre en formation continue du personnel communal comprend une formation intitulée «Pratique journalière de l'officier de l'état civil», dans le cadre de laquelle sont également abordées des questions relatives aux aspects administratifs de l'immigration concernant les administrations communales.

Question 2010 (15.3.2012) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les pensions du secteur public:

La Chambre des Salariés (CSL) vient de citer dans son bulletin d'information Econews 3/2012 une étude récente de la «Stiftung Marktwirtschaft» relative à la «dette effective» (tatsächliche Staatsverschuldung). Selon cette étude, la dette explicite du Luxembourg serait de 19% du PIB en 2010, mais que sa dette implicite serait de 1.097% (!) du PIB. La dette effective du Luxembourg serait la somme de ces deux montants, soit 1.116% du PIB. Pour le calcul de la dette implicite, les auteurs de l'étude tiennent essentiellement compte des charges futures liées aux retraites.

Toujours selon les auteurs de l'étude, dans ce scénario de catastrophe, le Luxembourg ne serait dépassé que par l'Irlande, alors que la Grèce aurait une dette implicite plus faible que le Luxembourg. La CSL réfute les thèses de la Stiftung Marktwirtschaft et parle du «mythe de la dette cachée».

Il semble que tant les auteurs de l'étude allemande que ceux du bulletin d'information Eco-



news se réfèrent aux retraites du système général (secteur privé), actuellement excédentaire au niveau de la «répartition» et disposant de solides réserves. Par contre, les retraites du secteur public au sens large (fonctionnaires de l'État, fonctionnaires des communes, CFL, etc.) ne sont pas traitées par ces études, alors que leurs dépenses dépendent directement des budgets publics et ne peuvent pas être alimentés, au moins partiellement, par des réserves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Existe-t-il des études actuarielles relatives aux pensions du secteur public (État, communes, CFL, etc.)? Si oui, quelles en sont les grandes orientations?

2) À défaut le Gouvernement peut-il fournir des estimations sur l'évolution future des coûts des pensions du secteur public sur les 5, 10, 20 et 40 années à venir, si possible ventilées pour le régime spécial transitoire et le nouveau régime spécial?

3) Quel est le montant moyen d'une pension vieillesse dans le secteur public par rapport au secteur privé en 2011 pour des carrières pleines?

4) En 2011, combien de pensions vieillesse dans le secteur public sont au-delà de 5.000 euros et combien dans le secteur privé?

Réponse commune (9.5.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans l'état actuel des choses, il n'existe pas d'études actuarielles relatives aux pensions du secteur public. Cette situation s'explique entre autres par l'absence d'infrastructure informatique adéquate et adaptée aux besoins de telles études et projections dans le futur.

Dans cet ordre d'idées également, il est impossible de fournir des estimations sur l'évolution future des coûts des pensions du secteur public. Il est renvoyé par ailleurs à la loi de réforme de 1998 dont la technicité des formules de calcul, garantissant à chacun un taux de remplacement individuel en fonction de son ancienneté réalisée dans l'ancien régime défini par les 5/6mes, rend pratiquement impossible des projections fiables, d'autant plus que l'étude ne pourra pas anticiper les choix futurs des intéressés quant à une extension éventuelle de leur activité professionnelle.

En ce qui concerne la question du montant moyen d'une pension de vieillesse dans le secteur public pour une «carrière pleine», il faudrait d'abord savoir ce que cette notion signifie: 40 années d'activité professionnelle effective et donc de cotisation ou 40 années d'assurance? La distinction entre ces deux références est de taille, alors que les prestations générées de part et d'autre seront tout autrement situées. Dans la grande majorité des retraites relevant du secteur public, le premier critère est prépondérant alors que tel n'est certainement pas le cas auprès du régime général. Dans une deuxième étape et dès lors à population comparable, les montants avancés de part et d'autre devraient, pour être objectifs, inclure les prestations de pension complémentaires.

Concernant finalement la dernière question de Monsieur Henckes, à savoir combien de pensions de vieillesse dépassent le montant de 5.000 euros dans le secteur public et dans le secteur privé, il y a lieu de renvoyer encore une fois à l'absence de données relatives aux pensions complémentaires et à des populations à fonctions autrement définies. Néanmoins, les chiffres recensés pour la fonction publique proprement dite révèlent quelque 80% dépassant le montant en question. Ce pourcentage assez élevé s'explique cependant par le fait que les pensions du secteur public relèvent encore pour la plus grande partie du régime spécial transitoire. Ce régime de pension, qui repose encore sur le principe de calcul sur base du dernier traitement de l'activité des fonctionnaires, est cependant destiné à diminuer d'une année à l'autre puisqu'il est seulement applicable aux fonctionnaires entrés en service avant la date du 1^{er} janvier 1999.

Question 2012 (16.3.2012) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **construction d'une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV)**:

Monsieur le Ministre avait déjà propagé à plusieurs reprises l'idée de construire une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV) au

Grand-Duché. Dans la publication «Business Revue» de mars 2012 la société Enovos est citée avec l'idée de construire cette deuxième centrale TGV à proximité de la centrale TGV existante Twinterg 1 à Esch-sur-Alzette. Or, afin d'optimiser le rendement énergétique, déjà Twinterg 1 avait connu des problèmes en relation avec l'utilisation de la chaleur produite par cette centrale. Cette problématique était d'ailleurs à l'origine de vives critiques en relation avec la planification de cette centrale TGV.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les informations en relation avec l'emplacement de Twinterg 2 à Esch-sur-Alzette aux alentours de Twinterg 1? Dans la négative, quel emplacement est prévu pour Twinterg 2?

- Dans l'affirmative, ou et comment sera utilisée l'énergie calorifique supplémentaire de Twinterg 2 sur le site à Esch-sur-Alzette?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord d'élaborer un concept alternatif (ensemble de petites centrales de cogénération à proximité de consommateurs de chaleur) dans le cadre de cette planification?

Réponse (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Félix Braz et Henri Kox en relation avec une future centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV) à construire au Grand-Duché, je puis vous communiquer les informations ci-après:

J'ai en effet évoqué à différentes occasions l'idée de la réalisation d'une deuxième centrale turbine gaz vapeur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit effectivement de mener des réflexions sur une meilleure adéquation entre production et consommation nationales d'électricité et une amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique. Dans ce contexte, j'ai chargé mes services d'effectuer des analyses sur l'opportunité d'un tel projet. Ces analyses, qui traitent aussi bien des éléments d'infrastructures électriques et gazières que des aspects qui ont trait aux marchés énergétiques européens, s'avèrent complexes et n'ont pas encore abouti à des conclusions définitives.

La sélection d'un site pour une telle centrale d'envergure dépend entre autres des considérations quant à l'accès aux infrastructures électriques et gazières ainsi qu'à l'utilisation éventuelle de la chaleur cogénérée récupérable. À l'état actuel, les analyses ne se concentrent pas encore sur les sites d'implantation et en conséquence, je ne puis vous communiquer des informations à ce stade.

Dans le cadre de la politique de promotion de la cogénération, le Gouvernement a opté pour une promotion prioritaire de la cogénération basée sur les énergies renouvelables permettant une utilisation maximisée de la chaleur utile issue de ces installations. En effet, la cogénération renouvelable permet par sa production combinée d'électricité et de chaleur renouvelable de réduire aussi bien les émissions nationales de gaz à effet de serre que la réalisation des objectifs européens en matière des énergies renouvelables à l'horizon 2020. Une révision de la réglementation en matière de la rémunération de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables est en cours d'élaboration et sera soumise au Conseil de Gouvernement au cours de l'année 2012. Cette réglementation vise à créer des nouveaux incitatifs aux acteurs de marché en vue du développement plus poussé de la cogénération renouvelable à Luxembourg.

Question 2014 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant la **qualité des centres de médecine psychosomatique à l'étranger**:

Betreffend die psychosomatischen Beschwerden sieht man oft, dass Patienten ins Ausland in spezialisierte Kliniken überwiesen werden. Nun gibt es eine Fülle solcher Kliniken, die alle mit Flyer und eigenen Internetseiten für ihre hochqualitative Behandlung werben. Es stellt sich aber oft heraus, dass manche dieser Kliniken nicht das Potenzial haben, um den Beschwerden der Patienten gerecht zu werden. Vieles wird versprochen, aber der Therapieerfolg ist eher bescheiden. Da stellt sich die berechnete Frage der Qualitätskontrolle.

Fragen:

1) Wie viele Patienten der Gesundheitskasse beanspruchen die Dienste solcher ausländischen Kliniken? Kann der Minister uns die Statistiken der drei letzten Jahre mitteilen?

2) Wer kontrolliert die Qualität der angebotenen Pflege in diesen Kliniken?

3) Was kostet der durchschnittliche Aufenthalt in einer solchen Klinik?

4) Sind in diesen Kliniken irgendwie schon ethische Ungereimtheiten seitens der Patienten gemeldet worden?

Réponse (7.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ad 1) Laut den im Rapport général de la Sécurité sociale aufgeführten Daten genehmigte der Contrôle médical de la Sécurité Sociale für die Diagnosekodifizierungen Psychiatrie und Neurologie, welche psychosomatischen Störungen (für die es keine universell anerkannte Definition gibt) am nächsten kommen, folgende Zahlen an Überweisungen ins Ausland für das Jahr 2010:

Code diagnostic	Total	Pays de destination				
		Allemagne	Belgique	France	Divers	Total
Psychiatrie	1.073	89,5%	5,2%	1,0%	4,3%	100,0%
Neurologie	978	56,2%	25,3%	15,0%	3,5%	100,0%

Ad 2) Im Prinzip werden Behandlungen in ausländischen Kliniken gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Regelung (CE) 883/2004 übernommen. Die Auswahl der behandelnden Einrichtung erfolgt über den behandelnden Arzt im Einverständnis mit dem Patienten. Weder der Contrôle médical de la Sécurité Sociale noch die Caisse nationale de santé (CNS) mischen sich in die Auswahl der Einrichtung ein.

Die Qualitätskontrolle der Behandlungen und Leistungen der ausländischen Einrichtungen unterliegt der Autorität des Staates, in dem sich die Einrichtung befindet und erfolgt gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen dieses Staates.

Ad 3) Die Kosten variieren von Staat zu Staat und von Einrichtung zu Einrichtung. Da in der Mehrzahl der Fälle die Kostenrückerstattung gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Regelung (CE) 883/2004 erfolgt, wird die Gesetzgebung des Staates angewandt, in dem sich die Einrichtung befindet und die anfallenden Unkosten werden dann mit dem Großherzogtum Luxemburg abgerechnet gemäß dem Abrechnungsprozess E125. Die Gesundheitskasse verfügt zurzeit nicht über Zahlen betreffend den durchschnittlichen Kostenpunkt eines Aufenthalts in einer solchen Einrichtung.

In Deutschland werden die Tarife von den Sozialinstitutionen separat mit jeder Einrichtung ausgehandelt. Für jene Einrichtungen, welche unter die Bestimmungen des Abkommens „DEULUX“ fallen, variiert der durchschnittliche Tagessatz zwischen 103 und 120 Euro. „DEULUX“ ist ein bilaterales Abkommen zwischen Deutschland und Luxemburg, das im Jahre 1990 abgeschlossen wurde. Es betrifft zirka 15 Spitäler aus der deutschen Grenzregion, die von den luxemburgischen Patienten am häufigsten aufgesucht werden und zielt darauf ab, einen direkten Zahlungs- und Abrechnungsprozess zwischen der CNS und den betroffenen Spitalern herzustellen, ohne die GKV Bonn als Verbindungsstelle zu benutzen.

Die CNS hat Verträge mit vier deutschen Einrichtungen abgeschlossen, welche eine bestimmte Zahl an Luxemburger Patienten aufnehmen. Der Tagessatz beläuft sich auf 250 Euro für die Klinik Wersbach und die Dr von Ehrenwall'sche Klinik, auf 200 Euro für die Helois Klinik Bad Grönenbach und auf 160 Euro für die Fachklinik Ortenau.

In Italien werden von der Comunità Emmanuel in Lecce 73,26 Euro in Rechnung gestellt.

Ad 4) Die Gesundheitskasse und das Ministerium für soziale Sicherheit haben keine Informationen über Beanstandungen seitens der Patienten.

Question 2015 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant la **formation continue des médecins**:

Betreffend die neuen Erkenntnisse in der Humanmedizin und die hierzu neu entwickelten Medikamente ist der Arzt tagtäglich neuen Herausforderungen preisgegeben, um einerseits die Patienten auf Top-Level behandeln zu können und andererseits die Fehldiagnosen auf ein Minimum zu reduzieren. Jegliche Fehlinformation und ein Manko an Fachwissen können dem Patienten für immer Schaden zufügen, was sicherlich nicht beabsichtigt ist, trotzdem aber immer häufiger vorkommt, wenn keine Weiterbildung im ärztlichen Bereich stattfindet.

Es stellt sich also eine große Herausforderung für die Qualitätsmedizin, die der Minister hierzulande fördern will.

Fragen:

1) Welchen konkreten Plan hat der Minister, um die Weiterbildung der Ärzte zu fördern?

2) Welche Maßnahmen (Steuererleichterungen, Ersatz des Honorarausfalls, Pauschale...) könnte der Minister sich bei einer obligatorischen Weiterbildung der Ärzte vorstellen?

3) Könnte die Uni Luxemburg in einem solchen Projekt mit einbezogen werden?

4) Müsste der Arzt sich nicht alle zehn Jahre einem Examen unterwerfen, um seine Kenntnisse kontrollieren zu lassen?

Réponse (3.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das Gesetz vom 29. April 1983 (Loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire) betreffend die Ausübung des Arztberufes sowie der deontologische Ärztekodex sehen vor, dass der in Luxemburg ansässige Arzt seine Fachkenntnisse fortlaufend aktualisieren muss.

Diese Auflagen sollen sicherstellen, dass der Arzt immer auf dem neuesten Stand des medizinischen Fachwissens ist.

Da die ärztliche Weiterbildungspflicht ein wichtiger Faktor für ein zeitgemäßes patientenorientiertes Gesundheitssystem ist, wird dieses Bestreben auch durch Fördermittel vom Gesundheitsministerium unterstützt.

So kommen beispielsweise Initiativen wie solche von der „Association Luxembourgeoise pour la Formation Médicale Continue“ finanzielle Zuschüsse zugute, beziehungsweise werden die Kosten für in Luxemburg organisierte Fachtagungen übernommen.

Zudem bieten die verschiedenen „sociétés médicales“ auf das einzelne Fachgebiet angepasste Weiterbildungsangebote an, welche vom „Institut Luxembourgeois pour la Formation Médicale Continue“ (ILFMC) zwecks Qualitätskontrolle akkreditiert werden können. Seit 2006 hat das Gesundheitsministerium eine Vereinbarung mit dem ILFMC geschlossen, so dass Ärzte, welche an einer akkreditierten Weiterbildung teilnehmen, eine dementsprechende Zertifizierung erhalten.

Um seiner Weiterbildungspflicht nachzukommen, obliegt es dem jeweiligen Mediziner, sich persönlich für die optimalen Weiterbildungsangebote in seinem Fachbereich zu entscheiden.

Zudem möchte ich hervorheben, dass ich eine interne Arbeitsgruppe meines Ministeriums und der Gesundheitsdirektion mit einer Analyse bezüglich zusätzlicher Möglichkeiten zur Unterstützung und Sicherstellung der ärztlichen Weiterbildung beauftragt habe, deren Schlussfolgerungen in einer Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1983 festgehalten werden könnten.

Question 2016 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant les **calmants benzodiazépiniques**:

En réaction à la réponse concernant la question parlementaire n°1685 (*cf. compte rendu n°2/2011-2012*) comme quoi il faut programmer l'arrêt des calmants benzodiazépiniques avant de les prescrire et surtout seulement les utiliser pour une indication donnée et de courte durée, il faut dire que ce constat ne correspond pas à la réalité journalière, étant donné que surtout les médecins généralistes les prescrivent pour une durée longue. Étant donné que l'accoutumance et la tolérance envers ce genre de calmants nécessite l'augmentation de la dose pour éviter des symptômes de manque, le patient ne pourra que difficilement s'en priver et il entre dans la chronicité marquée par des effets secondaires importants tels dépendance, agressivité et impulsions suicidaires. Un arrêt de la médication ne sera alors possible que sous surveillance stricte avec des symptômes physiques et psychiques intolérables. Étant donné que cette classe de calmants est extrêmement dangereuse et néfaste pour la santé, elle devrait être mieux réglementée.



Questions:

1) Y a-t-il possibilité de classer ces calmants type Temesta, Xanax, Valium ... sous la rubrique des stupéfiants?

2) Que veut faire le Ministre pour sensibiliser les médecins généralistes, qui n'ont pas de connaissances spécifiques en pharmacologie, à ne prescrire ces drogues médicales qu'en cas de besoin impératif?

3) Que veut faire le Ministre pour sensibiliser le grand public au sujet des dangers liés à la prise des benzodiazépines?

Réponse (19.4.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'honorable Député mentionne par leur nom de marque certains médicaments appartenant à la classe des benzodiazépines prescrits majoritairement comme sédatifs-hypnotiques et/ou anxiolytiques. Ces médicaments appartenant à la classe des médicaments psychotropes sont accessibles seulement sur prescription non renouvelable.

La Convention de Vienne sur les psychotropes (1971) visant à contrôler l'abus et le trafic illicite de psychotropes, classifie toutes les substances et médicaments suivant leur intérêt thérapeutique, leur potentiel d'abus et leur sécurité relative. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est responsable de l'évaluation de ces substances, qui permet de situer les différents médicaments avec un potentiel d'abus progressivement moindre pour les classes I, II, III et IV. La classe IV regroupe les benzodiazépines et d'autres substances largement utilisées dans une indication médicale reconnue, mais susceptibles de créer des phénomènes de dépendance.

Au niveau européen, la décision 2005/387/JAI du Conseil du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives a mis en place un système d'échange d'informations et d'évaluations concernant essentiellement les nouvelles substances non encore répertoriées par le système des Nations Unies, et qui peuvent constituer une menace pour la santé publique. Ce système repose sur une évaluation commune des risques réalisée à partir des informations fournies par les États membres, l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), Europol et l'Agence européenne des médicaments (EMA), et compte tenu de tous les éléments qui, selon la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961 ou la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes de 1971, justifient qu'une substance soit placée sous contrôle international.

Le classement d'une substance psychotrope ou stupéfiante en droit national se fonde la plupart du temps sur les éléments d'appréciation élaborés par l'OMS au niveau mondial ou par l'OEDT au niveau européen. Une initiative nationale isolée visant à classer les benzodiazépines sous le régime des stupéfiants risque d'être peu efficiente dans la mesure où ces médicaments continueront à bénéficier d'un statut différent dans tous les autres pays. Classer d'emblée l'ensemble des benzodiazépines comme stupéfiants se heurterait encore au fait que les différents dérivés benzodiazépines présentent des puissances très inégales et sont prescrits dans des indications cliniques diverses comme anxiolytiques, hypnotiques, myorelaxants, anticonvulsifs, ou encore utilisés en médication préopératoire.

Les médicaments de la classe des benzodiazépines font partie de la pharmacopée depuis une cinquantaine d'années et leur place dans l'enseignement pharmaco-thérapeutique est acquise. Il n'y a donc pas lieu d'admettre que les médecins prescripteurs n'ont pas les connaissances spécifiques à l'égard de ces médicaments.

La dépendance aux médicaments constitue un problème de santé publique pour lequel de nombreux acteurs sont concernés: le milieu hospitalier, les pharmaciens, les patients eux-mêmes et, en première ligne, les médecins généralistes. Ces derniers sont en effet les prescripteurs majeurs des médicaments pour lesquels, à terme, les patients sont susceptibles de développer des dépendances. Le médecin de famille joue également un rôle primordial pour la détection, le diagnostic et la prise en charge de la dépendance médicamenteuse. À cet égard, il est important que des formations spécifiques en la matière soient intégrées au niveau du cursus universitaire ou au niveau des formations médicales continues. Sur base des statistiques objectives que vient d'établir la Division de la pharmacie et des médicaments de la direction de la Santé et en concertation étroite avec le Cercle des médecins-généralistes et l'Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue (ALFORMEC), j'entends proposer une sensibilisation systématique sur base

des profils de prescription et une offre de formation continue ciblée en la matière.

Agir sur le phénomène de dépendance aux médicaments nécessite une prise de conscience de la part des patients et des médecins prescripteurs. À cet égard, je tiens à rappeler ma conférence de presse tenue en mars 2011, lors de laquelle j'ai notamment présenté une nouvelle brochure bilingue relative à l'hygiène du sommeil «Bonne nuit. Bien dormir sans somnifères».

En liaison avec ce qui précède le portail santé (www.sante.lu) présente par ailleurs des informations et conseils quant aux usages des médicaments psychotropes: <http://www.sante.public.lu/fr/rester-bonne-sante/070-medicaments/psychotropes/index.html>

Question 2017 (19.3.2012) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant la réorganisation de l'ADEM:

La loi du 18 janvier 2012 portant sur la création de l'Agence pour le développement de l'emploi prévoit que l'organisation et le mode de fonctionnement de la direction ainsi que l'organisation des services sont déterminés par règlement grand-ducal.

Or, ces dispositions réglementaires n'ont pas encore été prises, deux mois après la mise en vigueur de la loi.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Ministre peut-il me dire quelles sont les raisons de ce retard et s'il n'estime pas qu'en l'absence de ce règlement grand-ducal, la modification du fonctionnement de l'ancienne ADEM ne pourra être réalisée?

- Quels délais le Ministre a-t-il prévus pour réaliser la réorganisation?

Réponse (5.4.2012) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

La réorganisation interne de l'ADEM est en cours. Elle est accompagnée par une société spécialisée qui poursuit activement ses travaux. Dans ce contexte, le règlement grand-ducal portant sur l'organisation et le mode de fonctionnement de la direction ainsi que l'organisation des services est en préparation et sera présenté prochainement quand le Conseil de Gouvernement se sera également prononcé sur la direction de l'ADEM prévue par la loi.

Question 2018 (19.3.2012) de M. André Bauler (DP) concernant les projets du Fonds du Logement:

Suite aux récentes faillites de deux sociétés de construction, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Le Fonds du Logement a-t-il fait réaliser des immeubles par les sociétés en question?

2. Dans l'affirmative, quels sont les projets concernés?

3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer les projets qui n'auraient pas pu être achevés par les sociétés en état de faillite? Dans quelles localités du pays ces projets seraient-ils situés?

4. Quelle serait l'envergure financière de ces projets? Et quels seraient les montants qui resteraient à payer, le cas échéant, par le Fonds du Logement aux sociétés concernées?

5. Selon quelle démarche le Fonds du Logement pourrait-il réussir à clôturer les éventuels chantiers inachevés touchés par ces faillites?

Réponse (14.5.2012) de M. Marco Schank, Ministre du Logement:

Dans sa question parlementaire émergée, l'honorable Député André Bauler pose cinq questions concrètes au sujet des relations commerciales entre le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat (FL) et deux sociétés de construction déclarées récemment en faillite. Le Président dudit FL fournit à son Ministre de tutelle les réponses suivantes:

1. Réponse: Oui.

2. Il s'agit de projets réalisés en 2011/2012, à savoir:

- des travaux de démolition et de gros-œuvre réalisés dans le cadre de la rénovation d'une maison unifamiliale;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction de 20 maisons, en ce qui concerne l'une des deux sociétés et

- des travaux de démolition des annexes d'une ancienne ferme;

- des travaux d'enduit de façades en faveur d'une résidence de 19 appartements et de six maisons unifamiliales;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction de six maisons unifamiliales;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction d'une résidence de 13 appartements, en ce qui concerne l'autre société.

3. Pour la première entreprise, il s'agit des travaux de rénovation de la maison «Irrthum» à Lenningen et de la construction de 20 maisons unifamiliales au lot 3N à Nonnewisen à Esch-sur-Alzette.

Pour la deuxième entreprise, il s'agit des travaux de construction d'une résidence de 13 appartements à Diekirch.

4. Pour ce qui est du projet maison «Irrthum», le montant de la commande porte sur 178.253,51 € TTC. Le montant facturé a été payé, à l'exception d'un montant de 25.150,45 € + TVA sur base d'une facture émise le 29 juillet 2011, entrée dans les bureaux du FL le 3 août 2011, donc deux jours avant la déclaration de la faillite le 5 août 2011.

En ce qui concerne la construction des 20 maisons unifamiliales, la commande porte sur 1.864.652,68 € TTC. Un montant de 1.315.672,63 € TTC a été facturé. Le montant en question a été payé, à l'exception de la retenue de garantie portant sur 114.406,32 €.

Pour ce qui est des 13 appartements, un montant de 623.678,04 € TTC a été facturé et payé, à l'exception d'une retenue de garantie de 54.232,87 € et d'un montant de 22.479,13 € TTC correspondant à une facture portant sur le montant de 19.547,07 € + TVA, facture émise le 19 février 2012, entrée dans les bureaux du FL le 21 février 2012, donc un jour avant la déclaration de la faillite le 22 février 2012.

5. En ce qui concerne les travaux de rénovation de la maison «Irrthum» à Lenningen et la construction de la résidence à Diekirch, un état d'avancement du chantier a été dressé par un huissier de justice.

Pour ce qui est des travaux pour le lot 3N à Esch-Nonnewisen, vu l'état d'avancement du chantier presque terminé, les bureaux d'architecte et d'ingénieur ont établi un état d'avancement des travaux réalisés et la liste des quelques travaux restant à terminer.

Concernant la maison «Irrthum», le FL a proposé à l'entreprise classée second moins-disant lors de la soumission de reprendre le marché sur base des prix de soumission indexés. En accord avec les curateurs, le marché a donc été attribué à cette entreprise pour un montant de 171.350 € TTC.

Pour ce qui est des 20 maisons unifamiliales, le FL a demandé une offre à trois entreprises en activité sur le chantier Nonnewisen pour terminer les quelques petits travaux restants: création de regards de visite, nettoyage, fermeture de gaines, etc., pour un montant total estimé à 7.500 € TTC.

Finalement, en faveur du projet à Diekirch, le FL a proposé à l'entreprise classée second moins-disant lors de la soumission de reprendre le marché. Vu la surcharge de travail et l'urgence de poursuivre les travaux, cette entreprise et toutes les autres également contactées séparément ont renoncé au marché, car elles ne pouvaient intervenir qu'au mois de septembre 2012.

Par la suite, le FL a demandé une offre à trois entreprises pour les travaux restant à effectuer, les entreprises sollicitées devant s'engager à intervenir dès la réception de la commande. Les trois offres ont été déposées et analysées par les bureaux d'études. En accord avec les curateurs, la commande des travaux a été passée à l'entreprise classée moins-disant, pour un montant de 572.332,74 € TTC, ce qui correspond approximativement au montant des travaux qui auraient dû être réalisés par l'entreprise tombée en faillite.

Question 2020 (19.3.2012) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les défibrillateurs dans les maisons médicales:

Selon mes informations, ni les maisons médicales ni les véhicules mis à disposition des médecins de garde ne sont équipés de défibrillateurs. Or, les défibrillateurs, faciles à utiliser même pour des personnes sans formation aux

premiers secours, augmenteraient les chances de survie lors d'un arrêt cardiaque de 20 à 50 pourcent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre la question suivante:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les instances responsables de l'équipement des maisons médicales et des véhicules mis à disposition des médecins de garde devraient veiller à ce que ceux-ci soient équipés de défibrillateurs?

Réponse (18.5.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'honorable Députée s'enquiert de l'opportunité de faire équiper les véhicules des médecins de garde et les maisons médicales d'un défibrillateur.

Dans ma réponse à la question parlementaire n°2998 (cf. compte rendu n°7/2008-2009) j'avais tenu à encourager «la mise en place de défibrillateurs externes entièrement automatiques dans les postes de secours des divers bâtiments destinés à accueillir ou à héberger du public, et notamment dans les bâtiments où ont lieu des manifestations culturelles et/ou sportives».

En effet, parmi les détresses qui ne souffrent aucun retard dans la mise en œuvre des gestes de premiers secours, c'est l'arrêt cardio-vasculaire qui occupe de loin la première place.

De multiples études ont d'ailleurs démontré que le pronostic des arrêts cardio-respiratoires par des troubles graves du rythme cardiaque est nettement amélioré si une défibrillation est réalisée le plus rapidement possible.

La défibrillation précoce, associée à la réanimation cardio-pulmonaire, permet d'augmenter sensiblement les chances de survie d'une personne en arrêt cardio-respiratoire qui présente une fibrillation ou une tachycardie ventriculaire par exemple, principale cause de mort subite chez l'adulte.

Les médecins de garde qui participent au service de remplacement, qui ne constitue d'ailleurs pas un service d'urgence au sens de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, peuvent toutefois être amenés à se retrouver, à n'importe quel endroit du pays, face à un arrêt cardiaque. Dans pareille hypothèse, la mise à disposition des médecins d'un défibrillateur pourrait, le cas échéant, contribuer à améliorer la prise en charge du patient, voire son pronostic de survie.

J'estime dès lors qu'un défibrillateur pourrait utilement compléter l'équipement de ces voitures.

Question 2022 (20.3.2012) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les demandeurs d'emploi convoqués à se présenter pour des postes non vacants:

Toutes les personnes inscrites à l'ADEM peuvent bénéficier des services proposés par les agents spécialisés. Or, il me revient qu'à plusieurs reprises des demandeurs d'emploi auraient été convoqués à se présenter pour des postes qui en fait n'étaient plus vacants.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (18.4.2012) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

L'article L.622-5 du Code du Travail dispose que «toute personne à la recherche d'un emploi peut s'inscrire comme demandeur d'emploi à l'Agence pour le développement de l'emploi». Il en résulte que toute personne inscrite à l'ADEM peut, sous certaines conditions, bénéficier de tous les services proposés, notamment de l'encadrement personnalisé des agents spécialisés, si un tel besoin est exprimé.

En ce qui concerne l'affirmation que des demandeurs d'emploi sont mis en contact avec des employeurs pour des postes qui - à ce moment précis - ne sont déjà plus vacants, force est de constater qu'il peut en effet arriver que des demandeurs d'emploi soient invités à se présenter à des postes qui, entre-temps, sont occupés. Ceci peut se produire si les agents de



l'ADEM ne sont pas informés en temps utile par les responsables de l'entreprise en question que le poste est entre-temps occupé. Cependant, vu que dans le cadre de la réforme de l'ADEM un des objectifs principaux est la mise en place d'une collaboration étroite avec les employeurs et qu'un meilleur échange d'informations entre l'agence et les entreprises en fait partie, ces cas de figures fâcheux devraient être sensiblement réduits à l'avenir.

Question 2023 (20.3.2012) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant l'**exploitation future des installations de cogénération existantes:**

Suivant l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) 121 centrales de cogénération avec une puissance installée de 111,7 MW étaient en fonction au 31 décembre 2010 au Luxembourg. L'énergie électrique ainsi produite en 2010 se chiffre à 262,54 GWh. La plupart de ces centrales fonctionnent à l'aide d'énergies fossiles (gaz naturel).

Depuis 1994, l'État accorde à ces centrales de cogénération une rémunération à durée illimitée pour l'électricité injectée dans le réseau sur base de différents règlements grand-ducaux. Le nouveau projet de règlement grand-ducal n°6311 vise à ne plus accorder cette rémunération aux installations de cogénération fonctionnant à base d'énergies fossiles. Si les rémunérations étatiques arrivent à terme, les anciennes installations de cogénération ne seront plus rentables et devront vraisemblablement arrêter leur production. Ainsi, dans les prochaines années ces centrales à haut rendement vont disparaître au fur et à mesure à moins de trouver une autre solution en relation avec l'approvisionnement en énergie (p. ex. biogaz) de ces installations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de maintenir les centrales de cogénération existantes dans le parc des installations pour l'autoproduction d'énergie? Dans l'affirmative, de quelle façon?

- Si dorénavant l'approvisionnement d'une installation de cogénération existante sera assuré avec du biogaz, est-ce que cette installation sera éligible pour recevoir des aides étatiques suivant le nouveau projet de règlement grand-ducal n°6311? Dans l'affirmative, sur quelle durée?

Réponse (3.5.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'exploitation future des installations de cogénération existantes, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La promotion de la technologie de la cogénération trouve sa base réglementaire dans le règlement grand-ducal modifié du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur la cogénération.

Le règlement prémentionné prévoit une rémunération pour l'électricité produite à partir des installations de cogénération et a favorisé la croissance considérable de la cogénération au Luxembourg. Le coût de soutien des centrales de cogénération est répercuté sur tous les clients finals d'électricité.

Si la cogénération a généré depuis 1994 des effets positifs sur la création d'emplois, l'amélioration de l'efficacité énergétique, il y a cependant lieu de considérer également que le contexte énergétique a profondément changé.

Le paquet climat/énergie décidé au niveau européen prévoit pour le Luxembourg un objectif de réduction des émissions nationales de gaz à effet de serre de 20% jusqu'en 2020, un objectif d'augmentation de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie à 11% en 2020 et une amélioration de l'efficacité énergétique de 9% d'ici 2015.

Le nouveau contexte a rendu nécessaire une reconsidération de la politique en matière de cogénération du point de vue national:

- Les mécanismes de comptabilisation sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre font que la très grande majorité des installations de cogénération actuellement en exploitation sur notre territoire fait augmenter les

émissions de CO₂ dans le bilan luxembourgeois. Ceci implique que le Luxembourg devra soit acheter des droits d'émission pour compenser les émissions supplémentaires des installations de cogénération implantées au Luxembourg, soit réduire les émissions nationales dans d'autres secteurs. Le coût de cette opération s'ajoute aux frais de soutien actuellement accordé à la cogénération.

- La cogénération basée sur les énergies renouvelables réduit les émissions de CO₂ nationales. La chaleur et l'électricité de ces installations pourront également être comptabilisées dans le contexte de l'objectif en matière des énergies renouvelables de 11% à l'horizon 2020.

- Les objectifs en matière d'efficacité énergétique et leurs règles de comptabilisation sont actuellement négociés au niveau européen. Il n'est pas encore clair si, et le cas échéant comment la cogénération peut être comptabilisée pour les objectifs nationaux en matière d'efficacité énergétique.

- La technologie de la cogénération est toujours liée à une utilisation de chaleur utile conséquente. Les clients de chaleur sont dans la grande majorité des cas des bâtiments. Or, au cours des prochaines années, la politique du Gouvernement vise à réduire de façon considérable la consommation des bâtiments neufs et des bâtiments existants.

- Le surcoût de la cogénération est supporté par les clients finals d'électricité et a connu une forte augmentation au courant des dernières années. Vu les objectifs en matière des énergies renouvelables, des moyens financiers de plus en plus importants s'ajouteront aux frais actuels.

Afin de réformer le cadre réglementaire sur la cogénération, le Gouvernement a approuvé en 2011 un projet de règlement grand-ducal qui considère le contexte énergétique actuel, les derniers développements en matière de cogénération à haut rendement et l'ouverture des marchés de l'électricité.

Le projet de règlement grand-ducal procède notamment à la définition de durées maximales pour le paiement des rémunérations aux installations de cogénération existantes et prévoit des tarifs d'injection pour les nouvelles centrales de cogénération injectant de l'électricité dans les réseaux d'électricité avant le 31 décembre 2012. Reste à souligner que jusqu'à présent les installations de cogénération existantes ne bénéficiaient pas d'une telle prévisibilité et sécurité juridique dans le temps comme les contrats pouvaient être résiliés bisannuellement.

Considérant en outre que, dans le cadre des politiques du Gouvernement en matière de performance énergétique des bâtiments, les quantités de chaleur utile nécessaires pour chauffer les bâtiments diminueront à moyen et long terme, il y a lieu de favoriser les technologies permettant de couvrir les besoins en chaleur par des installations de production basées sur les énergies renouvelables, dont les centrales de cogénération.

Sur base des aspects prémentionnés, l'accent ne sera plus mis à l'avenir sur la cogénération basée sur les sources d'énergie fossiles mais sur la cogénération basée sur les énergies renouvelables qui se traduira également par une réforme du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, réforme engagée par mes services.

En ce qui concerne le maintien des centrales de cogénération existantes, il y a lieu de préciser que celles-ci ne peuvent bénéficier, à l'instar des énergies renouvelables, que d'une aide limitée dans le temps pour pouvoir être compatibles avec le cadre européen en matière d'aides d'État. C'est la raison principale pour laquelle le cadre réglementaire de 1994 a dû être adapté. Considérant que la plupart des installations de cogénération installées sur le territoire national ont été installées au cours de la dernière décennie, celles-ci feront donc encore partie du parc de production national au-delà de 2020.

Le projet de règlement grand-ducal approuvé en 2011 vise donc une sécurisation des investissements historiques dans les centrales de cogénération pour une période de 20 ans. Par le biais du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et sa modification ultérieure, un cadre incitatif intéressant est créé pour favoriser dans le futur la mise en place de centrales de production basées sur les énergies renouvelables, aussi bien pour les centrales de production combinée de chaleur et d'électricité renouvelables que pour les centrales thermiques fonctionnant aux combustibles renouvelables.

En ce qui concerne l'approvisionnement d'installations de cogénération existantes avec du biogaz injecté dans les réseaux, j'aimerais pré-

ciser que les réglementations en matière de rémunération de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel respectivement de l'électricité renouvelable injectée exclut une utilisation ultérieure du biogaz injecté par des centrales de cogénération classiques aux fins de toucher un tarif d'injection. Le mécanisme mis en place au Luxembourg pour le biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel est basé sur un système de rémunération direct garantissant aux producteurs un tarif stable sur une durée de 15 ans et non sur des systèmes de commercialisation de certificats qui existent dans différents autres pays européens, systèmes pouvant comporter des imprévisibilités quant à la commercialisation et par conséquent des risques financiers pour les exploitants.

Question 2025 (21.3.2012) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant les **transports publics au nord du Luxembourg:**

Un nombre croissant de salariés habitant la région limitrophe de l'Eifel et le serpent frontalier St Vith-Malmédy-Eupen utilisent tous les jours la N7 entre Wemperhardt et Fridhaff pour aller travailler dans des entreprises situées essentiellement au nord du pays, en particulier dans la Nordstad. Il va sans dire que les problèmes de circulation sur la N7 en début de journée et en soirée, ainsi que le manque de parkings au sein de la Nordstad, méritent une réaction appropriée, surtout en ce qui concerne l'organisation et l'attractivité des transports collectifs.

Alors que le Gouvernement a décidé de faire circuler des lignes de bus transfrontalières sur la route Ettelbruck-Bastogne (N15), tel n'est pas le cas sur la N7 entre Fridhaff et St Vith, exception faite du tronçon Marnach-Ettelbruck (desservi par la ligne Luxembourg-Prüm) ainsi que des transports RGTR et scolaires. D'ailleurs, ces dernières liaisons sont relativement lentes en raison des multiples arrêts sur le territoire luxembourgeois. À noter que le Gouvernement a déployé au fil des années maints efforts pour développer le nombre de lignes directes amenant des salariés frontaliers de la région de Trèves, Sarrebourg et Sarrebruck voire également de diverses localités de France et de Belgique vers des destinations situées au sud et au centre du Grand-Duché.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait analyser les besoins spécifiques, voire supplémentaires en transports collectifs attractifs (c'est-à-dire des liaisons de bus express) entre les sites des principaux employeurs de la Nordstad et de la région belge autour de St Vith?

- Monsieur le Ministre a-t-il réfléchi à un concept de mobilité collective permettant d'attirer plus de salariés frontaliers sur les transports en commun dans cette partie du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il serait opportun, le cas échéant, de créer également une ligne de bus directe et rapide entre la Nordstad et Bitburg respectivement sur la N12 entre la Nordstad et Arlon afin d'optimiser le recours aux transports en commun par les travailleurs frontaliers venant de ces parties de la Grande Région?

- Dans l'affirmative, dans quels délais de telles lignes pourraient-elles être mises en œuvre?

Réponse (20.4.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le transport transfrontalier entre la Nordstad et la Belgique.

Tout d'abord, il échet de préciser que suivant la stratégie globale de la mobilité durable, une série de mesures seront prévues afin d'optimiser le réseau des transports publics à court, à moyen et à long terme. Cette optimisation aura pour but d'améliorer l'accessibilité, de réduire les temps de parcours moyens et de permettre une mise en œuvre plus efficace des ressources existantes.

Pour ce faire, le futur concept d'exploitation des transports publics s'appuiera plus sur le réseau ferroviaire comme épine dorsale. Les transports par rail offrent sur l'axe Troisvierges-Ettelbruck une rapidité, un confort et une pérennité exemplaire. Ainsi, les transports en commun par bus locaux ou intercommunaux assureront un accès direct vers les gares de Troisvierges et Clervaux. L'idée d'une liaison entre St Vith et la Gare de Troisvierges fait partie intégrante d'une étude d'optimisation du réseau bus. La mise en service est prévue en même temps que la mise en pratique du projet de la télématique. En effet, le projet global de télématique permettra d'offrir au voyageur une

garantie de correspondance, i. e. le client qui monte dans un train à Ettelbruck aura la garantie que son bus l'attend à la gare de Troisvierges.

En revanche, entre Arlon et la Nordstad, régions qui se situent plus à l'écart des axes ferroviaires directes, une étude sur l'opportunité d'une ligne de bus express desservant directement ces deux centres d'attraction doit encore être menée. Cette étude aura comme objectif d'estimer si une liaison Arlon-Nordstad est suffisamment demandée pour justifier la mise en service d'une ligne directe. Tout comme pour le train, ces lignes de bus express auront pour priorité d'assurer une fonction de liaison et non une fonction de ramassage régional, afin de rester compétitives en termes de temps par rapport à la voiture individuelle.

Question 2027 (21.3.2012) de **M. Robert Weber** (*CSV*) concernant le **Luxembourg Board of Economic Development (BED):**

En date du 27 mai 2005, le Gouvernement en Conseil a pris un arrêté ayant pour objet les missions, l'organisation et la composition du Comité de Développement Économique du Grand-Duché de Luxembourg - «Luxembourg Board of Economic Development (BED)».

La mission du BED consiste à élaborer et suivre la mise en œuvre des orientations générales de promotion et de prospection économique à l'étranger.

D'après mes informations, ce comité a siégé la dernière fois en mars 2009.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de relancer le BED?

- Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre entend réformer cet organe, sinon le restructurer et pour quand sera prévue la prochaine réunion après trois ans de «stand still»?

Réponse (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Robert Weber concernant la position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur concernant le Comité de Développement Économique du Grand-Duché de Luxembourg - Luxembourg Board of Economic Development (BED) - je puis vous apporter les éléments de réponse ci-après:

Le Comité de Développement Économique est un organe de composition tripartite qui est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des orientations générales de promotion et de prospection économiques à l'étranger. Il est vrai que ce comité ne s'est plus réuni depuis le 12 mars 2009. À cette époque, le Comité Consultatif Luxembourg for Business (CCLfB), réunissant tous les acteurs actifs dans la promotion du Luxembourg à l'étranger a commencé à se réunir régulièrement. Les «bureaux du BED à l'étranger» ont été renommés «Luxembourg Trade and Investment Office» et la dénomination «Luxembourg Board of Economic Development» a été remplacée dans le matériel promotionnel par «Luxembourg for Business».

Si la continuité du travail de promotion et de prospection économiques à l'étranger a pu être assurée sans l'intervention du Comité de Développement Économique, cet organe a néanmoins un rôle important à jouer dans l'implication des partenaires sociaux dans la politique de développement économique. Ainsi, le Comité de Développement Économique sera relancé dans sa composition tripartite avant la fin de l'année 2012. Ses missions seront recentrées sur le développement économique et la politique de multi-spécialisation menée depuis 2004 par le Gouvernement et visant à développer certains secteurs spécifiques de l'économie luxembourgeoise.

Question 2028 (21.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant le **conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis:**

La loi du 16 décembre portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis prévoit que l'établissement est administré par un conseil d'administration qui prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement sous réserve des décisions qui relèvent de l'approbation du ministre de tutelle.



Or, trois mois après le vote de la loi les membres du conseil d'administration n'ont pas encore été désignés.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons du retard pris dans la mise en place du conseil d'administration?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas urgent de nommer les membres du conseil d'administration?

Réponse (12.4.2012) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

La question parlementaire n°2028 appelle la réponse suivante:

La loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis a eu pour objet d'étendre les missions de la Philharmonie pour intégrer celles de l'OPL et d'organiser le transfert des droits et obligations de l'OPL à la Philharmonie après la dissolution de la Fondation Henri Pensis. La loi n'a pas affecté ni la personnalité juridique de l'établissement public que constitue la Philharmonie, lequel est resté en place, y compris ses organes, ni les dispositions concernant la désignation des membres du conseil d'administration de la Philharmonie, lesquelles ont été entièrement reprises de la loi de 2002 et prévoient toujours que «Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Conseil de Gouvernement. Ils sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable à son terme».

Les membres du conseil d'administration de la Philharmonie ont été nommés pour un mandat de cinq ans du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012 sur proposition du Conseil de Gouvernement. Le mandat des membres du conseil d'administration de la Philharmonie étant toujours en cours, il n'existe légalement pas d'urgence pour nommer de nouveaux membres au crédit conseil.

Question 2030 (23.3.2012) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe**:

En date du 26 mai 2008, le Luxembourg a signé la Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe. Cette convention fait actuellement référence en matière de droit national et international de la nationalité de personnes physiques. Le Luxembourg n'a cependant pas encore ratifié cette convention.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas ratifier ladite convention jusqu'à présent?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il voit des inconvénients à la ratification de ladite convention?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner dans quels délais la convention pourra être ratifiée?

Réponse (11.4.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

En date du 26 mai 2008, le Grand-Duché de Luxembourg a signé la Convention européenne sur la nationalité (STE 166) du Conseil de l'Europe qui a été ouverte à la signature le 6 novembre 1997. Cette convention n'a pas encore fait l'objet d'une ratification pour le motif que celle-ci nécessiterait une modification fondamentale de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

En effet, l'article 6, paragraphe 3, de la Convention européenne sur la nationalité obligerait le Grand-Duché de prévoir une acquisition facilitée de la nationalité luxembourgeoise pour certaines catégories de personnes. Il s'agit par exemple des conjoints des Luxembourgeois, des personnes résidant légalement et habituellement au Grand-Duché pendant une période commençant avant l'âge de 18 ans ainsi que des apatrides et réfugiés qui résident légalement et habituellement sur le territoire luxembourgeois. À titre d'exemple, le rapport explicatif de la convention cite «la réduction de la durée de résidence requise, des exigences moins rigoureuses en matière de la connaissance de la langue, une procédure plus simple, des frais de procédure moins élevés».

La loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise a introduit non seulement une procédure unique d'acquisition de la nationalité, mais également des conditions identiques pour tous les candidats à la naturalisation. Dans ce contexte, je rappelle que le législateur a supprimé la procédure simplifiée de

l'option et la condition de résidence plus favorable dont bénéficiaient les conjoints des Luxembourgeois sous l'empire de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise.

Au cours de cette année, le Ministère de la Justice va procéder à une évaluation de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise en vue de l'adapter le cas échéant. Le rapport d'évaluation sera communiqué à la Chambre des Députés avec la prière expresse d'organiser un débat d'orientation sur ce sujet. Des orientations claires de la Chambre des Députés quant aux modifications à apporter à la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et quant à l'opportunité de ratifier la Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe faciliteraient l'élaboration d'un projet de loi.

Question 2031 (23.3.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **volet «Recherche» dans le fonctionnement de l'école de recherche «Eis Schoul»**:

«Eis Schoul» a été lancé en septembre 2008 comme école fondamentale de recherche de l'État, reposant sur deux piliers essentiels: la pédagogie inclusive et la recherche. L'objectif était de développer de nouvelles formes d'apprentissage, d'enseignement et d'évaluation dans le cadre d'une étroite collaboration avec l'Université du Luxembourg. Afin de pouvoir remplir cet objectif, la recherche devait explicitement faire partie de la tâche des membres de l'équipe multiprofessionnelle de l'école.

Les projets de recherche prévus devaient porter sur les conditions de mise en place et de développement de pratiques inclusives et déterminer dans quelle mesure ces pratiques mènent à de meilleurs résultats dans les apprentissages. Un volet particulier de la recherche devait par ailleurs être consacré à l'utilisation et l'apprentissage des langues à l'école, afin de développer de nouvelles pratiques.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Quelles sont les ressources que l'Université du Luxembourg a mises à disposition afin de garantir que «Eis Schoul» puisse accomplir sa tâche de l'innovation dans les domaines de l'apprentissage, de l'enseignement, de l'évaluation et de la vie en commun pour faire face aux exigences du système éducatif luxembourgeois?

2) Est-ce que la collaboration avec l'Université du Luxembourg peut être jugée comme satisfaisante? Est-ce qu'il y a aussi une collaboration avec d'autres universités?

3) Quels sont les projets de recherche actuellement en cours? Quels projets furent menés depuis le lancement de l'école en automne 2008?

4) Comment fonctionne la coordination des projets de recherche? Combien de fois s'est réuni le conseil scientifique de «Eis Schoul»? Est-ce qu'il y a déjà eu des publications scientifiques sur base des résultats de recherche de «Eis Schoul»?

5) Est-ce qu'un «réseau d'échange avec tous les acteurs intéressés de l'éducation et de l'enseignement» par lequel les concepts et méthodes développés à l'école devaient être démultipliés, a été mis en place? Comment ce réseau d'échange fonctionne-t-il?

6) Est-ce que l'école fondamentale «Eis Schoul» remplit actuellement sa mission d'école de recherche publique? Est-ce qu'il faut prévoir des améliorations concernant ce volet?

Réponse (18.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'école appelée communément «Eis Schoul» fut créée par la loi du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Elle fonctionne depuis le 15 septembre 2008.

D'après l'article 1^{er} de cette loi, l'école se trouve sur le territoire de la ville de Luxembourg. Elle est placée sous l'autorité de la Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et elle collabore étroitement avec un établissement d'enseignement supérieur reconnu, notamment, selon l'article 16, pour ce qui est de la recherche sur l'école ainsi que de la publication et diffusion des résultats de recherche.

Les travaux de recherche sont assumés par l'équipe multiprofessionnelle; l'organisation des activités de recherche de l'équipe multiprofessionnelle incombe au comité de l'école.

L'article 15 précise que le conseil scientifique assure la coordination des projets et rapports de recherche et de développement de l'école

et ces documents sont soumis à une expertise externe d'institutions universitaires.

1) «Eis Schoul» collabore depuis ses débuts avec l'Université du Luxembourg.

- Le projet «Portinno: Le portfolio comme outil d'évaluation des pratiques d'apprentissage et d'évaluation à l'école obligatoire» est un projet que l'Université du Luxembourg avait déjà entamé avant la création de «Eis Schoul» et qui y a été continué. Il portait sur l'utilisation du portfolio à l'école et a abouti à une publication en 2011. Le projet «Portinno» engageait quatre chercheurs de l'Université du Luxembourg.

- «Eis Schoul» collabore également avec l'Université du Luxembourg dans le cadre du Bachelor en Sciences de l'Éducation. À titre d'école partenaire, «Eis Schoul» assume sa responsabilité en matière de formation de futurs enseignants afin d'assurer le transfert de pratiques pédagogiques mises en œuvre dans «Eis Schoul». Un concept d'encadrement des étudiants-stagiaires décrit les modalités de coopération entre «Eis Schoul» et l'Université du Luxembourg en clarifiant les rôles des formateurs de «Eis Schoul» et du tuteur de l'université.

- En outre, l'université a entamé deux projets qui sont présentés sub 3).

2) La collaboration entre «Eis Schoul» et l'Université du Luxembourg a été marquée, comme tout autre projet d'innovation, par des expériences réussies, les projets présentés ci-devant, et des moments plus difficiles. Ainsi, il y a peu de temps, des enseignants-chercheurs de l'Université du Luxembourg ont exprimé quelques appréhensions concernant le concept pédagogique que «Eis Schoul» vient de publier en février 2012.

«Eis Schoul» a collaboré avec d'autres universités et experts pour les projets suivants:

- Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich, pour l'évaluation du projet «Eis Schoul» (2011),

- Dr Falko Peschel, Prof. Dr Hans Brügelmann, Dr Jean Le Gal, Walter Hövel pour l'élaboration du concept pédagogique édité en mars 2012 (2011-2012),

- Dr Jean Le Gal, pour l'élaboration de la charte scolaire et le développement de la participation démocratique au sein de l'école (2011-2012).

Par ailleurs, «Eis Schoul» envisage de collaborer avec d'autres universités et experts pour les projets suivants:

- Prof. Dr Thomas Coelen (Universität Siegen), pour un projet impliquant les élèves dans le développement de l'école. Monsieur Coelen a contacté l'Université du Luxembourg en vue d'une collaboration.

- Prof. Dr Herbert Altrichter (Johannes Kepler Universität Linz) et la «Bielefelder Laborschule», pour ce qui est du domaine de la recherche-action à «Eis Schoul». Ce projet est actuellement en préparation.

- Denis Morin, Maître de conférences des Universités de Lorraine, pour ce qui est de la documentation de pratiques respectivement de thématiques disciplinaires par des étudiants-stagiaires de l'Université de Lorraine. Ce projet est actuellement en préparation.

3) À l'Université, deux projets sont initiés: Un projet sous la direction du Prof. Dr Daniel Tröhler vise à reconstruire la genèse et l'évolution du projet «Eis Schoul» depuis son origine jusqu'à présent.

Un autre projet sous la responsabilité du Prof. Dr Dieter Ferring a l'objectif d'analyser les pratiques des intervenants à l'école et à renseigner ceux-ci sur les aspects scientifiques de leur démarche. Cette démarche réalise une co-construction de savoir entre les intervenants de terrain et les chercheurs universitaires permettant une réflexion commune de «bonnes pratiques» dans le champ de la pédagogie inclusive.

Les autres projets en cours sont les suivants:

- La mise en pratique de la dimension citoyenne des Droits de l'enfant afin d'être en cohérence avec la Convention internationale des Droits de l'enfant par le biais de la documentation, d'une mutualisation et analyse des pratiques et d'une formation-action du personnel. Ce projet, accompagné par le Dr Jean Le Gal, concerne l'étude du fonctionnement et l'élaboration d'un règlement du parlement d'élèves, l'exercice des droits et libertés et les modalités d'une discipline éducative respectant les principes fondamentaux du droit.

- L'élaboration d'une charte scolaire afin d'améliorer le bien-être de tous les acteurs de l'école pour favoriser le climat scolaire. Cette charte fournira un cadre de vie scolaire en commun. Ce projet est accompagné par le Dr Jean Le Gal.

Les projets réalisés:

- Le projet «Portinno»: Le portfolio comme outil d'évaluation des pratiques d'apprentissage et

d'évaluation à l'école obligatoire. Rapport final. Michel Brendel, Paul Dumont, Melanie Noesen, Denis Scuto. Université du Luxembourg, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Avril 2011.

- La collaboration avec l'Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich: «Bericht über die Entwicklungsevaluation der «Eis Schoul» Kirchberg/Luxemburg. Prof. Dr Peter Lienhard, Prisca Elmiger, Marianne Walter. Zürich Mai 2011.»

- Le concept pédagogique de «Eis Schoul»: Une brochure a été élaborée en deux langues par le personnel de l'école en collaboration avec des parents d'élèves et avec le soutien de Dr Falko Peschel, Prof. Dr Hans Brügelmann, Dr Jean Le Gal et Walter Hövel. 1^{ère} édition: Mars 2012.

4) D'après l'article 15 de la loi citée, le conseil scientifique assure la coordination des projets et rapports de recherche et de développement de l'école.

Ce conseil est composé de deux membres du comité d'école, d'un membre du comité des parents, de deux chercheurs ou membres du personnel scientifique de l'institution universitaire visée ainsi que d'un représentant de mon département qui est en l'occurrence la cheffe de division de l'Agence pour le développement de la qualité scolaire dans les écoles auprès du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Le conseil scientifique a siégé quatre fois depuis la création de «Eis Schoul».

5) La mise en place d'un réseau d'échanges pédagogiques fut inscrite au cadre de la loi sur «Eis Schoul» par l'exposé des motifs de la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive: «... il est indispensable de développer un réseau d'échanges avec tous les acteurs intéressés de l'éducation et de l'enseignement. De cette façon, les concepts et méthodes développés par l'École et validés scientifiquement à travers la recherche, pourront être démultipliés, et chaque acteur pourra les adapter à son contexte.»

Depuis l'ouverture de «Eis Schoul» en 2008, un réseau d'échanges s'adressant à des professionnels des domaines scolaire et socio-éducatif a été développé pour aboutir actuellement à quelque 300 membres qui sont régulièrement informés à la fois de pratiques implémentées dans «Eis Schoul», de conférences, ainsi que de rencontres et journées pédagogiques organisées par «Eis Schoul».

De 2009 à 2010, le réseau a relevé le défi de mettre par écrit les expériences échangées et de les rendre publiques¹ à toutes les personnes intéressées.

Depuis 2010, le réseau d'échanges figure parmi les objectifs majeurs du plan de réussite scolaire de «Eis Schoul» afin d'enrichir les réflexions menées à l'école et au-delà. Ainsi, en 2010/2011, de multiples réunions du réseau d'échanges pédagogiques de «Eis Schoul» ont conduit à la création d'un groupe de travail au sein du ministère, à l'Institut de Formation continue (IFC), afin d'élaborer le concept «Hospitationen - Vuneneen a matenee léieren» qui a pour objet de créer un cadre réglementaire au Grand-Duché afin de permettre au personnel enseignant et socio-éducatif de mener des observations et échanges mutuels sur le terrain.

Il est prévu d'organiser une foire de rencontres et d'échanges de pratiques à Luxembourg en juin 2012 à laquelle «Eis Schoul» participera également.

Depuis 2011, «Eis Schoul» a multiplié les efforts afin de lier des contacts avec des écoles et des professionnels à l'étranger:

- participation au «4^e Forum des enseignants innovants et de l'innovation pédagogique» qui eut lieu les 20 et 21 mai 2011 à Lyon;

- participation au 50^e congrès international de l'Institut Coopératif de l'École moderne qui eut lieu du 23 au 26 août 2011 à l'Université de Lille 3;

- échanges avec la Grundschule Harmonie, une école qui a été nommée pour le «Deutscher Schulpreis 2009». Des échanges et des visites entre le personnel des deux écoles ont eu lieu;

- visites et échanges avec la direction et des membres du personnel de la «Städtischen Grundschule Unterstadt», Eupen, et Monsieur

¹ Réseau d'échanges pédagogiques - Recueil n°1 - «Différenciation et gestion de cycle»; Groupe de rédaction: Antoinette Belfort, Claude Schmit, Diane Steichen, Honoré Gregorius, Sylvie Elcherth.

Georg Heck, Pädagogischer Inspektor und Berater im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Eupen;

- visites et échanges avec des responsables de la commune de Bütgenbach ainsi que du «Zentrum für Förderpädagogik, Elsenborn, Gemeindegemeinschaft Bütgenbach» près de St Vith;

- collaboration à la préparation et participation au «FORUM Großregion - Kompetenzorientierter Unterricht» co-organisé par l'Institut de Formation continue et qui eut lieu le 3 mai 2012 à Thionville;

- participation à des rencontres des instituteurs Freinet du Département Nord-Ouest de l'Institut coopératif de l'École moderne (ICEM);

- publication d'un article «Eis Schoul: Une école fondamentale de recherche» dans l'édition de mai 2012 du mensuel «Le Nouvel Éducateur», réalisé par l'Institut coopératif de l'École moderne et diffusé à un public professionnel large en France et dans les pays francophones.

En 2012, «Eis Schoul» continue à s'investir dans le développement du réseau d'échanges pédagogiques.

À partir de septembre 2012, il est envisagé d'établir un réseau d'échanges entre cinq écoles européennes dont «Eis Schoul».

«Eis Schoul» est invitée à participer:

- à un Forum international sur la recherche action à Linz organisé par la «Johannes Kepler Universität Linz», en novembre 2012,

- à un colloque international à Epinal, organisé par l'Université de Lorraine. Il portera sur des pratiques de pédagogies alternatives à travers certains pays de l'Europe, voire d'outre-mer, en février 2013.

Depuis l'année scolaire 2010/2011, «Eis Schoul» organise au moins trois conférences annuelles autour de thèmes portant sur les principes du concept pédagogique de l'école. Tous les professionnels des domaines scolaire et socio-éducatif au Luxembourg y étaient invités:

- Unterricht ohne zu unterrichten: Ein radikales Konzept Offenen Unterrichts zur Diskussion (28 septembre 2010; avec Dr Falko Peschel),

- Öffnung des Unterrichts: Prinzipien und Schritte (28 février 2011; avec Prof. Dr Hans Brügelmann),

- L'intégration respectivement l'inclusion signifient-elles la fin de la pédagogie spéciale? (11 mai 2011; avec Christian Wolzfeld),

- Erziehung, Lernen und Demokratie: Kinder können selber lernen! (27 juin 2011; avec Walter Hövel),

- Pour une éducation à la citoyenneté: La participation démocratique des enfants dans la cité, la famille et l'école (26 mars 2012; avec Dr Jean Le Gal).

«Eis Schoul» maintiendra cette démarche au sein du réseau d'échanges pédagogiques. Ainsi, deux conférences restent à organiser pour l'année scolaire en cours en collaboration avec Otto Herz, le co-fondateur de la «Bielefelder Laborschule» et Marie-Anne Rodesch-Hengesch, la présidente de «l'Ombudscomité fir Kanner-rechter».

Depuis l'année 2010/2011, «Eis Schoul» organise également des journées pédagogiques, la première ayant été ouverte au public eut lieu le 11 mai 2011. Elle portait sur le thème de l'inclusion. «Eis Schoul» y avait invité divers partenaires de l'éducation différenciée et de l'enseignement fondamental à Luxembourg pour présenter leurs pratiques.

6) Au vu des nombreuses activités de «Eis Schoul», j'estime que cette école a pleinement rempli sa mission d'innover dans les domaines de l'apprentissage, de l'enseignement, de l'évaluation et de la vie en commun dans le système éducatif luxembourgeois.

L'école fait face aux exigences de notre système scolaire avec tantôt plus et tantôt moins de succès. Il est certain que ces expériences profitent aux autres écoles qui participent au réseau d'échanges. Il est certain aussi que des améliorations sont toujours possibles.

L'un des critères le plus important est la satisfaction des parents qui est très grande comme l'a montré de façon répétée le résultat d'une analyse d'un questionnaire qui leur a été soumis à trois reprises, en 2010, 2011 et 2012, par l'Agence pour le développement de la qualité scolaire dans les écoles.

Les parents soulignent que leurs enfants adorent être en classe, ce qui n'est pas toujours le cas des camarades ou frères et sœurs scolarisés ailleurs. L'analyse qui vient d'être effectuée pour la première fois auprès des élèves confirme que la très grande majorité adorent aller à «Eis Schoul», 69% «aiment beaucoup», 26% «aiment souvent» y aller, alors que ce n'est pas du tout le cas ailleurs.

Il est notoire et la récente publication du rapport international de l'enquête réalisée en 2009-2010 sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC) de l'Organisation mondiale de la Santé le confirme: les élèves de notre pays sont parmi ceux, au niveau européen, qui aiment le moins aller à l'école.

Je reçois régulièrement des courriers de parents avec des appréciations dithyrambiques de «Eis Schoul». Voici l'extrait d'une lettre qui vient de me parvenir:

«S'agissant de l'école «Eis Schoul», les conclusions sont sans appel. De toute évidence, cette école favorise le développement de chaque enfant, pris en tant qu'individu à part entière, afin de promouvoir, entre autres, la créativité, les idées nouvelles, l'humanité, l'acceptation de la différence et l'autonomie. Nous tenons à remercier et encourager le corps enseignant de l'école qui travaille d'arrache-pied afin d'insuffler à chaque enfant l'envie d'apprendre tout au long de sa vie, la créativité, la réflexion, la tolérance face à la différence et le partage, ainsi que l'autonomie.»

Cette satisfaction des élèves de «Eis Schoul» se traduit par l'étonnante demande de parents pour scolariser leurs enfants à «Eis Schoul»:

- pour la rentrée 2012, 130 parents avaient demandé d'y inscrire leur enfant au préscolaire;

- pour la rentrée 2013, 140 parents en ont fait la demande.

La demande des parents - qui, rappelons-le, sont uniquement ceux de la ville de Luxembourg - est donc le décuple de ce qui avait été initialement prévu à «Eis Schoul» avec 12 élèves par année scolaire, un nombre qui entre-temps a été augmenté à 15.

Question 2032 (23.3.2012) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les méga-camions:

La Commission européenne, par le biais du commissaire européen aux Transports, saisira le Conseil «Transports» d'une possible généralisation des méga-camions dans l'Union européenne. Ces camions longs de 25,25 m (au lieu des 18,75 m des gros transporteurs sur route actuels) et de 60 tonnes circulent déjà dans certains pays européens. La demande des transporteurs routiers est de les faire circuler dans toute l'Union européenne.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à cet égard au Conseil «Transports»?

- Plus généralement, on voit circuler dans nos localités des méga-bus de la même longueur que les dits méga-camions. Il semble que ces bus disposent d'une autorisation spéciale de l'État étant donné qu'ils dépassent largement les limites inscrites dans le Code de la Route et qu'une phase-test est en cours depuis quelques années. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les enseignements de cette phase-test? Entend-il un jour généraliser ces mastodontes dans notre pays?

Réponse (3.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement luxembourgeois relative à une possible généralisation des méga-camions au niveau européen, ainsi que sur les enseignements recueillis lors de la phase-test des «méga-bus» et une éventuelle généralisation de ceux-ci au Luxembourg.

La sécurité routière est et restera la priorité du Gouvernement luxembourgeois et une éventuelle généralisation de la mise en circulation de méga-camions pourrait uniquement être envisagée si la sécurité routière est garantie. Par ailleurs, il ne faut pas négliger dans ce contexte l'impact éventuel des méga-camions tant sur l'environnement que sur les infrastructures routières, de même que sur d'autres modes de transports, tels que les chemins de fer.

Il en découle que le Gouvernement ne s'oppose pas d'office à la mise en circulation de méga-camions. Cependant, il convient d'attendre les conclusions des discussions menées au niveau européen et en particulier par nos pays limitrophes et les résultats des études en cours à

l'étranger avant de prendre une quelconque décision à ce sujet.

Concernant la mise en circulation des soi-disant «méga-bus» au Grand-Duché, il faut préciser qu'il s'agit d'autobus à double articulation, d'une longueur de 24,50 m, qui ont fait leur apparition dans les réseaux de transport public de plusieurs villes, il y a quelques années déjà dont Lyon, Hambourg, Aix-la-Chapelle et Zurich.

Ces autobus, au nombre de six actuellement à Luxembourg, sont mis en service sur la ligne déterminée de Eurobus (16), circulant entre Howald, Luxembourg-ville, Kirchberg et l'aéroport. L'itinéraire routier à suivre par ces autobus a évidemment été analysée préalablement quant à sa compatibilité avec les conditions de circulation de tels véhicules.

Le fait de pouvoir transporter un nombre élevé de passagers en une fois, a rendu intéressant le recours à ces autobus sur la ligne prémentionnée.

Même si les résultats de ces tests ont été très satisfaisants jusqu'à présent, l'État luxembourgeois ne porte aucun intérêt à généraliser la circulation des autobus à double articulation sur d'autres itinéraires.

Question 2033 (28.3.2012) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la dette du LCGB auprès de la caisse de décès VITA:

Op enger Pressekonferenz hu Responsabeller vum LCGB zouginn, datt d'Gewerkschaft zënter dem Joer 2000 Geld vun der Stierfkeess VITA iwwerwise krut, dëst an enger Héicht vun iwwer 2,4 Milliounen Euro.

An dësem Kontext géif ech dem Minister dës Froe stellen:

1) Ass dem Conseil supérieur de la mutualité dës Schold vum LCGB vis-à-vis vun der Stierfkeess bekannt? Huet de Conseil supérieur sämtlech Bilane vun der VITA-Stierfkeess?

2) Sinn déi Montanten, déi genannt sinn, korrekt?

3) Huet de Conseil supérieur vun der Mutualité an dësem Fall virun der Pressekonferenz vum LCGB schonns reagiert?

4) Erlaben d'Législatioun respektiv d'Statute vun de betraffenen Organisatiounen esou eng finanziell Transaktioun? Wann neen, wéi eng Sanktioun kënne vis-à-vis vun de Responsabele geholl ginn?

5) Ass bei dëser finanzieller Transaktioun tëschent der Gewerkschaft an der Stierfkeess virgesinn, datt och Zënse mussen bezuelt ginn?

6) Wéi eng Moossname schléit de Conseil supérieur de la mutualité vir, datt dës Situatioun tëschent dem LCGB a VITA an d'Rei gesat gétt?

Réponse (3.5.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Ad: Op enger Pressekonferenz hu Responsabeller vum LCGB zouginn, datt d'Gewerkschaft zënter dem Joer 2000 Geld vun der Stierfkeess VITA iwwerwise krut, dëst an enger Héicht vun iwwer 2,4 Milliounen Euro. An dësem Kontext géif ech dem Minister dës Froe stellen:

Als Aleeung wëll ech ënnersträichen, dass d'Iwwerwaachung vun de Mutualitéitsgesellschaften dem «Conseil supérieur de la mutualité», kuerz CSM genannt, ënnerläit. Den CSM mécht d'finanziell Kontroll fir de Minister vun der Sécurité sociale. Fir déi Kontroll kënnen ze machen, sinn d'Mutualitéitsgesellschaften gehalten, all Joer nom Ofschluss vum Finanzjoer dem CSM de Rapport de gestion ze ënnerbreeden, den d'Einnahmen an d'Ausgabe soll opschlëselen an och doriwwer Opschluss soll ginn, wou d'Gesellschaftsverméige placéiert ass.

Ad 1) Dem CSM sinn an der Vergaangenheet verschidden Ongereimtheeten opgefall. Éischt Froen hunn déi relativ héich Verwaltungskäschten opgeworf.

Den CSM huet vun der Mutuelle VITA all Joer d'Rapports de gestion kritt an dat bis den 31. März 2008, wou de Rapport vum Exercice 2007 eragaangen ass. Duerno si keng Rapporté méi presentéiert ginn.

Duerch e Brëf vum 18. März 2008 huet den CSM d'Mutuelle invitéiert, un enger Réunioun vum 31. März deelzehuelen, fir d'Bicher an d'Comptabilitéit vun de Joren 2005 bis 2008 ze kontrolléieren a fir ze kucken, wou d'Gesellschaftsverméige placéiert ass a wéi et ëm d'Verwaltungskäschte steet.

No enger ganzer Rei Rappelen a Convocatiounen, déi un de Caissier vun der VITA gaange sinn, huet den CSM schlussendlech während enger Réunioun vum 13. Mee 2009 de Bilan an d'Resultater vum Exercice 2008 kritt. De Bilan

an d'Konten hunn och Angaben iwwert den Exercice 2007 enthalen. Während der Réunioun huet den CSM zousätzlech Dokumenter an Informatiounen gefrot. Bis uganks 2010 huet den CSM sech net ginn, an deem Sënn beim Caissier vun der Mutuelle ze intervenéieren. Ouni Resultat.

Trotz Rappeler gouf weder de Bilan vum Exercice 2009 nach dee vum Exercice 2010 presentéiert.

Wéi déi néi Féierung vun der VITA dunn ugetrueden ass, huet d'Situatioun sech wesentlech verbessert. De Rapport vun 2010 ass presentéiert ginn an et gouf versprach, dee vum Exercice 2009 esou séier wéi méiglech opzestellen.

Ad 2) Wat d'Montanten ugeet, muss een ënnerscheeden tëschent Placement vum Gesellschaftsverméigen, Immobilien a Verwaltungskäschten.

a) Gesellschaftsverméigen

Fir d'Éischt sief emol ernimmt, dass déi während der viremmter Réunioun vum 13. Mee 2009 hannerluecht Bilanen a Konte vun de Joren 2007 an 2008 net an der virgeschriwwener Form opgestallt goufen. Als Schëldner dauchen «sociétés apparentées» op mat Montantë vun 2.246.167,45 € an 2.371.032,97 € fir d'Exercicen 2007 an 2008.

De Rapport vun 2010, deen an der virgeschriwwener Form um Formulaire vum CSM opgestallt gouf an deen den 18. Abrëll vun néie President vum LCGB agereecht ginn ass, weist als Schëldner beim Posten «sociétés apparentées» e Betrag vun 2.675.977,39 € aus.

Allerdéngs läit weder eng Autorisatioun vum Minister fir esou Transferte vir (méi Präzisiounen ënner dem Punkt 4), nach ass en Dokument iwwert d'Detailer bekannt.

b) Immobilië vun der Mutuelle VITA

All Immobilienukeef vun der Mutuelle si vum Minister vun der Sécurité sociale autoriséiert ginn.

c) Verwaltungskäschten

Op Basis vun deenen Donnéeën, déi geliwwert goufen, kann een nëmme feststellen, dass d'Verwaltungskäschten, déi vun der Mutuelle iwwerholl gi sinn, aussergewéinlech héich sinn.

Wann am Joer 1998 eleng d'Personalkäschten 64.746,89 € ausgemaach hunn, si se am Joer 2008 op 141.349,052 € eropgaangen an am Joer 2010 souguer op 161.006,88 €. An där selwechter Zäit hunn d'Prestatiounen (Stierfgeder) un d'Membere sech folgendermoossen entwéckelt:

1998: 137.865,69 €

2008: 175.652,61 €

2010: 158.865,36 €

Prozentual gesi stinn d'Personalkäschten also a kengem Verhältnis zu de Leeschtungen.

D'Verwaltungskäschte gi vum LCGB verrechent, well der Gewerkschaft hiert Personal déi administrativ Aufgabe vun der Mutuelle iwwerhëlt.

Ad 3) Opgrond vun de Präzisiounen, déi elo hei schonn ervirbruecht goufen, geet eraus, dass den CSM intervenéiert ass, ouni awer déi néideg Informatiounen ze kréien, fir fir Opklärung ze suergen.

Ad 4) Den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 7. Juli 1961 iwwert déi unerkannte Mutualitéitsgesellschaften seet «pourront, sans autorisation et sans limitation, placer leur patrimoine, soit à la Caisse d'Épargne, soit en titres de la dette publique, soit en obligations du Crédit Foncier grand-ducal, soit en obligations communales et industrielles indigènes. Elles pourront, avec l'autorisation du Ministre de la Sécurité sociale, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié de leur patrimoine, faire d'autres placements, comme p. ex. en prêts hypothécaires, en acquisitions immobilières, etc.» An dësem Fall, wat déi viséiert Transferte vun der VITA un den LCGB ugeet, ass ni eng Autorisatioun beim Minister vun der Sécurité sociale ugefrot ginn, an dofir kann och keng virleien.

Sanktiounen wäer méiglech gewiescht a sinn och nach ëmmer méiglech, mä et muss ee wëssen, dass d'«Marge de manœuvre» dach awer séier limitéiert ass. Déi eenzeg Sanktioun besteet doranner, der Mutuelle den Agrément ewechzehuelen. Wann een dat mécht, dann huet dat virun allem emol eng negativ Konsequenz fir d'Membere vun der VITA, déi iwwer hir Mutuelle an der Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM) affiliéiert sinn. D'Statute vun der Caisse chirurgicale gesinn nämlech vir, dass een nëmme ka Member an der CMCM sinn, wann ee scho virduen an enger agréierter Mutuelle Member ass.

Ad 5) Fir nach eng Kéier op d'Transaktiounen zréckzekommen, wëll ech kloer ënnersträichen,

dass et am Intéret vun alle Membere vun der VITA ass, fir Transparenz a Kloerheet ze schafen. Wa Placemeng vum der VITA beim LCGB stattfonnt hunn, da misste jo och déi néideg Accorden tëschent de Parteie virleien, aus deenen d'Modalitéiten an d'Konditiounen vum Zréckbezuelen an den Zënssaz ervirginn. Den CSM huet awer keng Kenntnis vun esou enge Paabeieren, jiddfalls si se him bis dato net ausgehändegt ginn.

Ad 6) Ech hat dem CSM den Optrag ginn, fir sech mat den néie Responsable vum LCGB zesummenzesetzen, fir dass alles am Intéret vun de Membere vun der VITA ennerholl gëtt, déi jeeeweils gläichzäitig beim LCGB a bei der VITA affiliéiert goufen. Bei enger Réunioun CSM/LCGB huet d'Direktioun vum LCGB d'Proposition ugeholl, d'Schold un d'Mutuelle VITA zréckbezuelen. Och ass si gewëllt, d'Verwaltungskäschten, déi den LCGB verrechent, op e strikte Minimum ze reduzéieren. Fir eng total Transparenz hierzestellen, hunn ech wëlls, op en Audit zréckzegräifen, fir de Werdegang vun deenen Décisionen kënnen nozevollzéien an déi néideg Kloerheet ze schafen.

Question 2035 (28.3.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la future Agence nationale de stockage et réserve nationale en produits pétroliers:

À plusieurs reprises, le Luxembourg a déjà failli se retrouver dans une situation de manque d'approvisionnement en produits pétroliers, notamment en raison de facteurs météorologiques (chutes abondantes de neige, difficultés dans la navigation fluviale).

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelles sont exactement les obligations internationales du Luxembourg en matière de réserves pétrolières, notamment à l'égard de l'Union européenne et de l'OTAN? À quelle date exacte, ces obligations avaient-elles été prises?

2. Quel sera le volume et la nature des produits pétroliers qui devront constituer la réserve nationale du Luxembourg?

3. Dans quel délai le Gouvernement entend-il respecter ses obligations? Où en sont actuellement les planifications et procédures pour la construction de dépôts sur les sites choisis par le Gouvernement?

4. Est-ce que les expériences des derniers mois ne devraient pas plaider pour le stockage intégral des réserves nationales sur le territoire luxembourgeois? Est-ce que les informations selon lesquelles une partie de ces réserves seraient stockées à l'étranger sont exactes?

5. Est-ce qu'il serait opportun de prévoir des réserves également pour d'autres produits de grande importance?

6. Quelle sera la forme juridique et la mission exacte de la future Agence nationale de stockage? La Chambre des Députés sera-t-elle saisie d'un projet de loi et dans quel délai?

7. Est-ce que les stocks appartenant aux réserves nationales seront immédiatement disponibles sur décision du Gouvernement? Est-ce que les dépôts seront gérés par l'État ou par des entreprises privées?

Réponse (7.5.2012) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant la future Agence nationale de stockage et la réserve nationale en produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Les obligations internationales du Luxembourg relatives aux stocks de produits pétroliers trouvent leur origine d'une part dans les directives européennes 68/414/CEE, 2006/67/CE et 2009/119/CE faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut ou de produits pétroliers et d'autre part dans l'accord relatif à un programme international de l'énergie de 1974. Aussi bien les directives que l'accord prémentionnés prévoient la détention d'un minimum de stocks de produits pétroliers qui correspond à 90 jours des importations nettes. Aucune obligation en matière de stocks pétroliers n'existe pour le Luxembourg au niveau de l'OTAN.

Du point de vue national, la base légale respectivement réglementaire pour ce qui est du stockage des produits pétroliers est constituée par la loi du 22 septembre 1982 relative à l'approvisionnement du pays en produits pétroliers en cas de nécessité et le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obliga-

tions de stockage de produits pétroliers, textes qui reprennent les obligations découlant des engagements internationaux et européens en la matière.

Sur base des volumes de produits pétroliers mis à la consommation en 2011, le volume de produits pétroliers nécessaire pour couvrir l'obligation de stockage prévue au règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obligations de stockage de produits pétroliers se chiffre à environ 859.000 m³. Cependant, la capacité de stockage sur territoire national se chiffre à quelque 200.000 m³ ce qui correspond à l'équivalent de quelque 20 jours de stockage, stockage qui est aussi bien utilisé pour le stockage opérationnel que pour le stockage stratégique.

Le Luxembourg satisfait actuellement à ses obligations internationales relatives au stockage de produits pétroliers. Cependant, au niveau national, la capacité de stockage est telle qu'elle ne permet pas de garantir une sécurisation de l'approvisionnement national à moyen et long terme. La fermeture nécessaire de certains sites de stockage à moyen terme aura des conséquences sérieuses sur la sécurité de l'approvisionnement national et rend nécessaire la création de nouvelles capacités de stockage sur territoire national.

Le stockage de l'intégralité des stocks de sécurité sur territoire national serait certes un atout majeur pour la sécurité de l'approvisionnement national. Cependant, et considérant les politiques des autres pays européens en la matière, l'approche préconisée par la plupart des États membres est de stocker sur territoire national une part significative de produits pétroliers qui pourront être mobilisés physiquement en cas de crise régionale ou internationale. Le Gouvernement vise dans le futur une bonne balance entre le stockage sur territoire national, sur territoire régional et au niveau européen pour respecter ses obligations en matière de stockage, balance qui se trouve actuellement en déséquilibre en défaveur des stockages sur territoire national.

En ce qui concerne les procédures pour la construction des dépôts pétroliers sur les sites de Bascharage et de Luxembourg-ouest, il y a lieu de préciser qu'à ce stade-ci il ne s'agit encore que de projets de dépôts, prévus dans l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques». Les procédures pour la construction desdits dépôts pétroliers ne peuvent être lancées qu'après l'achèvement des procédures pour le classement desdites zones d'activités. Pour ce qui est de la question si les futurs dépôts seraient gérés par l'État ou par des entreprises privées, il y a lieu de souligner qu'aucune décision définitive quant à l'exploitation des dépôts de Bascharage et de Luxembourg-ouest n'a été prise.

En ce qui concerne la création d'une agence de stockage sur territoire national, la directive européenne 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers prévoit la possibilité de la création d'une entité centrale de stockage (ECS) pour chaque État membre de l'Union européenne. La directive précise que cette entité centrale de stockage «...a la forme d'un organisme ou d'un service sans but lucratif agissant dans l'intérêt général et n'est pas considéré comme un opérateur économique au sens de la présente directive.» et que «...L'ECS a pour principal objet l'acquisition, le maintien et la vente de stocks pétroliers aux fins de la présente directive ou en vue de se conformer aux accords internationaux concernant le maintien de stocks pétroliers. ...». Dans ce contexte, un avant-projet de loi instituant une agence nationale de stockage sous forme d'établissement public, qui remplira les missions prévues par la directive, est en cours d'élaboration.

Pour ce qui est de la mise en circulation des stocks de sécurité, la directive européenne 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers prévoit que les autorités compétentes de chaque État membre pourront mettre en circulation tout ou une partie de leurs stocks de sécurité:

- en cas de «...décision internationale effective de mise en circulation des stocks concernant un ou plusieurs États membres...»;

- en l'absence «...d'une décision internationale effective de mise en circulation, mais lorsque des difficultés surviennent dans l'approvisionnement en pétrole brut ou en produits pétroliers de la Communauté ou d'un État membre...»;

- «...pour apporter une première réponse en cas d'urgence particulière ou pour faire face à des crises locales...».

Finalement, en ce qui concerne la question de

prévoir des réserves pour d'autres produits de grande importance, il n'y a actuellement pas de projets concrets dans ce sens. Pour ce qui est notamment des secteurs de l'électricité et de gaz naturel, il faut savoir que ceux-ci sont couverts par des directives respectivement règlements européens visant une amélioration de la sécurité de l'approvisionnement par une panoplie de mesures concrètes. Ces mesures, comme d'ailleurs les secteurs, se distinguent de façon considérable du secteur pétrolier et c'est ainsi que d'autres instruments que la tenue de stocks stratégiques sont généralement plus adaptés pour sécuriser l'approvisionnement à moyen et long terme dans ces secteurs.

Question 2036 (29.3.2012) de MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP) concernant l'organisation au sein du Centre d'intervention national (RIFO):

Il nous a été rapporté que, suite à la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de travail, les agents de police affectés au Centre d'intervention national (RIFO) se devraient de prester un nombre croissant d'heures supplémentaires tout en étant soumis à un stress considérable.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre d'agents policiers qui travaillent dans le service en question et sur l'organisation journalière de ce dernier? Quelles sont les responsabilités précises des agents concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les appels entrants sont traités avec la rapidité nécessaire?

- Est-il vrai que les membres de ce service souffrent d'une surcharge grandissante, voire de troubles de santé tel le phénomène du burn-out? Si tel était le cas, Monsieur le Ministre serait-il disposé à remédier à cette situation afin de doter le centre d'intervention des ressources humaines indispensables à un fonctionnement efficace?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des interventions policières efficaces doivent être coordonnées par un centre d'intervention national efficace?

Réponse (7.5.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le Centre d'intervention national (CIN) fonctionne depuis novembre 2009 suivant un concept d'organisation et de fonctionnement fixant les méthodes de travail de l'unité.

Le fonctionnement du Centre d'intervention national est assuré 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 par un effectif total de 27 fonctionnaires. Les horaires de travail sont fixés de 06.00 heures à 13.00 heures le matin, de 13.00 heures à 21.00 heures l'après-midi et de 21.00 à 06.00 la nuit.

De la sorte, un minimum de quatre fonctionnaires est disponible 24 heures sur 24.

Les attributions du personnel du CIN sont définies comme suit:

- pour le chef de salle: assurer la gestion du workflow des incidents (suivi et statut) et leur documentation sous forme de main courante, prendre en charge la direction des incidents d'envergure nationale ou transfrontalière et en informer en temps réel les autorités judiciaires et les supérieurs hiérarchiques;

- pour le calltaker: réceptionner et traiter les appels d'urgence 113 avant de transmettre le fait brut aux destinataires compétents;

- pour les opérateurs: prendre les premières mesures en cas d'urgence, suivre l'intervention policière effectuée par les unités compétentes et veiller en cas de besoin à l'appui et l'information des patrouilles sur le terrain en complément de l'unité compétente.

Le Centre d'intervention national traite journalièrement entre 500 et 1.000 appels. Trois quart des appels entrants sont traités sans attente, environ 2% étant réceptionnés après une attente dépassant la minute.

Depuis son installation à la Cité policière Kalchesbréck en avril 2011, le Centre d'intervention national a enregistré 192.559 appels entrants, avec une moyenne de 632 appels par jour.

Depuis 2008, la direction générale de la police analyse annuellement les absences pour raison de santé. Vu toutefois que les taux d'absence varient considérablement, et vu les dispositions du statut du fonctionnaire et le secret médical, la police ne dispose pas d'informations quant aux raisons d'absence pour maladie.

Il importe de souligner que depuis le déménagement du Centre d'intervention national à la Cité policière de Kalchesbréck, les conditions de travail des opérateurs se sont largement améliorées.

Dans ses priorités de renforcement des services de police, le directeur général de la Police grand-ducale envisage de renforcer le Centre d'intervention national à partir d'octobre 2012 par deux fonctionnaires.

Par ailleurs, une analyse régulière des appels avec fixation des plages horaires sensibles ainsi que l'instauration d'un service de permanence destiné à faire face à des situations exceptionnelles permettent de répondre efficacement et d'adapter les moyens disponibles.

Question 2039 (29.3.2012) de M. André Bauler (DP) concernant les experts externes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Depuis des années le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle fait régulièrement appel à des experts externes afin de fournir des conseils et propositions dans les domaines les plus divers touchant l'enseignement fondamental et postprimaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle indiquer les projets dans lesquels le Ministère s'est fait conseiller par des experts ou institutions externes depuis 2005?

- Quels sont les établissements dans lesquels les experts concernés travaillent généralement et quelle y est leur fonction?

- Est-il possible de donner des précisions quant aux crédits destinés à la rémunération des experts externes en différenciant selon la nature des contrats, les projets et le volume des travaux à prester (période 2005-2011)?

Réponse (18.5.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Avant le démarrage d'un projet pédagogique, les responsables de mon département procèdent à une analyse des tenants et aboutissements en spécifiant les axes de développement, les étapes de déroulement ainsi que les domaines touchés. La majorité des projets pédagogiques traitent de l'innovation méthodologique et didactique en classe.

Au cas où la nature des travaux à prester nécessite l'accompagnement par un expert ou une institution externe (manque de ressources humaines et exigences de qualifications spécifiques), les responsables contactent un ou des partenaires dont les compétences correspondent au profil requis pour la réalisation du projet. Une fois leur mission définie, ces experts interviennent dans le cadre du projet sous la responsabilité de coordinateurs affectés au SCRIPT ou au département de l'ES/EST.

Les missions des intervenants sont clairement définies dans le contrat de collaboration signé avec chaque expert.

Ci-après quelques exemples d'interventions d'experts externes:

1) Dans le cadre de l'élaboration de socles de compétences, l'expert peut fournir son savoir et ses compétences en participant à la rédaction de socles de compétences. Il propose un cadre conceptuel et une méthodologie de rédaction et apporte, en tenant compte des spécificités du Luxembourg, son expertise didactique.

2) Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de réussite scolaire, un expert peut proposer aux membres de l'équipe pédagogique de l'école une démarche en matière d'élaboration; il veille à ce que les travaux évoluent en fonction de l'agenda fixé et il peut apporter son aide dans le cadre de la rédaction du plan d'action sans pour autant intervenir au niveau des contenus.

3) Dans le cadre de la formation continue, l'expert conçoit, sur demande de l'Institut de formation continue, une formation spécifique pour la thématique demandée et la réalise avec les participants inscrits.

En principe, l'indemnisation est négociée avec les experts avec l'objectif de minimiser les dépenses. Les tarifs appliqués dans la majeure partie des contrats et conventions sont donc



donnés à titre d'exemples: Tarifs horaires usuels (en €)

Animation d'une formation de type supérieur ou encadrement d'un groupe de travail		Animation de séminaires techniques		Travaux d'élaboration dans le cadre de projets	
Professeur d'université	134,60			Professeur d'université	Tarif à négocier
E7-E8 ou assimilé	110,83	E7-E8 ou assimilé	61,18	E7-E8 ou assimilé	46,13
E5-E6 ou assimilé	90,20	E5-E6 ou assimilé	54,68	E5-E6 ou assimilé	35,48
Ass. de prof. d'univ.	76,00	Ass. de prof. d'univ.	50,28	Ass. de prof. d'univ.	35,48

Exemples de contrats et conventions

Période	Nature du contrat	Projet Investissement au niveau école	Travaux prestés	Rémunération
2009 2010	Convention avec université	Socle de compétences en allemand	méthodologie de rédaction, analyse de documents, assistance à la rédaction, élaboration de documents-type	10.350 €
2005 2006 2007 2008	Convention avec université	Socle de compétences en mathématiques	méthodologie de rédaction, analyse de documents, assistance à la rédaction, élaboration de documents-type, animation de formations continues, participation à l'élaboration d'épreuves standardisées	59.740 €
2011 2012	Convention avec université	Deutsch als Zweitsprache	Erstellen, Durchführen und Bewerten eines Konzeptes für Deutsch als Zweitsprache als Zusatzqualifikation für Lehrbeauftragte, Konkrete Realisation einer ersten Weiterbildung mit freiwilligen Lehrern	55.000 €
2009 2010 2011	Contrat avec expert externe	Encadrement du réseau des lycées pionniers	préparation, animation et analyse de journées pédagogiques (dix journées), élaboration de documents de synthèse	8.000 €
2010 2011	Convention avec fondation culturelle	Éducation à la culture musicale	élaboration d'un cadre didactique pour concerts éducatifs, formation continue préalable des enseignants, réalisation des 38 concerts avec 10960 places	62.500 €
2010 2011 2012	Convention Hochschule	Zusatzausbildung Förderpädagogik	Weiterbildung von Lehrpersonal und sozialpädagogischem Personal im Bereich „Förderpädagogik“	92.000 CHF
2012 2013 2014	Contrat avec expert externe	Élaboration d'un concept pédagogique pour un nouvel établissement scolaire	élaboration d'un modèle de fonctionnement du lycée apport de l'expérience spécifique au niveau de l'encadrement et de formation de l'équipe enseignante initiale	30.461 €
2012	Contrat avec expert externe	Intervention an Schulen im Bereich «Sozialkompetenzen»	Vorbereitung der Lehrer und Eltern Ausführen des Projektes Nachbereitung des Treffens in der Klasse Nachbesprechungen zum Transfert in den Alltag Evaluation des Projektes per Fragebogen	5.442,95 € (classe de 20 élèves)

Question 2041 (29.3.2012) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les obligations du Code de la Route pour les cyclistes:

Dans le cadre de la promotion de la mobilité dite douce, les communes se sont mises à promouvoir l'usage du vélo dans les agglomérations par l'installation de pistes cyclables et de dispositions spécifiques concernant la circulation des cyclistes.

Il est évident que la pratique du vélo dans une localité exige le respect mutuel des usagers de l'espace public, en particulier une conduite responsable de la part des automobilistes à l'égard des cyclistes.

De même, les cyclistes sont appelés à la même attitude responsable vis-à-vis du maillon le plus faible de tous les usagers, c'est-à-dire les piétons. Voilà pourquoi le Code de la Route prévoit très justement dans son article 103 que les trottoirs sont interdits aux cyclistes, ce qui signifie qu'un cycliste doit descendre de son vélo et redevenir piéton sur cette partie de la voie publique. L'article 162quater interdit de façon générale la circulation des cycles dans les zones piétonnes, sauf signalisation contraire.

Or, en réalité, l'article 103 n'est absolument pas observé par la plupart des cyclistes qui pensent que le trottoir est un prolongement de la piste cyclable. Il n'est pas rare de voir des cyclistes s'engager sur des trottoirs à grande allure, ce qui est tout simplement dangereux et irresponsable à l'égard des piétons pour lesquels le trottoir est le seul espace sécurisé dont ils disposent encore dans l'espace public.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre si le Gouvernement compte rappeler aux communes qui promeuvent l'usage des cycles sur leur territoire les obligations du Code de la Route auxquelles sont soumis les cyclistes comme tous les autres usagers de la voie publique.

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une campagne préventive à l'adresse des cyclistes de plus en plus nombreux s'impose?

Réponse (16.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert si le Gouvernement compte rappeler aux communes, qui promeuvent la mobilité douce, que les cyclistes doivent respecter les règles du Code de la Route et si le Gouvernement prévoit une campagne préventive à ce sujet s'adressant aux cyclistes.

Tout en encourageant les autorités communales à promouvoir davantage la mobilité douce, il convient de souligner que les dispositions de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, appelé communément Code de la Route, sont à respecter par tous les usagers de la route, et par conséquent également par les cyclistes.

En effet, l'article 103 du Code de la Route dispose que les trottoirs sont réservés aux piétons et le paragraphe 2. de l'article 104 prévoit que «l'accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, est interdit aux autres catégories d'usagers». Les infractions à l'article 104 sont sanctionnées d'un avertissement taxé de 74 euros conformément au règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi

qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points.

Afin d'assurer l'efficacité de campagnes de sensibilisation, qui en général sont assez coûteuses, il est préférable que celles-ci se fassent à l'échelle nationale plutôt qu'à l'échelle communale.

Dans ce contexte, la campagne de sensibilisation de printemps 2011 «Du bass net eleng op der Strooss, denk drun. Denk mat!» avait notamment comme objectifs d'inciter au respect mutuel et à la prévoyance sur la route, d'encourager les cyclistes à se rendre visibles et d'encourager tous les usagers de la route à anticiper les comportements des autres usagers.

Soulignons également dans ce contexte que la Sécurité routière et le département des Transports ont publié il y a quelque temps une brochure qualifiée de «Code de la rue» qui souligne la nécessité d'une «cohabitation pacifique de tous les usagers de la route» et qu'une cohabitation pacifique n'est possible que «si chaque usager fait preuve de modération et de respect, s'il adopte un style de conduite respectueux et respectable».

Question 2042 (30.3.2012) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les effectifs de la Police grand-ducale:

En réponse à une question parlementaire n°1909 de l'honorable Député Camille Gira (cf. compte rendu n°7/2011-2012), Monsieur le Ministre a récemment fourni des informations détaillées sur les effectifs de la Police grand-ducale. Ainsi, la Police grand-ducale présenterait un effectif total de 1.918 personnes, dont notamment 216 personnels civils. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre tient à rectifier que le nombre de personnels employés auprès de la direction de la Police grand-ducale n'a pas augmenté de 154 personnes, comme l'honorable Député l'avait fait entendre, mais seulement de 30 «fonctionnaires». Dans le tableau des effectifs par service et région, fourni en annexe de la réponse à la question parlementaire n°1909, le total des effectifs ne serait que de 1.702 per-

sonnes, laissant apparaître une différence de 216 personnes par rapport au chiffre fourni dans la réponse du Ministre.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les différences entre les chiffres figurant dans sa réponse et ceux repris dans le tableau annexé?

- La différence entre les chiffres correspondant exactement au nombre du personnel civil, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ceux-ci n'ont pas été repris dans les statistiques par service et région de la Police grand-ducale?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution réelle des effectifs par services et régions, en tenant compte du personnel civil?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution des effectifs de la direction de la police?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la volonté du Parlement, qui s'était clairement exprimé dans le cadre de la loi n°5873 sur le renforcement des effectifs de la police, pour un renforcement des CI et CP ainsi que des services judiciaires, a été respectée?

Réponse (20.4.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le 15 février 2012, l'effectif du cadre policier de la Police grand-ducale a été de 1.702 personnels. L'effectif du cadre civil a été de 216 personnels. L'effectif global, toutes carrières confondues, a dès lors été de 1.918 personnels. Une ventilation des affectations des personnels civils est jointe.

Les priorités d'affectation sont fixées annuellement en fonction de l'évolution de la situation. La volonté de renforcement retenue en 2008 a été largement respectée, néanmoins il est de souligner qu'un renforcement des unités territoriales entraîne nécessairement une adaptation des structures de direction.

Pour le détail des affectations de l'ensemble du personnel policier, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°1909 du 6 février 2012 du député Camille Gira.

Évolution des effectifs du cadre civil du 2007-2011 ¹⁾							
Service/Région	2007	2008	2009	2010	2011	Renforts	15.02.2012 ²⁾
Direction Générale	107	111	116	111	111	4	116
École de Police	5	5	5	5	6	1	7
Service de Police Judiciaire	35	38	39	41	41	6	42
Unité Centrale de Police de la Route	0	0	1	1	1	1	1
Unité de Garde et de Réserve Mobile	2	3	4	4	1	-1	1
Unité Spéciale de la Police	1	1	1	1	1	0	1
Circonscription régionale de Capellen	0	1	1	2	3	3	3
Circonscription régionale de Diekirch	8	10	9	9	9	1	9
Circonscription régionale de Grevenmacher	2	3	3	3	3	1	3
Circonscription régionale de Luxembourg	11	13	13	14	18	7	18
Circonscription régionale de Mersch	1	1	1	1	1	0	1
Circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette	6	9	7	7	8	2	8
Inspection Générale de la Police	2	3	4	4	5	3	5
Détachements par ordre du Gouvernement	1	1	1	1	1	0	1
Grand Total	181	199	205	204	209	28³⁾	216

¹⁾ Chiffres au 1^{er} octobre de chaque année.

²⁾ Depuis le 1^{er} octobre 2011 plusieurs engagements de remplacement pour des postes vacants ont eu lieu.

³⁾ Des 28 salariés engagés en renfort depuis 1^{er} octobre 2007, 23 ont le statut de travailleur handicapé. L'effectif total du personnel civil au 1^{er} octobre 2011 contient 48 employés et ouvriers au statut de travailleur handicapé et engagés par l'Administration Gouvernementale.

Question 2043 (30.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **groupe d'experts chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses**:

Monsieur le Ministre des Cultes vient de présenter à la Commission des Institutions le «groupe d'experts» chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- 1) Sur quels critères les membres de cette commission ont-ils été choisis?
- 2) Pour quelle raison aucun Luxembourgeois ou résidant au Luxembourg n'est-il membre de cette commission?
- 3) Quelle est la formulation exacte du mandat donné au groupe d'experts?
- 4) Est-ce que les experts sont également familiarisés avec le système italien du «otto per mille»?
- 5) Sur quelle base ces experts seront-ils rémunérés?
- 6) Quelle est le budget total alloué à cette mission d'expertise?
- 7) Dans quel délai le groupe d'experts doit-il rendre ses conclusions?

Réponse (15.5.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

Ad 1) Le mandat confié aux experts ainsi que leur choix avait été discuté par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dont les procès verbaux figurent en annexe à la présente réponse.

Ad 2) Les experts ont été choisis en fonction de leurs compétences, expériences, publications et recherches dans les spécialités du droit des religions, des relations entre État et communautés religieuses et communautés philosophiques non confessionnelles. Les experts choisis sont en effet les suivants:

Monsieur le Professeur Francis Messner, Directeur PRISME, Politique, Religion, Institutions et Sociétés mutations européennes, MISHA, Directeur de recherche CNRS, Strasbourg, France. Monsieur Messner est grand spécialiste du droit comparé européen des religions et a travaillé à d'itératives reprises pour le Conseil de l'Europe. Il a notamment préparé le rapport «Brasseur» sur le rôle du dialogue religieux dans le dialogue interculturel.

Monsieur Jean-François Husson, économiste, ancien conseiller des Finances, président du Centre de recherche en action publique, intégration et gouvernance (CRAIG), Jambes, Belgique. Monsieur Husson est spécialiste du financement des communautés religieuses et philosophiques, a publié un certain nombre d'ouvrages en la matière et a participé au premier rapport belge de 2006 sur le financement des cultes.

Madame Catherine Saegesser, collaboratrice scientifique au centre interdisciplinaire d'étude de religions et de la laïcité à l'Université libre de Bruxelles, Belgique. Elle a publié un certain nombre d'ouvrages et a collaboré au deuxième rapport belge de 2010 sur la réforme des relations entre l'État et les cultes ainsi que les communautés philosophiques non confessionnelles.

Monsieur Eric Ghysseleinckx, conseiller chef du service des cultes et de la laïcité au ministère de la Justice fédéral belge, qui assurera la supervision du secrétariat conjointement avec Monsieur Jean Zahlen, premier conseiller de Gouvernement au Ministère d'État à Luxembourg. Monsieur Ghysseleinckx a notamment encadré la confection des deux rapports belges précités.

Ad 3) Toutes les parties prenantes du sujet au Grand-Duché de Luxembourg seront auditionnées par les experts. Il s'agira entre autres des partis politiques, des communautés religieuses conventionnées et en cours de négociation d'un conventionnement, des associations laïques ou laïcistes notamment celles signataires de la pétition dont Liberté de conscience et AHA. Les auditions, qui sont programmées sur une durée approximative de cinq jours, seront même ouvertes aux intéressés qui ne se sentiront pas couverts par l'une des organisations précitées. L'objectif du rapport est tel que des spécialistes luxembourgeois sont très rares en la matière. D'autre part, le Gouvernement, confirmé en ce choix par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, a préféré une vue externe experte, et en connaissance de cause par les discussions avec les parties intéressées au Luxembourg, à une table

ronde de ces parties prenantes qui aurait risqué d'aboutir à des querelles internes infructueuses qui n'auraient pas fait avancer les discussions. Un regard expert externe semble plus productif.

Ad 4) Les experts connaissent tous les systèmes de financement des cultes, en passant, entre autres, par l'«otto per mille» italien, le système espagnol très comparable, le système allemand de la Kirchensteuer, voire les financements que l'État laïc français fait parvenir aux communautés religieuses du chef de l'entretien des bâtiments voire le cas échéant parfois en finançant les rémunérations des ministres des cultes.

Ad 5) Les experts seront rémunérés sur la base d'un budget existant au Ministère d'État et en fonction de la durée des différentes réunions.

Ad 6) Il est très difficile de chiffrer le budget total qui devrait toutefois tourner autour des 15.000 euros.

Ad 7) Le Gouvernement a demandé aux experts de lui présenter, ainsi qu'à la commission compétente de la Chambre des Députés, un premier rapport au moins oral avant les vacances d'été, et de finaliser le rapport pour septembre 2012, de manière à pouvoir en tirer les conclusions législatives voire constitutionnelles éventuelles avant la fin de l'année 2012.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2044 (30.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **renforcement des fonds de secours**:

Selon les dépêches de presse, ce vendredi à Copenhague les ministres des pays de la zone euro ont donné leur accord pour renforcer les fonds de secours financier à une hauteur totale de 800 milliards d'euros.

Suite à cet accord, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

- 1) Quel est l'effort supplémentaire à porter par le Luxembourg, tant au niveau de versements directs que de garanties à fournir?
- 2) Le Gouvernement va-t-il soumettre cet accord à la Chambre, et si oui dans quelle forme et dans quel délai?
- 3) Quels sont, après ces accords, les engagements globaux du Luxembourg aux fonds de secours financier (FESF et MES) et prêts bilatéraux accordés dans le cadre de la crise de la dette publique respectivement de l'euro?
- 4) Les nouvelles mesures décidées sont-elles neutres vis-à-vis des «critères de Maastricht»?

Réponse commune (18.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Lors de sa réunion du 30 mars 2012 à Copenhague, l'Eurogroupe a pris une décision concernant le renforcement du dispositif préventif de gestion de la crise de la dette souveraine («firewalls»).

L'Eurogroupe a décidé d'accélérer le versement du capital libéré (80 milliards d'euros au total) du Mécanisme européen de stabilité (MES). Le délai pour le versement des cinq tranches de capital libéré a été raccourci de cinq ans à deux ans et demi. La première tranche sera payée en juillet 2012 et la cinquième tranche au premier semestre 2014. À noter que la dotation du MES d'un capital libéré de 70 milliards d'euros implique une capacité de prêt de l'ordre de 500 milliards d'euros.

La Facilité européenne de stabilité financière (FESF) est actuellement dotée d'une capacité de prêt de 440 milliards d'euros dont 240 milliards d'euros ont déjà été déboursés ou engagés dans le cadre des programmes d'assistance financière à l'Irlande, au Portugal et à la Grèce. L'Eurogroupe a décidé qu'en cas de besoin, les 200 milliards d'euros restants de capacité de prêt de la FESF pourront être mobilisés entre la mi-2012 et la mi-2013 pour s'assurer qu'à aucun moment, la capacité de prêt conjointe du MES et de la FESF ne descende en dessous de 500 milliards d'euros.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'affecte pas l'enveloppe globale des engagements financiers du Luxembourg à l'égard du MES et de la FESF. La contribution du Luxembourg au capital du MES se chiffre à 200,32 millions d'euros dont 80,128 millions d'euros sont à libérer en 2012. Par ailleurs, le montant de la garantie que le Luxembourg a accordé à la FESF reste fixé à deux milliards d'euros.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'implique pas d'engagements financiers nouveaux de la part des États membres partici-

pants. La procédure de ratification du Traité MES est actuellement en cours tandis que la participation luxembourgeoise au FESF est régie par la loi du 22 septembre 2011 modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'a pas d'incidence sur le niveau du déficit ou de la dette publique selon les règles et concepts du SEC95 («critères de Maastricht») des États membres participants.

Question 2045 (2.4.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **consentement éclairé**:

Concernant le «consentement éclairé», notion qui est intégrée dans maints textes législatifs, il résulte que la théorie est différente de ce qui se passe sur le terrain. En effet, les patients ne sont pas du tout informés sur les effets secondaires des médicaments et ce n'est qu'après survenue de symptômes étranges et après lecture de la notice que certains problèmes peuvent être résolus. Encore faut-il avoir le réflexe de lire la notice ou de rechercher, mais dans la majorité des cas ces symptômes sont réprimés par d'autres médicaments prescrits en cette intention. Se pose donc la question de l'information et de la protection du patient.

- 1) Comment le Ministre envisage-t-il la pratique du consentement éclairé?
- 2) Quelles mesures veut-il engager pour ancrer ce consentement éclairé dans les mentalités des professionnels?

3) De quels moyens doit se doter le patient pour bénéficier d'un consentement éclairé et avoir ainsi les meilleures chances de se protéger?

Réponse (16.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans ma réponse à la question parlementaire n°1506 (cf. *compte rendu n°15/2010-2011*) de l'honorable Député concernant le consentement éclairé du patient et la promotion des droits du patient, j'avais souligné que la question du consentement éclairé du patient est l'une des questions au cœur des droits du patient.

En effet, le consentement éclairé est aujourd'hui déjà ancré dans de nombreux textes tant internationaux (Convention d'Oviedo, directive 2011/24/UE relative à l'application des droits du patient en matière de soins de santé transfrontaliers) que nationaux (loi hospitalière, Code de déontologie médicale).

Par ailleurs l'avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, que j'entends présenter prochainement au Conseil de Gouvernement, permet de consolider le droit au consentement éclairé et de préciser les contours de sa mise en œuvre.

L'exigence du consentement préalable du patient est évidente pour les actes les plus importants, à savoir les interventions physiques sur le corps du patient, la recherche clinique menée à l'aide d'un médicament. Il est aujourd'hui généralement acquis que le consentement préalable concerne tous les soins de santé.

Suivant l'avant-projet de loi précité il revient au patient de prendre, ensemble avec le médecin et compte tenu des informations et des conseils qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé.

Le consentement éclairé du patient nécessite la divulgation préalable d'une information adéquate. Il peut être tacite si, après avoir adéquatement informé le patient, le prestataire de soins de santé peut raisonnablement déduire du comportement de celui-ci qu'il consent aux soins de santé conseillés.

En ce qui concerne l'information préalable du patient, il incombe à chaque prestataire de soins de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible sur les prestations dont il a la responsabilité. Les autres prestataires impliqués dans la prise en charge devraient s'efforcer de compléter au besoin cette information avec les éléments dont ils disposent.

L'information individualisée est de première importance. Elle se construit utilement dans une démarche de dialogue, de sorte à ce que la recherche du consentement éclairé s'inscrive souvent dans un processus dynamique plutôt que de se résumer à un acte ponctuel.

En ce qui concerne plus particulièrement les médicaments, la prescription d'un médicament consiste normalement dans une démarche plus large de prise en charge du patient. À travers la notice du médicament, le patient dispose d'une

information complète qui lui est accessible. Si le choix du produit ne peut certainement être laissé à la discrétion du patient, le médecin en tant qu'expert a ici surtout une fonction de guide et de conseil du patient.

L'instauration d'un dialogue plus complet autour du médicament permet souvent de soutenir la prise du médicament par le patient. Ainsi, lorsque le médicament est pris sur une certaine durée (par exemple en raison d'une affection chronique) le patient connaissant un minimum d'informations sur les médicaments saura mieux comprendre les raisons et les enjeux de la prise de médicaments. La discussion des effets du médicament et une meilleure compréhension du traitement favorisent l'acceptation et le maintien de la prise du médicament, de même que l'instauration d'une attention du patient à l'égard d'éventuels effets inattendus. Une approche partenariale permet ainsi de soutenir la prise du médicament et l'encouragement à porter attention à l'évolution de son propre état de santé.

L'instauration d'un dialogue est une démarche dynamique, qui demande une habilité communicationnelle des deux partenaires. Lorsqu'elle réussit, elle permet de consolider la relation de confiance du prestataire avec son patient. Il importe de sensibiliser tant le professionnel que le patient d'accepter de s'engager dans un rôle plus actif.

On ne saurait d'ailleurs que conseiller au patient de s'impliquer activement dans sa prise en charge. À l'égard de la médication, celui-ci peut utilement confronter au besoin le médecin avec ses constatations et questions, voire ses hésitations ou craintes éventuelles, afin que le médecin puisse y répondre en fournissant les informations et conseils appropriés.

Question 2046 (2.4.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **placements à l'étranger d'adolescents**:

Il résulte d'après une question parlementaire (cf. *compte rendu n°7/2011-2012 - question parlementaire n°1972 de Mme Josée Lorsché*) que l'année passée 149 enfants et adolescents ont été placés à l'étranger, dont 67 par décision judiciaire et 82 de façon volontaire. Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) Quelles sont les réflexions à la base de ces placements à l'étranger? Y a-t-il une approche philosophique ou bien une pénurie de structures adéquates au Grand-Duché?
- 2) Quelle est le coût financier supporté par l'État luxembourgeois concernant les adolescents placés?
- 3) Les moyens financiers engagés seraient-ils suffisants pour créer une infrastructure adéquate au Luxembourg?

Réponse (2.5.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1) Les situations de placement ou d'accueil d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes à l'étranger correspondent à des réalités très diverses. Il s'agit avant tout de jeunes ayant des besoins d'encadrement très spécifiques et pour lesquels, vu la taille de notre pays, il sera difficile de créer des structures adéquates financièrement viables. Il est donc dans bien des cas plus rationnel et plus économe de recourir aux capacités d'encadrement qui se trouvent dans la Grande Région.

Pour illustrer cette explication, permettez-moi de vous présenter quelques éléments statistiques:

- L'âge moyen des jeunes en question est de 15,2 ans: les enfants entre trois et 12 ans représentant 18%, les adolescents entre 13 et 17 ans représentant 58% et les jeunes adultes de 18 ans ou plus représentant 24%.

- 47% de ces jeunes sont accueillis par six prestataires en Belgique et en Allemagne, situés dans la Grande Région, assez proche de la frontière luxembourgeoise.

- 53% de ces jeunes sont accueillis par 56 prestataires différents, n'accueillant à chaque fois qu'un, deux ou trois jeunes pour une prise en charge très spécialisée.

2) Au cours de l'exercice budgétaire 2011, les prises en charge financières de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration pour des placements et des accueils socio-éducatifs à l'étranger correspondaient à une dépense totale de 8.689.451,91 euros.



Pour arriver au coût net pour le budget de l'État, il faut néanmoins déduire de ce dernier montant le total des participations financières des parents au coût des placements. Ce dernier montant n'est pas encore connu avec exactitude, mais se situe approximativement aux alentours de 500.000 euros.

3) Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question 1, il n'est pas possible de créer au Grand-Duché des structures économiquement viables et permettant un accueil spécialisé pour les problématiques très spécifiques des jeunes accueillis par les 56 prestataires étrangers différents, dont il est question ci-dessus.

Néanmoins, conformément au programme gouvernemental, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec le Ministère de la Santé, examine actuellement les possibilités de mise en place de nouvelles structures de prise en charge psychothérapeutiques pour adolescents ayant des besoins d'encadrement de ce type.

Par ailleurs l'Office national de l'enfance (ONE) essaye de trouver, pour autant que possible, des solutions d'accueil au Luxembourg pour les enfants, adolescents et jeunes adultes accueillis ou placés à l'étranger, et pour ceux pour lesquels un accueil à l'étranger est préconisé, et ce en procédant de la manière suivante:

- analyse différenciée et précise de la problématique du jeune en question;

- recherche de solutions d'accueil alternatives au Luxembourg;

- privilégier les accueils au niveau de la Grande Région aux solutions d'accueil lointaines et ce en vue de garder un contact avec la famille d'origine au Grand-Duché;

- suivi intensif des situations de placement à l'étranger, en vue d'en écourter la durée au maximum.

Mise à part les situations où une décision judiciaire de placement à l'étranger s'impose à l'ONE, notre administration ne donne son accord quant à une prise en charge financière par l'État luxembourgeois des frais en rapport avec l'accueil à l'étranger que pour autant que cette procédure ait été respectée.

Question 2047 (3.4.2012) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **questionnaire en ligne de l'OLAI concernant le plan pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations:**

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration a lancé un questionnaire en ligne pour dégager les priorités du plan national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations pour les années 2013 et 2014. L'OLAI veut de la sorte consulter la société civile.

Dans ce contexte, je voudrais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

1. Pourquoi la formule d'un forum de consultation n'a pas été reprise?

2. Pourquoi le CNE nouvellement élu n'a-t-il pas pu être intégré dans cette recherche des priorités?

3. Le courrier invitant les associations à participer à cette enquête est daté du 21 mars, timbré le 27 mars et arrivé à destination le 29 mars. Le délai de réponse est fixé avant le 5 avril. Il reste donc aux associations cinq jours ouvrables pour répondre. Comment expliquer que l'OLAI méconnaisse à ce point le fonctionnement des associations?

4. Des dispositions particulières sont-elles prévues pour permettre aux structures fédératives de mobiliser leurs associations membres à participer?

5. Quelle est la valeur d'une consultation aussi précipitée?

Réponse (3.5.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'organisation d'un forum de consultation en 2009 poursuivait deux buts précis: présenter le plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations et permettre aux acteurs de la société civile de se prononcer sur chacun de ses onze principes de base commun.

C'est dans un souci de rationalisation et d'efficacité que nous avons opté dès l'année dernière pour un questionnaire en ligne soumis à

la société civile. Ce format de questionnaire a obtenu un taux de réponse élevé. Ainsi, il a permis d'obtenir des réponses diversifiées et complémentaires. Voici pourquoi il a été décidé d'avoir recours à la même formule pour l'année 2012.

2. Dès son élection, chaque membre du CNE a été contacté et invité à répondre à la consultation en le biais d'un courrier individualisé.

3. La consultation était en ligne du 23 mars au 5 avril soit 14 jours.

Un communiqué de presse informant le grand public quant à la consultation a été publié en date du 23 mars 2012, date à laquelle la consultation a été mise en ligne. En parallèle, plus de 700 structures ont été contactées par courrier individualisé.

4. Oui, en effet. J'ai invité le CLAE en tant que carrefour associatif et dans le cadre de sa convention avec l'État, à réfléchir à la manière de mobiliser et solliciter les associations et à mettre en place un processus de consultation des associations du territoire sur les orientations du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations pour les priorités annuelles à prévoir en 2014.

5. L'objectif de la consultation étant de présenter les résultats au comité interministériel à l'intégration afin qu'il élabore des propositions d'actions à mettre en œuvre, et ce avant l'élaboration des budgets 2013, il était important de faire diligence.

La consultation a été mise en ligne le 23 mars et les acteurs ont donc eu 14 jours pour y répondre. L'expérience de l'année passée a démontré qu'au-delà d'un laps de deux semaines pratiquement plus aucune réponse n'est envoyée.

Question 2048 (4.4.2012) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **fonds communal de péréquation conjoncturale:**

Dans le cadre de son avis sur le projet de budget de l'État pour l'exercice 2012, la Cour des comptes a relevé l'existence d'un Fonds communal de péréquation conjoncturale qui a été créé par la loi modifiée du 11 décembre 1967. Suivant l'article 1^{er} de la loi précitée, «ce fonds a pour but de constituer une réserve destinée à faire face à une diminution massive des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.»

Selon la Cour des comptes, l'alimentation du fonds en question par les communes ainsi que par l'État est à effectuer dans des périodes de haute conjoncture par des prélèvements à opérer sur les impôts qui sont particulièrement sensibles aux évolutions de la conjoncture économique, à savoir l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal. «Cette réserve est mise à la disposition en période de récession économique, c'est-à-dire à un moment où le produit fiscal de l'impôt commercial communal est précisément en baisse sensible.»

Dans son avis, la Cour des comptes tient à préciser que les auteurs de la loi voulaient, d'une part, atténuer les fluctuations des recettes destinées à alimenter le budget communal et, d'autre part, éviter des actions des administrations communales contrecarrant une politique anticyclique de l'administration centrale.

Enfin, la Cour des comptes constate que depuis de nombreuses années, le Fonds communal de péréquation conjoncturale n'est alimenté ni par les communes ni par l'État. «Cependant, ce fonds existe toujours en tant que fonds d'argent de tiers auprès du Trésor de l'État et peut être retracé au compte général de l'État.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quel avoir financier compte le Fonds communal de péréquation conjoncturale à l'heure actuelle? Comment ces avoirs sont-ils placés?

- Est-ce que cette réserve a été mise à la disposition des communes durant les vingt dernières années?

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse de la Cour des comptes selon laquelle une discussion devrait être menée sur la pertinence du fonds en question?

Réponse commune (27.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député soulève les questions suivantes relatives au fonctionnement du Fonds communal de péréquation conjoncturale (FCPC):

- Au 31 mars 2012, les avoirs totaux du fonds s'élevaient à 51.923.238,15 euros. Ces avoirs sont placés à terme par la Trésorerie de l'État auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, chaque fois pour une durée de trois mois.

Nous nous permettons de vous renvoyer aussi à la circulaire n°2978 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région adressée en date du 2 février 2012 aux administrations communales relative aux avoirs des communes dans le FCPC au 31 décembre 2011 (copie en annexe).

- Il est à relever d'abord que chaque commune dispose d'une quote-part individuelle dans ce fonds constituée par ses propres contributions et par celles de l'État, à laquelle s'ajoutent les intérêts de placement et de laquelle est déduite, le cas échéant, le montant des retraits individuels opérés.

En vertu de la loi du 11 décembre 1967 portant création du fonds communal de péréquation conjoncturale, les alimentations au fonds par l'État et par les communes sont déterminées respectivement en fonction du rendement de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal d'après le bénéfice et le capital d'exploitation.

À l'époque, le taux de ces contributions était fixé pour chaque exercice par règlement grand-ducal, la contribution annuelle de l'État ne pouvant pas être inférieure à 1% ni supérieure à 3% du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités perçu pendant l'exercice de référence. De même, la contribution annuelle de chaque commune ne pouvait être inférieure à 1% ni supérieure à 3% du montant de l'impôt commercial communal lui revenant pour l'exercice de référence.

En vertu de la loi budgétaire pour l'exercice 2012, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à rembourser au cours de l'exercice 2012 aux communes, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en font la demande, tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de la contribution de ces communes.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, aucune commune ne peut prétendre, au cours de l'exercice 2012, à un remboursement supérieur au déficit du service ordinaire de son budget constaté à la clôture de l'exercice 2010.

Veillez savoir que durant les vingt dernières années, aucune commune n'a fait une demande de remboursement de ses avoirs du fonds. Le dernier prélèvement s'est fait en 1985, tandis que les alimentations au fonds ont cessé en 1975.

- Lors de son institution en 1967, l'objectif déclaré du fonds était de constituer une réserve destinée à faire face à une diminution massive des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.

Du fait que la dernière contribution au fonds a été effectuée en 1975 et que le dernier retrait a été opéré en 1985, il appert que le FCPC ne joue actuellement pas le rôle qui lui était destiné par le législateur de l'époque, par manque de nécessité peut-être de la part des communes à y recourir ou faute d'avoirs financiers suffisants pour pallier aux suites d'une crise économique prononcée.

Veillez savoir que la Banque centrale du Luxembourg établit actuellement une radiographie des finances communales dont les résultats seront mis à disposition du Gouvernement. Sur base de cette étude, une proposition de réforme de l'actuel mécanisme de financement du secteur communal au Luxembourg sera élaborée. C'est dans ce contexte que sera analysée aussi la question de la pertinence et du sort à réserver à l'actuel FCPC. Les conclusions de cette analyse et les propositions de réforme sont attendues pour les prochains mois.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2051 (5.4.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **droit d'accès au contenu du dossier médical:**

Concernant l'information et les droits des patients, il reste beaucoup de chemin à parcourir. En qualité de patient, de titulaire de l'autorité parentale, de tuteur ou d'ayant droit d'un patient décédé, il serait normal de disposer d'un droit d'accès aux éléments contenus dans le dossier médical. Ceci devrait se faire sur place soit à domicile par envoi de photocopies du dossier.

Questions:

1) Quelle est la méthode procédurale à parcourir pour avoir les différentes pièces du dossier?

2) Quelle est la voie la plus rapide pour obtenir les pièces concernées?

3) Y a-t-il des formulaires de demande de dossier personnel, de demande de dossier en qualité d'ayant droit ou de demande de dossier en qualité de tuteur ou d'autorité parentale comme c'est l'usage en France?

4) Est-ce que le médecin référent qui assemble les pièces du dossier du patient pourrait être l'interlocuteur en vue de la procuration des pièces du dossier?

Réponse (20.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Un droit d'accès au dossier du patient est déjà accordé aujourd'hui en vertu de la loi hospitalière (art. 36), respectivement du Code de déontologie médicale (art. 55) et du Code de déontologie de certaines professions de santé (art. 19). La formulation inscrite à l'article 36 de la loi hospitalière a par ailleurs été reprise par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, en ce qui concerne l'accès aux données médicales.

Ce droit d'accéder à son dossier peut être librement exercé soit en personne ou par l'intermédiaire d'un médecin que le patient désigne.

La loi n'impose pas de formalisme particulier à observer par le patient. Le patient peut donc librement s'adresser directement au dépositaire de son dossier, par exemple en s'adressant oralement au médecin traitant lors d'une consultation ou en lui adressant un courrier. Il ne semble par ailleurs pas opportun d'exiger en la matière l'utilisation d'un formulaire de demande.

Le patient peut aussi librement demander au médecin qui a sa confiance de lui procurer une copie des pièces du dossier patient détenu par un autre prestataire. Lorsqu'il en dispose, il peut bien entendu s'adresser à son médecin référent aux fins d'accéder au dossier.

Le dépositaire du dossier est tenu de remettre au patient, ou au médecin par lui désigné, une copie des pièces figurant au dossier. Le directeur d'un établissement hospitalier est au vu de la loi hospitalière personnellement responsable du respect de cette disposition.

Après le décès du patient, suivant la législation actuellement en vigueur, «son conjoint non séparé de corps et ses enfants ainsi que toute personne qui au moment du décès a vécu avec lui dans le même ménage ou, s'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un médecin qu'ils désignent, le droit d'accès».

J'estime que la réglementation actuelle de l'accès au dossier patient est globalement satisfaisante.

L'avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, que j'entends présenter prochainement au Conseil de Gouvernement, sera l'occasion de consolider en outre le droit d'accès au dossier du patient et de préciser les contours de sa mise en œuvre.

Le prédit projet de loi entend ainsi compléter le droit de consulter le dossier patient par un droit de se faire expliquer le contenu par le prestataire de soins de santé. La disponibilité d'un professionnel de la santé apte à expliquer le contenu du dossier peut, en effet, dans de nombreux cas s'avérer d'une valeur ajoutée incontestable pour le patient et permettre de nouer un vrai dialogue autour des éléments du dossier.

Le texte précité entend par ailleurs préciser que le patient peut exercer son droit d'accès en consultant le dossier patient ou en demandant accès aux données relatives à sa santé, soit personnellement, soit en présence ou par l'intermédiaire d'une tierce personne, professionnel de la santé ou non, qu'il désigne à cette fin.

Il est par ailleurs prévu de compléter la législation par une disposition précisant que sauf lorsque l'état de santé du patient requiert un accès plus urgent, le dépositaire du dossier doit donner suite à la demande d'accès dans un délai maximal de 15 jours. Actuellement, la législation ne prévoit en effet aucun délai. Le délai proposé équivaut à celui en vigueur en Belgique.

Question 2052 (6.4.2012) de **Mme Tessa Scholtes** (CSV) concernant l'**enseignement à domicile des enfants:**

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire dispose en son article 9, alinéa 2, que

la formation scolaire obligatoire «peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi».

L'article 21 de la loi du 15 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental précise également que:

«Les parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès de l'inspecteur d'arrondissement. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le temps d'études. ...

... L'enseignement à domicile est soumis au contrôle de l'inspecteur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé à l'inspecteur de procéder au contrôle.»

Alors que cette disposition constitue une dérogation au principe de l'obligation scolaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Combien de dispenses ont été demandées et combien en ont été accordées depuis l'entrée en vigueur desdites lois?

2) Qui sont les enfants concernés par ces dispenses?

3) Quels sont les raisons pour lesquelles ces dispenses ont été accordées?

4) Est-ce que lesdites dispenses ont été limitées dans le temps?

6) Comment les inspecteurs ont-ils organisé le contrôle de l'acquisition des socles de compétence?

7) Est-ce que des dispenses ont été retirées suite à ces contrôles et, si oui, pour quelles raisons?

8) Combien de demandes de dispenses ont été refusées et pour quelles raisons?

Réponse (4.5.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les renseignements recueillis auprès des membres du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental me permettent de fournir les réponses suivantes aux questions posées par l'honorable Députée:

1) En 2009/2010, l'enseignement à domicile a été autorisé pour 15 enfants, en 2010/2011 cette forme d'enseignement a été autorisée pour 23 enfants et en 2011/2012 pour 22 enfants.

2) Les enfants se répartissent de manière à peu près égale sur les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

3) Les motivations avancées par les parents pour solliciter l'enseignement à domicile pour un ou plusieurs enfants sont diverses: séjour temporaire au Luxembourg ou à l'étranger, désir d'assumer soi-même la responsabilité de l'enseignement et de l'éducation de son enfant, désapprobation du contexte scolaire, système scolaire ressenti comme inadéquat, maladie grave et/ou suivi thérapeutique de l'enfant, proposition de la commission médico-psychopédagogique nationale.

4) En principe, les autorisations sont renouvelées d'année en année suite aux contrôles effectués.

5) L'inspecteur effectue le contrôle de l'enseignement à domicile soit seul, soit accompagné du secrétaire de la commission d'inclusion scolaire, soit au domicile de l'enfant concerné, soit au bureau régional de l'inspection, en présence des parents de l'enfant concerné.

6) Aucune autorisation d'enseignement à domicile n'a été retirée suite aux contrôles effectués par les inspecteurs de l'enseignement fondamental.

Question 2054 (10.4.2012) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant le plan national pour l'intégration des Roms:

La journée internationale des Roms, qui est célébrée aujourd'hui a pour but d'attirer davantage notre attention sur le sort de cette communauté. J'en profite pour rappeler au Gouvernement les recommandations, avis et déclarations en la matière de la réunion à haut niveau du Conseil de l'Europe sur les Roms, qui s'est tenue le 20 octobre 2010 et où le Luxembourg fut représenté par Monsieur le Ministre de l'Immigration, ainsi que la recommandation

de la Commission européenne du 6 avril 2011 appelant tous les États membres de l'Union européenne à mettre en place un plan national pour l'intégration des Roms.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement est en train d'élaborer un plan national pour l'intégration des Roms tel que la Commission européenne l'a demandé?

- Dans l'affirmative, comment les Ministres comptent-ils s'y prendre pour réunir tous les éléments afin de donner des réponses adéquates aux besoins des Roms?

- Quand est-ce que le Gouvernement pense pouvoir présenter un tel plan national?

Réponse (10.5.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le Luxembourg a répondu aux conclusions du Conseil de l'Union européenne du 24 mai 2011 concernant le cadre de l'Union européenne pour les stratégies nationales d'intégration des Roms qui a invité les États membres notamment:

- à améliorer la situation sociale et économique des Roms en intégrant cette problématique dans toutes les politiques de l'éducation, de l'emploi, du logement et des soins de santé;

- à élaborer, actualiser ou étoffer leurs stratégies nationales d'intégration des Roms, ou les ensembles intégrés de mesures qu'ils ont mis en place dans le contexte de leurs politiques plus vastes d'intégration sociale visant à améliorer la situation des Roms.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient pleinement les conclusions du Conseil de l'Union européenne en vertu du principe constitutionnel d'égalité qui veut que toutes les personnes se trouvant dans la même situation soient traitées à égalité. Dans ce contexte, l'approche luxembourgeoise consiste à intégrer toute personne qui veut s'établir régulièrement sur son territoire. Une telle approche - conforme à la Constitution et à la loi - évite toute instrumentalisation d'un groupe fondé sur des critères ethniques, y compris les Roms.

Conformément aux orientations de la Commission européenne, telles qu'entérinées par le Conseil EPSCO du 19 mai 2011, l'approche luxembourgeoise réaffirme l'égalité de tous les citoyens vivant sur le territoire luxembourgeois dans toutes les politiques de l'éducation, de l'emploi, du logement et des soins de santé.

Le document a été transmis à la Commission européenne en janvier 2012 et peut être consulté sur le site de la Commission européenne.

(http://ec.europa.eu/justice/discrimination/roma/national-strategies/index_fr.htm)

Question 2055 (10.4.2012) de Mme Josée Lorsché et M. Félix Braz (déi gréng) concernant les analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus:

Monsieur le Ministre vient de confirmer dans sa réponse à une question parlementaire n°1955 de Monsieur Carlo Wagner du 23 février 2012 (cf. *compte rendu n°7/2011-2012*) que «deux experts indépendants de Bruxelles» n'ont pu confirmer que 1.030 des 1.248 analyses réalisées (vers 2006, semble-t-il) dans le service de cytologie du Laboratoire National de Santé (chargé des analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus), soit 82,5% à peine. Les 1.248 analyses avaient été soumises aux experts de Bruxelles pour contre-analyse. Ces 1.248 lames constituent un échantillon de tous les frottis (plus de 80.000 lames en tout).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quand les conclusions des deux experts vous ont-elles été soumises?

2) Quelles conclusions en avez-vous tiré et quand?

3) Les 17,5% d'analyses erronées ont-elles conduit à des diagnostics erronés? Quelles ont pu être les conséquences de diagnostics erronés?

4) Est-ce que, dans l'intérêt des patientes, vos services sont intervenus auprès des médecins traitants afin de les informer des erreurs d'analyse et de leur permettre de corriger, le cas échéant, le diagnostic?

5) À la réception des conclusions des deux experts, et face au nombre élevé d'analyses erronées, avez-vous décidé une contre-expertise des autres frottis pour éliminer le risque de dia-

gnostics erronés basés sur des erreurs d'analyse? Est-ce que les médecins traitants de ces autres patientes ont été informés du risque d'erreurs d'analyse?

6) N'estimez-vous pas qu'il est absolument indispensable de garantir des diagnostics exacts à toutes ces patientes?

7) N'estimez-vous pas que le coût, quel qu'il soit, doit être supporté par la CNS?

8) Est-ce que des conclusions ont été tirées au sein du LNS?

9) Pouvez-vous garantir aujourd'hui, que les marges d'erreur des analyses réalisées au sein du LNS correspondent aux normes internationales de pointe?

Réponse (8.5.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

La question parlementaire des honorables Députés Lorsché et Braz semble initiée par un malentendu ou une interprétation erronée de la réponse à la question parlementaire n°1955 de l'honorable Député Carlo Wagner du 23 février 2012.

En effet, il n'y était pas question de «diagnostics erronés» ou «d'erreurs d'analyse», mais de différence de catégorisation sur une échelle allant de I à V.

Toutes ces catégories ont en commun qu'elles indiquent soit le soupçon soit la probabilité ou la certitude d'anomalies cellulaires qui ne constituent pas un diagnostic, mais sont un facteur déclencheur d'autres mesures de diagnostic de la part du médecin traitant.

Ces mesures sont le plus souvent le rappel de la patiente pour une autre analyse cytologique après un certain laps de temps, ou en présence de catégories plus élevées d'anomalies cellulaires, de procéder à un examen biopsique en vue d'une confirmation histologique.

Un traitement éventuel par le médecin ne se fait donc pas sur base du seul résultat cytologique, mais suite au résultat d'une autre investigation qui, en général, est l'analyse histologique, donc la biopsie.

Des diagnostics exacts et précis comme le demandent les deux parlementaires en sont le résultat.

Aussi puis-je informer les honorables Députés que la division de cytologie clinique vient de terminer les procédures d'accréditation selon la norme ISO 15189 et que l'équipe de la division d'anatomie pathologique du LNS est en voie d'accréditation qu'elle compte avoir finalisée jusqu'à la fin de cette année.

Question 2056 (13.4.2012) de M. Jean Colombero (ADR) concernant les contournements de Heinerscheid et de Hosingen:

D'Liewensqualitéit an d'Sécherheet ass an den Dierfer Hengescht an Housen staark ageschränkt duerch dee villen Duerchgangsverkéier duerch d'N7/E420. Oft ass et och esou, datt schwéier Gefierer all Méi hunn, fir duerch dës Dierfer ze fueren.

Et gëtt ewell jorelaang vu Contournementer em dës zwou Uertschäfte geschriwwen a geschwat, ouni datt awer bis elo eppes Konkretes virzeweise wär, wat d'Liewensqualitéit an d'Sécherheet géif verbessere fir déi betraffe Bierger.

Beim Contournement vun Housen gouf an den 90er Joren ewell een Avant-projet erstallt. Dee gouf laut enger Antwort op eng parlamentaresch Fro (cf. *compte rendu n°2/2004-2005 - question parlementaire n°540 de M. Jean-Pierre Koepf*) am Joer 2005 opgegraff an aktualiséiert a sollt duerno mat enger Impaktnotiz der Kommissioun virgeluecht ginn.

Wat de Contournement vun Hengescht betrëfft, huet am Joer 2005 ee Bureau den Optrag krut, fir en Avant-projet sommaire auszeschaffen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Gehéieren d'Contournementer vun Housen an Hengescht nach zu de Prioritéite vun der Regierung?

2) Wéi wäit sinn déi eenzel Pläng zu dësen zwee Contournementer fortgeschrafft a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

3) Läit ewell een Timing fir d'Realisatioun vun dëse Contournementer fest?

Réponse (18.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Den honorablen Deputéierte wëllt Informatiounen iwwert de Stand vun de Projeten vun

Contournement vun Housen an Hengescht kriéien.

Et ass richtig, datt d'Europastroos E421 iwwert den Tracé vun der Nationalstroos N7 féiert an doduerch dës Stroos och duerch Transitverkéier belaascht gëtt. D'E421 ass eng Europastroos vun der énergeuerdnetzer Kategorie B, d. h. vum Zwëschenetz, dat Oochen mat Lëtzebuerg verbënnt. Déi permanent Zielstelle vun der Stroossebauverwaltung hunn 2011 zu Hengescht een duerchschnëttlechen deegleche Verkéier (DTV) vun 6.971 Gefierer am Dag gezielt, mat engem Undeel vu 5,4% Schwéierverkéier. Zu Housen gouf am Total een DTV vun 10.195 Gefierer gezielt, mat 5,6% Schwéierverkéier. D'N7 ass awer virun allem och eng Ubannung vun Norde vun Land an den Zentrum mat der Haaptstad Lëtzebuerg.

Laut dem Pabeier vun der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit MODU, dat ech kiirzlech virgestallt hunn, befanne sech de Contournement vun Housen an der Phas 2 an dee vun Hengescht an der Phas 3.

De Virprojet APS vum Contournement Housen ass ofgeschloss an d'Studien op Basis vun der zréckbehaleger Variant gi virgefouert. Och déi ugeschwaten Impaktnotiz mat enger Evaluatioun vun alle studierte Varianten ass ofgeschloss. Am Abléck gëtt am Kader vum sektorielle Plang „Transport“ PST eng FFH-Virprüfung (Screening) gemaach, fir ze préiwien, ob et duerch de Bau vum Contournement vun Housen zu erhiefleche Beanträchtegungen op d'Habitatzon „Vallée de l'Our de Ouren à Bettel“ respektiv d'IBA-Zon „Regioun Kiischpelt“ kéint. Wat d'Emgehung Hengescht ubelaangt, ass d'Machbarkeetsstudie am Kader vum Virprojet APS esou wäit ofgeschloss. De Verlaf vun dem Contournement gëtt nach am Detail virustudéiert, fir datt d'Gemeng Clief deen néidege Couloir am Kader vum generelle Bebauungsplang PAG ka reservéieren.

Question 2057 (13.4.2012) de M. André Bauler (DP) concernant le chemin repris 339 reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintsmühle»:

Des habitants de la région de Heinerscheid m'ont informé que le chemin repris reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintsmühle» (CR339) se trouve dans un état déplorable. Vu la condition dangereuse de cette voie routière et les accidents qui y ont eu lieu ces derniers temps, il n'est pas surprenant que l'Administration des Ponts et Chaussées ait finalisé un projet de réaménagement. Aux dires de certaines gens celui-ci ne pourrait malheureusement pas se concrétiser en raison de considérations environnementales (Natura 2000). À noter que le chemin en question est fréquenté par nombre d'agriculteurs, de frontaliers et par les clients du camping situé tout près du moulin (mouvements de transit).

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur la démarche qu'il se propose de mettre en œuvre afin de faire avancer ce projet de redressement dans les plus brefs délais?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux coûts estimatifs du projet en question?

Réponse (16.5.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'avancement du dossier relatif aux travaux sur le CR339.

Actuellement, une étude d'impact sur l'environnement est en cours de sorte que le projet de réaménagement du CR339 entre Kalborn et le lieu-dit «Tintsmühle» ne peut pas pour l'instant être réalisé.

Un bureau d'études spécialisé a été chargé par mes services pour effectuer cette étude et l'on est encore en attente des résultats ornithologiques.

En outre, l'autorisation de permission de cours d'eau fait encore défaut.

Sous réserve que l'étude d'impact ne décèle pas de nuisances majeures pour l'environnement, mes services s'efforceront de faire avancer ce projet dont le coût estimatif s'élève à quelque 2.000.000 euros.